

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

II

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

AVRIL, MAI, JUIN

1861

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOURNAI

AVRIL, MAY, JUNE

1881

PARIS

DE LA LIBRAIRIE

DE LA LIBRAIRIE

DE LA LIBRAIRIE

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

I.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

**Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Russie,
signé à Saint-Petersbourg, le $\frac{2}{14}$ septembre 1860.**

Art. 1^{er}. Il y aura réciproquement liberté de navigation et de commerce pour les navires et les sujets des deux hautes parties contractantes dans leurs États respectifs, dans tous les ports fréquentés maintenant ou qui pourraient être ouverts à l'avenir au commerce maritime étranger.

Art. 2. La nationalité des bâtiments sera reconnue de part et d'autre au moyen des papiers de bord délivrés aux capitaines et patrons des navires par les autorités compétentes, d'après les lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

Art. 3. La liberté réciproque de commerce stipulée à l'article 1^{er} comprend pour les sujets des deux hautes parties contractantes la faculté d'exercer dans les ports de leurs États respectifs le commerce d'importation, d'exportation et de transit, d'après toute l'éten-

due des droits accordés sous ce rapport aux nationaux, et en les assujettissant aux mêmes règlements.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans chacun des deux pays et applicables aux étrangers de la nation la plus favorisée.

Art. 4. Sous le rapport des droits de tonnage, d'ancrage, de phare, de pilotage, de quarantaine et autres perceptions de quelque nature que ce soit, qui tombent à la charge du commerce ou de la navigation, les navires des deux hautes parties contractantes, ainsi que leurs cargaisons et équipages, seront traités réciproquement dans les États respectifs, tant à l'entrée qu'à la sortie et durant leur séjour dans le port, sans distinction de l'endroit de leur départ ou de leur destination, sur le même pied que les nationaux.

Art. 5. Le même traitement des navires appartenant aux deux parties contractantes dans les ports, rades ou autres places maritimes de leurs États respectifs, s'étend également à tout ce qui concerne le débarquement et l'embarquement, ainsi qu'à toutes les dispositions et mesures de police qui se rapportent aux équipages, aux passagers et aux marchandises.

Art. 6. Les capitaines et patrons des bâtiments autrichiens et russes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des deux États aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir de leurs consuls ou des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf à se conformer, dans les cas prévus par les lois de commerce respectives, aux dispositions auxquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. 7. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports de l'Autriche ou de la Russie par les navires de l'une ou de l'autre puissance pourront être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin y être mises en entrepôt au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujetti à des droits de magasinage et de surveillance ou à des conditions d'entrepôt autres que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 8. Toutes les marchandises formant la cargaison des bâtiments appartenant à l'une des hautes parties contractantes, qu'elles soient destinées à l'importation, à l'exportation ou au transit, seront assujetties, dans les États de l'autre, aux mêmes droits de douane ou au-

tres quelconques que celles qui sont chargées à bord des bâtiments nationaux, avec la participation aux mêmes restitutions de droits et primes d'exportation, le cas échéant.

Par suite de la stipulation qui précède, aucun droit différentiel ne sera perçu de part et d'autre sur les marchandises importées ou exportées sous pavillon autrichien ou russe, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies déclare que les dispositions de l'ukase du 19 juin 1845¹ ne seront en aucune façon applicables au commerce direct ou indirect ni à la navigation soit directe, soit indirecte de l'empire d'Autriche.

Toutefois il est fait exception aux stipulations du présent article en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 9. Les stipulations du présent traité concernant la liberté du commerce et de la navigation ne s'appliqueront pas à la navigation des côtes ou cabotage pour le transport direct des personnes et des marchandises par les bâtiments à voiles ou à vapeur, aussi longtemps que ce genre de transport restera exclusivement réservé dans les États de l'une ou l'autre des deux parties contractantes aux bâtiments nationaux.

Toutefois les bâtiments de chacune des deux puissances contractantes pourront prendre et débarquer une partie de leur cargaison ou de leurs passagers dans un port des États de l'autre, et compléter ensuite leur chargement ou débarquer le reste dans un ou plusieurs autres ports du même État sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont assujettis les bâtiments nationaux.

Art. 10. Tout bâtiment de l'une des parties contractantes qui serait forcé par des tempêtes ou par quelque autre accident de se réfugier dans un des ports de l'autre, aura la liberté de s'y radoubier, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer sans payer aucun droit de port, de navigation ou autre quelconque au profit de l'État, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée seront réelles et évidentes, que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps réclamé par les circonstances qui l'auront forcé à y relâcher.

Il est entendu de même que le débarquement devenu nécessaire pour les travaux de réparation du navire ou pour la subsistance de l'équipage, ainsi que l'embarquement de vivres pour la continuation de son voyage, ne seront point considérés comme opérations commerciales. Néanmoins le patron d'un tel navire se trouvait dans la né-

1. Voir *Mrtens*, supplément *Murhard*, tome VIII, page 378.

cessité de se défaire d'une partie de sa cargaison, il sera tenu de se conformer aux lois de douane et aux règlements en vigueur dans l'endroit où il aura abordé.

Art. 11. En cas de naufrage dans la proximité des côtes appartenant à l'une ou à l'autre des deux hautes parties contractantes, il sera donné aux naufragés la même assistance et on vouera le même soin au sauvetage du navire, de son équipage et de sa cargaison, qu'à un bâtiment national qui se trouverait en pareil cas.

Le navire ou ses parties et débris, ses agrès, les papiers trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui auront été sauvés, seront mis en sûreté et restitués à leurs propriétaires ou ayants droit moyennant l'acquittement des mêmes frais de sauvetage, de magasinage ou de conservation, ainsi que des mêmes droits de douane ou de quarantaine que les nationaux seraient obligés de payer en pareil cas.

Il en sera de même du produit de la vente de ces objets, si cette dernière était rendue nécessaire par les circonstances.

Si le propriétaire ou le patron ou un autre agent du propriétaire n'est pas présent, ou bien s'il est présent et qu'il le demande, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront autorisés à intervenir pour prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Dans le cas où le propriétaire des objets sauvés resterait inconnu, il en sera donné avis et la restitution en sera faite au gouvernement de l'autre partie contractante aussitôt qu'il aura été constaté que le bâtiment naufragé appartient à sa nation.

Art. 12. En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État, qu'il ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et moyennant la même compensation ou équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Art. 13. Les sujets de chacune des deux hautes parties contractantes, en se conformant aux lois du pays, auront :

1° Pleine liberté avec leurs familles d'entrer, de voyager ou de séjourner dans quelque partie que ce soit des États et possessions de l'autre partie contractante;

2° Ils auront la faculté, dans les villes et ports, de louer ou de posséder les maisons, magasins, boutiques et terrains qui leur seront nécessaires;

3° Ils pourront exercer leur commerce soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix; enfin,

4° Ils ne seront assujettis ni pour leurs personnes et propriétés, ni pour leurs passe-ports, permis de séjour ou d'établissement, ni en rai-

son de leur commerce ou de leur industrie, à des taxes, soit générales, soit locales, ni à des impôts ou obligations, de quelque nature que ce soit, autres ni plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis pour les nationaux.

Il est entendu que les restrictions établies dans les États de l'une des deux hautes parties contractantes à l'égard des Israélites seront également applicables aux sujets de l'autre appartenant à la même confession.

Art. 14. Les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes, qui se livreront dans les États de l'autre à des opérations commerciales ou qui s'y rendront pour d'autres affaires, jouiront de la même sécurité et protection que les habitants du pays, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et règlements qui y sont en vigueur.

Les autorités du pays ne pourront mettre aucun obstacle à la libre disposition de leur propriété, sous la réserve toutefois de droits et réclamations légales que d'autres particuliers auraient à faire valoir à leur charge ou qui résulteraient des engagements contractés par eux vis-à-vis de l'État, ainsi que des restrictions apportées par les lois du pays à la possession des propriétés immobilières.

Art. 15. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes dans les États et possessions de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou de marine, soit dans les gardes ou milices nationales.

Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel ; enfin de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Seront toutefois exceptées, quant aux charges et fonctions judiciaires ou municipales, celles qui sont attachées à la possession d'un immeuble ou à un bail, et, quant aux contributions et prestations militaires, celles auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. 16. Les deux hautes parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir dans les ports et places de commerce où d'autres gouvernements étrangers jouissant de la même prérogative des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents commerciaux qui recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions.

Il est toutefois bien entendu que les deux gouvernements se réservent la faculté de refuser leur *exequatur*, en cas d'objections

contre la personne nommée à ces fonctions, et d'exiger un nouveau choix.

Art. 17. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires et commerciaux des deux hautes parties contractantes établis dans leurs États respectifs jouiront des mêmes privilèges et prérogatives que ceux des nations les plus favorisées.

Si toutefois ils se livrent en même temps à des opérations commerciales, ils seront assujettis sous ce rapport aux usages, lois et règlements du pays où ils résident, à l'égal des nationaux.

Ces agents, en tant qu'ils se trouveraient autorisés par leur gouvernement à intervenir comme arbitres entre les sujets de leurs pays ou à juger dans les ports de mer les différends survenus à bord des bâtiments qui se trouvent sous leur juridiction, ne pourront être inquiétés ni empêchés dans l'exercice de ces fonctions, sauf les cas qui exigeraient, d'après les lois du pays, l'intervention des autorités locales, judiciaires ou de police.

Art. 18. Il sera prêté réciproquement dans les deux États, de la part des autorités locales, à la réquisition des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, ou, à leur défaut, des patrons et commandants des navires, toute assistance compatible avec les lois du pays pour la saisie et l'extradition des déserteurs des bâtiments de guerre et des navires marchands de leurs pays respectifs.

A cet effet, les susdits agents consulaires s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipages ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiées par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage; sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Les déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des agents consulaires susmentionnés et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays respectifs sur un navire de la même nation ou par toute autre voie.

Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que l'autorité compétente ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets de pays où la réquisition a été faite, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 19. En cas de décès d'un sujet autrichien en Russie ou d'un sujet russe en Autriche, partout ou un consul, vice-consul ou agent consulaire, ou à leur défaut l'agent diplomatique de sa nation, se trouverait à même, par la proximité de sa résidence, de prendre part aux arrangements nécessaires pour dresser l'inventaire de la partie mobilière de la succession, et pour la mettre en sûreté, les autorités compétentes procéderont à ces formalités de concert avec cet agent consulaire ou diplomatique, qui croquera avec le sceau du consulat ou de l'ambassade les scellés apposés par ladite autorité locale, et avisera avec elle à toutes les mesures conservatoires dans l'intérêt des héritiers.

Cependant les objets appartenant à la succession mobilière ne pourront être mis à la disposition de l'agent consulaire ou diplomatique qui aurait participé à ces arrangements qu'en vertu des pleins pouvoirs délivrés par les ayants droit, ou par suite d'autorisations, soit générales, soit spéciales, dont il aurait été muni à cet effet par son gouvernement. Il est d'ailleurs bien entendu que cette remise ne pourra avoir lieu que déduction faite des charges à acquitter dans le pays.

Pour le cas où la succession se composerait en partie ou en totalité de propriétés immobilières que, d'après les lois du pays celui à qui elle tomberait en partage ne serait pas apte à posséder, il sera accordé de part et d'autre aux intéressés un délai suffisant, selon les circonstances, pour opérer de la manière la plus avantageuse possible la vente de ces propriétés.

A l'effet d'assurer l'exécution des stipulations qui précèdent, les autorités locales auront soin de porter sans délai à la connaissance des susdits agents consulaires ou diplomatiques chaque cas de décès parmi les sujets respectifs.

Art. 20. Pour prévenir toute interprétation erronée il est bien entendu que ne sont pas censés déroger au principe de réciprocité qui est la base du présent traité de commerce et de navigation :

1° Les franchises ou immunités dont jouissent maintenant dans les deux États les bâtiments nouvellement construits, ou qui pourraient leur être accordées par la suite;

2° Les privilèges concédés à des compagnies particulières, notam-

ment ceux de la compagnie russe-américaine et la compagnie russe de navigation à vapeur et de commerce, et les immunités spéciales de la compagnie du Lloyd autrichien ;

3° Les immunités accordées en Russie et en Autriche à différentes compagnies anglaises et néerlandaises dites Yacht-clubs ;

4° Les stipulations spéciales qui règlent ou pourraient à l'avenir régler les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvège, et de l'Autriche avec les États de la Confédération germanique et de la ligne douanière allemande (Zollverein) et qui étant basées sur des avantages équivalents et sur des rapports fédératifs, ne pourront, dans aucun cas, être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation sanctionnées entre les deux hautes parties contractantes ;

5° La faculté accordée aux habitants de la côte du gouvernement d'Archangel d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés, dans les ports dudit gouvernement, du poisson sec ou salé ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendonc.

Art. 21. Il est entendu de même :

1° Que le présent traité de commerce et de navigation ne déroge en rien aux engagements réciproques provenant des traités antérieurs conclus entre l'Autriche et la Russie, ni même aux déclarations échangées entre les deux gouvernements le 18 (30) mars et le 25 mars (6 avril) 1859 relativement au service périodique des bateaux à vapeur autrichiens et russes ;

2° Que l'effet du présent traité s'étendra au royaume de Pologne et au grand-duché de Finlande, parties intégrantes de l'empire de Russie, en tant qu'il leur est applicable, et que par conséquent les stipulations contenues dans les articles qui précèdent profiteront à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande.

Art. 22. Le présent traité de commerce et de navigation restera en vigueur pendant huit ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, chacune des deux parties se réservant le droit de donner pareil avis à l'autre à l'expiration des premières sept années ; et il est convenu entre elles qu'à échéance de douze mois après qu'une telle déclaration aura été faite, la présente convention et toutes les stipulations qu'elle renferme cesseront d'être obligatoires pour les deux parties.

Art. 23. Les ratifications du présent traité de commerce et de na-

vigation seront échangées à Saint-Pétersbourg dans le délai de trois mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 2/14 septembre de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) F. THUN, m. p.

(L. S.) GORTCHAKOFF, m. p.

Les ratifications ont été échangées à Saint-Pétersbourg, le 27 octobre (8 novembre) 1860.

**Convention entre la Belgique et le Hanovre concernant
le péage de Stade.**

Sa Majesté le roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le roi de Hanovre, d'autre part, voulant, en attendant qu'un traité général règle la suppression, par voie de capitalisation, du péage de Stade ou de Brunshausen, conclure une convention particulière qui détermine le mode d'après lequel la Belgique s'acquittera des obligations résultant pour elle de cet arrangement, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges, le baron Jean-Baptiste Nothomb, etc., son ministre d'État, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Hanovre;

Et Sa Majesté le roi de Hanovre, le comte Adolphe-Charles-Louis de Platen Hallermund, etc., son ministre d'État et des affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1. Sa Majesté le roi des Belges s'engage à continuer de rembourser aux navires hanovriens le droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839¹, aussi longtemps que cette faveur sera accordée aux navires d'une nation quelconque, y compris la Belgique.

1. § 3. Il sera perçu par le gouvernement des Pays-Bas, sur la navigation de l'Escaut, un droit unique de 1 florin 50 par tonneau, savoir : 1 florin 12 pour les navires qui, arrivant de pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse; et de 0 fl. 38 par tonneau des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse, descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer. Et afin que lesdits navires ne puissent être assujettis à aucune visite ni à aucun retard ou entrave quelconque dans les rades hollandaises soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu que la perception du droit sus-

En considération de ce remboursement, Sa Majesté le roi de Hanovre fait remise, sous les clauses énoncées ci-après, au trésor belge, de la quote-part mise en capital à la charge de la Belgique pour la capitalisation du péage de Stade ou de Brunshausen.

Art. 2. Dans le cas où le remboursement du péage de l'Escaut ne serait plus opéré par la Belgique au profit des navires hanovriens, soit par suite de l'abolition du droit en principe, soit par d'autres motifs, Sa Majesté le roi des Belges s'engage à faire verser au trésor hanovrien la quote-part de la Belgique dans la capitalisation pour le rachat des droits de Stade ou de Brunshausen.

Art. 3. Le cas échéant où, par un arrangement entre les puissances participant aujourd'hui au remboursement du péage de l'Escaut, le péage de l'Escaut viendrait à être capitalisé, Sa Majesté le roi des Belges sera tenue envers Sa Majesté le roi de Hanovre de la part contributive que le Hanovre aurait éventuellement à payer dans la capitalisation jusqu'à concurrence de la somme mise à la charge de la Belgique pour sa part du rachat des droits ou du péage de Stade ou de Brunshausen.

Art. 4. Les stipulations qui précèdent remplaceront les articles 8, 9 et 10 de la convention de navigation conclue entre la Belgique et le Hanovre le 15 janvier 1842¹, laquelle convention restera pour le surplus en vigueur comme si elle n'avait pas été dénoncée.

mentionné aura lieu par les agents néerlandais à Anvers et à Terneuse. De même, les navires arrivant de la pleine mer pour se rendre à Anvers par l'Escaut occidental et venant d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, accompagnés d'un garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination. Les navires se rendant d'Anvers à Terneuse et *vice versa*, ou faisant dans le fleuve même le cabotage ou la pêche, ne seront assujettis à aucun droit. (*Traité de Londres pour la séparation de la Belgique et de la Hollande.*)

1. Art. 8. Les navires belges et leurs chargements seront traités, quant au taux et au mode de perception des droits ou péages de Stade ou de Brunshausen, sur le pied des navires et chargement des nations les plus favorisées, y compris le Hanovre, mais à l'exception de la ville libre de Hambourg. Si, par suite, les navires hanovriens viennent à être, ainsi que leurs chargements, en tout ou en partie, directement ou indirectement, exempts desdits droits ou péages, les navires belges et leur chargement jouiront immédiatement de la même faveur.

Art. 9. Les marbres et les pierres de toute espèce provenant des carrières de la Belgique seront affranchis de tous droits ou péage quelconques de Stade ou Brunshausen. Les sucres lumps et raffinés, les cuirs tannés, les armes (fusils de guerre et de chasse, carabines, pistolets, armes blanches), les clous, la cristallerie et la verrerie de toute espèce, d'origine belge, ne payeront que la moitié desdits droits ou péage actuellement existants, ou tels qu'ils pourraient être fixés dans la suite.

Toutefois, pour jouir de cet avantage, ces objets devront être transportés dans des navires de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, et leur origine devra être constatée par un certificat de l'autorité communale du lieu où ils auront été extraits ou fabriqués, visé sans frais par le consul de Hanovre.

Art. 10. En retour des concessions faites sur les droits ou péage de Stade ou Brunshausen, le gouvernement belge s'engage à faire rembourser aux navires hanovriens le droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839.

Art. 5. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des hautes parties contractantes, lesquelles s'obligent à en provoquer l'application dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, qui toutefois ne pourra dépasser l'année 1861, et sans que le péage de l'Escaut cesse d'être remboursé à la décharge des navires hanovriens, les droits de Stade continueront à être perçus d'après les tarifs en vigueur, à moins que le rachat par la capitalisation ne reçoive ses effets plus tôt.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées avant la fin de l'année 1861.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Hanovre, en double expédition, en français et en allemand, le 18 février 1861.

(L. S.) NOTHOMB.

(L. S.) PLATEN-HALLERMUND.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Décret du 13 février 1861 réglant la question de l'emploi des langues à l'Université de Cracovie. — Principales dispositions du décret.

Dans la Faculté de médecine, le polonais sera exclusivement la langue de l'enseignement public; toutefois les professeurs devront, pendant la durée de chaque troisième trimestre, tenir un cours en langue allemande; la médecine ordinaire et l'histoire de la médecine seront aussi enseignées en allemand.

Dans la Faculté de droit, on emploiera le polonais pour le droit romain et le droit canon, la philosophie du droit, l'économie nationale, le droit public, le droit français et le droit polonais; on fera usage de l'allemand pour le code civil, le droit pénal, le droit de commerce et de change, la procédure, la statistique autrichienne, l'histoire d'Autriche, l'histoire de l'empire et du droit allemands.

Dans la Faculté de philosophie, l'enseignement sera donné en polonais sur tous les sujets en général, mais des cours libres auront aussi lieu en allemand, afin d'exercer les étudiants dans cette langue.

Personne ne pourra être nommé professeur à l'Université de Cracovie sans certifier d'une connaissance parfaite du polonais. On se servira, dans l'examen de chaque matière, de la langue qui a servi à l'enseignement de cette matière même.

Lettres de convocation (*litteræ regales*) pour la Diète hongroise.

François-Joseph I^{er}, par la grâce de Dieu empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, de Bohême, de Gallicie et Lodométrie, de la Lombardie, de Venise et d'Istrie, archiduc d'Autriche, etc., etc.

Sages, méritants et très-aimés fidèles, après que par l'abdication de notre oncle S. M. l'empereur Ferdinand I^{er}, le cinquième roi de Hongrie et de Bohême de ce nom, et la renonciation de notre cher père, S. A. I. R. l'archiduc François-Charles au droit de succession, nous avons été appelé au gouvernement de notre empire en vertu de la pragmatique sanction et avons annoncé notre avènement à nos peuples le 2 décembre 1848¹, nous avons résolu, d'après nos ordonnances rendues le 20 octobre 1860², à l'effet de procéder à notre inauguration et couronnement solennel, à l'effet de remettre aux États et représentants du pays notre diplôme royal d'inauguration, à l'effet en outre de procéder à l'élection d'un palatin dans le sens de l'article 3 du statut de 1608, *ante coronationem*, et dans le but de pouvoir délibérer suivant le vœu de notre cœur paternel avec les fidèles États et représentants de notre très-cher pays de Hongrie et des pays y annexés, sur diverses dispositions légales très-importantes et nécessaires pour la prospérité du pays et l'accroissement du bien public, d'ordonner la réunion pour le 2 avril de l'année courante 1861 d'une Diète générale dans notre ville libre royale de Bude, de la convoquer et de la diriger personnellement avec la grâce de Dieu.

Ce pourquoi nous vous ordonnons sévèrement par ces présentes et daignons vous mander que vous ayez à envoyer et diriger au lieu désigné, pour le jour fixé, les députés élus dans votre sein, conformément à l'article 5 du règlement électoral de l'année 1848, hommes capables et aimant la paix et la tranquillité, qui devront reconnaître comme leur devoir d'être présents à ladite Diète et de s'y concerter avec les autres prélats dignitaires et avec les États et représentants de ladite Hongrie et les pays y annexés, sur nos intentions et nos propositions, qui n'ont d'autre but que le salut, le progrès, la durée et la prospérité du pays, et d'en faire l'objet de leurs délibérations et de leurs conférences. Nous resterons d'ailleurs votre affectionné, et vous assurons de notre bienveillance impériale et royale.

Donné dans Vienne, en Autriche, la capitale de notre empire, le 13 février de l'année 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

1. Voir Martens, *Supplément Murhard*, tome XII, page 611.

2. Voir tome I des *Archives*, page 146.

**Lettre autographe de l'Empereur au baron de Soksevieh,
ban de Croatie.**

Cher baron de Soksevieh, j'ai trouvé bon d'approuver pour la prochaine Diète de Croatie et d'Esclavonie, le règlement électoral qui a été proposé en vertu de ma lettre du 20 octobre 1860¹ par la conférence du banat, et m'a été soumise par mon dicastère croato-esclavon, et qui se base sur le régime électoral adopté pour la Diète croato-esclavonne de 1850.

Je l'ai approuvé dans le sens de la patente de clôture du 7 avril 1850, qui promet la publication d'un règlement électoral, en y comprenant le comitat de Fiume, mais en maintenant en considération ma résolution rappelée ci-dessus, une administration et une représentation particulière pour les confins militaires, et en excluant ce territoire du règlement actuel.

Je crois devoir déclarer de nouveau à ce sujet, et en m'en référant à ladite résolution, que, par cette extension des confins militaires à la Diète provinciale de Croatie et d'Esclavonie, qui est commandée uniquement par le caractère tout spécial de l'administration des confins militaires et par la considération que les résolutions de la Diète ne pourraient s'étendre sur le territoire sans effacer le caractère de son organisation militaire, et que la population des confins ne peut participer à des résolutions politiques qui ne pourraient devenir obligatoires pour elle, il ne sera rien changé à cette disposition de madite résolution, d'après laquelle les confins militaires resteront unis avec la Croatie et l'Esclavonie, et feront avec elles une même circonscription territoriale.

En ce qui concerne la Dalmatie, je trouve bon de vous faire savoir, en complément de ma lettre autographe du 5 décembre 1860, que j'ai chargé en même temps mon ministre d'État d'avoir soin que la Diète qui doit se réunir prochainement ait à s'occuper de nommer des délégués chargés de débattre la question de la réunion de la Dalmatie à la Croatie et l'Esclavonie, sous réserve de ma sanction.

Vienne, 21 février 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

1. Voir *Archives*, tome I, page 46.

**Constitution de l'Empire et statuts principaux du 26 février,
publiés par la *Gazette de Vienne*, le 27 février.**

I. DIPLÔME IMPÉRIAL.

Nous François-Joseph, par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, etc., etc.

Attendu que dans notre diplôme du 20 octobre 1860¹, pour l'organisation politique de la monarchie, nous avons décrété et ordonné, sur la base de la pragmatique sanction et en vertu de notre autorité souveraine, pour servir de règle à nous-même et à nos successeurs légitimes dans le gouvernement, que le droit de donner, modifier ou abroger des lois, ne peut être exercé qu'avec la coopération des Diètes, et, relativement, du Conseil de l'Empire;

Considérant que ce droit, pour être exercé, a besoin d'un ordre et d'une forme définis;

Après avoir entendu notre Conseil des ministres, nous ordonnons et nous promulguons ce qui suit :

I. Relativement à la composition du Conseil de l'Empire appelé à représenter l'Empire et au droit, qui lui est réservé par notre diplôme du 20 octobre 1860, de participer à la législation, nous sanctionnons la loi ci-annexée sur la représentation de l'Empire et nous lui octroyons par les présentes la force d'une loi fondamentale de l'État pour l'ensemble de nos royaumes et territoires.

II. Par rapport à nos royaumes de Hongrie, de Croatie et de Slavonie, ainsi que notre grande principauté de Transylvanie, nous avons, dans l'intention de rétablir les anciennes constitutions de ces pays en harmonie avec notredit diplôme et dans les limites qui y sont tracées, décrété déjà les dispositions nécessaires par nos lettres patentes du 20 octobre 1860².

III. Pour nos royaumes de Bohême, de Dalmatie, de Gallicie et Lodomérie, avec les duchés d'Auschwitz et Zator, et le grand-duché de Cracovie; — nos archiduchés de Basse-Autriche, de Haute-Autriche; — nos duchés de Carniole, de la Bukovine; — notre margraviat de Moravie; — notre duché de Haute et Basse-Silésie; — notre margraviat d'Istrie avec les comtés princiers de Gorice et Gradiska, et la ville de Trieste avec son territoire; — le pays de Vorarlberg, nous voulons, afin de développer, réorganiser et mettre en harmonie les intérêts de la monarchie dans son ensemble, les droits et libertés des fidèles États de ces royaumes et territoires avec les rapports et les

1. Tome I des *Archives*, p. 43. — 2. Tome I des *Archives*, page 46.

besoins de l'époque présente, sanctionner les constitutions spéciales et les règlements électoraux ci-annexés et nous leur octroyons, à chacun pour chaque pays respectif, la force d'une loi fondamentale de l'État.

Toutefois, comme nous n'avons pas encore définitivement prononcé sur la position politique de notre royaume de Dalmatie vis-à-vis nos royaumes de Croatie et de Slavonie, la constitution spéciale pour la Dalmatie ne peut encore, quant à présent, entrer complètement en vigueur.

IV. Afin de mettre les statuts octroyés par nos patentes du 20 octobre 1860 à nos duchés de Styrie, de Carinthie et de Salzbourg et à notre comté de Tyrol en harmonie avec les dispositions qui ont été admises en principe dans les constitutions spéciales sanctionnées par nous en ce jour, et voulant accorder aux représentations des susdits pays les droits plus larges que nous avons trouvé bon d'accorder aux représentants des autres pays de la couronne; enfin, pour mettre nos dispositions sur le droit électoral publiées le 5 janvier 1861, en vigueur également en Styrie, Carinthie, Salzbourg et Tyrol, nous avons, à l'effet d'étendre et de modifier les statuts déjà promulgués, sanctionné les nouvelles constitutions spéciales ci-jointes pour la Styrie, la Carinthie, le Salzbourg et le Tyrol.

V. En ce qui concerne notre royaume Lombard-Vénitien, nous avons chargé notre ministre d'État de nous soumettre en temps opportun une constitution spéciale reposant sur les mêmes principes et nous conférons, en attendant, aux congrégations du royaume, qui en forment la représentation actuelle, le droit d'envoyer un nombre déterminé de membres dans le Conseil de l'Empire.

VI. Maintenant que, en partie par les constitutions antérieures, en partie par les constitutions nouvelles, les fondements de l'organisation politique de notre empire sont posés, que la représentation de nos peuples est organisée et leur coopération à la législation et l'administration réglée, nous promulguons par les présentes ce code complet de lois fondamentales comme la constitution de notre empire; et non-seulement nous voulons observer et nous observerons inviolablement nous-même, avec la protection de Dieu, ces lois solennellement proclamées et jurées, mais nous imposons aussi à nos successeurs dans le gouvernement le devoir de les observer et maintenir inviolablement et d'en faire la promesse dans le manifeste qu'ils auront à publier à cet égard à leur avènement au trône. Nous déclarons par les présentes notre ferme résolution de les protéger avec toute notre puissance impériale contre toute agression et de veiller à ce qu'elles soient observées et maintenues par chacun.

VII. Nous ordonnons que la présente patente ainsi que les lois fon-

damentales sur la représentation de l'Empire et des pays soient expédiées sous la forme de diplômes impériaux et qu'elles soient déposées et conservées dans nos archives de la maison impériale et de l'État ainsi que plus tard dans les archives de nos royaumes et territoires.

Donné en notre capitale et résidence de Vienne, le 26 février 1861.

Signé : FRANÇOIS JOSEPH.

Contre-signé : RECHBERG, MECSÉRY, DEGENFELD, SCHMERLING, LASSER, SZECSEN, PLENER, WICKENBURG, PRATOBEVERA.

II. LOI FONDAMENTALE SUR LA REPRÉSENTATION DE L'EMPIRE.

1° Le Conseil de l'Empire est appelé à représenter l'Empire.

Le Conseil de l'Empire est composé de la Chambre des seigneurs et de la Chambre des députés.

2° Les princes de la maison impériale sont, à l'âge de leur majorité, membres par droit de naissance de la Chambre des seigneurs.

3° Sont membres héréditaires de la Chambre des seigneurs, les chefs majeurs des familles nobles indigènes, éminentes par les grandes propriétés territoriales et auxquels l'Empereur confère la dignité héréditaire de conseillers de l'Empire ;

4° Sont membres de la Chambre des seigneurs, en raison de leurs hautes dignités hiérarchiques, tous les archevêques et évêques auxquels appartient le rang de prince ;

5° L'Empereur se réserve le droit de nommer membres à vie de la Chambre des seigneurs, des hommes distingués qui ont rendu des services à l'État ou à l'Église, à la science ou aux arts.

6° La Chambre des députés se compose de 343 membres par élection, et répartis comme suit pour chaque royaume ou territoire :

Le royaume de Hongrie.....	85
— de Bohême.....	54
— Lombard-Vénitien.....	20
— de Dalmatie.....	5
— de Croatie et Slavonie.....	9
— de Gallicie et Lodomérie, avec les duchés d'Ausch- witz et Zator et le grand-duché de Cracovie.....	38
L'archiduché de la Basse-Autriche.....	18
— de la Haute-Autriche.....	10
Le duché de Salzbourg.....	3
— de Styrie.....	13
— de Carinthie.....	5

Le duché de Carniole.....	6
— de la Bukowine.....	5
La grande principauté de Transylvanie.....	26
Le margraviat de Moravie.....	22
Le duché de Haute et de Basse-Silésie.....	6
Le comté princier de Tyrol et le Vorarlberg.....	12
Le margraviat d'Istrie avec le comté princier de Gorice et de Gradiska, et la ville de Trieste et son territoire.....	6

7° Le nombre des membres déterminé pour chaque pays est envoyé par la Diète de ce pays, par suite d'une élection directe.

L'élection se fera à la majorité absolue des voix, de manière que le nombre des membres de la Chambre des députés fixé par les constitutions spéciales pour les territoires, villes, corporations, est pris parmi les membres de la Diète représentant les mêmes territoires, villes et corporations.

L'Empereur se réserve le droit de faire faire les élections directement par ces territoires, villes et corporations dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'une Diète refuse d'envoyer ses représentants à la Chambre des députés.

8° L'Empereur nomme les présidents et les vice-présidents parmi les membres de chaque Chambre.

Chaque Chambre nommera les autres fonctionnaires.

9° Le Conseil de l'Empire est convoqué annuellement par l'Empereur.

10° Les attributions du Conseil de l'Empire embrassent, conformément à l'art. II du diplôme du 20 octobre 1860, tous les objets législatifs qui se rapportent aux droits, aux obligations et aux intérêts qui sont communs à tous les royaumes et territoires.

Sont compris dans ce nombre, notamment :

a) Toutes les affaires relatives à la forme et au règlement de l'obligation du service militaire.

b) Toutes les affaires concernant l'organisation du système monétaire, le crédit, la monnaie, la banque, les douanes et le commerce, les principes de l'administration des postes, chemins de fer et télégraphes.

c) Toutes les affaires qui concernent généralement les finances de l'Empire, et particulièrement les projets de budget de l'État, l'examen des comptes rendus de l'État et des résultats de l'administration financière, la conclusion de nouveaux emprunts, la conversion des dettes existantes, l'expropriation, la mutation et les charges de la propriété immobilière de l'État, l'augmentation ou la création de nouvelles contributions, droits et redevances.

Les contributions, droits et redevances seront perçus en conformité

des lois existantes aussi longtemps que celles-ci n'auront pas été modifiées constitutionnellement.

La dette publique est placée sous le contrôle du Conseil de l'Empire.

11° Les objets de législation qui sont communs à tous les royaumes et territoires à l'exception des pays de la couronne de Hongrie font partie, en vertu de l'art. III du diplôme du 20 octobre 1860, des attributions constitutionnelles du Conseil de l'Empire, sans que la présence des représentants des pays de la couronne hongroise soit nécessaire.

De ce Conseil de l'Empire, plus restreint, ressortissent, à l'exception des affaires déterminées par l'article 10, tous les objets de législation qui ne sont pas expressément réservés par les constitutions spéciales aux Diètes représentées dans le Conseil de l'Empire restreint.

La même disposition s'applique également aux affaires réservées aux Diètes, dans le cas où une de ces Diètes en demanderait la discussion en commun.

Lorsqu'il y aura des doutes sur la compétence du Conseil de l'Empire restreint pour les affaires législatives communes vis-à-vis de la compétence d'une des Diètes représentées dans le Conseil de l'Empire restreint, l'Empereur décidera sur la proposition du Conseil de l'Empire restreint.

12° Le gouvernement présente les projets de loi au Conseil de l'Empire.

Au Conseil aussi appartient le droit de proposer des lois relatives aux objets de sa compétence (art. 10 et 11).

Pour toutes ces lois l'accord des deux Chambres et la sanction de l'Empereur sont nécessaires.

13° S'il y a urgence pendant l'intervalle des sessions du Conseil de l'Empire de prendre des mesures concernant ses attributions, le ministère est obligé d'exposer au prochain Conseil les motifs et les résultats de ces mesures.

14° La majorité absolue des membres présents est nécessaire pour rendre valable un vote du Conseil de l'Empire et, relativement, du Conseil de l'Empire restreint.

Les propositions tendantes à modifier la présente loi fondamentale doivent réunir au moins les deux tiers des voix dans chacune des deux Chambres, pour être valables.

15° Les membres de la Chambre des députés ne sont pas tenus à accepter des instructions de leurs électeurs.

16° Tous les membres du Conseil de l'Empire exerceront leur droit de voter, en personne.

17° Le mandat des membres de la Chambre des députés envoyés par un pays expire le jour de l'ouverture d'une nouvelle session.

Ces membres sont rééligibles. Lorsqu'un membre décède ou perd

sa capacité personnelle, ou est empêché d'une manière durable de siéger, une nouvelle élection aura lieu.

18° L'ajournement du Conseil de l'Empire, ainsi que la dissolution de la Chambre des députés, ont lieu par ordre de l'Empereur. En cas de dissolution, les nouvelles élections se feront dans le sens de l'art. 7.

19° Les ministres, chanceliers de Cour et chefs des autorités centrales ont le droit d'assister à toutes les délibérations et de présenter leurs communications en personne ou par un délégué.

A leur demande, ils doivent être entendus.

Ils n'ont le droit de prendre part au vote d'une Chambre que lorsqu'ils en sont membres.

20° Les séances des deux Chambres du Conseil de l'Empire sont publiques.

Chaque Chambre a le droit d'exclure, exceptionnellement, la publicité lorsque le président ou dix membres au moins la demandent et que la Chambre le décide en séance secrète.

21° Les dispositions ultérieures sur les délibérations et les rapports des deux Chambres entre elles ou avec le dehors sont déterminées par le règlement d'ordre.

III. PATENTE DE CONVOCATION.

Nous François-Joseph I^{er}, etc.,

Voulant voir réunis aussitôt que possible, dans les lieux déterminés légalement, les Diètes de nos royaumes et territoires, et le Conseil de l'Empire institué par la patente de ce jour, dans notre résidence de Vienne, et ayant déjà convoqué les Diètes de nos royaumes de Hongrie, de Croatie et de Slavonie sur la base des ordonnances déjà publiées, et nous étant réservé la convocation de la Diète de Transylvanie sur la base des ordonnances à publier sur les propositions qui nous sont soumises,

Nous ordonnons ce qui suit :

Les Diètes de Bohême, de Dalmatie, de Gallicie, de la Haute et Basse-Autriche, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de la Bukovine, de Moravie, de Silésie, de Tyrol, de Vorarlberg et d'Istrie sont convoquées, pour le 6 avril 1861, à leur lieu de réunion légalement fixé.

IV. PATENTE SUR LE CONSEIL D'ÉTAT.

Nous François-Joseph I^{er},

De l'avis de notre conseil des ministres, nous avons décidé :

1° Le Conseil de l'Empire permanent et renforcé est dissous. Les

dispositions de la patente du 13 avril 1851, les ordres du cabinet du 20 août 1851 et la patente du 5 mars 1860 sont rapportés;

2° Il sera créé un conseil d'État dont les attributions, la position et l'organisation sont réglés par le statut ci-joint :

V. STATUT POUR LE CONSEIL D'ÉTAT.

1° Le conseil d'État est composé d'un président et de plusieurs conseillers d'État.

2° Le président du conseil d'État a le rang de ministre.

Il assiste aux délibérations du conseil des ministres sans prendre part au vote.

3° L'Empereur nomme le président et les conseillers.

4° On aura égard pour ces nominations aux capacités éminentes, à l'expérience dans l'administration de la justice, des finances, de la guerre et des affaires politiques, ainsi qu'à la connaissance exacte de la situation des royaumes et territoires.

5° Le conseil d'État est destiné en général à seconder, par ses avis, l'intelligence et l'expérience de ses membres, l'Empereur et son ministère, afin d'établir des principes solides, mûris et concordants.

Les projets de loi destinés à être soumis aux représentants de l'Empire et des divers pays, ou ceux qui, émanés de l'initiative de ces assemblées, sont présentés à la sanction impériale, ainsi que les arrêtés ministériels importants et généraux sur les affaires administratives, sont envoyés à l'avis du conseil d'État.

L'Empereur se réserve de prendre aussi l'avis du conseil d'État pour d'autres affaires publiques.

Une loi spéciale déterminera, en complétant le présent statut, les attributions du conseil d'État par rapport aux conflits de compétence et dans les affaires contentieuses du droit public, et réglera la manière dont il exercera ses fonctions.

6° Les demandes d'avis seront adressées au président du conseil d'État, par ordre de l'Empereur, ou en vertu d'une décision du conseil des ministres par le président de ce conseil.

Le président du Conseil de l'Empire est autorisé à appeler aux délibérations du conseil d'État des notabilités éminentes, fonctionnaires ou non, si leurs connaissances, leur intelligence et leur expérience pouvaient être utiles pour la solution approfondie d'une question.

7° Le président du conseil d'État distribue, ayant égard à l'article précédent, les affaires à chaque membre et détermine la présence des membres aux délibérations. Il décide aussi, suivant la nature des matières, si l'avis sera donné par le conseil en corps ou par une de ses sections. L'avis du conseil d'État sera signé par le président et contre-signé par le rapporteur.

8° Le conseil d'État en général, aussi bien que chacun de ses membres, jouit d'une indépendance complète par rapport à ses opinions et à ses avis.

9° Tout ministre ou chef de département au ressort duquel appartient l'affaire soumise à la délibération du conseil d'État, a le droit d'y assister sur l'invitation du président, auquel il en aura adressé la demande préalable. Il n'aura pas de voie délibérative au vote.

10° Le président du conseil d'État adressera l'avis du conseil, soit directement à l'Empereur, soit au président du conseil des ministres.

11° Le président du conseil des ministres peut appeler un ou plusieurs ou tous les membres du conseil d'État aux séances du conseil des ministres.

12° Il sera statué, par une ordonnance spéciale, sur le nombre et le rang des conseillers d'État, sur leur serment et leurs appointements, sur le personnel des bureaux et le règlement d'ordre.

VI. STATUT PROVINCIAL DE L'AUTRICHE AU-DESSOUS DE L'ENNS¹.

CHAPITRE I^{er}.

De la représentation de la province en général.

Art. 1^{er}. L'archiduché d'Autriche au-dessous de l'Enns est représenté à la Diète pour les affaires concernant la province.

Art. 2. Les attributions appartenant à la sphère d'action de la représentation du pays sont exercées soit par la Diète elle-même, soit par le comité permanent de la Diète.

Art. 3. La Diète se compose de 66 membres :

- a) Le prince-archevêque de Vienne et l'évêque de Saint-Hippolyte ;
- b) Le recteur de l'université de Vienne ;
- c) 63 députés élus, savoir : 1° 15 députés de la propriété foncière ; 2° 20 députés des villes et bourgs désignés par le règlement électoral et de la chambre de commerce ; 3° 20 députés des autres communes de l'archiduché.

Art. 4. L'Empereur nomme le maréchal de la Diète chargé de diriger les débats de l'assemblée, et le choisit au sein de celle-ci.

Art. 5. Le règlement électoral s'occupe des règles concernant l'électorat et l'éligibilité.

Art. 6. Les fonctions de maréchal de la Diète et des membres dureront six ans. Les députés ne peuvent être révoqués par leurs mandataires. Après l'expiration de la période de la Diète, de même

1. Les statuts provinciaux étant basés sur les mêmes principes, nous nous bornerons à donner ici l'analyse du statut de l'Autriche au-dessous de l'Enns. Nous indiquerons ensuite les principales différences propres à chaque pays de la couronne.

qu'après le décès ou la démission des membres de l'assemblée, on procédera aux réélections. Les députés sortants peuvent être réélus.

Art. 7. Les députés ne pourront pas recevoir d'instruction et siègeront personnellement.

Art. 8. La Diète sera convoquée par l'Empereur, et siégera, à moins de décision contraire, dans la ville de Vienne.

Art. 9. A leur entrée dans la Diète, les députés prêteront serment de fidélité et d'obéissance à l'Empereur; ils jureront d'observer les lois et de remplir consciencieusement leur devoir.

Art. 10. Le maréchal de la Diète fait l'ouverture et la clôture de l'assemblée et la préside. La Diète peut être dissoute par l'Empereur, même pendant la durée de la législature, et il y a lieu alors de procéder à de nouvelles élections.

Art. 11. Le comité permanent de la Diète, organe administratif et exécutif de la représentation du pays, se compose de six membres choisis par la Diète dans son sein, sous la présidence du maréchal de la Diète.

Art. 12. Un des membres du comité sera élu par les députés de la grande propriété foncière, un par les électeurs des villes, et un troisième par ceux des autres communes. Les trois autres membres sont nommés par toute l'assemblée en corps. L'élection se fera à la majorité absolue des voix.

Art. 13. On nommera un remplaçant pour chaque membre du comité.

Art. 14. Les fonctions des membres du comité et de leurs remplaçants dureront autant que la Diète qui les aura élus, et se prolongera après l'expiration de la période législative jusqu'à la réunion de la nouvelle Diète.

Art. 15. Les membres du comité permanent sont obligés d'établir leur résidence à Vienne. Ils recevront une indemnité.

CHAPITRE II.

Attributions de la représentation du pays.

PREMIÈRE SECTION.

Attributions de la diète.

Art. 16. La Diète est appelée à participer au pouvoir législatif dans la mesure des prescriptions du diplôme impérial du 26 octobre, et à envoyer à la Chambre des députés du Conseil de l'Empire des députés fixés au nombre de 18 par l'article 6 de la loi sur la représentation de l'empire. L'élection de ces députés aura lieu conformément à l'article 7 de ladite loi. Leur répartition sur les territoires, villes et corporations est réglée dans l'appendice.

Art. 17. Les projets de loi seront présentés à la Diète par le gou-

vernement. La Diète a également le droit de proposer des lois concernant le pays. Pour toute loi, il faudra le consentement de la Diète et la sanction de l'Empereur. Des lois repoussées par l'Empereur ou la Diète ne pourront être représentées dans la même session.

Art. 18. Sont déclarées affaires du pays :

I. Toutes les mesures concernant : 1° la culture du pays ; 2° les constructions publiques faites aux frais du pays ; 3° les établissements de bienfaisance entretenus par le pays ; 4° le budget et les comptes en recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires ;

II. Les mesures plus spéciales en dedans des limites des lois générales concernant : les affaires communales, les affaires de l'Eglise et des écoles, les charges de fournitures de chevaux, de logement des troupes ;

III. Les mesures concernant d'autres objets qui peuvent intéresser le pays et qui seront renvoyées devant la Diète.

Art. 19. La Diète est appelée :

I. A délibérer et à formuler des propositions sur les lois et institutions générales en ce qui concerne leur action particulière sur la prospérité du pays, et à demander des lois générales que le bien du pays peut exiger ;

II. A émettre des propositions sur tous les objets que le gouvernement soumettra à ses délibérations.

Art. 20. La Diète s'occupe de la conservation des propriétés du pays. Ces propriétés ne pourront être aliénées ou hypothéquées qu'avec l'autorisation de l'Empereur.

Art. 21. La Diète administre les biens provinciaux, la dette de la province, etc.

Art. 22. Elle délibère et prend des résolutions sur les voies et moyens nécessaires pour les dépenses de la province, et pourra ajouter dans ce but jusqu'à 10 pour 100 aux impôts directs. Pour dépasser le chiffre de 10 pour 100, il faudra l'autorisation impériale.

Art. 23 et 24. Des règlements particuliers détermineront l'action de la Diète dans les affaires communales, ainsi que sa participation à la répartition de la perception des impôts publics.

Art. 25. La Diète règle l'organisation administrative, le traitement des fonctionnaires et employés attachés à son service, ou institués pour des objets particuliers d'administration.

DEUXIÈME SECTION.

Attributions du comité permanent.

Art. 26. Le comité permanent s'occupe de l'administration ordinaire des propriétés provinciales et surveille le service des fonctionnaires et employés. Il rend compte de sa gestion à la Diète.

Art. 27. Il exerce les droits de patronage, présentation, etc., appartenant aux anciens États de la province.

Art. 28. Il représente la représentation du pays dans toutes les affaires contentieuses. Les pièces émanées de la représentation du pays sont signées par le maréchal de la Diète et des membres du comité.

Art. 29-32. Le comité prépare le travail des sessions ; il examine les pièces relatives aux élections et fait valider les élections pour la Diète, etc.

CHAPITRE III.

De la marche des affaires.

Art. 33. L'assemblée traite les affaires de sa compétence dans des séances qui sont ouvertes et closes par le maréchal de la Diète.

Art. 34. Les séances de la Diète sont publiques. L'assemblée pourra se former en comité secret si le président ou cinq membres le demandent.

Art. 35. Les affaires seront soumises aux délibérations, soit :

a) Comme proposition du gouvernement ;

b) Comme proposition du comité permanent et d'une commission nommée par la Diète ;

c) Comme propositions de membres isolés ; ces dernières, lorsqu'elles n'ont pas trait à une proposition du gouvernement ou d'une commission, devront être communiquées d'abord par écrit au maréchal de la Diète et soumises à l'examen du comité. Le maréchal devra exclure les propositions sur des objets placés en dehors de la compétence de la Diète.

Art. 36. Le maréchal fixe l'ordre du jour.

Art. 37. Le gouverneur de l'archiduché et les commissaires délégués par lui ont le droit d'assister aux séances ; ils prennent part au vote s'ils sont membres de la Diète.

Art. 38. La moitié au moins des membres de la Diète devront être présents pour qu'il soit pris une résolution valable, et chaque résolution devra être prise à la majorité absolue des membres présents.

Les résolutions relatives à des modifications à apporter au présent statut ne pourront être votées qu'en présence des trois quarts au moins des membres et à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 39. Le vote se fera ordinairement à vive voix ; il pourra avoir lieu par assis et levé.

Art. 40. La Diète décide de la manière de publier le compte rendu de ses séances.

Art. 41. La Diète ne peut se mettre en rapport avec la représentation d'aucun autre pays de la couronne. Des députations ne pourront

être reçues dans son sein ; des pétitions ne pourront être remises que par l'intermédiaire d'un député. La Diète ne pourra envoyer des députations à l'Empereur qu'avec l'autorisation de Sa Majesté.

Art. 42 et 43. Ces articles règlent le mode de délibération du comité permanent.

Ce statut est suivi d'un règlement électoral en 53 articles dont nous ne donnerons que les dispositions relatives aux conditions exigées pour être électeur et éligible.

Tous les grands propriétaires fonciers forment un seul collège. La chambre de commerce de Vienne élit quatre députés. Les autres villes et communes sont divisées en districts électoraux.

Les députés des propriétaires fonciers sont élus directement par ceux qui, d'après la loi communale du 17 mars 1849 ou d'après leurs statuts communaux particuliers, appartiennent : 1^o dans les communes, à trois corps électoraux, aux deux premiers corps, et payant en impôts directs au moins 20 florins à Vienne et 10 florins dans les autres villes ; 2^o dans les communes qui possèdent moins de trois corps électoraux aux plus imposés, c'est-à-dire aux deux premiers tiers des contribuables classés d'après le montant de leurs contributions directes annuelles.

Les députés des communes rurales sont élus par des électeurs élus. Chaque commune nommera un électeur par cinq cents habitants. Sont électeurs primaires :

- a) Dans les communes à trois corps électoraux, les deux premiers corps ;
- b) Dans les autres, les deux premiers tiers des contribuables les plus imposés.

Pour être élu député, il suffit d'être citoyen autrichien âgé de trente ans, d'avoir la jouissance entière de ses droits civils, d'être électeur direct dans les collèges des propriétaires ou dans les villes, ou électeur élu dans les communes rurales.

Un appendice détermine la répartition des membres à nommer pour le Conseil de l'Empire par la Diète provinciale, suivant les territoires, villes et corporations. La Diète devra choisir trois des députés parmi les trois membres perpétuels, et les quinze représentants de la propriété foncière, quatre parmi les douze représentants de la ville de Vienne, un parmi les quatre représentants de la chambre de commerce, trois parmi les douze députés des villes et bourgs autres que Vienne, cinq parmi les vingt députés des circonscriptions rurales.

Voici le nombre des députés dont se composent les Diètes des autres provinces :

Autriche au-dessous de l'Enns, 50 membres, comprenant : l'évêque de Linz, 10 députés de la grande propriété, 20 des villes et chambres de commerce, 19 des communes rurales.

Salzbourg, 26 membres : le prince-archevêque de Salzbourg, 5 députés de la propriété, 12 des villes, 8 des communes rurales.

Tyrol, 68 membres : archevêque de Salzbourg, princes-évêques de Trente et Brisen, recteur de l'université d'Innsbruck, 4 députés des abbayes et ordres religieux, 10 de la grande propriété noble, 16 des villes, 34 des autres communes.

Vorarlberg, 20 membres : le vicaire du prince-évêque, 5 députés des villes, 14 des autres provinces.

Styrie, 63 membres : les princes-évêques de Seckan et de Lavaut, le recteur de l'université de Gratz, 12 députés de la grande propriété, 25 des villes et 23 des autres communes.

Carinthie, 37 membres : le prince de Gurk, 10 députés de la grande propriété, 12 des villes, 14 des communes rurales.

Carniole, 37 membres : le prince-évêque de Laibach, 10 députés de la grande propriété, 10 des villes, 16 des communes rurales.

Trieste sera représenté par sa municipalité qui nommera deux députés au Conseil de l'Empire.

Gorz et Gradisca, 22 membres : le prince-évêque de Gorz, 6 députés de la grande propriété, 7 des villes, 8 des autres communes.

Margraviat d'Istrie, 30 membres : l'évêque de Trieste et Capo d'Istria, l'évêque de Parenzo et Pola, l'évêque de Veglia, 15 députés de la grande propriété, 10 des villes, 12 des autres communes.

Dalmatie, 43 membres : l'archevêque de Zara, l'évêque grec non uni de Zara, 10 députés des plus imposés, 11 des villes et 20 des communes rurales.

Bohême, 241 membres : le prince-archevêque de Prague et les évêques de Lectmeritz, Königsgatz et Budiweis, le recteur de l'université de Prague, 70 députés de la grande propriété, 87 des villes, 79 des autres communes.

Moravie, 100 membres : le prince-archevêque d'Ollmutz et l'évêque de Brunn, 30 députés de la grande propriété, 37 des villes, 31 des autres communes.

Silésie, 31 membres : le prince-évêque de Breslau, 9 députés de la grande propriété, 12 des villes, 9 des communes rurales.

Gallicie et Lodomérie, 150 membres : les trois archevêques de Lemberg, les deux évêques de Przémysl, l'évêque de Tarnow, l'évêque de Stanislav, les recteurs des universités de Cracovie et de Lemberg, 44 députés de la grande propriété, 23 des villes et 74 des communes rurales.

Bukowine : l'évêque de la Bukowine, 10 députés de la grande propriété, 7 des villes, 12 des autres communes.

Lettre autographe de l'Empereur à M. de Schmerling.

Cher chevalier de Schmerling,

Pour donner l'occasion à la population serbe de l'ex-circonscription administrative du banat serbe d'exprimer ses vœux concernant le maintien qui lui a été garanti de ses anciens privilèges et exemptions légales, et notamment de sa nationalité, et de sa langue, et de formuler d'une manière positive les conditions et stipulations de garantie qu'elle juge nécessaires pour la réincorporation de la Voïvodie serbe dans le royaume de Hongrie, je daigne consentir à la demande du patriarche Rajacic, à ce qu'un congrès national serbe de la population de l'ex-banat serbe se réunisse à Carlowitz, sous la présidence du patriarche Rajacic. Ce congrès, auquel j'enverrai un commissaire impérial, sur la nomination et les instructions duquel vous aurez à me soumettre vos propositions après vous être concerté avec le chancelier

de Hongrie, se réunira le plus promptement possible, se bornera dans ses délibérations, qui devront être terminées en tous cas avant la réunion de la Diète hongroise, aux objets indiqués plus haut, et me soumettra les résultats, ainsi qu'au chancelier de Hongrie. Le congrès ne se composera exclusivement que de députés de nationalité serbe, ecclésiastiques ou séculiers, de tout le territoire de l'ancienne circonscription administrative du banat de Serbie; par conséquent, aussi bien des comitats réunis à mon royaume de Hongrie que des districts d'Illok et Ruma, incorporés au royaume d'Esclavonie; mais en même temps je prétends réserver expressément le droit de la population grecque non unie des autres parties de mon royaume de Hongrie et d'Esclavonie, ainsi que des royaumes de Croatie et de Dalmatie, de la principauté de Transylvanie, du duché de Bukowine, enfin des confins militaires, de se faire représenter dans les congrès nationaux qui doivent être réunis pour les affaires d'école et d'église par des députés de l'état ecclésiastique, et, s'il y a lieu, des états civil et militaire. Pour la convocation de ce congrès exceptionnel, le nombre de ses membres, leur distribution, et le mode d'élection, vous devrez inviter le patriarche Rajacic à vous faire ses propositions, ainsi qu'à mon chancelier de Hongrie, et vous me soumettrez ces propositions avec votre avis motivé; je donne connaissance en même temps de ces dispositions à mon ministre de la guerre, au chancelier de Hongrie, et au président du dicastère de Croatie et d'Esclavonie.

Vienne, le 5 mars 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Vote motivé de l'envoyé de Danemark pour le Holstein et Lauenbourg dans la séance de la Diète de Francfort du 7 février 1861.

Par ordre de son gouvernement, l'envoyé doit faire insérer au protocole le vote suivant :

Lorsque la Diète germanique adopta le 8 mars¹ de l'année dernière les propositions présentées le 18 février de ladite année par les comités réunis, le gouvernement royal pouvait, malgré le contenu de cette résolution, conserver l'espoir qu'elle ne provoquerait pas des difficultés réelles.

Le gouvernement royal doit, il est vrai, s'en tenir encore à la conviction que les exigences ainsi posées ne sont ni historiquement ni

1. *Archives*, tome I, page 431.

légalement fondées, vu que, d'un côté, la constitution des États provinciaux du Holstein ne donne voix délibérative à ces États qu'à l'égard des nouveaux impôts, tandis que quant à l'emploi même des recettes particulières, elle ne leur accorde aucune coopération, bien moins donc un vote décisif, et que, de l'autre, la proclamation royale du 28 janvier 1852 ne promet aux États provinciaux holsteinois une voix délibérative que pour les affaires qui, d'après l'ordre fixé dans cette proclamation royale, font partie des affaires *particulières* ou spéciales de cette partie du pays, et ne sont donc point *communes*. En outre, le gouvernement royal pouvait tout aussi peu douter qu'un droit de suffrage général accordé dans les affaires communes aux États provinciaux holsteinois et qu'aucune autre garantie ne déterminerait, devrait être reconnu comme entièrement inexécutable en pratique.

Mais, d'un autre côté, le *but* que cette résolution devait atteindre paraissait être de garantir les duchés de Holstein et Lauenbourg contre l'influence qu'on craignait de voir exercée par le Conseil du royaume institué pour les autres parties de la monarchie; la *demande* qui fut posée en conséquence tendait à ce que les projets de loi qui seraient soumis à l'avenir au Conseil du royaume le fussent aussi aux États holsteinois, de sorte que cette *éventualité* ne pouvait se présenter que quand ce conseil serait convoqué de nouveau.

Conformément à ce caractère d'une réserve éventuelle et, respectivement, d'une mesure prohibitive, la résolution fédérale n'avait pas exigé une reconnaissance immédiate de la part du gouvernement royal, et encore moins fixé un délai dans les limites duquel une telle déclaration dût être faite. Or, comme d'après la constitution existante, le Conseil du royaume ne devait être convoqué de nouveau que dans le cours de deux années, le gouvernement royal croyait pouvoir s'abandonner à l'espoir que ces efforts incessants, non entravés par une opposition de la Diète germanique, réussiraient à amener dans cet espace de temps, avec l'aide d'une assemblée des États nouvellement élue, un règlement définitif de la position du Holstein dans l'ensemble de la monarchie, et à résoudre ainsi d'une manière satisfaisante les grandes difficultés d'un provisoire.

C'est donc avec un regret d'autant plus vif que le gouvernement royal a dû voir par les propositions actuelles qu'en quittant la voie suivie jusqu'ici et donnant à la résolution du 8 mars, sans aucun motif quelconque, une portée nouvelle et inattendue, on exige du gouvernement royal une reconnaissance immédiate et expresse de cette résolution; il se voit d'autant moins en état d'adhérer à ces propositions que les demandes contenues dans la résolution susmentionnée sont maintenant interprétées d'une manière qui rendrait réellement impossibles une administration et un gouvernement répondant aux lois et formes existantes.

Si les comités réunis ont cherché le motif de ce procédé dans la motion présentée en son temps par le gouvernement grand-ducal d'Oldenbourg, le gouvernement royal doit pour le moment se référer à sa déclaration sur les faits y relatifs, contenue dans la note du 10 septembre de l'année dernière, soumise à la haute assemblée. Il y est exposé comme le budget de l'État publié dans le Bulletin des lois pour les duchés de Holstein et Lauenbourg du 3 juillet 1860, n'est qu'une répétition et une combinaison de dispositions financières précédemment émises, attendu que, quant au Holstein en particulier, par la patente du 25 septembre 1859, indépendamment de toutes autres influences et inclusivement par la décision souveraine de Sa Majesté le roi, la quote-part du Holstein aux recettes et dépenses communes avait été fixée pour l'exercice des deux années 1860 à 1862, longtemps avant la résolution du 8 mars et par conséquent à une époque où la haute Diète germanique ne réclamait point encore une compétence au sujet des finances communes.

Contester le budget du 3 juillet 1860 serait donc contester la patente royale du 25 septembre 1859; or, même au point de vue de la résolution du 8 mars, cela ne pourrait être justifié qu'en attribuant à cette dernière un effet rétroactif. Mais une telle application de cette résolution serait non-seulement incompatible avec les droits souverains incontestables de Sa Majesté le roi; comme il est dit plus haut, elle serait aussi contraire au texte même de la résolution, vu que celle-ci a uniquement voulu poser une condition, jugée convenable par la haute assemblée, pour les mesures ultérieures du gouvernement royal, ainsi donc pour l'avenir, condition qui est du reste désignée dans tous les rapports comme *nouvelle*.

Si, pour expliquer en quelque sorte cette contradiction, il est dit dans les rapports des comités, sous le chiffre III, que cette patente n'était pas connue alors de la Diète germanique et qu'ainsi la résolution n'a pu en tenir compte, on ne peut s'empêcher de faire remarquer qu'il est dit déjà dans la note de l'envoyé du 2 novembre 1859 (reproduite page 76 des protocoles de l'année dernière) :

« Sa Majesté, par résolution suprême, a déjà fixé, dans les limites des garanties indiquées, le budget du duché de Holstein pour les affaires communes de la monarchie dans la prochaine période financière, »

Et que, dans la déclaration (page 168 des susdits protocoles) faite avant la résolution prise dans la séance du 8 mars, il est expressément annoncé que :

« Tout comme Sa Majesté a, pendant la dernière réunion du Conseil du royaume, complètement assuré l'indépendance des duchés de Holstein et Lauenbourg des résolutions de ce conseil, de même aussi,

avant l'ouverture de ce dernier déjà, le budget du duché de Holstein, en tant qu'il concerne les affaires communes de la monarchie, avait été fixé par une résolution suprême spéciale pour la prochaine période financière de deux ans. »

En présence de cet exposé répété et complet de la chose dont il s'agissait surtout et à laquelle on rattache maintenant tant de poids, le gouvernement royal peut d'autant moins admettre que la haute Diète germanique n'ait pas été informée de la loi contenant cette disposition, que cette patente a été immédiatement publiée comme telle, et cela absolument de la même manière dont la haute assemblée, si elle devait tirer occasion du budget du 3 juillet 1860 pour prendre une résolution, aurait déduit cette occasion.

Si la présente motion mentionne en outre les prétendus droits du duché de Lauenbourg par rapport à ce budget d'état, il suffira de faire remarquer finalement, *d'une part*, que les dispositions nécessaires avaient été prises aussi pour le Lauenbourg par une patente souveraine du 25 septembre 1859, *d'autre part*, que la situation financière spéciale de ce pays est de nature si exceptionnelle que la présentation du budget commun ne serait absolument d'aucun intérêt pour les États de Lauenbourg, si bien que ces États n'ont jamais exprimé un vœu analogue ni dans la réclamation adressée à la haute assemblée, ni vis-à-vis du gouvernement royal.

Pour le cas où le gouvernement royal se verrait hors d'état de donner suite aux deux premiers points de la présente motion, les comités réunis ont proposé ensuite la reprise des mesures arrêtées par la résolution du 12 août 1858.

L'exécution fédérale arrêtée par résolution du 12 août 1858 était, ainsi que l'a fait entendre alors déjà l'envoyé danois (page 995 des protocoles), bien difficile à justifier, quant à sa forme, au moyen de la législation fédérale, qui ne contient rien de relatif à la fusion arbitraire de la commission exécutive sans une délibération formelle de la Diète et sans un examen réitéré de l'état de la chose. Par ces motifs déjà, le gouvernement royal serait obligé de protester contre toute reprise des mesures arrêtées alors et contre une exécution qui s'ensuivrait sur ces bases.

Mais il se présente ici une considération bien plus importante encore : c'est que l'exécution fédérale a été évidemment arrêtée, par résolution du 12 août 1858, sous des présuppositions tout autres et dans un but tout différent que ce ne serait le cas pour sa reprise aujourd'hui. A cette époque, les diverses dispositions constitutionnelles pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg attaquées par la haute assemblée, étaient encore maintenues en vigueur par le gouvernement royal, et la résolution tendait précisément à l'abrogation de ces dispo-

sitions. Ce but fut complètement atteint peu après la promulgation de la patente souveraine du 6 novembre de la même année, et si aujourd'hui, dans des circonstances tellement changées, une exécution fédérale devait avoir lieu de nouveau, il faudrait non-seulement qu'elle commençât par le point de départ prescrit dans le règlement respectif, mais aussi qu'elle posât et déterminât, comme objet de cette exécution et contenu du *definitivum*, la demande seule que la haute assemblée prétend déduire des lois fédérales.

Dans l'état actuel des choses, le gouvernement royal ne pourrait donc regarder une exécution fédérale que comme une mesure non fondée sur le droit fédéral et, partant, en dehors de la compétence de la haute assemblée. En ce moment, une pareille mesure ne pourrait avoir d'autre but que d'amener un règlement nouveau et définitif de la position du Holstein et du Lauenbourg dans l'ensemble de la monarchie.

Mais, d'une part, cette tâche du gouvernement royal n'est nullement facilitée par le fait que la Diète fédérale, qui a attaqué les dispositions constitutionnelles abrogées par le motif qu'elles lui paraissaient léser l'égalité de droits et l'indépendance appartenant aux deux duchés, n'a pas encore défini d'une manière plus précise ces idées aussi générales et qui comportent des interprétations si différentes. D'autre part, il ne s'agit pas exclusivement des intérêts du Holstein et du Lauenbourg, mais de la position de ces duchés dans l'ensemble de la monarchie, par conséquent aussi des affaires constitutionnelles de cette dernière, et, sous ce rapport, il va sans dire que le règlement de ces questions est en dehors de la compétence légale de la Confédération.

Dans ces circonstances, le gouvernement royal aurait bien eu le droit d'attendre que cette haute assemblée, qui n'a aucune occasion spéciale d'intervenir ni en vertu d'une réclamation des États holsteinois, ni dans un but de garantie particulière lui incombant (voir Acte final du Congrès de Vienne, art. 61) relativement au Holstein, lui accordât le temps si nécessaire pour résoudre cette tâche difficile, d'autant plus que des mesures ultérieures de la Confédération dans la voie aujourd'hui suivie, et que n'a pu prévoir le gouvernement royal, rendent à peu près impossible la solution par voie normale; que, par suite, le gouvernement est forcé de déclarer, à son plus grand regret, que le procédé en question outre-passe aussi bien les résolutions antérieures que l'esprit et la lettre des lois et traités fondamentaux qui lient tous les membres de la Confédération, et d'y voir avant tout une atteinte aux droits de Sa Majesté le roi, garantis précisément par ces lois et traités.

En conséquence, l'envoyé a été chargé par son gouvernement souverain de voter contre les propositions, et de réserver encore une fois

solennellement les droits souverains de son roi, en se référant aux déclarations et aux réserves faites antérieurement¹.

DANEMARK.

Communication officielle faite au nom du roi à la diète concernant les propositions résolues par l'assemblée provinciale des États du duché de Holstein en 1859 dans la question constitutionnelle, ainsi que les démarches ultérieures à faire dans cette question.

Nous, Frédéric VII, par la grâce de Dieu, roi de Danemark, des Wendes et des Goths, duc de Schleswig, de Holstein, etc., assurons notre fidèle assemblée des États du Holstein de nos bonnes grâces royales.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre patente souveraine du 23 septembre 1859, contenant quelques dispositions intérimaires pour garantir les intérêts du duché de Holstein en tant qu'il s'agit du traitement d'affaires communes, nous n'avons pu trouver dans le rapport par lequel notre fidèle assemblée des États du duché de Holstein nous a exposé, à la date du 11 mars de ladite année, ses scrupules sur les propositions que nous jugions nécessaires pour compléter la constitution du Holstein, et par lesquelles l'occasion était offerte à l'assemblée des États provinciaux de présenter ses vœux et ses propositions touchant la position constitutionnelle du duché de Holstein dans l'ensemble de notre monarchie sur la base indiquée par la proclamation du 28 janvier 1852, nous n'avons pu trouver, disons-nous, dans ce rapport des propositions propres à servir de base à une nouvelle organisation constitutionnelle sous le rapport indiqué et à être par suite sanctionnées par nous. Car, tout en reconnaissant les soins sérieux que l'assemblée a donnés à la tâche qui lui incombait alors pour en amener la solution sur la base tracée, nous avons dû nous convaincre par l'examen du projet qu'elle nous a soumis *d'une loi constitutionnelle commune pour la monarchie danoise*, que les dispositions qu'il contient, mais surtout la proposition principale ayant pour objet le traitement des affaires communes dans quatre assemblées séparées, sont d'une part en contradiction avec la proclamation précitée, et rendraient impossible d'autre part, par leur application pratique, tout gouvernement régulier.

1. Voir p. 336 du I^{er} volume les décisions arrêtées par la Diète dans la séance du 7 février.

Après donc avoir été forcé de renoncer à l'espoir de parvenir à une réorganisation satisfaisante des affaires constitutionnelles dans notre monarchie sur la base proposée par notre fidèle assemblée des États, nous avons cru devoir, dans notre sollicitude paternelle de souverain, arrêter les dispositions contenues dans notre patente souveraine susmentionnée du 23 septembre 1859, pour le temps qui, comme c'était à craindre, s'écoulerait dans tous les cas avant que ce but pût être atteint et à l'effet de garantir les intérêts de notre duché de Holstein pendant l'état provisoire.

Mais en même temps nous avons fait connaître notre gracieuse volonté qu'on devra travailler aussi à l'avenir à rétablir l'union constitutionnelle de notre duché de Holstein avec les parties de notre monarchie qui n'appartiennent pas à la Confédération germanique. En conséquence, nous avons fait connaître à la Diète notre intention de convoquer des députés pour le Holstein et des représentants pour les autres parties de la monarchie en une conférence afin qu'ils délibérassent sur le règlement des affaires communes. Après que nous eûmes été forcé de nous convaincre que nous ne pourrions jamais nous entendre avec la Diète sur la façon dont la mesure en question devait être exécutée, il nous a fallu renoncer à ce plan, pour lequel il n'y avait aucune chance heureuse à espérer dans de pareilles circonstances.

Mais, en communiquant à la Diète une déclaration à ce sujet, nous avons en même temps donné à entendre par l'intermédiaire de notre envoyé que notre gouvernement ne renonçait pas pour cela à ses efforts tendant à faire adopter une constitution commune, mais qu'il songeait au contraire à ouvrir, après l'achèvement des élections à l'assemblée des États du Holstein, devant avoir lieu à la fin de l'année dernière, des négociations directes et immédiates avec la nouvelle assemblée sur le projet d'une nouvelle constitution commune.

Pendant ce temps, la Confédération germanique a fait des démarches qui ne pouvaient manquer d'exercer de l'influence sur le cours régulier de ladite affaire. Par résolution fédérale du 8 mars de l'année dernière, la demande a été formulée que pendant l'état provisoire, jusqu'à l'adoption d'une constitution commune, tous les projets de loi qui sont présentés au Conseil du royaume fussent soumis aussi, pour obtenir force de loi dans le Holstein, aux États de ce duché, et qu'aucune loi touchant les affaires communes, notamment en affaires financières, ne fût promulguée pour le duché avant d'avoir été sanctionnée par l'assemblée des États; et par résolution ultérieure du 7 février de cette année, la Diète nous a menacé d'une exécution fédérale dans le cas où il ne serait pas donné suite à la demande précitée dans le délai fixé.

Dans ces circonstances, nous n'avons pas jugé convenable de faire présenter à l'assemblée un nouveau projet complet pour une constitution commune. Car, sans parler des difficultés en général qui se sont opposées jusqu'ici au traitement de cette affaire et que n'ont pas amoindries les propositions faites par l'assemblée des États dans sa dernière session, le moment actuel surtout paraît peu propre, dans les circonstances données, à l'examen d'une pareille proposition avec cette tranquillité d'esprit et cette impartialité nécessaires pour qu'on puisse compter sur un heureux résultat.

Nous n'en désirons pas moins faire un pas en avant dans la direction indiquée plus haut, afin que la solution définitive de la question constitutionnelle soit amenée, s'il est possible.

Partant de l'opinion, fondée sur l'expérience générale, que le partage de la représentation commune de la monarchie en deux Chambres sera parfaitement propre sans doute à écarter d'une part les scrupules qu'a fait naître sa forme représentative existante, et assurer d'autre part à toute l'institution un développement plus prospère, nous avons en conséquence chargé notre commissaire d'inviter l'assemblée à donner son avis sur l'établissement d'une semblable organisation, qui devrait être effectuée de telle sorte :

Que le Conseil du royaume institué par la loi constitutionnelle en question soit partagé en deux Chambres, la première se composant d'au moins trente membres, nommés à vie par nous selon notre libre volonté, la seconde Chambre comptant soixante membres, nommés la moitié médiatement, l'autre moitié immédiatement, d'après les règles établies, mais seulement pour six ans, et que toutes les lois soient en conséquence soumises pour les affaires communes à la sanction des deux chambres.

Dans la réalisation ultérieure de cette modification, nous aurions soin en même temps de doter la nouvelle représentation commune éventuelle de prérogatives constitutionnelles plus étendues. Nous ferions en conséquence au Conseil du royaume actuellement existant, en soumettant à sa sanction les changements à introduire dans la constitution commune, par suite du système précité de la division en deux Chambres, des propositions tendant notamment à réduire de moitié le cens pour les élections directes au Conseil du royaume et à donner aux deux Chambres du nouveau Conseil du royaume à former le droit d'initiative en matière de lois. Après présentation de la loi constitutionnelle modifiée au Conseil du royaume existant, et après adoption de cette loi par ce dernier, nous la soumettrions immédiatement aussi à la sanction de notre fidèle assemblée des États du Holstein et amènerions ainsi la solution de la question constitutionnelle.

Mais, indépendamment de la proposition susdite, nous avons dû

songer à établir un nouveau règlement des choses pendant l'État provisoire.

Or, comme il nous a paru impossible de donner suite à la demande contenue dans la résolution fédérale du 8 mars de l'année dernière, nous avons fait élaborer *un projet de loi concernant la position provisoire du duché de Holstein relativement aux affaires communes de la monarchie*, et avons chargé notre commissaire de le soumettre à l'assemblée. Nous renvoyons, relativement aux dispositions de ce projet, aux motifs qui l'accompagnent, et nous nous flattons de l'espoir que nos fidèles États regarderont cette proposition comme la preuve que nous sommes prêts à contribuer le plus possible sous ce rapport aussi à la prospérité de notre duché de Holstein. Le *provisoire* en question offrirait plus de sûreté à l'assemblée des États pour la garantie des intérêts du duché, et son autonomie ainsi agrandie lui donnerait une part importante dans l'exercice du droit de sanction pour les affaires communes de la monarchie.

Enfin, nous avons résolu de soumettre de nouveau à nos fidèles États *le projet d'une loi constitutionnelle pour les affaires spéciales du duché de Holstein*. C'est un vif sujet de satisfaction pour nous que, dans la rédaction de cette loi, on ait pu tenir largement compte des propositions contenues dans le susdit projet de constitution pour les États. Le projet dans sa forme actuelle offre une riche somme de libertés civiles, telle que nous l'avons toujours souhaitée à tous nos chers sujets, et telle que nous la leur avons accordée en tant que les circonstances le permettaient.

Quant aux autres propositions arrêtées dans la dernière session de l'assemblée des États et aux pétitions par elle appuyées, nous nous réservons de statuer ultérieurement.

Nous conservons nos bonnes grâces à nos fidèles États provinciaux.

En foi de quoi, nous apposons ci-dessous notre sceau et seing royal.

Donné en notre château de Christiansborg, le 2 mars 1861.

FRÉDÉRIC R.

Raasløff.

Projet de loi contenant la Constitution du duché de Holstein.

§ 1. Notre duché de Holstein a, comme partie indépendante de la monarchie danoise soumise à notre autorité royale, une législation et une administration propre, relativement à ses affaires spéciales. Ces affaires spéciales sont :

Toute obligation résultant des rapports du duché de Holstein avec la Confédération germanique ; l'administration de la justice et de la police (à l'exception de la partie confiée à l'autorité militaire), y compris la législation générale relative aux intérêts civils, aux crimes et à l'exercice de la justice ; la levée des hommes pour l'armée de terre et la marine que le duché de Holstein est obligé de fournir, en suite des plans existants ou des lois promulguées par le pouvoir législatif pour les affaires communes ; la fourniture des chevaux, des vivres, du fourrage, des quartiers et autres livraisons en nature, imposée au duché de la façon précitée ; les affaires de l'Église et de l'instruction publique, avec les institutions d'enseignement qui en dépendent, à l'exception de celles qui concernent le militaire ; le système communal ; les établissements pour les pauvres ; les établissements industriels ; les institutions rurales ; l'imposition des biens-fonds, de la fortune, de revenus et de la consommation ; les affaires concernant le papier timbré, toutes les recettes et dépenses particulières, et tout impôt établissant un revenu spécial pour le duché de Holstein ; la fourniture des sommes nécessaires pour le retrait des bons de la caisse du Holstein, ainsi que toute nouvelle dette qui pourrait être contractée spécialement pour le duché de Holstein ; les affaires médicales ; l'administration des canaux et des ports, des routes et des chemins de fer ; le libre transport ; les compagnies d'assurances ; l'entretien des côtes ; les affaires se rapportant à la garde civique ; celles concernant les fidéicommiss et les fondations publiques ; l'entretien des digues ; l'administration des domaines et des forêts qui se trouvent dans le duché de Holstein.

§ 2. Sont considérées comme affaires spéciales, communes au duché de Holstein et au duché de Schleswig, les affaires, nommées dans notre proclamation souveraine du 28 janvier 1852, qui concernent les institutions et établissements non politiques suivants : l'université de Kiel, l'ordre équestre, le canal de l'Eider (non compris le tarif du péage), les assurances contre l'incendie, les prisons, l'institut des sourds-muets et l'hospice des aliénés.

§ 3. L'autorité souveraine dont nous disposons relativement aux affaires spéciales du duché de Holstein (§ 1) avec les restrictions y apportées par ce qui suit, nous l'exerçons par l'intermédiaire de notre ministre pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg. Les ordonnances suprêmes qui concernent la législation et l'administration dans les affaires spéciales du duché de Holstein, ont besoin pour être valides de la contre-signature de notre ministre pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg, qui devient par là responsable.

§ 4. Le ministre pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg peut être mis en accusation par nous-même ou par l'assemblée des

États pour atteinte portée à cette loi constitutionnelle. Dans un cas pareil. — si l'accusation vient de l'assemblée des États, elle devra être formulée par le président de cette dernière, dont les fonctions, en tant que cela est nécessaire à cette fin, durent encore après la clôture de la session, — la cour suprême d'appel pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg décidera. Jusqu'à ce qu'une loi spéciale soit promulguée sur l'instruction judiciaire et les peines, le règlement établi pour la procédure fiscale par-devant les dicastères supérieurs du Holstein, d'après les principes de procédure publique et orale, servira de guide à la cour suprême d'appel dans le traitement d'une affaire pareille, et les peines à prononcer sont ou la mise en disponibilité ou la destitution, cette dernière ayant pour effet d'empêcher la réintégration dans les fonctions publiques. Une déclaration de non-lieu et la grâce ne peuvent, dans ces cas, avoir lieu que du consentement de l'assemblée des États.

§ 5. L'Eglise luthérienne évangélique est l'Eglise nationale de notre duché de Holstein. Ses revenus ne peuvent être réduits, ne doivent être employés que pour les fins de cette Eglise et seront complétés, en tant que la réalisation desdites fins l'exige, au moyen des revenus du duché. Les ecclésiastiques de cette Eglise prendront aussi à l'avenir une part convenable à l'inspection et à l'administration des écoles et des établissements pour les pauvres.

§ 6. Le Roi peut congédier les fonctionnaires nommés par lui. La pension de retraite de ces derniers est déterminée par la loi sur les pensions, mais jusqu'à la promulgation d'une loi pareille, d'après les règles générales en vigueur jusqu'ici. Le fonctionnaire qui est déplacé contre son gré a le droit de prendre son congé avec une pension déterminée d'après les règles générales. Les fonctionnaires qui remplissent exclusivement les fonctions de juges ne peuvent être destitués que par une sentence judiciaire; cependant, s'ils ont atteint l'âge de 65 ans révolus, ils peuvent être relevés de leurs fonctions sans cette condition, par voie administrative; dans ce cas, ils conserveront la jouissance de leur traitement intégral. Une pareille mesure peut être prise aussi, pour d'autres raisons, à l'égard des juges en question, si la majorité de la cour suprême d'appel se prononce dans ce sens par suite de circonstances particulières.

§ 7. Pour la décision des conflits de compétence entre les autorités judiciaires et administratives, un tribunal de compétence sera institué; il se composera de fonctionnaires de l'administration et de la justice. Mais jusqu'à la promulgation d'une loi à ce sujet, nous nous réservons de soumettre les décisions relatives à ces conflits à notre conseil d'Etat privé. Cependant chacun est tenu de se soumettre préalablement aux ordres de la police ou des autorités. Toute désobéissance inten-

tionnée à un ordre de ce genre est coupable, et les juges auront à appliquer la peine qu'elle comporte.

§ 8. Chacun est autorisé à livrer ses pensées à l'impression, sauf responsabilité devant les tribunaux. La présente disposition n'entrera pourtant en vigueur que simultanément avec la promulgation d'une loi sur la presse, dont le projet sera soumis par nous à la prochaine assemblée des États. D'ici là, on s'en tiendra aux dispositions légales actuellement existantes.

§ 9. Les citoyens ont le droit de former des associations à toutes fins licites sans autorisation préalable. Le gouvernement a le droit d'interdire provisoirement certaines associations, mais il est obligé de soumettre immédiatement le cas à la décision des tribunaux.

§ 10. Toute personne arrêtée par la police devra être entendue par son juge dans les vingt-quatre heures.

§ 11. La jouissance des droits civils, politiques et communaux ne dépend pas de la confession religieuse, qui n'y saurait apporter une restriction. La confession religieuse n'établit aucune différence quant aux obligations politiques et communales et ne peut libérer de pareilles obligations.

§ 12. L'assemblée des États de notre duché de Holstein y forme l'organe légal des différentes classes et se compose :

1) De chaque détenteur par fidéicommis de la propriété princière de Hessenstein, en tant qu'il a vingt-cinq ans révolus et est émancipé. Il est autorisé à se faire représenter par le propriétaire éligible d'un grand bien-fonds qui n'est pas encore membre de l'assemblée des États;

2) De cinq députés du clergé élus par les ecclésiastiques dans cinq districts électoraux ecclésiastiques (annexe Lit. B.);

3) De quatre députés élus dans leur sein par le prier du couvent noble d'Itzehoe, les prévôts des couvents de Preetz et d'Uetersen et les membres de l'ordre équestre holsteinois (lieu d'élection Kiel);

4) De neuf députés élus dans leur sein par les propriétaires de terres nobles ou d'autres grandes terres d'une valeur imposable d'au moins 50 000 rixdales (lieu d'élection Kiel);

5) De seize plus petits propriétaires, élus dans seize districts électoraux (annexe A de l'ordonnance du 15 mai 1834);

6) De quinze habitants des villes et bourgs, élus dans douze districts électoraux (annexe B de l'ordonnance du 15 mai 1834). Enfin, nous autorisons le consistoire académique de l'université de Kiel à élire dans son sein un membre sous la direction du recteur de l'université.

§ 13. L'assemblée des États se réunit quand nous la convoquons. Cela aura lieu : Régulièrement dans chaque deuxième année, en sorte que chaque période électorale comprendra trois assemblées, en tant

que nous ne jugeons pas à propos de dissoudre l'assemblée des États avant l'expiration de la période électorale de 6 ans et d'ordonner de nouvelles élections; extraordinairement, aussi souvent que les circonstances nous le feront paraître nécessaire. Dans ce dernier cas, il dépendra de notre décision souveraine que l'assemblée soit convoquée après l'expiration de deux ans ou plus tôt. L'assemblée peut être ajournée par nous pour un temps déterminé, cependant pas pour plus de quatre mois sans son consentement même. En cas de dissolution de l'assemblée des États, de nouvelles élections seront immédiatement ordonnées, et l'assemblée qui en sortira devra être convoquée au plus tard quatre mois après les élections. Nous nous réservons le droit de déterminer la durée de la session.

§ 14. Relativement aux affaires spéciales du duché de Holstein, de nouvelles lois ne devront pas être promulguées et les lois existantes ne pourront être modifiées ou abrogées qu'avec l'assentiment préalable des États, et les dispositions à cet égard devront se référer expressément à l'assentiment donné par les États. Cependant, cette ordonnance n'est pas applicable aux résolutions fédérales à publier conformément à la constitution fédérale dans le duché de Holstein.

§ 15. Toute loi provisoirement promulguée devra être subséquemment soumise à la décision de la prochaine assemblée des États.

§ 16. Les recettes spéciales du duché de Holstein sont toutes celles qui découlent de ses propres ressources, ou sont prélevées pour dépenses particulières. Les dépenses spéciales du duché sont celles qui concernent les affaires spéciales, ainsi que le supplément à fournir par le duché pour les dépenses communes de la monarchie.

§ 17. Un budget normal sera établi par une loi, il comprendra les recettes et dépenses spéciales ordinaires du duché de Holstein. Le budget normal ne peut être modifié que par une loi. Les recettes et dépenses extraordinaires seront réglées par des lois spéciales additionnelles pour chaque période financière de deux ans. Aucune dépense, à l'exception du supplément à fournir par le duché pour les dépenses communes de la monarchie (§ 16) et des dépenses pour la Confédération germanique (§ 1), ne peut être faite sans avoir été réglée par le budget normal ou une loi additionnelle. Cependant le Roi peut, dans des circonstances pressantes, arrêter des dépenses qui n'ont pas été consenties. La résolution à cet égard devra toujours être agréée par le roi dans le conseil d'État privé et contre-signée par le ministre pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg, qui en devient par là responsable. Les comptes de l'État, relativement aux recettes et dépenses spéciales du duché de Holstein pour la période financière y relative, doivent être sanctionnés par une loi. Jusqu'à ce qu'un

budget normal soit établi par une loi, le Roi en établira un. Cependant le total des dépenses pour chaque chapitre principal de ce budget ne devra pas dépasser la moyenne des sommes qui ont été consenties dans le même but par les budgets pour les périodes financières du 1^{er} avril 1856 au 31 mars 1860.

§ 18. Relativement aux institutions et établissements non politiques communs à nos duchés de Schleswig et de Holstein, et qui doivent être traités en commun par notre ministre pour le duché de Schleswig et notre ministre pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg, des modifications ne peuvent être introduites dans la législation, le tarif du péage du canal de l'Eider excepté, qu'après qu'on aura consulté l'avis de l'assemblée des États de notre royaume de Holstein. En tant que ces modifications entraînent une augmentation des dépenses actuelles légalement fixées, l'assemblée prendra une résolution au sujet de la contribution à ces dépenses de notre duché de Holstein pour la part qui lui échoit. Cette résolution sera soumise à notre sanction souveraine.

§ 19. Les séances de l'assemblée des États sont publiques, excepté durant le vote, après une discussion formelle, et pendant l'examen des avis de l'assemblée. A la requête de notre commissaire royal, sur l'ordre du président ou la proposition écrite de dix députés au moins, on devra éloigner les auditeurs, et il dépendra ensuite de la résolution de l'assemblée si la séance doit continuer secrète ou redevenir publique comme auparavant. Les décisions de l'assemblée auront lieu à la simple majorité; s'il y a parité de votes, le président a voix prépondérante.

§ 20. L'assemblée des États est autorisée à nous proposer respectueusement les changements dans la législation, en ce qui concerne les objets qui rentrent dans le cercle de ses attributions (§§ 1 et 2).

§ 21. L'assemblée aura également la faculté d'introduire et d'appuyer des propositions, des motions ou des plaintes relativement à des mesures d'administration dans notre duché de Holstein, qui regardent les affaires spéciales de ce duché. Sur ces propositions, motions ou plaintes, comme aussi sur les requêtes mentionnées dans les paragraphes antécédents, nous ferons connaître notre décision royale à l'assemblée des États si elle est encore réunie, ou sinon dans la prochaine session soit ordinaire soit extraordinaire des mêmes États, immédiatement après qu'elle aura été ouverte.

§ 22. Aussi longtemps que durera la session de la représentation du pays, aucun membre de cette représentation ne pourra, sans la permission de l'assemblée, être arrêté pour dettes, emprisonné ou soumis à procès, à moins qu'il n'ait été pris en flagrant délit. Aucun député ne pourra être rendu responsable, en dehors de l'assemblée,

de ses déclarations dans le sein de l'assemblée même, à moins d'une déclaration contraire de celle-ci.

Art. 23. Pour pouvoir participer à l'élection des députés à l'assemblée des États, il faut :

1) Posséder le droit d'indigénat ou être domicilié depuis 10 ans dans notre duché de Holstein ;

2) Avoir 25 ans révolus à l'époque de l'élection ;

3) Jouir d'une réputation sans tache : quiconque a perdu son honneur, son emploi ou ses droits civiques par une sentence judiciaire, ou a encouru une peine de travaux forcés, ou a été l'objet d'une enquête criminelle pour un crime et n'a pas été entièrement acquitté à ce sujet, est exclu du droit d'élection ;

4) Posséder la faculté de disposition : quiconque a été juridiquement déclaré incapable d'administrer sa fortune ou a volontairement renoncé à le faire ; quiconque a, dans le cours des deux années qui ont précédé l'élection, été dans des conditions de domesticité privée, sans avoir son propre foyer ; quiconque a reçu une subvention de l'administration pour les pauvres et ne l'a pas remboursée, est exclu de toute participation aux élections ;

5) Avoir séjourné sans interruption dans notre duché de Holstein pendant la dernière année qui a précédé l'élection. Toutefois, cette disposition ne s'applique point à ceux qui ont été éloignés du duché pour faire leur service soit dans l'armée, soit sur la flotte. De même des voyages d'affaires et d'agrément ne sont pas considérés comme une interruption de séjour ;

6) Pour les grands propriétaires fonciers et en outre des conditions 1 à 5, posséder en propre ou par fidéicommiss, à l'époque de l'élection, une terre noble ou un bien-fonds rural d'une valeur imposable d'au moins 50 000 rixdales ;

7) Pour les habitants des districts électoraux urbains, formés des villes, bourgs et endroits du duché de Holstein placés sur une même ligne avec eux, et en outre des conditions 1 à 5, posséder en propre à l'époque de l'élection et dans le district électoral respectif, un immeuble assuré dans la caisse des incendies pour 800 rixdales ou taxé à cette somme pour l'impôt sur les bâtiments ;

8) Pour les habitants des districts électoraux ruraux, outre les conditions 1 à 5, posséder en propre, ou par bail emphytéotique ou à cens un bien-fonds rural situé dans le district électoral respectif et taxé à 300 rixdales au moins pour l'impôt foncier ou usufruitier ;

9) Les conditions énumérées sous les chiffres 1—5 sont nécessaires pour les membres de l'ordre équestre du duché de Holstein, pour le clergé et pour l'université de Kiel.

§ 24. Quiconque a le droit de prendre part aux élections d'après

les règles qui précèdent, est aussi éligible, mais seulement dans la classe électorale à laquelle il appartient.

§ 25. Les employés n'ont pas besoin de la permission du gouvernement pour accepter une élection ; mais ils ont à pourvoir à leurs frais et de la manière jugée nécessaire par leurs supérieurs à la gestion de leurs fonctions officielles.

§ 26. Pour le reste, les prescriptions respectives de l'ordonnance du 15 mai 1834 serviront de règle au sujet de l'élection des députés à l'assemblée des États, comme quant aux moyens de couvrir les frais occasionnés par les élections et par l'assemblée des États et quant à la marche des affaires dans cette assemblée ; dans ce but, ces prescriptions sont réunies dans l'annexe A avec les modifications nécessitées par la présente ordonnance.

Nous nous réservons toutefois, pour le cas où des projets de loi seront soumis à la résolution de l'assemblée, de lui faire communiquer ces projets, après leur traitement formel et le vote, dans la teneur qui paraîtra convenable d'après le résultat de la délibération formelle ; il sera alors encore une fois voté sur l'acceptation ou le rejet du projet de loi comme un seul tout. La question de savoir si, dans cette troisième discussion exceptionnelle, l'affaire doit être renvoyée d'abord au comité, dépend de la décision de l'assemblée des États ; en tout cas, il ne peut plus y avoir qu'une seule délibération.

§ 27. Toute modification éventuelle des prescriptions contenues dans la présente ordonnance et dans ses annexes, sera traitée (§ 14) comme les autres modifications à la législation concernant les affaires spéciales du duché de Holstein, mais ne peut être amenée par des dispositions provisoires.

Projet de loi soumis à l'Assemblée des États holsteinois relativement à la position provisoire du duché de Holstein dans les affaires communes de la monarchie danoise.

§ 1. Relativement aux affaires qui, d'après notre proclamation souveraine du 28 janvier 1852, rentrent dans le cercle d'activité officiel de notre ministère pour les affaires étrangères, de notre ministère des finances, de notre ministère de la guerre et de notre ministère de la marine, notre duché de Holstein recevra, avec les autres parties intégrantes de notre monarchie, une administration commune.

§ 2. Les modifications à introduire dans la législation existante, touchant tous les impôts ou contributions dans le duché de Holstein qui sont versés dans la caisse commune, les domaines royaux situés dans le duché de Holstein, les douanes dans le duché, le péage du canal de

l'Eider, les postes et télégraphes et la monnaie dans le duché, ne pourront avoir lieu désormais qu'après la sanction préalable de l'assemblée des États du duché de Holstein.

§ 3. Les parties de l'armée qui sont recrutées dans le duché de Holstein doivent former une division spéciale de l'armée relativement aux dépenses qui s'y rattachent. Les modifications à introduire dans la législation militaire, en tant qu'elles concernent cette division de l'armée, ne doivent avoir lieu qu'avec la sanction des États.

§ 4. Les lois impliquant une modification des plans existants relativement aux équipages et aux armées de terre et à la fourniture de chevaux, de vivres, de fourrage, aux quartiers, et à d'autres livraisons naturelles du même genre, exigent, en tant qu'elles concernent le duché de Holstein, la sanction des États.

§ 5. De même, la loi sur l'indigénat ne peut être modifiée qu'avec l'assentiment préalable des États, nécessaire aussi pour que nous puissions conférer le droit d'indigénat à des étrangers habitant le duché de Holstein.

§ 6. En tant que les modifications dans la législation mentionnées par les §§ 2, 5, sont de nature à faire présupposer dans leur application des modifications correspondantes dans la législation pour les autres parties de la monarchie, nous ne voulons pas sanctionner les projets de loi y relatifs avant que le Conseil du royaume ait pris une décision concordante. Nous voulons faire soumettre à l'Assemblée des États des propositions relatives à telles dispositions de leur compétence qui seront propres à aplanir les déviations éventuelles touchant les résolutions. Si, cependant, il n'était pas possible de parvenir à l'aide de dispositions semblables à une décision concordante, et qu'une modification de la législation existante parût urgente à nous-mêmes et à l'une desdites Assemblées, nous nous réservons le droit d'introduire, avec l'assentiment de cette Assemblée, ladite modification dans la partie intéressée de la monarchie, et de prendre les mesures administratives qui sont une conséquence des restrictions apportées par là à la communauté existante.

§ 7. L'Assemblée des États est autorisée à nous proposer des modifications à la législation touchant les affaires mentionnées dans les §§ 2-5.

§ 8. L'Assemblée est autorisée de même à nous soumettre et à appuyer des propositions, motions ou plaintes relatives aux affaires communes de la monarchie, en tant qu'elles touchent aux intérêts du duché de Holstein. A l'égard des propositions de ce genre, comme à l'égard des propositions que mentionne le précédent paragraphe, nous ferons connaître notre décision souveraine à l'Assemblée des États si elle est réunie, sinon, à la prochaine assemblée des États.

§ 9. Seront sanctionnées par les États du duché de Holstein, mais couvertes au moyen des recettes communes de la monarchie, les dépenses pour les affaires et institutions suivantes : 1° la surveillance des frontières douanières du duché de Holstein ; 2° l'administration locale des douanes dans le duché ; 3° l'administration locale des postes et des télégraphes de l'État dans le duché ; 4° le pilotage, les phares, les bouées sur les côtes du Holstein ; 5° la caisse centrale de Rendsbourg ; 6° la monnaie d'Altona.

§ 10. Les dépenses pour la division de l'armée mentionnée dans le § 3 seront sanctionnées de même par les États du duché de Holstein, mais couvertes au moyen des recettes spéciales du duché.

§ 11. Les dépenses ordinaires pour les branches d'administration nommées dans les §§ 9 et 10 seront fixées par un budget normal ; les dépenses extraordinaires seront réglées par des lois additionnelles spéciales. Jusqu'à ce que le budget normal puisse être fixé par une loi, nous arrêterons un budget normal provisoire, dans lequel seront indiquées les dépenses qui sont fondées ou sur des lois existantes ou sur les exigences ordinaires des différentes branches d'administration. Cependant, le total de chaque chapitre principal de ce budget ne devra pas dépasser la moyenne des sommes qui ont été accordées dans le même but pour les périodes financières du 1^{er} avril 1856 au 31 mars 1860. La partie de ce budget normal qui concerne la division susdite de l'armée comprend, outre les dépenses pour cette division même, un supplément annuel fixe pour les institutions militaires qui, après la formation de cette division, restent communes à cette dernière et au reste de l'armée. Dans le budget normal provisoire, ce supplément ne devra pas comporter plus de 21,64 pour cent de la moyenne des sommes qui ont été accordées dans le même but pour les périodes financières du 1^{er} avril 1856 au 31 mars 1860.

§ 12. La caisse spéciale du duché de Holstein sera créditée à l'avenir de 21,64 pour cent de toutes les recettes communes de la monarchie, à l'exception du supplément fourni par les recettes particulières des différentes parties du pays (chapitre x du budget normal provisoire du 28 février 1856). Cependant, l'excédant des domaines royaux situés dans le duché de Holstein doit être réuni aux recettes particulières du duché de Holstein contre une somme de 640 000 rixdales à verser dans la caisse commune de la monarchie. Les dépenses qui doivent être couvertes par des recettes qui se rattachent à ces domaines seront réglées d'après le § 11, eu égard pourtant aux dispositions de notre résolution souveraine du 23 septembre 1859 au sujet d'une autre répartition et règlement budgétaire de différentes dépenses et recettes concernant les domaines situés dans le Holstein. Si, au sujet de quelque point touchant aux recettes communes, une restriction de la com-

munauté actuelle doit avoir lieu, la recette sur laquelle elle portera deviendra, de recette commune, recette particulière.

§ 13. Une contribution fixe annuelle qui ne peut être augmentée qu'avec l'assentiment des États sera prélevée sur la caisse spéciale du duché de Holstein pour couvrir les dépenses communes suivantes de la monarchie :

Pour notre liste civile.....	173 000 écus.
Pour les apanages de notre maison royale.....	80 000
Pour notre conseil d'État secret.....	15 000
Pour les intérêts et l'amortissement de la dette publique.....	1 187 000
Pour notre ministère des affaires étrangères....	52 000
Pour notre ministère de la marine.....	440 000
Pour notre ministère des finances, y compris les sommes fixées dans le budget pour dépenses diverses de la monarchie.....	133 000

En outre, on prélèvera sur la caisse particulière du duché 21,64 pour cent des montants nécessaires, d'après les règles légales existantes, pour des pensions communes, soit pour les fonctionnaires et leurs familles, soit pour les classes inférieures militaires et les invalides. Des lois extraordinaires sur les pensions pour fonctionnaires attachés dans le duché aux administrations des affaires communes et leurs familles seront soumises aux États.

Si les 21,64 pour cent du montant total annuel nécessaire pour le paiement des intérêts et l'amortissement de la dette publique, par suite de modifications éventuelles dans le montant, le paiement des intérêts ou l'amortissement de cette dette, donnaient moins de 1 187 000 écus, cette contribution fixe annuelle à prélever sur la caisse particulière du duché de Holstein devra être réduite. Le duché, en revanche, devra porter 21,64 pour cent du bilan de la caisse générale pour veuves.

Seront valables pour l'année financière du 1^{er} avril 1861 au 31 mars 1862 les dispositions qui ont été arrêtées par notre résolution souveraine du 23 septembre 1859, relativement à la contribution à payer par le duché de Holstein pour couvrir les dépenses communes de la monarchie pendant la période financière du 1^{er} avril 1860 au 31 mars 1862.

§ 14. Seront valables aussi en affaires communes relativement aux lois provisoires et aux dépenses qui devront être faites sans avoir été fixées, les dispositions contenues dans les §§ 15 et 17 de la loi concernant la constitution du duché de Holstein.

§ 15. Les comptes de l'État seront soumis à l'examen des États avant d'être sanctionnés par nous.

§ 16. Des lois modifiant ou interprétant cette loi, ainsi que des lois ayant pour but un développement ultérieur de la position du duché de Holstein dans la monarchie, ne peuvent être promulguées qu'après avoir été sanctionnées par les États du duché.

DEUX-SICILES.

Circulaire du général Casella aux agents diplomatiques de Français II pour leur annoncer la capitulation de Gaëte, et les causes qui l'ont amenée. 16 février 1861.

Monsieur,

Les raisons qui ont amené la capitulation de Gaëte¹ ont été en partie politiques, en partie militaires.

Parmi les raisons politiques, il faut placer l'hostilité systématique de l'Angleterre, la résolution hautement manifestée par l'Empereur des Français de maintenir le principe de non-intervention, enfin l'inaction des autres puissances, raisons qui ne laissaient aucun espoir d'un prompt secours.

Quant à la question militaire, la place avait horriblement souffert du bombardement prolongé; le typhus décimait la garnison; l'artillerie ennemie était supérieure à celle de la place; deux brèches avaient été ouvertes par l'explosion des poudrières (explosion à laquelle la trahison n'avait pas été étrangère); et en même temps que les moyens d'attaque dont disposaient les assiégeants augmentaient dans une proportion considérable, les ressources de la place diminuaient tous les jours.

C'est dans ces circonstances, lorsque la défense n'aurait pu être prolongée que de quelques jours et au prix des plus grands sacrifices, que le roi a cru devoir agir plutôt comme souverain et comme père que comme général, en épargnant les dernières horreurs du siège à des troupes prêtes à répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour l'accomplissement de leur devoir de sujets et de soldats.

Mais les faits qui, de la part des Piémontais, ont accompagné les négociations ont un caractère qu'il importe de signaler.

Le général Cialdini a refusé de suspendre les hostilités durant les négociations. Pendant trois jours il a couvert la place de bombes et d'obus. Toutes les conditions étaient déjà arrêtées; il ne manquait plus, pour que la capitulation fût accomplie, que la transcription du

1. Voir le texte de la capitulation, page 345, tome I des *Archives*.

texte de ce long document et les formalités de la signature, et les batteries piémontaises répandaient encore la mort dans Gaëte, et l'explosion d'une autre poudrière ensevelissait sous les décombres officiers et soldats.

Veuillez agréer, etc.

CASELLA.

**Note-circulaire adressée par le roi François II à ses
représentants près les cours étrangères.**

(Extrait.)

Rome, 16 février 1861.

Au moment même où la douloureuse résolution d'abandonner Gaëte a été prise, après un mûr examen, Sa Majesté le roi veut faire connaître à tous les cabinets de l'Europe les motifs de sa conduite. C'est ce devoir que j'ai l'honneur d'accomplir par ordre de Sa Majesté.

Le résultat auquel on est parvenu, après les efforts les plus héroïques, était facile à prévoir du moment que les circonstances particulières des grandes puissances européennes ne permettaient pas, malgré les appels réitérés du gouvernement du roi, de mettre un frein à l'ambition du Piémont.

Un souverain qui se trouve entouré des circonstances les plus difficiles, à peine monté sur le trône de ses ancêtres, auquel la trahison, l'intrigue, la Révolution ne donnaient guère le temps d'étudier la situation de son pays, était digne de quelque appui, et méritait, je crois, des sympathies efficaces. Et lorsque ce même souverain était déloyalement attaqué, le jour où il accordait une constitution et les plus grandes garanties à ses sujets, il pouvait se croire dans le droit de faire un appel au tribunal des grandes nations, qui se sont posées pour le bien commun en arbitres du droit public et de l'équilibre politique du monde, dans diverses circonstances que l'Europe a traversées à partir de 1815, et dans des époques relativement anciennes, ainsi que dans des temps plus récents.

Qu'un souverain ne doive ni demander ni espérer aucun appui extérieur dans les agitations purement intérieures de ses peuples, que l'intervention étrangère ne puisse pas venir assurer alternativement le triomphe de la Révolution ou de l'autorité, qu'on laisse en un mot les gouvernements et les peuples libres de modifier le régime politique de leur propre pays, cette doctrine semble pouvoir être admise comme théorie générale pour tout le monde, et être fondée sur les principes de liberté et de justice qui règlent aujourd'hui la politique des grands États de l'Europe.

Mais lorsqu'un monarque combat loyalement pour assurer l'ordre

public, pour l'indépendance et pour la liberté de ses peuples, il peut au moins demander la garantie des lois communes entre les nations, qui ne permettent pas à un autre gouvernement de violer le droit public, les traités solennels qui forment le seul lien, la seule garantie de la société politique de l'Europe. Le roi des Deux-Siciles pouvait se croire dans la même position des autres souverains, et avait droit à la même protection contre l'agression étrangère, que ne réclameraient pas en vain la Porte-Ottomane, le vice-roi d'Égypte, ou les Régences barbaresques d'Afrique.

Et il ne suffit pas de dire, pour nier les conséquences de ce principe, qu'il s'agit d'une question entre Italiens. L'Italie, telle que l'histoire l'a faite, telle que l'Europe l'a constituée, se compose de divers États avec des gouvernements indépendants. Voilà le droit reconnu. Que les peuples qui se constituent, soient libres de choisir leur gouvernement, qu'ils soient libres, si l'on veut, de pousser jusqu'à ses dernières limites la théorie de leur souveraineté, de renoncer à leur indépendance ; mais on ne peut permettre, sans fouler aux pieds tous les principes que ces mêmes peuples soient envahis sans déclaration de guerre, sous le prétexte d'unité et de liberté, en laissant une seule puissance violer dans son ambition la loi commune des nations.

Le roi a cru qu'il était de son devoir de satisfaire les aspirations légitimes de ses peuples, et de lutter contre la révolution intérieure ; il pouvait sans scrupule en appeler au tribunal européen, lorsque des aventuriers de tous les pays reniés officiellement par le gouvernement de Sardaigne, mais couverts par son drapeau, traversaient par milliers la Méditerranée, pour faire leur champ de bataille du territoire des Deux-Siciles. Une armée entière, une marine, des parcs d'artillerie, des munitions, tous les moyens furent employés pour semer la mort et la désolation dans les États d'un souverain pacifique, comme dans l'antiquité barbare.

Frappé à l'improviste par ces événements, ne trouvant pas d'aide dans la loi commune, le roi se retira avec les restes de son armée fidèle derrière les rives du Volturne, pour épargner à sa capitale les horreurs d'un bombardement, et pour défendre ses droits. On vit bientôt que les troupes royales étaient suffisantes, malgré la pénurie de leurs ressources, pour reconquérir le royaume. Alors, sans motif et sans déclaration de guerre, en violant la sainteté des traités, le souverain du Piémont entra à la tête de son armée et occupa le territoire des Deux-Siciles comme un pays conquis :

Malgré les soupçons que la politique déloyale de la Sardaigne pouvait inspirer depuis longtemps, le roi ne pouvait croire qu'elle aurait tant osé, et que l'Europe l'aurait souffert. Attaquer un souverain qui était en paix avec le monde entier, qui avait offert au Piémont

son alliance, et qui avait encore à Turin ses représentants pour la négociation, qui avait à Naples un ministre de Sardaigne accrédité auprès de sa personne ; violer tous les traités, fouler aux pieds toutes les lois, détruire à son profit le droit public, sauvegarde et patrimoine de tous, était une énormité telle que personne n'aurait pu supposer, puisque toute nation avait intérêt et devoir de la punir. Le Piémont violait le droit public, et spécialement l'engagement pris à Paris dans le protocole du 14 avril 1856, d'après lequel la guerre ne pouvait avoir lieu entre deux États qui auraient accepté cette déclaration sans se soumettre d'avance à la médiation des autres. C'était précisément le cas où se trouvaient Naples et le Piémont ; on comprend que Sa Majesté n'ait pu croire l'agression possible, et qu'une fois attaquée elle ait pu et dû croire que les grandes puissances de l'Europe l'assisteraient.

Il n'en fut rien.

La note rappelle quels furent les résultats de cette agression qu'on ne pouvait prévoir : le roi, forcé d'abandonner les positions du Volturne et la défense sur le Garigliano, par suite de la présence de la flotte sarde, ravie par la trahison au roi de Naples, et sa retraite à Gaëte, sans finances, sans ressources militaires ni administratives, a résisté pendant plus de trois mois, avec une poignée d'hommes qui combattaient depuis un an, dans des privations terribles, aux attaques incessantes d'une armée qui disposait des moyens de presque toute l'Italie.

Confiant dans la justice de sa cause et de l'intérêt bien entendu des autres souverains, le roi affronta les dangers d'un siège qui, prolongé, pouvait lui créer des ressources dans la politique des souverains d'Europe. On sait la conduite magnanime de la jeune reine, du roi et des deux jeunes princes napolitains pendant cette lutte désespérée.

Les circonstances politiques obligèrent enfin l'Empereur à retirer la flotte de Gaëte. Le roi, sans se faire illusion sur le résultat d'une lutte inégale, crut ne devoir pas abandonner une position dans laquelle, comme dans d'autres, Sa Majesté défendait sa couronne non-seulement, mais l'indépendance de ses peuples, le droit public et la loi en vertu de laquelle les souverains règnent et les nations sont indépendantes et respectées. Sans cette loi, il n'y a plus de justice ni de sécurité pour personne ; c'est cette base de la société que le roi est fier d'avoir soutenue autant que ses forces le lui ont permis.

La note insiste de nouveau sur l'inégalité de la lutte résultant de ce fait que l'ennemi s'était, par la corruption et la trahison, emparé du trésor, des arsenaux, des dépôts de guerre ; qu'ainsi il pouvait renouveler et augmenter tous les jours ses moyens d'attaque.

Contre des soldats toujours renouvelés et augmentés, nous ne pouvions opposer que des braves fatigués par des luttes qu'ils soute-

naient depuis le mois d'août, de Palerme à Messine, de Messine aux Calabres, des Calabres au Volturne, du Volturne au Garigliano, du Garigliano à Mola, de Mola à Gaëte, exposés aux rigueurs de la saison, couchés par terre sans tentes ni couvertures ! Aussi, aux ravages que faisait parmi eux le canon de l'ennemi vinrent s'ajouter les ravages des maladies. Le courage et le dévouement ne leur firent jamais défaut au milieu d'aussi grands sacrifices ! Jusqu'au moment où le roi espérait un secours, il crut devoir continuer à défendre la cause de la justice et celle de ses peuples.

La note constate que la conférence de Varsovie ne fit espérer aucun résultat, et le discours de l'Empereur, « malgré ses nobles sentiments, » ne permit pas de croire que la France pouvait ou voulait limiter l'ambition du Piémont. Le résultat des élections, opérées sous la pression de l'invasion, faisait triompher la politique du comte de Cavour, et éloignant la guerre avec l'Autriche, donnait au gouvernement de Turin le temps de concentrer tous ses efforts contre Gaëte abandonnée à elle-même, et contre le roi douloureusement convaincu que sa cause, qui était celle de la royauté, n'était partagée par aucun prince régnant en Europe.

Le roi, désolé de se séparer de ses braves, s'embarque avec la famille royale sur la corvette française *la Mouette*, que l'Empereur Napoléon III laissait dans le port de Naples à la disposition du roi. Obligeant prévoyance qu'eurent aussi la reine d'Espagne et l'Empereur de Russie, laissant à Civita-Vecchia et à Villafranca des vaisseaux aux ordres de Sa Majesté.

Au départ du roi et de sa famille, la garnison, faisant deux ailes sur son chemin, et la foule suivant Leurs Majestés, pleuraient et acclamaient avec des cris enthousiastes leur jeune, brave et infortuné souverain.

En arrivant dans cette ville, où Leurs Majestés ont reçu l'accueil le plus flatteur du Souverain-Pontife et d'un immense public, le roi crut de son devoir de faire protester encore une fois de sa part et en son nom contre la violence dont il est victime, réservant tous ses droits et décidé à en appeler à la justice de l'Europe. Sa Majesté ne veut nullement provoquer d'agitations dans le royaume, mais quand ses fidèles sujets, trompés, trahis, opprimés, dépouillés, lèveront leurs bras animés d'un sentiment commun contre l'oppression, le roi n'abandonnera pas leur cause. Pour éviter cependant l'effusion du sang, l'anarchie qui menace de ruiner la péninsule italienne, Sa Majesté croit que l'Europe, réunie en congrès, doit être appelée à décider des affaires d'Italie.

Le seul but de sa politique étrangère sera désormais de manifester cette idée et de travailler à sa réalisation.

Quant au régime intérieur, ses convictions n'ont pas changé. Les

promesses du manifeste du 8 décembre¹ sont toujours son programme unique et invariable.

ÉTATS ROMAINS.

Note du cardinal Antonelli en réponse à la brochure : *la France, Rome et l'Italie*, adressée à Mgr Meglia, chargé d'affaires du Saint-Siège à Paris.

Monseigneur,

Vous avez déjà lu sans doute la brochure publiée récemment à Paris sous ce titre : *La France, Rome et l'Italie*. Elle contient une espèce de commentaire tant de l'exposition officielle de la situation faite dans le courant du mois par M. Baroche au Sénat et au Corps législatif de France, que du choix de documents publiés par le gouvernement français relativement aux derniers événements d'Italie. Vous vous serez aperçu sans doute que le but principal de cet opuscule est de rejeter sur le Saint-Siège et sur le Gouvernement la cause de l'état déplorable auquel sont arrivées les choses dans toute l'Italie, et spécialement dans les domaines pontificaux. Vous connaissez parfaitement la série des faits qui se sont succédé dans ces derniers temps ; vous connaissez, d'autre part, les divers actes émanés de Sa Sainteté, ainsi que la dépêche envoyée par moi à Mgr le nonce à Paris, le 29 février de l'année dernière ; et cela vous suffit déjà pour repousser cette injuste imputation.

En effet, si l'on considère avec quelque attention les arguments sur lesquels elle est appuyée dans la brochure, on verra sans grande peine qu'il n'y a pas une seule assertion qui ne demeure victorieusement réfutée par les actes dont je viens de vous parler. Toutefois, comme cette brochure, par le moyen de vagues généralités, ou d'anecdotes étrangères à la question, ou d'allégations purement imaginaires, s'efforce de présenter les faits sous un faux aspect, afin de lui faire dire le contraire de ce qu'ils expriment, j'ai cru opportun d'y opposer quelques considérations pour le plus grand éclaircissement de la vérité. Ce motif, joint à la considération du caractère officiel sous lequel la brochure s'est prétendue publiée, m'a engagé à m'en occuper pour la partie qui regarde de plus près le Saint-Siège et son Gouvernement.

Et d'abord je ne m'arrêterai pas à qualifier ici l'acte d'un homme qui ose lancer publiquement une accusation si grave contre le chef auguste et vénérable de l'Église catholique ; et cela au moment où, à

1. Voir page 208 du tome I des *Archives*.

part les aveugles et éternels ennemis de tout ordre, tout le monde admire et plaint en lui la victime de l'ingratitude et de la perfidie la plus rare qui fut jamais. Je sais bien que l'auteur se défend d'accuser Sa Sainteté, en disant que son cœur a été surpris et trompé par quelques-uns de ceux qui l'entourent. Mais cet artifice est trop vulgaire pour écarter le reproche d'irrévérence, lorsqu'on ose blâmer celui qui a tant de titres au plus profond respect et à la plus sincère gratitude et vénération. Chacun, du reste, comprend facilement qu'une pareille excuse est pire que l'accusation même.

Mais, quoi qu'il en soit de l'appréciation morale et, si l'on veut, politique de cette imputation, arrivons à la considérer en elle-même et dans sa valeur intrinsèque. La brochure prétend que l'obstination du Saint-Père à ne concéder aucune réforme et à se refuser à tous les conseils et secours bienveillants du gouvernement français, est la seule et vraie cause de toutes les pertes temporelles que souffre maintenant le Saint-Siège. N'aimant pas, pour ma part, les généralités vagues et abstraites, qui ne sont bonnes qu'à obscurcir et à déguiser la vérité, j'appelle l'auteur sur le terrain des faits particuliers et précis. De quel temps parle-t-il et de quelles circonstances? Il faut bien avouer que, si l'obstination prétendue est chose réelle et non imaginaire, elle a dû se montrer dans un temps donné et dans une conjoncture donnée.

Or, on peut, à ce sujet, distinguer trois époques : la première s'étend depuis les premières années du pontificat de Sa Sainteté jusqu'à son exil à Gaëte, la seconde comprend les dix ans qui s'écoulèrent depuis son retour à Rome jusqu'aux derniers troubles survenus en Italie ; et la troisième, enfin, les deux années dans lesquelles eurent lieu ces bouleversements. Il y aurait certainement de la folie à vouloir rejeter l'obstination prétendue sur la première de ces époques, alors que le monde entier saluait dans le Souverain Pontife régnant l'initiateur spontané de ces réformes et de ces libertés que l'on pouvait accorder sans avoir à craindre de les voir dégénérer en coupable licence par l'œuvre de ceux qui cherchaient à en abuser. Cela est si vrai que dernièrement encore, l'aveu en a été fait par le ministre d'une puissance protestante dans une assemblée publique.

Et si les généreuses et larges concessions du Saint-Père se sont vues récompensées, de la part des perfides instigateurs de la Révolution, par la plus injuste ingratitude et félonie, cela servit à montrer dès lors la vanité de la confiance exagérée que plusieurs mettent en de semblables remèdes, vanité dont malheureusement on a eu, il y a peu de jours, un nouvel exemple.

Quand le Saint-Père fut rétabli dans la possession de ses États, par la faveur de toutes les puissances et par le concours des armes catholiques, en quoi la France eut une si grande part qu'elle a mérité toute

notre reconnaissance, comme nous la lui avons exprimée et l'exprimons de nouveau, quels furent alors les désirs que lui témoignèrent d'un commun accord les puissances catholiques, y compris, par conséquent, le gouvernement français? C'était la réorganisation des finances, bouleversées surtout par les spoliations de l'anarchie révolutionnaire, c'était la réalisation des réformes convenues à Gaëte avec les plénipotentiaires des principaux États catholiques; c'était, enfin, la formation d'une armée à lui appartenant, qui pût mettre un terme à l'occupation temporaire de la France et de l'Autriche. Or, quel est celui de ces trois désirs qui n'a pas été accompli? Grâce à la sagesse et à la continuelle sollicitude de Sa Sainteté, on avait réussi non-seulement à abolir le papier monnaie, mais même à obtenir une égalité parfaite entre les recettes et les dépenses avec quelque excédant du côté des recettes, et cela sans lever de nouveaux impôts sur les sujets. Pour les réformes, si on en excepte deux, qui, à raison des circonstances graves et exceptionnelles qu'entretenait l'attitude hostile et révolutionnaire du Piémont, avaient été différées, elles avaient été mises à exécution, comme je l'ai démontré dans ma dépêche précédente, et le rapport de M. le comte de Rayneval, d'illustre mémoire, alors ambassadeur de France près le Saint-Siège, en avait déjà rendu un irrécusable témoignage¹. L'armée, nonobstant la condition particulière de l'État pontifical où elle se forme, comme chacun le sait, par voie d'engagement volontaire, l'armée pouvait être dite constituée en nombre suffisant. Aussi, lorsque, dans les premiers jours de 1859, on voulait trouver un prétexte à la guerre d'Italie dans la permanence des armées étrangères sur le territoire pontifical, Sa Sainteté put librement inviter la France et l'Autriche, quand elles le voudraient, à retirer leurs troupes.

En quoi donc a consisté la prétendue obstination du Saint-Père dans les dix années dont nous parlons? La brochure en question, au lieu de déclamer en des termes généraux, aurait mieux fait de dire en particulier et en citant des faits et des documents, ce qu'aurait voulu le gouvernement impérial, ou les autres gouvernements amis du Saint-Siège. Pour nous, nous ne trouvons dans toute la brochure rien de spécial sur ce point, sauf les paroles suivantes : « La conduite même du gouvernement pontifical, son refus persistant d'accomplir des réformes et ses sympathies avouées pour l'Autriche contribuaient à accroître les alarmes du patriotisme italien. » Par là on prétend établir deux choses : le refus des réformes et la sympathie pour l'Autriche. Mais pour le premier point, nous en avons déjà montré le faible

1. Voir le rapport complet du comte de Rayneval, page 697 du *Recueil des Traités, Conventions et actes diplomatiques* concernant l'Autriche et l'Italie, 1 vol. in-8. Paris, Amyot, 1859.

par l'autorité même du représentant de la France. Quant au second, que l'on cite un seul fait dans lequel Sa Sainteté ait montré plus de déférence pour le gouvernement impérial de l'Autriche que pour tout autre gouvernement catholique, et spécialement pour le gouvernement impérial de France. Ne pourrait-on pas plutôt et avec plus de fondement faire une récrimination contraire?

Reste donc la troisième époque; celle du dernier mouvement survenu en Italie, et il convient de s'occuper de celle-ci plus au long, puisque c'est à cette époque que paraît se rapporter spécialement l'accusation portée par la brochure. L'auteur décrit, page 21, quelle devait être, dans une telle commotion, l'attitude de l'Empereur des Français, et voici ses paroles : « L'Italie respectée dans son indépendance, la papauté protégée dans sa puissance temporelle, tel était donc le double but que devait se proposer la politique impériale. » En présence de cette attitude de l'Empereur, quelle devait être celle du Saint-Père? Son rôle, assurément, n'était pas de commencer une guerre offensive contre personne, puisqu'il est le père commun de tous et représente sur la terre le Dieu de la paix. Il n'était pas non plus de concourir à la spoliation des princes légitimes, puisqu'il est lui-même le héraut et le vengeur des lois éternelles de la justice parmi les hommes. Enfin, son rôle n'était pas d'abdiquer de son plein gré, ni de se laisser arracher impunément ses propres États, parce qu'il n'en est que le dépositaire au nom de l'Église, et demeure obligé, par des serments solennels et irrévocables, à les conserver dans leur intégrité.

Or, je le répète, quelle devait être son attitude, afin de se montrer favorable à l'indépendance italienne sans manquer aux devoirs sacrés du pontife? Il n'y en avait point d'autre, assurément, que d'accepter et de réaliser, autant qu'il était en lui une combinaison quelconque qui lui serait proposée, et qui assurerait l'indépendance nationale sans blesser ni les droits d'autrui ni les principes inviolables de l'Église. Maintenant, est-il au monde quelqu'un qui prouvera que le Saint-Père se soit montré sur ce point je ne dirai pas obstiné, mais seulement difficile à consentir? Disons plutôt la vérité : quelle est la combinaison qui a jamais été proposée à Sa Sainteté dans les limites que nous venons de tracer? On n'en connaît qu'une seule, celle de la confédération des différents princes italiens ayant à leur tête le Souverain-Pontife en qualité de président honoraire. Or, cette proposition a-t-elle été jamais rejetée par le Saint-Père? N'a-t-elle pas été, au contraire, formellement acceptée?

L'auteur de la brochure se plaint amèrement que quand on a proposé cet arrangement, il a été accueilli par des sarcasmes à Rome et à Paris. Je ne sais rien des sarcasmes de Paris; mais quant aux sarcasmes de Rome, s'ils ont existé, ils ne sont pas venus certainement du gouverne-

ment pontifical. Je ne parle point ici d'une proposition qui venait d'un écrivain privé, lequel n'avait pas sans doute la prétention d'être considéré comme une puissance. Il est vrai qu'il nous apprend qu'il écrivait *comme ayant l'honneur d'exposer un programme*, mais c'est seulement aujourd'hui qu'il nous fait cette révélation, et la qualité de son écrit était bien éloignée alors de nous le faire soupçonner. La proposition officielle de la confédération et de la présidence ne vint qu'à la suite des préliminaires de Villafranca et du traité de Zurich; et le Saint-Père, comme je l'ai dit, se montra disposé à l'accepter, dès que les bases en auraient été définies, comme cela était convenable. L'auteur, cependant, dit qu'alors il n'était plus temps, *mais trop tard*; mais il ne s'aperçoit pas qu'en disant cela, il fait une grave injure à son propre prince, comme si lui et les autres avaient proposé pour point de départ d'un traité solennel, et pour moyen de réconciliation, une chose qui n'était pas possible, ni opportune. Quoi qu'il en soit, c'est alors seulement que la proposition a été faite par celui qui avait autorité pour la faire, et il est injuste de prétendre que Sa Sainteté eût dû la prévenir de son propre mouvement. Or, je le répète, puisque ce n'est point par un refus du Saint-Père que cette combinaison n'a pas abouti, comment pourrait-on, sans une honteuse calomnie, l'accuser jamais en cela d'obstination?

N'étant plus question de cet arrangement, qui, d'une part, aurait répondu à l'attitude de l'Empereur des Français, respectant l'indépendance italienne, de façon à protéger en même temps le pouvoir temporel du Souverain Pontife; qui, de l'autre, s'accordait avec l'attitude convenable au Saint-Siège, lui permettant de concourir dans les limites de la justice à l'indépendance italienne, sans sacrifier sa propre autorité temporelle; quelle autre proposition réunissant des conditions semblables a jamais été faite?

Ici, la brochure entre dans un triste labyrinthe, rapportant les propositions qui furent faites par la suite; mais je suis forcé de l'y suivre, quelle que soit la peine que j'y ressente.

Il rapporte d'abord la lettre écrite par l'Empereur, dans laquelle on invitait le Saint-Père à céder au Piémont la possession des Romagnes avec un titre de vicariat, et à ne plus différer la concession des réformes réclamées par l'Europe depuis trente ans. Il y a ici deux choses : les réformes déjà mentionnées et la cession des Romagnes.

Quant à la première, il est surprenant que l'on parle de réformes réclamées depuis trente ans, quand *vix* ans auparavant elles avaient été déterminées à Gaëte, d'un commun accord entre la France et les autres puissances catholiques, et que durant ces dix ans elles avaient été mises à exécution, comme il a été dit plus haut. Néanmoins, le Saint-Père, comprenant que sous ces phrases on voulait exprimer le

désir de nouvelles concessions, et, bien que d'autre part il sût que le parti révolutionnaire avait déclaré qu'elles seraient inutiles, afin d'éviter de donner aucun prétexte au reproche d'obstination que lui jette aujourd'hui à la face avec tant de bonne foi ladite brochure, il se prêta à de nouvelles négociations, et à la satisfaction de l'ambassadeur et du gouvernement français lui-même, il détermina quelles devaient être précisément lesdites réformes. Ayant toutefois égard à ce que demandait, non-seulement sa propre dignité, sur laquelle aucun souverain ni aucun gouvernement ne peut jamais transiger, mais aussi le bien des populations, Sa Sainteté se réserva seulement de les promulguer lorsque les provinces révoltées seraient revenues à l'ordre. Donc, sur ce point, il n'y a pas eu d'obstination, mais une condescendance tempérée par une sage réserve.

Vient le second point, qui est le vicariat des Romagnes. A cela le Saint-Père a répondu par un refus courageux; et voyons s'il avait raison de le faire. Pour moi, je ne sais en vérité comment l'auteur de la brochure concilie dans son esprit le rôle qu'il assigne à l'Empereur, qui est de protéger le pouvoir temporel du Souverain Pontife, avec la cession des Romagnes qu'on lui conseille. C'est vraiment une protection singulière que celle qui permet la spoliation, quoique palliée et partielle, de son protégé, et qui se plaint que ce dernier ne le favorise pas par sa propre condescendance. La brochure dit qu'on ne pouvait faire autrement, puisque le recouvrement des Romagnes était devenu impossible. Qui l'aurait opéré? L'Autriche vaincue ne l'osait pas; la France victorieuse ne le devait pas, afin de ne pas manquer à ses principes: le Souverain-Pontife ne le pouvait pas, faute de soldats. Je m'abstiens ici à dessein de toute recherche sur les circonstances qui empêchaient l'Autriche de le faire, et je dirai seulement que l'on ne comprend pas comment la France ne devait pas le faire, après qu'elle avait pris en main la protection du domaine temporel du Saint-Siège, comme la brochure elle-même en convient. Si d'ailleurs cette protection comportait la présence de ses troupes à Rome, on ne voit pas pourquoi elle ne la comporterait pas à Bologne.

J'ajouterai enfin que le Souverain Pontife le pouvait, ayant déjà une armée suffisante pour reprendre les Romagnes; et, s'il ne l'a pas fait, l'auteur de la brochure doit le savoir mieux que personne, c'est parce qu'il a été empêché de le faire.

Mais, supposez que ce conseil donné pût s'accorder avec l'office de protecteur, qui ne voit de l'autre côté que son acceptation ne pouvait s'accorder avec la conscience du Saint-Père? J'ai montré moi-même, dans la dépêche, plusieurs fois citée, du 29 février 1860, les raisons qui justifiaient ce refus, mais je désire les récapituler ici. Ladite acceptation ne pouvait se concilier avec la conscience du Souverain Pon-

tife, parce que le principe mis en avant pour une telle cession, pouvant de sa nature s'étendre au reste des États Pontificaux, elle emportait virtuellement l'abdication totale de ces mêmes États. Elle ne se conciliait pas avec la conscience du Souverain Pontife, parce qu'il est obligé, par des serments solennels devant toute l'Église, de transmettre intégralement à son successeur cet État, qui appartient à l'Église elle-même, et à l'intégrité duquel tout le monde catholique est intéressé, comme le prouvent les manifestations éclatantes de la catholicité tout entière. Elle ne se conciliait pas avec la conscience du Souverain Pontife, parce que c'était abandonner le tiers de ses sujets à la tyrannie d'une fraction immorale et irréligieuse, qui en aurait fait sa victime pour les mœurs et pour la piété, comme l'événement l'a depuis prouvé sans réplique.

Même un prince laïque, avec une telle perspective n'aurait pas pu en bonne conscience faire une semblable cession : et comment prétendrait-on qu'elle pouvait être faite par le maître souverain de la morale catholique ? Qui ne sait, d'ailleurs, par différents faits de l'histoire, ce qui est arrivé au Saint-Siège par de semblables vicariats ? Et le Piémont lui-même n'en a-t-il pas donné dans ces derniers temps un nouvel exemple ? Se faire illusion sur la valeur d'une semblable combinaison serait une erreur impardonnable. Ce n'est qu'une plaisante invention qui couvre une réelle abdication, réelle sous l'apparence d'un faux nom.

C'est donc avec raison que l'on n'accueillit pas non plus la garantie offerte au Saint-Père pour le reste de ses États, dès qu'il aurait accepté la proposition du susdit vicariat ; puisque, sans parler du reste, il aurait lui-même fait le prix d'une abdication qui, même voilée, demeure toujours inadmissible, tandis que d'autre part on n'aurait pu comprendre comment l'Europe, qui était prête à garantir les deux tiers desdits États pontificaux, ne pouvait les garantir dans leur entier.

N'étant plus question non plus de la proposition du vicariat, que reste-t-il encore pour prouver l'obstination de Sa Sainteté ? Il n'y a plus que la proposition d'un corps d'armée fourni par les puissances catholiques pour le maintien de l'ordre dans les domaines pontificaux, que celle d'un subside pécuniaire donné par les mêmes puissances, et la demande d'une prompte promulgation des réformes déjà convenues. Or, quant à la promulgation de ces réformes, nous avons déjà donné les raisons pour lesquelles elle n'était pas convenable, et conséquemment il est inutile de le répéter. Quant au corps d'armée, il n'a pas été refusé, mais il a été seulement répondu que Sa Sainteté aurait accepté avec plus de reconnaissance, non pas le *droit*, comme il est dit dans l'exposé dont il a été question en commençant, mais bien la

facilité d'enrôler pour son compte dans les divers pays catholiques les volontaires qui auraient voulu le servir dans la défense de l'Église. Il est d'ailleurs facile à chacun de comprendre quel aurait été le plus convenable, soit pour éviter les rivalités entre les corps dépendants de puissances différentes, soit pour conserver plus pleinement l'indépendance pontificale, soit enfin pour obvier à toute complication dans les relations en cas de guerre entre les puissances qui auraient fourni leurs contingents.

Finalement, par rapport à l'acceptation des subsides, il faut observer que, sans parler des autres inconvénients nombreux qui en seraient résultés au détriment de l'indépendance et de la dignité du Souverain Pontife, elle aurait encore eu l'apparence d'un prix fait pour la spoliation offerte. Et c'est pourquoi le Saint-Père, à l'exemple de ses illustres prédécesseurs, préférerait l'oblation spontanée des fidèles qui auraient voulu secourir le Christ dans la personne de son vicaire. L'obole du pauvre était plus honorable au Souverain Pontife dans la condition où l'avaient réduit la perfidie et l'ingratitude, que l'or qui lui était offert par les puissances de la terre.

Maintenant, réduisons à leurs derniers termes les chefs d'accusation. En mettant de côté les assertions gratuites, les calomnies manifestes, les faits étrangers à la cause qui remplissent la brochure, toute l'obstination qu'elle reproche au Saint-Père se réduit à avoir refusé une abdication que lui défendait sa conscience : à avoir différé, jusqu'à ce que les provinces révoltées rentrassent dans l'ordre, la promulgation des réformes ultérieures qu'il avait déjà consenties ; à avoir proposé d'enrôler lui-même une armée, au lieu de troupes qu'on lui prêtait ; à avoir préféré le secours spontané des fidèles à un subside préjudiciable fourni par les gouvernements qui ne sont ni tous, ni toujours animés d'intentions également bienveillantes. Et ces actes de fermeté, de noble désintéressement, qui sembleraient à des yeux non prévenus dignes de grands éloges, qui ont excité et qui excitent encore l'admiration même des hérétiques, paraissent au catholique auteur de la brochure mériter tant de blâme, qu'il n'en trouverait pas davantage s'il écrivait contre ceux qui sont véritablement responsables des lamentables désordres de nos jours.

Mais c'est là précisément ce qui étonne davantage. Le gouvernement impérial de France avait donné des conseils à Sa Sainteté ; il en avait également donné au gouvernement piémontais. Si le Saint-Père est accusé de ne les avoir pas suivis, le gouvernement piémontais ne paraît pas avoir été plus docile. Il faut même noter que là où Sa Sainteté a fait des refus qu'on peut appeler purement négatifs, le gouvernement piémontais a fait des refus positifs. Sa Sainteté n'a pas cru expédient de faire plusieurs choses que désirait le gouvernement de

France, mais le Piémont a fait beaucoup de choses que ce gouvernement déclarait publiquement ne pas vouloir. Le gouvernement impérial défendait que l'on violât la neutralité des États Pontificaux, et le gouvernement piémontais répondait en occupant les Romagnes. Le gouvernement impérial désapprouvait les annexions, et le gouvernement piémontais répondait en les accomplissant. Le gouvernement impérial prohibait, même par des menaces, que l'on envahît les Marches et l'Ombrie, et le gouvernement piémontais répondait en mitraillant la petite armée pontificale, en bombardant Ancône par mer et par terre, en n'observant pas même les lois de guerre reconnues par toutes les nations civilisées. Le gouvernement impérial insistait pour que l'on revint aux préliminaires de Villafranca et au traité de Zurich, et le gouvernement piémontais répondait en se moquant des préliminaires et du traité. Et ainsi pourrions-nous poursuivre longuement cette énumération; mais ces indications suffisent. Maintenant, qui le croirait? L'auteur de la brochure, qui exerce cruellement sa plume contre le Saint-Père, ne trouve même pas une parole de blâme pour le gouvernement piémontais! Et pourtant, chacun se serait attendu, non pas seulement à des paroles de reproche envers un allié si ingrat et si compromettant, mais encore à une invitation faite à la France de réprimer à la fin et de punir une telle témérité. Rien de tout cela. Qui peut donc expliquer une telle contenance?

L'explication est cependant toute naturelle, et la brochure nous la donne enfin dans la dernière page, où elle dit que l'Empereur des Français *ne peut sacrifier l'Italie à la cour de Rome, ni abandonner la papauté à la Révolution*; ce qui revient à dire qu'il faut sacrifier la cour de Rome aux exigences de la péninsule, qu'il faut abattre la domination du Saint-Siège, parce qu'elle sert d'obstacle à la constitution et à l'organisation de l'Italie, et qu'il faut le faire, afin que la papauté ou le pouvoir spirituel ne tombe pas sous les coups de la Révolution.

L'auteur de l'écrit a-t-il réfléchi que l'Italie, à qui il faut sacrifier le domaine temporel du pontife, n'aura pas d'autre maître que ce Piémont dont le gouvernement s'est lui-même qualifié de révolutionnaire, le Piémont qui envahit les territoires de ceux qui ne se donnent pas à lui; porte le carnage et le fer parmi ces peuples qui se refusent à son joug; qui viole non-seulement la foi des traités les plus solennels, tantôt sous le prétexte de leur ancienneté, tantôt par pur caprice, mais encore le droit des gens; qui enfin fournit des armes et de l'argent pour soulever les masses, pour qu'elles se trouvent ensuite en état de consommer l'acte de rébellion contre leurs souverains? Et quelle différence met l'auteur entre ce gouvernement possible auquel il donne jusqu'ici le nom de *Révolution*, et le Piémont tel qu'il est, et tel qu'il s'est montré dans presque toute sa conduite? Et quel malheur

plus grand pourrait atteindre la Papauté par le fait de la Révolution, comme il la nomme lui-même, que déjà la Papauté n'ait à souffrir par le fait du Piémont.

C'est au nom du roi de Sardaigne et de ses ministres que les cardinaux et les évêques sont emprisonnés, chassés de leur siège ou forcés à s'exiler d'eux-mêmes. C'est en leur nom qu'on abolit les ordres religieux et que l'on empêche ceux qui restent de communiquer avec leurs supérieurs généraux. C'est en leur nom qu'on inquiète de toutes manières les ministres du sanctuaire et que l'on va jusqu'à soumettre à la censure la prédication de la parole divine. C'est sous ce gouvernement que l'on étend la main sur les biens ecclésiastiques, et qu'on en confisque une grande partie au profit de l'État. C'est sur lui qu'on lâche la bride à tout blasphème dans les journaux et à toutes les profanations des choses saintes sur les théâtres, tandis qu'on ferme la bouche aux seuls défenseurs de la vérité et de la justice. C'est enfin sous ce gouvernement que, même dans les provinces pontificales qu'il vient d'usurper, il n'est pas permis aux évêques préconisés pour les sièges actuellement vacants, d'en prendre possession, à moins qu'ils ne consentent à se soumettre à des conditions contraires à leurs devoirs. En privant ainsi tant d'âmes de leurs légitimes pasteurs, on ne fait qu'attaquer toujours davantage la religion. Sur chacun de ces points, Votre Excellence trouvera de plus amples détails dans les actes pontificaux déjà cités, et dans celles de mes dépêches précédentes qui s'y rapportent.

Cependant, malgré tous ces faits, et quoi qu'en pense l'auteur de la brochure, une chose nous rassure, c'est de penser qu'il a contre lui les assurances répétées de son propre souverain et des ministres de ce dernier, le traité de Zurich, dans lequel sont reconnus et admis comme incontestés et incontestables les droits du Saint-Père, et enfin l'élan unanime de tout le monde catholique.

Avec ce que je vous ai ici exposé brièvement, Votre Excellence peut concevoir l'idée principale de cet écrit. Tout ce qu'il accumule en outre de relations, il est vrai peu diplomatiques, d'anecdotes et de propos ramassés dans les antichambres, de forfanteries exagérées et de protestations religieuses, au moment où il vilipende et injurie le chef suprême de l'Eglise, tout cela sans doute ne mérite pas que je perde mon temps et ma peine à le relever.

Il y a cependant une allégation assez grave pour que je ne la laisse pas passer sans quelques paroles de réprobation. Elle consiste à présenter comme une opposition à la dynastie qui règne actuellement en France le mouvement des catholiques français en faveur du Saint-Siège. C'est là une injure qui s'adresse à la magnanime et généreuse nation française et qui la blesse dans son sentiment le plus délicat,

dans ce qui est son plus beau titre de gloire et son immortel héroïsme, je veux dire l'élan religieux.

Mais pour démentir cette hontense calomnie, il eût suffi de voir que ce mouvement a été secondé en France par des personnes ecclésiastiques et laïques, non moins illustres par leur vertu et leur science que par leur sincérité et leur franchise. Attribuer à des hommes aussi respectables la basse hypocrisie de se servir du manteau de la religion pour couvrir leurs desseins politiques est une accusation d'une telle inconvenance, que je n'ai pas de parole pour exprimer le mépris qu'elle mérite. Néanmoins, puisque l'opuscule associe principalement une partie du clergé français au Saint-Père, en lui faisant l'injure de le représenter comme l'instrument docile de rusés meneurs, il m'amène à confondre tant d'audace par un seul raisonnement qui saute aux yeux de tous. Le mouvement religieux de la France pour la cause du Saint-Siège n'a pas été différent en réalité de celui qui s'est manifesté en Belgique, en Allemagne, en Irlande et ailleurs. Un effet universel accuse une cause pareillement universelle. Faudra-t-il donc dire que toute l'Europe s'est transformée en une grande Vendée ? Si de France plusieurs centaines de braves sont venus se ranger sous la bannière pontificale, des autres contrées il en est venu un nombre encore plus considérable.

On dira peut-être que l'opposition dynastique à l'Empereur des Français a poussé à ce magnanime dévouement les fils généreux de ces différentes nations ? Mais à qui raisonnerait ainsi ce serait perdre son temps que de chercher à répondre.

Il est vrai qu'en France le mouvement religieux pour la défense du pontife attaqué s'est produit avec plus de vivacité et d'ardeur, mais le motif en est plus noble que ne pense l'auteur de la brochure. Il faut en chercher la cause dans la juste appréhension qu'a conçue la France catholique de se voir arracher du front l'auréole la plus précieuse qui la couronne, en courant le risque d'aider à la destruction de l'œuvre de Charlemagne. Charlemagne fut grand pour avoir délivré et agrandi les domaines du Saint-Siège, assaillis et envahis par un roi lombard¹ qui convoitait, comme il arrive aujourd'hui, la possession de l'Italie entière. Ce n'est pas tout : il affermit la souveraineté pontificale sur la base la plus solide, et la fit reconnaître par l'Europe. Or on fait aujourd'hui tous les efforts pour que cette grande œuvre, qui est auprès du monde catholique la gloire la plus enviée et la plus pure de la fille aînée de l'Eglise, tombe en ruines, au mépris des assurances multipliées, soit publiques, soit privées, ainsi que je l'ai indiqué plus haut, par lesquelles tantôt l'Empereur des Français et tantôt ses ministres,

1. Didier.

ont déclaré que le pouvoir temporel ne serait pas ébranlé, mais bien consolidé.

Et si l'on veut trouver d'autres causes à cette appréhension, on pourrait peut-être les trouver soit dans la fameuse proclamation impériale adressée de Milan aux Italiens, soit dans l'interprétation donnée communément à l'entrevue qui eut lieu à Chambéry entre l'Empereur des Français et un des généraux piémontais, soit dans l'introduction du principe de non-intervention, entendu de manière à favoriser la révolte, et à empêcher les puissances catholiques d'accourir à la défense du Souverain Pontife; soit dans l'opposition aux mesures qui auraient arrêté efficacement la spoliation sacrilège des États de l'Église; soit dans l'offre de propositions inadmissibles. Toutes ces causes, pour en taire bien d'autres, se rattachent au souvenir de ce qui advint au congrès tenu à Paris en 1856.

Je mets fin à cette discussion, à laquelle m'a conduit, contre ma volonté, l'audace de la brochure. Pour conclure, je ferai observer que s'il est vrai, comme on l'affirme à la dernière page, que le Saint-Siège est destitué aujourd'hui de tout secours humain (ainsi que l'auteur le sait mieux que personne), il n'est pas dépourvu du secours de Dieu; et Dieu, sans doute, est plus puissant que les hommes. Quoi qu'il arrive, le Saint-Père aura la consolation d'avoir été fidèle aux devoirs de sa conscience, et dans des temps de si profond avilissement et de si grande perfidie, d'avoir, avec une imperturbable fermeté, proclamé et maintenu à la face du monde les principes éternels de la justice et du droit. Le triomphe moral est assuré, et il vaut mieux que toute victoire matérielle.

Les quelques considérations que je viens de vous transmettre serviront à Votre Excellence d'instruction et de règle, afin que, si le cas s'en présente, elle ait le moyen de réfuter les objections que l'on pourrait tirer contre le Saint-Siège de la brochure susmentionnée, et je suis, etc.

J. Cardinal ANTONELLI.

Rome, 26 février 1861.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Déclaration d'indépendance de la Caroline du Sud.

20 décembre 1860.

Le peuple de l'État de la Caroline du Sud, assemblé en Convention le 2 avril 1852, déclara que les violations fréquentes de la Constitution des États-Unis par le gouvernement fédéral, et ses empiètements sur les droits réservés des États, autorisaient pleinement cet État à se retirer de l'Union fédérale; mais, déférant à l'opinion et aux vœux des

autres États à esclaves, il s'abstint alors d'exercer ce droit. Depuis cette époque ces empiètements ont continué, et une plus longue tolérance cesserait d'être une vertu.

Aujourd'hui que l'État de la Caroline du Sud a repris son rang distinct et d'égalité parmi les nations, il croit dû à lui-même, dû aux autres États-Unis d'Amérique, et aux peuples du monde, de déclarer les causes immédiates qui l'ont amené à cet acte.

En l'année 1765, cette partie de l'empire britannique embrassant la Grande-Bretagne entreprit de faire des lois pour le gouvernement de cette autre partie composée des treize colonies américaines. Une lutte pour le droit de *self-government* s'ensuivit, laquelle amena, le 4 juillet 1776, une déclaration des colonies portant « qu'elles sont, et de droit doivent être des États libres et indépendants, ayant plein pouvoir de faire la guerre, conclure la paix, contracter des alliances, régler le commerce et faire tous les autres actes qui appartiennent de droit aux États indépendants. » Elles déclarèrent en outre solennellement que « lorsqu'une forme de gouvernement devient destructive des objets en vue desquels elle a été établie, il est de droit pour le peuple de la modifier ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau gouvernement. » Estimant que le gouvernement de la Grande-Bretagne se trouvait dans ce cas, elles se déclarèrent « affranchies de toute allégeance à la couronne britannique, et tout rapport politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne totalement dissous. »

En conséquence de cette déclaration d'indépendance, chacun des treize États se mit à exercer sa souveraineté séparée, adopta pour lui-même une Constitution et nomma des fonctionnaires pour l'administration du gouvernement dans toutes ses branches : législative, exécutive, judiciaire. Dans un but de défense, ils unirent leurs armes et leurs conseils, et en 1778 formèrent une ligue connue sous le nom d'Articles de Confédération, en vertu desquels ils convinrent de conférer l'administration de leurs relations extérieures à un agent commun connu sous le nom de Congrès des États-Unis, déclarant expressément dans le premier article « que chaque État conserve sa souveraineté, sa liberté et son indépendance et tous pouvoirs, juridictions et droits non délégués expressément par cette Confédération aux États-Unis assemblés en Congrès. »

C'est sous l'empire de cette Confédération que se fit la guerre de la Révolution ; le 3 septembre 1783, la lutte fut terminée, et un traité fut signé par la Grande-Bretagne, dans lequel elle reconnut l'indépendance des colonies dans les termes suivants :

« Art. 1^{er}. S. M. B. reconnaît lesdits États-Unis, savoir : du New-Hampshire, de la baie de Massachusetts, de Rhode-Island et des Plantations de la Providence, de Connecticut, de New-York, de New-Jersey,

de Pensylvanie, de Delaware, de Maryland, de Virginie, de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud et de la Géorgie, comme États libres, souverains et indépendants ; elle traite avec eux comme tels, et en son nom et en celui de ses héritiers et successeurs, abandonne tous titres au gouvernement, à la propriété et aux droits territoriaux de tout ou partie desdits États. »

Ainsi furent établis les deux grands principes affirmés par les colonies, à savoir : le droit d'un État de se gouverner lui-même, et le droit d'un peuple d'abolir un gouvernement devenu destructif des objets en vue desquels il a été institué. C'est par suite de l'établissement de ces deux principes que chaque colonie devint et fut reconnue par la métropole un État libre, souverain et indépendant.

En 1787, des députés furent nommés par les États pour reviser les articles de la Confédération, et le 17 septembre 1787 ces députés recommandèrent à l'adoption des États les articles d'Union, connus sous le nom de Constitution des États-Unis.

Cette Constitution fut soumise à tous les États souverains, qui devaient l'adopter ou la rejeter, et dans le cas où neuf d'entre eux s'accorderaient à l'adopter, le pacte devait produire son effet parmi eux, et le gouvernement général, comme l'agent commun, devait être alors investi de leur autorité. Si neuf seulement sur les treize États s'entendaient, les quatre autres devraient rester tels qu'ils étaient, c'est-à-dire des États distincts, souverains, indépendants et en dehors de toute application de la Constitution. En fait, deux des États n'adhérèrent à la Constitution que longtemps après qu'elle eut été mise en vigueur parmi les onze autres, et pendant cet intervalle chacun d'eux exerça les fonctions d'une nation indépendante.

Par cette Constitution, certains devoirs étaient imposés aux divers États, et l'exercice de quelques-uns de leurs pouvoirs était restreint, ce qui entraînait nécessairement la continuation de leur existence comme États souverains. Mais, pour dissiper tous les doutes, un amendement fut ajouté, déclarant que les pouvoirs non délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par elle aux États, sont réservés aux États respectivement ou au peuple. Le 23 mai 1788, la Caroline du Sud, par une convention de son peuple, adhéra à cette Constitution et modifia ensuite sa propre Constitution pour se conformer aux obligations qu'elle avait contractées.

Ainsi fut établi, par un pacte entre les États, un gouvernement avec des objets et des pouvoirs définis, limités aux termes mêmes du contrat. Cette délimitation faisait rentrer tous les autres pouvoirs dans la clause qui les réservait aux États ou au peuple et rendait inutile toute indication spéciale des droits réservés.

Nous maintenons que le gouvernement ainsi établi est soumis aux

deux grands principes affirmés dans la déclaration d'indépendance, et nous maintenons en outre que le mode de sa formation l'assujettit à un troisième principe fondamental, savoir la loi du contrat. Nous maintenons que dans tout contrat passé entre deux ou plusieurs parties l'obligation est mutuelle; que si l'une des parties contractantes manque à l'exécution d'une condition essentielle de l'engagement, elle délivre par là même entièrement l'autre partie de toute obligation, et que là où il n'est point pourvu à la désignation d'un arbitre, chacune des parties reste libre de déterminer, d'après son propre jugement, s'il y a eu rupture du contrat et quelles en doivent être les conséquences.

Dans le cas actuel le fait est établi avec certitude. Nous affirmons que quatorze États ont délibérément refusé depuis des années de remplir leurs obligations constitutionnelles, et pour le prouver nous alléguons leurs propres statuts.

La Constitution des États-Unis¹, dans son article IV, porte :

« Aucune personne tenue au service ou au travail dans un État en vertu des lois de cet État, si elle s'échappe dans un autre État, ne pourra, par suite d'aucune loi ni d'aucun règlement dans ce dernier, être affranchie de tel service ou travail, mais elle sera livrée sur la demande de la personne à qui ce service ou ce travail sera dû. »

Cette stipulation était tellement importante au contrat, que sans elle ce contrat n'eût pas été fait. Le plus grand nombre des parties contractantes possédaient des esclaves et avaient d'avance manifesté le prix qu'elles attachaient à une telle clause, en en faisant une condition dans l'ordonnance pour le gouvernement du territoire cédé par la Virginie. Cette obligation, aussi bien que les lois du gouvernement général, a cessé d'être exécutée conformément à l'objet de la Constitution.

Les États du Maine, de New-Hampshire, de Vermont, de Massachusetts, de Connecticut, de Rhode-Island, de New-York, de Pensylvanie, d'Illinois, d'Indiana, de Michigan, de Wisconsin et d'Iowa ont promulgué des lois qui annulent les actes du Congrès ou rendent superflue toute tentative de les faire exécuter. Dans beaucoup de ces États l'esclave fugitif est déclaré affranchi de toute réclamation de service, et dans aucun d'eux le gouvernement d'État ne s'est conformé à l'article en question de la Constitution. L'État de New-Jersey tout d'abord avait adopté une loi en harmonie avec ses obligations constitutionnelles; mais la force du sentiment anti-esclavagiste l'a amené plus récemment à adopter des lois qui ôtent toute efficacité aux moyens accordés par ses propres lois et par les lois du Congrès. Dans l'État de New-York même le droit de transit pour un esclave a été

1. Voir tome I des *Archives*, page 185.

dénié par ses tribunaux, et les États d'Ohio et d'Iowa ont refusé de livrer à la justice des fugitifs accusés de meurtre et d'excitation à une insurrection servile dans l'État de Virginie.

Donc le pacte constitutionnel a été délibérément rompu et mis de côté par les États n'ayant pas d'esclaves, et il s'ensuit que la Caroline du Sud est dégagée de ses obligations. Les objets pour lesquels la Constitution a été instituée sont définis par la Constitution elle-même de la manière suivante : « Dans le but de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité domestique, de pourvoir à la défense commune, procurer le bien-être général et garantir les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité. »

Elle a essayé d'accomplir ces objets au moyen d'un gouvernement fédéral dans lequel chaque État était reconnu égal et avait un contrôle séparé sur ses propres institutions. Le droit de posséder des esclaves a été reconnu par la concession de droits politiques distincts, faite aux personnes libres, par le droit qui leur a été accordé d'être représentées et taxées d'impôts directs en proportion des trois cinquièmes du nombre de leurs esclaves ; par l'autorisation d'importer pendant vingt ans des esclaves et par la stipulation relative à la remise des fugitifs.

Nous affirmons que ces objets pour lesquels ce gouvernement a été institué ont été annulés, et que le gouvernement lui-même s'en est fait l'instrument destructeur par l'action des États n'ayant pas d'esclaves. Ces États ont assumé le droit de décider de la convenance de nos institutions domestiques et ont dénié les droits de propriété établis dans quinze des États et reconnus par la Constitution. Il ont dénoncé comme étant un péché l'institution de l'esclavage ; ils ont permis l'établissement parmi eux de sociétés ayant pour but avoué de troubler la paix et enlever les propriétés des citoyens d'autres États. Ils ont encouragé et aidé des milliers d'esclaves à quitter leurs demeures, et ceux qui restent ont été excités, au moyen d'émissaires, de livres et d'images, à l'insurrection servile.

Depuis vingt-cinq ans, cette agitation s'est constamment accrue, jusqu'à ce que aujourd'hui elle se soit assuré le concours du gouvernement commun. En examinant la forme de la Constitution, un parti a trouvé dans cet article, qui institue le pouvoir exécutif, les moyens de briser la Constitution elle-même. Une ligne géographique a été tracée dans l'Union, et tous les États du nord de cette ligne se sont entendus pour élever aux hautes fonctions de Président des États-Unis un homme dont les opinions et les intentions sont hostiles à l'esclavage. Il doit être chargé de la direction du gouvernement commun, parce qu'il a déclaré que « ce gouvernement ne peut subsister « toujours moitié libre, moitié esclave, » et que l'opinion publique

doit être persuadée que l'esclavage est sur le point d'être définitivement supprimé.

Cette combinaison d'un parti a été favorisée par ce fait que, dans quelques États, on a accordé le droit de cité à des gens qui, en vertu de la loi suprême du pays, sont incapables de devenir citoyens¹; on s'est servi de leurs votes pour soutenir une nouvelle politique hostile au Sud, et destructive de sa paix et de sa sécurité.

Le 4 mars prochain ce parti prendra possession du gouvernement. Il a annoncé que le Sud sera exclu du territoire commun; que la Cour

1. Voir pour le développement juridique de cette opinion, l'arrêt de la cour suprême des États-Unis dans l'affaire du noir *Dred Scott* contre Santfort, rendu en décembre 1856 (*Recueil des Arrêts de la Cour suprême*, par B. Howart, vol. XIX, p. 393-633). Aux termes de cet arrêt, un nègre libre, dont les ancêtres ont été importés et vendus comme esclaves aux États-Unis, ne peut être considéré comme citoyen des États-Unis. Les deux seuls articles relatifs à la race noire que contient la Constitution (art. 1^{er}, section 9, limitant la traite à 1808, art. 4, section 2, § 3, consacrant le droit de réclamation du maître sur l'esclave fugitif), ne l'envisagent que comme objet de propriété, et nulle part on ne voit percer l'intention de conférer aux noirs les droits de citoyen. Cela étant, aucun État particulier n'a le pouvoir de conférer ces droits à une espèce d'hommes à laquelle ils ne sont pas accordés par la Constitution de 1787. Chaque État peut, il est vrai, mettre un noir libre sur le même pied que ses ressortissants, et lui conférer les droits et privilèges, dont ceux-ci jouissent; mais il ne peut pas faire de lui un citoyen des États-Unis, ni forcer un autre État à reconnaître au noir libre les droits et privilèges dont il lui a plu de le gratifier.

L'arrêt pose en outre les principes suivants :

L'article de la Constitution (art. 4, sect. 3, § 2) conférant au Congrès le pouvoir d'adopter les règlements et mesures convenables à l'égard des territoires appartenant aux États-Unis, s'applique seulement aux territoires compris dans les limites de l'Union, telles qu'elles étaient fixées par le traité de paix de la métropole, mais nullement aux territoires acquis dès lors d'une nation étrangère par le gouvernement fédéral au moyen de traité ou de conquête.

Les États-Unis ne peuvent acquérir un territoire pour le gouverner comme colonie. Les pouvoirs du Congrès se bornent à établir un gouvernement territorial, mais ce gouvernement ne doit en rien porter atteinte aux droits personnels et réels des citoyens des États-Unis.

Le territoire ainsi acquis, l'est par le peuple des États-Unis et à son profit égal et commun. Lorsqu'un territoire est ouvert à l'établissement, le gouvernement et le citoyen y entrent en ayant chacun ses droits définis et limités par la Constitution, et aucune classe de citoyens ne doit être avantagée aux dépens d'une autre.

Tout citoyen a donc le droit d'introduire dans un territoire tout objet de propriété reconnu par la Constitution en qualité de propriété. Or la Constitution des États-Unis reconnaît que les esclaves sont une propriété, et le gouvernement fédéral est obligé de la protéger. Le Congrès ne peut exercer plus d'autorité sur une propriété de cette nature qu'il n'en a constitutionnellement sur les objets de propriété d'un autre genre.

L'acte du Congrès qui interdit à un propriétaire d'emmener avec lui son esclave dans un territoire est, par conséquent, un acte d'autorité sur la propriété privée, qui sort des limites de la Constitution.

Outre ces principes, desquels il résulte que le Congrès n'a pas le droit d'interdire l'esclavage dans les territoires, pas plus qu'il n'a le droit de l'abolir dans un État où il existe, le jugement de la Cour suprême établit de plus qu'un propriétaire d'esclave peut se transporter avec sa propriété dans un État libre, sans qu'il en résulte aucune modification dans les rapports du maître et de l'esclave. Ces rapports sont régis par la loi de l'État de domicile de l'esclave; c'est elle seule qui règle le statut des noirs; le fait de séjour dans un territoire libre ne signifie rien.

de justice sera composée selon l'esprit de parti, et qu'il faut commencer une guerre contre l'esclavage jusqu'à ce qu'il ait complètement disparu des États-Unis.

Les garanties accordées par la Constitution cesseront ainsi d'exister ; les droits égaux des États seront perdus ; les États à esclaves n'auront plus pouvoir de se gouverner ni de se protéger eux-mêmes, et le gouvernement fédéral sera devenu leur ennemi.

Les intérêts de l'hostilité de parti augmenteront l'irritation, et tout espoir de remède est perdu par ce fait, que l'opinion publique dans le Nord a donné à une grande erreur politique la sanction d'un sentiment religieux encore plus erroné.

Nous donc, peuple de la Caroline du Sud, par l'organe de nos délégués réunis en Convention, prenant le suprême juge du monde à témoin de la droiture de nos intentions, nous avons solennellement déclaré que l'union existant précédemment entre cet État et les autres États de l'Amérique du Nord est rompue, et que l'État de la Caroline du Sud a repris parmi les nations du monde sa position d'État séparé et indépendant, avec plein pouvoir de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances et des traités de commerce, et d'accomplir tous les autres actes et tout ce qu'ont droit de faire les États indépendants.

Réponse adressée par M. James Buchanan, président des États-Unis, aux commissaires de la Caroline du Sud.

Washington, le 30 décembre 1860.

Messieurs, j'ai eu l'honneur de recevoir votre communication du 28 et la copie des pleins pouvoirs que vous a donnés la Convention de la Caroline du Sud pour vous autoriser à traiter avec le gouvernement des États-Unis sur divers sujets importants ; j'ai reçu en même temps une copie de l'ordonnance en date du 20¹, qui déclare « que l'union actuellement existante entre la Caroline du Sud et les autres États, sous le nom d'États-Unis d'Amérique, est dissoute. »

En réponse à cette communication, j'ai à dire que ma position de Président des États-Unis est clairement définie dans le Message qui a été adressé au Congrès le 3 de ce mois². J'ai dit « qu'à part l'exécution des lois, lorsqu'elle est possible, le pouvoir exécutif n'a aucune autorité pour décider quelles seront les relations entre le gouvernement fédéral et la Caroline du Sud. Il n'est pas investi d'un pareil pouvoir. Il ne peut changer les relations qui ont existé jusqu'à présent entre les États, encore moins reconnaître leur indépendance. Ce serait

investir un fonctionnaire exécutif du pouvoir de reconnaître la dissolution de la Confédération entre nos trente-trois États souverains. Ce n'est pas la même chose que de reconnaître un gouvernement étranger *de facto*. Toute tentative pareille serait un acte d'usurpation. Il est donc de mon devoir de soumettre la question au Congrès sous tous ses points de vue. »

Telle est encore mon opinion. Je ne pouvais donc vous recevoir que comme des gentlemen de la plus grande honorabilité, et j'étais tout prêt à communiquer au Congrès toute proposition que vous auriez eu à faire. C'est ce que vous saviez fort bien. C'était mon désir sérieux que le Congrès, qui seul a ce pouvoir, voulût trancher lui-même toute la question, de manière à empêcher la guerre civile d'éclater entre les partis au sujet de la possession des forts fédéraux dans le port de Charleston, et je regrette profondément que dans votre opinion « les événements des dernières vingt-quatre heures rendent cela impossible. » En terminant, vous me pressez de « retirer immédiatement les troupes du port de Charleston, » et vous ajoutez « que, dans les circonstances actuelles, elles sont une menace permanente qui rend toute négociation impossible et qui menace de donner une issue sanglante à des questions qui devraient être réglées par la modération. »

Le motif de ce changement dans votre attitude, c'est que depuis votre arrivée à Washington un fonctionnaire des États-Unis, agissant, comme vous le prétendez, contre mes ordres, aurait démantelé un fort et occupé un autre, modifiant ainsi la situation qui existait à votre arrivée. Vous alléguiez aussi que vous êtes venus ici comme représentant une autorité qui aurait pu, si elle l'avait voulu pendant les soixante derniers jours, se mettre en possession des forts de Charleston, mais que respectant la promesse donnée, vous avez mieux aimé vous fier à mon honneur.

Ceci m'amène à examiner la nature de ces prétendus engagements et aussi de quelle manière ils ont été tenus.

Dans mon Message du 3 décembre, j'ai dit, en ce qui concerne les propriétés appartenant aux États-Unis dans la Caroline du Sud : « Elles ont été légalement achetées, avec le consentement de la législature de l'État, pour servir de forts, de magasins, d'arsenaux, et le droit d'y exercer une juridiction exclusive a été expressément accordé par la Constitution au Congrès. On ne croit pas qu'on tentera d'en expulser les autorités fédérales par la force, mais si cela devait avoir lieu, l'officier commandant les troupes a reçu l'ordre de se tenir sur la défensive. Dans une pareille éventualité, la responsabilité des conséquences retomberait sur les assaillants. »

Telles étant les conditions posées, le samedi 8 décembre, quatre des

représentants de la Caroline m'ont demandé une entrevue. J'ai eu avec eux une conversation sérieuse sur le meilleur moyen d'empêcher une collision entre les partis. J'ai émis l'avis qu'il serait bon de mettre par écrit ce qu'ils m'avaient dit verbalement, et lundi matin, le 10, j'ai reçu un écrit signé de tous les représentants de la Caroline, à une seule exception près, et dont voici la teneur :

« Conformément à ce qui a été dit hier, nous vous répétons aujourd'hui que dans notre conviction ni les autorités constituées ni le peuple de la Caroline du Sud n'attaqueront ni n'inquiéteront les forts des États-Unis à Charleston avant qu'un acte ne soit adopté par la Convention, et nous espérons et croyons que cela n'aura pas lieu avant que l'offre n'ait été faite par un représentant accrédité de négocier un arrangement amiable, pourvu que des renforts ne soient pas envoyés dans ces forts et que leur situation militaire reste la même. »
(Suivent les signatures.)

Je dois dire, en outre, qu'au moment où ce papier m'a été présenté, j'ai élevé des objections contre les mots « pourvu que, » qui pouvaient être interprétés comme un engagement, que je n'avais pas pris. Les délégués ont répondu que rien n'était plus loin de leur intention, qu'ils ne l'entendaient pas ainsi. Il est évident qu'ils ne pouvaient conclure une convention réciproque avec moi. Ils n'y étaient pas autorisés et n'agissaient qu'en leur propre nom. Je considérais cette promesse comme émanant de gentlemen honorables, qui s'engageaient à user de leur influence pour arriver au résultat proposé. Ils ont fidèlement tenu cette promesse, quoique je n'aie plus reçu une ligne d'eux ni d'aucun membre de la Convention. Il était bien connu que j'étais résolu à ne pas renforcer les forts de Charleston, ce qui aurait produit collision, à moins qu'ils ne fussent attaqués ou bien que je fusse convaincu qu'ils le seraient. Quant à l'écrit en question, je l'ai reçu avec plaisir, le considérant comme un présage heureux du maintien de la paix et comme devant donner aux esprits le temps de réfléchir. Voilà tout ce qu'il y a de vrai dans ce prétendu engagement.

Mais j'ai agi absolument comme je l'aurais fait si j'avais pris un engagement positif et formel, quoiqu'un pareil engagement de ma part eût été illégal. Tout le monde sait que je n'ai jamais envoyé de renforts dans les forts de Charleston, que je n'ai autorisé aucun changement dans « leur situation militaire. » Je mentionnerai ici un ordre adressé par le secrétaire de la guerre, en date du 11, au major Anderson, mais qui ne m'a été soumis que le 21. En voici le texte :

*Mémemorandum des instructions données au major Anderson,
commandant le fort Moultrie.*

« Vous savez que le secrétaire de la guerre désire avant tout empêcher une collision entre les troupes et le peuple de cet État, et qu'il est résolu à agir de manière à éviter une semblable collision. Il s'est donc soigneusement abstenu d'augmenter ses forces sur ce point ou de prendre des mesures qui pourraient exciter l'agitation de l'esprit public ou qui pourraient ébranler la conviction que la Caroline du Sud ne tentera pas de s'emparer violemment des bâtiments publics.

« Mais comme l'action de gens ardents et précipités pourrait décevoir ces espérances, il croit devoir vous donner des instructions pour une pareille éventualité; il m'a donc chargé de vous donner verbalement les instructions suivantes :

« Vous devez éviter soigneusement tout ce qui pourrait inutilement provoquer une agression; vous ne prendrez donc pas sans nécessité une position qui pourrait paraître vous placer dans une attitude hostile; vous occuperez les forts du port, et si vous êtes attaqué, vous vous défendrez jusqu'à la dernière extrémité.

« La faiblesse numérique de votre troupe ne vous permettra peut-être d'occuper que l'un des trois forts; mais une attaque dirigée contre l'un d'eux, ou la prise de possession d'un seul d'entre eux, sera considérée comme un acte d'hostilité, et vous pourrez vous établir dans celui qui vous paraîtra le plus propre à offrir de la résistance. Vous êtes aussi autorisé à agir ainsi quand vous aurez quelque raison plausible de croire qu'on a contre vous des intentions hostiles.

« *Signé : BUTLER, adjudant général.* »

Telles étaient les dernières instructions transmises au major Anderson avant son départ pour le fort Sumter. Il est donc évident que le major Anderson a agi sous sa propre responsabilité et sans autorisation, « à moins qu'il n'eût des motifs plausibles de croire qu'on avait contre lui des intentions hostiles, » ce qui n'a pas encore été allégué. Mais c'est un officier brave et honorable, et la justice exige qu'il ne soit pas condamné avant d'avoir été entendu.

Quoi qu'il en soit, lorsque j'appris que le major Anderson avait quitté le fort Moultrie pour le fort Sumter, mon premier mouvement fut de lui ordonner de reprendre son ancienne position et d'y attendre les éventualités prévues par ses instructions. Mais cela n'aurait pu s'effectuer avec sécurité qu'avec le concours des autorités de la Caroline. Or, avant qu'aucune démarche ait pu être faite dans ce sens, nous avons appris que le drapeau du Palmier flottait sur le château

Pinckney et qu'une force militaire avait occupé le fort Moultrie. Ainsi les autorités de la Caroline du Sud, sans attendre ni demander d'explication, et croyant, comme vous l'avez dit, que l'officier avait agi contre mes ordres, ont immédiatement saisi deux forts fédéraux et y ont planté leur drapeau à la place de celui des États-Unis.

A cette sombre période de notre histoire, les événements se succèdent avec rapidité. Le même jour, le 27, le drapeau du Palmier était hissé sur les douanes fédérales et sur l'hôtel des postes de Charleston; et le même jour tous les fonctionnaires des douanes donnaient leur démission; et tout cela quoiqu'il fût connu, d'après le texte de mon Message, que, comme fonctionnaire exécutif, je croyais devoir percevoir les revenus, conformément à la loi. Dans le port de Charleston, il y a trois forts sur lesquels flottait le drapeau fédéral il y a deux jours; maintenant sur deux de ces forts il est remplacé par le drapeau du Palmier.

C'est dans ces circonstances qu'on me presse de retirer les troupes fédérales, faute de quoi, dit-on, les négociations sont impossibles. Je ne puis le faire, je ne le ferai pas. Une pareille idée ne m'est jamais venue à l'esprit. Jamais mention de pareille éventualité n'a été faite dans aucune communication quelconque émanée de moi. On prétend que je suis tenu de retirer ces troupes du seul point qu'elles occupent dans le port de Charleston, parce qu'un officier a cru devoir, sans instructions, changer la position qu'il occupait.

Au moment où j'écris ces dernières lignes, j'apprends par le télégraphe « que l'arsenal a été aujourd'hui, 30 décembre, pris par la force des armes. » Les munitions qui s'y trouvent sont évaluées à un demi-million de dollars.

Tout commentaire est inutile. Après avoir reçu cette nouvelle, je n'ai qu'à ajouter que c'est mon devoir de défendre le fort Sumter, comme appartenant aux États-Unis, et que je ne vois pas comment cette défense pourrait être considérée comme une menace pour la ville de Charleston.

Avec beaucoup de considération personnelle, je suis, etc.

Signé : JAMES BUCHANAN.

**Constitution provisoire des États confédérés d'Amérique,
en vigueur pour une année.**

Nous, les députés des États souverains et indépendants de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississippi et de la Louisiane; invoquant la faveur du Dieu tout-puissant, ordonnons par les présentes, et établissons cette Constitution pour le gou-

vernement provisoire de ces États, à durer un an à partir de l'inauguration du Président, ou jusqu'à ce qu'une constitution permanente ou confédération entre ces États ait été mise en vigueur.

ARTICLE I^{er}.

Section 1.

Tous les pouvoirs législatifs délégués par la présente seront confiés au Congrès aujourd'hui assemblé, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement.

Section 2.

Quand des vacances se présenteront dans la représentation d'un État, elles seront remplies comme les États l'ordonneront.

Section 3.

1. Le Congrès sera le juge des élections, nominations et titres de ses membres. Un nombre de députés quelconque d'une majorité des États étant présents, constitueront un *quorum* pour s'occuper des affaires ; mais un nombre moindre peut s'ajourner de jour en jour et peut être autorisé à exiger la présence des membres absents. Sur toutes les questions soumises au Congrès, chaque État aura le droit d'un vote et sera représenté par celui ou ceux de ses députés étant présents.

2. Le Congrès peut déterminer le règlement de ses travaux, punir ses membres pour conduite déréglée, et, avec le concours des deux tiers, expulser un membre.

3. Le Congrès tiendra un journal de ses travaux et le publiera de temps en temps, excepté les parties qui peuvent dans leur opinion exiger le secret ; et les *oui* et les *non* des membres sur chaque question seront, sur le désir d'un cinquième des membres présents, inscrits dans le journal.

Section 4.

Les membres du Congrès recevront une compensation pour leur service, à régler par une loi, et à payer sur le trésor de la Confédération. Dans tous les cas, sauf celui de trahison, félonie et atteinte à la paix, ils seront exemptés, par privilège, d'arrestation pendant les sessions du Congrès, et pour tout discours ou débat ils ne pourront être inquiétés hors de la Chambre.

Section 5.

1. Chaque bill qui aura passé par le Congrès sera, avant de devenir loi, présenté au Président de la Confédération ; s'il l'approuve, il le signe ; mais dans le cas contraire, il le renvoie, avec ses objections, au Congrès, qui inscrit les objections tout au long sur son journal et

l'examine de nouveau. Si, après le second examen, les deux tiers du Congrès adoptent le bill, il deviendra loi. Mais dans tous les cas le vote sera déterminé par *oui* et par *non* et les noms de ceux qui auront voté pour et contre seront inscrits sur le journal. Si un bill n'est pas renvoyé par le Président dans dix jours (les dimanches exceptés) après qu'on le lui aura présenté, ce bill deviendra loi comme s'il avait été signé, à moins que le Congrès, par son ajournement, n'empêche ce renvoi; en tel cas, il ne sera pas loi. Le Président peut empêcher tout emploi de crédits dans un bill.

2. Tout ordre, résolution ou vote destinés à avoir force de loi sera présenté au Président, et avant d'être mis en vigueur sera approuvé par lui, ou, étant désapprouvé par lui, sera voté par les deux tiers du Congrès d'après les règles prescrites pour les bills.

3. Jusqu'à l'inauguration du Président, tous les bills, ordres, résolutions et votes adoptés par le Congrès auront force de loi sans être approuvés par lui.

Section 6.

1. Le Congrès aura le pouvoir :

D'ordonner et lever les taxes, droits, impôts et accises, pour le revenu nécessaire pour payer les dettes et conduire le gouvernement de la Confédération; et tous droits, impôts et accises, seront uniformes dans tous les États de la Confédération. Et le Congrès exercera aussi les pouvoirs exécutifs jusqu'à ce que le Président soit inauguré.

2. D'emprunter de l'argent au crédit de la Confédération.

3. De régler le commerce avec les nations étrangères, avec les divers États et les tribus indiennes.

4. D'établir une règle uniforme de naturalisation et des lois uniformes sur les faillites dans la Confédération.

5. De battre monnaie, en régler la valeur et celle des monnaies étrangères, et fixer l'étalon des poids et des mesures.

6. De prévenir la contrefaçon des billets et monnaies de la Confédération.

7. D'établir des routes et un service postal.

8. D'encourager le progrès des sciences et des arts utiles, en garantissant pour un temps limité, aux auteurs et inventeurs, le droit exclusif de leurs écrits et découvertes respectivement.

9. De constituer des tribunaux inférieurs à la cour suprême.

10. De définir et punir la piraterie, la félonie commise sur la haute mer et les offenses contre la loi des nations.

11. De déclarer la guerre, d'octroyer des lettres de marque et de représaille et de faire des règles concernant les captures sur terre et sur mer.

12. De lever et entretenir les armées, mais aucun crédit pour cet usage ne sera prévu pour plus de deux années.

13. De créer et entretenir une marine.

14. De faire des règlements pour le gouvernement et l'administration des forces de terre et de mer.

15. De pourvoir à la convocation de la milice pour exécuter les lois de la Confédération, réprimer les insurrections et repousser les invasions.

16. De pourvoir à l'organisation, l'armement et la discipline de la milice, et d'en gouverner les parties qui seront employées au service de la Confédération, réservant aux États respectivement la nomination des officiers et le droit d'exercer la milice d'après la discipline prescrite par le Congrès ;

Et 17. De faire toutes les lois qui seront nécessaires pour l'exécution des pouvoirs ci-dessus ; et tous les pouvoirs spécialement délégués par cette Constitution à ce gouvernement provisoire.

Section 7.

1. L'importation des nègres d'Afrique de tout pays étranger autre que les États à esclaves est défendue par la présente ; et le Congrès est requis de voter toutes les lois qui pourront efficacement l'empêcher.

2. Le Congrès aura aussi le pouvoir de prohiber l'introduction des esclaves de tout État qui n'est pas membre de la Confédération.

3. Le privilège de l'ordre d'*habeas corpus* ne sera pas suspendu sauf lorsque, dans le cas de rébellion ou d'invasion, la sûreté publique l'exigera.

4. Aucun bill d'action rétroactive ne sera voté.

5. Aucune préférence ne sera donnée, par aucun règlement de commerce ou de revenu, aux ports d'un État sur ceux d'un autre, et aucun navire destiné à ou venant d'un port ne sera tenu de payer des droits à un autre.

6. Aucun argent ne sera tiré du trésor que par suite de crédits créés par la loi, et un exposé régulier et un compte des recettes et des dépenses de l'argent public seront publiés de temps en temps.

7. Le Congrès ne disposera d'aucun argent du trésor, à moins qu'il ne soit demandé par le Président ou quelqu'un des chefs des départements, excepté pour payer ses propres dépenses.

8. Aucun titre de noblesse ne sera conféré par la Confédération, et nulle personne occupant un office, mandat ou poste dans la Confédération, n'acceptera, sans le consentement du Congrès, aucun présent, émolument, office, titre de quelque sorte que ce soit, d'un roi, prince ou État souverain étranger.

9. Le Congrès ne fera aucune loi touchant un établissement de religion, ou en prohibant le libre exercice, ou entravant la liberté de la parole et de la presse, ou le droit pour le peuple de s'assembler pacifiquement et de faire des pétitions au gouvernement pour le redressement des griefs que le gouvernement pourra examiner et redresser.

10. Une milice bien réglementée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple de porter les armes et de les garder ne sera pas entravé.

11. Aucun soldat, en temps de paix, ne sera logé dans aucune maison sans le consentement du propriétaire, et en temps de guerre il ne le sera que de la manière prescrite par la loi.

12. Le droit du peuple d'être garanti dans sa personne, sa maison, ses papiers et effets, contre toute recherche et capture non motivées, ne sera pas violé; et aucun mandat ne sera décerné sans cause probable soutenue par serment ou affirmation, et désignant spécialement l'endroit des recherches à faire et la personne ou les choses à saisir.

13. Personne ne sera tenu de répondre d'un crime capital ou autrement infamant, à moins d'être traduit devant un grand jury, sauf les cas se présentant dans les forces navales ou dans la milice, en temps de guerre active ou de danger public; et aucune personne ne pourra, pour le même fait, être poursuivie deux fois, et ne devra, dans aucun cas criminel, être obligée à servir de témoin contre elle-même; ni privée de la vie, liberté ou biens, sans un procès criminel; et aucune propriété particulière ne sera prise pour un objet public sans une juste compensation.

14. Dans toutes les poursuites criminelles l'accusé jouira du droit d'un prompt procès public, par un jury impartial de l'État et du district dans lequel le crime a été commis, district qui aura été préalablement précisé par la loi, et sera informé de la nature et de la cause de l'accusation; il sera confronté avec les témoins déposant contre lui; il pourra obliger par contrainte des témoins à venir déposer en sa faveur, et il aura l'assistance d'un conseil pour sa défense.

15. Dans les procès civils où l'objet en litige dépassera vingt dollars en valeur, le droit de jugement par le jury sera maintenu; et aucun fait jugé par un jury ne sera jamais autrement examiné dans aucune cour de la Confédération que d'après les règles de la loi commune.

16. Des cautionnements excessifs ne seront pas exigés, ni des amendes excessives imposées, ni des châtimens cruels ou inusités infligés.

17. L'énumération, dans la constitution, de certains droits, ne constituera pas un déni ou une contestation des autres droits conservés par le peuple.

18. Les pouvoirs non délégués à la Confédération par le Congrès, et qui ne sont pas prohibés par elle aux États, sont réservés aux États respectivement, ou au peuple.

19. Le pouvoir judiciaire de la Confédération ne sera étendu à aucun procès d'équité, commencé ou poursuivi contre un des États de la Confédération par des citoyens d'un autre État ou par des citoyens ou sujets d'aucun autre État étranger.

Section 8.

1. Aucun État ne conclura de traité, alliance ou confédération, n'accordera des lettres de marque ou de représaille, ne battra monnaie, n'émettra des billets de crédit, ne fera servir autre chose que la monnaie d'or et d'argent pour paiement des dettes, ne fera aucune loi ayant effet rétroactif ou détruisant l'obligation des contrats ou n'accordera aucun titre de noblesse.

2. Aucun État, sans le consentement du Congrès, n'imposera aucun droit ou impôt sur les importations et les exportations, excepté ce qui sera absolument nécessaire pour exécuter ses lois d'inspection; et le produit net de tous droits et impositions imposés par un État sur les importations et les exportations sera pour l'usage du trésor de la Confédération, et toutes les lois de ce genre seront sujettes à la révision et au contrôle du Congrès. Aucun État, sans le consentement du Congrès, n'imposera aucun droit de tonnage, ne fera aucun contrat ni marché avec un autre État ou avec une puissance étrangère, et ne fera pas la guerre, à moins d'être envahi ou d'un extrême danger qui n'admettrait pas de délai.

ARTICLE II.

Section 1.

1. Le pouvoir exécutif sera confié à un président des États confédérés d'Amérique. Celui-ci, avec le vice-président, occupera ses fonctions pour un an, ou jusqu'à ce que le gouvernement provisoire puisse être remplacé par un gouvernement permanent.

2. Le Président et le vice-président seront élus au scrutin secret par les États représentés dans ce Congrès, chaque État ayant un vote, et une majorité absolue étant requise pour l'élection.

3. Aucune personne; sauf un citoyen né dans le pays, ou un citoyen d'un des États de cette Confédération à l'époque de l'adoption de cette constitution, ne sera éligible aux fonctions de président; et aucune personne ne sera éligible à ces fonctions qui n'aura pas atteint l'âge

de quarante-cinq ans et n'aura pas été pendant quatorze ans résidant dans un des États de la Confédération.

4. Dans le cas où le Président quitterait ses fonctions, soit par la mort, la démission ou l'incapacité d'en remplir les pouvoirs et devoirs (incapacité qui sera déclarée par un vote des deux tiers du Congrès), ces fonctions incomberont au vice-président, et le Congrès peut par une loi pourvoir au cas où le Président et le vice-président cesseraient leurs fonctions par la mort, la démission ou l'incapacité. Il décidera alors quel fonctionnaire remplira les fonctions de président; et ce fonctionnaire agira comme tel jusqu'à ce que l'incapacité ait cessé ou qu'un président ait été élu.

5. Le Président à des époques fixées, recevra pour ses services, durant la période du gouvernement provisoire, une indemnité au taux de vingt-cinq mille dollars par an; et pendant cette période il ne recevra aucun autre émolument de la Confédération ou d'aucun des États.

6. Avant d'entrer en fonctions, il prêtera le serment suivant :

« Je jure (ou affirme) solennellement que j'exécuterai fidèlement les devoirs de président des États confédérés d'Amérique, et que, dans la mesure de mes capacités, je protégerai et défendrai leur constitution. »

Section 2.

1. Le Président sera commandant en chef de l'armée et de la marine de la Confédération et de la milice des divers États, quand ils seront appelés au service actif de la Confédération; il peut réclamer l'avis, par écrit, du principal fonctionnaire de chaque département exécutif sur les sujets relatifs à leurs devoirs respectifs; et il aura le pouvoir d'accorder des répits et pardons pour les offenses contre la Confédération, sauf dans les cas de haute trahison.

2. Il aura le pouvoir, avec et par l'avis et le consentement du Congrès, de faire des traités, avec le concours des deux tiers du Congrès; et il nommera avec et par l'avis et le consentement du Congrès, des ambassadeurs, d'autres ministres publics et consuls, et tous les autres officiers dont la nomination n'est pas ici prévue et qui seront institués par la loi. Mais le Congrès peut, par une loi, confier la nomination de certains officiers inférieurs au Président, aux tribunaux, ou aux chefs des départements.

Le Président aura le pouvoir de nommer à toutes les vacances qui surviendront pendant la prorogation du Congrès, en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session suivante.

Section 3.

1. Il donnera de temps en temps au Congrès des informations sur

l'état de la Confédération et recommandera à son examen les mesures qu'il jugera nécessaires ou expédientes; il peut, dans des conditions extraordinaires, convoquer le Congrès à des époques qu'il jugera convenables; il recevra les ambassadeurs et autres ministres publics; il veillera à ce que la loi soit fidèlement exécutée et donnera commission à tous les officiers de la Confédération.

2. Le Président, le vice-président et tous les officiers civils de la Confédération seront destitués par le Congrès pour fait de trahison, corruption, ou autres graves crimes ou délits; un vote des deux tiers sera nécessaire pour cette condamnation.

ARTICLE III.

Section 1.

1. Le pouvoir judiciaire de la Confédération sera confié à une cour suprême et à telles cours inférieures désignées ici, ou que le Congrès ordonnera ou établira de temps en temps.

2. Chaque État constitue un district dans lequel il y aura une cour appelée cour de district, qui, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu par le Congrès, aura la juridiction conférée par les lois des États-Unis, en tant qu'elles sont applicables, dans le cours de district et de circuit des États-Unis pour chaque État; le juge sera nommé par le Président, par et avec l'avis et le consentement du Congrès, et jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu par le Congrès, il exercera le pouvoir et l'autorité conférés par les lois des États-Unis aux juges des cours de district et de circuit des États-Unis pour chaque État, et il nommera les lieux et époques où ces cours se tiendront. Des appels peuvent être pris directement contre les cours de district à la cour suprême, sous des règlements semblables à ceux qui sont prévus pour les cas d'appel à la cour suprême des États-Unis, ou sous tels règlements qui seront faits par le Congrès. Les commissions de tous les juges expireront avec ce gouvernement provisoire.

3. La cour suprême sera constituée de tous les juges du district, dont une majorité fera un *quorum* et siégera à tels lieux et temps que le Congrès fixera.

4. Le Congrès aura le pouvoir de faire des lois pour le transfert de toutes les causes pendantes dans les cours des États-Unis aux cours de la Confédération, et, pour l'exécution des ordres, décrets et jugements rendus jusqu'ici par lesdites cours des États-Unis et aussi toutes les lois qui peuvent être nécessaires pour protéger les parties contre toutes poursuites, ordres, jugements ou décrets, leurs héritiers, représentants personnels ou mandataires.

Section 2.

1. Le pouvoir judiciaire s'étendra à tous les cas de loi et d'équité surgissant sous cette constitution, les lois des États-Unis, et de cette Confédération et des traités faits ou qui seront faits sous son autorité ; à tous les cas affectant les ambassadeurs ou d'autres ministres publics et consuls ; à tous les cas d'amirauté et de juridiction maritime ; aux controverses dans lesquelles la Confédération sera partie, controverses entre deux ou plusieurs États, entre citoyens d'un même État réclamant des terres sous les octrois de différents États.

2. Dans tous les cas affectant des ambassadeurs, d'autres ministres publics et consuls, et ceux dans lesquels un État a été partie, la cour suprême aura la juridiction primitive. Dans tous les autres cas ci-dessus mentionnés, la cour suprême aura la juridiction d'appel, en droit et en fait, avec telles exceptions et règles que fera le Congrès,

3. Le jugement de tous crimes, sauf les cas de trahison, se fera par le jury, et ce jugement aura lieu dans l'État où le crime a été commis, ou dans un lieu à fixer par une loi du Congrès.

Section 3.

1. La trahison contre la Confédération consistera seulement dans le fait de lui déclarer la guerre, ou de s'entendre avec ses ennemis en leur donnant aide et appui. Nulle personne ne sera convaincue du fait de trahison sans le témoignage de deux témoins du fait patent, ou sans l'aveu en cour publique.

2. Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine pour trahison.

ARTICLE IV.

Section 1.

Pleine foi et crédit seront donnés dans chaque État aux actes publics, rapports et procédés judiciaires de chaque autre État. Et le Congrès peut, par des lois générales, prescrire la manière dont ces actes seront prouvés.

Section 2.

1. Les citoyens de chaque État auront droit à tous privilèges et immunités des citoyens des divers États.

2. Une personne accusée dans un État de trahison, de félonie ou autre crime, qui fuira la justice et sera trouvée dans un autre État, sera, sur la demande de l'autorité exécutive de l'État dont elle aura fui, livrée et ramenée dans l'État ayant juridiction du crime.

3. Un esclave d'un État, s'échappant dans un autre, sera livré, sur la réclamation de la partie à laquelle ledit esclave appartiendra, par l'autorité exécutive de l'État dans lequel cet esclave sera trouvé, et en

cas d'abduction ou de libération violente, pleine indemnité, comprenant la valeur de l'esclave et dépens, sera donnée à la partie par l'État dans lequel cette abduction ou libération aura eu lieu.

Section 3.

La Confédération garantira à chaque État dans cette Union une forme républicaine de gouvernement et les protégera chacun contre l'invasion et, sur la demande de la Législature ou de l'Exécutif (quand la Législature ne pourra être réunie), contre toute violence intérieure.

ARTICLE V.

Le Congrès, par un vote de deux tiers, peut en tout temps modifier ou amender la Constitution.

ARTICLE VI.

1. La Constitution et les lois de la Confédération qui seront faites par suite, et tous les traités faits ou à faire sous l'autorité de la Confédération, seront lois suprêmes du pays; et les juges de chaque État seront tenus de les observer.

2. Le gouvernement institué par la présente prendra des mesures immédiates pour le règlement de toutes les questions entre les États actuels et leurs anciens confédérés des États-Unis relativement à la prospérité publique et à la dette publique au moment de leur séparation; ces États déclarant par la présente que leur vœu et leur désir sincère est d'arranger tout ce qui touche à la propriété commune, aux dettes et obligations communes de cette union, d'après les principes du droit, de la justice, de l'équité et de la bonne foi.

3. Jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu par le Congrès, la cité de Montgomery, dans l'État d'Alabama, sera le siège du gouvernement.

4. Les membres du Congrès et tous les officiers exécutifs et judiciaires de la Confédération seront tenus par serment ou affirmation à soutenir cette constitution; mais aucune croyance religieuse ne sera requise comme titre à un office ou fonction sous cette Confédération.

5. Le Congrès aura le pouvoir d'admettre d'autres États.

GRANDE-BRETAGNE.

**Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato,
ambassadeur de François II à Londres.**

Foreign-Office, 20 février 1861.

Monsieur,

La nouvelle parvenue dans ce pays de la capitulation de la forteresse de Gaëte et du départ de Sa Majesté le roi François II et de la reine son épouse, me met dans la nécessité de vous informer que, dans l'état de choses actuel, vous ne pouvez être plus longtemps accrédité auprès de cette cour comme représentant du roi des Deux-Siciles.

Je ne me livrerai pas dans cette occasion à de vains regrets sur la catastrophe arrivée dans le royaume des Deux-Siciles à la dynastie des Bourbons. Le gouvernement anglais l'avait dès longtemps prévue, et il avait souvent averti non-seulement le roi François II, mais aussi son prédécesseur immédiat, des dangers qu'ils couraient en suivant la politique dans laquelle ils s'étaient engagés. Mais je ne puis fermer ma dépêche officielle sans vous prier d'agréer l'assurance de mon estime personnelle, à laquelle la manière dont vous avez conduit toutes les affaires que vous aviez à traiter avec moi vous donne un si juste droit.

Je suis, etc.

Lord JOHN RUSSELL.

Lettre de lord John Russell au chevalier de Fortunato.Foreign-Office, 1^{er} mars.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 22 du mois dernier¹, répondant à la communication que je vous avais faite le 20, vous prévenant que, dans les circonstances actuelles, vous ne pouviez pas davantage être reçu comme le représentant de l'ancien gouvernement du roi François II.

1. : *Le chevalier Fortunato à lord John Russell.*

Londres, 22 février.

Milord, j'ai reçu avec un vif regret, mais sans surprise, la note, en date du 20, dans laquelle vous me faites l'honneur de m'informer que S. M. le Roi, mon auguste souverain, ayant quitté ses États, à la suite de la chute de Gaëte, je ne pouvais plus longtemps être accrédité près cette cour comme le représentant de S. M. Sicilienne. Je dis sans surprise, milord, parce qu'il était facile depuis longtemps de prévoir

Les mêmes raisons qui m'ont fait vous adresser cette communication m'empêchent de répondre à votre lettre du 22; mais je dois vous prier d'être assuré que si je m'abstiens de le faire, ce n'est pas par manque de considération personnelle pour vous, mais c'est la conséquence forcée de la cessation des relations politiques que, jusqu'à la date de ma lettre du 20, j'ai eu le plaisir d'entretenir avec vous.

J'aurais été charmé que mon sentiment de devoir public me permît de manifester plus de sympathie que je n'ai pu faire pour les infortunes des jeunes roi et reine que vous avez si fidèlement servis.

Je suis, etc.

Signé : J. RUSSELL.

cette résolution du gouvernement anglais; d'une part par le manque de sympathie, de bon vouloir, et je dirai même de générosité, dont il a fait preuve envers la cause du Roi, et que j'ai eu le profond regret de constater de plus en plus tous les jours, lorsque son appui lui aurait été des plus efficaces, et de l'autre par les encouragements puissants donnés au mouvement italien, qui, en aidant la révolution, ne pouvaient que paralyser les généreux efforts et ce noble et héroïque courage avec lesquels le Roi a défendu jusqu'au bout les droits de ses peuples et de sa couronne.

C'est à cet appui moral du gouvernement britannique que l'Italie doit en grande partie, de l'aveu même de Votre Excellence, d'être aujourd'hui presque entièrement soumise à la domination du roi de Piémont. Il reste seulement à voir si l'unité désirée pourra jamais s'accomplir et se consolider, et si l'Angleterre, qui par sa politique paraît avoir eu en vue de faire de l'Italie une alliée puissante par la reconnaissance que celle-ci lui devrait, n'aura pas à l'avenir sujet de le regretter en la trouvant toujours l'alliée d'un puissant rival.

Votre Excellence cependant a bien voulu, en maintes occasions, exprimer ses regrets sur la catastrophe finale qui aurait amené la chute de la dynastie; mais elle en fait retomber les fautes sur le gouvernement du Roi.

Permettez-moi, milord, la dernière fois que j'ai l'honneur de m'adresser officiellement à Votre Excellence, de rétablir, dans l'intérêt de la justice et de la vérité, l'exactitude des faits et des circonstances qui ont déterminé les déplorables événements dont l'Italie a été le théâtre.

Le jeune Roi, dès son avènement au trône, n'a eu d'autre but ni d'autres pensées que le bien et la prospérité de ses sujets, et certes il a été bien injuste de ne pas lui avoir tenu compte des immenses difficultés, qui certainement n'étaient pas son œuvre, au milieu desquelles il s'est soudainement trouvé, et contre lesquelles il a eu à lutter. Et ici, milord, je ne saurais m'empêcher de repousser hautement toutes les accusations et les nombreuses calomnies auxquelles le Roi a été en butte en Angleterre dès le commencement de son règne, et dont même des fonctionnaires publics n'ont pas craint de se faire les échos complaisants, en ajoutant aux récits de la presse l'autorité de leur nom.

S'il y avait des fautes dans l'administration intérieure du royaume et des abus regrettables dans l'action de la police, il n'était pas juste cependant d'en faire remonter la responsabilité jusqu'au Roi, qui, malheureusement, a été lui-même victime de sa confiance dans les traîtres ou les lâches qui l'ont trahi et qui, étant gagnés à la cause de la Sardaigne, avaient intérêt à lui cacher la vérité.

Et d'ailleurs, le rétablissement de la Constitution, un gouvernement libéral que l'opinion publique avait désigné au Roi, et l'offre même d'une alliance avec le Piémont, que l'ambition sans bornes de cet État et ses projets bien arrêtés d'agrandissement lui

GRÈCE.

**Discours du roi de Grèce prononcé le 15 (27) février 1861,
à l'ouverture de la session législative.**

Messieurs les députés,

Messieurs les sénateurs,

C'est avec satisfaction que je vous vois aujourd'hui autour de moi, et je compte, avec confiance, sur votre concours pour l'expédition utile des affaires publiques.

J'ai observé avec joie l'esprit d'ordre et de calme dont la nation a fait preuve à l'occasion des dernières élections. En s'attachant aux idées conservatrices, le peuple grec prouve qu'il comprend et apprécie ses véritables intérêts dans le présent et pour l'avenir.

Mes relations avec les puissances étrangères sont amicales. La Grèce continue à jouir des sympathies du monde civilisé, et principalement des grandes puissances qui ont été ses bienfaitrices; ces sympathies, qui ont tant contribué au raffermissement de son autonomie, doivent servir également comme mobile incessant de ses progrès.

Mon gouvernement, pénétré de la gravité de ses devoirs, s'occupe avec persévérance de l'accroissement du bien-être intérieur du pays,

ont fait repousser sous mille prétextes, n'étaient-ce pas là des garanties suffisantes pour l'avenir.

Les populations des Deux-Siciles ont-elles vraiment à se féliciter du régime nouveau auquel on veut les soumettre contrairement à leurs traditions et à leurs intérêts?

N'a-t-on pas occupé militairement tout le royaume? Ne fusille-t-on pas sommairement de nombreux sujets fidèles à leur roi sous le prétexte qu'ils sont des brigands? Ne s'empresse-t-on pas d'emprisonner par centaines des individus qui se prononcent d'une manière quelconque contre l'annexion ou en faveur de leur souverain légitime? Et les visites domiciliaires et la loi des suspects, contre laquelle on a tant crié sous le gouvernement du feu roi, ne sont-elles pas plus que jamais à l'ordre du jour? Et tout cela, milord, au nom de la liberté de l'Italie une et régénérée!

Ce ne sont point les sujets du Roi, ce n'est pas le mécontentement que son gouvernement a pu exciter parmi eux, mais bien les efforts réunis et audacieux des révolutionnaires de tous les pays, les menées déloyales du Piémont, et enfin l'agression inouïe de son armée, sans motifs ni sans déclaration de guerre, accomplie par la plus flagrante violation de ce même prétendu principe de non-intervention, qui ont amené cette pénible catastrophe. Quoi qu'il advienne, si les passions politiques de nos jours empêchent de juger avec calme et justice les événements qui viennent de s'accomplir dans le midi de l'Italie, le jugement de l'histoire n'en sera pas moins impartial et moins sévère sur les moyens déloyaux qu'on n'a pas craint d'employer pour y parvenir et sur la moralité de ses principaux fauteurs.

Avant de terminer, je sens le devoir, milord, de vous exprimer ma vive reconnaissance pour ce que votre lettre contient de flatteur pour moi et pour toute la bienveillance que vous avez bien voulu me témoigner dans les relations officielles que j'ai eu l'honneur d'entretenir avec Votre Excellence.

Je saisis, etc.

C. FORTUNATO.

par le développement des institutions constitutionnelles, par l'amélioration des diverses branches du service public, surtout par le règlement de notre état financier, afin de raffermir le crédit public et de satisfaire aux divers besoins et obligations de l'État.

Divers projets de loi importants, devant contribuer à ce but, seront soumis à vos délibérations.

Le budget n'ayant pas été discuté aussi, pendant l'année dernière, par le Sénat, vous aurez à vous occuper, dans la session actuelle, de la discussion et du vote de la loi financière de deux années consécutives. Nous entrons ainsi dans la voie normale, tandis que mon gouvernement, s'étant conformé à ce qui a été voté par la Chambre, a pourvu, à la fois, autant que faire se pouvait, à la sécurité des intérêts publics et au maintien de l'ordre.

Je ne doute point, messieurs, que votre prudence et votre patriotisme vous inspireront des sentiments dignes des circonstances actuelles; que vous aiderez, avec sincérité et conviction, mon gouvernement à marcher dans la voie que l'intérêt national nous dicte au point de vue de la bonne administration à l'intérieur et de la considération au dehors.

En envisageant ainsi avec confiance l'avenir, invoquons sans crainte les bénédictions de celui par qui les nations sont sauvées et les intentions pures menées à bonne fin.

Je proclame ouverte la première session de la septième période législative.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Réponse du président du conseil en Moldavie, M. Cogalniceano, aux réclamations de l'Autriche relativement aux émigrés hongrois; adressée au consul général d'Autriche, baron Gœdel.

Monsieur le baron,

Pénétré des devoirs que lui imposent la sécurité des pays ainsi que les rapports de bon voisinage avec l'empire d'Autriche, le gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince Alexandre-Jean I^{er} a pris pour base invariable de sa politique la plus stricte neutralité. C'est cette ligne de conduite qu'il a également suivie dans la question des Hongrois qui sont tout dernièrement entrés dans les Principautés-Unies avec l'intention, nous dit-on, de nous faire participer, malgré nous, aux troubles de la Hongrie. Le gouvernement roumain a adopté en conséquence les mesures les plus énergiques et les plus propres à entraver ce mouvement. Notre frontière a été renforcée de puissantes

escouades de gendarmerie qui ont été attachées au service intérieur, et de levées extraordinaires de chasseurs de montagnes, tandis que la majeure partie de nos troupes de ligne n'attendaient que l'ordre de départ pour aller, s'il en était besoin, aux frontières, protéger la neutralité de notre sol.

Cependant, si la vigilance doit être mesurée au péril, vous reconnaîtrez vous-même, monsieur le baron, et vos dernières communications, en font foi, que l'on doit y être plus vivement intéressé sur le versant occidental des Carpathes que sur celui de l'est.

Or, il résulte des investigations des fonctionnaires supérieurs que j'ai tout dernièrement envoyés sur les lieux, et nommément le préfet de district de Bakeou et le colonel commandant de la gendarmerie de la haute Moldavie, que la police de la frontière en Transylvanie n'existe que de nom, et que l'autorité n'y est représentée que par les agents de l'administration fiscale; et ce qu'il y a de plus incompréhensible, c'est que les douaniers autrichiens ont été tout surpris de nous voir les seuls à prendre des mesures de rigueur dans une question qui leur paraissait complètement inconnue.

Les effets d'une surveillance aussi illusoire de la part des autorités impériales et royales ont eu lieu de nous surprendre, lorsque le mouvement d'émigration magyare nous a été tout d'abord notifié par le gouvernement autrichien lui-même, et lorsque c'est vous, monsieur le baron, qui, en votre qualité de consul général de Sa Majesté Impériale et Royale en Moldavie, nous avez demandé de prendre les mesures les plus énergiques pour refouler cette émigration, et nous rendant même responsables pour toute complication qui, du fait des Hongrois entrés dans les Principautés, pourrait survenir dans les États impériaux et royaux.

Tout en repoussant, et avec raison, les accusations de complicité et de solidarité que, sans même nous demander des explications, le gouvernement autrichien voulait faire peser sur les Principautés, nous n'avons pas hésité à remplir avec tout le zèle possible nos devoirs de bon voisinage; nous avons immédiatement mis toutes les entraves nécessaires, non-seulement à l'entrée, mais même au séjour des Magyars dans les Principautés, et votre loyauté bien connue, monsieur le baron, reconnaîtra la première que le résultat de nos efforts a été des plus satisfaisants, car actuellement l'émigration a complètement cessé.

Mais le gouvernement de Son Altesse se croit aussi en droit de se demander jusqu'à quel point il est juste et convenable qu'il mette au règlement de cette question une ardeur dont les autorités en Autriche paraissent avoir voulu lui laisser tout le poids, et qu'il continue à s'imposer des charges en disproportion de ses ressources, et nulle-

ment exigées par ses intérêts immédiats, lorsque le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur François-Joseph semble moins soucieux d'une situation qui lui est personnelle et dont il a voulu néanmoins nous faire partager la solidarité.

Cependant, lorsque, par votre note du 19 octobre, vous attribuez le succès de l'émigration magyare, non-seulement à la complaisance, mais encore à la complicité des autorités moldo-valaques, le gouvernement de Son Altesse était loin de croire qu'un jour il serait presque en droit de retourner ce reproche aux autorités locales de la Transylvanie.

Il existe, comme vous le voyez, dans cette circonstance, un certain désaccord entre la sollicitude du gouvernement central de l'Autriche, dont vous êtes l'agent, et celle qui semble prévaloir au sein des autorités locales de la Transylvanie.

Le gouvernement de Son Altesse Sérénissime persistera néanmoins dans la ligne de conduite qui lui est tracée par les sentiments de loyauté et de dignité dont il a donné tant de preuves à celui de Sa Majesté Impériale et Royale, tout en se renfermant à l'avenir dans les limites qui lui sont tracés par ses intérêts immédiats, lesquels se bornent exclusivement à la neutralité et à la sûreté intérieure des Principautés-Unies.

Toutefois, en présence d'une pareille situation, le gouvernement de Son Altesse croit de son devoir et de son droit de protester à l'avance contre toute nouvelle réclamation de la part de l'honorable agence impériale et royale à ce sujet, et contre une responsabilité dont le poids principal devrait, en toute équité, porter du côté où les efforts semblent le moins en harmonie avec les circonstances.

Le président du conseil des ministres,

Signé : COGALNICEANO.

4 janvier 1861.

Note adressée par le prince Alexandre-Jean à M. Negry, agent des Principautés-Unies à Constantinople.

Jassy, 6 janvier 1861.

Monsieur,

Dans ma lettre d'hier, je me suis occupé de la question spéciale des biens des couvents dédiés, et je vous ai fait connaître les inconvénients que présenterait, selon moi, la réunion à Constantinople de la commission d'arbitrage. Aujourd'hui je crois nécessaire de vous entretenir de questions plus générales. Il ressort de votre correspondance que vos rapports ont été parfois embarrassés par des événe-

ments récents, et comme cet embarras prend sa source dans des appréciations mal fondées qui se produisent autour de vous, je tiens à vous fournir le moyen de les rectifier en les puisant dans les faits mêmes qui se sont accomplis depuis deux ans.

Lorsqu'une double élection m'eut conféré un honneur que je n'avais pas brigué, je me trouvai placé inopinément à la tête d'un pays qui regardait mon avènement comme une sorte de triomphe pour lui-même. Un passé douloureux, des luttes récentes avaient déposé chez les Roumains un ferment d'animosité contre la Turquie, et en général contre toute influence étrangère. La victoire que le sentiment national venait de remporter n'avait fait qu'exalter cette disposition, et il a été facile de s'en apercevoir à l'attitude des premiers dépositaires du pouvoir, au lendemain de mon élection.

Telle était la position que je rencontrais. D'un côté une nation en effervescence que le sentiment peut-être exagéré de sa dignité recouvrée pouvait entraîner trop loin, de l'autre quelques puissances voyant l'ordre nouveau d'un œil, sinon hostile, du moins inquiet. La Turquie surtout nous étudiait avec méfiance; j'en ai eu la preuve par le temps qu'elle a mis à reconnaître ma double élection et par les restrictions dont elle a entouré son adhésion.

Vous voyez, monsieur, que je n'hésite pas à donner aux choses leur véritable nom; car le moment me paraît venu pour aborder les explications franches, pour dissiper toutes les incertitudes.

Quelle a été ma conduite dans ces conjonctures? Persuadé que le véritable intérêt des Principautés-Unies est du côté de la Turquie, résolu par conséquent à conserver ou plutôt à rétablir les meilleurs rapports avec la Sublime Porte, je me suis efforcé de dissiper d'injustes méfiances en contenant autant que je l'ai pu, les impatiences de mes compatriotes. Certes les sollicitations en sens contraire ne m'ont pas manqué. De toutes parts on me pressait de lancer la nation dans les aventures, et comme déjà, dans les premiers jours de 1859, on présentait les graves événements dont cette année a été témoin, on m'engageait à tirer parti des complications européennes pour transformer le sort de la Roumanie. J'ai résisté à toutes les instances, de quelque côté qu'elles me soient venues. Peu de mois après que l'Europe avait écouté une partie de nos vœux et s'était efforcée d'améliorer notre situation, j'aurais regardé comme un acte d'ingratitude de profiter des embarras dans lesquels elle se trouvait et d'ajouter à ses perplexités.

J'ai peut-être eu quelque mérite à me maintenir dans cette voie délicate. Déjà l'application de la convention de 1858 en révélait les imperfections, déjà les aspirations du pays, incomplètement satisfaites, changeaient de nature, et l'on commençait à insinuer que j'avais un

intérêt personnel à les comprimer ; déjà d'anciens prétendants, autrefois ennemis de toute fusion entre les deux principautés, se faisaient une arme peltide de ma modération et me poussaient plus ardemment que personne aux tentatives hasardées. Pourquoi n'ajouterais-je point que mon passé, mes sentiments bien connus, et dont je n'ai pas renié un seul, auraient pu me porter à des entreprises qui n'étaient pas sans attrait ? Pourquoi ne dirais-je pas enfin que la conduite tenue à mon égard et qui, en retardant la reconnaissance de mon élection, semblait me mettre en question, m'autorisait jusqu'à un certain point à ne plus prendre conseil que de la volonté du pays ?

J'ai résisté alors, comme je l'ai fait jusqu'à ce jour, à toutes ces causes d'entraînement, et la conduite des Roumains, pendant ces deux années, m'a prouvé que j'avais bien auguré de leur prudence et de leur perspicacité. Plus les circonstances ont été épineuses, plus je me suis efforcé d'augmenter le rapprochement entre les Principautés-Unies et la Turquie ; j'attachais trop de prix à faire disparaître des défiances réciproques et à prouver qu'en ce qui nous touche, elles n'avaient plus aucun fondement, pour négliger une seule occasion de témoigner les plus grands égards à la Sublime-Porte.

Dans l'affaire des biens des couvents dédiés, il a suffi que les ministres ottomans m'aient fait connaître leurs désirs pour que je me sois efforcé, autant qu'il a été possible, de les concilier avec les droits du pays. J'ai été jusqu'à oublier les limites conventionnelles dans lesquelles a été renfermé l'exercice du pouvoir par l'acte de 1858, et acceptant une responsabilité qui n'appartient qu'à mes ministres, j'ai risqué d'éveiller les susceptibilités du pays, afin de rapprocher, s'il se pouvait, des intérêts depuis si longtemps hostiles. *

Dernièrement encore, je n'ai point hésité à me rendre à Constantinople. Vous n'ignorez point, monsieur, tous les obstacles que ce voyage rencontrait, ni les objections qu'il a provoquées. Du dehors aussi bien que de l'intérieur du pays, on ne m'a point épargné les conseils, afin de me détourner de cette démarche.

Rien ne m'a arrêté, car, oubliant ce qui avait pu se dire dans la conférence de 1859, au sujet de ma double élection, je n'ai songé qu'à la considération que je devais à la décision des puissances. Je me sentais d'ailleurs attiré vers le Sultan, dont la sympathie pour nous ne peut faire un doute. Enfin j'espérais que cette visite faite avec empressement, et aussitôt que mes affaires me permettaient de m'absenter, dissiperait les dernières traces de méfiance.

L'accueil si affectueux du Sultan m'a prouvé que je n'avais pas trop attendu de sa bienveillance à l'égard des Roumains. Mais les fruits pratiques et utiles aux Principautés-Unies n'ont pas répondu aux espérances que j'avais formées pour ce pays. Depuis le temps que vous

avez été chargé, monsieur, de vous adresser à la Sublime Porte pour lui exposer nos besoins et lui indiquer les quelques changements devenus absolument nécessaires à la convention de 1858, je ne vois rien qui m'indique que la Sublime Porte soit disposée à prendre une initiative salutaire.

Bien plus, je constate qu'il a suffi du premier incident pour réveiller des défiances que je croyais à jamais éteintes. A peine deux bâtiments étrangers sont-ils venus frauduleusement dans nos eaux avec de la contrebande de guerre que, sans s'informer ni des ramifications réelles de cette affaire, ni des mesures que nous avons prises, on implique notre pays et son gouvernement dans une opération que nous avons répudiée aussitôt que nous l'avons connue.

Peut-être ignorez-vous, monsieur, tous les détails de cette affaire, et il est important que vous en soyez informé. A peine les deux bâtiments sardes avaient-ils mouillé dans le port de Galatz, que les agents britanniques ont insisté auprès de moi pour que je fisse saisir les armes que ces navires contenaient. Je n'ai pu me faire un instant illusion sur la véritable portée de leur démarche. Dès le premier moment, j'ai vu poindre des soupçons dont j'aurais eu le droit de me sentir blessé; mais, déterminé, comme je le suis, à pousser l'esprit de conciliation jusqu'à ses dernières limites, je me suis borné à faire ressortir auprès des consuls généraux d'Angleterre les conséquences de la mesure qu'ils me demandaient. Je leur ai dit que ma première pensée était de contraindre les bâtiments suspects à quitter nos eaux, parce que la saisie pourrait être interprétée comme moyen détourné de retenir les armes à portée de ceux que l'on disait les attendre. En outre, j'ai ajouté que le Roi de Sardaigne était au nombre des souverains garants dont le pavillon méritait, de ma part, les plus grands égards. Ces messieurs ont insisté, et j'ai pressenti les craintes que la Turquie avait de voir les armes, une fois repoussées de notre territoire, parvenir à des provinces qui l'inquiétaient. Enfin ces messieurs ont été jusqu'à me présenter des dépêches télégraphiques de leur ministre m'offrant les bons offices de l'Angleterre pour le cas où le séquestre nous occasionnerait des embarras.

Dès que j'ai cru reconnaître là où étaient les intérêts ou les craintes de la Turquie, je n'ai pas hésité à modifier ma première résolution, et à faire opérer une saisie même exorbitante. Or quel est le résultat de ce que j'ai fait pour être utile et agréable à la Sublime Porte, sur les instances de l'Angleterre?

Beaucoup de bruit s'est élevé sur cette affaire à notre détriment. Les soupçons de toute nature ne nous ont pas été ménagés; malgré les démentis les plus catégoriques, on a persisté à nous impliquer sinon formellement, du moins par insinuation, dans une expédition qui ne

nous regardait pas, comme si nous n'étions pas plus intéressés que personne à faire respecter notre neutralité; on nous a prodigué des conseils auxquels on semblait fort tenté de donner une autre forme. La dignité du pays et son autonomie auraient couru de grands risques si je n'avais pas tenu la main à les faire respecter. Et lorsque, au nom d'une vieille tradition nationale à laquelle nous attachons tant de prix, nous avons tenu à ce que la terre roumaine restât hospitalière à de malheureux réfugiés, on a transformé en complicité de je ne sais quel crime un simple acte d'humanité. Enfin, si j'en croyais vos rapports, il semblerait que cet incident des armes, dont nous sommes les premiers à nous plaindre, peut retarder la satisfaction des demandes que vous êtes chargé de suivre. Étaient-ce là les fruits que nous devions recueillir de notre empressement à faire ce que demandait l'Angleterre dans l'intérêt de la Turquie? Devions-nous surtout nous attendre à voir les gouvernements ottoman et britannique plus exigeants et plus soupçonneux que les autres.

Il serait cependant bien temps de voir un terme à ce système de défiance que rien ne peut calmer. Plus j'engage ma responsabilité personnelle dans des actes qui ne sont pas toujours sympathiques au pays, mais par lesquels je cherche à lui concilier la bienveillance de la Turquie et des puissances, et plus je vois les soupçons renaître et vos demandes les plus justes atermoyées. Dans ces jours d'agitation universelle où les peuples semblent tous obéir à un mot d'ordre, j'ai oublié que la Roumanie a été la première nation qui a été appelée à manifester ses vœux, et bien qu'ils n'aient été qu'à moitié satisfaits, j'ai modéré ses impatiences, afin d'épargner des complications nouvelles et de lui assurer le concours des gouvernements. Néanmoins, j'ai droit de me demander aujourd'hui si ma modération a été ou serait profitable au pays qui m'a confié ses destinées. J'aime mieux croire qu'il n'y a dans tout ce que vous signalez qu'un malentendu dont la fin ne peut être que prochaine, puisqu'il dure depuis deux ans.

Je compte beaucoup, monsieur, pour le faire disparaître, sur votre tact, sur votre prudence, sur les bons rapports que vous avez su établir, et enfin sur la connaissance complète que vous avez de mes dispositions. En reprenant immédiatement vos démarches pour la prompte réalisation de nos dernières demandes, faites ressortir aux yeux des ministres ottomans et des représentants étrangers les inconvénients de diverse nature qu'occasionneraient de plus longs retards. Efforcez-vous de détruire des défiances sans fondement, et vous aurez bien rempli votre mandat si vous parvenez à établir nos relations avec la Sublime Porte sur le pied d'une mutuelle confiance.

Je vous autorise à lire cette dépêche aux ministres ottomans, ainsi qu'aux représentants des grandes puissances et à leur en laisser copie.

Vous prierez également Son Altesse le grand vizir de vouloir bien la placer sous les yeux de Sa Majesté le Sultan.

Recevez mes salutations affectueuses.

Signé : ALEXANDRE-JEAN.

RUSSIE.

**Dépêche du prince Gortschakoff au prince Labanoff-Rostovski,
ambassadeur de Russie à Constantinople.**

Saint-Petersbourg, 13/25 janvier 1861.

Les rapports de M. Novikov, joints à votre expédition du 28 décembre, 9 janvier, ont été lus avec tout l'intérêt que nous continuons à accorder à la marche correcte de notre commissaire, ainsi qu'à la justesse de ses appréciations.

Ils m'ont suggéré quelques observations que je crois devoir vous communiquer en vous priant de lui en faire part comme de tout ce qui concerne l'objet de sa mission.

Le n° 47, qui traite des explications préalables échangées entre les commissaires sur la durée de l'occupation française, a surtout fixé notre attention parce qu'il touche à une question très-délicate que nous devons nous attendre à voir prochainement surgir entre les cabinets. Nous approuvons entièrement le langage tenu par M. Novikov. A notre avis, l'occupation militaire du Liban par les troupes françaises ne doit avoir d'autres limites que la réalisation complète du but pour lequel elle a été entreprise, de l'aveu des grandes puissances.

Il nous est impossible d'admettre que sa tâche soit accomplie, et que le pays soit rentré dans un état normal qui en rendrait la durée inutile. Nous sommes au contraire persuadés que l'effet salutaire produit jusqu'ici tient principalement à la présence des troupes françaises, et que leur départ serait le signal d'une réaction d'autant plus violente contre les actes de justice et de répression dont elles ont été la cause et l'appui comme mandataires des grandes puissances. Il y a là non-seulement une question d'humanité qui devrait dominer toute autre considération, mais aussi une question d'intérêt de premier ordre pour l'Europe, dont la dignité et l'autorité morale recevraient une grave atteinte, si l'exécution de sa volonté exprimée si solennellement et dans une cause aussi juste se trouvait arrêtée par des considérations accessoires, avant que le but assigné à son action fût complètement atteint; la France, en particulier, qui a reçu et accepté ce mandat, y a engagé son honneur militaire; elle le compromettrait en

laissant sa tâche inachevée ; les grandes puissances qui l'en ont investie, se rendraient responsables des calamités qui pourraient en résulter et des difficultés bien plus grandes encore que de nouveaux conflits, trop faciles à prévoir, créeraient dans la politique générale.

C'est dans ce sens que, d'ordre de Sa Majesté l'Empereur, nous nous prononcerons partout où nous y serons appelés.

Recevez, etc.

GORTSCHAKOFF.

**Dépêche du prince Gortschakoff au comte Kisseleff,
ambassadeur de Russie à Paris.**

Saint-Pétersbourg, le 20 janvier 1861.
(1^{er} février.)

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie d'une dépêche de M. Thouvenel au duc de Montebello¹, dont M. l'ambassadeur de France nous a donné communication d'ordre de son gouvernement.

Elle a trait à l'occupation militaire de la Syrie. Le terme fixé pour sa durée par la convention du 5 septembre 1860² étant près d'expirer, le gouvernement français propose la réunion de la conférence pour décider de son rappel ou de son maintien.

Nous sommes tout prêts à adhérer à cette proposition, et le cas échéant, Votre Excellence est autorisée, d'ordre de Sa Majesté l'Empereur, à participer aux délibérations de la conférence.

Quant à l'attitude que vous aurez à y prendre, M. le comte, vous connaissez déjà, par ma dépêche au prince Labanov du 13 janvier, dont copie vous a été transmise, l'opinion du cabinet impérial sur l'opportunité et les dangers du départ des troupes françaises dans le moment actuel.

L'occupation militaire de la Syrie est le résultat d'une délégation conférée par l'Europe à la France et acceptée par cette puissance, en vue d'une œuvre urgente d'humanité, de justice et de paix. La conférence a pu, dans une pensée de modération, y assigner éventuellement un terme, mais ses prévisions à cet égard devraient selon nous rester subordonnées à la réalisation du but essentiel pour lequel elle a été entreprise.

Or, ce but est bien loin d'être atteint. Non-seulement la Syrie ne nous paraît nullement rentrée dans un état normal de nature à rendre le séjour des troupes d'occupation inutile et leur rappel désirable, mais nous croyons que les résultats salutaires produits jusqu'ici tien-

1. Voir, page 394 du 1^{er} volume, la note de M. Thouvenel du 18 janvier 1861.

2. *Idem*, page 150.

nent principalement à la présence des forces militaires françaises, et que les actes de justice et de répression auxquels elles ont concouru pourraient devenir une excitation à de nouvelles vengeances et à de nouveaux désordres si elles quittaient le pays avant d'avoir rempli leur tâche. La paix de ces contrées, la dignité de l'Europe, l'honneur militaire de la France, seraient également compromis si des considérations comparativement secondaires amenaient prématurément le terme d'une intervention qu'à notre avis il eût mieux valu ne pas entreprendre que de laisser inachevée.

Nous appuierons donc la prolongation de l'occupation française aussi longtemps qu'elle sera jugée nécessaire ou qu'un nouveau pouvoir n'aura pas été installé, d'un commun accord, en Syrie dans des conditions suffisantes pour suppléer aux garanties de sécurité que les populations ont trouvé jusqu'ici dans la présence du drapeau militaire de la France. Nous plaçons une entière confiance dans les vues que le gouvernement apporte à l'accomplissement de cette mission d'humanité; du moment où il en a été investi et l'a acceptée, nous croyons qu'il est juste de lui réserver le soin d'apprécier les moyens d'exécution. C'est dans ce sens que Votre Excellence est invitée à concourir à une entente des grandes puissances entre elles et avec la Porte.

Si la conférence, jugeant comme nous la prolongation de l'occupation militaire indispensable, trouvait utile d'en accroître la force, soit par l'augmentation du chiffre des troupes françaises, soit par l'adjonction de troupes d'une ou de plusieurs autres puissances, vous n'y ferez aucune objection.

Recevez, etc.

GORTSCHAKOFF.

SARDAIGNE.

Chambre des députés. — Séance du 14 mars.

Après la présentation du rapport sur le projet de loi par M. Giorgini, M. Brofferio fait la proposition suivante :

Victor-Emmanuel II est proclamé, lui et ses successeurs, premier roi d'Italie.

L'orateur appuie sa proposition par les considérations suivantes :

« Je n'approuve pas que le ministère ait pris l'initiative de conférer au roi le titre que lui donne le vote universel de l'Italie et qui lui aurait été confirmé par le vote solennel de ses représentants. Pourquoi donner simplement à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie? Ce serait renouveler les traditions barbares des Goths et des Lombards. Le titre doit indiquer la signification du principe qui légitime et constitue le

royaume. Le titre doit rappeler que le roi représente la volonté et la souveraineté nationale. L'Italie n'a pas un roi conquérant, mais un roi élu. Ne consacrons donc pas pour l'avenir un titre qui n'a pas la haute signification qui doit lui être attribué.

M. de Cavour, après avoir démontré que la proposition de *M. Brofferio* n'est pas un simple amendement, mais un changement complet de la loi, ajoute :

Je dois justifier le gouvernement des accusations dirigées contre lui et revendiquer en sa faveur la part qu'il a prise aux événements et que l'on semble vouloir lui contester. C'est le gouvernement qui a pris l'initiative dans l'expédition de Crimée, au congrès de Paris, dans la guerre de 1859. Bien que je reconnaisse la part importante prise à la grande œuvre par les peuples italiens, cependant je ne crois pas que le résultat leur soit exclusivement dû. Je soutiens que le gouvernement a sagement agi en prenant l'initiative du projet de loi. Ce n'est point une vanité puérile qui a poussé la couronne à le faire, mais de graves raisons politiques, et une grande opportunité diplomatique. Les questions soulevées par *M. Brofferio* trouveront leur place dans peu de jours lorsque le gouvernement soumettra au parlement une loi au sujet de l'intitulé des actes publics.

Je prie la chambre de ne pas se diviser, etc.

M. Brofferio retire sa proposition.

La chambre adopte à l'unanimité le projet de loi présenté :

Article unique : Le roi prend pour lui et pour ses successeurs le titre de Victor-Emmanuel II, roi d'Italie. Cette loi a été promulguée le 17 mars. La loi sur l'intitulé des actes publics, adoptée le 23 mars par le Sénat, consacre la formule suivante : Victor-Emmanuel, roi d'Italie par la grâce de Dieu et la volonté de la nation.

SERBIE.

Protestation de la députation serbe à Constantinople en date du 10/22 août 1860¹.

Par la lettre de S. A. le grand vizir du 16 de moharrem 1277 (3 août (22 juillet) 1860), adressée à S. A. S. le prince de Serbie Milosch Obrenovich I, la Sublime Porte répond aux demandes du peuple serbe que la députation de Serbie a exposées au gouvernement impérial dans son *memorandum* du 25 avril (7 mai) 1860.

1. Le 7 mai 1860 une députation serbe composée de MM. Zvetko Rajovitch, ministre des affaires étrangères, Milivoyé Jovanovich, sénateur; Jovan Pavlovich, archi-

En recevant cette réponse, S. A. le prince Milosch a été profondément affligé d'y trouver le refus de tout ce que lui et le peuple serbe regardent comme leurs droits les plus précieux et irrécusables. La nouvelle consécration que la Serbie a demandée de l'hérédité, trois fois solennellement concédée, a été purement rejetée aussi bien que le droit qui appartient à la principauté de se constituer intérieurement elle-même conformément au hattî-chérif de 1850. De même la résolution de la Sublime-Porte relative aux musulmans établis en Serbie, ayant mis hors de question plusieurs endroits de leur séjour en contradiction ouverte avec les hattî-chérifs existants et garantis, a été tellement restreinte et entourée de difficultés que, réduite à de simples expressions, elle couvre un refus égal à celui donné aux autres questions.

En face d'une réponse aussi négative, en face de ses devoirs sacrés envers le pays et des égards dus à sa dignité comme à celle du peuple serbe, il ne reste au prince de Serbie qu'à déclarer la mission de la députation terminée.

S. A. le prince regrette infiniment que la mission de la députation n'ait pas été appréciée au point de vue plus élevé de l'intérêt de tout l'Empire, et que les intentions loyales qu'il avait en envoyant une députation à Constantinople n'aient pas été comprises dans leur véritable caractère. Aussi, placé par la réponse de la Sublime-Porte dans cette position inattendue, se trouve-t-il forcé de déclarer par l'organe de la députation que ni le peuple serbe ni lui ne pourront jamais cesser de regarder tout ce que la députation a eu l'honneur d'exposer à la Sublime-Porte par le *memorandum* précité *comme les droits déjà acquis et irrévocables de la Serbie*.

En faisant ainsi toutes les réserves possibles, nous conservons le ferme espoir que la Sublime-Porte reviendra à des sentiments qui l'induiront à adoucir la douloureuse impression produite en Serbie par sa réponse, en rendant justice aux vœux légitimes de la Principauté ainsi qu'à la conduite loyale qui a toujours distingué le prince

prêtre, et Jovan Ristich, directeur au ministère de l'intérieur, faisant les fonctions de secrétaire, remit à la Sublime-Porte, à Constantinople, un *memorandum* contenant une série de demandes qui pouvaient se réduire aux trois points ci-après :

1° Assurer pour toujours la dignité princière dans la famille Obrenovich.
2° Mettre à exécution les dispositions des *firmans* suprêmes, antérieurement émanés, concernant les garnisons des forteresses situées dans la Serbie, s'il y en a qui n'ont pas été remplies.

3° Modifier les dispositions du *firman* suprême qui est la loi fondamentale et abandonner à la Principauté le soin de changer ou d'élaborer les lois du pays.

La réponse de la Porte fut transmise au prince de Serbie, par une lettre vizirienne en date du 16 de moharrem 1277 (3 août (22 juillet) 1860).

Trois semaines plus tard la députation quittait Constantinople après avoir déposé la protestation ci-dessus entre les mains du ministre des affaires étrangères de la Sublime-Porte.

Milosch et le peuple serbe envers l'illustre trône de S. M. I. l'auguste suzerain de la Serbie.

Constantinople, ce 10/22 août 1860.

ZVETKO RAJOVICH, MILIVOYÉ JOVANOVICH, JOVAN PAVLOVICH,
JOVAN RISTICH, secrétaire.

Dépêche du *prodstavnik* (ministre des affaires étrangères) de Serbie, au chargé d'affaires de la Principauté, à Constantinople¹.

Belgrade, décembre 1860.

Monsieur,

Il est rare que le gouvernement serbe ait eu à se louer de la conduite des pachas qui sont envoyés ici. Ils n'ont jamais su au juste dans quelle position ils se trouvent à Belgrade, ni garder dans leurs relations avec le gouvernement le rôle qui leur convient d'après le caractère officiel dont ils sont revêtus et que nous pouvons leur reconnaître. Remplis d'idées fausses touchant notre situation dans l'Empire, et préoccupés des souvenirs de l'ancienne domination que la Porte exerçait en Serbie, les pachas ont sans cesse prétendu, aussi bien pour eux que pour les autres Turcs domiciliés dans la Principauté, à une sorte de suprématie dans le pays. De cette fausse appréciation de notre rôle et de notre condition réciproques, sont nés et naissent tous les jours des complications et des malentendus regrettables. Bien que nous n'ayons pas eu jusqu'ici beaucoup à nous louer des gouverneurs de Belgrade, cependant nous n'avons jamais rencontré de leur part un mauvais vouloir aussi persistant et aussi systématique que celui qu'ils manifestent à notre égard depuis deux ans; ce qui nous donne lieu de penser que cette hostilité est moins le fait personnel du gouverneur, que la conséquence du système politique que l'on a adopté à notre égard à Constantinople. C'est pourquoi vous choisirez la première occasion d'en parler à Aali-Pacha.

Ce n'est pas que nous redoutions, en ce qui nous concerne, les suites de cette hostilité; mais nous voyons avec regret qu'elle enflamme des passions et des haines qu'une bonne politique devrait, au

1. Le gouvernement serbe, violemment attaqué par un article du *Journal de Constantinople*, organe officiel ou semi-officiel de la Sublime-Porte (numéro du 6 février dernier) a publié, en réponse à cet article, dans la *Gazette officielle* de la Principauté (*Srbske Novine*), une sorte de manifeste qui est à la fois une apologie de sa propre conduite et une récrimination assez vive contre les actes du gouvernement ottoman. Nous extrayons de ce document très-curieux et très-intéressant par la lumière qu'il jette sur les relations actuelles de la Turquie et de la Serbie, la présente dépêche et les deux de la Turquie et de la Serbie ci-après, adressées par le ministre des affaires étrangères à Belgrade à l'agent de la Principauté à Constantinople.

contraire, chercher à éteindre. Pour juger à quel point est déraisonnable la conduite du gouverneur actuel, il suffit d'examiner quels en ont été jusqu'ici les résultats pratiques. Que la Sublime-Porte consente à faire elle-même cet examen; qu'elle recherche, à l'occasion des conflits qui se sont élevés entre nous et le pacha et qui pouvaient avoir les suites les plus funestes, dans combien de cas l'opinion publique à Belgrade, ou celle des consuls, s'est prononcée en sa faveur, et qu'elle juge ensuite s'il est bien prudent de persister dans une telle ligne de conduite. Quel peut être son but, par exemple, lorsque d'une affaire comme celle de la police de Dortjola (simple affaire de sécurité et d'ordre public), il en fait une question capitale? Que signifient ces mesures violentes, capables de révolutionner toute la ville, parce qu'un Serbe, se fondant sur des titres authentiques qu'il a entre les mains, croit pouvoir bâtir sur un terrain où il a déjà eu un immeuble. A quoi peuvent aboutir de semblables procédés, sinon à perpétuer les anciennes inimitiés et à susciter des catastrophes qu'une sage politique doit chercher à prévenir. La meilleure politique à suivre ici, est de reconnaître et d'accepter franchement la situation telle qu'elle existe, indépendamment de la Sublime-Porte. Si la Sublime-Porte persiste à méconnaître cette situation, tous ses efforts pour agrandir son rôle dans des contestations de la nature de celles que je viens de rapporter, ne serviront qu'à provoquer une réaction plus forte contre elle. D'accord sur les questions qui ont pour les deux gouvernements une véritable importance, il serait à regretter qu'ils se trouvassent divisés sur des points secondaires.

Toutefois ce n'est pas à nous, c'est à la Sublime-Porte qu'il appartient de faire des concessions dans les détails; car pour elle (en Serbie) il suffit qu'elle maintienne le principe, tandis que nous ne saurions, nous, restreindre notre action dans ces mêmes limites ni paraître ne tenir aucun compte des choses de détail, sans nous discréditer entièrement aux yeux de notre peuple. Pour que la Sublime-Porte puisse compter sur le concours et sur le dévouement du gouvernement serbe, il faut qu'elle cesse de le placer, par ses prétentions injustes et souvent puériles, dans une situation fausse et compromettante vis-à-vis de la nation. Aussi longtemps que la Sublime-Porte se montrera malveillante et tracassière à notre égard, et que nous ne verrons pas sa politique, réservant ce qui est pour elle de fait et de principe, mettre de côté par amour de la concorde, les questions de détail et les exigences outrées, il va sans dire qu'il ne saurait y avoir entre nous de rapports fondés sur la confiance.

Recevez, etc., etc.

Signé : PH. CHRISTICH.

**Dépêche du ministre des affaires étrangères de Serbie au chargé
d'affaires de la Principauté à Constantinople.**

Belgrade 23 octobre 1860.

(4 novembre.)

Monsieur,

Vous connaissez la politique traditionnelle que le gouvernement serbe a suivie chaque fois que des soulèvements se sont produits dans les provinces slaves de la Turquie, voisines de nos frontières. Vous savez avec quelle sollicitude, principalement sous le feu prince Milosch, il a cherché et a contribué en effet par la loyauté de son attitude à calmer l'agitation qui s'était étendue jusqu'à nos portes. Il ne s'est point départi de cette ligne de conduite, lors même qu'à Constantinople, au lieu de nous en tenir compte, on accréditait contre nous les bruits les plus mensongers. Il a la conviction d'avoir, en observant strictement la neutralité, rendu d'importants services à la Sublime-Porte, et c'est ce que ne contestera pas quiconque est instruit des affaires et des événements de ces pays.

Si loyale qu'elle soit néanmoins, l'action du gouvernement serbe ne pourra être efficace qu'autant que la Sublime-Porte lui prêterait un concours sérieux. C'est parce qu'il est convaincu de cette vérité, qu'il croit donner à la Sublime-Porte une nouvelle preuve de son désir de maintenir avec elle les relations de bon voisinage, en attirant son attention sur les mauvais effets que peuvent produire certaines mesures adoptées par elle. Car telle est aujourd'hui la logique des événements qu'il serait tout à fait impolitique de n'en pas tenir sérieusement compte.

Vous savez que plusieurs centaines de familles tatares ont émigré dans le pachalik de Widin, à une distance de deux à six heures de la frontière serbe. Ces familles ont été établies dans des villages bulgares, logées dans des maisons bulgares, et elles vivent actuellement plus ou moins aux dépens des Bulgares.

L'introduction de cet élément étranger a répandu l'inquiétude et la crainte parmi les Bulgares, non-seulement dans les localités où les Tatares sont établis, mais jusqu'en deçà de notre frontière. On dit que l'immigration doit s'étendre aussi dans le pachalik de Nich et même plus loin; les esprits s'en alarment non-seulement en Bulgarie, mais chez toutes les populations chrétiennes disséminées le long de notre frontière. Dans un tel état de choses rien de plus naturel que ces populations tournent leurs regards vers la Serbie et cherchent un refuge sur notre sol. A ce point de vue le gouvernement serbe ne peut voir dans la colonisation entreprise qu'une mesure politique. Les consé-

quences nous en paraissent inévitables, et nous ne pouvons rien faire pour les combattre, quelques embarras qui puissent en résulter pour nous. »

Les sympathies de notre peuple pour les peuples limitrophes, ses frères d'origine, sont si naturelles et si vives que nul gouvernement n'oserait prendre sur lui de se déclarer contre elles. Je n'examine point ici la question à notre point de vue. Nous avons trop de confiance dans notre droit, dans la stabilité de notre état politique actuel, et dans la volonté de la Sublime-Porte de ne pas y porter atteinte, pour que cette colonisation puisse nous inspirer des craintes en ce qui nous concerne. Je n'en parle ici qu'au point de vue des intérêts de l'Empire.

Veuillez vous en expliquer franchement avec Son Altesse Aali-Pacha, et lui faire remarquer que cette démarche ne doit pas être considérée comme une plainte ou comme une protestation de notre part. Le gouvernement serbe voit de près les inconvénients de la colonisation ; il en prévoit et ressent déjà les suites inévitables, et appelle là-dessus l'attention de la Porte dans l'intérêt même de l'Empire.

Nous avons la conviction de rendre, en cette occasion encore, un service à la Porte. En conséquence je vous engage à traduire cette lettre en français, à en donner lecture à Son Altesse Aali-Pacha, et à lui en laisser copie, s'il le demande.

Recevez, etc.

Signé : PH. CHRISTICH.

Dépêche du ministre des affaires étrangères de Serbie au chargé d'affaires de la Principauté à Constantinople.

Belgrade, 27 janvier 1861.

(8 février.)

Monsieur,

Vous m'avez informé officiellement de vos démarches infructueuses auprès de la Porte pour obtenir l'extradition de Dobrniatze. Vous me dites qu'Aali-Pacha a répondu « que la Porte ne saurait consentir à nous livrer les criminels réfugiés sur son territoire parce que nous refusons d'en faire autant de notre côté. Le gouvernement n'a point l'intention de poursuivre sa réclamation auprès de la Porte ; mais il ne peut admettre l'assertion d'Aali-Pacha que la Serbie refuse de livrer à la Turquie les criminels réfugiés. »

Si les mots ont partout la même signification, nous déclarons de la manière la plus formelle que jamais jusqu'à ce jour la Serbie n'a été et qu'elle ne sera jamais un lieu d'asile pour les criminels venus de la Turquie. Sous ce rapport le gouvernement du prince Michel ne restera pas en arrière des autres gouvernements policés de l'Europe.

Nous avons, à plusieurs reprises, invité le gouverneur de la forteresse de Belgrade, et nous invitons aujourd'hui la Sublime-Porte à nous signaler par des exemples les cas où nous aurions failli à ce devoir international. Mais d'abord le gouvernement doit déclarer qu'il ne saurait considérer comme criminels les malheureux que la violence des persécutions a contraints de fuir le sol ottoman ; ceux-là ont toujours trouvé et trouveront toujours chez nous l'hospitalité que la religion et l'humanité nous prescrivent de leur accorder. Il importe de préciser exactement ici le vrai sens des mots, afin d'éviter tout malentendu à l'avenir.

Je vous invite à vous expliquer dans ce sens avec Aali Pacha à la première occasion qui s'en offrira.

Recevez, etc.

Signé : PH. CHRISTICH.

TURQUIE.

Lettre de Fuad-Pacha, au grand visir Aali, en réponse aux accusations du général de Beaufort, relativement aux premières opérations militaires des Turcs dans le Liban.

Le général de Beaufort m'accuse auprès de son gouvernement de n'avoir pas loyalement accepté sa coopération, et d'avoir favorisé la fuite des Druses vers le Hauran. Le commandant en chef du corps expéditionnaire français est un homme d'un caractère trop droit pour ne pas confirmer que j'ai fait tout ce que j'avais à faire, conformément aux conventions passées entre nous, lors de nos opérations dans les montagnes.

J'ai accepté sa pleine coopération en deçà des frontières fixées par la Convention de Paris. Si j'ai rendu inutile la présence des troupes françaises à Damas, ce n'est pas assurément un crime. Ce que M. d'Hautpoul dit au sujet de la retraite de plusieurs chefs de Druses dans le Hauran, implique contre nous l'accusation de leur avoir fourni les moyens d'échapper au châtement que j'avais à leur infliger. Ce que j'ai fait avant nos opérations, en arrêtant les Druses les plus influents, et ce que je viens de faire en emprisonnant plus de 1,500 individus dans l'espace de trois jours, donne à toutes ces assertions un démenti formel.

Cela posé, je passe à l'examen des faits. Il n'est personne qui, connaissant le pays et sa configuration topographique, hésitât à déclarer qu'il est impossible, en dépit même de la plus grande vigilance, de couper la retraite à des individus isolés ou à de petites bandes qui

connaissent tous les détours dans les montagnes. J'ai dirigé en personne les opérations en question et me suis exposé, je puis le dire, aux plus grands dangers, pour saisir les coupables qui ont pris la fuite, et c'est à peine si j'ai réussi à mettre la main sur deux cents individus.

Ces difficultés m'ont décidé à prendre d'autres mesures qui ont parfaitement réussi. Je ne prétends pas être fort compétent en matière de tactique militaire, mais je puis en appeler à une autorité que tout le monde reconnaîtra, celle de Férik-Ismaïl-Pacha (général Kmety), qui était à mes côtés dans toutes les opérations, et qui est prêt à répondre à tous les reproches qu'on peut élever contre ces opérations.

Agréez, etc.

2 janvier 1861.

Mémoire de la Sublime-Porte, en réponse au memorandum russe sur la tournée d'enquête de S. A. le grand vizir¹.

Nous avons sous les yeux un mémoire volumineux émané récemment du ministère impérial des affaires étrangères de Russie. Le but de l'auteur de cet écrit nous semble être de présenter les sujets chrétiens de Sa Majesté le Sultan comme continuellement en lutte avec l'oppression et les violences des musulmans. Il s'efforce, en outre, de prouver que la tournée de Son Altesse le grand vizir, précédée des moyens d'intimidation que les autorités musulmanes auraient employés pour imposer silence aux chrétiens, et effectuée avec une grande rapidité, n'a pu répondre au but qu'il se proposait.

Pour mettre en évidence l'exactitude de ses allégations, l'auteur du mémoire cite des renseignements à l'appui qui lui seraient parvenus de sources apocryphes, vu l'absence d'agents russes dans la plupart des contrées inspectées par Son Altesse. Nous jugeons inutile et presque oiseux d'entrer dans le détail de renseignements ne portant pas, de l'aveu même de l'auteur, le moindre caractère d'authenticité, et, par conséquent, nous nous bornerons à lui répondre sommairement. Nous le faisons avec d'autant plus de plaisir que nous croyons éclairer le jugement de l'auteur qui a trop facilement ajouté foi à des renseignements qui, d'ailleurs, manquant de garanties suffisantes de vérité, n'auraient pas dû lui inspirer toute la confiance qu'il semble leur prêter.

Et, d'abord, nous demandons quelles sont les preuves convaincantes de l'emploi des moyens d'intimidation dont les autorités musulmanes se seraient servi afin de faire taire les sujets chrétiens et les empêcher d'exposer leurs plaintes au grand vizir. Comme, à l'endroit de cette

1. Publié sans date, cette note est des derniers jours de février.

inculpation dirigée contre lesdites autorités, le mémoire, au lieu de citer des preuves, se retranche derrière des arguments déduits d'une présomption applicable, au dire de l'auteur du mémoire, à l'égard de toutes les autorités qui se trouveraient dans le cas de voir leurs administrés libres d'exposer leurs plaintes, nous ne savons pas pourquoi il veut en réserver le privilège aux autorités musulmanes. Nous sommes donc en droit de considérer cette inculpation comme purement conjecturale.

Mais, en admettant même que quelques autorités eussent eu recours à de pareils expédients, les paroles que le grand vizir eut soin de prononcer dans chaque endroit où il s'arrêtait pour encourager les habitants à s'approcher de lui et à lui exposer, soit publiquement, soit en secret, tout grief qu'ils auraient contre qui que ce fût; l'autorisation accordée à chacun des fonctionnaires chrétiens de sa suite de recueillir des renseignements, d'écouter les plaignants à part et de les introduire directement auprès de Son Altesse; la présence même de ces fonctionnaires parlant la langue des populations avec lesquelles ils communiquaient en toute liberté, tous ces faits, disons-nous, ne suffisaient-ils pas pour relever le courage des populations et détruire ainsi l'effet de l'intimidation exercée par les autorités?

Nous pouvons déclarer en toute confiance et sans craindre d'offenser aucun sentiment d'humanité, que toute espèce de plaintes a été exposée et écoutée, et nous citerons, à l'appui de ce que nous avançons, celles même formulées contre les autorités, savoir : les Kirs-Serdars de différentes localités, les préfets de Rasgrade, de Bercoftza et de Chéhir-Keui, le contrôleur général, l'ex-gouverneur et autres autorités de la province de Nissa, les fermiers des dîmes exerçant jadis sur les populations une grande autorité, et tant d'autres qui ont été punis chacun selon sa culpabilité. Ces punitions exemplaires n'étaient-elles pas de nature à stimuler le courage de ceux qui avaient à se plaindre?

Mais était-il humainement possible, dit l'auteur du mémoire, d'apprendre la vérité et de redresser les griefs de la population avec cette rapidité qui a permis au grand vizir de parcourir en quatre mois la distance de Varna à Salonique? L'auteur du mémoire sait mieux que personne le but de la tournée de Son Altesse : c'était l'audition des plaintes pour y remédier, soit par des mesures expéditives prises sur-le-champ, soit par celles réservées au retour de Son Altesse et qui, pour répondre avec succès aux légitimes exigences des populations, ne devaient se réaliser qu'après un mûr examen et une étude approfondie.

La tournée de Son Altesse avait aussi pour objet spécial l'examen et le prompt redressement des griefs qui provenaient en grande partie

des habitants de la province de Nissa : l'auteur du mémoire le sait aussi bien que nous.

En commençant son itinéraire à Varna, Son Altesse, après avoir exhorté les habitants de cette ville à exposer leurs plaintes franchement et sans réserve, et fait faire toutes les investigations nécessaires, acquit la conviction que, sauf quelques réclamations pour la diminution de l'impôt sur le vin et les bestiaux, le reste des griefs avait trait à des cas judiciaires de la compétence ordinaire des tribunaux. Le cahier des pétitions et des adresses présentées en fait foi. Par conséquent, Son Altesse qui, ainsi que l'auteur même du mémoire le reconnaît, ne devait point se constituer en juge de paix ni en préfet de police, ayant donné à qui de droit les ordres nécessaires pour l'expédition de ces affaires, avec injonction formelle de lui faire part des résolutions qui seraient prises à l'égard de chacun des pétitionnaires, et pris note des réclamations portant sur l'impôt, comme étant destinées à être étudiées pour en faire l'objet d'une loi générale, Son Altesse crut ne devoir pas s'arrêter plus longtemps, mais bien se diriger vers Schoumla et Roustchouk. Son séjour dans ces deux dernières villes fut employé de la même façon et dans le même but : écouter les plaintes, redresser celles qu'il était possible sur les lieux mêmes, et recueillir des informations sur celles qui devaient donner matière à une loi générale.

Le grand vizir, nous le répétons, n'a dû prolonger son séjour dans les différentes localités au delà du temps commandé par la nature des plaintes et par les circonstances. Il aurait sans doute manqué le but de sa mission, s'il eût abrégé son séjour dans chaque endroit, au préjudice des plaignants. C'est précisément sur ce dernier point que nous devons insister, et nous prierons l'auteur du mémoire de nous citer un seul exemple du contraire.

Il en a été de même pour le reste de la tournée de Son Altesse ; s'arrêtant où les circonstances l'exigeaient et aussi longtemps que le devoir le commandait, ainsi qu'elle l'a fait dans la province de Nissa où elle a dû séjourner plus de cinquante jours, vu la multiplicité des plaintes ; quelles sont celles auxquelles elle a omis de faire justice ? N'a-t-elle pas satisfait en tous points aux justes réclamations qui lui ont été présentées ? N'a-t-on pas vu Zeinel-Pacha, le contrôleur général, quelques membres du conseil, le mudir de l'Et'kuf (intendant des legs pieux), le préfet et l'évêque grec de Chéhir-Keui, les fermiers des dîmes et tant d'autres convaincus de crimes, subir chacun toutes les conséquences de la pénalité qu'ils avaient encourue ? N'a-t-on pas vu avec quelle exactitude minutieuse chaque plainte a été examinée ? N'a-t-on pas observé avec quels soins Son Altesse s'est appliquée à entourer du plus de garanties possibles la libre expression des plaintes, en chan-

geant partout où les habitants l'ont demandé les membres musulmans et chrétiens du conseil, soit leurs représentants, en les faisant remplacer par d'autres choisis d'après un système représentatif, en exhortant les nouveaux élus à exprimer leur opinion consciencieusement et en toute liberté, et en leur faisant prêter serment à cet effet?

L'auteur du mémoire passe en revue quelques articles des instructions données par Son Altesse sous forme de règlements aux gouverneurs des provinces de Roustchouk et de Widin, en vue d'attirer leur attention sur les abus et les crimes qui pourraient être commis dans la circonférence de leur juridiction respective, et de les rendre responsables de l'indifférence qu'ils pourraient montrer dans la répression de ces abus et crimes.

Ces instructions, écrites les premiers jours de la tournée de Son Altesse, ne pouvaient certainement répondre à toutes les exigences de la situation. C'est pourquoi Son Altesse en recommande l'application à l'étude spéciale desdits gouvernements, se réservant de les compléter plus tard, ainsi qu'elle l'a fait. Elles ne devaient pas non plus servir de based'opération à l'auteur du mémoire dans la tactique par laquelle il s'efforce de conclure de quelques termes contenus dans l'article 12, que Son Altesse reconnaît l'existence de crimes tels que viols et conversions forcées à l'islamisme de filles chrétiennes, crimes signalés dans le temps par les rapports des agents russes.

L'auteur du mémoire sait mieux que personne les motifs qui ont provoqué la tournée de Son Altesse ; il sait parfaitement bien que Son Altesse a dû avoir dans son portefeuille la liste des chefs d'accusation dirigés contre les autorités musulmanes par les agents du gouvernement russe, et dont elle a cru devoir prévenir lesdites autorités en sollicitant toute leur attention. Ces instructions n'étaient donc destinées qu'à avoir un caractère purement préventif.

La preuve que les crimes de viols et de conversions forcées ne furent qu'imaginaires, se trouve dans le rapport dressé par la commission instituée *ad hoc* par Son Altesse à Nissa, à l'effet d'examiner et de juger les vingt-deux chefs d'accusation consignés dans ledit mémoire. Cette commission était composée de fonctionnaires musulmans et chrétiens de la suite de Son Altesse, de l'évêque de Nissa et des membres musulmans et chrétiens de la province nouvellement choisis, et non par des anciens membres inculpés de différents méfaits, ainsi que l'auteur du mémoire le confirme. Ces anciens membres du conseil qui, d'après lui, auraient pris part à l'enquête, avaient été condamnés à la réclusion, avant même l'institution du tribunal *ad hoc*.

Aussi sommes-nous en droit d'exiger que le rapport en question, dressé par une autorité composée de personnes honorables, soit jugé

plus digne de foi que les renseignements particuliers et apocryphes parvenus à la connaissance de l'auteur du mémoire.

Pour revenir aux instructions auxquelles l'auteur du mémoire a voulu s'attacher avec beaucoup d'insistance pour en faire ressortir l'inutilité dans les art. 1, 2, 3, 4, 5 et 6, nous nous bornerons à dire que la garantie mutuelle recommandée par les art. 1 et 2 fut motivée sur la demande expresse des habitants de Schoumla et de Roustchouk, comme un remède contre les villageois qui se servaient de recéleurs.

L'arbitrage des tchorbadjis, membres du conseil, pour l'arrangement entre les fermiers des dîmes et les paysans sur le prix de transport, recommandé par l'art. 3, fut jugé convenable, par la simple raison que les membres du conseil étant, contrairement à ce que l'auteur du mémoire pense, mis en dehors de toute participation aux opérations du fermage des impôts, ils se présentent par cela même comme étant seuls compétents à régler cet arrangement d'une manière avantageuse pour les paysans.

Il est vrai que le hattî-houmayoun ordonne la traduction dans les diverses langues du pays, de toutes les lois en vigueur. S. A., en recommandant dans l'art. 4 la stricte exécution de cette disposition, n'entendait point proposer une chose nouvelle, mais appeler l'attention des autorités sur quelques lois nouvellement promulguées.

En analysant l'art. 5, l'auteur du mémoire s'attache à prouver que la défense faite aux paysans de donner la nourriture *gratis* aux collecteurs et aux fermiers des impôts, sous peine de transgresser la loi, retombe sur les paysans, vu, dit-il, qu'il n'y est pas question des collecteurs et des multézims pour le cas où ils exigeraient des vivres *gratis*. L'auteur du mémoire doit apprendre que le Code pénal en vigueur dans tout l'Empire prévoyant ce cas, S. A. a cru inutile d'en parler dans ses instructions. D'ailleurs, l'intention réelle du grand vizir, en défendant de donner des vivres *gratis*, n'a été autre que de fournir à ces derniers une arme de plus pour résister à de pareilles demandes.

Il en est de même de l'art. 6. Différents cas, où des voleurs se seraient présentés dans des villages sous le nom de zaptiés, sont parvenus à la connaissance du grand vizir; S. A., pour prémunir les paysans contre un pareil abus de leur bonne foi, a cru convenable de donner aux zaptiés quelques marques distinctives avec l'obligation de porter des certificats constatant leur profession.

Nous nous flattons de croire que l'auteur du mémoire modifiera son opinion relativement à cette mesure, en apprenant que ces certificats, traduits en bulgare, n'étaient point destinés à être présentés aux paysans, mais aux muhktars (maires) des villages.

Nous le répétons encore une fois, ces instructions adressées aux

gouverneurs de Roustchouk et de Widin reçurent plus tard des compléments qui les rendirent propres à mieux répondre aux exigences et aux besoins que l'étude et l'expérience ont signalés.

L'auteur du mémoire, en reconnaissant dans le rapport du tribunal *ad hoc* de Nissa quelques faits cités dans le mémoire étendu qui a paru en mai 1860, sur la foi de renseignements parvenus alors à la connaissance du gouvernement russe, faits dont l'inexactitude a été prouvée, s'étonne que ledit tribunal se soit saisi de ces quelques faits en évitant d'examiner ceux-là précisément que le gouvernement russe rapportait dans le même mémoire comme plus récents, et que nous voyons reproduits dans le mémoire qui nous occupe.

Nous croyons pouvoir donner à l'auteur du mémoire l'assurance formelle que le tribunal ne s'est appliqué qu'à examiner les faits qui ont été portés à sa connaissance par les habitants. Si les faits récents dont le mémoire parle ne figurent pas dans le rapport du tribunal d'enquête, il ne faut pas s'en prendre au tribunal, mais bien à ceux qui n'ont pas voulu les signaler et obtenir justice en recourant à l'autorité instituée *ad hoc*. Mais l'auteur du mémoire nous objecterait peut-être que c'est l'intimidation exercée par les autorités musulmanes qui les en a empêchés. Il est facile de répondre, le rapport à la main, qu'il y a eu tant de réclamants qui ont déposé librement leur plainte. Par conséquent, le silence des autres ne nous autoriserait-il pas à supposer de deux choses l'une, ou que les faits en question sont imaginaires ou qu'ils sont inexacts.

Dans le mémoire que nous avons sous les yeux, nous trouvons des pages entières consacrées à la relation de quelques faits entourés de détails erronés ; nous croyons donc de notre devoir de le rectifier dans l'intérêt de la vérité.

Nous donnons la priorité à l'affaire de Bitoglia, mise en scène avec une habileté propre à émouvoir tout cœur humain. On y voit un certain jeune homme, le nommé Tusko, représenté comme un martyr décapité par ordre du grand vizir, et un autre jeune homme, nommé Mina, souffleté et mis en prison par S. A. pour avoir osé parler au nom de ses compatriotes en faveur du prince Tusko.

Voici en peu de mots comment la chose s'est passée. Le grand vizir, arrivé à Bitoglia, fut averti par le gouverneur de la province qu'un firman impérial lui était adressé par la Sublime-Porte, confirmant la sentence de mort prononcée contre Tusko par la cour criminelle de la localité, composée de juges musulmans et chrétiens, et que quelques gens du pays prétendaient que cette sentence, étant entachée d'irrégularité, devait être révisée.

Les informations que S. A. recueillit lui donnèrent lieu de croire à la régularité de la sentence, Tusko ayant été convaincu d'assassinat,

non pas, comme certains individus le prétendaient, en usant du droit de défense, mais bien au contraire, avec préméditation. En conséquence, S. A. ordonna d'appeler les parents du mort par-devant le conseil, en présence du métropolitain grec, afin de leur persuader, suivant la législation musulmane, de renoncer à la peine du talion, moyennant une somme d'argent. Ce ne fut qu'après avoir vainement épuisé tous les moyens de persuasion qu'ordre fut donné d'exécuter le firman impérial; l'exécution devait avoir lieu après le départ de S. A. La veille au soir, un jeune homme inconnu, s'approchant de la voiture de S. A., y jeta un écrit portant le titre de protestation et rendant S. A. responsable de cet acte. Comme cette protestation était signée, S. A. manda les signataires en sa présence, et les interrogea. Ils répondirent qu'ils n'avaient pas entendu signer une protestation, mais une supplique, et que ne sachant pas lire, ils avaient été abusés. Sur cette simple déclaration, les signataires furent renvoyés chez eux. Sur ces entrefaites, le nommé Mina se présenta devant S. A., s'écriant en député sans commettants, attendu que personne ne l'avait chargé d'aucun mandat. Pendant son entretien avec S. A., ce jeune homme non-seulement se permit des paroles insolentes, mais s'oublia au point d'offenser les droits de souveraineté. De plus, ce même Mina fut dénoncé au gouverneur comme organisant un soulèvement populaire, dans l'intention bien arrêtée d'enlever Tusko de vive force sur le lieu même de l'exécution. Nous demandons maintenant si un sujet russe s'étant ainsi comporté envers une autorité russe, cette conduite ne causerait pas d'indignation et n'entraînerait pas une punition quelconque.

Il en est de même de l'affaire de Widin, où il est vrai, ainsi que le mémoire le dit, qu'une pétition fut présentée à S. M. Mais cette pétition ne portait que sur la diminution des impôts du vin et des bestiaux, et les pétitionnaires se sont déclarés satisfaits des dispositions prises sur les lieux. Il est vrai aussi qu'une plainte fut portée contre la pression qui aurait été exercée sur le membre chrétien du conseil; mais l'examen a prouvé qu'elle n'était pas fondée.

Quant aux paroles attribuées à S. A., à propos de différentes demandes des chrétiens, ainsi que les révélations faites par un criminel à Roustchouk, à la charge du gouverneur de Silistrie, nous les déclarons de pure invention.

N'oublions pas de dire quelques mots à propos « du respectable vieillard Hadji-Yordan, qui avait consacré toute sa vie à l'instruction de la jeunesse chrétienne de son pays, et qui fut saisi et envoyé, chargé de fers, en exil par ordre de S. A. » (ce sont les termes du mémoire). Le respectable vieillard, à peine âgé de cinquante ans, dénoncé avec raison comme perturbateur de l'ordre public, ainsi que la saisie de

ses écrits l'a prouvé, est tout bonnement déporté, les fers dont il aurait été chargé n'ont existé que dans l'imagination de l'informateur. Ces quelques explications données, en réponse aux chefs d'accusation consignés dans le document dont nous parlons, suffiront, nous en avons l'intime conviction, pour éclairer le jugement de l'auteur du mémoire et pour donner la mesure de l'inexactitude de différents autres cas y relatés, dont la rectification n'offre plus aucun intérêt. D'ailleurs, l'auteur même du mémoire, comme nous l'avons dit plus haut, nous semble ne pas trop garantir l'authenticité des renseignements qu'il possède, et qui, pourtant, ont servi de matériaux à la confection de son mémoire.

Nous croyons être en droit d'exprimer notre étonnement en voyant l'investigateur minutieux des actes du grand vizir, qu'il a suivi étape par étape et pas à pas, garder le silence le plus absolu sur les heureux résultats de la tournée de S. A.

Ledit investigateur n'a-t-il pas assisté au règlement définitif des différends provenant de la possession territoriale, qui donnaient lieu, depuis nombre d'années, à des contestations regrettables dans la province de Nissa, où plus de dix villages chrétiens, détenus par des gens qui n'ont pas pu prouver suffisamment leurs droits de possession, ont été déclarés appartenir aux villageois chrétiens libres de toute servitude? N'a-t-il pas eu connaissance de la résolution analogue prise à l'égard d'un nombre assez considérable d'autres villages, dont les propriétaires ont été forcés ou de vendre leurs propriétés aux villageois chrétiens, afin de mettre un terme aux plaintes soulevées par ces derniers, ou de modifier considérablement les conditions qui semblaient peser sur les villageois? N'a-t-il pas été renseigné sur l'abolition de quelques droits abusivement perçus? N'a-t-il pas vu l'empressement de S. A. à satisfaire partout aux réclamations des chrétiens, soit pour la diminution de quelques impôts, soit pour toute autre cause légitime?

Ce qui précède nous autorise à soutenir que ce mémoire n'est pas rédigé dans des conditions capables de faire révoquer en doute la fidélité du rapport présenté à S. M. le sultan par S. A. le grand vizir sur sa tournée d'inspection. Quant aux accusations portées contre la conduite personnelle du grand vizir, qui aurait fait mettre en prison deux chrétiens et les aurait menacés *de la peine capitale pour avoir osé tenter des démarches auprès des ambassades*, nous laissons à la conscience de ceux qui ont lu le mémoire en question le soin de juger le mérite de ces assertions calomnieuses, assertions qui n'ont pu être adoptées par l'auteur que pour rendre son œuvre plus dramatique.

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RÉTROSPECTIFS.

Dépêches échangées pendant les négociations du traité de paix de Zurich, entre la France et l'Autriche, relativement à l'amnistie des soldats de la légion hongroise¹.

Le comte Rechberg au comte Colloredo , premier plénipotentiaire autrichien.

Vienne, 24 août 1859.

Monsieur le comte,

Nous ne nous rendons pas bien compte de quelle catégorie de soldats hongrois M. le ministre des affaires étrangères de France entend

1. Ces documents ont été publiés par la *Gazette de Vienne* à propos du discours du Prince Napoléon au Sénat. Voici les paroles prononcées par le Prince qui ont donné lieu à cette publication du journal officiel :

« Il avait été stipulé avec l'Empereur d'Autriche que les Hongrois passés au service du Piémont, avec l'approbation et sous l'autorité militaire de la France, pourraient rentrer dans leurs pays sans être inquiétés directement ou indirectement. Il avait été expressément stipulé qu'on ne les forcerait pas de s'enrôler dans les régiments autrichiens, car un homme enrôlé dans un régiment autrichien est plutôt une machine qu'un homme.

« Voyons comment le gouvernement autrichien a exécuté cette convention ; j'ai la liste d'une série de malheureux Hongrois rentrés dans leur pays avec des sauf-conduits sous la foi de ce traité, qui ont été enrôlés de force dans les régiments autrichiens, mis à la torture, bâtonnés, tourmentés de toutes les façons, et dont deux ou trois ont pu s'échapper pour pouvoir mettre l'opinion du monde civilisé au courant de la façon dont l'Autriche a exécuté cette stipulation formelle inscrite dans les Préliminaires de Villafranca. Nous citerons entre autres les Hongrois Étienne Hetényi, Étienne Kertesz et Samuel Weiz, sous-lieutenant dans la légion hongroise en 1859, qui retournèrent le 20 septembre, après le licenciement de la légion hongroise dans leur patrie, munis des papiers qui garantissaient leur libération du service de l'armée autrichienne. Arrivés à la frontière d'Autriche, ils sont emprisonnés, enfermés dans un *carcere duro*, et après six semaines, enrôlés comme simples soldats, le 28 octobre 1859, dans l'armée autrichienne.

« Il y a une série de noms dont je ferai grâce au Sénat, parce qu'ils sont très-dif-

parler. Évidemment, des Hongrois émigrés à la suite des événements de 1849 et qui ont peut-être participé à la guerre d'Italie contre leurs compatriotes ne sauraient être compris dans l'amnistie actuelle, pour avoir ajouté à leurs anciens délits de nouveaux crimes envers leur patrie. Telle n'a pu être l'intention du cabinet de Paris. Il nous est bien revenu, durant la guerre, que quelques réfugiés formaient une légion hongroise des prisonniers hongrois tombés entre les mains de l'ennemi, mais nous nous sommes constamment refusés à ajouter foi à cette rumeur, parce qu'il nous répugnait d'admettre que le gouvernement français sanctionnât une pareille infraction au droit des gens en permettant à des prisonniers de guerre de prendre les armes contre leur souverain et contre les compatriotes dans les rangs desquels ils venaient de combattre. Si, pourtant, la vigilance des autorités françaises ou sardes a été trompée dans quelques cas exceptionnels, si des prisonniers, séduits par les promesses des émissaires de la révolution, ont pu s'enrôler dans cette soi-disant légion hongroise, le gouvernement impérial n'en a pas connaissance et ne veut en aucune façon rechercher ce que tel ou tel soldat a fait durant sa captivité ou le temps pendant lequel il est censé avoir été prisonnier de guerre. Ceux qui auraient été égarés de la susdite manière ne seront jamais connus des autorités impériales ; le gouvernement français voudra bien, s'ils se trouvent encore sur le territoire français ou sarde, nous les faire restituer comme les autres prisonniers, et nous lui donnons volontiers l'assurance qu'ils ne subiront aucune peine du chef de leur conduite pendant leur absence. Pour les traiter autrement que leurs camarades, il faudrait, au préalable, les soumettre à une enquête et ce serait les stigmatiser publiquement ; tandis qu'en ignorant tout à fait ce qui s'est passé, le fâcheux épisode de leur vie est à jamais voué à l'oubli.

Le gouvernement impérial ne saurait mieux se conformer aux intentions larges et généreuses de l'Empereur, notre auguste maître, et il croit également que ce serait répondre aux vues bienveillantes du cabinet français, si tant est que nous avons bien saisi la pensée qui a dicté la dépêche de M. le comte Walewski.

C'est dans ce sens que je prie Votre Excellence de répondre aux ouvertures qui lui ont été faites à ce sujet par M. le baron de Bourqueney.

Recevez, etc.

faciles à prononcer; enfin on pourrait citer les noms de plus de cinq cents légionnaires qui ont eu à subir un pareil traitement. Je n'appuie pas davantage sur cet incident; je veux seulement relever cette accusation qui m'a profondément blessé, quand on a paru soupçonner le gouvernement de l'Empereur de n'avoir pas été de la dernière loyauté dans l'exécution du traité de Villafranca. Il a fait plus et au delà de ce qu'il avait promis. C'est l'Autriche qui n'a pas loyalement tenu ses engagements. »

*Le baron Bourqueney, premier plénipotentiaire français,
au comte Colloredo.*

Zurich, 29 août 1859.

Monsieur le comte ,

La communication que vous avez bien voulu me faire d'une dépêche de M. le comte Rechberg, en date du 24 août 1859, relative au sort futur des prisonniers hongrois ayant fait partie de la légion hongroise dans la dernière guerre, me prouve que vous n'avez pas manqué d'entretenir votre gouvernement des efforts que j'avais été chargé de faire auprès de vous, pour que votre auguste maître étendit à tous les individus compromis dans les derniers événements les effets de son inépuisable clémence. Recevez - en mes plus sincères remerciements.

Je lis en effet dans cette dépêche :

Si des prisonniers séduits, etc. (Voir la dépêche ci-contre jusqu'au mot *absence*).

Si, en me mettant à même de transmettre à Paris ces assurances, vous croyez, M. le comte, pouvoir ajouter quelques éclaircissements sur l'application de la mesure dont le principe est déposé dans la dépêche de M. le comte de Rechberg, je ne perdrai pas un moment pour en instruire mon gouvernement, et je saisis, etc.

Réponse du comte Colloredo, au baron Bourqueney.

Zurich, 29 août 1859.

Monsieur le baron ,

Pour compléter — comme vous me le demandez par la lettre particulière que vous avez bien voulu m'écrire ce matin — la communication que j'ai eu l'honneur de vous faire d'ordre de mon gouvernement sur le sort des prisonniers de guerre hongrois qui ont fait partie de la légion hongroise, par quelques éclaircissements sur l'application de la mesure dont le principe est déposé dans la dépêche de M. le comte de Rechberg du 24 août, je me hâte de vous transmettre le passage suivant d'une lettre confidentielle du comte de Rechberg qui dit :

Avertissez M. le baron de Bourqueney qu'il peut être parfaitement rassuré sur le sort de ces prisonniers, attendu qu'ils seront tout de suite renvoyés dans leurs foyers à l'égal des autres prisonniers de guerre, mais qu'il est impossible de leur faire un sort à part et plus brillant qu'à ceux qui sont restés fidèles à leurs drapeaux.

Recevez, etc.

QUATRIÈME PARTIE.

CHINE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ACTES, ÉDITS, ETC., ETC., RELATIFS
A LA QUESTION CHINOISE,

DEPUIS 1689 JUSQU'A NOS JOURS.

(Suite ¹.)

**Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Chine
et la Suède, signé à Canton le 20 mars 1847¹.**

Art. 1. Il y aura paix parfaite, permanente et universelle, ainsi qu'amitié sincère et cordiale entre Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége d'une part, l'Empire des Ta Tsing d'autre part, et entre leurs peuples respectivement sans exception de personnes ou de lieu.

Art. 2. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége se rendant en Chine dans un but de commerce, payeront les droits d'importation et d'exportation prescrits dans le tarif fixé par ce traité, et qui en fait partie. Ils ne seront en aucun cas sujets à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront exigés d'un peuple ou de toute autre nation quelle qu'elle soit. Les redevances et charges de toutes sortes sont abolies, et les employés de la douane qui pourraient être coupables d'exaction seront punis conformément aux lois de la Chine. Si le gouvernement chinois désire modifier ledit tarif sous quelques rapports, de telles modifications seront faites seulement d'accord avec les consuls ou autres fonctionnaires à ce dûment autorisés par Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, et avec leur consentement. Et si des avantages ou privilèges additionnels de quelque nature qu'ils puissent

1. Voir tome 1^{er}, page 271. — 2. Traduit de l'anglais.

être (*of whatever description*) étaient par la suite concédés à une autre nation, les royaumes de Suède et Norwége et leurs ressortissants se trouveraient par cela même appelés à une complète, égale et impartiale participation à ces mêmes avantages ou privilèges.

Art. 3. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége sont autorisés à fréquenter les cinq ports de Kwang-chou, Amoy, Fu-chou, Ning-po et Shang-haï, d'y faire le commerce, d'y résider avec leurs familles, et de se rendre, selon qu'il leur conviendra, avec leurs navires et leurs marchandises dans les ports susmentionnés, ou d'un port étranger dans l'un ou l'autre des cinq ports, ou des cinq ports dans un port étranger, ou de naviguer de l'un à l'autre des cinq ports. Mais lesdits bâtiments ne pourront pas, en violant la loi, entrer dans les autres ports de la Chine, ni pratiquer le long des côtes de ce pays un commerce frauduleux et clandestin. Et un bâtiment quelconque appartenant à un sujet de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, qui violerait cette condition serait sujet, ainsi que sa cargaison, à la confiscation de la part du gouvernement chinois.

Art. 4. Pour la surintendance et la réglementation de ce qui concerne les Suédois et les Norwégiens trafiquant dans lesdits cinq ports, Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége nommera des consuls ou autres fonctionnaires à cet effet qui seront dûment reconnus comme tels par les fonctionnaires du gouvernement chinois et entretiendront des relations officielles et une correspondance avec ce dernier, soit verbale, soit écrite, comme les affaires pourront l'exiger, sur un pied d'égalité et de déférence réciproque. Si lesdits fonctionnaires étaient traités irrespectueusement ou offensés par les autorités locales, ils auront d'une part le droit de s'en plaindre aux fonctionnaires supérieurs du gouvernement chinois qui verront à ce qu'une enquête sévère et pleine justice soient faites à cet égard, et d'autre part lesdits consuls éviteront soigneusement tout acte d'offense non nécessaire et toute collision avec les fonctionnaires et la population chinoise.

Art. 5. A chacun desdits cinq ports, les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, légalement engagés dans le commerce seront autorisés à importer de leurs propres ports ou d'autres ports étrangers en Chine, d'y vendre, d'y acheter, et d'en exporter pour leurs propres ports ou pour d'autres ports étrangers toute espèce de marchandise dont l'importation ou l'exportation n'est pas prohibée par ce traité, en payant les droits auxquels ces marchandises sont soumises par le tarif, et non d'autres charges quelles qu'elles puissent être.

Art. 6. Toutes les fois qu'un bâtiment marchand, appartenant à des Suédois ou Norwégiens, entrera pour y trafiquer dans l'un ou l'autre

des cinq ports nommés, ses papiers seront déposés chez le consul ou chez la personne chargée de ses fonctions qui les communiquera au commissaire des douanes et le droit de tonnage sera payé sur ledit bâtiment au taux de cinq maces par tonne s'il est d'une charge supérieure à cent cinquante tonneaux, et au taux d'un mace s'il est d'une charge de cent cinquante tonneaux ou au-dessous, selon le montant de son tonnage et conformément à ce qui sera spécifié sur son registre. Ledit paiement tiendra complètement lieu des anciennes charges de mesurage et autres dus, lesquels sont entièrement abolis. Et si un bâtiment ayant mouillé dans un desdits cinq ports et payé son droit de tonnage avait occasion de se rendre dans un autre des cinq ports pour compléter sa cargaison, le consul ou la personne chargée des affaires en fera part au commissaire des douanes qui, lors du départ dudit navire, notera sur le congé du port que les droits de tonnage ont été payés et il en avisera les autres douanes dans lequel cas à son entrée dans un autre port ledit bâtiment y payera seulement le droit afférent à sa cargaison, mais il ne sera pas obligé de payer une seconde fois le droit de tonnage.

Art. 7. Aucun droit de tonnage ne sera exigé sur les barques appartenant aux sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, employées au transport des passagers, bagages, lettres et articles de provisions et autres objets non soumis aux droits, soit à l'entrée, soit à la sortie de l'un des cinq ports. Cependant toute barque portant une cargaison et transportant des marchandises soumises aux droits, payeront le droit de tonnage régulier d'un mace par tonne, si elles sont la propriété de sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, mais non si elles ont été louées par eux à des sujets chinois.

Art. 8. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, pour la conservation de leurs bâtiments, seront autorisés à engager des pilotes qui les dirigeront dans les passes et les feront entrer dans le port, et quand les droits légaux auront été tous payés, ils pourront aussi engager des pilotes pour quitter le port. Il sera aussi dans leur droit d'engager pour leur service des domestiques, des compradores, des linguistes et des écrivains, des barques de charge et de passage, et d'employer des laboureurs, des marins et des personnes pour tout service nécessaire contre une rémunération raisonnable, convenue entre les parties ou réglée par l'usage par l'entremise des officiers consulaires de leur gouvernement, et cela sans ingérence aucune de la part des autorités locales du gouvernement chinois.

Art. 9. Chaque fois que des vaisseaux marchands, appartenant à des Suédois ou Norvégiens entreront dans un port, le surintendant des douanes pourra, s'il le juge convenable, expédier des officiers des douanes pour garder lesdits navires, lesquels officiers des douanes

pourront s'établir à bord de ce bâtiment ou rester sur leurs propres barques, à leur convenance; mais les provisions pour l'entretien desdits officiers seront fournies par le surintendant des douanes et ne pourront être exigées du commandant du bâtiment ou de son propriétaire, et ces officiers seront passibles d'une peine proportionnelle pour toute exaction pratiquée par eux en violation de ce règlement.

Art. 10. Chaque fois qu'un bâtiment marchand appartenant à des Suédois ou Norvégiens jettera l'ancre dans un des cinq ports, le subrécargue, patron ou consignataire déposera, dans les quarante-huit heures, les papiers de bord entre les mains du consul ou de la personne chargée des affaires des Suédois et Norvégiens, qui fera remettre au surintendant des douanes un rapport exact faisant connaître le nom et le tonnage de ce navire, les noms des hommes d'équipage et le contenu de la cargaison à bord, lequel rapport ayant été fait, le surintendant délivrera un permis de décharger la cargaison. Et le patron, le subrécargue, le consignataire, s'il lui arrivait de procéder au déchargement, sans un tel permis, encourraient une amende de cinq cents dollars, et les marchandises déchargées ainsi sans permission seraient sujettes à être confisquées par le gouvernement chinois. Mais si le patron d'un navire mouillé dans le port désire décharger une partie de la cargaison seulement, il aura le droit de le faire en ne payant les droits que sur cette part seulement, et il pourra se rendre avec le reste dans d'autres ports. Ou bien, si le patron le désire, il pourra, dans les quarante-huit heures après l'arrivée de son bâtiment, mais non plus tard, effectuer son départ sans rompre charge, dans lequel cas il ne sera pas assujéti à payer les droits de tonnage et autres, jusqu'à ce qu'à son arrivée dans l'autre port il procède au déchargement de sa cargaison, en acquittant alors les droits de tonnage et de cargaison selon les règlements. Les droits de tonnage seront dus après l'expiration desdites quarante-huit heures.

Art. 11. En vue de la perception des droits propres, le surintendant des douanes, sur la demande qui lui en sera faite par l'entremise du consul, désignera des employés convenables qui, en présence du capitaine, subrécargue, consignataire, procéderont à un examen juste et équitable des marchandises à bord de navires suédois ou norvégiens lors du déchargement lorsqu'il s'agit d'importation, et lors de l'embarquement lorsqu'il s'agit d'exportation. Et si des différends s'élevaient par rapport à la valeur des marchandises soumises à un droit *ad valorem*, ou par rapport au montant de la taxe, et que ces différends ne pussent être arrangés par les parties à leur satisfaction, il pourra en être référé, dans les vingt-quatre heures, et non plus tard, au consul, pour qu'il s'entende avec le surintendant des douanes.

Art. 12. Des séries de balances-étalons et aussi des poids et me-

sures dûment confectionnés, estampillés et scellés conformément à l'étalon de la douane de Canton, seront délivrés par le surintendant des douanes aux consuls de chacun des cinq ports pour assurer l'uniformité et prévenir toute confusion dans la mesure et le poids des marchandises.

Art. 13. Le droit de tonnage des vaisseaux appartenant aux sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norvège sera acquitté pour le permis d'entrée dans le port. Les droits d'importation seront payés à la décharge des marchandises, et ceux d'exportation en les chargeant. Lorsque tous les droits auront été acquittés, et non avant, le surintendant de la douane délivrera un congé de port, et le consul renverra les papiers de bord, de sorte que le navire pourra effectuer son départ. Les droits seront payés entre les mains des employés désignés par le gouvernement chinois pour les recevoir en son nom. Les droits payables par les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norvège seront reçus soit en sycee argent, soit en monnaie étrangère, au taux de l'escompte tel qu'il est fixé par les règlements maintenant en vigueur. Les marchandises importées ne seront, lors de leur revente ou transit dans une partie quelconque de l'Empire, pas soumises à un droit plus élevé que celui qu'il est d'usage d'acquitter à la date du présent traité.

Art. 14. Aucunes marchandises à bord de navires suédois et norvégiens mouillé dans le port ne seront transbordées sur un autre bâtiment, à moins de circonstances particulières, auquel cas cette circonstance sera certifiée par le consul au surintendant des douanes qui chargera des employés d'examiner les faits et de permettre le transbordement. Les marchandises transbordées sans cette communication, enquête et permission seront passibles de la confiscation par le gouvernement chinois.

Art. 15. L'ancienne restriction apportée au commerce des nations étrangères avec certaines personnes désignées à Canton par le gouvernement chinois et communément appelées négociants hong ayant été abolie, les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norvège engagés dans la vente ou l'achat des marchandises d'importation ou d'exportation sont autorisés à commercer avec tous les sujets chinois sans distinction. Ils ne seront pas assujettis à de nouvelles restrictions ni entraves dans leurs affaires par des monopoles ou autres injurieuses réserves.

Art. 16. Le gouvernement chinois ne sera pas rendu responsable d'aucune des dettes qui auront pu être contractées par des sujets chinois envers des sujets suédois et norvégiens ou pour des fraudes commises par eux, mais les Suédois et Norvégiens pourront recourir à la loi pour se faire rendre justice, et sur une représentation conve-

nable adressée aux autorités chinoises locales par le consul, celles-ci examineront l'affaire et prendront tous les moyens pour donner satisfaction. Dans le cas où le débiteur serait mort, ou sans biens, ou aurait disparu, le créancier ne sera pas indemnisé d'après l'ancien système dit co-hong. Si des sujets suédois et norvégiens sont débiteurs de sujets chinois, ces derniers pourront faire valoir leurs droits de la même manière par l'entremise du consul, mais sans aucune responsabilité de la part de la Suède et la Norwège.

Art. 17. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwège résidant ou séjournant dans un des cinq ports ouverts au commerce étranger jouiront des facilités convenables pour obtenir des maisons d'habitation et des terrains propres au commerce, ou pour louer, des habitants, ces mêmes terrains pour y construire des maisons d'habitation, avoir des terrains propres aux affaires, et aussi des hôpitaux, des églises et des cimetières. Les autorités locales des deux gouvernements choisiront de concert les emplacements pour les précédentes destinations, ayant un égard convenable pour les sentiments de la population, et les parties intéressées fixeront le prix de louage d'un commun accord, les propriétaires d'une part en n'exigeant point un prix exorbitant, et les marchands de l'autre part en n'insistant pas d'une manière déraisonnable sur certains points, mais chacun se conduisant avec justice et modération. Toute profanation par des sujets chinois desdits cimetières sera sévèrement punie conformément à la loi.

Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwège, marchands, marins ou autres personnes en séjour pourront aller et venir dans le voisinage immédiat des lieux d'ancrage des vaisseaux suédois et norvégiens, mais ils ne pourront pas, selon leur bon plaisir, faire des excursions dans l'intérieur du pays, aller dans les villages au loin, ni se rendre sur les marchés publics dans le but d'y écouler des marchandises contraires à la loi et pour frauder le fisc.

Afin de conserver la paix publique, les fonctionnaires locaux du gouvernement dans chacun des cinq ports définiront, de concert avec les consuls, les limites que les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwège ne devront pas dépasser.

Art. 18. Les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwège pourront employer des savants et des gens du peuple de quelque partie de la Chine que ce soit pour enseigner l'une ou l'autre des langues de l'empire et pour les aider dans leurs travaux littéraires. Et les personnes ainsi employées ne seront exposées pour ce fait à aucun préjudice, soit de la part du gouvernement, soit de celle des particuliers. Les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwège pourront de même acheter toute espèce de livres en Chine.

Art. 19. Tous les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwége, s'occupant paisiblement de leurs affaires, étant placés sur un pied commun d'amitié et de bon vouloir avec les sujets chinois jouiront pour eux-mêmes et pour chaque chose à eux appartenant, de la protection spéciale des autorités locales du gouvernement chinois, qui les défendront contre toute insulte ou mauvais traitement, de quelque nature qu'ils puissent être, de la part des Chinois. Si leurs demeures ou leurs propriétés étaient menacées ou attaquées par la populace, des incendiaires ou autres individus sans frein, les fonctionnaires locaux, à la requête du consul, enverront immédiatement une force militaire pour disperser les émeutiers; ils s'empareront des coupables et les puniront selon la dernière rigueur de la loi.

Art. 20. Les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwége qui auront importé des marchandises dans l'un des ports libres de la Chine et y auront payé les droits, s'ils désirent réexporter en tout ou en partie ces mêmes marchandises de l'un à l'autre desdits ports auront le droit de s'adresser, par l'entremise de leur consul, au surintendant des douanes, qui, afin d'éviter toute fraude concernant le fisc, fera examiner l'affaire par des employés compétents pour voir si les droits payés sur ces marchandises, telles qu'elles ont été enregistrées sur les livres de la douane correspondent avec les déclarations faites et si les marchandises portent toujours les marques originelles non changées. Ces employés mentionneront sur le congé de port lesdites marchandises et le montant des droits payés, et ils délivreront le congé de port ainsi annoté au négociant en même temps qu'ils feront connaître les faits aux officiers des douanes des autres ports. Tout étant ainsi réglé à l'arrivée dans le port du vaisseau sur lequel les marchandises sont chargées et chaque chose ayant été à la vérification trouvée conforme, le navire sera autorisé de rompre charge et de débarquer les susdites marchandises sans être soumis à aucun droit additionnel. Mais si à la vérification le surintendant des douanes découvre quelque fraude préjudiciable au fisc, les marchandises seront passibles de la confiscation de la part du gouvernement chinois.

Art. 21. Les sujets chinois qui se seraient rendus coupables d'un acte criminel envers des sujets suédois et norwégiens seront arrêtés et punis par les autorités chinoises conformément aux lois de la Chine, et les sujets de Suède et Norwége qui auraient commis un crime quelconque en Chine seront jugés et punis seulement par le consul ou un autre fonctionnaire public de Suède et Norwége autorisé à cet effet et conformément aux lois de leur pays. Et afin de prévenir toute controverse et désaffection à cet égard, il sera rendu des deux parts une justice équitable et impartiale.

Art. 22. Des relations de paix et d'amitié étant établies par ce traité

entre les royaumes unis de Suède et Norwége et l'empire de la Chine, et les vaisseaux suédois et norwégiens étant admis à commercer librement dans les cinq ports de Chine ouverts au commerce étranger, il est convenu de plus que dans le cas où à une époque quelconque, dans la suite, la Chine se trouverait en guerre avec quelle nation que ce soit, et excluerait pour cette cause cette nation de l'entrée de ses ports, les vaisseaux des royaumes unis de Suède et Norwége n'en continueraient pas moins en paix et sécurité leurs opérations de commerce et à transporter des marchandises d'un port à l'autre des parties belligérantes, et la neutralité du pavillon des royaumes unis de Suède et Norwége serait pleinement respectée pourvu que ledit pavillon ne servît pas à protéger des vaisseaux employés au transport d'officiers et des soldats au service de l'ennemi ou ne fût pas frauduleusement employé à introduire des vaisseaux ennemis avec leurs cargaisons dans les ports de la Chine, car tous les vaisseaux qui auraient commis cette transgression seraient confisqués par le gouvernement chinois.

Art. 23. Les consuls de Suède et Norwége nommés dans chacun des cinq ports ouverts au commerce étranger feront un rapport annuel détaillé aux gouverneurs généraux de ces ports du nombre des vaisseaux appartenant aux royaumes unis de Suède et Norwége entrés et sortis desdits ports durant l'année, du montant de la valeur importée et exportée sur ces vaisseaux, pour être transmis à l'inspection du ministre des finances.

Art. 24. Si des sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwége avaient des motifs particuliers d'adresser une réclamation aux autorités chinoises locales, ils soumettront leur communication à leur consul ou à autre officier chargé de leurs affaires, pour savoir si le langage est convenable et respectueux, et l'affaire juste et fondée, dans quel cas il la transmettra aux autorités compétentes pour qu'elles l'examinent et agissent en conséquence. De même si des sujets chinois avaient des motifs particuliers d'adresser une réclamation au consul des royaumes unis de Suède et de Norwége, ils soumettront leur communication aux autorités locales de leur propre gouvernement pour savoir si le langage est respectueux et convenable, dans quel cas lesdites autorités la transmettront au consul ou au fondé de ses pouvoirs pour qu'il la prenne en considération et agisse en conséquence. Et si des différends s'élevaient entre les sujets de Sa Majesté le roi de Suède et Norwége et les sujets de la Chine qui ne pussent être réglés à l'amiable, ces différends seraient examinés et jugés conformément à la justice et à l'équité par les officiers publics des deux nations agissant conjointement.

Art. 25. Toutes les questions relatives aux droits des propriétés

et des personnes qui surgiront entre des sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége seront soumises à la juridiction de leur propre gouvernement et réglées par ses autorités. Et tous les différends s'élevant entre des sujets de Suède et Norwége et les sujets d'un autre gouvernement seront réglés par les traités existant entre la Suède et la Norwége et le gouvernement respectif sans aucune ingérence de la part de la Chine.

Art. 26. Les navires marchands suédois et norwégiens mouillés dans les eaux des cinq ports de la Chine ouverts au commerce seront sous la juridiction des officiers de leur propre gouvernement, qui, avec les maîtres et les propriétaires des bâtiments, en auront la direction sans aucun contrôle de la part de la Chine. Le gouvernement chinois ne sera pas tenu de donner réparation pour des injures faites à des citoyens ou au commerce de Suède et Norwége par une puissance étrangère quelconque. Mais si des navires marchands suédois et norwégiens sont pillés par des voleurs ou des pirates pèndant qu'ils se trouveront dans les eaux sur lesquelles le gouvernement chinois exerce sa juridiction, alors les autorités chinoises civiles et militaires, en recevant avis de ces faits, arrêteront lesdits voleurs ou pirates et les puniront conformément à la loi. Tous les objets qui auront été recouvrés seront remis en mains du consul le plus voisin ou de tout autre officier des royaumes unis de Suède et Norwége pour être remis par lui au véritable propriétaire. Toutefois, si, à raison de l'étendue du territoire et de la nombreuse population de la Chine, il arrivait dans quelques cas que les voleurs ne pussent être saisis ou les objets recouvrés en partie seulement, alors la loi aura son cours vis-à-vis des autorités locales (responsables), mais le gouvernement chinois ne donnera pas d'indemnité pour la propriété perdue.

Art. 27. Si des vaisseaux suédois et norwégiens faisaient naufrage ou échouaient sur les côtes de la Chine et venaient à être pillés ou à subir d'autres dommages, les officiers compétents du gouvernement, à la réception de l'avis de ces faits, prendront des mesures immédiates de secours et de sécurité; les personnes à bord recevront un traitement amical, elles seront mises en état de se rendre à celui des ports libres qui leur convient le mieux et recevront toutes les facilités pour obtenir des provisions de vivres et d'eau. Et si un vaisseau se trouvait forcé, de quelque manière que ce soit, à chercher refuge dans un autre port que les ports libres, les personnes à bord recevront semblablement un traitement amical et des moyens de sauvetage et de sécurité.

Art. 28. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, leurs vaisseaux et leurs propriétés ne seront soumis à aucune arrestation ou embargo; ils ne pourront être saisis ni détenus par force sous aucun

prétexte de service public, mais ils pourront toujours poursuivre leur commerce en paix sans troubles et sans entraves.

Art. 29. Les autorités locales du gouvernement chinois feront arrêter tous les mutins ou déserteurs des navires suédois et norvégiens en Chine et les remettront à leurs consuls pour être punis. Et si les criminels, sujets chinois, cherchaient un refuge dans les demeures ou à bord des vaisseaux appartenant à des sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, ils ne seront ni abrités ni cachés, mais ils seront remis entre les mains de la justice sur la réquisition faite par les officiers chinois de la localité à ceux des royaumes-unis de Suède et Norwége. Les négociants, marins et autres sujets de Suède et Norwége seront placés sous la surintendance des employés compétents de leur gouvernement. Si des individus appartenant à l'une des deux nations commettaient des actes de violence et de désordre, faisaient usage d'armes pour blesser d'autres personnes ou causaient des désordres mettant la vie en péril, les employés des deux gouvernements feront tous leurs efforts pour rétablir l'ordre et pour maintenir la paix publique en administrant justice impartiale.

Art. 30. Les autorités supérieures de Suède et Norwége et celles de la Chine, correspondront ensemble sur un pied d'égalité et dans la forme de communication mutuelle (*chau hwui*). Les consuls et employés locaux civils et militaires, correspondant ensemble, se serviront de même de la forme de communication mutuelle (*chau hwui*). Quand des employés inférieurs de l'un des gouvernements s'adresseront à des employés supérieurs de l'autre, ils le feront dans le style et la forme de mémoire (*shin chin*). Les personnes d'un caractère privé, s'adressant à des employés supérieurs emploieront le style de pétition (*pin ching*). En aucun cas, et d'aucun côté il ne sera permis de se servir de termes et d'un style offensant et irrespectueux. Et il est convenu, que sous aucun prétexte ni sous aucune forme des présents ne seront demandés à la Suède et à la Norwége par la Chine, ni à la Chine par la Suède et la Norwége.

Art. 31. Les communications du gouvernement de Suède et Norwége à la cour de la Chine, seront transmises par le commissaire impérial chargé de la surintendance concernant les nations étrangères avec la Chine ou par le gouverneur général de Liang-Kwang, celui de Min et Theh, ou celui de Liang-Kiang.

Art. 32. Toutes les fois que des vaisseaux de guerre de Suède et Norwége en croisière pour protéger le commerce des deux Royaumes arriveront à un port quelconque de la Chine, les commandants des navires et les autorités supérieures locales du gouvernement auront ensemble des rapports sur un pied d'égalité et de courtoisie, comme témoignage des relations amicales de leurs nations respectives. Et

lesdits vaisseaux de guerre jouiront de toutes les facilités convenables de la part du gouvernement chinois pour acheter des vivres, se procurer de l'eau, et séjourner si la circonstance l'exige.

Art. 33. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et Norwége, qui entreprendront un commerce clandestin avec des ports de Chine non ouverts au commerce étranger, ou qui feront le commerce de l'opium ou de toute autre article de contrebande seront passibles de la justice du gouvernement chinois sans avoir le droit d'invoquer l'entremise ou la protection de celui des Royaumes-unis, et le gouvernement de Suède et Norwége prendra des mesures pour empêcher que des sujets d'autres nations n'abusent de son pavillon pour couvrir la violation des lois de l'Empire.

Art. 34. Lorsque la présente convention aura été définitivement conclue, elle sera obligatoire pour les deux puissances et ses prescriptions ne seront point changées sans de graves motifs, mais comme la position de plusieurs des ports de la Chine ouverts au commerce étranger est différente, l'expérience peut démontrer que certaines modifications peu importantes seraient utiles en ce qui concerne le commerce et la navigation. Dans ce cas, les deux gouvernements, à l'expiration du terme de douze ans à dater de ladite convention, traiteront amiablement des modifications désirées par l'entremise de personnes capables nommées pour conduire cette négociation.

Suit le tarif.

Les signatures.

Traité conclu le 1^{er} juin 1858, à Tien-Tsin, entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Bogdykan de Chine.

Nous Alexandre II, par la grâce de Dieu, Empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc., savoir faisons a qui il appartient que ce 1^{er} juin 1858, dans la ville chinoise de Tien-Tsin, entre Notre Majesté Impériale et Sa Majesté le Bogdykan de Chine, par l'entremise des plénipotentiaires des deux cours, a été conclu un traité composé de douze articles et disant textuellement ceci :

Sa Majesté l'Empereur et autocrate de toutes les Russies et sa Majesté le Bogdykan de l'Empire de Daïtsine, reconnaissant indispensable de déterminer de nouveau les relations réciproques entre la Chine et la Russie et d'établir de nouvelles dispositions dans l'intérêt des deux Empires, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le commissaire impérial en Chine, commandant des forces de mer dans l'Océan Oriental, l'aide

de camp général, vice-amiral comte Euthyme Poutiatine, et Sa Majesté le Bogdykhan de Daïtsine le Da-sio-chi (homme d'État) de la division orientale de ses États, directeur des affaires de la chambre criminelle, le haut dignitaire Gyï-Liane et le haut dignitaire Khouachène, président de la chambre d'inspection de ses États, chef divisionnaire de l'armée de ligne, de l'étendard bleu avec franges.

Les plénipotentiaires susnommés, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs gouvernements, se sont accordés à établir les articles suivants :

Art. 1^{er}. Par le traité actuel sont confirmées la paix et l'amitié existant de tout temps entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Bogdykhan de Daïtsine et leurs sujets respectifs.

La sécurité personnelle et l'inviolabilité de la propriété des Russes habitant en Chine et des Chinois se trouvant en Russie seront toujours placées sous la protection et la défense des gouvernements des deux Empires.

Art. 2. Le droit antérieur de la Russie d'envoyer des ambassadeurs à Pékin, chaque fois que le gouvernement russe le juge nécessaire, est de nouveau confirmé.

Les rapports entre le chef de l'Empire russe et celui de l'Empire chinois devront s'exercer non par l'entremise du Sénat d'une part, et de l'autre du li-san-iouan, comme cela se faisait antérieurement, mais par celle du ministre des affaires étrangères de Russie et du doyen du conseil suprême de l'Empire (Tszoun-Tszisthou) ou du premier ministre, sur le pied d'une parfaite égalité.

La correspondance ordinaire entre les personnes susnommées aura lieu par l'entremise des fonctionnaires des frontières. Lorsque la nécessité se présentera d'envoyer un papier pour affaire très-importante, un fonctionnaire spécial pourra être nommé pour le porter dans la capitale ou pour entrer dans des explications au sujet de l'affaire avec les membres du Conseil d'État ou le premier ministre ; dès son arrivée ce fonctionnaire remettra le papier par l'intermédiaire du président de la chambre des cérémonies (li-bou).

Une parfaite égalité sera pareillement observée dans la correspondance ou dans les entrevues des envoyés russes ou des ministres plénipotentiaires avec les membres du Conseil d'État, avec le ministre de la cour de Pékin et avec le gouverneur général des provinces ou du littoral. C'est sur le même pied que seront établies les relations entre les gouverneurs généraux des provinces frontières et les autres fonctionnaires des confins respectifs des deux Empires.

Si le gouvernement russe trouvait nécessaire de nommer un ministre plénipotentiaire pour habiter dans un des ports ouverts, ce

ministre devrait se régler dans ses relations tant verbales qu'épistolaires avec les autorités locales et les ministres de la cour de Pékin sur les règles générales actuellement établies pour toutes les nations étrangères.

Les envoyés russes peuvent suivre pour se rendre à Pékin, ou la route de Kiakhta par l'Ourga, ou celle de Daga à l'embouchure de la rivière de Khai-Khé (Peï-Ho), ou un autre chemin à partir des autres villes ou ports de Chine ouverts aux étrangers. Sur un avis préalable, le gouvernement chinois s'engage à prendre immédiatement les mesures tant pour la rapidité et la commodité du voyage de l'envoyé et de sa suite que pour l'accueil honorifique auquel ils ont droit dans les villes, et pour ce qui concerne leur logement et le matériel de toute espèce qui pourrait leur être nécessaire.

Les dépenses relatives à ces divers objets sont à la charge du gouvernement russe, et non du gouvernement chinois.

Art. 3. Le commerce de la Russie avec la Chine peut désormais s'opérer non-seulement par voie de terre dans les localités frontières antérieurement désignées, mais aussi par mer. Les bâtiments marchands russes peuvent aborder, à cet effet, dans les ports suivants : Schang-Kaï (Shang-haï), Nimbo (Ning-po), Foutsch-joou-fou (Fou-schowfoo), Sia-myn (Amoy), Gouandoun (Canton), Taï-wam-fou (Taiwan-foo) sur l'île Formose, Tsun-tchjou (Kiun-chow) sur l'île Khaïnan et dans les autres localités ouvertes au commerce étranger.

Art. 4. Pour le commerce par voie de terre, il n'existera désormais aucune restriction relative au nombre des personnes qui y participent, à la quantité des marchandises apportées ou du capital mis en circulation.

Pour le commerce de mer et tous les détails de ces opérations, tels que la présentation de la déclaration relative aux marchandises importées, le paiement de la taxe de l'ancrage, les droits de douane conformes aux tarifs en vigueur, etc., les bâtiments marchands russes devront se conformer aux dispositions générales qui régissent le commerce étranger dans les ports de la Chine.

En cas de contrebande, les Russes sont exposés à la confiscation des marchandises débarquées.

Art. 5. Dans chacun des ports précités, le gouvernement russe a le droit de nommer des consuls selon son désir.

Pour maintenir l'ordre parmi les sujets russes résidant dans les ports ouverts de la Chine, ainsi que l'autorité des consuls, il peut envoyer dans ces ports des bâtiments de guerre.

L'ordre des relations entre les consuls et les autorités locales, la dispensation des terrains propres à la construction des églises, des maisons et des magasins de dépôt, l'achat de terres aux Chinois par les

Russes par accord mutuel, et d'autres objets analogues concernant la compétence des consuls, auront lieu sur le pied des règles générales en vigueur dans l'empire chinois concernant les étrangers.

Art. 6. Dans le cas où un bâtiment de guerre ou marchand russe viendrait à faire naufrage sur les côtes de la Chine, les autorités locales sont tenues de procéder immédiatement au sauvetage des naufragés, du matériel, de la cargaison, et du navire lui-même. Ils doivent également prendre toutes les mesures pour que les naufragés, leurs biens et la cargaison parviennent au plus prochain port ouvert au commerce où se trouve un consul russe ou un agent d'une nation quelconque amie de la Russie ou bien à la frontière, si cela peut se faire plus commodément. Les dépenses qu'occasionnera tout le sauvetage des hommes et de la cargaison seront remboursées ensuite, d'après les dispositions prises par le gouvernement russe.

Dans le cas où des navires de guerre ou marchands russes se verraient forcés, pendant le cours de la navigation près des côtes de la Chine, de réparer des avaries, de faire provision d'eau et de vivres frais, ils pourront entrer à cet effet dans les ports de Chine qui ne sont pas ouverts au commerce et acheter tout ce qui leur serait nécessaire à des prix volontairement débattus et sans aucun empêchement de la part des autorités locales.

Art. 7. L'examen des affaires litigieuses entre les sujets russes et chinois dans les endroits ouverts au commerce ne peut s'exercer par l'autorité chinoise qu'à la condition de s'entendre avec le consul russe ou avec le représentant du gouvernement russe en cet endroit. Dans le cas où un Russe serait accusé d'un délit ou d'un crime quelconque, il serait jugé par la loi russe; de même les sujets chinois, en cas de délit ou d'attentat à la vie ou à la propriété des Russes, seront jugés et punis d'après les lois de leur pays.

Les sujets russes qui ont pénétré dans l'intérieur de la Chine et qui y ont commis quelques délits ou crimes doivent être conduits, pour être jugés et punis selon la loi russe, à la frontière ou dans l'un des ports ouverts où réside un consul russe.

Art. 8. Le gouvernement chinois reconnaissant que l'enseignement chrétien aide à l'établissement de l'ordre et de la concorde parmi les hommes, s'engage, non-seulement à ne pas poursuivre ses sujets pour l'exercice des devoirs de la foi chrétienne, mais encore à les protéger à l'égard de ceux qui professent les autres croyances tolérées dans le Céleste-Empire.

Reconnaissant les missionnaires chrétiens pour de bonnes gens qui ne poursuivent pas leur propre intérêt, le gouvernement chinois leur permet de répandre la foi chrétienne parmi ses sujets et ne s'opposera pas à ce qu'ils pénètrent dans l'intérieur de l'Empire, dans tous les

endroits ouverts. A cet effet, un nombre déterminé de missionnaires sera muni de certificats délivrés par les consuls russes ou par les autorités des provinces frontières.

Art. 9. Les parties non déterminées des frontières entre la Chine et la Russie seront sans délai étudiées sur les lieux, par des délégués des deux Empires, et la convention qui sera conclue entre eux relativement à la ligne frontière formera un article additionnel au présent traité. Après la détermination des frontières, il sera fait une description exacte et il sera dressé des cartes des localités limitrophes, lesquelles serviront à l'avenir aux deux gouvernements de documents irrécusables pour ce qui concerne les frontières.

Art. 10. Au lieu de résider à Pékin, selon l'ancienne coutume, pendant un délai déterminé, chacun des membres de la mission religieuse russe, peut selon la convenance de l'autorité suprême, retourner en Russie par Kiakhta ou toute autre route; en tout temps et à la place des membres sortants, d'autres peuvent être désignés pour la mission de Pékin.

Toutes les dépenses pour l'entretien de la mission seront désormais à la charge du gouvernement russe et le gouvernement chinois est complètement déchargé des dépenses qui lui incombait jusqu'à présent à cet égard.

Les dépenses occasionnées par le voyage des membres de la mission, des courriers et des autres personnes envoyées par le gouvernement russe de Kiakhta ou des ports ouverts de Chine à Pékin et vice versa seront à la charge de la Russie. Les autorités locales chinoises seront tenues de leur côté de concourir par tous les moyens au transport rapide et commode de toutes les personnes susnommées au lieu de leur destination.

Art. 11. Pour la régularité des rapports entre les gouvernements russe et chinois, ainsi que pour le service de la mission religieuse à Pékin, il est établi une communication de poste accélérée (lehkaïa potchta) mensuelle entre Kiakhta et Pékin. Le courrier chinois partira chaque mois à un jour déterminé de Pékin et de Kiakhta, et doit en quinze jours transmettre les dépêches et les lettres qui lui sont confiées dans l'un et l'autre des endroits précités. En outre, chaque trois mois (quatre fois par an), il y aura une communication postale par roulage (tiafelaïa potchta) de Kiakhta à Pékin et vice versa, transportant des colis et des effets, qui devra accomplir le trajet en un mois.

Toutes les dépenses pour l'expédition de la poste accélérée comme du roulage seront supportées par moitié par les gouvernements russe et chinois.

Art. 12. Tous les droits et privilèges politiques, commerciaux et au-

tres qui pourront dans la suite être concédés par le gouvernement chinois aux nations les plus favorisées seront acquis également à la Russie sans qu'il soit besoin de la part de cette dernière, de pourparlers à cet effet.

Ce traité est actuellement confirmé par Sa Majesté le Bogdykhan de Daïtsine, et après sa confirmation par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

L'échange des ratifications aura lieu à Pékin, dans une année ou avant, si faire se peut. Actuellement seront échangées les copies de traités en langues russe, mantchoue et chinoise, revêtues des signatures et des sceaux des plénipotentiaires des deux Empires, et le texte mantchou sera pris pour base dans la discussion du sens de chaque article.

Toutes les dispositions de ce traité seront observées dorénavant par les deux parties contractantes fidèlement et inviolablement.

Conclu et signé dans la ville de Tien-Tsin le 1^{er}/13 juin de l'an 1858 de la naissance du Christ, le quatrième du règne de l'Empereur Alexandre II.

Ont signé : COMTE EUTHYME POUTIATINE, GYI-LIANE,
KHOUACKENE.

Après examen suffisant du traité ci-dessus, nous l'avons confirmé et confirmons, nous l'avons ratifié et ratifions dans toute son étendue, donnant notre parole impériale pour nous et pour nos héritiers que tout ce qui est établi par ce traité sera observé et accompli par nous invariablement; en foi de quoi, après avoir opposé la ratification de notre propre main, nous l'avons fait confirmer par notre sceau impérial.

Donné à Moscou, le.... août 1858, la quatrième année de notre règne.

Signé : ALEXANDRE.

Contre-signé : PRINCE GORTSCHAKOFF,
ministre des affaires étrangères.

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, conclu le 18 juin 1858; ratifié par les États-Unis le 21 décembre 1858; promulgué par le président, le 26 janvier 1860¹.

Les États-Unis d'Amérique et l'empire des Ta-Tsing désirant maintenir une amitié ferme, durable et sincère, ont résolu de renouveler

1. L'échange des ratifications a eu lieu le 16 août 1859 à Peitsang.

d'une manière claire et positive, au moyen d'un traité ou d'une convention générale de paix, amitié et commerce, les règles qui seront observées à l'avenir mutuellement dans les rapports des deux pays. Pour atteindre ce but très-désirable, le Président des États-Unis et l'auguste souverain de la Chine ont nommé comme plénipotentiaires, à savoir : le Président des États-Unis d'Amérique, William B. Reed, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Chine, et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, Kweiliang, membre du conseil privé et surintendant du bureau des châtiments, et Hwashana, président du bureau de l'office civil et major général de la division de la Bannière bleue de l'armée chinoise, tous deux commissaires impériaux et plénipotentiaires, et lesdits ministres, en vertu des pleins pouvoirs qu'ils ont reçus de leurs gouvernements, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, ainsi qu'il y a toujours eu, paix et amitié entre les États-Unis de l'Amérique et l'Empire de Ta-Tsing et entre leurs peuples respectifs. Aucun d'eux n'insultera ni n'opprimera l'autre pour une cause légère de façon à amener de l'éloignement entre eux, et si une autre nation quelconque devait agir d'une manière injuste et oppressive, les États-Unis, après avoir été instruits du fait, feront tous leurs efforts pour amener, par leurs bons offices, un arrangement amiable de la question, témoignant ainsi de leurs bons sentiments.

Art. 2. Afin de perpétuer l'amitié, le présent traité, après les ratifications intervenues de la part du Président sur l'avis et le consentement du Sénat des États-Unis et de la part de l'Empereur de la Chine, sera conservé et gardé comme suit : Le traité original, tel qu'il aura été ratifié par le Président des États-Unis, sera déposé à Pékin, la capitale de Sa Majesté l'Empereur de la Chine, sous la garde du conseil privé, et l'original, tel qu'il aura été ratifié par Sa Majesté l'Empereur de la Chine, sera déposé à Washington, la capitale des États-Unis, sous la garde du secrétaire d'État.

Art. 3. Afin que le peuple des deux pays ait connaissance des règles du présent traité et puisse s'y conformer immédiatement après l'échange des ratifications, les États-Unis d'Amérique conviennent de le proclamer et de le publier par proclamation dans les gazettes dans lesquelles les lois des États-Unis d'Amérique sont publiées par l'autorité, et l'Empereur de la Chine, immédiatement après l'échange des ratifications, convient de le publier immédiatement dans la capitale et par les gouverneurs de toutes les provinces.

Art. 4. De plus, afin de perpétuer l'amitié, le ministre ou le commissaire ou le représentant diplomatique le plus élevé des États-Unis d'Amérique en Chine, aura en tout temps le droit de correspondre

dans les termes d'une parfaite égalité et confiance avec les membres du conseil privé de la capitale ou avec le gouverneur général des deux Kwangs, des provinces de Fukien et Chehkiang, et des deux Kiang, et chaque fois qu'il voudra avoir une pareille correspondance avec le conseil privé de la capitale, il aura le droit de l'envoyer soit par un des susdits gouverneurs généraux, soit par la poste publique, et toutes ces communications seront envoyées sous sceau, lequel sera soigneusement respecté. Le conseil privé et les gouverneurs généraux, comme la chose se présentera, prendront promptement et respectueusement connaissance de ces communications.

Art. 5. Le ministre des États-Unis d'Amérique en Chine, chaque fois que l'affaire le requerra, aura le droit de visiter et de séjourner dans la capitale de Sa Majesté l'Empereur de la Chine et d'y conférer avec un membre du conseil privé ou avec tout autre haut fonctionnaire de rang égal, député dans ce but au sujet des affaires d'un intérêt et d'un avantage commun. Ces visites n'excéderont pas une chaque année, et les affaires seront terminées sans aucun délai inutile. Il lui sera permis d'aller par terre ou de se rendre à l'embouchure du Pei-Ho, dans lequel il n'introduira pas de vaisseaux de guerre, et il informera les autorités de cet endroit afin que des bateaux lui soient fournis pour faire son voyage. Il ne devra pas tirer parti de cette clause pour demander de visiter la capitale dans des occasions sans importance. Chaque fois qu'il désirera se rendre à la capitale, il communiquera son intention par écrit au bureau des rites de la capitale, et là-dessus ledit bureau donnera les directions nécessaires pour faciliter son voyage et lui donner la protection et le respect nécessaires sur sa route. Après son arrivée dans la capitale, il lui sera fourni une résidence convenable préparée pour lui; il payera ses dépenses, et sa suite entière n'excédera pas vingt personnes non compris celle composée de Chinois dont aucun ne sera engagé dans le commerce.

Art. 6. Si, à une époque quelconque, Sa Majesté l'Empereur de la Chine permet, soit par un traité volontairement conclu, soit par toute autre raison, au représentant d'une nation amie quelconque de résider dans la capitale pour un temps court ou long, alors, sans aucune consultation ultérieure ou permission expresse, le représentant des États-Unis en Chine aura le même privilège.

Art. 7. Les autorités supérieures des États-Unis et de la Chine, en correspondant entre elles, le feront sur le pied de l'égalité et dans la forme d'une mutuelle communication (*chanhwui*). Les consuls et les officiers locaux civils et militaires, en correspondant ensemble, emploieront pareillement le style et la forme de mutuelle communication (*chanhwui*); quand des fonctionnaires ou employés inférieurs de l'un des gouvernements s'adressera à un fonctionnaire supérieur de l'autre

gouvernement, ils le feront dans le style et sous la forme de mémoire (*shin-chin*). Les particuliers, en s'adressant à des fonctionnaires supérieurs, emploieront la formule de pétition (*pin-ching*). Dans aucun cas, il ne sera souffert aucune expression ou formule offensante ou irrespectueuse pour l'une ou l'autre des parties. Et il est convenu qu'aucun présent sous quelque prétexte ou forme que ce puisse être, ne sera jamais demandé des États-Unis par la Chine ou de la Chine par les États-Unis.

Art. 8. Dans tous les rapports futurs entre les représentants des États-Unis d'Amérique et les gouverneurs généraux ou gouverneurs, les entrevues auront lieu à la résidence officielle ou temporaire desdits fonctionnaires ou à la résidence du représentant des États-Unis d'Amérique, comme il sera convenu entre eux à ce sujet, et ils ne prendront aucun prétexte pour décliner ces entrevues. Les affaires courantes seront discutées par correspondance, de façon à ne pas causer le dérangement d'une réunion personnelle.

Art. 9. Chaque fois que des vaisseaux de guerre des États-Unis d'Amérique, en croisière le long des côtes et devant les ports ouverts au commerce dans le but de protéger le commerce de leur pays ou pour l'avancement de la science, arriveront à ou près d'un port quelconque de la Chine, les commandants desdits navires et les autorités locales supérieures du gouvernement, auront, si cela est nécessaire, des rapports sur un pied d'égalité et de courtoisie, en témoignage des relations d'amitié existant entre leurs nations respectives et lesdits bâtiments jouiront de toutes les facilités convenables de la part du gouvernement chinois pour se procurer des vivres ou autres provisions et faire les réparations nécessaires. Et les États-Unis d'Amérique conviennent que, dans le cas où un navire américain ferait naufrage et viendrait à être pillé par des pirates, ou dans le cas où, sans qu'il y eût naufrage, un navire américain serait pillé et capturé par des pirates dans les eaux touchant les côtes, les bâtiments de guerre américains (*national vessels*) pourront poursuivre lesdits pirates, et, s'ils s'emparent d'eux, ils les livreront aux autorités pour être jugés et punis.

Art. 10. Les États-Unis d'Amérique auront le droit de nommer des consuls ou autres agents commerciaux pour la protection du commerce, qui résideront dans les lieux de la domination chinoise que l'on sera convenu d'ouvrir. Ils entretiendront des rapports officiels et correspondront avec les fonctionnaires locaux du gouvernement chinois (le consul ou vice-consul en charge prenant rang d'intendant (*intendant of circuit*) ou de préfet) soit personnellement, soit par écrit, selon que les circonstances l'exigeront, sur un pied d'égalité et de respect réciproques. Et les consuls et les fonctionnaires locaux emploieront le style de communication mutuelle. Si les fonctionnaires

de l'une des nations sont traités d'une manière irrespectueuse ou lésés d'une façon quelconque par les autres autorités, ils auront le droit de faire des représentations à ce sujet aux fonctionnaires supérieurs du gouvernement que cela concerne, lesquels verront à ce qu'une enquête complète et justice stricte soient faites immédiatement. Et lesdits consuls et agents éviteront soigneusement tous les actes d'offense envers les fonctionnaires et le peuple chinois. Après l'arrivée d'un consul dûment autorisé dans un port quelconque de la Chine, le ministre des États-Unis devra notifier cette arrivée au gouverneur général de la province dans laquelle se trouve le port qui reconnaîtra aussitôt ledit consul et lui accordera l'autorisation d'agir.

Art. 11. Tous les citoyens des États-Unis d'Amérique en Chine, s'occupant paisiblement de leurs affaires, étant placés sur un pied commun d'amitié et de bon vouloir avec les sujets chinois, jouiront pour eux-mêmes et pour chaque chose à eux appartenant, de la protection des autorités locales du gouvernement qui les défendra contre toute insulte ou injure de quelque nature qu'elle puisse être. Si leurs habitations ou leurs propriétés étaient attaquées par la populace, des incendiaires ou autres personnes violentes et sans frein, les autorités locales, sur la réquisition du consul, expédieront immédiatement une force militaire pour disperser les émeutiers, s'emparer des individus coupables et les punir avec la dernière rigueur de la loi ; les sujets chinois coupables d'un crime quelconque contre les citoyens des États-Unis, seront punis par les autorités chinoises conformément aux lois chinoises, et les citoyens des États-Unis qui, soit à terre, soit sur un vaisseau marchand, auront insulté, inquiété, blessé la personne ou lésé la propriété d'un Chinois, ou commis tout autre acte inconvenant en Chine, seront punis seulement par le consul ou autre fonctionnaire public à ce autorisé, conformément aux lois des États-Unis. Les arrestations aux fins de procéder au jugement seront faites soit par les autorités chinoises soit par celles des États-Unis.

Art. 12. Les citoyens des États-Unis résidant ou séjournant dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, seront autorisés à acheter des maisons d'habitation ou des terrains propres au commerce, ou de louer des terrains pour y construire des maisons, des hôpitaux, des églises et des cimetières. Les parties intéressées fixeront le prix de louage d'un commun et équitable accord ; les propriétaires d'un côté ne demanderont pas un prix exorbitant, et les autorités n'interviendront pas, à moins que quelques objections ne soient faites de la part des habitants relativement à l'emplacement. Les frais légaux seront payés aux fonctionnaires pour l'apposition de leur sceau. Les citoyens des États-Unis n'insisteront pas d'une manière déraisonnable sur certains points, mais chaque partie se conduira avec justice et mo-

dération. Une profanation quelconque des cimetières par des sujets chinois sera punie sévèrement conformément à la loi. Aux lieux d'ancrage des vaisseaux des États-Unis, ou bien ceux où leurs concitoyens résident, les négociants, marins ou autres personnes pourront aller et venir librement dans le voisinage immédiat; mais afin de conserver la paix publique, ils ne pourront pas se rendre dans l'intérieur du pays, dans les villages et les marchés publics dans le but d'y vendre leurs marchandises contrairement à la loi et en fraudant le fisc.

Art. 13. Si un navire quelconque des États-Unis venait à faire naufrage ou à être jeté sur les côtes de Chine et qu'il fût livré au pillage ou exposé à d'autres dommages, les propres officiers du gouvernement, en recevant connaissance du fait, adopteront immédiatement des mesures pour lui porter secours et pourvoir à sa sûreté, et les personnes du bord seront traitées amicalement et mises à même de rejoindre immédiatement le port le plus rapproché et elles jouiront de toutes les facilités pour obtenir les fournitures de provisions de bouche et d'eau. Si un navire marchand des États-Unis, pendant qu'il est dans les eaux sur lesquelles le gouvernement chinois exerce sa juridiction, était pillé par des voleurs ou des pirates, alors les autorités locales chinoises civiles et militaires, en recevant connaissance de ce fait, arrêteront lesdits voleurs ou pirates et les puniront conformément à la loi et feront en sorte que tous les objets recouvrés soient rendus aux propriétaires ou remis entre les mains du consul. Si, à raison de l'étendue du territoire et de la nombreuse population de la Chine, il arrivait parfois que les voleurs ne fussent pas saisis et que les objets fussent seulement recouvrés en partie, le gouvernement chinois n'indemniserait pas pour les marchandises perdues; mais s'il était prouvé que les autorités locales ont été en collusion avec les voleurs, la chose sera communiquée aux autorités supérieures qui rendront compte à l'Empereur (*the Throne*) et ces officiers seront sévèrement punis et leurs propriétés confisquées pour rembourser les pertes.

Art. 14. Les citoyens des États-Unis sont autorisés à fréquenter les villes et ports de Canton et Chan-Chan ou Swatan dans la province de Kwang-Tung, Amoy, Fuh-Chau et Taiwan à Formose dans la province de Fuh-Kien, Ning-po dans la province de Cheh-Kiang, et Shanghai dans la province de Kiang-Su et tout autre port ou lieu ouvert au commerce dans la suite par traité conclu avec d'autres puissances ou avec les États-Unis, d'y résider avec leurs familles, d'y faire le négoce, et de se rendre avec leurs navires et marchandises selon leur convenance de l'un à l'autre de ces ports. Mais lesdits bâtiments ne pourront pas se livrer, dans d'autres ports de la Chine ou le long des

côtes de ce pays, à un commerce clandestin et frauduleux qui n'aurait pas été déclaré être légal, et si un bâtiment quelconque sous pavillon américain contrevenait à cette défense, il serait passible de la confiscation par le gouvernement chinois, et tout citoyen des États-Unis qui fera le commerce d'un article quelconque de contrebande, n'aura affaire qu'au gouvernement chinois sans avoir droit à aucune faveur ou protection de la part des États-Unis. Et les États-Unis prendront des mesures pour que les sujets d'autres nations n'abusent pas de leur pavillon dans le but de couvrir la violation des lois de l'Empire.

Art. 15. Dans chacun des ports ouverts au commerce, les citoyens des États-Unis sont autorisés à importer des marchandises d'outremer, à y vendre, acheter, et à en exporter toutes les marchandises dont l'importation ou l'exportation n'est pas prohibée par les lois de l'Empire. Le tarif des droits qui sera payé par les citoyens des États-Unis, lors de l'exportation et de l'importation de marchandises venant de la Chine ou transportées en Chine sera le même que celui convenu par le traité de Vanghia, excepté en tant qu'il sera modifié par des traités avec d'autres nations, étant expressément convenu que les citoyens des États-Unis ne payeront jamais des droits plus élevés que ceux payés par la nation la plus favorisée.

Art. 16. Les droits de tonnage seront acquittés par tout vaisseau marchand appartenant aux États-Unis à son entrée dans les ports ouverts à raison de quatre maces par tonne de quarante pieds cubes, s'il est de la charge de plus de cent cinquante tonneaux, et d'une mace par tonne s'il est de la charge de cent cinquante tonneaux ou au-dessous, conformément au tonnage spécifié sur son registre. Celui-ci sera après l'arrivée, remis avec les autres papiers de bord au consul qui en fera rapport au commissaire des douanes. Et si un vaisseau quelconque, ayant acquitté le droit de tonnage, veut se rendre dans un autre port pour compléter sa cargaison ou, étant sur lest, afin d'acheter cargaison entière, ou compléter ce qui y manque, le consul en fera rapport au commissaire des douanes qui notera sur le congé du port que les droits de tonnage ont été payés, et il donnera avis aux percepteurs des droits des autres douanes. Dans ce cas ledit bâtiment payera seulement le droit sur son chargement, et ne sera pas tenu de payer le droit de tonnage une seconde fois. Les percepteurs des droits de douane dans les ports ouverts s'entendront avec les consuls au sujet de la construction de phares et fanaux, et des endroits où devront être placées les bouées de sauvetage et les phares flottants.

Art. 17. Les citoyens des États-Unis auront le droit d'engager des pilotes pour faire entrer leurs vaisseaux dans le port, et, lorsqu'ils auront acquitté les droits légaux, aussi pour sortir du port. Il sera aussi dans leur droit de louer selon leur convenance des domestiques,

des compradors, des linguistes, des écrivains, des laboureurs, des marins, et d'autres personnes pour quelque service nécessaire que ce soit, ainsi que des barques de charge et de passage contre une rémunération raisonnable, convenue par les parties ou déterminée par le consul.

Art. 18. Chaque fois qu'un vaisseau marchand des États-Unis entrera dans un port, le percepteur des droits de la douane pourra, s'il le juge convenable, désigner des employés des douanes pour garder lesdits navires, lesquels pourront s'établir à bord du bâtiment ou rester sur leurs propres barques à leur convenance. Les autorités locales du gouvernement chinois s'empareront de tous les mutins ou déserteurs des vaisseaux des États-Unis en Chine après avoir reçu les informations par le consul, et ils les livreront aux consuls ou autres fonctionnaires pour être punis. Et si des criminels, sujets chinois, cherchent un refuge dans les maisons ou bien à bord des navires des États-Unis, ils seront livrés à la justice, à la requête dûment adressée par les fonctionnaires locaux chinois à ceux des États-Unis. Les négociants marins, et autres citoyens des États-Unis sont placés sous la surintendance des fonctionnaires compétents de leur gouvernement. Si des individus de l'une des deux nations commettent des actes de violence ou de désordre, se servent d'armes, pour en maltraiter d'autres personnes, ou causer des troubles qui mettent la vie en danger, les fonctionnaires des deux gouvernements feront tous leurs efforts pour rétablir l'ordre et pour maintenir la paix publique en exerçant sur-le-champ une justice impartiale.

Art. 19. Chaque fois qu'un vaisseau marchand appartenant aux États-Unis aura mouillé dans l'un desdits ports, le subrécargue, le patron, ou le consignataire déposeront dans les quarante-huit heures les papiers de bord entre les mains du consul ou de la personne chargée de ses fonctions qui fera au surintendant des douanes un rapport véridique du nom et du tonnage du navire, du nombre de ses hommes d'équipage, de la nature de sa cargaison, sur quoi le surintendant accordera la permission de débarquement. Et si le patron, le subrécargue ou le consignataire déchargent la cargaison sans cette permission, ils encourront une amende de 500 dollars et les marchandises débarquées sans permission seront passibles de la confiscation par le gouvernement chinois. Mais si le patron d'un navire quelconque dans le port, désire décharger une partie de sa cargaison, il sera autorisé à le faire en acquittant les droits sur cette part seulement, et à se rendre avec le reste dans un autre port. Ou si le patron le désire, il pourra dans les quarante-huit heures après l'arrivée du navire, mais pas plus tard, décider de repartir sans rompre charge, dans ce cas il ne sera pas obligé de payer le droit de tonnage ou autres droits, ou rede-

vances, jusqu'à ce qu'après son arrivée dans un autre port, il ait procédé au déchargement de la cargaison. Alors il acquittera les droits sur le navire et la cargaison, conformément à la loi. Et les droits de tonnage seront dus après l'expiration desdites quarante-huit heures. Dans le cas de l'absence du consul ou de la personne chargée de ses fonctions, le capitaine ou le subrécargue du navire s'adresseront au consul d'une puissance amie, où, si cela lui plaît, directement au surintendant des douanes qui fera tout ce qui est requis pour expédier les affaires du navire.

Art. 20. Le surintendant des douanes afin de percevoir les droits convenables désignera, après la communication à lui faite par le consul, des employés capables qui procéderont en présence du capitaine, du subrécargue, ou du consignataire à une estimation juste et équitable de toutes les marchandises lors du débarquement des marchandises destinées à l'importation et lors du chargement de celles destinées à l'exportation, à bord d'un vaisseau marchand des États-Unis. Et s'il s'élevait une discussion au sujet de la valeur des marchandises soumises à un droit *ad valorem* ou du montant de la taxe; et que ce désaccord ne pût être arrangé d'une manière satisfaisante par les parties, la question sera soumise dans les vingt-quatre heures et non plus tard audit consul pour qu'il s'entende avec le surintendant des douanes.

Art. 21. Si les citoyens des États-Unis qui ont pu importer des marchandises dans l'un ou l'autre des ports libres de Chine et y ont payé le droit, désirent réexporter ces mêmes marchandises en totalité ou en partie à l'un ou à l'autre desdits ports, ils seront autorisés à en prévenir, par l'entremise du consul, le surintendant des douanes, qui, dans le but de prévenir toute fraude concernant le fisc, fera examiner l'affaire par des employés compétents pour voir si les droits payés sur les marchandises, telles qu'elles ont été enregistrées sur les livres de la douane, correspondent avec la déclaration faite et si les marchandises conservent leurs marques originelles sans changement. Ces employés mentionneront sur le congé de port lesdites marchandises et le montant des droits payés, et ils remettront le congé de port ainsi annoté au négociant en même temps qu'ils certifieront les faits aux officiers de la douane des autres ports. Tout étant ainsi réglé, à l'arrivée dans le port du bâtiment sur lequel les marchandises sont chargées, et chaque chose ayant été à la vérification trouvée conforme, le navire sera autorisé à rompre charge sans être assujéti au paiement d'un droit additionnel. Mais, si à la vérification, le surintendant des douanes venait à découvrir quelque fraude préjudiciable au fisc, alors les marchandises seraient passibles de la confiscation au profit du gouvernement chinois. Les grains étrangers et le riz apportés dans

un port de Chine par un navire des États-Unis pourront être réexportés sans difficulté si on n'en a rien débarqué.

Art. 22. Le droit de tonnage sur les vaisseaux appartenant aux citoyens des États-Unis sera payé sur le permis d'entrée dans le port. Les droits d'importation seront payés à la décharge des marchandises, et les droits d'exportation en les chargeant. Quand tous ces droits auront été payés et non avant, le percepteur des droits de la douane délivrera un congé de port et le consul renverra les papiers de bord. Les droits pourront être payés aux employés autorisés à cet effet par le gouvernement chinois pour les recevoir. Les droits seront payés et reçus soit en sycee argent, soit en monnaie étrangère au taux de l'escompte du jour. Si le consul permet au navire de quitter le port avant que les droits et le tonnage aient été payés, il en sera tenu responsable.

Art. 23. Lorsque des marchandises à bord d'un vaisseau marchand des États-Unis mouillé dans un port, devront être transbordées sur un autre vaisseau, communication en sera faite au consul qui rendra compte de la circonstance au surintendant des douanes. Celui-ci désignera des employés pour examiner les faits, et permettre le transbordement. Et si quelques marchandises étaient transbordées sans permission écrite, elles seront passibles de la confiscation par le gouvernement chinois.

Art. 24. Quand des dettes seront dues par des Chinois à des citoyens américains, ces derniers devront chercher justice d'après les voies légales. Des représentations convenables ayant été faites par le consul aux autorités locales, celles-ci examineront l'affaire sur-le-champ comme elle doit l'être et feront les démarches nécessaires pour donner satisfaction. Et si des citoyens des États-Unis sont débiteurs de sujets chinois, ces derniers chercheront réparation par l'entremise du consul par la voie de représentation, ou par voie de procès auprès de la cour consulaire, mais aucun des deux gouvernements ne sera tenu pour responsable de pareilles dettes.

Art. 25. Ce sera une chose légale pour les fonctionnaires et les citoyens des États-Unis d'employer des savants et des gens du peuple de quelque partie de la Chine que ce soit, sans distinction de personnes, pour enseigner l'une ou l'autre des langues de l'Empire et pour les aider dans leurs travaux littéraires. Et les personnes ainsi employées ne pourront être pour cette cause exposées à aucun préjudice soit de la part du gouvernement, soit de celle des particuliers, et il sera également permis aux citoyens des États-Unis d'acheter toute espèce de livres en Chine.

Art. 26. Les relations de paix et d'amitié entre les États-Unis et la Chine étant établies par ce traité et les navires des États-Unis étant

admis à commercer librement dans les ports ouverts au commerce étranger et de chacun de ces ports aux autres ports indistinctement, il est de plus convenu que, dans le cas où, à une époque quelconque, la Chine se trouverait être en guerre avec n'importe quelle nation, et, dans ce cas, fermerait à cette nation l'entrée de ses ports, alors même les navires des États-Unis n'en continueraient pas moins de suivre leur commerce en liberté et en toute sécurité et de transporter des marchandises d'un port à l'autre des belligérants, plein respect étant accordé à la neutralité du pavillon des États-Unis, pourvu que ledit pavillon ne protège pas des navires engagés dans le transport des troupes au service de l'ennemi, ou qu'il ne soit employé à faire entrer des bâtiments ennemis avec leur cargaison dans les ports de la Chine. De tels bâtiments seraient pour cette transgression soumis à la confiscation de la part du gouvernement chinois.

Art. 27. Toutes les questions de droit relatives aux propriétés et aux personnes qui surgiront en Chine entre des citoyens américains, seront soumises à la juridiction des autorités de leur propre gouvernement et jugées par elles, et les différends qui s'élèveront en Chine entre des citoyens des États-Unis et les sujets de quelque autre gouvernement seront réglés par les traités existant entre les États-Unis et ces gouvernements respectifs, sans aucune immixtion de la part de la Chine.

Art. 28. Si des citoyens des États-Unis avaient des motifs particuliers d'adresser une réclamation quelconque aux fonctionnaires chinois locaux, ils soumettront cette communication à leur consul ou à un autre employé officiel pour savoir si le langage de ladite réclamation est respectueux et convenable et le sujet juste et fondé, dans lequel cas le consul ou le fondé de ses pouvoirs transmettra ladite réclamation aux autorités compétentes pour la prendre en considération et agir en conséquence. Si des sujets chinois ont un motif de s'adresser au consul des États-Unis, ils s'adresseront à lui directement et en même temps ils en informeront leurs propres autorités en leur représentant l'affaire pour qu'ils la prennent en considération et agissent en conséquence. Et si des difficultés s'élevaient entre des citoyens des États-Unis et des sujets chinois et qu'elles ne pussent être arrangées à l'amiable, elles seraient examinées et décidées conformément à la justice et à l'équité par les fonctionnaires publics des deux nations réunis à cet effet. L'extorsion de frais illégaux est expressément interdite. Il sera accordé à toute personne paisible d'aller au tribunal dans le but de s'expliquer afin qu'aucune injustice ne soit faite.

Art. 29. Les principes de la religion chrétienne, tels qu'ils sont professés par les protestants et par les catholiques romains sont reconnus comme enseignant le bien, et à faire aux autres ce qu'on voudrait

qu'ils vous fissent. Ceux donc qui professent et qui enseignent tranquillement ces doctrines ne seront ni tourmentés, ni persécutés à cause de leur foi. Aucune personne, que ce soit un citoyen des États-Unis ou un converti chinois qui conformément à ces doctrines enseigne paisiblement et pratique ces principes ne sera en aucun cas entravée ni molestée.

Art. 30. Les parties contractantes conviennent par le présent acte que si à une époque quelconque l'Empire des Ta-Tsing accorde à une nation quelconque ou à des marchands, ou à des citoyens d'une nation quelconque quelque droit, privilège ou faveur liés à la navigation, au commerce, à la politique ou à d'autres rapports, lesquels ne sont pas conférés par ce traité, ce droit, privilège, ou faveur sera immédiatement librement acquis au profit des États-Unis.

Le présent traité de paix, d'amitié et de commerce sera ratifié par le Président des États-Unis de l'avis et avec le consentement du Sénat dans le terme d'un an, ou plutôt si faire se peut, et par l'auguste souverain de l'Empire des Ta-Tsing immédiatement, et les ratifications seront échangées dans le terme d'un an à dater de la signature du traité.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires des États-Unis d'Amérique et de l'Empire des Ta-Tsing, ci-dessus nommés, avons signé et scellé les présentes.

Fait à Tien-Tsin, le 18 juin de l'an 1858 de Notre Seigneur, l'an 82° de l'indépendance des États-Unis d'Amérique et la VIII^e année, le V^e mois et VII^e jour du règne de Hieng-Fuang.

(L.-S.) WILLIAM B. REED.

(L.-S.) KWEILIANG.

(L.-S.) H WASHANA.

Traité conclu le 26 juin 1858 à Tien-Tsin entre Sa Majesté la Reine d'Angleterre et Sa Majesté l'Empereur de Chine.

Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, désirant mettre fin à la mésintelligence existant entre les deux pays, et placer leurs relations à venir sur un pied plus satisfaisant, ont résolu de procéder à une révision et remaniement des traités existant entre eux, et dans ce but ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le comte d'Elgin et Kincardine, pair du royaume-uni et chevalier du très-noble et très-ancien ordre du Chardon ;

Et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, le grand commissaire Kwei-

Leang, premier secrétaire d'État, dit du cabinet de l'Orient, capitaine général de la Bannière blanche unie des forces porte-bannières mantchoues, surintendant général de l'administration de la justice criminelle, et Hwashana, l'un des expositeurs des classiques de Sa Majesté Impériale, président du bureau pour l'administration des affaires civiles, capitaine-général de la Bannière bordée de bleu des forces porte-bannières chinoises, et visiteur du bureau de l'Interprétation.

Lesquels, après s'être communiqué les uns aux autres leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont réglé et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Le traité de paix et d'amitié entre les deux nations, signé à Nankin le vingt-neuvième jour d'août, dans l'année mil huit cent quarante-deux¹, est ici confirmé et renouvelé.

Le traité supplémentaire et les règlements généraux du commerce ayant été altérés et améliorés, et la substance de leurs provisions ayant été incorporée dans le traité, lesdits traités supplémentaires et règlements généraux du commerce sont ici abrogés.

Art. 2. Dans le but de maintenir l'harmonie à l'avenir, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et l'Empereur de la Chine conviennent entre eux, suivant la politique universelle des grandes nations amies, que Sa Majesté la Reine pourra, si elle le trouve bon, nommer des ambassadeurs, ministres ou autres agents diplomatiques à la cour de Pékin, et que Sa Majesté l'Empereur de la Chine pourra de la même manière, s'il le trouve bon, nommer des ambassadeurs, ministres ou autres agents diplomatiques auprès de la cour de Saint-James.

Art. 3. Sa Majesté l'Empereur de la Chine consent, par ce présent traité, à permettre à l'ambassadeur, ministre ou autre agent diplomatique, nommé à cet effet par la Reine de la Grande-Bretagne, de résider dans la capitale avec sa famille et son établissement, d'une manière permanente, ou de s'y rendre occasionnellement, suivant le bon plaisir du gouvernement anglais. Il ne sera appelé à accomplir aucune cérémonie dérogoratoire à la dignité de celui qui représente le souverain d'une nation indépendante, sur un pied d'égalité avec celui de la Chine. D'autre part, il usera envers Sa Majesté l'Empereur des mêmes formes de cérémonie et de respect employées par les ambassadeurs, ministres et agents diplomatiques de Sa Majesté envers les souverains des nations égales et indépendantes de l'Europe.

Il est convenu en outre que le gouvernement de Sa Majesté pourra faire acquisition à Pékin d'un terrain pour construire ou louer des maisons pour l'installation de la mission de Sa Majesté, ce à quoi le gouvernement chinois devra l'aider.

1. *Archives*, tome I, page 265.

Le représentant de Sa Majesté sera libre de choisir ses domestiques et serviteurs, sans qu'il soit sujet à aucune molestation.

Toute personne coupable de violence ou de manque de respect envers le représentant de Sa Majesté, ou envers quelque membre de sa famille ou de sa maison, en paroles ou en actions, sera sévèrement puni.

Art. 4. Il est en outre convenu qu'on ne pourra faire aucun obstacle ou difficulté à la liberté des mouvements du représentant de Sa Majesté, et que lui et les personnes de sa suite pourront aller et venir et voyager, selon leur bon plaisir. Il aura également pleine liberté pour envoyer et recevoir ses correspondances sur quel point de la côte maritime qu'il lui plaira de choisir, et ses lettres et effets seront tenus pour sacrés et inviolables. Il pourra employer pour leur transmission des courriers spéciaux, qui rencontreront la même protection et les mêmes facilités pour leur voyage que les personnes employées à porter des dépêches pour le gouvernement impérial, et, en général, il jouira des privilèges accordés d'un commun accord par les nations de l'Occident aux fonctionnaires du même rang.

Toutes les dépenses résultant de la mission diplomatique de la Grande-Bretagne seront supportées par le gouvernement anglais.

Art. 5. Sa Majesté l'Empereur de la Chine s'engage à charger l'un des secrétaires d'État, ou le président de l'un des conseils, de traiter les affaires personnellement, ou par écrit, sur un pied de parfaite égalité avec l'ambassadeur, ministre ou autre agent diplomatique de Sa Majesté la Reine.

Art. 6. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne s'engage à accorder sur son territoire aux ambassadeurs, ministres ou agents diplomatiques de l'Empereur de la Chine, accrédités auprès de la cour de Sa Majesté, tous les privilèges ci-dessus énumérés.

Art. 7. Sa Majesté la Reine pourra nommer un ou plusieurs consuls dans l'Empire de l'Empereur de la Chine, et le consul ou les consuls seront libres de résider dans toutes les villes et ports ouverts de la Chine, selon que Sa Majesté la Reine le croira utile aux intérêts du commerce anglais. Ils seront traités par les autorités chinoises avec le respect qui leur est dû, et ils jouiront des mêmes privilèges et immunités que les consuls de la nation la plus favorisée.

Les consuls et les vice-consuls faisant *intérim* prendront rang avec les intendants des circuits; les vice-consuls, les représentants des vice-consuls et les interprètes prendront rang avec les préfets; ils auront accès dans les résidences officielles de ces fonctionnaires, et ils communiqueront avec eux, soit personnellement, soit par écrit, sur un pied d'égalité, selon que les intérêts du service public pourront l'exiger.

Art. 8. La religion chrétienne, professée par les protestants ou par les catholiques romains, enseigne à pratiquer la vertu et à faire aux

autres ce qu'on voudrait qu'ils vous fissent. Les personnes enseignant ou professant cette religion auront donc droit à la protection des autorités chinoises, et ne pourront être soumises à aucune molestation ni persécution, tant qu'elles poursuivront tranquillement leur vocation sans désobéir aux lois.

Art. 9. Les sujets anglais sont autorisés à voyager pour leur plaisir ou pour leurs affaires commerciales dans toutes les parties de l'intérieur avec des passe-ports délivrés par leurs consuls et contre-signés par les autorités locales. Les passe-ports devront être exhibés sur une simple demande dans les localités qu'ils traverseront. Si le passe-port est régulier, on permettra au porteur de continuer sa route, et on ne mettra aucune opposition à ce qu'il loue des hommes ou des vaisseaux pour le transport de son bagage ou de ses marchandises. S'il voyage sans passe-port, ou s'il commet quelque offense contre la loi, on l'enverra au consul le plus rapproché pour subir son châtiment, mais on ne le soumettra à aucun mauvais traitement, ni à une contrainte excessive. Les passe-ports ne seront pas nécessaires pour ceux qui ne s'éloigneront pas des ports libres de plus de cent li et pour un espace de temps ne dépassant pas cinq jours.

Les provisions de cet article ne s'appliquent pas aux équipages des navires, pour le gouvernement desquels les consuls et les autorités locales rédigeront des règlements.

On ne donnera point de passe-ports pour Nankin ni pour les autres villes occupées par des personnes en armes contre le gouvernement, tant qu'elles ne seront pas reprises.

Art. 10. Les navires de commerce anglais auront le droit de trafiquer sur la grande rivière (Yang-Tse). Les vallées supérieures et inférieures de la rivière étant néanmoins troublées par des gens hors la loi, on n'ouvrira pour le moment point de port de commerce, à l'exception de Chin-Kiang, qui sera ouvert dans l'année qui suivra la date du traité.

Aussitôt que la paix sera rétablie, les vaisseaux anglais pourront être admis à trafiquer dans les ports jusqu'à Hankow, qui ne dépasseront pas le nombre de trois, que le ministre d'Angleterre aura choisis comme ports d'entrée et de déchargement, après s'en être entendu avec le secrétaire d'État chinois.

Art. 11. Outre les villes et cités de Canton, Amoy, Foo-Chow, Ningpo et Shanghai, ouvertes par le traité de Nankin, il est convenu que les sujets anglais pourront fréquenter les cités et ports de New-Chwang, Tang-Chow, Tai-Wau (Formose), Chau-Chow (Swatoa) et Kiang-Chow (Hainan).

On leur permettra de trafiquer avec qui il leur semblera bon, et d'aller et venir, selon leur bon plaisir, avec leurs vaisseaux et marchandises.

Ils jouiront des privilèges, avantages et immunités dans les villes et ports susdits, dont ils jouissent dans les ports déjà ouverts au commerce, y compris le droit d'y résider, d'acheter ou de louer des maisons, de prendre des terres à bail, de bâtir des églises, des hôpitaux et des cimetières.

Art. 12. Les sujets anglais, soit dans les ports ou autres lieux, qui désireront bâtir ou ouvrir des maisons, magasins, églises, hôpitaux ou cimetières, feront leurs marchés pour la terre ou les bâtiments qui leur seront nécessaires, au taux admis par la population, équitablement, et sans exaction ni de part ni d'autre.

Art. 13. Le gouvernement chinois ne mettra aucun obstacle à ce que les sujets anglais emploient les sujets chinois dans toutes les capacités permises par les lois.

Art. 14. Les sujets anglais pourront louer tous les bateaux qui leur conviendront pour le transport des marchandises ou des passagers, et la somme à payer pour ces bateaux se réglera entre les parties contractantes, sans l'intervention du gouvernement chinois. Le nombre de ces bateaux ne sera pas limité, et on n'accordera à personne aucun monopole à l'égard des bateaux ou des porteurs et coolies chargés du transport des marchandises. Si on se sert de ces bateaux pour faire la contrebande, les coupables seront naturellement punis selon les lois.

Art. 15. Toutes les questions touchant les droits personnels ou droits de propriété des sujets anglais s'élevant entre eux rentreront dans la juridiction des autorités anglaises.

Art. 16. Les sujets chinois qui pourront se rendre coupables d'un acte criminel envers des sujets anglais, seront arrêtés et punis par les autorités chinoises, d'après les lois de la Chine.

Les sujets anglais qui pourraient commettre un crime en Chine, seront jugés et punis par le consul ou tout autre fonctionnaire public autorisé à cet effet, selon les lois de la Grande-Bretagne.

La justice sera administrée des deux parts avec équité et impartialité.

Un sujet anglais, ayant à se plaindre d'un Chinois, devra se rendre sur-le-champ au consulat, et y représenter ses griefs. Le consul s'enquerra alors des circonstances de l'affaire, et fera tout ce qui sera en son possible pour l'arranger à l'amiable. De même, si un Chinois a des raisons de se plaindre d'un sujet anglais, le consul écouterá sa plainte, et cherchera à le satisfaire à l'amiable. Si des disputes de nature à ce que le consul ne puisse les arranger à l'amiable viennent à surgir, il réclamera l'assistance des autorités chinoises, afin d'examiner ensemble la situation de l'affaire pour en décider selon l'équité.

Art. 17. Les autorités chinoises accorderont en tout temps leur pro-

tection de la manière la plus complète aux personnes et aux propriétés des sujets anglais, lorsqu'elles auront subi quelque insulte ou quelque violence. Dans les cas de vol ou d'incendie volontaire, les autorités locales prendront sur-le-champ les mesures nécessaires pour retrouver les objets volés, pour réprimer les désordres, et pour arrêter les coupables qui seront punis selon la loi.

Art. 18. Si un vaisseau anglais, naviguant dans les eaux chinoises, se trouve pillé par les voleurs ou les pirates, il sera du devoir du gouvernement chinois de faire tous ses efforts pour saisir et punir lesdits voleurs ou pirates et pour retrouver les objets volés, afin de les remettre au consul, qui les rendra au propriétaire.

Art. 19. Si un vaisseau anglais fait jamais naufrage, ou échoue sur la côte de Chine, ou s'il est contraint de se réfugier dans un port des domaines de l'Empereur de la Chine, les autorités chinoises, informées du fait, devront immédiatement prendre les mesures pour le secourir et le mettre en sûreté; les hommes à bord recevront de bons traitements, et on leur fournira, si cela est nécessaire, les moyens de se rendre à la station consulaire la plus proche.

Art. 20. Si des criminels, sujets de la Chine, se réfugient à Hong-Kong, ou à bord des vaisseaux anglais qui s'y trouvent, sur la réquisition en règle des autorités chinoises, on les recherchera, et sur la preuve de leur crime, on les livrera à la justice.

De même si des criminels chinois se réfugient dans les maisons ou à bord des vaisseaux des sujets anglais dans les ports francs, on ne les cachera pas, et on ne les accueillera pas, mais on les livrera aux autorités chinoises sur leur réquisition en forme, adressée au consul d'Angleterre.

Art. 21. Si un sujet chinois manque à acquitter les dettes qu'il aurait contractées envers un sujet anglais, ou s'il disparaît frauduleusement, les autorités chinoises feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour l'arrêter et pour l'obliger à payer ses dettes. Les autorités anglaises de même feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour faire comparaître devant la justice tout citoyen anglais qui disparaîtrait frauduleusement, ou qui manquerait à payer les dettes qu'il aurait contractées envers un sujet chinois.

Art. 22. Si des Chinois s'étant rendus à Hong-Kong pour y faire le commerce, venaient à y contracter des dettes, le paiement de ces dettes serait réglé par les cours anglaises de justice sur les lieux, mais si le débiteur chinois venait à disparaître, et qu'on sût qu'il possède sur le territoire chinois des biens meubles ou immeubles, il serait du devoir des autorités chinoises, sur la demande du consul d'Angleterre et d'accord avec lui, de faire tout ce qui serait en leur pouvoir pour que justice fût faite entre les parties.

Art. 23. Il est convenu que les sujets anglais payeront, sur toutes les marchandises exportées ou importées par eux, les droits prescrits par le tarif, mais, dans aucun cas, on ne pourra exiger d'eux des droits différents ou plus élevés que ceux que payent les sujets de toute autre nation étrangère.

Art. 24. Les droits d'importation seront payables au moment du débarquement des denrées, et les droits d'exportation au moment du chargement.

Art. 25. Le tarif fixé par l'article 10 du traité de Nankin, réglé de manière à imposer sur les denrées d'exportation et d'importation un droit montant environ à cinq pour cent de la valeur, s'étant trouvé, par suite de la diminution de valeur de la plupart des articles de commerce y énumérés, imposer à ces marchandises un droit fort supérieur au taux originairement convenu comme un taux raisonnable, il est convenu que ledit tarif sera révisé, et qu'aussitôt après la signature du traité, on invitera l'Empereur de la Chine à envoyer à Shanghai un grand fonctionnaire du conseil du revenu pour s'y entendre avec les fonctionnaires députés par le gouvernement anglais, et pour aviser ensemble à cette révision, afin que le tarif ainsi révisé puisse être appliqué immédiatement après la ratification du traité.

Art. 26. Il est convenu que les deux hautes parties contractantes pourront, chacune de leur côté, demander une nouvelle révision du tarif et des articles commerciaux de ce traité, au bout de dix ans, mais que si nulle demande n'est faite, de part ni d'autre, dans les six mois au bout des dix premières années, alors le tarif restera en vigueur pendant dix années de plus à partir de l'expiration des dix premières années, et il en sera de même à la fin de chaque période de dix années.

Art. 27. Il était convenu dans le traité de Nankin que les marchandises d'importation anglaise, ayant payé les droits du tarif, seraient transportées dans l'intérieur libres de tout autre droit, à l'exception d'un droit de transit, dont le montant ne devait pas s'élever au delà d'une certaine somme pour cent de la valeur tarifée ; mais aucun renseignement exact n'ayant été fourni sur l'importance de ce droit, les négociants anglais se sont constamment plaints de se voir tout d'un coup soumis à des droits arbitraires imposés par les autorités provinciales, comme droits de transit sur les produits se rendant sur les marchés étrangers, et sur les objets d'importation se rendant dans l'intérieur, au grand détriment du commerce. Il est donc convenu que dans les quatre mois à partir de la signature du traité, dans tous les ports maintenant ouverts au commerce anglais, et dans le même délai dans tous les ports qui pourront être ouverts dans la suite, les

autorités chargées de surveiller la perception des droits seront obligées, sur la demande du consul, de déclarer le montant des droits exigibles sur les produits entre le lieu de la production et le port d'embarquement, et sur les denrées d'importation entre le port consulaire en question et les marchés de l'intérieur indiqués par le consul, et que notification en sera faite en anglais et en chinois pour l'information du public.

Mais les sujets anglais désirant transporter dans un port des produits achetés à l'intérieur, ou transporter des denrées d'importation sur un marché de l'intérieur seront toujours libres de libérer leurs marchandises de tout droit de transit, par un seul paiement. La valeur des droits sera exigible sur les exportations à la première barrière qu'elles pourront avoir à passer, et sur les importations au port de débarquement; une fois ce paiement effectué, on délivrera un certificat qui exemptera les marchandises de toutes charges de tout genre à l'intérieur.

Il est en outre convenu que le montant de cet impôt sera calculé aussi exactement que possible au taux de deux et demi pour cent de la valeur, et qu'il sera réglé pour toutes les espèces de denrées dans la conférence qui doit être tenue à Shanghai pour la révision du tarif.

Il est bien entendu que le paiement des droits de transit par commutation ou autrement n'influera nullement sur les droits exigibles par le tarif sur les articles d'exportation ou d'importation, qui continueront à être perçus séparément et complètement.

Art. 28. Les navires marchands anglais de plus de cent cinquante tonneaux de chargement payeront les droits de tonnage au taux de quatre marcs par tonneau; s'ils sont de cent cinquante tonneaux et au-dessous, ils seront taxés au taux d'un marc par tonneau.

Tout vaisseau, en partant de l'un des ports francs de la Chine pour l'un des ports francs ou pour Hong-Kong, aura droit sur la demande de son capitaine à un certificat spécial des douanes, sur l'exhibition duquel il sera exempt de tout nouveau droit de tonnage dans les ports francs de la Chine, pendant une période de quatre mois à partir du moment de son départ.

Art. 29. Le capitaine de tout navire de commerce anglais peut, quarante-huit heures après l'arrivée de son vaisseau, mais pas plus tard, se décider à repartir sans rompre charge, auquel cas il ne sera pas soumis aux droits de tonnage. Mais les droits de tonnage seront exigibles à l'expiration des susdites quarante-huit heures. On ne pourra percevoir d'autres charges ni droits d'entrée ou de sortie.

Art. 30. Aucun droit de tonnage ne sera exigible sur les bateaux employés par les sujets anglais pour le transport des passagers, ba-

gages, lettres, denrées d'approvisionnement, ou autres articles non sujets aux droits entre les ports francs. Cependant les bateaux chargés, portant des marchandises sujettes aux droits, payeront tous les six mois un droit de tonnage au taux de quatre marcs par tonneau.

Art. 31. Les consuls et surintendants des douanes s'entendront relativement à l'érection des fanaux et phares, et la distribution des bouées ou vaisseaux porte-phares, selon que le cas l'exigera.

Art. 32. Les droits seront payés aux banquiers autorisés par le gouvernement chinois à les percevoir en son nom, soit en argent sycee, soit en monnaie étrangère, d'après le taux fixé à Canton le 13 juillet 1843.

Art. 33. Des échantillons de poids et mesures vérifiés, préparés selon les ordonnances promulguées pour les douanes de Canton par le conseil du revenu, seront remis au consul par le surintendant des douanes dans chaque port, afin d'assurer l'uniformité et d'éviter la confusion.

Art. 34. Tout navire de commerce anglais, arrivant dans l'un des ports francs, sera libre d'engager un pilote pour le conduire dans le port. De même, après avoir payé toutes les charges et taxes légales, lorsqu'il sera sur le point de partir, il pourra choisir un pilote pour le conduire hors du port.

Art. 35. Lorsqu'un navire de commerce anglais arrivera dans l'un des ports francs, le surintendant des douanes enverra un ou plusieurs officiers des douanes pour garder le vaisseau. Ils vivront dans un bateau à eux appartenant, ou ils resteront à bord un vaisseau, comme il leur conviendra. Les douanes fourniront à leur nourriture et à leurs dépenses, et ils n'auront droit à aucune gratification de la part du capitaine ou du consignataire. S'ils violaient ce règlement, ils seraient punissables en proportion de la somme qu'ils auraient extorquée.

Art. 36. Vingt-quatre heures après son arrivée, les papiers du vaisseau, connaissance, devront être remis entre les mains du consul qui devra, dans l'espace de vingt-quatre heures, rendre compte au surintendant des douanes du nom du vaisseau, de son tonnage enregistré et de la nature de sa cargaison. Si, par suite de la négligence du capitaine, le susdit règlement n'est pas exécuté quarante-huit heures après l'arrivée du vaisseau, il sera passible d'une amende de cinquante taëls pour chaque jour de retard ; l'amende ne pourra pourtant pas s'élever au-dessus de deux cents taëls.

Le capitaine sera responsable de l'exactitude de sa déclaration qui contiendra un compte rendu plein et entier de tous les détails de la cargaison à bord. Une fausse déclaration le rendra passible d'une amende de cinq cents taëls, mais on lui permettra de corriger, sans encourir cette pénalité, toute erreur qu'il découvrira dans sa déclara-

ration, dans les vingt-quatre heures après l'avoir remise aux douaniers.

Art. 37. Après avoir reçu du consul un rapport en bonne et due forme, le surintendant des douanes accordera au vaisseau la permission d'ouvrir les écoutilles. Si le capitaine ouvre les écoutilles et commence à décharger des marchandises sans cette autorisation, il sera passible d'une amende de cinq cents taëls et toutes les marchandises déchargées seront confisquées.

Art. 38. Tout négociant anglais, ayant une cargaison à débarquer ou à charger, doit en demander l'autorisation spéciale au surintendant des douanes. Les cargaisons débarquées ou chargées sans cette autorisation seront sujettes à confiscation.

Art. 39. On ne pourra opérer aucun transbordement d'un bâtiment à l'autre sans une autorisation spéciale, sous peine de confiscation des marchandises ainsi transbordées.

Art. 40. Quand tous les droits et impôts auront été payés, le surintendant des douanes donnera l'autorisation de sortir du port, et le consul rendra alors les papiers du vaisseau, afin qu'il puisse continuer son voyage.

Art. 41. Par rapport aux denrées sujettes, d'après le tarif, à un impôt *ad valorem*, si le négociant anglais ne peut s'entendre avec le fonctionnaire chinois pour en décider la valeur, chaque partie appellera deux ou trois négociants pour examiner les marchandises, et le prix le plus élevé que consentirait à payer l'un de ces négociants sera pris pour base de la valeur des marchandises.

Art. 42. Les impôts seront cotés d'après le poids net de chaque article en déduisant le poids de tare du congé. Pour fixer la tare de chaque article, du thé, par exemple, si le négociant anglais ne peut s'entendre avec l'employé des douanes, alors chaque partie choisira un certain nombre de caisses dans chaque centaine, elles seront pesées en gros, puis tarées, et la moyenne de la tare sur ces caisses servira de base pour la tare de l'ensemble ; c'est d'après ce principe que devra être réglée la tare sur toutes les autres denrées et ballots. S'il y avait quelques autres points de dispute qui ne pussent être réglés, le négociant anglais pourra en appeler à son consul qui communiquera les détails de l'affaire au surintendant des Douanes, afin de l'arranger équitablement. Mais l'appel doit être fait dans les vingt-quatre heures, sans quoi on n'y aura point égard. Tant que ces questions ne seront pas tranchées, le surintendant des Douanes en suspendra l'insertion dans ses livres.

Art. 43. Sur toutes les marchandises avariées, sera accordée une juste réduction de droits, proportionnée aux avaries. S'il s'élève quelque discussion, on résoudra la difficulté comme il est prescrit dans

la clause de ce traité touchant les articles qui payent les droits *ad valorem*.

Art. 44. Les négociants anglais qui peuvent avoir emporté des marchandises dans l'un des ports francs, et qui ont payé les droits, s'ils désirent exporter ces mêmes marchandises, auront le droit de s'adresser au surintendant des Douanes, qui, afin d'éviter toute fraude, fera faire des recherches par des employés capables pour s'assurer que les droits payés sur ces marchandises tels qu'ils sont inscrits dans les registres des douanes, correspondent avec les déclarations faites, et que les marchandises portent toujours les mêmes marques. Il fera alors un *mémorandum* du congé des marchandises, et du montant des droits payés, et il le remettra au négociant, en faisant également connaître les faits aux officiers des douanes dans les autres ports. Cela fait, à l'arrivée dans le port du vaisseau en question, après avoir trouvé toutes les choses dans l'état indiqué, on lui permettra de rompre charge, et de débarquer les susdites marchandises sans être soumis à aucun droit additionnel. Mais si, en pratiquant cet examen le surintendant des douanes découvre quelque fraude, les marchandises seront sujettes à confiscation de la part du gouvernement chinois.

Les négociants anglais, désirant réexporter sur un pays étranger des objets importés et ayant payé les droits, auront droit, en accomplissant les mêmes conditions que s'il s'agissait de la réexportation sur quelque autre port de Chine, à un certificat de retrait qui sera valide auprès des douanes en payement des droits d'importation ou d'exportation.

Les grains étrangers apportés dans un port de Chine par un navire anglais, pourront être réexportés sans difficulté, si on n'en a rien débarqué.

Art. 45. Les autorités chinoises de chaque port adopteront les mesures qu'elles croiront les plus utiles pour protéger le revenu contre les fraudes ou la contrebande.

Art. 46. Les navires de commerce anglais n'ont pas le droit de se rendre dans d'autres ports de commerce que ceux qui sont déclarés ouverts par ce traité. Ils ne doivent pas entrer illégalement dans d'autres ports en Chine, et ils ne doivent pas entretenir sur les côtes un commerce clandestin. Tout navire violant cette clause, sera sujet, ainsi que sa cargaison, à être confisqué par le gouvernement chinois.

Art. 47. Si un vaisseau marchand anglais se trouve impliqué dans la contrebande, les marchandises, quelles que soient leur nature et leur valeur, seront sujettes à confiscation de la part des autorités chinoises, le vaisseau perdra le droit de faire le commerce, et sera renvoyé dès que ses comptes seront réglés et payés.

Art. 48. Toutes les amendes imposées, et toutes les confiscations exécutées d'après ce traité appartiendront au gouvernement chinois et seront appliquées au service public.

Art. 49. Toutes les communications officielles adressées par les agents diplomatiques et consulaires de Sa Majesté la Reine aux autorités chinoises seront dorénavant écrites en anglais. Elles seront pour le présent accompagnées d'une version chinoise, mais il est entendu que dans le cas où il se présenterait quelque différence de signification entre le texte anglais et le texte chinois, le gouvernement anglais tiendra le sens exprimé par le texte anglais pour le véritable sens. Cette clause doit s'appliquer au traité maintenant conclu, dont le texte chinois a été soigneusement revu d'après l'original anglais.

Art. 50. Il est convenu que dorénavant le caractère « I » (barbare) ne sera plus appliqué au gouvernement ni aux sujets de Sa Majesté Britannique, dans aucun document officiel chinois, publié par les autorités chinoises, soit dans la capitale, soit dans les provinces.

Art. 51. Les vaisseaux de guerre anglais ne venant pas dans un but hostile, ou étant occupés à poursuivre des pirates, pourront visiter tous les ports des domaines de l'Empereur de la Chine, et trouveront toutes les facilités possibles pour acheter des provisions, faire de l'eau, et, si cela est nécessaire, pour subir des réparations. Les commandants de ces vaisseaux entreront en rapport avec les autorités chinoises sur un pied d'égalité et de courtoisie.

Art. 52. En considération du tort fait au commerce indigène et étranger par les pirates répandus dans les mers de Chine, les hautes parties contractantes conviennent d'adopter de concert des mesures pour leur répression.

Art. 53. Le gouvernement anglais et ses sujets sont ici confirmés dans tous les privilèges, immunités et avantages conférés par les précédents traités, et il est ici stipulé, que le gouvernement anglais et ses sujets jouiront librement et également de tous les privilèges, immunités et avantages que Sa Majesté l'Empereur de la Chine peut avoir accordé ou accordera au gouvernement et aux sujets de toute autre nation.

Art. 54. Afin de prouver son désir de maintenir la bonne intelligence, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne consent à comprendre dans un article séparé qui sera sous tous les rapports de la même validité que les articles de ce traité, les conditions regardant les indemnités pour les dépenses encourues et les pertes subies par suite de l'affaire de Canton.

Art. 55. Les ratifications de ce traité de la main de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et de Sa Majesté l'Empereur

de la Chine, seront échangées à Pékin dans l'espace d'un an à dater du jour de la signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé le traité.

Fait à Tientsin, ce vingt-six juin, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-huit, correspondant à la date chinoise du seizième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Tung.

(L. S.)

ELGIN et KINCARDINE.

Signature du premier plénipotentiaire
chinois.

Signature du second plénipotentiaire
chinois.

Sceau des plénipotentiaires
chinois.

Article séparé annexé au traité conclu entre la Grande-Bretagne et la Chine, le vingt-six juin, dans l'an mil huit cent cinquante-huit.

Il est ici convenu qu'une somme de deux millions de taëls, en déduction des pertes subies par les sujets anglais en conséquence de la mauvaise conduite des autorités chinoises de Canton, et une seconde somme de deux millions de taëls en déduction des dépenses militaires de l'expédition que Sa Majesté la Reine a été obligée d'envoyer afin d'obtenir le redressement de ses griefs et de faire exécuter les clauses des traités, seront payées aux représentants de Sa Majesté en Chine par les autorités de la province de Kwantung.

Les arrangements nécessaires pour le moment et la façon d'effectuer les paiements, seront pris par le représentant de Sa Majesté de concert avec les autorités chinoises de la province de Kwantung.

Quand les paiements susdits auront été complètement effectués, les forces anglaises évacueront Canton.

Fait à Tientsin, ce vingt-six juin, en l'an de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-huit, correspondant à la date chinoise du seizième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Fung.

(L. S.)

ELGIN et KINCARDINE.

Signature du premier plénipotentiaire
chinois.

Signature du second plénipotentiaire
chinois.

Sceau des plénipotentiaires
chinois.

Édits rendus par le gouvernement chinois au sujet de l'exercice de la religion chrétienne à la suite de l'ambassade de M. de Lagrené.

Mémoire présenté à l'Empereur de Chine par Ki-ying, commissaire impérial¹.

1° *Ki-ying*, commissaire impérial, ministre d'État, gouverneur général des deux *Kouáng* (les provinces de *Kouáng-toúng* et de *Kouáng-si*), présente respectueusement ce mémoire (à l'empereur).

Après avoir bien examiné la chose, j'ai reconnu que la religion du maître du Ciel (*Thián tchù kiao*), est celle que vénèrent et professent chacune des nations de l'Occident. Son but principal est d'exciter au bien et d'empêcher le mal.

C'est sous les *Ming* que cette doctrine s'est propagée dans le royaume du Milieu.

Jusqu'à une époque plus récente elle n'avait pas été prohibée. Mais par suite il se trouva, au nombre des Chinois qui professèrent cette religion, des hommes qui en abusèrent pour faire le mal, et qui allèrent même jusqu'à séduire les femmes et les filles et à arracher les yeux des malades.

Les magistrats recherchèrent et punirent les coupables; leurs jugements sont consignés dans les actes judiciaires.

Sous le règne de *Kia-king* (1804-1820), on commença à établir un article spécial (du *Code pénal*), pour punir ces crimes. Au fond, c'était pour empêcher les Chinois chrétiens de faire le mal, mais nullement pour prohiber la religion que vénèrent et professent les nations étrangères de l'Occident.

Aujourd'hui, comme le ministre français *La-go-ni* (M. de Lagrené) demande que l'on exempte de châtimens les Chinois qui font le bien en pratiquant cette religion: cela me paraît conforme à la raison et praticable.

J'ose en conséquence supplier Votre Majesté de daigner exempter à l'avenir de tout châtiment les Chinois comme les étrangers qui professent la religion du *Seigneur du ciel* (la religion catholique) et qui, en même temps, ne se rendent coupables d'aucun désordre ni délit.

S'il s'en trouvait encore qui osassent séduire les femmes et les filles, arracher les yeux des malades, ou commettre tout autre crime, on les punirait d'après les anciennes lois.

Quant aux Français et aux autres étrangers qui professent la religion

1. Pauthier, *Histoire des relations politiques de la Chine avec les puissances occidentales depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Paris, Didot, 1859. Page 165.

chrétienne, on leur a seulement permis d'élever des églises et des chapelles sur le territoire des cinq ports ouverts au commerce; ils ne pourront prendre la liberté (*pou te chén*) d'entrer dans l'intérieur (de l'empire) pour y prêcher et propager leur religion. Si quelqu'un, au mépris de cette défense, dépasse les limites fixées et fait des excursions téméraires, les autorités locales, aussitôt après (l'avoir pris), le livreront au consul de sa nation, afin que celui-ci puisse le contenir dans le devoir et le punir. On ne devra pas le châtier précipitamment ou le mettre à mort.

Par là, Votre Majesté montrera de la bienveillance et son affection pour les hommes qui pratiquent le bien de quelque manière que ce soit; l'ivraie ne sera point mêlée (avec le bon grain); et vos sentiments et la justice des lois éclateront au grand jour.

Suppliant donc Votre Majesté d'exempter de tout châtiment les chrétiens qui tiennent une conduite honnête et vertueuse, j'ose lui présenter humblement cette requête pour que sa bonté auguste daigne approuver ma demande et en ordonner l'exécution. — Requête respectueuse.

Le dix-neuvième jour de la onzième lune de la vingt-quatrième année *Tao-Kouang* (28 décembre 1844), j'ai reçu ces mots de réponse du pinceau de vermillon (de l'empereur):

« J'ACQUIESCE A LA REQUÊTE.

Que chacun respecte ce qui y est contenu. »

Le vingt-cinquième jour de la deuxième lune (1^{er} février 1845), la distribution de cette Requête approuvée est parvenue à *Sou* (*ichéou-fou*).

Édit de l'Empereur publié par Ki-ying et Koang, premier et second plénipotentiaires chinois pour le Traité français.

Ki-ying, de la lignée impériale (*Tsoung-chi*), surintendant des approvisionnements de bouche et de guerre, vice-gardien du fils aîné de l'empereur, l'un des hauts vice-chanceliers (*Hie-pan ta hio-sse*), l'un des présidents du ministère de la guerre, membre chef de la droite du Tribunal des censeurs, gouverneur général des provinces et territoires de *Kouang-toung* et *Kouang-si*;

Houang, surintendant des approvisionnements de bouche et de guerre, membre du ministère de la guerre, membre secondaire de la droite du Tribunal des censeurs, gouverneur de la province de Canton et de ses territoires :

Après l'avoir respectueusement transcrit, d'un commun accord, promulguent l'Édit impérial suivant, reçu le vingt-cinquième jour de la onzième lune, de la vingt-sixième année *Tao-Kouang* (20 février 1846),

en réponse à un *Mémoire* (ou Rapport) déposé au pied du Trône, ayant pour but d'assurer l'immunité à ceux qui professent la religion du Seigneur du ciel.

Édit.

Dans une première circonstance *Ki-(ying)* et autres ont déposé devant moi un Rapport demandant l'exemption de peines et de châtimens pour ceux qui, agissant bien, professent la religion du Seigneur du ciel ; et que ceux qui érigent des églises, qui se réunissent ensemble pour célébrer leur culte, qui adorent la croix, qui révèrent les images, lisent et expliquent leurs livres sacrés, ne soient pas empêchés d'agir ainsi.

Cela fut accordé.

La religion du Seigneur du ciel, instruisant et guidant les hommes dans la pratique des bonnes œuvres, diffère extrêmement des sectes illicites et hétérodoxes, et la tolérance en a déjà été permise. Ce qui a été demandé dans une occasion postérieure, il est également juste de l'accorder.

En conséquence, que toutes les anciennes maisons et habitations dispersées dans les provinces, qui furent bâties sous le règne *Khang-hi* et ont été conservées jusqu'à nos jours, et qui, après un examen personnel des autorités compétentes, auront été reconnues leurs propriétés réelles et légitimes soient rendues à ceux qui professent aujourd'hui cette religion, dans leurs demeures respectives, *exceptant* seulement ces églises qui ont été converties en temples ou en habitations pour le peuple.

Si après la promulgation de cet Édit dans les provinces, les mandarins locaux persécutaient illégalement et faisaient arrêter quelques-unes des personnes professant la religion du Seigneur du ciel, et qui ne seraient pas des malfaiteurs, les justes peines infligées par les lois à de tels actes seraient aussitôt appliquées.

Si quelques-uns des mêmes individus professant cette religion commettaient une mauvaise action ou rassemblaient le peuple de villes éloignées, en le séduisant ou en l'associant par un lien commun ; ou si quelques sectes de malfaiteurs, empruntant le nom de la religion du Seigneur du ciel, suscitaient des troubles, transgressaient les lois, ou excitaient à la révolte, ils seraient alors punis selon la pénalité encourue par eux pour leurs crimes respectifs, conformément aux anciens statuts existants de l'Empire.

De même, afin de rendre plus sensibles les distinctions établies ci-dessus, il est défendu, en conformité des statuts existants, à tous les étrangers, à quelque nation qu'ils puissent appartenir, de pénétrer dans l'intérieur de l'Empire pour y propager leur religion.

A ces fins est publié cet Édît.

Qu'il soit rendu public dans tout l'Empire.

Par l'Empereur.

Comme c'était notre devoir, après avoir respectueusement transcrit cet Édît, nous le promulguons.

Que tous les mandarins, les fonctionnaires publics, les militaires et le peuple en prennent connaissance et s'y conforment. Que personne ne s'y oppose.

Proclamation spéciale, publiée le vingt et unième jour du deuxième mois de la vingt-sixième année *Tao-kouang* (18 mars 1846).

F. AMYOT.

II.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Convention relative à la construction d'un pont fixe près de Mayence, signée à Mayence le 5 avril 1860, ratifiée le 18 avril suivant, et promulguée le 16 février 1861 par le gouvernement français.

Entre les soussignés, commissaires des États riverains du Rhin, Réunis en session extraordinaire par mission spéciale de leurs gouvernements, il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les bateaux et les radeaux qui passeront sous le pont fixe près de Mayence n'y auront à payer aucun droit de passage. La Hesse renonce de même à toute perception d'un semblable droit de passage au pont de bateaux à Mayence, à partir du moment où le passage du pont fixe ne sera plus praticable sans baisser les mâts.

Art. 2. Il sera payé par le trésor de Hesse aux propriétaires de bateaux à voiles ou à vapeur une indemnité pour la construction des appareils destinés à baisser et à relever les mâts et les cheminées. Il est entendu que cette indemnité ne sera payée qu'aux propriétaires de bateaux qui ne sont pas déjà maintenant organisés pour passer sous des ponts fixes et clos vers le haut, ou qui, pour l'exécution de ces appareils, n'ont encore reçu ni ne recevront d'indemnité, en vertu de la convention du 7 mai 1858, concernant la construction du pont fixe de Cologne, et qui jusqu'ici ont déjà fréquenté le Rhin à l'endroit où le pont fixe sera construit près de Mayence, ou qui y passeront au plus tard jusqu'au 1^{er} juin 1860.

Art. 3. Il sera aussi accordé une indemnité aux bateliers qui déjà maintenant sont autorisés à naviguer sur le Rhin et qui, bien qu'ils

soient déjà pourvus d'appareils pour baisser et pour relever les mâts, sont néanmoins obligés, par suite de l'établissement du pont fixe près de Mayence, de modifier ou d'améliorer ces appareils, pourvu que ces bateliers aient déjà fréquenté le Rhin à l'endroit où le pont fixe de Mayence sera établi, ou qu'ils y passent au plus tard jusqu'au 1^{er} juin 1860.

Les modifications ou améliorations des appareils déjà existant seront jugées justifiées dans le cas où ces appareils ne suffiraient pas pour opérer le passage sous le pont fixe près de Mayence, ou si leur manœuvre exigeait, en ce qui concerne des bateaux qui jusqu'à présent ont déjà exercé régulièrement avec des chargements complets la grande navigation sur le Rhin, un espace disproportionné de leur cale.

Ne seront pas admis à l'indemnité en question tous les bateaux pour lesquels il a été où il sera payé une indemnité en vertu de la convention du 7 mai 1858 concernant l'établissement du pont fixe à Cologne, ainsi que tous les bateaux qui, avant la présentation de leurs titres (article 7), ont passé sous le pont fixe de Cologne, dès le moment de l'achèvement de ce pont, à moins qu'ils n'aient pas fait usage, afin de pouvoir y passer, des grues établies près du pont.

Art. 4. L'indemnité à payer, conformément aux dispositions ci-dessus précisées (articles 2 et 3), servira en même temps de dédommagement :

Pour le chômage du bateau pendant le temps requis pour établir ces appareils ;

Pour l'augmentation de service qui pourra en résulter à bord du bateau ;

Pour la diminution éventuelle de la capacité de chargement qui pourra en résulter ;

Enfin, pour toutes les autres dépenses et les changements que l'installation des appareils à établir pourrait occasionner à bord des bateaux.

Ne seront pas admis à l'indemnité des bateaux qui seraient dans le cas d'y avoir droit, mais qui n'auront passé à l'endroit où le pont fixe près de Mayence sera établi qu'après l'expiration du dernier délai prescrit par les articles 2 et 3 ; ni les bateaux trop vieux ou qui ne seraient plus assez solides pour supporter les appareils destinés à baisser et à relever les mâts et les cheminées ; enfin, n'y seront pas admis non plus tous les bateaux qui seront construits à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5 D'un commun accord entre tous les États riverains, l'indemnité à payer en vertu de la disposition de l'article 2 est fixée à forfait d'après un tarif arrêté conformément à la capacité des différents bateaux, et payable une fois pour toutes, ainsi qu'il suit :

A. Pour des bateaux à vapeur :

1° Pour des remorqueurs d'une force de plus de deux cents chevaux.....	612 fl.
2° Pour des remorqueurs de moindre force et pour des grands bateaux à vapeur destinés au transport des voyageurs.....	438
4° Pour des bateaux à vapeur plus petits, en tant qu'ils auront besoin d'appareils à baisser les cheminées, afin de pouvoir passer sous le pont.....	175

B. Pour des bateaux à voiles :

Pour des bateaux d'une capacité :

Quintaux.

1° De 10 000 et au-dessus.....	1662 fl.	en moyenne.
2° De 10 000 à 8000.....	1662	1312 fl. 1487 fl.
3° De 8000 à 6000.....	1312	962 1137
4° De 6000 à 4000.....	962	612 787
5° De 4000 à 3000.....	612	438 525
6° De 3000 à 1500.....	438	264 351
7° De 1500 à 800.....	264	54 159
8° De 800 et au-dessous.....	44	

Pour des bateaux dont la capacité est entre les limites précitées, une indemnité proportionnée sera calculée conformément à cette échelle. Le montant de l'indemnité sera fixé pour chaque bateau, définitivement et sans aucun recours, par le commissaire grand-ducal du chemin de fer dit *Hessische Ludwigsbahn*.

Art. 6. Le montant de l'indemnité à payer en vertu de l'article 3 sera fixé, pour chaque cas, d'après les conditions particulières des appareils qui existent déjà sur chaque bateau en particulier et qui n'auront besoin que d'être modifiés ou améliorés. A cet effet, le bateau doit être conduit au port de Mayence pour y être visité. Dans cette décision, on partira du point de vue que les modifications ou les améliorations à faire devront être exécutées d'une manière satisfaisante, mais la plus économique possible, et, sous aucune condition, il ne sera accordé pour les bateaux d'une capacité de plus que quatre mille quintaux, plus de deux tiers, et pour les bateaux de quatre mille quintaux et au-dessous, plus de trois quarts du montant que le propriétaire aurait droit à réclamer conformément à la disposition de l'article 5, dans le cas où son bateau ne serait point du tout muni d'appareil pour passer sous des ponts fixes et clos en haut.

La fixation du montant de l'indemnité sera faite définitivement et sans aucun recours par des experts, dont l'un sera choisi par la direc-

tion de la société du chemin de fer (*Hessische Ludwigsbahn*), et l'autre par le propriétaire du bateau intéressé : les deux experts choisiront ensemble l'arbitre. Dans le cas où ils ne pourraient s'entendre sur le choix d'un arbitre, la chambre de commerce de Mayence désignera trois autres experts ; chaque partie en rejettera un, et l'expert restant sera arbitre.

Art. 7. Les propriétaires de bateaux qui ont des titres à l'indemnité, conformément aux conditions ci-dessus mentionnées, devront, sur l'invitation officielle à publier par les gouvernements des États riverains dans leurs territoires respectifs, présenter ces titres, sous peine de perdre leurs droits, au plus tard jusqu'au 15 septembre 1860, au commissaire grand-ducal du chemin de fer (*Hessische Ludwigsbahn*) à Mayence. Cette demande doit être accompagnée de la patente et du certificat de jeaugeage du bateau. Lesdits propriétaires ont, de plus, à prouver, par un certificat du commissaire du port de Mayence, qu'ils ont passé sur le Rhin, à l'endroit où le pont fixe de Mayence sera établi, avec le bateau désigné dans la patente, au moins une fois, et au plus tard jusqu'au 1^{er} juin 1860.

Le commissaire grand-ducal du chemin de fer (*Hessische Ludwigsbahn*) à Mayence expédiera aux propriétaires de bateaux un certificat attestant la notification des titres d'indemnités reconnus valables, et témoignant que le propriétaire du bateau, après avoir rempli les conditions ci-après mentionnées, a droit, dans le cas prévu aux articles 2 et 5, à une indemnité, dont le montant sera indiqué d'une manière précise, et, dans le cas prévu aux articles 3 et 6, à l'indemnité à fixer par la décision des experts.

Le montant de l'indemnité ayant été ainsi fixé, les propriétaires de bateaux auront à prendre les mesures nécessaires afin de se pourvoir de l'appareil à baisser et à relever les mâts ou les cheminées, ou pour modifier ou améliorer celui-ci, et ils seront tenus de passer sous le pont fixe près de Mayence avec les bateaux ainsi pourvus dudit appareil, au plus tard dans le courant d'une année après l'achèvement de la construction du pont.

Les bateaux auxquels une indemnité a été accordée en vertu des articles 3 et 6 devront dans le même espace de temps être conduits au port de Mayence pour y être visités, et leurs propriétaires auront à prouver qu'ils ont modifié ou amélioré leurs appareils conformément à la décision des experts, et depuis cette décision.

Après l'accomplissement de ces conditions et aussitôt qu'ils en auront produit le certificat du commissariat du port de Mayence, les propriétaires de bateaux recevront le montant de l'indemnité par mandat du commissaire grand-ducal du chemin de fer (*Hessische Ludwigsbahn*) sur la caisse de la recette générale (*Obereinnahmerei*) à

Mayence. L'indemnité sera payée à celui que la patente désignera comme propriétaire, ou à son mandataire dûment autorisé et muni du même titre.

Art. 8. A partir du moment où le passage des bateaux sous le pont fixe ne pourra plus avoir lieu sans baisser les mâts, la Hesse s'engage à entretenir pendant une année, au-dessus et au-dessous du pont, des grues pour servir à baisser et à relever les mâts. Les bateliers n'auront rien à payer pour l'usage et la manœuvre de ces établissements auxiliaires.

Art. 9. Les gouvernements de France, Bade, Bavière, Nassau, Pays-Bas et Prusse reconnaissent que la Hesse, en se chargeant des engagements stipulés par la présente convention, et en faisant exécuter les travaux consentis de régularisation du fleuve depuis l'extrémité supérieure de la Blei-Aue jusqu'à l'embouchure du Mein, travaux désignés au protocole n° 14 de 1859, paragraphe III, de la commission centrale, satisfait, en ce qui concerne la situation et la construction du pont détaillées au paragraphe 1^{er}, dudit protocole, à tous les droits résultant, dans l'intérêt de la libre navigation sur le Rhin, des conventions internationales y relatives.

Art. 10. La présente convention sera ratifiée par actes ministériels, après avoir reçu la sanction souveraine, et elle obtiendra par cela la force et la valeur d'un traité international.

Les actes de ratification, dont chaque État n'expédiera qu'un seul exemplaire, seront déposés aux archives de la commission centrale au plus tard quatre semaines après la signature de la présente convention.

Mayence, le 3 avril 1860.

*Signé : GÖEPP, KUHLENTAL, DE KLEINSCHROD, •
SCHMITT, SCHEPP, TESTA, DELBRÜCK.*

Convention consulaire entre le Brésil et la France, conclue le 10 décembre 1860, ratifiée le 6 mars 1861, et promulguée par le gouvernement français le 17 du même mois.

Sa Majesté l'empereur du Brésil et Sa Majesté l'empereur des Français, reconnaissant l'utilité de déterminer et de fixer, d'une manière claire et définitive, les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls, vice-consuls et chanceliers, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur du Brésil, le sieur *Joaô Lins Vieira Cansansão*

de *Sinimbù*, sénateur de l'Empire, commandeur des ordres du Christ et de la Rose, grand-croix de l'ordre impérial d'Autriche de la Couronne de fer, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté l'empereur des Français, le sieur *Joseph-Léonce*, chevalier de *Saint-Georges*, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre du Christ du Brésil et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rio de Janeiro;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls nommés par le Brésil et la France, seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions, selon la forme établie dans les territoires respectifs.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais ; et sur l'exhibition dudit exequatur, les autorités administratives et judiciaires des ports, villes ou lieux de leur résidence, les y feront jouir immédiatement des prérogatives attachées à leurs fonctions dans leur arrondissement consulaire respectif.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs, et les chanceliers attachés à leurs missions, jouiront dans les deux pays des privilèges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins toutefois qu'ils ne deviennent soit propriétaires, soit possesseurs temporaires de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls dans les deux pays jouiront en outre de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale en France qualifie de crimes et punit comme tels, et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce, et non pour causes civiles.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs maisons un tableau aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : *Consulat de France* ou *Consulat du Brésil*, et, aux jours de solennités publiques, nationales ou religieuses, ils pourront aussi arborer sur la maison consulaire un pavillon aux couleurs de leur pays. Toutefois ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile ; elles serviront, avant tout, à désigner aux matelots ou aux nationaux l'habitation consulaire.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et chanceliers attachés à leur mission ne pourront être sommés de comparaître devant les tribunaux du pays de leur résidence; quand la justice locale aura besoin de prendre auprès d'eux quelque information juridique, elle devra la leur demander par écrit, ou se transporter à leur domicile pour la recueillir de vive voix.

Les élèves consuls jouiront des mêmes privilèges et immunités personnelles que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls et vice-consuls, les élèves consuls et chanceliers ou secrétaires seront admis de plein droit à gérer par intérim les affaires de l'établissement consulaire, sans empêchement ni obstacle de la part des autorités locales, qui leur donneront au contraire toute aide et assistance et les feront jouir, pendant la durée de leur gestion intérimaire, de tous les droits, privilèges et immunités stipulés dans la présente convention en faveur des consuls généraux, consuls et vice-consuls.

Pour l'exécution du paragraphe antérieur, il est convenu que les chefs de postes consulaires, à leur arrivée dans le pays de leur résidence, devront envoyer au gouvernement une liste nominale des personnes attachées à leur mission, et si, pendant sa durée, quelque changement s'opérait dans ce personnel, ils lui en donneront également avis.

Il est spécialement entendu que, lorsque l'une des deux hautes parties contractantes choisira pour son consul ou agent consulaire, dans un port ou dans une ville de l'autre partie, un sujet de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cependant cette obligation puisse gêner en rien l'exercice de ses fonctions, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 3. Les archives, et en général les papiers de chancellerie des consulats respectifs, seront inviolables; sous aucun prétexte ni dans aucun cas ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ou ceux qui en rempliront les fonctions, pourront s'adresser aux autorités de leur résidence, et, au besoin, à défaut d'agent diplomatique de leur nation, recourir au gouvernement supérieur de l'État dans lequel ils résident, pour réclamer contre toute infraction qui aurait été commise par des autorités ou fonctionnaires dudit État aux traités ou conventions existants entre les deux pays, ou contre tout autre abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre, et ils auront le droit de faire

toutes les démarches qu'ils jugeraient nécessaires pour obtenir prompt et bonne justice.

Art. 5. Les consuls généraux et consuls respectifs seront libres d'établir des agents vice-consuls ou agents consulaires dans les différentes villes, ports ou lieux de leur arrondissement consulaire où le bien du service qui leur sera confié l'exigera, sauf, bien entendu, l'approbation et l'exequatur du gouvernement territorial. Ces agents pourront être également choisis parmi les citoyens des deux pays et parmi les étrangers, et ils seront munis d'un brevet délivré par le consul général ou consul qui les aura nommés, et sous les ordres duquel ils devront servir.

Ils jouiront d'ailleurs des mêmes immunités et privilèges stipulés par la présente convention en faveur des consuls, sauf les exceptions mentionnées dans l'article 2.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs auront le droit de recevoir dans leur chancellerie ou à bord des navires de leur pays les déclarations ou autres actes que les capitaines ou passagers, négociants et sujets de leur nation, voudront y passer, même leurs testaments ou dispositions de dernière volonté, ou tous autres actes notariés, alors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque.

Cependant quand ces actes auront rapport à des biens fonciers situés dans ledit pays, un notaire écrivain public compétent du lieu sera appelé à y concourir et à les signer avec le chancelier ou l'agent, sous peine de nullité.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs auront, en outre, le droit de recevoir dans leurs chancelleries tous actes conventionnels entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays où ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes, dûment légalisées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls, et munies du cachet officiel de leur consulat ou vice-consulat, feront foi en justice devant tous les tribunaux, juges et autorités de France et du Brésil, au même titre que les originaux, et auront respectivement la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant les notaires et autres officiers publics compétents du pays, pourvu que ces actes soient passés dans la forme voulue par les lois de l'État auquel le consul appartient, et qu'ils aient été préalablement soumis à toutes les formalités de timbre, à l'enregistrement, insinuation, et à toutes les autres formalités

qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Art. 7. En cas de décès d'un sujet de l'une des deux parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes devront immédiatement en avertir les consuls généraux, consuls et vice-consuls du district, et ceux-ci devront, de leur côté, donner le même avis aux autorités locales s'ils en ont connaissance les premiers.

En cas de décès de leurs nationaux morts sans avoir laissé d'héritiers ou d'exécuteurs testamentaires, ou dont les héritiers ne seraient pas connus, seraient absents ou incapables, les consuls généraux, consuls ou vice-consuls, devront faire les opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur tous les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et même, si elle la juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le consul, et dès lors, ces doubles scellés ne seront levés que d'un commun accord ;

2° Dresser aussi en présence de l'autorité locale compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de tous les biens et effets qui étaient possédés par le défunt.

En ce qui concerne la double opération tant de l'apposition des scellés, laquelle devra toujours avoir lieu dans le plus bref délai, que de l'inventaire, les consuls généraux, consuls et vice-consuls fixeront, de concert avec l'autorité locale, le jour et l'heure où ces deux opérations devront avoir lieu ; ils la feront prévenir par écrit, et elle donnera un récépissé de l'avis qu'elle aura reçu. Si l'autorité locale ne se rend pas à l'invitation qui lui aura été faite, les consuls procéderont, sans retard et sans autre formalité, aux deux opérations précitées.

Les consuls généraux, consuls et agents vice-consuls feront procéder, selon l'usage du pays, à la vente de tous les objets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer ; ils pourront administrer ou liquider en personne, ou bien nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer ou liquider la succession, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations, à moins qu'un ou plusieurs sujets du pays ou d'une puissance tierce n'aient à faire valoir des droits dans cette même succession ; car, en ce cas, s'il s'élevait quelque difficulté résultant d'une réclamation donnant lieu à contestation, le consul n'ayant point le droit de décider sur cette difficulté, elle devra être déferée aux tribunaux locaux, auxquels il appartient de la résoudre, le consul agissant alors comme représentant de la succession. Le jugement rendu, le consul devra l'exécuter, s'il ne croit pas à propos de former appel, et si les parties ne se sont

pas arrangées à l'amiable, et il continuera ensuite de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue en attendant la décision du tribunal.

Lesdits consuls généraux, consuls et vice-consuls seront toutefois tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Il est, en outre, entendu que le droit d'administrer et de liquider les successions des Français décédés au Brésil appartiendra au consul de France, même dans le cas où les héritiers seraient mineurs, enfants de Français nés au Brésil, par réciprocité de la faculté qu'ont les consuls du Brésil en France d'administrer ou de liquider les successions de leurs nationaux dans les cas analogues.

Art. 8. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire; cependant les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre le capitaine, les officiers et les gens portés, à quelque titre que ce soit, sur le rôle d'équipage. Les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres qui en résulteraient seraient de nature à troubler la tranquillité publique, ou quand une ou plusieurs personnes du pays, ou étrangères à l'équipage, s'y trouveraient mêlées.

Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter main-forte aux consuls généraux, consuls et vice-consuls, lorsque ceux-ci la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'équipage qu'ils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leur nation respective à un autre titre que celui de passagers qui auraient déserté lesdits bâtiments. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment et du rôle d'équipage, ou, si le navire est parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage;

sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins et autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 10. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs seront réglées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de leur nation, à moins cependant que des sujets du pays où résiderait le consul ne se trouvassent intéressés dans ces avaries; car, dans ce cas, elles devraient être réglées par l'autorité locale, chaque fois qu'un compromis amiable ne sera pas intervenu entre les parties intéressées.

Art. 11. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes du Brésil seront dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de France, et réciproquement les consuls généraux, consuls et vice-consuls brésiliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, et la fiscalisation des impôts respectifs. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs, ainsi que les élèves consuls, chanceliers ou secrétaires, jouiront, dans les deux pays, de tous les autres privilèges, exemptions et immunités qui pourraient, par la suite, être accordés aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 13. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Paris dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original et signé à Rio de Janeiro, le dixième jour du mois de décembre de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé : JOAO LINS VIEIRA CANSANSO DE SINIMBU.

(L. S.) Signé : Le chevalier DE SAINT-GEORGES.

Convention de délimitation entre la France et la Sardaigne, signée à Turin le 7 mars 1861, ratifiée le 16 du même mois et promulguée par le gouvernement français le 31 mars.

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne voulant, en exécution du traité conclu entre eux le 24 mars 1860¹, prendre d'un commun accord les dispositions nécessaires pour que les limites indiquées en termes généraux comme séparant désormais l'Empire français des États royaux soient fixées d'une manière précise, détaillée et définitive, ainsi que dans l'esprit le plus conforme aux intérêts des sujets des deux souverains, ont chargé des officiers d'état-major de leurs armées de procéder, en qualité de commissaires nommés à cet effet, à l'opération sur le terrain et sur les plans géographiques, de même qu'à l'étude locale et à la désignation préliminaire des rectifications, échanges et arrangements spéciaux à stipuler, soit pour établir une démarcation convenable, soit pour favoriser des deux côtés les propriétaires frontaliers, dans des vues communes d'équité; ces commissaires s'étant acquittés de leur mission conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, Leursdites Majestés ont résolu de

1. Voir volume I des Archives, page 370.

conclure, d'après les bases ci-dessus énoncées, une convention de délimitation entre leurs États respectifs, et elles ont, dans ce but, constitué des plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur des Français, M. le comte *Aloys de Rayneval*, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., chargé des affaires de France à Turin ;

Et Sa Majesté le roi de Sardaigne, M. *Dominique Carutti de Cantogno*, commandeur de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre du Mérite civil de Savoie, etc., membres de l'Académie des sciences, etc., secrétaire général du ministère des affaires étrangères de Sardaigne ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Du côté de la Savoie, la nouvelle frontière suivra la limite actuelle entre le duché de Savoie et le Piémont, sauf les modifications ci-après :

Au petit Saint-Bernard, le tracé sera déterminé de la manière suivante :

Depuis le bec des Rolles ou Lancebranlette, qui fait partie de la crête des Alpes, il atteindra en ligne droite la source du torrent des Lanches et le suivra jusqu'au-dessous et à l'ouest de l'hospice, en laissant le petit lac du côté du Piémont. Une borne sera placée au point où l'ancienne limite rencontrait ce torrent.

À l'est, la ligne de démarcation sera l'ancienne limite entre les communes de Scez et de la Thuille jusqu'à cent dix mètres avant sa rencontre avec la route du Col (borne). Là, elle fera un angle droit, rejoindra le ruisseau qui coule à l'est et près de l'hospice, et suivra ce ruisseau jusqu'à son intersection avec la ligne élevée perpendiculairement au chemin qui conduit de l'oratoire à l'hospice, à cent mètres de ce dernier établissement. Cette même perpendiculaire, pour sa rencontre avec le torrent des Lanches, terminera de ce côté la limite entre les deux États. Une borne sera placée à l'intersection du chemin de l'Oratoire avec la perpendiculaire (annexe n° 3) (a).

Au col du grand Mont-Cenis, la frontière sera tracée suivant la ligne de partage des eaux. L'auberge de la Ramasse marque un point de cette ligne en restant du côté de la France. Une borne sera placée à l'angle sud-est de cette maison. À droite et à gauche de la route, des bornes seront élevées, indiquant visiblement la frontière, jusqu'au sommet des montagnes qui dominant le col, et qu'on appelle Loulioun à l'est et la Ture à l'ouest. Ces bornes seront au nombre de quatre à l'est et de deux à l'ouest, et placées comme l'indique le croquis ci-annexé sous le n° 4 (b).

Au col du petit Mont-Cenis, la ligne de partage des eaux sera aussi la ligne de démarcation entre les deux États. Le hameau de Coulour, habité seulement l'été, est situé sur le col même. Au centre des quatre maisons qui le composent se trouve, tout près et à l'ouest du chemin, un petit mamelon dont le sommet est un point de la ligne de séparation des eaux (borne). A droite et à gauche, la ligne de démarcation remonte jusqu'au sommet des montagnes qui dominent le col ; elles portent le nom de rochers des Lacs, à l'est, et Belle-Combe, à l'ouest. Les bornes, au nombre de trois de chaque côté du chemin, sont placées comme l'indique le croquis ci-annexé sous le n° 4 (c).

D'autres cols ou passages plus ou moins praticables existent entre le duché de Savoie et le Piémont. Des bornes y seront placées partout où il sera jugé nécessaire.

Art. 2. Du côté de l'arrondissement de Nice, la frontière entre les deux États sera la suivante :

De l'Enchastraya à la cime de Colla-Lunga, la crête des Alpes, des bornes seront placées aux cols et passages suivant la ligne de séparation des eaux. De la cime de Colla-Lunga, la ligne de démarcation suivra la crête qui s'en détache vers le sud, ainsi que le petit vallon qui se trouve dans cette même direction, jusqu'à la rencontre avec le chemin de Saint-Étienne à Colla-Lunga (borne). De là, elle ira en ligne droite à la pointe occidentale de Lous Cloutas (borne), puis à Sierrera del Camp (borne), en traversant la gorge du Cloutas en ligne droite. De la borne de Sierra del Camp, elle suivra la ligne de partage des eaux et, passant par le Serre del Terrassier, les rochers du Crest qui le terminent, près de la maison dite *lou Stalet*, qui reste du côté de la France et sur le Coulet, où une borne sera placée, elle ira aboutir au confluent de la Guercia et du Castiglione.

Entre la borne del Camp et l'origine du Serre del Terrassier, il sera placé deux bornes, comme l'indique le dessin ci-joint (annexe n° 5).

Au confluent de la Guercia et du Castiglione sont deux gros rochers sur lesquels sera marquée la ligne frontière. De ces rochers elle remontera par la crête abrupte de Serre de Vial jusqu'au petit col (borne) compris entre Testa de Ballarout et cime de Cialance, rejoindra cette dernière cime et descendra jusqu'à la Tinéa par le torrent nommé Pusé vers sa source, et vallon de Buona Nueuce dans la partie inférieure de son cours. Du vallon de Buona Nueuce à deux cent cinquante mètres au-dessous du vallon de Molières, le thalweg de la Tinéa sera la ligne de démarcation.

Là, d'énormes rochers couronnés par le plateau de Beaucier dominent la rive gauche de la Tinéa, une marque tracée sur ces rochers, puis la pointe de Cairiglios, qui s'élève au nord du plateau susmen-

tionné, fixeront la ligne de démarcation, qui traversera ainsi les rochers de Manval.

De la pointe de Cairiglios, la ligne suivra d'abord les rochers qui bordent le plateau au nord, et prendra ensuite la direction de la crête qui descend du point le plus élevé de Malaneut (borne). Cette crête porte les noms de Serriera del Pel, Serre del Pel, la Tira, et Riba de las Planas; elle passe à la cabane du Cluot de Ciay, à la borne de Ciay et entre les deux maisons de Maissiat. De Malaneut à la Penna Blanca, la ligne de démarcation traversera le vallon de los Clapetos en ligne droite; de là, en suivant la crête, elle passera à la Rocca Rougia, et joindra le confluent des deux sources du Mijes; elle suivra ce ruisseau, qui prend le nom de Cabana Vieglija, jusqu'à son confluent avec le vallon de Gasc, remontera ce dernier vallon puis celui de Costa Baudina, et atteindra ainsi la pointe de la Raya, d'où elle ira, en ligne droite, à la cime du Baus de la Fréma. Du Baus de la Fréma, la limite des deux États suivra la crête qui descend au col de la Balma de la Fréma (borne); de ce col, tournant vers le nord-est, elle arrivera en ligne droite à la naissance du vallon des Amberts, et suivra ce vallon jusqu'à sa rencontre avec la limite des communes de Val di Blora et Saint-Martin-Lantosca (borne). Elle se confondra avec cette limite jusqu'au Balaur Soubran (borne), en passant par le Balaur Soutan. De là, elle rejoindra en ligne droite l'origine du vallon d'Arcias, et le descendra jusqu'à son confluent avec le val de Borreone. Depuis le confluent du vallon d'Arcias jusqu'à trente mètres en *amont* de celui de Valliera del Saut, le thalweg du Borreone sera la ligne de démarcation. A la hauteur de ce point et sur la rive gauche du vallon, se trouvent de grandes masses de rochers, la ligne frontière les traversera en ligne droite pour atteindre la cime inférieure de Piagu (borne).

De la cime de Piagu à la crête qui règne entre le vallon de Madonna dit Finestre et le vallon de Gordolasca, la ligne de démarcation suivra le vallon de Madame (une borne sera placée à l'intersection de ce vallon avec le chemin qui conduit au col de Finestre), descendra celui de Finestre et, après cent vingt mètres de parcours, remontera le vallon del Mare Soutan pour aller aboutir aux rochers (borne) qui se trouvent sur cette crête entre la Testa del Mare à l'ouest, et celle du Cimietri à l'est. La ligne frontière suivra alors la crête en passant par la cime de Fuon Freja, Mont Clapeiretta, Mont Lapassé, Testa del Cinant, Cima del Pertu di Prals, et arrivera à la cime de la Valetia, qu'elle suivra jusqu'à sa rencontre avec le Gordolasca, remontera ce vallon jusqu'à cent cinquante mètres au-dessous du pont de Cabana (borne), prendra le vallon de la Testouletta et atteindra ainsi la cime de Cafalch, puis, en suivant la crête, le Cappelletto, et enfin la Cima del Diavolo.

De la Cima del Diavolo se détache un contre-fort qui forme au sud

le bassin de la Miniera. La ligne de démarcation en suivra la crête, qui forme déjà la limite entre les communes de Tenda et Saorgio et dont les points remarquables sont : Cima di Macruera, Cima del lac Carbone, Lo Scandai, Pointe dell'Arme del Becco, Pointe del Violé, Cima del Vespé, Cima della Nauca et Monte Gaurone. Du signal géodésique de Monte Gaurone, la ligne frontière continuera à suivre la limite entre les communes susindiquées qui, passant par les rochers dei Corvi, va de la pointe méridionale de ces rochers, rejoindre en ligne droite l'origine du vallon de Paganin en traversant les rochers de Balma Garbata. De là, elle descend ce dernier vallon jusqu'à la Roya (borne), remonte cette rivière jusqu'au confluent de vallon de Groa, qu'elle suit jusqu'à sa source, et se confond ensuite jusqu'à la pointe dite *Commune* (borne) avec les limites de Briga et de Saorgio, qui passent par Bassa de Giasque, le vallon de Bendola, vallon de la Borega, Cima de Pegairole, etc. De la pointe commune, la ligne de démarcation ira à la pointe Arpetta. De l'Arpetta, elle descendra par le vallon de Grauzel dans celui de Carlava, qu'elle suivra jusqu'au vallon de Ciapela Valgrana, remontera ce dernier vallon, passera à la croix de Meiriza (borne), atteindra en ligne droite la tête du vallon de l'Amore et suivra ce ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la limite qui sépare les communes de Breglio et de Penna (borne). De là, sauf au sud de la Cima del Bosco, entre les points A et B marqués sur le dessin (annexe n° 6), où elle sera tracée suivant la crête qui forme à l'ouest le bassin de la Bassera; elle suivra la limite entre les arrondissements de Nice et de Saint-Remo qui passe par les hauteurs de Damasco, coupe la Roya, suit le vallon du Rio, la crête qui descend du col de Brouis par Testa di Paola et Mont-Grazian, traverse la Bevera, passe par Testa di Cuore, la Serrea, les rochers de Montacier, le Grammondo, les rochers de Campassi, Testa dell'Ausura, les rochers de Corna, la roche Longheira et Castello del Lupo, elle continuera de suivre cette limite environ deux cents mètres vers le sud jusqu'à la pointe (borne) qui se trouve entre Castello del Lupo et le Monte Carpano. De là, passant par ce dernier mont, la Gardieura et la cime della Girauda, elle descendra par les rochers de ce nom et ira aboutir à l'entrée du pont de Saint-Louis, qui reste au Piémont (borne). Du pont à la mer, le thalweg du ruisseau de Saint-Louis formera la ligne frontière.

Art. 3. Il est entendu que la fixation de la limite de souveraineté ne portera aucune atteinte aux droits de propriété et d'usage, non plus qu'aux servitudes actives et passives des particuliers, des communes et des établissements publics des pays respectifs.

Les Français propriétaires, à la date du traité d'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, de terres situées en Piémont

dans le demi-myriamètre de la nouvelle frontière, et les Piémontais propriétaires, à la même date et dans les mêmes limites, de terres situées en France, jouiront de la liberté d'importer en France et dans les États sardes, sans avoir à acquitter aucun droit de douane ni à la sortie, ni à l'entrée, soit du Piémont, soit de la France, les denrées provenant de la récolte de ces terres, ainsi que les coupes de bois, le lait, le beurre, les fromages et la laine ayant la même origine.

Dans les limites qui viennent d'être indiquées, les Français propriétaires dans les États sardes, et les Piémontais propriétaires en France, seront admis à transporter en franchise, d'un pays dans l'autre, les engrais destinés à l'amendement de leurs terres et les grains nécessaires aux semences.

Art. 4. Les produits ci-dessus mentionnés provenant, dans le comté de Nice, des territoires piémontais compris entre la frontière et la crête des Alpes et appartenant soit à des populations françaises, soit aux hameaux de Molières, de la Lionne et de la Guercia, soit aux deux communes de Tenda et Briga, entreront en France librement, sans avoir à acquitter aucun droit de douane.

Art. 5. Les communes françaises dont les territoires s'étendent au delà de la crête des Alpes jouiront, pour l'exploitation de la partie de leurs biens situés en arrière de cette crête, de toutes les immunités mentionnées dans les articles 3 et 4.

Art. 6. Entre Colla-Lunga et le Mont-Clapier, les douanes piémontaises ne dépasseront pas la crête des Alpes, et, dans les parages du Mont-Cenis, elles ne s'avanceront pas au delà des anciennes limites des communes de Lans-le-Bourg et de Bramant.

Il est entendu que leur action ne pourra s'exercer, dans aucun cas, en avant de ces lignes ainsi fixées.

Art. 7. Les délits et contraventions, qui pourraient avoir lieu sur le Mont-Cenis et sur les territoires compris entre la ligne frontière et la crête des Alpes, depuis Colla-Lunga jusqu'au Mont-Clapier, seront constatés par les gardes champêtres des communes françaises auxquelles ces territoires appartiennent.

Ces gardes champêtres devront être assermentés devant un tribunal sarde, et leurs procès-verbaux seront mis en poursuite devant ce même tribunal.

Art. 8. Les bois appartenant à des communes françaises et situés dans le comté de Nice, entre la ligne frontière et la crête des Alpes, seront administrés par les agents du gouvernement français; toutefois, ces agents ne seront appelés qu'à constater les délits ou contraventions en matière forestière qui seraient commis par des Français résidant en France; et leurs procès-verbaux ne pourront être mis en poursuite que devant les tribunaux français.

Art. 9. Les propriétaires français ou piémontais qui voudront profiter des immunités sus-indiquées seront tenus de déclarer aux bureaux des douanes françaises et sardes les plus voisins, l'étendue, la valeur, le genre de culture des terres et le nombre de têtes de bétail dont ils auront à importer ou à exporter les produits. Ils devront, en outre, justifier de leur possession par le dépôt, dans les mêmes bureaux de douane, soit de titres de propriété, soit de copies authentiques de ces titres, soit enfin de certificats de notoriété délivrés par les maires ou de certificats des conservateurs des hypothèques.

Chaque année, des déclarations seront faites dans la saison des récoltes pour indiquer, au moins approximativement, les quantités de produits qu'on devra importer.

Dans le cas où les déclarations seraient reconnues par les douanes françaises ou sardes être exagérées, on aura recours à une commission d'agriculteurs, au nombre de trois, dont l'un sera nommé en France par le sous-préfet de l'arrondissement, le second en Sardaigne par l'intendant.

Le troisième expert sera désigné par les deux premiers, et, à défaut d'entente de ceux-ci, par le maire sur le territoire duquel la contestation se sera produite. Leur avis fera règle, au moins provisoirement, sauf aux deux gouvernements à s'entendre, s'il y avait lieu, pour le faire réformer.

Art. 10. Les délais pour l'exportation et l'importation en franchise des produits énoncés en l'article 3, provenant de propriétés limitrophes, sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour les bois, le lait, le beurre, les fromages, la laine et les engrais, *durant toute l'année;*

Pour les produits de vendange (le moût encore muet et le vin en fermentation) *à partir de la récolte jusqu'à la fin de novembre;*

Pour les olives fraîches, les oranges, les fleurs et feuilles d'oranger, *à partir de la récolte jusqu'au 1^{er} juillet de l'année suivante;*

Pour tous les autres produits de la terre, dits produits naturels, *depuis la récolte jusqu'au mois d'avril de l'année suivante.*

Art. 11. Pour être admis au bénéfice de la franchise à l'entrée, les produits, autres que le beurre et les fromages, devront être présentés dans l'état même où l'agriculture est dans l'usage de les enlever du lieu de l'exploitation. Les bois, notamment, devront être bruts, et les céréales ne devront avoir été ni battues ni engrangées.

Toutefois, dans les localités où les transports ont lieu à dos de bêtes, les céréales pourront être importées en grains, et il est entendu que les pays mentionnés à l'article 4 de la présente Convention sont dans ce cas.

Les importations en franchise ne pourront s'effectuer que par les

bureaux où les déclarations et les titres de propriété auront été déposés.

Chaque envoi devra, en outre, être accompagné d'une déclaration expresse du propriétaire, portant que la quantité de.... provient réellement des terres qu'il possède dans les conditions de la présente Convention et qu'il affirme ne les avoir pas encore vendues.

Art. 12. Les fermiers, soit Français, soit Piémontais, jouiront respectivement, au même titre et sous les mêmes conditions que le propriétaire lui-même, des privilèges afférents aux propriétés limitrophes.

Art. 13. Dans les conditions prévues par la présente Convention, la faculté d'exportation en franchise sera acquise, à la sortie de France, à tous les Piémontais propriétaires en France, de terres limitrophes, et, à la sortie du Piémont, à tous les Français propriétaires en Piémont, de terres limitrophes, pourvu que leur propriété soit justifiée, et sans qu'on ait à examiner comment la propriété leur est échue.

Mais, en ce qui concerne la faculté d'importation en franchise, les privilèges attribués, de chaque côté aux propriétaires en possession, au moment de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, ne seront transmissibles à leurs héritiers qu'autant que ces héritiers seront, suivant le cas, Français ou Sardes, et seulement aussi lorsque les biens-fonds leur échoiront personnellement, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale au premier degré, en vertu des lois sur les successions, et seulement jusqu'à concurrence de leur part individuelle. Les héritiers seront tenus de faire les justifications nécessaires.

Les susdits privilèges s'étendent aussi aux usufruitiers, lorsque la propriété reste aux héritiers en ligne directe, et aux héritiers en ligne collatérale au premier degré.

Les droits au bénéfice du régime des propriétés limitrophes, à l'importation, s'éteignent quand il y a succession en ligne collatérale au delà du premier degré, transmission à titre de donation ou de legs ou par vente, et mutation de propriété à titre volontaire.

Art. 14. Les restrictions mentionnées aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article précédent ne sont pas applicables aux propriétés du Mont-Cenis, tant qu'elles appartiendront à des Français, ni aux propriétés comprises entre la crête des Alpes et la ligne frontière.

Toutefois, les propriétaires des immeubles placés dans ces conditions demeureront assujettis aux obligations déterminées par l'article 9 de la présente Convention.

Art. 15. Les Français qui ont des troupeaux en France, près de la nouvelle frontière, et les Piémontais qui ont des troupeaux dans les États sardes, près de la susdite frontière, pourront envoyer librement

ces troupeaux aux pacages qu'ils possèdent à l'étranger, et à ceux de l'étranger à charge seulement de souscrire, au moyen d'acquits à caution levés aux bureaux de douane français et sardes, l'engagement de les réintroduire ou de les réexporter, suivant qu'il y aura lieu, dans un délai de six mois.

Les jeunes bêtes nées à l'étranger, pendant le pacage, jouiront de la franchise à la sortie et à l'entrée. Dans le cas prévu par le présent article, le crédit pour l'exportation ou l'importation des fourrages devra, en outre, être réduit dans la proportion des quantités consommées par les troupeaux qui auront été envoyés aux pacages d'un pays dans l'autre.

Art. 16. A cet acte sont annexés :

Sous le n° 1. — Le protocole signé à Paris, le 27 juin 1860, par le général de brigade marquis de Beaufort-d'Hautpoul, commissaire français, et par le major général comte Pettiti et le lieutenant-colonel Federici, commissaires sardes.

Sous le n° 2. — Deux protocoles signés, l'un à Nice, le 26 novembre 1860, et l'autre à Turin, le 16 février 1861, par le lieutenant-colonel d'état-major Galinier et le chef d'escadron d'état-major Smet, commissaires français, et par le lieutenant-colonel d'état-major Federici et le capitaine d'état-major Ricci, commissaires sardes.

Sous le n° 3. — La carte au cinquante-millième de la frontière de la Savoie, depuis le Mont-Grappillon, du côté de la Suisse, jusqu'au Mont-Tabor, où la limite de la Savoie rejoint la frontière de la France.

Sous le n° 4. — Trois croquis au dix-millième des cols du petit Saint-Bernard et des deux Mont-Cenis qui seront remplacés par des plans réguliers à la même échelle.

Sous le n° 5. — La carte au cinquante-millième depuis l'Enchastrey jusqu'à la cime de Colla-Lunga.

Sous le n° 6. — Les plans au dix-millième depuis la cime de Colla-Lunga jusqu'à la mer.

Sous le n° 7. — Le dessin figuratif des poteaux.

Les documents mentionnés sous les n° 3, 4, 5, 6 et 7, sont contre-signés par les commissaires français et sardes.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté l'empereur des Français et par Sa Majesté le roi de Sardaigne, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double-original à Turin, le 7 mars 1861.

(L. S.) Signé : C. A. DE RAYNEVAL.

(L. S.) Signé : CARUTTI.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Acte constitutionnel de l'Empire d'Autriche rendu par l'empereur
Ferdinand I^{er} à Vienne le 25 avril 1848¹.**

FERDINAND I^{er}, par la grâce de Dieu empereur d'Autriche, etc.

Convaincu que les institutions politiques doivent suivre les progrès de la civilisation et du développement intellectuel des peuples, et continuellement disposé à reconnaître que, grâce aux bénédictions d'une longue paix, les peuples qui nous sont confiés, ne sont pas restés en arrière dans le cours de ces progrès, nous leur avons, par nos lettres patentes du 15 mars dernier, assuré l'octroi d'une charte constitutionnelle. En accomplissant aujourd'hui notre parole impériale, c'est une satisfaction bien douce pour notre cœur de pouvoir, en retour des nombreux témoignages d'amour et de loyal attachement de nos bien-aimés peuples, manifester d'une manière aussi solennelle notre sollicitude pour leur bien-être, ainsi que notre désir d'assurer leur état légal et de leur accorder une participation aux affaires de la patrie propre à garantir leurs intérêts. Ce considérant, sur les propositions de notre conseil des ministres, et après les avoir mûrement examinées, nous avons résolu de rendre l'acte constitutionnel ci-après pour les pays désignés dans son contenu et nous plaçons cet acte sous la protection commune de tous les peuples appartenant à notre empire, avec le ferme espoir que les liens de confiance entre le trône et le peuple et la réunion, depuis tant de siècles, des États appartenant à cette monarchie, n'en seront que plus intimement cimentés. Ordonnons, en

1. *Gazette de Vienne.*

conséquence, à tous nos sujets sans exception ainsi qu'à toutes les autorités, ecclésiastiques, civiles et militaires, d'en observer inviolablement les dispositions. Nous nous réservons de faire élire les représentants de toutes les provinces sur une loi électorale provisoire à rendre, et de les réunir en diète de l'empire.

1. *Dispositions générales.* — Art. 1^{er}. Tous les pays faisant partie de l'empire d'Autriche forment une monarchie constitutionnelle indivisible. — Art. 2. L'acte de constitution s'applique aux pays suivants : les royaumes de Bohême, de Gallicie, de Lodométrie avec Auschwitz, Zator et la Bukowine, d'Illyrie (composé des duchés de Carinthie et de Carniole et du territoire du littoral), le royaume de Dalmatie, l'archiduché d'Autriche, au delà et en deçà de l'Ems, les duchés de Salzbourg, de Styrie, de la haute et basse Silésie, le margraviat de Moravie, le comté de Tyrol avec le Vorarlberg. — Art. 3. La division territoriale des différentes provinces conservera son extension actuelle et ne pourra être changée qu'en vertu d'une loi. — Art. 4. L'inviolabilité de la nationalité et de la langue est garantie à toutes les tribus. — Art. 5. La couronne est héréditaire dans la maison de Habsbourg-Lorraine en vertu du principe de la pragmatique sanction du 19 avril 1713. — Art. 6. L'héritier de la couronne est majeur quand il aura accompli sa dix-huitième année. — Art. 7. Pendant sa minorité, ou s'il n'est pas en état de gouverner lui-même, il sera nommé une régence en vertu d'une loi spéciale.

2. *L'Empereur.* — Art. 8. La personne de l'Empereur est sacrée et inviolable. Il n'est pas responsable de l'exercice du pouvoir; pour que ses ordonnances aient une entière validité, il faut qu'elles soient contre-signées par un ministre responsable. — Art. 9. A l'ouverture de la première diète de l'empire, l'Empereur s'engagera par serment à maintenir la constitution; chacun de ses successeurs prêtera le même serment immédiatement après son avènement. — Art. 10. Le pouvoir exécutif appartient à l'Empereur seul; il exerce le pouvoir législatif de concert avec la diète. — Art. 11. Il nomme à tous les emplois, confère toutes les dignités, les décorations et les titres de noblesse; il a le commandement supérieur de l'armée de terre et de mer et dispose de l'une et de l'autre. — Art. 12. Il déclare la guerre et conclut la paix et des traités avec des gouvernements étrangers. Tous les traités passés avec des États étrangers doivent être sanctionnés par la diète. — Art. 13. L'Empereur récompense les services distingués; il a le droit de faire grâce et d'atténuer les peines; toutefois, pour celles qui concernent les ministres qui auront été condamnés, la grâce dépendra de la décision de l'une des deux chambres de la diète. — Art. 14. L'administration de la justice émane de l'Empereur et est exercée en son nom. — Art. 15. L'Empereur a le droit de proposer des lois à la diète;

c'est à lui seul qu'appartient le droit de sanctionner toutes les lois. — Art. 16. Il convoque annuellement la diète; il peut l'ajourner ou la dissoudre; dans ce dernier cas, il devra en convoquer une nouvelle dans l'espace de quatre-vingt-dix jours. A la mort de l'Empereur, la diète devra se réunir dans l'espace de quatre semaines.

3. *Droits civiques et politiques des citoyens.* — Art. 17. L'entière liberté religieuse et de conscience, ainsi que la liberté personnelle, est garantie à tous les citoyens. — Art. 18. Personne ne pourra être arrêté, excepté dans le cas de flagrant délit, que suivant les formes légales. Dans les vingt-quatre heures après l'arrestation, le détenu devra être interrogé et conduit devant son juge. Des visites domiciliaires ne peuvent avoir lieu que dans des cas et dans les formes prescrites par la loi. — Art. 19. La liberté de la parole et de la presse est assurée par la constitution, après que la censure a été complètement abolie. La punition des abus sera fixée par une loi que rendra la première diète. — Art. 20. Le secret des lettres est inviolable. — Art. 21. Les étrangers qui n'ont pas encore acquis des droits civiques jouissent aussi des libertés indiquées aux articles 17—20. — Art. 22. Tous les citoyens ont le droit d'adresser des pétitions et de former des assemblées. Des lois spéciales régleront l'exercice de ces droits. — Art. 23. Les autorités ne pourront apporter aucun obstacle à la liberté d'émigration. — Art. 24. Tout citoyen peut devenir propriétaire foncier, exercer toute profession légalement autorisée, et arriver à toutes les charges et dignités. — Art. 25. Tous les citoyens sont égaux devant la loi; ils seront jugés par des cours les mêmes pour tous; ils sont soumis aux mêmes obligations pour ce qui concerne la défense du pays et les impôts, et personne ne peut contre sa volonté être soustrait à son juge ordinaire. — Art. 26. Les tribunaux militaires ne subiront aucun changement jusqu'à la promulgation d'une loi spéciale. — Art. 27. La disparition des différences basées sur des lois, et qui existent encore dans quelques parties de la monarchie, quant aux droits civiques et politiques de quelques confessions religieuses, ainsi que la suppression de toutes les mesures qui restreignent encore l'acquisition de propriétés foncières de toute espèce formeront l'objet des lois qui seront présentées à la première diète. — Art. 28. Les juges ne pourront être destitués, reculés, transférés ou admis à la retraite qu'en vertu d'une sentence judiciaire. — Art. 29. La justice sera exercée d'après une procédure publique et orale. — Il sera institué pour les délits criminels un jury, dont l'établissement sera fixé par une loi spéciale. — Art. 30. L'organisation des cours de justice ne pourra être changée qu'en vertu d'une loi. — Art. 31. Toutes les confessions religieuses chrétiennes, légalement reconnues dans la monarchie, ainsi que le culte israélite, pourront être exercées librement.

4. *Des ministres.* — Art. 32. Les ministres sont responsables de tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. — Art. 33. Cette responsabilité, ainsi que la fixation de l'autorité qui mettra en accusation et qui jugera, sera réglée par une loi spéciale.

5. *De la diète.* — Art. 34. La diète, qui exerce avec l'Empereur le pouvoir législatif, est divisée en deux chambres, le sénat et la chambre des députés. La durée de la diète, qui se réunira chaque année, est fixée à cinq ans. — Art. 35. Le sénat se compose : *a.* Des princes de la maison impériale qui ont accompli leur vingt-quatrième année. *b.* Des membres nommés à vie par l'Empereur, sans égard au rang et à la naissance. *c.* De cent cinquante membres que les principaux propriétaires fonciers éliront dans leur sein pour toute la durée de la période électorale. — Art. 36. La chambre des députés se compose de trois cent quatre-vingt-trois membres. L'élection de tous les membres de la chambre des députés repose sur le chiffre de la population et sur la représentation de tous les intérêts civiques. — Art. 37. Les élections des membres des deux chambres auront lieu pour la première diète d'après un règlement électoral provisoire. — Art. 38. La loi électorale définitive sera discutée par la diète; elle contiendra aussi les dispositions concernant les indemnités à accorder aux députés de la deuxième chambre. — Art. 39. Chaque chambre élit ses présidents et ses autres fonctionnaires; elle seule vérifie les pouvoirs de ses membres et décide de leur validité. — Art. 40. Les membres des deux chambres ne peuvent exercer que personnellement leur droit de suffrage et ne peuvent recevoir aucune instruction de leurs commettants. — Art. 41. Les séances des deux chambres sont publiques; c'est la chambre elle-même qui décide à huis clos si, sur la demande de dix membres ou du président, il devra être dérogé à cette règle. — Art. 42. Aucun membre de l'une ou de l'autre chambre ne pourra, le cas de flagrant délit excepté, être poursuivi juridiquement ou arrêté pendant la durée de la diète sans l'autorisation expresse de la chambre à laquelle il appartient. — Art. 43. Un membre de la chambre qui accepte une place rétribuée par l'État doit se soumettre à une nouvelle élection; le gouvernement ne refusera à aucun membre élu le droit de siéger dans les chambres. — Art. 44. Les chambres ne se réunissent que sur la convocation de l'Empereur et n'ont plus à s'occuper d'affaires après la dissolution ou l'ajournement.

6. *Attributions de la diète.* — Art. 45. Toutes les lois doivent être approuvées par les deux chambres et sanctionnées par l'Empereur. — Art. 46. A la première diète et à chaque nouvel avènement, on fixera la liste civile de l'Empereur pour toute la durée de son règne. Les apanages et les dotations pour les membres de la maison impériale seront soumis à la sanction de la diète. — Art. 47. Les allocations an-

nelles pour compléter l'armée active, la perception des impôts, la conclusion d'emprunts, la vente de propriétés de l'État, l'examen et la fixation du budget annuel ne peuvent avoir lieu qu'au moyen d'une loi. Ces projets de loi seront portés en premier lieu devant la chambre des députés. — Art. 48. Les deux chambres peuvent présenter des projets de loi ou proposer au gouvernement telle ou telle loi en l'accompagnant de l'exposé des motifs. Elles peuvent accepter des pétitions et les faire discuter ; toutefois ces pétitions ne pourront pas être présentées personnellement par des particuliers et par des corporations, mais par un membre des chambres. — Art. 49. Pour qu'une résolution puisse être prise, il faut qu'il y ait au sénat trente membres présents pour le moins et à la deuxième chambre soixante. — Art. 50. Tout projet de loi tendant à compléter, expliquer ou changer la constitution doit réunir dans chacune des deux chambres les suffrages des deux tiers des membres présents. — Art. 51. Pour tous les autres projets de loi il suffit de la majorité absolue. — Art. 52. Le gouvernement est représenté dans les deux chambres par les ministres responsables ou par un commissaire, qui devra être désigné aux chambres. Les ministres et les commissaires n'auront un vote décisif que s'ils sont membres des chambres. — Art. 53. Un règlement spécial, qui devra être soumis à chaque chambre, fixera la marche des affaires pour chacune d'elles ; jusqu'à ce qu'il soit achevé, le gouvernement publiera un règlement provisoire pour chacune des deux chambres.

7. *Diètes provinciales.* — Art. 54. Il y aura dans quelques pays des diètes provinciales pour veiller aux intérêts des provinces, pour autant que ces derniers ne concernent pas tout l'empire. Les diètes provinciales actuelles conserveront leur organisation pour autant qu'elle ne sera pas modifiée par la constitution. — Art. 55. Une des premières tâches de la diète sera d'examiner et d'apprécier les modifications qui doivent être apportées conformément à l'esprit du siècle, à la constitution des diètes provinciales, et de discuter les propositions qui leur seront soumises sur le mode de remboursement des charges foncières déclarées rachetables. — Art. 56. Pour sauvegarder les intérêts particuliers des cercles et des districts dans chaque province, la législation fixera des institutions municipales spéciales. — Art. 57. Les constitutions municipales devront être réglées d'après le principe que tous les intérêts de la commune et de ses membres y doivent être représentés. — Art. 58. Il sera établi dans toute l'étendue de la monarchie une garde nationale, qui sera organisée d'après une loi spéciale ; toutefois elle restera subordonnée à l'autorité civile et aux tribunaux civils. — Art. 59. La garde nationale et tous les fonctionnaires prêteront serment à l'Empereur sur la constitution. Le serment prêté par l'armée sur la constitution sera admis dans le serment de fidélité au drapeau.

Donné dans notre résidence de Vienne le 25 avril de l'année 1848, de notre règne la quatorzième.

FERDINAND.

FICQUELMONT, ministre des affaires étrangères et président ad interim du conseil des ministres. PILLERSDORF, ministre de l'intérieur. KRAUS, ministre des finances. SOMMARUGA, ministre de l'instruction publique. ZANINI, ministre de la guerre.

Ordonnance concernant l'élection des députés au Conseil de l'Empire pour le royaume lombard-vénitien.

En exécution de l'article 5 de la patente du 26 février 1861 ¹, qui charge les congrégations du royaume lombard-vénitien de l'élection de vingt membres de la Chambre des députés du Conseil de l'Empire, nous ordonnons avec l'approbation de l'Empereur :

Art. 1^{er}. Sur les vingt députés attribués au Conseil de l'Empire pour le royaume lombard-vénitien, il y en aura, pour la ville de Venise, 1 ; pour la province de Venise, 1 ; de Bellune, 1 ; de Rovigo, 1 ; de Mantoue, 1 ; de Trévise, 2 ; de Vicence, 3 ; de Vérone, 3 ; de Padoue, 3 ; d'Udine, 4.

Art. 2. Est éligible, comme député, toute personne : *a.* âgée de 30 ans, *b.* ayant la jouissance complète de ses droits civils ; *c.* possédant dans une commune du royaume lombard-vénitien le droit électoral passif pour le conseil municipal, ou dans des communes rurales plus petites, qui n'ont pas de conseil municipal, le droit d'être élu premier délégué de la commune.

Art. 3. Ne sont pas éligibles : *a)* les personnes reconnues coupables de crime, délit ou d'une contravention née de l'amour du gain ou contre les bonnes mœurs, ou qui n'ont été acquittées d'une accusation de ce genre que par l'insuffisance des preuves ; *b)* les personnes prévenues d'un des actes prévus par le paragraphe précédent, tant que l'instruction n'est pas terminée ; *c)* les personnes en état de faillite ou faisant cession de biens, tant que la procédure n'est pas terminée, et après, lorsqu'il a été reconnu qu'elles étaient en faute.

Art. 4. Les *consigli comunali* et *convocati generali* éliront un candidat pour chaque député attribué à leur province et adresseront le procès-verbal de l'élection à la congrégation provinciale.

Art. 5. Les congrégations provinciales formeront dans le délai déterminé, en se basant sur les procès-verbaux qui leur seront adressés

1. *Archives*, t. II, p. 20.

et qui seront trouvés réguliers, et parmi les candidats y désignés dans une séance extraordinaire, présidée par le plus âgé des députés présents, ou en présence du délégué ou de son substitut, comme commissaire du gouvernement, une liste de trois candidats qui sera soumise à la congrégation centrale du royaume lombard-vénitien. Les congrégations provinciales procéderont, pour la formation de cette liste, conformément aux règles adoptées pour l'élection des députés des congrégations.

Art. 6. Pour les députés de la ville de Venise, le conseil municipal dressera directement la liste des trois candidats et la remettra à la congrégation centrale.

Art. 7. La congrégation centrale élit en séance extraordinaire, présidée par le plus âgé des membres présents et en présence du gouverneur ou de son lieutenant comme commissaire du gouvernement, parmi les candidats proposés par les congrégations provinciales et le conseil municipal de la ville de Venise, à la majorité absolue des voix, le nombre des députés attribués à chaque province et à ladite ville, et leur délivre le certificat d'élection lorsqu'il a été accepté.

Art. 8. Le gouverneur est autorisé à fixer les délais pour les diverses élections, en ayant égard à l'époque de la réunion du Conseil de l'Empire.

24 mars 1861.

Signé : SCHMERLING.

**Communication de l'empereur d'Autriche à la chambre
des Magnats, le 6 avril 1861.**

Nous, François-Joseph I^{er}, par la grâce de Dieu empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, Bohême, Gallicie et Lodomerie, ainsi que roi de la Lombardie, de la Vénétie et de l'Illyrie, archiduc d'Autriche, aux barons, magnats, ecclésiastiques et séculiers, et aux représentants de notre Hongrie et des pays annexés, qui sont remis dans la Diète convoquée par nous pour le 2 avril de l'année 1861, dans notre ville libre royale de Bude, salut :

Chers fidèles, étant empêché actuellement dans l'accomplissement de notre vœu d'ouvrir en personne la Diète convoquée pour le 2 avril, et de la diriger de notre personne royale, nous vous faisons savoir par les présentes que nous avons chargé de l'ouverture de la présente Diète, en notre nom, notre fidèle et aimé conseiller privé et *judex curiæ* de Hongrie, le comte Georges Apponyi, de Nagy-Apponi, comme notre commissaire, auquel nous avons donné pouvoir exprès à ce sujet, lequel vous remettra en copie et traduction authentiques le document d'abdication signé le 2 décembre 1848 dans la ville

d'Olmütz¹, par lequel notre auguste oncle l'empereur Ferdinand I^{er}, le cinquième de ce nom comme roi de Hongrie et de Bohême, a abdicqué la couronne, et notre auguste père, François-Charles, archiduc, a déclaré solennellement sa renonciation au droit de succession à la couronne, à l'effet de les introduire comme articles dans le livre de la loi, et fera connaître en même temps aussi notre résolution royale, à l'effet d'assurer la pragmatique sanction des articles 1 et 2 du statut

1. *Acte d'abdication de l'empereur d'Autriche, Ferdinand I^{er}, en date d'Olmütz, le 2 décembre 1848.*

Nous, Ferdinand I^{er}, par la grâce de Dieu empereur d'Autriche, *roi de Hongrie et de Bohême, le cinquième de ce nom, roi de la Lombardie et de Venise, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Gallicie, de Lodomerie et d'Illyrie, roi de Jerusalem, etc., archiduc d'Autriche, grand-duc de Toscane, duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, grand-duc de Transylvanie, margrave de Moravie, duc de la haute et basse Silésie, de Modène, de Parme, de Plaisance et Guastalla, d'Auschwitz et Zator, de Teschen, de Frioul, de Raguse, de Zara, comte-prince de Habsbourg, de Tyrol, de Kybourg, de Goritz et Gradiska, prince de Trente et de Brixen, margrave de la haute et basse Lusace et d'Istrie, comte de Hohenems, Feldkirch, Bregenz, Sonnenberg, etc., seigneur de Trieste, de Cattaro, et de la marche Vindique.*

Lorsque, après la mort de notre père, feu l'empereur François I^{er}, nous montâmes sur le trône dans l'ordre de succession légal, nous implorâmes avant tout l'assistance divine, pénétré que nous étions de la sainteté et de la gravité de nos devoirs. Le droit de protéger a été la devise de notre règne, avancer le bonheur des peuples de l'Autriche en a été le but.

L'amour et la gratitude de nos peuples nous ont largement dédommagé des peines et des soucis du trône, et même dans les derniers jours, lorsqu'on fut parvenu, par suite de menées criminelles, à troubler l'ordre légal dans une partie de nos empires et à y allumer la guerre civile, l'immense majorité de nos peuples a conservé la fidélité due au monarque. Des marques d'attachement qui, au milieu de dures épreuves, ont été douces à notre cœur, nous ont été données de toutes les contrées de l'Empire.

Cependant la force des circonstances, le besoin nécessaire et inévitable d'une grande et vaste transformation de notre forme gouvernementale, à laquelle, *en mars dernier*, nous nous appliquâmes à frayer la voie, nous ont convaincu qu'il fallait de plus jeunes forces pour avancer cette grande œuvre et la conduire à bonne fin.

Aussi, après une mûre réflexion et pénétré de l'impérieuse nécessité de cette démarche, nous avons pris la résolution de renoncer solennellement à *la couronne impériale d'Autriche.*

Notre auguste frère et légitime successeur, l'archiduc François-Charles, qui nous a toujours été fidèlement attaché et qui a partagé nos efforts, a déclaré et déclare, en signant avec moi le présent manifeste, que, lui aussi, renonce à la couronne *impériale* d'Autriche, en faveur de son fils, appelé après lui au trône, l'auguste archiduc François-Joseph.

Nous déchargeons tous les fonctionnaires de l'État de leurs serments et nous leur enjoignons de remplir fidèlement leurs devoirs vis-à-vis du nouveau souverain, conformément aux serments qu'ils ont prêtés.

C'est en lui exprimant notre gratitude que nous prenons congé de notre brave armée; pénétré de la sainteté de ses serments, servant de boulevard contre les ennemis extérieurs et les traîtres à l'intérieur, elle a toujours été, et jamais autant que dans cette époque récente, le ferme appui de notre trône, un modèle de fidélité, de constance et de dévouement jusqu'à la mort, le soutien de la monarchie en danger, l'orgueil et l'ornement de la commune patrie. Elle se pressera autour de son nouveau souverain avec le même amour et le même dévouement.

En déliant enfin tous les peuples de l'Empire de leurs devoirs envers nous, et

de l'année 1724¹, afin que, quand le diplôme, dont les termes doivent être arrêtés de concert entre nous et vous, sera rédigé, nous paraissions au milieu de vous pour notre inauguration royale et couronnement solennel, et puissions diriger personnellement cette Diète en lui remettant nos propositions royales. Espérant dans la grâce du Tout-Puissant et l'attachement de notre fidèle nation hongroise voir bientôt l'accomplissement de ce vœu vif et sincère, nous avons pris les dispositions usitées par une ordonnance rendue aujourd'hui, et que le commissaire royal susnommé vous remettra pour la réception solennelle de notre personne.

Pour le reste, nous continuons à vous accorder notre bienveillance et grâce impériale et royale.

Donné dans la capitale de notre empire, à Vienne, en Autriche, le premier jour du mois d'avril de l'année 1861.

FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

BARON NICOLAS VAY, *m. p.*

ED. SZEDENGI, *m. p.*

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Correspondance entre le ministre de Sardaigne et le Conseil fédéral, concernant la reconnaissance du royaume d'Italie.

Notification du commandeur Alex. Jocteau, ministre de Sardaigne, faite le 23 mars, au nom de son gouvernement, au Conseil fédéral suisse :

Le Parlement national a rendu une loi sanctionnée par Sa Majesté le roi de Sardaigne, en vertu de laquelle Victor-Emmanuel II prend pour lui et ses suc-

en transportant solennellement et à la face du monde tous nos devoirs et nos droits sur la personne de notre bien-aimé neveu, comme notre légitime successeur, nous recommandons tous ces peuples à la bonté et à la protection particulières de la divine Providence.

Que le Tout-Puissant leur rende la paix intérieure, qu'il ramène dans le devoir les gens égarés et ceux qui ont été trompés, qu'il rouvre les sources taries de la prospérité publique et répande abondamment sur notre pays ses bénédictions; puisse-t-il éclairer et fortifier notre successeur, l'empereur François-Joseph I^{er}, afin qu'il remplisse sa haute et difficile vocation pour son propre honneur, pour la gloire de notre maison, pour le bonheur des peuples qui lui sont confiés.

Donné dans notre capitale d'Olmütz le 2 décembre de l'année 1848, de notre règne la quatorzième.

FERDINAND.

FRANÇOIS-CHARLES,
SCHWARZENBERG.

1. Voir d'Angeberg, *Recueil des Traités*, concernant l'Autriche et l'Italie, p. 62.

cesseurs le titre de roi d'Italie. Par là est consacré solennellement et suivant les formes constitutionnelles le nouvel ordre de choses qui va être reconnu maintenant comme tel par l'Europe.

Jouissant des sympathies des peuples les plus éclairés, l'Italie prend rang désormais parmi les puissances, avec la confiance qu'elle formera un élément d'ordre et de sûreté générale de plus.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté, en s'acquittant au nom de son gouvernement de l'agréable devoir de notifier cet important événement à Son Excellence le président du Conseil fédéral M. Knusel, est heureux de pouvoir exprimer la confiance que le Conseil fédéral est animé des mêmes bons sentiments que le gouvernement du roi. C'est ce que lui garantissent, outre les nombreux intérêts communs qui lient les deux pays dans le présent et pour l'avenir, les sentiments généreux du peuple suisse, qui tient si ferme au principe de l'indépendance, principe sur lequel se fonde également le gouvernement du roi.

Le soussigné profite de cette occasion, etc.

Réponse du Conseil fédéral :

Par une note du 23 de ce mois, M. le commandeur Jocteau notifie que le Parlement national a rendu une loi sanctionnée aussi par S. M. le roi de Sardaigne, en vertu de laquelle Victor-Emmanuel II prend pour lui et ses successeurs le titre de roi d'Italie.

En vous envoyant copie ci-jointe de cette note, nous vous chargeons de remercier pour nous le gouvernement du roi Victor-Emmanuel de cette bienveillante communication, et d'exprimer en même temps notre satisfaction des sentiments amicaux que le gouvernement de Sa Majesté a manifestés à cette occasion à l'égard de la Suisse. Celle-ci ne manquera pas, de son côté, de contribuer avec loyauté à tout ce qui pourra maintenir les anciennes bonnes relations des deux pays voisins et à les affermir de plus en plus.

Agréez, etc.

DANEMARK.

Lettre du roi de Danemark au duc d'Oldenbourg.

Votre Altesse Royale a trouvé bon de m'exposer dans une lettre du 2 février¹ son opinion sur les mesures que je devrais prendre concer-

1. Lettre du grand-duc d'Oldenbourg au roi de Danemark.

Sire,

Tous les regards se portent avec une inquiétude sérieuse sur le différend qui existe entre le gouvernement de Votre Majesté et la Confédération germanique par rapport à la position constitutionnelle du Schleswig-Holstein et du Lauenbourg.

La phase critique où se trouve actuellement cette question m'engage à adresser ces

nant les divergences qui existent entre mon gouvernement et la Confédération germanique sur la position des duchés de Holstein et de Lauenbourg vis-à-vis des autres parties de la monarchie danoise.

J'ai examiné avec l'attention qu'elle méritait la teneur de cette communication. A mon vif regret, j'ai trouvé les vues exposées par Votre Altesse Royale trop semblables à celles d'un parti subversif qui a déjà tenté une fois la rébellion contre le souverain de son pays pour pouvoir en faire ici l'objet d'une discussion approfondie. Comme roi

lignes à Votre Majesté. En ma qualité de membre de la dynastie d'Oldenbourg et d'agnat de la maison de Schleswig-Holstein, je crois avoir non-seulement le droit, mais plutôt le devoir d'exposer ma manière de voir à Votre Majesté, avec cette franchise loyale qui convient aux rapports entre des souverains de la Confédération et des rejets d'une même souche. Je prie Votre Majesté de ne voir dans cette démarche que la preuve de mon sincère désir de voir enfin se rétablir une entente entre Vous et l'Allemagne, entente qui puisse rendre aux sujets de Votre Majesté des divers pays les bienfaits d'un État légal, solide et durable, et constituer la base sur laquelle toutes les vues divergentes qui existent dans notre maison puissent se concilier.

Votre Majesté connaît déjà les éléments essentiels de ma manière de voir. J'ai eu occasion de les lui exposer en 1854 à Altona, et je n'ai pas manqué de me prononcer vis-à-vis des envoyés successifs de Votre Majesté, en détail et avec une entière franchise. Je n'hésite pas à l'affirmer de nouveau : ce n'est que dans le retour aux anciens droits contractuels qu'il est possible de trouver le moyen de préparer une solution satisfaisante de la question en suspens.

Les pactes fondamentaux conclus, il y a quatre siècles, par notre aïeul commun le roi Chrétien I^{er} avec l'assentiment du Conseil du royaume danois et par lesquels a été établie l'union personnelle avec le Danemark, subsistent toujours en pleine vigueur dans leurs parties essentielles; ils formeraient, à mon avis, la seule base durable pour une nouvelle organisation politique puisqu'ils sont le fondement des droits de notre maison.

C'est une dette d'honneur pour toute la maison d'Oldenbourg que ces pactes fondamentaux conclus avec les deux pays ne soient pas violés, et que, conformément à leur esprit et à l'esprit de nos aïeux, chacun retrouve son droit, le prince comme les sujets. Ce droit historique est reconnu et garanti solennellement par l'article 16 du traité provisoire de 1767 et par l'article 7 du traité définitif de 1773.

Je ne puis, en conséquence, trouver d'autres solutions des questions brûlantes que si Votre Majesté abolissait formellement le Reichsrath, qui n'existe plus de fait que pour le Schleswig et le Danemark, et la constitution commune qui a perdu toute base légale depuis qu'elle n'a pu être validée pour le Holstein et le Lauenbourg; et si Votre Majesté convoquait les anciens États historiques des deux duchés unis et soumettait à leur approbation une constitution répondant à la situation actuelle et par laquelle l'union personnelle fût de nouveau rétablie dans sa pureté.

Si Votre Majesté voulait consulter préalablement sur cette démarche les assemblées provinciales du Schleswig et du Holstein, je ne doute pas qu'elles n'accueillent cette résolution paternelle avec une vive et sincère reconnaissance.

A mon avis, ce n'est que l'assemblée générale des États des deux duchés qui a le droit de consentir au nouvel ordre de succession et de lui donner cette valeur légale dont il est encore privé pour les deux duchés.

Puisque Votre Majesté a conservé à la Diète danoise son droit constitutionnel, les puissances contractantes du traité de Londres accueilleraient cette démarche avec la même satisfaction qu'elles ont exprimée lors de la présentation de la loi de succession à la Diète de Danemark. Car il est évident que les puissances européennes sont d'avis qu'il ne soit apporté aucun changement aux droits constitutionnels existants. En même temps, il serait facile d'obtenir le consentement des agnats qui n'ont pas encore adhéré à l'ordre de succession.

De cette manière Votre Majesté pourrait faire surgir bientôt, du chaos dangereux

et comme chef de la ligne aînée d'Oldenbourg, je serai moi-même appelé le premier à apprécier les promesses royales de mes aïeux et prédécesseurs sur le trône de Danemark.

Je crois pouvoir exprimer la confiance que je n'ai pas moins à cœur le bien des pays qui me sont confiés que tout autre prince quelconque, et, plus heureux sous ce rapport, je reçois dans l'amour de mon peuple la large récompense de mes efforts. Malheureusement une idée fausse sur les affaires publiques a pu s'opposer jusqu'ici dans mon pays de Holstein au règlement des affaires constitutionnelles.

qu'offrent aujourd'hui les affaires constitutionnelles de ses divers pays, une nouvelle organisation solidement établie sur la base du droit historique, et s'élever à elle-même dans l'histoire un monument comme notre grand aïeul Chrétien I^{er}. Par là serait terminée en même temps la déplorable lutte qui depuis trente ans a été si fatale à ces pays si riches, qu'elle épuise, et le système de gouvernement dans le Schleswig, qui dans ma conviction intime répond si peu aux droits de ce duché, serait écarté. La conciliation des intérêts aujourd'hui si diamétralement opposés couronnerait l'œuvre.

Les arrangements de 1851 et 1852 ne s'opposent pas à cette résolution et à l'abandon du système suivi jusqu'à présent sans aucun succès; tout au contraire, le retour sincère à l'ancien droit serait salué avec joie en Allemagne. Il est clair que la question attendra longtemps encore une solution sur la base de 1851 et 1852, et le gouvernement de Votre Majesté a exprimé dans plusieurs de ses récentes déclarations ou fait exprimer par des gouvernements médiateurs la conviction que la réorganisation était provisoirement impossible.

Je ne veux pas soulever la question de savoir si, par suite de cet aveu, la Confédération n'est pas en droit de croire toutes les conventions éteintes et de se replacer elle-même immédiatement sur le terrain du *statu quo ante*, ou si, par l'exécution fédérale, qui en 1851 et 1852 avait également précédé les conventions, tout ne resemblerait pas, *eo ipso*, dans l'ancien état.

La crise actuelle, d'une durée si longue et si menaçante, est un état tellement intolérable qu'une sage politique devrait considérer, même dans les temps ordinaires et tranquilles, comme son premier devoir de mettre un terme à cette situation. Ce devoir est bien plus impérieux dans un temps aussi agité que le nôtre: des discussions pareilles ne servent qu'à ouvrir la porte aux tendances subversives et révolutionnaires. A ce point de vue aussi l'idée que je propose me paraît offrir le meilleur moyen pour trancher les difficultés.

Si des partis extrêmes dans le royaume de Danemark devaient provoquer de l'agitation et tenter de s'opposer aux intentions de Votre Majesté, et qu'une pareille tentative eût contre toute attente un succès momentané, non-seulement l'Allemagne, mais toute l'Europe appuierait Votre Majesté pour la défense de son droit. Les duchés ne seraient plus alors l'arène de luttes politiques, mais le lien qui unirait fraternellement l'Allemagne et le Danemark.

Je prie, itérativement, Votre Majesté de ne voir dans ma lettre que la preuve de mon désir d'amener une bonne entente entre l'Allemagne et le Danemark. Je me suis cru doublement obligé à exprimer franchement mes vœux, attendu que je paye une dette d'honneur qui m'a été léguée par mes ancêtres en élevant la voix en faveur de l'ancien droit historique, d'autant plus que mon père, d'heureuse mémoire, s'est référé expressément, dans la déclaration du 10 décembre 1852, pour la défense de ces droits, aux traités de 1767 et 1773, et que Votre Majesté a été informée par M. de Dirckinck-Holmfeld de la manière dont je me suis prononcé, lors de la promulgation de ladite déclaration, sur la portée de la démarche dont il est question.

En laissant à la sagesse de Votre Majesté le soin d'examiner mes conseils, j'espère que Dieu voudra l'inspirer pour le bonheur de ses pays et de l'Allemagne.

Je prie Votre Majesté d'agréer l'assurance de mes sentiments sincères d'ami et de cousin avec lesquels je resterai de Votre Majesté le dévoué cousin et frère.

2 février 1861.

Signé : PIERRE.

Mais, je puis le dire avec bonheur, jamais je ne me trouverai dans le cas d'être obligé, dans l'une ou l'autre partie de ma monarchie, de rechercher l'appui d'un prince étranger pour maintenir mes sujets dans le devoir. Et si je ne vois pas moins que Votre Altesse Royale, dans le rétablissement d'une entente bonne et durable entre mes pays et l'Allemagne, la meilleure garantie d'un développement profitable des intérêts réciproques, je puis espérer que mes efforts non interrompus, dont récemment encore j'ai donné la preuve, réussiront enfin à atteindre ce but, quelque difficile que cela me soit devenu, par l'attitude qu'ont prise des gouvernements allemands, parmi lesquels j'ai vu avec douleur en première ligne Votre Altesse Royale.

Que Votre Altesse Royale veuille agréer l'assurance de ma considération distinguée et de mon amitié avec lesquelles je reste, de Votre Altesse Royale, le frère et cousin bienveillant.

FRÉDÉRIC, *roi*.

Au château de Christianbourg, le 15 mars 1861.

Circulaire du ministre des affaires étrangères de Danemark relative à la question de l'examen du budget par la diète du Holstein.

Copenhague, le 22 mars 1861.

Monsieur,

Il vous sera connu que, quelques jours avant la réunion des États holsteinois, les représentants des grandes puissances non allemandes firent une démarche auprès du gouvernement du Roi pour l'engager à soumettre aux États le budget des affaires communes pour l'année financière de 1861-62, en tant qu'il concerne le Holstein, attendu que ce serait là la seule manière d'éviter l'exécution fédérale. Je leur répondis que les propositions dont seraient saisis les États étaient déjà arrêtées par le conseil des ministres et transmises au Roi pour être discutées le lendemain au sein du Conseil intime d'État, et que, l'affaire une fois entrée dans cette phase, je ne pourrais pas leur faire connaître officiellement la teneur du paragraphe qui s'occupait du budget de 1861-62, avant que Sa Majesté n'eût pris sa résolution, mais que je m'empresserais de leur communiquer les propositions dès qu'elles auraient été approuvées par le Roi.

Vous le savez, Monsieur, le § 13 *in fine* du projet relatif au provisoire soumet aux États la patente du 25 septembre 1859 qui avait fixé la part du Holstein dans le budget des affaires communes de l'exercice de 1861-62.

1. *Archives*, t. II, p. 50.

Qu'on ait soumis aux États cette patente et non pas un tout nouveau projet de budget, rien de plus naturel, car d'un côté les sommes portées dans cette patente à la charge du duché ne dépassent pas ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire aux dépenses ordinaires, et elles sont en proportion exacte de celles demandées au royaume et au duché de Schleswig, de l'autre la dignité du Roi ne permettrait pas qu'une résolution royale, publiée depuis longtemps, fût mise de côté comme nulle et non avenue, ne gardant pas même le caractère d'une proposition. Mais après tout il ne s'agit que d'une forme, dans la réalité les États ont été mis à même de discuter librement la part du Holstein dans le budget général. La patente du 25 septembre contenant les différents chapitres des recettes et des dépenses, les États pourraient demander des renseignements au commissaire du Roi (auquel avait été adjoint dans ce but un employé supérieur du ministère des finances) sur les articles et faire entrer de cette manière dans la discussion jusqu'au détail du budget. Et faisant partie de la proposition, la patente du 25 septembre se trouve désormais soumise à la délibération des États aussi pleinement que toutes les autres dispositions du projet. Les États pourraient donc l'adopter ou l'amender à leur guise, et bien que rien de positif ne soit décidé à cet égard, je crois pourtant pouvoir vous dire confidentiellement que, d'après mon opinion personnelle, le gouvernement du Roi aurait préféré de renoncer à la quote-part du Holstein dans une dépense commune et se tenir pour ce duché dans les limites du budget national, plutôt que de s'exposer à une exécution fédérale pour un intérêt proportionnellement si petit.

Voilà, Monsieur, jusqu'à quel point le gouvernement du Roi est allé au-devant des vœux exprimés par les puissances. Mais il n'est que trop facile que, dans une question tellement compliquée que l'est devenue malheureusement la nôtre, et surtout lorsque les puissances croient devoir s'occuper d'un point à un si haut degré spécial et délicat, des malentendus se produisent, et à juger d'après les paroles prononcées dernièrement par lord Wodehouse dans la Chambre des Lords¹, le gouvernement anglais paraît avoir compris l'affaire comme si le budget était encore à soumettre aux États, tandis que le gouvernement du Roi a déjà fait à cet égard tout ce qu'il peut faire, en soumettant la patente du 25 septembre 1859 à leur délibération. Je tiens beaucoup à ce que ce malentendu ne se propage pas, et je vous prie, Monsieur, de vous attacher à expliquer à M. le ministre des affaires étrangères et à vos collègues le véritable état de choses. En

1. Dans la séance du 17 mars de la Chambre haute, lord Wodehouse avait déclaré en substance ce qui suit, en réponse à une interpellation du comte d'Ellenborough : Aujourd'hui le véritable point en discussion entre le Danemark et le Holstein, c'est

me résumant je dois donc appeler votre attention sur les points principaux qui suivent :

1. Le budget des affaires communes pour l'année financière de 1861-62, en ce qui concerne le Holstein, ne sera pas soumis aux États, car ceci a déjà été fait par le § 13 *in fine* du projet, qui soumet la patente du 25 septembre à leur délibération.

2. Cette délibération partant de la patente susdite, pourrait embrasser tout ce qui concerne le Holstein dans ce budget.

3. La délibération à laquelle sont admis les États sur la patente est aussi complète que celle sur les autres parties de la proposition royale.

4. En soumettant la patente royale du 25 septembre 1859 aux États, le gouvernement du Roi a fait acte de conciliation, mais comme les puissances ont expressément déclaré que cette déférence de la part du gouvernement ne tirerait pas à conséquence, le gouvernement du Roi n'a pas par là créé un précédent qui ne saurait être interprété à son préjudice dans le cas où l'on ne tomberait pas d'accord sur un état provisoire.

J'ai l'honneur d'être, etc.

C. HALL.

le budget. Le Danemark a originairement proposé que le Holstein ait le droit de voter ce que l'on appelle ordinairement un budget normal, c'est-à-dire un budget inférieur au budget requis. Cette concession n'est pas considérée comme suffisante, et je suis heureux, ajoute le noble lord, de pouvoir informer leurs seigneuries que le gouvernement a ce matin reçu la nouvelle que le roi a fait de nouvelles concessions en consentant à ce que *tout le budget* fût soumis au Holstein. Le roi a ainsi suivi les recommandations de ce gouvernement. Je ne puis qu'espérer que la Prusse verra dans cette concession un moyen d'arriver à la solution de la question.

Dans la séance de la Chambre des lords du 9 avril, de nouvelles explications ont été échangées, et lord Wodehouse a saisi cette occasion pour modifier l'opinion émise par lui le 17 mars. Voici le résumé de ces explications :

Le comte d'Ellenborough a adressé, il y a trois semaines, au lord qui siège au banc opposé une question relative au Holstein. Le noble lord a donné une réponse parfaitement satisfaisante, mais une partie de cette réponse a été mal comprise par plusieurs personnes; il est convaincu que le noble lord sera heureux de saisir cette occasion de donner une explication. Le noble lord a dit que le gouvernement du Danemark, sur l'avis du gouvernement de ce pays et d'autres, avait fait des concessions et s'était décidé à soumettre tout le budget aux chambres du Holstein. Il pense que le noble lord a voulu parler du budget relatif au Holstein, mais il a été mal compris.

Lord Wodehouse est heureux de saisir cette occasion d'expliquer la partie de son discours qui a donné lieu à un malentendu. Lorsqu'il a dit que tout le budget serait soumis au Holstein, il a voulu parler de la partie du budget que doit supporter le Holstein. Comme dans tout son discours il avait parlé de cette portion, il l'a désignée brièvement sous le nom de budget; il n'a en aucune façon voulu parler de tout le budget du Danemark, mais seulement de la quote-part du Holstein. Il regrette que ses paroles aient été mal comprises, il ne pense pas cependant avoir commis l'erreur qui lui est reprochée.

Le comte d'Ellenborough insiste sur la nécessité impérieuse de maintenir l'indépendance et l'intégrité du Holstein pour la sauvegarde de la paix de l'Europe.

ÉTATS ROMAINS.

Allocution prononcée par Sa Sainteté le Pape dans le consistoire tenu le 18 mars.

Depuis longtemps, vénérables frères, nous voyons combien par l'incompatibilité des principes entre la vérité et l'erreur, la vertu et le vice, la société civile est agitée, surtout à notre malheureuse époque. Car les uns, d'une part, défendent ce qu'il leur plaît d'appeler la civilisation moderne, les autres au contraire combattent pour les droits de la justice et ceux de notre très-sainte religion. Les premiers demandent que le Pontife romain se réconcilie et compose avec le progrès, avec le libéralisme, comme ils l'appellent, et la civilisation moderne. Les seconds, à bon droit, veulent que les principes inébranlables et immobiles de la justice éternelle soient conservés inviolables et dans toute leur intégrité, que la force très-salubre de notre divine religion soit conservée tout entière; c'est elle qui exalte la gloire de Dieu et apporte les remèdes efficaces à tant de maux dont le genre humain est affligé. C'est en suivant cette unique et véritable règle que les enfants des hommes, doués de toutes les vertus dans cette vie mortelle, sont amenés au port de la bienheureuse éternité. Mais les patrons de la civilisation de nos jours ne croient pas à ce danger, puisqu'ils affirment être les véritables et sincères amis de la religion. Et nous, nous voudrions ajouter foi à leurs paroles, si les tristes et déplorables faits qui tous les jours se déroulent sous les yeux de tous ne prouvaient hautement le contraire.

Il n'est sur cette terre qu'une vraie et sainte religion, faite et instituée par Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même, mère féconde et nourrice de toutes les vertus, ennemie acharnée des vices, libératrice des âmes, conduisant à la véritable félicité, dont elle indique le chemin. Elle s'appelle la religion catholique apostolique romaine. Mais que penser de ceux qui vivent en dehors de cette arche de salut? Nous l'avons déjà déclaré dans notre allocution consistoriale du 9 décembre 1854, et nous confirmons ici ce que nous avons dit à ce sujet. Déjà nous avons demandé à ceux qui nous excitent à prendre pour le bien de la religion la main que nous tend la civilisation moderne, si les faits sont tels qu'ils puissent engager le vicaire du Christ sur la terre, lui qui a reçu mission de sauvegarder la pureté de sa doctrine céleste et de nourrir les agneaux et les brebis de cette même doctrine et de les y conformer, à faire alliance, sans grave danger pour sa conscience et sans très-grand scandale pour tous, avec la civilisation moderne dont l'œuvre a produit tant de maux que l'on ne peut assez déplorer et qui

a promulgué tant de principes d'opinions détestables et d'erreurs absolument opposées à la doctrine de la religion catholique.

Parmi les faits qui se sont produits, personne n'ignore comment les conventions elles-mêmes les plus solennelles entre le Siège apostolique et les souverains sont entièrement déchirées, comme cela est arrivé à Naples. Dans cette assemblée très-illustre, vénérables frères, nous nous plaignons encore et encore de cette suppression, et nous réclamons contre elle de toutes nos forces, comme déjà nous avons protesté contre de semblables attentats et de semblables violations.

Cette civilisation moderne, qui favorise tout culte non catholique, qui n'écarte pas même les infidèles des emplois publics et qui ouvre les écoles catholiques à leurs enfants, se déchaîne d'autre part contre les communautés religieuses, contre les institutions fondées pour diriger les écoles catholiques, contre beaucoup d'ecclésiastiques de tous grades, hommes insignes par leur haute dignité, dont plusieurs passent misérablement leur vie dans l'exil ou dans les fers, et aussi contre les laïques pieux, qui, dévoués à nous et à ce Saint-Siège, défendent chaudement la cause de la religion et de la justice. Cette civilisation, qui donne des subsides aux institutions et aux personnes non catholiques spolie l'Église catholique de ses plus justes et de ses plus légitimes possessions; elle applique tous ses soins et toutes ses études à diminuer l'efficacité salutaire de l'Église. Tandis qu'elle laisse toute liberté à ces écrits et à ces paroles qui combattent l'Église elle-même et tous ceux qui lui sont dévoués de cœur, et nourrit la licence, en même temps elle se montre très-prudente et très-moderée à réprimander et à réprimer les violences commises contre ceux qui publient de bons écrits, elle garde toute sa sévérité pour ceux-ci, lorsqu'elle juge qu'ils ont dépassé même de peu les bornes de la modération.

Le Pontife romain peut-il jamais tendre à une civilisation pareille une main amie et s'unir avec elle par un pacte d'alliance et de concorde? Il faut donner aux choses leur véritable signification et le Saint-Siège sera toujours fidèle à ses principes. Toujours il a été le patron et le protecteur de la véritable civilisation, et tous les monuments de l'histoire témoignent et prouvent éloquemment qu'à toutes les époques il a porté jusqu'aux terres les plus reculées et les plus sauvages de l'univers la véritable humanité de mœurs, la véritable sagesse et la véritable discipline. Mais comme sous le nom de civilisation on veut entendre un système dont le but est de débilitier et même de détruire l'Église du Christ, jamais certes le Saint-Siège et le Pontife romain ne pourront s'accorder avec ce mode de civilisation. Car, comme le dit très-sagement l'apôtre : *Quæ enim participatio cum*

iniquitate aut quæ societas lucis ad tenebras? quæ autem conventio Christi ad Belial? (Ep. II ad Corinthios.)

Quelle est donc la probité des perturbateurs et de ces patrons de la sédition lorsqu'ils élèvent la voix pour exagérer les efforts en vain tentés par eux pour s'allier avec le Pontife romain ! Lui qui tire toute sa force des principes de l'éternelle justice, par quel pacte pourrait-il jamais abandonner sa cause, pour que la très-sainte foi soit affaiblie, et que l'Italie vienne à tomber dans le malheur de perdre sa splendeur et la gloire qui depuis onze siècles resplendit sur elle du centre et du siège de la vérité catholique ? Et l'on ne peut pas objecter que le Saint-Siège a fermé l'oreille aux demandes de ceux qui ont manifesté le désir d'une administration civile plus libérale. Sans citer de plus anciens exemples, parlons de notre époque malheureuse. Jamais, en effet, l'Italie n'a obtenu de ses principes légitimes des institutions plus libérales. Dans notre âme paternelle, nous avons formé pour administration civile une assemblée dont les membres sont pris parmi nos fils de l'État pontifical, et nous avons accordé toutes les concessions opportunes ; elles n'ont été limitées que par les lois les plus ordinaires de la prudence, afin que le présent que notre cœur paternel faisait à nos enfants ne pût être infecté de poison par l'œuvre des hommes pervers. Mais que s'est-il alors passé ? Une licence sans frein a été le résultat de nos concessions inoffensives, et les Chambres où s'étaient réunis les ministres et les députés ont été rougies du sang humain répandu par une main impie.

Si dans ces temps récents des conseils au sujet de l'administration civile nous ont été donnés, vous n'ignorez pas, vénérables frères, que nous les avons acceptés en exceptant toutefois et rejetant ce qui n'était pas du ressort de l'administration civile, mais qui tendait à ce que nous donnassions notre sanction à la partie de la spoliation déjà consommée. Au reste, pourquoi parler des conseils bien reçus et de nos sincères promesses de les mettre à exécution, alors que les fauteurs des usurpations proclament hautement que ce qu'ils veulent ce ne sont pas des réformes, mais bien la révolte absolue et la séparation complète d'avec le souverain légitime ? Voilà bien les véritables auteurs et fauteurs des crimes, ceux qui remplissaient tout de leurs clameurs et non pas le peuple ; c'est bien d'eux que l'on peut dire ce que le vénérable Bède disait des pharisiens et des scribes ennemis du Christ : *Non hæc aliquis de turba, sed pharisæi calumniabuntur et scribæ, sicut evangelistæ testantur*. Mais l'attaque au pontificat romain ne tend pas seulement à ce que le Saint-Siège et le Pontife romain soient entièrement dépouillés de leur pouvoir temporel légitime, elle tend encore à ce que la vertu salutaire de la religion catholique soit affaiblie, et, si cela était jamais possible, disparaisse même complètement ; elle s'en

prend par cela même à l'œuvre de Dieu, au fruit de la rédemption et à cette très-sainte foi, notre plus pieux héritage qui découle pour nous de l'ineffable sacrifice consommé sur le Golgotha. La vérité de cette assertion est surabondamment démontrée, tant par les faits déjà consommés, que par ceux qui se passent journellement. En Italie, que de diocèses veufs de leurs évêques par suite d'empêchements apportés, à l'applaudissement des patrons de la civilisation moderne, qui laissent tant de populations chrétiennes sans pasteurs et qui s'emparent de leurs biens pour les consacrer à de mauvais usages ! Que de prélats gémissent dans l'exil ! Combien d'apostats (nous le proclamons à la douleur extrême de notre cœur), combien d'apostats qui parlent non point au nom de Dieu, mais au nom de Satan, et, se fiant à l'impunité à eux acquise par un fatal système de gouvernement, troublent les consciences, poussent les faibles au péché, endurecissent dans ces honteuses doctrines ceux qui sont malheureusement tombés, et s'efforcent de déchirer le vêtement du Christ, ne redoutant nullement de proposer et de conseiller les Églises nationales, comme on les appelle, et autres impiétés du même genre !

Après avoir ainsi insulté à la religion qu'ils invitent hypocritement à pactiser avec la civilisation moderne, ils n'hésitent pas, avec la même hypocrisie, à nous exhorter à nous réconcilier avec l'Italie. Alors que dépouillés presque entièrement de toute notre souveraineté temporelle, nous ne soutenons la très-grave position de pontife et de souverain qu'à l'aide des pieuses largesses des enfants de l'Église catholique qui nous sont tous les jours envoyées avec amour, alors que, gratuitement, nous sommes devenus, par leur œuvre, des objets d'envie et de haine pour ceux qui nous demandent de la conciliation, ils voudraient encore que nous déclarassions hautement céder comme libre propriété des usurpateurs les provinces usurpées de notre domaine pontifical.

Dans leur audace inouïe, ils vont jusqu'à vouloir que le siège apostolique, qui fut, qui sera toujours le rempart de la vérité et de la justice, sanctionne le principe qu'une chose injustement et violemment dérobée peut être tranquillement et honnêtement possédée et détenue par l'agresseur inique, et que l'on établisse le principe faux que l'injustice heureuse ne porte aucun préjudice à la sainteté du droit. Une telle prétention est contraire à ces solennelles expressions par lesquelles il vient d'être déclaré tout à l'heure, dans le grand et illustre Sénat, que le Pontife romain est surtout le représentant de la force morale dans la société humaine. Il en résulte qu'il ne saurait, en aucune façon, souscrire à cette spoliation de Vandale sans violer la base de la discipline morale, dont il est reconnu pour être le premier symbole et la première image.

Il est nécessaire que quiconque, trompé par l'erreur ou frappé par la crainte, veut donner des conseils conformes aux vues injustes des perturbateurs de la société civile, il est nécessaire, surtout à notre époque, qu'il se persuade bien que ces perturbateurs ne seront jamais contents à moins de voir disparaître tout principe d'autorité, tout frein de religion et toute règle de droit et de justice. Ces agents subversifs, pour le malheur de la société civile, sont déjà parvenus, tant par la parole que par leurs écrits, à pervertir les esprits des hommes, à débilitier le sens moral, à effacer l'horreur de l'injustice. Ils font tous leurs efforts pour persuader à tous que le droit invoqué par les honnêtes gens n'est autre chose qu'une injuste volonté qui doit être complètement flétrie. Hélas ! il n'est que trop vrai, *luxit et defluxit terra et infirmata est, defluxit orbis, infirmata est altitudo populi terræ ; et terra infecta est ab habitatoribus suis : quia transgressæ sunt leges, mutaverunt jus, dissipaverunt fœdus sempiternum.*

Mais au sein de cette obscurité profonde, permise par Dieu dans ses intentions qu'on ne saurait scruter, nous plaçons tout notre espoir et tournons notre confiance entière dans ce Père clément des miséricordes et ce Dieu de toute consolation qui nous console dans toutes nos tribulations. C'est lui, vénérables frères, qui répand parmi vous l'esprit de concorde et d'unanimité, et qui augmentera chaque jour cet esprit, afin que, très-étroitement et unanimement liés avec nous, vous ne fassiez qu'un avec nous pour subir le sort que nous réserve la Providence en ses desseins secrets ; c'est lui qui, par le lien de la charité, réunit entre eux et avec ce centre de vérité et d'unité catholique les saints prélats de l'univers chrétien qui prêchent la doctrine de la vérité évangélique aux fidèles à eux confiés et leur montrent la route à suivre dans de telles ténèbres et annoncent aux populations la parole sainte. C'est lui qui répand l'esprit de prières sur toutes les nations catholiques et leur inspire le sentiment de l'équité pour qu'elles puissent porter un jugement sain et droit sur les événements contemporains.

Cet admirable concours de prières dans l'univers catholique, ces preuves significatives d'amour qui nous sont prodiguées avec tant d'unanimité, et pourtant si diversement (ce que l'on trouverait difficilement dans les siècles précédents), démontrent de la manière la plus manifeste que pour les hommes de droiture il est nécessaire de tendre constamment vers cette chaire du bienheureux prince des apôtres, lumière de l'univers, qui a toujours enseigné les dogmes de la vérité et du salut, et qui ne cessera jamais, jusqu'à la consommation des siècles, d'enseigner les lois immuables de la justice éternelle. Il est si peu vrai que les populations d'Italie se soient abstenues des plus éclatants témoignages de ce respect et de cet amour filial pour le siège

apostolique, que des centaines de milliers d'entre eux nous ont adressé les lettres les plus affectueuses non pas pour insister sur la réconciliation qui nous est réclamée, mais pour compatir à nos souffrances, à nos peines, à nos sollicitudes, et pour exprimer aussi toute leur aversion pour la criminelle et sacrilège spoliation de notre souveraineté temporelle ! En cet état de choses, avant de terminer, devant Dieu et devant les hommes, nous déclarons nettement et hautement qu'il n'existe aucune raison qui doive nous amener à cette réconciliation. Toutefois, attendu que, sans en être digne, nous-même faisons sur cette terre les fonctions de celui qui a prié pour les pécheurs et a demandé leur pardon, nous comprenons qu'il nous faut pardonner à ceux qui nous ont haï et prier pour eux, afin qu'ils reviennent au bien avec le secours de la grâce divine et méritent ainsi la bénédiction de celui qui est ici-bas le vicaire du Christ. En conséquence, de grand cœur, nous prions pour eux et nous sommes tout disposé à leur pardonner et à les bénir aussitôt qu'ils seront revenus au bien. Toutefois nous ne pouvons demeurer passif, en attendant, comme des hommes qui ne prendraient aucun souci des calamités humaines ; nous ne pouvons qu'être douloureusement ému et affligé et regarder comme nôtres les maux faits à ceux qui souffrent la persécution pour la cause de la justice.

Donc, pénétré d'une profonde douleur, en priant Dieu, nous remplissons le devoir très-grave de notre apostolat suprême, qui consiste à parler, enseigner et condamner tous ceux que Dieu et son Église enseignent et condamnent, de manière à compléter notre mission, à rendre hommage à l'Évangile et à exécuter le mandat de la parole que nous avons reçu de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Ainsi, quand on nous demande des choses injustes, nous ne pouvons pas les accorder. Si c'est un pardon, au contraire, qu'on nous demande, nous sommes tout prêt, comme nous l'avons récemment déclaré, à l'octroyer largement. Afin de proférer cette parole de pardon d'une manière complètement digne de la sainteté de notre titre pontifical, nous fléchissons le genou devant Dieu et tenons embrassé le drapeau triomphal de notre rédemption. Nous supplions très-humblement Jésus-Christ de nous inoculer sa charité, afin que nous pardonnions comme il a lui-même pardonné à ses ennemis avant de remettre son âme très-sainte aux mains de son Père éternel.

Nous lui demandons instamment que de même qu'après le pardon par lui octroyé, dans les profondes ténèbres dont la terre entière se trouva couverte, il éclaira les âmes de ses ennemis qui, repentants de leurs crimes horribles, se frappaient la poitrine, de même aussi, dans les épaisses ténèbres de notre âge, il veuille tirer des trésors inépuisables de son infinie miséricorde les dons de sa grâce céleste et

trionphante qui fassent revenir à son bercail unique toutes les brebis errantes.

Quels que soient pour l'avenir les desseins insondables de la divine Providence, nous supplions Jésus-Christ lui-même, au nom de son Église, qu'il juge la cause de son vicaire, qui est aussi la cause de son Église, et qu'il la défende contre les efforts de ses ennemis, qu'il la fasse glorieusement triompher. Nous le prions aussi qu'il rende à la société troublée l'ordre et la tranquillité, qu'il lui accorde la paix désirée pour le triomphe de la justice que nous attendons de lui seul.

Au milieu d'un tel tremblement de l'Europe et de tout l'univers, en présence de la commotion qui soulèvera tous ceux qui sont chargés de l'arduo devoir de diriger le sort des peuples, il n'est qu'un seul Dieu qui puisse combattre avec nous et pour nous : *Judica nos, Deus, et discerne causam nostram de gente non sancta : da pacem, Domine, in diebus nostris, quia non est alius qui pugnet pro nobis, nisi tu, Deus noster.*

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Discours du président, M. Lincoln, à la cérémonie d'installation à Washington, le 4 mars 1861.

Concitoyens des États-Unis,

Conformément à une coutume aussi ancienne que le gouvernement lui-même, je me présente devant vous pour vous entretenir brièvement et prêter en votre présence le serment que la Constitution des États-Unis prescrit au Président avant son entrée en fonctions.

Je ne considère pas comme nécessaire en ce moment de discuter les matières administratives, qui n'excitent spécialement ni anxiété ni agitation.

Les populations des États du Sud semblent appréhender que l'inauguration d'une administration républicaine ne mette en danger leurs propriétés, leur tranquillité et leur sécurité personnelles. Il n'y a jamais eu aucune cause raisonnable à de telles appréhensions. La plus complète évidence du contraire a même toujours existé, comme chacun a été libre de s'en assurer. On la trouve dans presque tous les discours publics de celui qui vous parle en ce moment. Je ne fais que citer un de ces discours lorsque je déclare que « je n'ai dessein, ni directement ni indirectement, d'intervenir dans l'institution de l'esclavage dans les États où elle existe. » Je crois que je n'en ai pas le droit, et je ne m'en sens point le désir. Ceux qui m'ont nommé et qui m'ont élu l'ont fait avec la pleine connaissance que j'avais fait ces déclara-

tions et beaucoup d'autres et que je ne les avais jamais rétractées. Plus encore, ils ont placé dans le programme présenté à mon acceptation, comme une loi pour eux et pour moi, la résolution claire et formelle que je vais vous lire :

« Le maintien intact des droits des États, et spécialement des droits de chaque État, à régler et contrôler exclusivement ses institutions domestiques suivant sa manière de voir, est essentiel à cet équilibre de pouvoirs d'où dépendent la perfection et la durée de notre édifice politique; et nous dénonçons l'invasion au mépris des lois par une force armée du sol de tout État ou territoire, sous quelque prétexte que ce soit, comme le plus grand des crimes. »

Je réitère ici ces sentiments, et en le faisant, je signale seulement à l'attention publique, comme la preuve la plus concluante de ce que j'avance, que les propriétés, la paix et la sécurité d'aucune section ne sont en rien mises en danger par mon administration.

J'ajoute que toute la protection possible, en conformité avec la Constitution et les lois, sera donnée avec empressement à tous les États qui la demanderont légalement, pour quelque cause que ce soit, et aussi bien à une section qu'à une autre.

Il existe une vive controverse relativement à l'extradition des fugitifs du service ou du travail. La clause que je vais lire est écrite dans la Constitution aussi clairement qu'aucune autre :

« Aucun individu tenu à service ou travail dans un État, en vertu des lois locales, et qui s'échappera dans un autre État, ne sera, en vertu d'aucune loi ou d'aucun règlement de ce dernier, déchargé dudit service ou travail; mais il sera remis sur réclamation à la personne à qui ledit service ou travail pourra être dû. »

Il est à peine contesté que cette clause ait eu pour objet, de la part de ceux qui l'ont faite, la réclamation de ce que nous appelons les esclaves fugitifs, et l'intention du législateur est la loi.

Tous les membres du Congrès jurent de soutenir la Constitution tout entière, cette clause aussi bien que les autres. Leurs serments sont donc unanimes relativement à la proposition que les esclaves dont le cas rentre dans les termes de cette clause seront rendus. S'ils le tentaient dans un esprit de bienveillance, ne pourraient-ils pas, avec une unanimité presque égale, rédiger et passer une loi donnant les moyens de tenir ce serment unanime?

Il existe quelque différence d'opinion pour décider si cette clause doit être exécutée par l'autorité nationale ou bien par les autorités d'État; mais certainement cette différence n'est pas très-importante. Si l'esclave doit être rendu, il importe assez peu à lui ou aux autres par quelle autorité cela a lieu. Et, en tout cas, qui pourrait vouloir manquer à son serment à propos d'une vaine controverse pour savoir

de quelle manière il sera tenu ? D'autre part, dans toute loi sur ce sujet, ne faut-il pas introduire toutes les sauvegardes de liberté connues dans la jurisprudence civilisée et humaine, de façon à ce qu'un homme libre ne soit en aucun cas livré comme esclave ? Et ne serait-il pas bien en même temps de pourvoir par une loi à l'exécution qui garantit que « les citoyens de chaque État auront droit à tous les privilèges et immunités de citoyens dans chacun des autres États. »

Je prête aujourd'hui mon serment officiel, sans restrictions mentales et sans dessein d'interpréter la Constitution ou les lois d'après des règles hypercritiques. Et, tout en m'abstenant de spécifier actuellement les actes particuliers du Congrès auxquels il convient de donner force, je suggère qu'il est beaucoup plus sûr pour tous, aussi bien dans la vie publique que dans la vie privée, de se conformer à tous ceux de ces actes qui n'ont point été rappelés, et de les prendre pour règle plutôt que d'en violer aucun, en se fiant pour l'impunité à la chance de les faire déclarer inconstitutionnels.

Soixante-douze ans se sont écoulés depuis la première inauguration d'un Président, en vertu de notre Constitution nationale. Durant cette période, quinze citoyens différents et grandement distingués ont successivement administré la partie exécutive du gouvernement. Ils l'ont conduite à travers bien des périls, et généralement avec grand succès. Et pourtant, avec tous ces précédents, j'aborde aujourd'hui la même tâche pour le court terme constitutionnel de quatre années, sous le coup de difficultés graves et particulières.

Un démembrement de l'Union fédérale, jusqu'ici à l'état de menace seulement, est aujourd'hui devenu une tentative formidable. Je maintiens que dans l'intention de la loi universelle et de la Constitution, l'union de nos États est perpétuelle. La perpétuité est implicitement, sinon expressément, dans la loi fondamentale de tous les gouvernements nationaux. On peut affirmer avec certitude qu'aucun gouvernement proprement dit n'a eu dans sa loi organique une clause relative à sa propre extinction. Que l'on continue à exécuter toutes les clauses expresses de notre Constitution nationale, et l'Union durera toujours, puisqu'il est impossible de la détruire, excepté par quelque acte non prévu par cet instrument même.

D'un autre côté, si les États-Unis ne sont pas un gouvernement proprement dit, mais une association d'États en vertu d'un simple contrat, cette association, en tant que contrat, peut-elle être résiliée autrement que par toutes les parties qui y ont concouru ? Une partie contractante peut violer le contrat, le rompre, pour ainsi parler, mais ne faut-il pas que toutes concourent pour l'abroger légalement ?

En dehors donc des principes généraux, au point de vue légal,

l'Union est perpétuelle; cette proposition est confirmée par l'histoire de l'Union elle-même.

L'Union est bien plus ancienne que la Constitution. Elle a été formée de fait par les articles d'association de 1776. Elle a mûri et s'est développée dans la déclaration d'indépendance de 1776. Elle a mûri encore, et la foi de tous les treize États d'alors fut engagée pour toujours par les articles de confédération de 1778. Finalement, en 1787, un des buts déclarés pour promulguer et établir la Constitution, fut de former une Union plus parfaite. Mais si la destruction de l'Union par un seul ou une partie seulement des États est légalement possible, l'Union se trouve amoindrie, la Constitution ayant perdu l'élément vital de la perpétuité.

Il suit de là qu'aucun État ne peut légalement sortir de l'Union de son propre mouvement; que les résolutions et les ordonnances à cet effet sont également nulles, et que les actes de violence dans n'importe quel État ou quels États contre l'autorité des États-Unis sont insurrectionnels ou révolutionnaires, selon les circonstances.

Je considère donc qu'au point de vue de la Constitution et des lois l'Union n'est pas rompue, et autant qu'il sera en mon pouvoir je veillerai, comme la Constitution me l'enjoint expressément, à ce que les lois de l'Union soient fidèlement exécutées dans tous les États.

Je tiens pour un simple devoir de ma part d'en agir ainsi. Je l'accomplirai parfaitement, en tant que cela sera praticable, à moins que mon maître légitime, le peuple américain, ne me relève de cette obligation, ou ne me donne des instructions contraires d'une manière qui fasse autorité.

J'espère que ceci ne sera pas regardé comme une menace, mais comme l'expression du but avoué de l'Union, qui doit se défendre et se maintenir constitutionnellement.

En faisant cela, il n'est point nécessaire de recourir à la violence et à l'effusion du sang, et il n'y en aura pas, à moins qu'on n'y contraigne l'autorité nationale.

Le pouvoir qui m'est confié sera employé à tenir, occuper et posséder les propriétés et les points de territoires qui appartiennent au gouvernement, à percevoir les droits et les impôts; mais en dehors de ce qui peut être nécessaire pour arriver à ce but, il n'y aura pas d'invasion, pas d'emploi de la force contre le peuple ni parmi le peuple de n'importe quel État.

Là où l'hostilité contre les États-Unis sera si grande et si universelle, qu'elle empêchera des citoyens résidents et capables de remplir des emplois fédéraux, on ne tentera pas d'imposer par la force aux populations des étrangers dont elle ne voudrait pas.

Bien que le gouvernement puisse, dans la stricte légalité, être en

droit de tenir à ce que ces postes aient leurs titulaires, essayer d'agir ainsi serait tellement irritant et presque si impraticable, que je crois meilleur, pour le moment, de laisser vacants les emplois en question.

Le service postal, à moins qu'il ne soit repoussé, continuera à se faire dans toutes les parties de l'Union.

Autant que possible le peuple jouira partout de ce sentiment de sécurité parfaite si favorable à la pensée calme et à la réflexion. La conduite ici indiquée sera suivie, à moins que le cours des événements et l'expérience ne démontrent la nécessité d'une modification ou d'un changement. Dans tous les cas et toutes les éventualités, je m'emploierai de mon mieux, en vue des circonstances actuellement existantes, dans le but et dans l'espoir d'une solution pacifique des troubles nationaux et d'un retour aux affections et aux sympathies fraternelles.

Qu'il y ait des personnes dans une section ou dans l'autre qui cherchent à détruire l'Union à tout risque et se réjouissent de tout prétexte pour le faire, je n'entreprendrai ni de l'affirmer ni de le nier; mais à ces personnes, s'il en existe, je n'ai pas un mot à dire.

A celles cependant qui aiment réellement l'Union ne puis-je pas adresser quelques paroles? Avant d'entrer dans un sujet aussi grave que la destruction de notre édifice national, avec tous ses bienfaits, ses souvenirs et ses espérances, ne serait-il pas convenable de nous assurer des motifs de cette destruction? Hasarderez-vous une décision si désespérée quand une partie des maux que vous voulez éviter n'a pas d'existence réelle? Le ferez-vous, quand les maux certains à la rencontre desquels vous allez sont plus grands que les maux imaginaires que vous fuyez? Risquerez-vous de commettre une si déplorable erreur?

Tout le monde se déclare satisfait de l'Union, si les droits constitutionnels y sont maintenus. Est-il vrai dès lors qu'aucun des droits nettement écrits dans la constitution ait été nié? Je ne le pense pas. L'esprit humain est heureusement constitué de telle sorte, qu'aucun parti n'aurait assez d'audace pour le faire.

Rappelez-vous, si vous le pouvez, un seul cas dans lequel une clause clairement écrite dans la constitution ait été niée. Si par la simple force numérique, une majorité privait une minorité quelconque d'aucun des droits constitutionnels franchement établis, cela pourrait, à un point de vue moral, justifier la révolution, et cela la justifierait pleinement s'il s'agissait d'un droit vital. Mais tel n'est pas le cas.

Tous les droits vitaux des minorités et des individus leur sont si pleinement assurés par des affirmations et des négations, par des garanties et des prohibitions dans la constitution, qu'il ne s'élève jamais

de controverse à ce sujet. Mais aucune loi organique ne peut être faite avec une provision spécialement applicable à chaque question qui surgit dans l'administration pratique. Aucune prévoyance n'empêchera cela, aucun document de longueur convenable ne contiendra des clauses spéciales à toutes les questions possibles.

Les fugitifs du travail servile seront-ils rendus par les autorités nationales ou par les autorités d'État? La constitution ne le dit pas. Le Congrès doit-il protéger l'esclavage dans les territoires? La constitution ne le dit pas expressément. De ces sortes de questions sont nées toutes nos controverses constitutionnelles, et elles nous divisent en majorité et en minorité.

Si la minorité ne se rend pas, la majorité doit le faire ou le gouvernement cesser d'exister. Il n'y a pas d'alternative pour qu'il continue à vivre, sinon la soumission d'un côté ou de l'autre. Si une minorité en pareil cas se sépare plutôt que de se soumettre, elle établit un précédent qui la ruinera et la divisera à son tour, car dans son sein il arrivera à se former aussi une minorité qui se séparera d'elle du jour où la majorité refusera de se laisser contrôler par cette minorité.

Par exemple, pourquoi une portion quelconque de la nouvelle Confédération ne se séparerait-elle pas arbitrairement de nouveau, dans un an ou deux, précisément de même que les portions de l'Union actuelle veulent se séparer d'elle? Les désunionistes devront brusquement en agir ainsi. Existe-t-il une identité si parfaite d'intérêts parmi les États qui composeront une nouvelle Union, qu'il n'en puisse résulter que de l'harmonie, et de nouvelles sécessions sont-elles impossibles? A proprement parler, l'idée mère de la sécession est l'essence de l'anarchie.

Une majorité contenue par les prescriptions et le frein constitutionnels, et suivant toujours aisément l'impulsion délibérée des opinions et du sentiment populaires, une telle majorité est la seule souveraineté véritable d'un peuple libre. Quiconque la repousse tombe nécessairement dans l'anarchie ou le despotisme.

L'unanimité est impossible. Le règne d'une minorité, comme condition permanente, est en tout point inadmissible. De sorte qu'en rejetant le principe de la majorité, l'anarchie ou le despotisme, sous une forme ou sous une autre est tout ce qui reste.

Je n'oublie pas l'opinion adoptée par beaucoup, que les questions constitutionnelles doivent être décidées par la Cour suprême; je ne nie pas non plus que de telles décisions doivent être obligatoires pour les parties dans un procès, en ce qui touche l'objet du procès, de même qu'elles ont droit au respect et à la considération des autres branches du gouvernement dans tous les litiges semblables. S'il tombe sous le sens que la décision peut être erronée dans un cas donné, le mal qui

en résulte étant limité audit cas, avec la chance d'être combattu et de ne pas devenir un précédent, sera plus aisément supporté que les maux qui découleraient d'un système différent.

Mais, en même temps, tout citoyen sincère avouera que si la politique du gouvernement sur les questions vitales concernant le peuple entier était irrévocablement fixée par les décisions de la Cour suprême, sur une décision rendue dans un cas ordinaire, entre parties d'un litige personnel, le peuple aurait cessé d'être son propre maître, et il aurait remis le gouvernement de ses affaires aux mains de cet éminent tribunal.

Il n'y a dans ces remarques aucune attaque contre la Cour et les juges. C'est un devoir dont ils ne peuvent s'affranchir, que celui de donner leurs décisions sur les cas soumis au tribunal, et ce n'est pas leur faute si d'autres essayent de faire servir ces décisions à des fins politiques. Une section de notre pays croit que l'esclavage est juste et doit être étendu, tandis que l'autre croit qu'il est injuste et ne doit pas être étendu.

C'est là le seul point substantiel qui soit en dispute.

La clause de la Constitution relative aux esclaves fugitifs, et la loi pour la suppression de la traite, sont l'une et l'autre aussi bien exécutées qu'aucune loi peut l'être, dans une communauté où le sens moral du peuple ne prête qu'un appui imparfait à la loi elle-même.

La grande masse du peuple se conforme aux pures obligations légales dans les deux cas, et un petit nombre les viole dans l'un ou l'autre. Ce mal ne peut, je pense, être parfaitement guéri, et il deviendrait, dans les deux cas, pire après la séparation des sections qu'aujourd'hui.

La traite des nègres à l'étranger, maintenant supprimée imparfaitement, serait reprise dans une section, tandis que les esclaves fugitifs, maintenant rendus partiellement, ne le seraient plus du tout dans l'autre.

Nous ne pouvons séparer, nous ne pouvons éloigner nos sections respectives l'une de l'autre, ni bâtir une muraille infranchissable entre elles. Un mari et une femme peuvent divorcer et sortir de la présence et de l'atteinte l'un de l'autre, mais les différentes parties de notre pays ne peuvent faire de même.

Elles ne peuvent pas ne pas rester face à face, et des rapports soit amicaux, soit hostiles doivent continuer entre elles. Est-il donc possible de rendre ces rapports plus avantageux ou plus satisfaisants après la séparation qu'avant? Des étrangers peuvent-ils faire des traités plus aisément que des amis ne peuvent faire des lois? Supposez que vous fassiez la guerre. Lorsque, après une grande perte et sans aucun avantage de part et d'autre, vous cesserez de combattre, vous vous

trouverez de nouveau en présence des mêmes questions relativement aux rapports réciproques. Ce pays avec ses institutions appartient au peuple qui l'habite. Du moment où il se sentira las du gouvernement existant, il peut accomplir son droit constitutionnel de l'amender, ou son droit révolutionnaire de le démembrer ou de le renverser.

Je ne puis dissimuler ce fait, que nombre de dignes et patriotes citoyens désirent que la Constitution nationale soit amendée. Bien que je ne recommande aucun amendement, je reconnais pleinement l'entière autorité du peuple à ce sujet, autorité qui peut s'exercer selon l'un ou l'autre des modes prescrits dans l'instrument lui-même. Dans les circonstances présentes, je suis porté à favoriser plutôt qu'à contrecarrer une loyale occasion pour le peuple d'exercer cette autorité.

Je me hasarderai à ajouter que le mode conventionnel me semble préférable, en ce qu'il permet que les amendements proviennent du peuple lui-même, au lieu de lui permettre seulement d'accepter ou de rejeter des propositions provenant d'hommes qui n'ont point été spécialement choisis dans ce but, lesquelles propositions pourraient n'être pas exactement celles que le peuple voudrait accepter ou refuser.

J'apprends qu'un amendement proposé à la Constitution, amendement que je n'ai pas vu toutefois, a passé au Congrès à cet effet que le gouvernement fédéral n'interviendra jamais dans les institutions domestiques des États, y compris celles qui ont trait aux personnes tenues en service. Afin d'éviter tout malentendu sur ce que j'ai dit, je me désiste de mon dessein de ne parler d'aucun amendement particulier, pour dire que tenant désormais cette clause pour loi constitutionnelle, je n'ai aucune objection à ce qu'elle soit rendue explicite et irrévocable.

Le magistrat suprême tire toute son autorité du peuple, et celui-ci ne lui a conféré aucun pouvoir pour déterminer les conditions d'une séparation des États. Le peuple lui-même peut seul le faire, s'il le juge à propos ; mais l'exécutif, en tant qu'exécutif, n'a rien à y voir. Son devoir est d'administrer le gouvernement actuel, tel qu'il arrive entre ses mains, et de le transmettre intact à son successeur.

Pourquoi ne pas avoir une patiente confiance dans la justice définitive du peuple ? Existe-t-il au monde un espoir égal ou supérieur à celui-là ? Dans nos différends actuels, un des deux partis doute-t-il qu'il soit dans le vrai ?

Si le Tout-Puissant maître des nations, avec sa vérité et sa justice éternelles, est de votre côté, hommes du Nord, ou du vôtre, hommes du Sud, cette vérité et cette justice prévaudront certainement par l'arrêt de ce grand tribunal qui s'appelle le peuple américain.

Par la combinaison du gouvernement sous lequel nous vivons, ce même peuple a sagement donné à ses serviteurs un faible pouvoir

pour le mal, et avec une égale sagesse il a pourvu à ce que ce faible pouvoir lui-même fasse retour entre ses mains à de courts intervalles.

Tant que le peuple conserve sa vertu et sa vigilance, aucune administration, quelle que soit sa malice ou sa folie, ne saurait sérieusement porter atteinte au gouvernement dans le court espace de quatre ans.

Concitoyens, je m'adresse à tous et à chacun; réfléchissez bien et avec calme à ce sujet. On ne saurait rien perdre à prendre son temps.

Si l'on a un but quelconque en vous pressant en toute hâte de faire une démarche que vous ne feriez pas de propos délibéré, ce but sera déjoué en prenant du temps; mais aucun but utile ne saurait être compromis par la temporisation.

Ceux d'entre vous qui sont mécontents ont encore entre les mains la vieille Constitution intacte et les lois que vous mêmes avez faites en vertu de cette Constitution. De son côté, l'administration nouvelle n'a aucun désir immédiat, ni aucun pouvoir, alors même qu'elle en aurait le désir, de changer l'une ou les autres.

En admettant même que vous qui êtes mécontents soyez dans le vrai, il n'y a aucun motif quelconque pour agir précipitamment.

L'intelligence, le patriotisme, le christianisme et une ferme confiance en celui qui n'a jamais abandonné sa terre favorite peuvent encore suffire à ajuster pour le mieux nos présentes difficultés.

C'est dans vos mains, à vous, mes concitoyens mécontents, et non dans les miennes, que se trouve la terrible question de la guerre civile.

Le gouvernement ne vous attaquera pas. Vous n'aurez pas de conflit si vous n'êtes pas les agresseurs.

Vous n'avez point fait le serment devant le Ciel de détruire le gouvernement, tandis que moi j'ai prêté le serment le plus solennel « de le maintenir, le protéger et le défendre. »

Il m'en coûte de terminer. Nous ne sommes pas des ennemis, mais des amis. Nous ne devons pas être ennemis. Bien que la passion ait tendu à l'extrême nos liens d'affection, elle ne doit pas les briser.

Les cordes mystiques du souvenir, qui vont de chacun de nos champs de bataille, du tombeau de chacun de nos patriotes à chaque cœur qui bat et à chaque foyer de ce vaste pays, vibreront encore en chœur pour l'union, sous la main des anges gardiens de la nation.

GRANDE-BRETAGNE.

Correspondance échangée entre le marquis d'Azeglio et lord John Russell au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie par l'Angleterre.

Le marquis d'Azeglio à Lord John Russell.

19 mars 1861.

Milord,

Le Parlement national vient de voter, et le roi, mon auguste souverain a sanctionné la loi en vertu de laquelle Sa Majesté Victor-Emmanuel II assume pour lui et pour ses successeurs le titre de « roi d'Italie. »

La légalité constitutionnelle a consacré ainsi l'œuvre de justice qui a rendu l'Italie à elle-même.

Dès ce jour l'Italie affirme hautement, en face du monde, sa propre existence.

Elle proclame solennellement le droit qui lui appartient d'être libre et indépendante, droit qu'elle a soutenu sur le champ de bataille et dans les conseils européens.

L'Angleterre qui a dû et qui doit sa prospérité à l'application des mêmes principes qui nous guident, verra avec faveur, j'en suis convaincu, se constituer officiellement et se faire connaître en Europe une nationalité à laquelle le peuple du Royaume-Uni a témoigné de généreuses sympathies.

Je suis chargé par le gouvernement du roi de notifier officiellement cet événement mémorable à Votre Excellence en sa qualité de principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Ce grand fait a une importance que Votre Excellence appréciera facilement. L'expérience du passé me permet d'espérer que la communication que j'ai l'honneur de lui faire lui causera, ainsi qu'à ses collègues, la même satisfaction que j'ai à la lui adresser.

Je prie, etc.

Signé : V. E. D'AZEGLIO.

Lord John Russell au marquis d'Azeglio.

Foreign-Office, 30 mars 1861.

Monsieur le marquis, j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 19, par laquelle vous m'informez que le Parlement national a voté, et le roi votre auguste maître a sanctionné une loi en vertu de laquelle Sa Majesté le roi Victor Emmanuel assume pour lui et pour ses successeurs le titre de roi d'Italie.

Après avoir soumis votre communication à Sa Majesté la reine, j'ai reçu d'elle l'ordre de vous déclarer que Sa Majesté, agissant d'après ce principe que l'indépendance des nations de l'Europe doit être respectée, vous recevra comme envoyé du roi Victor-Emmanuel II, roi d'Italie.

Des instructions conformes seront données à sir John Hudson, envoyé extraordinaire de Sa Majesté près la cour de Turin.

Je vous prie, monsieur le marquis, d'agréer l'assurance de ma très-haute considération.

Je suis, etc.

Signé JOHN RUSSELL.

Lord John Russell à sir J. Hudson :

Foreign-Office, 1^{er} avril 1861.

Je vous transmets sous ce pli copie d'une lettre du marquis d'Azeglio, annonçant que le Parlement national a voté et que le roi a sanctionné une loi en vertu de laquelle Sa Majesté Victor Emmanuel assume pour lui et pour ses successeurs le titre de roi d'Italie, et aussi copie de ma réponse déclarant que la Reine le recevra comme envoyé de Victor-Emmanuel II, roi d'Italie.

De nouvelles lettres de créance ne seront pas exigées de vous.

Je suis etc,

Signé RUSSELL.

ITALIE.

Lettre du commandeur Nigra à l'amiral Rodney Mundy lors du départ de l'escadre anglaise.

Monsieur l'amiral,

J'ai été vivement attristé par l'annonce de votre départ prochain, que Votre Excellence a bien voulu m'annoncer par sa lettre d'hier, ¹

1.

L'AMIRAL MUNDY AU COMMANDEUR NIGRA.

Hannibal, vaisseau-amiral, rade
Naples, 24 février.

Monsieur,

Ayant reçu du gouvernement de Sa Majesté britannique l'ordre de me rendre à Malte avec l'escadre qui se trouve sous mes ordres, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je me propose de partir le 27 du mois courant, en laissant dans votre baie le vaisseau de ligne *Victor-Emmanuel*.

En vous communiquant cette nouvelle, je saisis l'occasion pour exprimer à Votre Excellence ma gratitude pour la courtoisie que vous m'avez témoignée, pour les attentions que les navires de Sa Majesté britannique ont reçues en toute occasion du gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne, et plus spécialement pour l'usage qui m'a été accordé de l'établissement de Nisida, lequel fut si utile aux malades, et en général aux intérêts du service de Sa Majesté ma gracieuse reine.

Après un séjour de dix mois sur les côtes de Sicile et d'Italie, c'est-à-dire pendant toute la durée de la grande révolution sociale accomplie, je prends congé en souhaitant au peuple italien toute sorte de félicité et de prospérité.

Et, vous renouvelant mes sentiments d'estime et de respect, je fais profession d'être
Votre très-obligé serviteur,

G. RODNEY MUNDY, contre-amiral.

car j'espérais que votre séjour auprès de nous se prolongerait quelque temps encore. Ces sentiments sont aussi, je n'en doute pas, ceux de la population de Naples, qui a une si vive et si profonde sympathie pour la nation anglaise. Je suis assuré que Votre Excellence aura pu en acquérir la conviction et voir combien étaient vraies les paroles par lesquelles Sa Majesté le roi, à l'ouverture du Parlement, exprimait la reconnaissance des Italiens envers le gouvernement de votre gracieuse reine.

Les vœux que Votre Excellence fait pour nous sont du meilleur augure pour l'avenir, et j'y vois une preuve que le patriotisme des Italiens et les efforts qu'ils font pour rendre leur pays libre et uni ont paru à Votre Excellence dignes de sa sympathie et d'un heureux succès. Je vous prie, monsieur l'amiral, de rendre de nous un bon et sincère témoignage au gouvernement et au peuple du royaume-uni, et de dire en quel état d'ordre et de tranquillité vous avez laissé notre belle ville. Vous pourrez ajouter qu'ici peuple et gouvernement n'ont qu'un but, celui de s'organiser fortement et avec ordre pour être en mesure d'affronter tout danger, de vaincre tout obstacle pour arriver à l'unité politique, à la complète indépendance du pays.

En communiquant à Votre Excellence ces sentiments communs à tous les Italiens, je désire aussi vous exprimer le déplaisir que j'éprouve personnellement à voir interrompues des relations que l'amabilité et les talents de Votre Excellence et des officiers de son escadre rendaient si précieuses.

Veuillez agréer, monsieur l'amiral, ces sincères témoignages et me croire votre très-dévoué serviteur,

CONSTANTIN NIGRA.

Naples 25 février, 1861.

Discours du comte de Cavour en réponse aux interpellations de M. Audinot, dans la séance de la Chambre des députés du 25 mars 1861.

L'honorable préopinant, en interpellant le ministère, a exposé parfaitement la question¹. Il demande pourquoi on n'applique pas à Rome le principe de non-intervention, et interroge le ministère sur

1. M. AUDINOT : Je demande à la Chambre la permission de lui expliquer le sens de mes interpellations. Il y a eu dans le discours de la couronne une lacune remarquable. On n'a parlé ni de Venise ni de Rome.

Ce sont deux villes italiennes, ce sont aussi deux questions européennes : l'une semble devoir être résolue par la force matérielle, l'autre doit l'être par la force morale. Cependant l'opinion publique de l'Allemagne finira par comprendre où sont ses frontières naturelles et quel est son véritable intérêt. Il faut donc savoir attendre ; seulement il faut bien employer le temps, en résolvant les questions dont le pays demande

la ligne de conduite qu'il entend suivre. La question de Rome doit être traitée à fond ; je ne répondrai pas seulement à l'interpellation du préopinant, je dirai pleinement ma pensée sur ce problème, dont la solution intéresse 200 millions de catholiques, et exercera une immense action dans le monde. Il n'y a pas lieu ici à des artifices oratoires. Quand cette question était encore lointaine, qu'elle ne réclamait pas une solution prochaine, il a été prudent que le ministère ne la touchât qu'avec réserve ; aujourd'hui, bien que d'immenses difficultés entourent encore celui qui a l'honneur de vous parler, il s'efforcera de satisfaire à votre attente.

La première vérité à proclamer, c'est qu'il est impossible de concevoir une Italie constituée sans Rome pour capitale. Si nous avons le droit, le devoir de vouloir Rome, c'est à cause de cette impossibi-

la solution de nous. Il faut aussi organiser nos forces de terre et de mer et attendre l'opportunité.

Nous avons au banc des ministres un homme qui sait profiter des grandes opportunités.

Ceci dit, arrivons à la question de Rome ; cette question ne peut-être résolue que par nous. Rome et le patrimoine de saint Pierre sont occupés par les troupes de notre allié. Mais il est évident que le pouvoir temporel du pape est définitivement mort. Rien ne me le prouve mieux que les efforts inutiles de la diplomatie pour améliorer ce gouvernement, efforts si bien constatés par les documents publiés en France.

Le gouvernement pontifical n'a jamais répondu aux demandes des populations que par des supplices et des confiscations, et aux efforts de la diplomatie, que par des fins de non-recevoir.

En 1848, quand l'armée nationale était sur les bords du Mincio, la cour de Rome répondait par l'encyclique du 29 avril.

Il y a un abîme entre le pouvoir temporel et l'Italie.

Quand le Pape était à Gaëte, il refusait toute transaction et demandait la restauration de son pouvoir aux armées étrangères.

La Constitution de 1848, toute imparfaite qu'elle était, fut toujours éludée. Aucune des propositions des Chambres n'obtint la sanction du Souverain-Pontife. J'en appelle à ceux de nos collègues qui ont eu la tribulation de siéger dans les conseils du Pape.

En 1859, quand nous combattions à Solferino et à Magenta, la cour de Rome était de cœur avec l'Autriche. Après Villafranca, elle repoussait la Confédération, insultait la France et réservait toutes ses sympathies aux princes déchus.

Enfin elle ramassait une armée de mercenaires. Je ne m'en étonne pas ; le pouvoir temporel des papes est incompatible avec la civilisation moderne. Il est incompatible avec l'esprit de nationalité et avec les libertés dont les principes ont été proclamés en 1789.

Ce pouvoir apporte dans l'exercice des affaires temporelles cette prétention d'infaillibilité qui est la base de la doctrine catholique. Avec lui il n'y a de possible ni liberté de la presse, ni liberté de conscience, ni tenue des actes de l'état civil, ni mobilisation des biens de mainmorte ; enfin cette incompatibilité s'étend sur tout ce qui, dans le langage de la curie romaine, s'appelle matière mixte.

Ce pouvoir est cosmopolite de sa nature. Il met l'origine de son pouvoir au-dessus de ce suffrage national qui est la base de notre droit.

On dit que le pouvoir temporel est nécessaire au libre exercice du pouvoir spirituel. Cependant pendant huit siècles il n'y a pas eu de pouvoir temporel.

On dit que les Italiens doivent subir le pouvoir temporel dans l'intérêt de la catholicité. Je ne connais pas de loi divine ni humaine qui puisse soumettre un peuple ou même un individu à être esclave d'une caste.

Remercions Dieu qu'après Villafranca les erreurs de nos adversaires et cet esprit

lité. Le préopinant a très bien dit que cette vérité était sentie d'instinct, proclamée sans hésitation par quiconque juge avec sincérité de nos affaires. A la vérité l'Italie a beaucoup à faire encore pour s'organiser et pour résoudre les problèmes de sa formation intérieure, pour renverser les obstacles séculaires élevés dans son sein contre le bon ordre politique. Pour y arriver, il faut une union, une concorde, que la question de Rome, tant qu'elle ne sera pas résolue, empêchera de se réaliser.

Des hommes de valeur, de bonne foi peuvent porter leurs préférences sur telle ou telle ville ; mais il est un fait incontestable, c'est que si Rome était une fois notre capitale, toute discussion sur ce point deviendrait impossible. Le fait seul entraînerait un accord absolu et universel. Je vois donc avec regret des hommes éminents, des pa-

politique de l'Italie qui est toujours la patrie de Machiavel, aient établi le courant d'opinion unitaire qui rend le pouvoir temporel impossible.

Nous voulons tous l'Italie une et indépendante. L'Italie a besoin de Rome, Rome a besoin de l'Italie : elle en a besoin pour rompre sa chaîne ; l'Italie a besoin de Rome parce qu'elle est sa capitale naturelle. Je crois qu'il faut éteindre un foyer de réaction, parce que de cette extrémité de l'Italie on ne peut éternellement gouverner l'Italie.

Les représentants de toutes nos villes et même de la noble Turin ne me démentiront pas : Turin, cette noble ville dont l'abnégation et le patriotisme survivront toujours dans nos cœurs, et qui ne peut céder la primauté d'Italie qu'à Rome seule.

Rome, capitale de l'Italie, est la pensée de tous les Italiens.

On dit qu'elle pourra rester ville libre en communion politique avec le reste de l'Italie. C'est une illusion ; peut-on croire que le peuple romain puisse vivre entouré de l'Italie libre sans aspirer à s'y réunir ?

Il y aurait là une source de désordre et d'agitations éternelles.

L'illustre écrivain qui a proposé cette solution a fait un roman politique.

Rappelons nous 1848 et 1849. Nous ne pouvons établir un antagonisme perpétuel entre la cour de Rome et cette monarchie qui représente la cause nationale.

Qu'il me soit permis de vous rappeler un fait.

J'ai vu à Rome un groupe d'hommes combattant dans cette ville contre la république française égarée, aussi dévoués à l'ordre qu'à la patrie, mais faisant, sans espoir de succès, une protestation héroïque que nous pouvons invoquer aujourd'hui en faveur de notre droit.

On peut prévoir plusieurs solutions.

Combattre les Français qui sont à Rome, ceci est absurde, et ne peut être proposé raisonnablement. Si l'alliance de la France nous est utile, la nôtre n'est pas inutile à la France. Cette alliance est la base de l'avenir.

La solution vraie, suivant moi, est la retraite des troupes françaises à la suite d'un accord avec le Saint-Siège.

Cette solution sera utile non-seulement à nous, mais au catholicisme.

Je demande à M. le président du conseil où en sont les négociations à ce sujet.

La France et l'Angleterre sont pour le principe de non-intervention. Ce principe est violé à Rome. Je demande ce qu'on fait pour le faire respecter.

Je demande à mes collègues s'il ne convient pas de déclarer que l'Italie veut sa capitale.

L'Italie est prête à concourir à la splendeur comme à la sécurité du Pontife. Il faut le déclarer en face de la catholicité.

Il nous faut une politique ferme, résolue, qui ne prête se pas à des transactions dangereuses et qui se pose en face de l'Europe.

Il faut que notre roi puisse remplir le vœu qu'il a fait sur la tombe du roi martyr. son père : qu'il porte la liberté italienne au Capitole.

trioties qui ont rendu de grands services au pays, et auxquels l'honorable M. Audinot a fait allusion, attribuer à ce choix nécessaire que nous avons dû faire de notre capitale naturelle des motifs futiles et peu sérieux. Ce choix, l'histoire, tous les éléments de la civilisation d'un peuple l'ont déterminé. Qu'est-ce que l'histoire de Rome, si ce n'est celle d'une capitale, bien plus, d'une capitale du monde ? Elle sera aujourd'hui celle d'une grande nation.

Je fais appel au patriotisme de tous les Italiens. Que notre accord montre à l'Europe la nécessité que ces faits nous imposent. Je déclare que personnellement je préfère peut-être aux monuments anciens et modernes de la ville éternelle les rues simples et sévères de ma ville natale. Mais ma résolution, comme celle de mes compatriotes, est prise ; elle l'est, comme celle de cette noble ville, résignée, je le déclare ici comme député de Turin, au sacrifice que la patrie lui demande.

Nous devons aller à Rome, mais sans que l'indépendance du Pape en souffre, sans que l'État étende sa domination sur l'Église. Si, ce que je crois impossible, la France se trouvait hors d'état de s'opposer à notre entrée dans Rome, nous renoncerions à y entrer en lui faisant violence. N'imitons pas l'Autriche dans son ingratitude proclamée par la bouche de l'un de ses hommes d'État avec un triste courage. Ce courage, elle n'a cessé de l'avoir. Au Congrès de Paris, pas une puissance ne fut si hostile à la Russie, si tenace contre la paix que l'Autriche, qui avait été sauvée par elle peu d'années auparavant. Pour nous qui, liés avec la Russie par une amitié qu'un nuage n'a pu obscurcir que momentanément, je l'espère, montrons par notre conduite envers la France que nous ne ressemblons point à la puissance que nous avons combattue avec l'aide des armées françaises.

Quand nous avons, en 1859, demandé l'appui de la France, l'Empereur ne se dissimulait pas les difficultés de la situation que cette guerre lui créerait avec la cour de Rome ; nous ne pouvons pas, après avoir accepté le bienfait, aggraver les embarras qu'il peut apporter au bienfaiteur.

Si nous arrivons à persuader aux catholiques que la réunion de Rome au reste de l'Italie ne peut être pour l'Église une cause de dépendance, la question aura fait un grand pas. Bien des gens de bonne foi pensent, en effet, qu'une fois le Parlement à Rome, une fois le roi au Quirinal, le Pape perdrait de son indépendance ; qu'il ne serait plus que le grand aumônier, le chapelain du roi.

Si ces craintes étaient fondées, je n'hésiterais pas à dire que cette réunion serait fatale non seulement au catholicisme, mais aussi à l'Italie. Il ne peut arriver à un peuple un plus grand malheur que la concentration entre les mains du gouvernement des pouvoirs spirituels et des pouvoirs temporels. Là où ces pouvoirs sont réunis, la liberté disparaît ; c'est le régime des califes. Jamais il n'en sera ainsi en Italie.

Examinons sous toutes ses faces cette question de l'influence de la réunion de Rome à l'Italie sur l'indépendance du pouvoir spirituel.

D'abord le pouvoir temporel rend-il réellement le Pontife indépendant ? S'il en était ainsi, j'hésiterais à résoudre le problème ; mais personne ne peut soutenir cette thèse. Au temps où les souverains, appuyés par le droit divin, regardaient leur domination comme un droit de propriété absolue sur les hommes et les choses, je comprends qu'un pouvoir de cette nature fût une garantie pour le Pape ; sympathique ou non, l'autorité était subie, sinon acceptée. Mais, depuis 1789, les gouvernements reposent sur le consentement tacite ou exprès des populations ; la France, l'Angleterre, la Prusse proclament ce principe, accepté presque partout. La Russie s'en rapproche, ou du moins ne le repousse plus comme faisait l'Empereur Nicolas. Un pouvoir qui ne repose point sur cette base, qui entretient même un antagonisme absolu entre le peuple qu'il gouverne et lui n'a plus de possibilité d'exister. Or, cet antagonisme apparaît dès la Restauration dans les États du Pape, et apparaît comme un mal sans remède. J'en appelle au témoignage d'un homme qui se dévoua à une tâche impossible à Rome, dont la mort fut un des plus grands malheurs que l'Italie ait éprouvés.

Les peuples épuisés par les luttes de l'Empire supportèrent quelque temps un régime que rendaient d'ailleurs moins dur la bonté du Pontife et les lumières du cardinal Consalvi. En 1821, l'antagonisme éclate ; 1831 le montre plus vif, plus décidé ; de Bologne à Ancône il éclate ouvertement. L'étranger intervenait, il est vrai, pour l'étouffer ; car ce fut une intervention des mieux caractérisées.

Aujourd'hui, depuis près de deux ans, les Romagnes sont affranchies, réunies à nous, ont une presse libre, des associations libres ; il y a un journal clérical à Bologne ; il est plus violent que l'*Armonia* de Turin.

S'est-il manifesté dans les populations des regrets quelconques pour l'ancien gouvernement ? On a critiqué tels ministres, le ministère même ; personne que je sache, n'a demandé le retour des anciennes autorités.

Chose plus remarquable encore, les Marches et l'Ombrie ont dû, par des causes dépendant des circonstances militaires et politiques, être évacuées par la force armée ; pas un soldat n'y est demeuré ; elles sont restées confiées au patriotisme des gardes nationales ; elles étaient exposées aux menées d'un parti installé tout près de là, à quelques lieues, à Rome : et la conduite de ces populations a été pure de tout excès et admirable de sagesse, bien qu'elles fussent menacées par des catholiques travestis en zouaves.

Je ne suis pas le défenseur du pouvoir temporel, mais je serai juste pour lui. Je ne tiens ni le Pape ni ses ministres pour responsables des

actes atroces auxquels s'est portée sur certains points la réaction. Ces actes prouvent seulement la déplorable influence exercée sur les caractères par un tel régime.

Je crois avoir assez établi l'antagonisme qui règne entre le Saint-Siège et les populations. S'il en est ainsi, ce pouvoir n'est pas pour le Pape une garantie d'indépendance.

On dit qu'il est une nécessité pour la société catholique et qu'il doit être garanti par les puissances catholiques. Les sacrifices humains sont-ils donc encore nécessaires pour se rendre les dieux propices ? Est-ce au nom de celui qui donna sa vie pour le monde qu'on doit demander qu'une nation soit sacrifiée à celui-là même qui le représente ?

On dit : Mais le Pape peut se concilier les populations par des réformes, et on insiste auprès du Pape pour les obtenir sans se laisser décourager par les refus. C'est demander ce que le Pape ne peut donner ; car il est chef de l'Église avant d'être souverain politique, puisque le pouvoir temporel ne doit être pour lui qu'une garantie, qu'une sûreté pour son pouvoir spirituel, qui doit passer avant tout. Faire ces concessions, ce serait trahir ses devoirs de Pontife. Il peut accepter, tolérer certaines institutions, mais non les consacrer. Ainsi il tolère le mariage civil en France, il ne peut le proclamer chez lui. De même pour une infinité d'autres institutions qui sont en contradiction avec les préceptes catholiques, et dont il faut pourtant admettre l'existence. Il ne faut point reprocher au Pape ce qui est, non pas de l'obstination, mais de la fermeté, et dont je tiens que les catholiques doivent lui savoir gré comme d'un mérite.

J'ai souvent combattu l'opinion de ceux qui voulaient absolument que le Pape fit des réformes, et le blâmaient de n'en point accorder. On me demandait au Congrès de Paris celles qu'on pouvait exiger. Je refusai d'en indiquer aucune. Je professai hautement les doctrines que je soutiens ici, et, de concert avec M. Minghetti, qui prit une part importante à ces négociations, je déclarai que le seul moyen de gouverner ces pays sans occupation militaire était de séparer absolument le pouvoir spirituel du pouvoir temporel.

Tous les efforts se briseront contre les impossibilités radicales qui résultent de la confusion des deux pouvoirs. L'Europe travaille depuis longtemps à inventer des réformes pour la Turquie ; il n'est pas d'effort qui n'ait été fait dans ce sens ; on y voudrait concilier les droits de la vie civile avec le gouvernement tel qu'il est constitué ; on n'y réussit pas, on n'y réussira pas : la réunion des pouvoirs s'y oppose.

Ainsi le pouvoir temporel ne rend point le Pape indépendant. En le perdant, ne fera-t-il que changer de sujétion ? Non, nous pouvons la lui donner, cette indépendance si nécessaire.

Et c'est précisément la séparation des pouvoirs qui la lui donnera. L'Église une fois affranchie de tout lien avec le temporel, séparée de l'État par des limites bien distinctes, la liberté du Saint-Siège n'aura plus à souffrir de toutes ces entraves que les Concordats, les prérogatives du pouvoir civil font peser sur elle, et que le pouvoir temporel de la cour de Rome a seul rendues nécessaires jusqu'ici. Je crois que tout catholique sincère désire plus que toute chose un tel affranchissement. La seule difficulté consiste à savoir sur quelles garanties sera appuyée cette liberté de l'Église.

Nous lui en donnerons d'importantes ; nous inscrirons le principe de l'indépendance réciproque de l'Église et de l'État dans le Statut fondamental du royaume ; nous en assurerons par tous les moyens possibles la réalisation complète.

Mais la garantie la plus sûre est le caractère tout catholique des peuples italiens. L'Italie a fait souvent de grands efforts pour réformer la discipline ecclésiastique ; jamais elle n'a porté la main sur la religion, à laquelle elle tient. La patrie de Arnaldo de Brescia, de Dante, de Savonarola, de Sarpi, de Giannone n'a jamais voulu, comme eux, que la réforme de l'Église ; cet ardent désir a toujours été accompagné de la ferme volonté que l'Église, épurée, substituât et devînt plus libre. Cette liberté sera mieux assurée par l'amour de 26 millions de citoyens que par quelques mercenaires.

On dit : ces espérances sont fallacieuses ; tous vos efforts de transaction, vos négociations sont repoussés. Je n'entrerais dans aucun détail sur ce point délicat ; je reconnais que jusqu'ici aucune tentative dans ce sens n'a abouti ; mais je déclare aussi que nous n'avons pas encore expliqué nos intentions ouvertement et pleinement comme nous le faisons ici. Nous pouvons donc encore nourrir quelque confiance.

L'histoire nous montre que Rome, envahie par les Espagnols de Charles-Quint, vit le Pape quelque temps après sacrer Charles-Quint et s'allier avec lui ; le changement qui s'opéra dans Clément VII, pourquoi ne le verrions-nous pas s'opérer aujourd'hui dans Pie IX ?

Du reste, le Pape nous repoussât-il comme par le passé, nous ne cesserions pas de rester fidèles aux mêmes principes. Arrivés à Rome, nous proclamerons la séparation de l'Église et de l'État, et la liberté de l'Église. Cela fait, cela consacré par les représentants de la nation, les véritables tendances des Italiens, leur sympathie pour la religion de leurs pères une fois bien constatées devant l'Europe, la grande majorité des catholiques les approuvera et fera retomber sur qui de droit la responsabilité de la lutte que la cour de Rome aura voulu engager avec la nation.

Au risque d'être taxé d'utopie, j'ai la confiance que ces principes une fois proclamés et consacrés par vous, l'âme de Pie IX, ouverte de

nouveau aux généreux sentiments qui lui ont valu tant d'applaudissements il y a quelques années, voudra acquérir la gloire immortelle d'avoir réconcilié la nation italienne et l'Église, la religion et la liberté.

La chambre des députés a adopté le 17 avril la loi sur l'intitulé des actes publics, déjà votée par le Sénat (voir p. 100).

RUSSIE.

Mémoire du gouvernement russe sur le rapport du grand-vizir à la suite de sa tournée d'enquête¹, 23 décembre 1860 (4 janvier 1861).

Son Altesse le grand-vizir a exposé, dans un rapport à Sa Majesté le Sultan, le résultat de sa tournée à travers quelques contrées de la Turquie d'Europe. Cette tournée aurait fourni à Mehemed-Kiprisli-pacha la consolante certitude que l'oppression des chrétiens de ces pays n'existe que dans l'imagination des personnes qui veulent à tout prix dénigrer le gouvernement paternel des autorités musulmanes. Le grand-vizir aurait bien eu quelques crimes individuels à constater et à punir, mais il n'a remarqué la trace d'aucune persécution systématique dirigée contre les chrétiens par leurs concitoyens musulmans, et la population chrétienne jouirait du progrès constant et rapide qui, comme le grand-vizir nous l'apprend, se manifeste dans tout l'empire ottoman.

C'est avec une véritable joie que nous aurions accueilli l'heureuse nouvelle que le grand-vizir nous donne. La Russie n'a jamais varié dans sa sollicitude pour les peuples chrétiens de l'Orient. Elle serait donc la première à applaudir aux beaux résultats des efforts tentés par le gouvernement ottoman pour alléger le sort de ses sujets chrétiens, efforts qu'elle peut en grande partie revendiquer la gloire d'avoir provoqués.

Personne ne doutera que les autorités des contrées par lesquelles le grand-vizir devait passer, ne se fussent effrayées de la responsabilité qu'elles pouvaient encourir. Il est donc très-naturel qu'elles aient cherché, par tous les moyens, à la mettre à couvert. Parmi ces moyens il y en a un qui a été de tout temps familier aux autorités turques et qu'elles emploient avec succès chaque fois qu'il s'agit d'une enquête provoquée par les plaintes des populations chrétiennes : c'est l'intimi-

1. Voir le rapport du grand-vizir du 8 novembre 1860. *Archives*, t. I, p. 158, et la réponse de la Sublime Porte de la fin de février au mémorandum ci-dessus, *Archives*, t. II, p. 107.

dation. Or, il appert de tous les renseignements que nous avons reçus sur le voyage du grand-vizir, que l'intimidation a précédé Son Altesse dans tous les endroits qu'elle a visités. Les autorités mettaient sur pied leurs clients qui menaçaient les chrétiens de leur vengeance s'ils osaient dire la vérité et qui leur répétaient à tout instant ce dicton populaire que les malheureux rayas pouvaient appliquer sans peine aux circonstances de l'enquête : « Le torrent passe, et le sable reste. » Cela voulait dire que le grand-vizir, quelque juste et sévère qu'il fût, retournerait bientôt à Constantinople, et que les chrétiens continueraient à avoir affaire aux autorités et aux seigneurs musulmans dont ils auraient eu la velléité de se plaindre.

En supposant donc que le grand-vizir ait, comme il l'assure, admis en sa présence tous les habitants indistinctement, qu'il les ait engagés à ne lui rien cacher, et leur ait solennellement promis qu'ils ne courraient aucun danger pour avoir dit la vérité, nous demandons à tous ceux qui jugent les choses sans prévention, si l'on peut se fier aux résultats d'une pareille enquête?

Pourtant, malgré la pression exercée sur les chrétiens et qui, comme nos renseignements l'indiquent, leur a fait taire leurs principaux griefs, une masse de pétitions a été adressée au grand-vizir. Ces pétitions portaient généralement sur des points secondaires et incriminaient des personnes dont on pouvait exposer les abus sans encourir trop de danger, tels que les zaptiés, les fermiers de la dîme, les évêques grecs, les tchorbadjis et les kodja-bachis chrétiens, etc. Nous sommes loin de défendre ces abus; nous savons combien ils sont profondément enracinés dans le système de l'administration turque qui en est la source, et quels fruits pernicieux ils portent pour la population chrétienne de l'empire ottoman. Nous applaudissons donc sans réserve aux améliorations promises sur tous ces points (fermage de la dîme et perception des impôts, zaptiés, voies de communication, cours criminelles, clergé grec). Nous serions heureux de voir ces promesses remplies. Mais pouvons-nous l'espérer? ou bien resteront-elles une lettre morte, comme les dispositions du hattî-houmayoun, et tant d'autres décrets émanés du gouvernement ottoman en faveur de ses sujets chrétiens?

Le grand-vizir dit dans son rapport qu'il n'a rien négligé pour connaître la vérité et redresser, s'ils étaient fondés, les justes griefs des sujets de Sa Majesté le Sultan. Sans mettre en doute la perspicacité du premier ministre ottoman, on peut pourtant se demander s'il y avait moyen *d'apprendre la vérité et de redresser les justes griefs* de la population chrétienne dans une tournée faite, il faut le dire, à vol d'oiseau. Prenons, comme exemple, une partie de l'itinéraire de Son Altesse : Varna, deux jours; Choumla, cinq jours; Rasgrad, un jour;

Forlax, un jour ; Roustchouq, quinze jours ; Nicopolis, quelques heures ; Sistov, un jour ; Vidivi, sept jours, etc.

Était-il donc humainement possible d'apprendre la vérité et de redresser les griefs de la population avec cette rapidité de locomotion qui a permis au grand-vizir de parcourir, en quatre mois, la distance de Varna à Vidin et de Vidin à Salonique ? En examinant les étapes du grand-vizir et la durée de son séjour dans les diverses villes qu'il a parcourues, on est forcé de conclure qu'il croyait connaître la vérité d'avance et n'avoir pas de griefs à redresser. C'est avec cette conviction que le grand-vizir semble être parti pour son voyage, et cette conviction, il l'a rapportée à Constantinople, comme son compte rendu le prouve.

En effet, il n'y est question que de la punition de quelques crimes, de quelques méfaits, tels qu'on les trouve dans toutes les sociétés humaines, même sous les gouvernements les mieux organisés. Or, ceci était certes l'affaire des tribunaux ordinaires et non pas du premier ministre d'un grand empire, chargé par son souverain d'une enquête solennelle dans de vastes provinces. Cependant nous apprenons par le compte rendu du grand-vizir lui-même qu'à l'exception du district de Niche, tout ce que ce haut fonctionnaire a fait dans sa tournée par la Bulgarie et la Roumélie, s'est borné à punir ces quelques crimes et délits qui se produisent dans tous les pays du monde.

Il est vrai que le grand-vizir a en outre publié un règlement provisoire en vingt et un articles pour les divers pachalics de la Bulgarie ; mais nous ne voyons pas qu'il ait pris quelques dispositions pour que ce règlement soit mieux exécuté que les lois en apparence si bienfaisantes, et si stériles en réalité, promulguées dans le hattî-houmayoun. Du reste, la rédaction des articles provisoires, décrétés par le grand-vizir, est tellement vague qu'elle laisse à l'arbitraire des autorités locales une latitude complète dont celles-ci ne manqueront pas de profiter, selon l'usage signalé par nos agents en Turquie, pour exploiter plus que jamais la population chrétienne. Pour mieux comprendre la valeur du règlement en question, examinons-en sommairement les principaux points.

L'article 1 ordonne que, vu le grand nombre de brigands qui infestent le pays, les habitants des diverses localités se portent garants les uns pour les autres et dénoncent au gouvernement les brigands et les recéleurs. Cet article, nous le remarquerons en passant, est un aveu de la complète impuissance de l'administration turque à mettre un frein au brigandage. Mais le remède inventé par le grand-vizir est illusoire, ou plutôt il fera retomber sur les paisibles cultivateurs chrétiens la responsabilité des actes de brigandage de leurs concitoyens musulmans, dont on les forcera à se porter garants et qui,

après la perpétration d'un crime, ne manqueront pas de se soustraire aux poursuites des autorités. Quant aux brigands qui se sont déjà organisés en bandes et qui vivent en dehors des villages, que peut leur faire la garantie mutuelle de la population pacifique ? Du reste, le grand-vizir avoue lui-même l'inefficacité de son décret. Il enjoint aux gouverneurs des diverses provinces d'étudier d'abord en détail la manière dont il pourrait être appliqué, et de le faire exécuter ensuite. Il est donc évident que, pour le présent du moins, cette disposition n'a aucune valeur pratique. Il en est de même de l'art. 2, où la garantie mutuelle de la population est indiquée comme moyen de mettre un terme aux actes de viol commis par des « mauvaises gens » sur les jeunes filles. Dans ce cas aussi, les musulmans coupables se soustrairont aux poursuites, comme par le passé, et la responsabilité retombera sur les villageois chrétiens.

Art. 3. Les villageois se plaignent de ce que les fermiers de la dîme les obligent à transporter à de grandes distances et même jusqu'à des ports éloignés les produits prélevés sur eux. Au lieu de couper court à cet abus en défendant péremptoirement aux fermiers d'exiger ce transport, que la législation turque déclare être illégal, le grand-vizir ordonne que dorénavant les fermiers de la dîme n'aient le droit d'obliger les paysans à transporter leurs produits qu'à la distance d'une journée, y compris le retour. Cela même serait un grand avantage pour les cultivateurs ; mais le législateur ajoute, que si le fermier *a besoin* de faire transporter les produits à une plus grande distance ou à un port éloigné, il doit s'arranger sur ce point avec les paysans en présence du medjlis, sous l'arbitrage des tchorbadjis. Or, nous savons que les tchorbadjis et les membres des medjlis sont généralement intéressés dans le fermage des impôts. On peut donc juger si cette mesure apportera quelque soulagement aux cultivateurs, auxquels, d'après la lettre de cette loi, le droit de se refuser au transport n'est pas accordé.

L'art. 4 statue que les lois seront traduites et publiées dans les diverses langues du pays. Nous aurions cru que le grand-vizir n'avait pas besoin de donner cet ordre, car la chose est décrétée depuis longtemps par l'art. 11 du hattî-houmayoun.

L'art. 5 est caractéristique. Le grand-vizir y reproduit la loi, d'après laquelle les collecteurs et les fermiers des impôts n'ont pas le droit de vivre aux frais des villages qu'ils visitent, ni d'obliger les paysans à des corvées ; puis on ajoute : « Celui qui n'observera pas cette loi et livrera sans paiement de la nourriture ou quelque autre chose à un collecteur d'impôts quelconque, sera considéré comme transgresseur de la loi. » Ainsi donc, ce n'est pas le collecteur ou le fermier de l'impôt qui sera puni pour ce genre d'abus, ce sont au contraire les

paysans qui encourent la sévérité de la loi chaque fois qu'ils auront cédé aux exigences illégales et même aux violences de ces fonctionnaires qui, accompagnés de la force armée, viennent vivre à leurs dépens ; car, certes, le grand-vizir ne peut pas supposer que ce soit volontairement que les villageois leur fournissent gratis ce dont ils ont le droit d'exiger le paiement. Quant à la punition des *multézims* coupables sous ce rapport, il n'en est pas question dans le décret.

Art. 6. Désirant prévenir le renouvellement des crimes commis par des brigands qui se présentent dans des villages sous le nom de zapitiés (gendarmes), il est ordonné que les gendarmes envoyés en mission par les autorités du district, devront être porteurs des certificats munis du cachet du gouverneur ou du mudir. Nous croyons que cette mesure sera illusoire, parce que les habitants des villages chrétiens ne comprennent généralement pas un mot de turc, et qu'ils seront par conséquent fort embarrassés de distinguer les certificats véritables d'un papier quelconque rédigé dans cette langue, dont les malfaiteurs n'auront guère de peine à se munir.

Pour abrégér, nous passons les art. 7 à 11, dont les dispositions sont insignifiantes et se rapportent aux voyageurs (7, 8) et à l'accélération du jugement des brigands qui se trouvent entre les mains de l'autorité (9, 10, 11).

L'article 12 commence par ces mots : « Attendu que dans quelques endroits de mauvaises gens ont osé enlever par la force de jeunes filles chrétiennes des villages et les entraîner dans les forêts où ils les déshonoraient et les ramenaient ensuite dans les villes, où ils les forçaient à embrasser l'islamisme et les plaçaient au nombre de leurs femmes sans que les autorités fissent attention à ces actes ; attendu que ce crime est un des plus grands, parce qu'il attente à l'honneur et à la religion : il faut que ces gens-là soient punis selon la loi. Et dorénavant, vu que chacun est libre de professer la religion qui lui plaît, il faut, dans le cas que quelqu'un veuille se faire musulman, qu'il se présente à l'autorité. » (Suit l'énumération des formalités ordinaires que la loi turque prescrit d'observer dans ces cas.) Notons le premier considérant de cet article. C'est un aveu formel de la part du grand-vizir, que de jeunes villageoises chrétiennes sont effectivement, comme nos agents nous l'ont signalé plus d'une fois, enlevées par des musulmans, traînées dans les forêts, déshonorées et converties par force à l'islamisme, sans que les autorités aient réprimé ces crimes atroces. Nous nous demandons comment cet aveu si clair et si précis concorde, dans la pensée du grand-vizir, avec la phrase de son compte rendu où il affirme *de la manière la plus positive* (ce sont ses propres paroles), que les chrétiens n'ont pas à se plaindre de la moindre persécution, et que la liste des divers excès du fanatisme musul-

man, dressée d'après les rapports de quelques agents européens en Turquie est fausse. Si le grand-vizir nous prouve lui-même que les cas de viols et de conversions forcés à l'islamisme ont été assez fréquents en Bulgarie pour motiver une injonction nouvelle à cet égard et que ces horreurs ont eu lieu *sans que les autorités y aient fait attention* (ce sont les termes du décret), nous avons tout le droit de supposer que la liste des autres crimes perpétrés par les musulmans envers les chrétiens, tels que les assassinats, les spoliations, etc., n'a pas non plus une existence purement imaginaire. Mais il fallait s'attendre qu'après avoir fait le triste aveu que nous venons de citer, le grand-vizir aurait sévi d'une manière exemplaire contre les auteurs de ces actes abominables, où le fanatisme musulman s'allie à la brutalité la plus effrénée, il fallait s'attendre qu'il aurait su inspirer une terreur salutaire aux autorités dont il constate, sinon la connivence, du moins la coupable indifférence à ces horreurs. Pas du tout : il s'est borné à recopier dans son décret une loi qui existe depuis longtemps et qu'on n'exécute pas, et à dire que les auteurs des crimes en question *doivent être punis*. Pourquoi ne le sont-ils pas déjà ? Et qui les punira ? Apparemment ces mêmes autorités dont le grand-vizir lui-même caractérise la manière d'agir ?

Tout ce qui précède nous a fait suffisamment apprécier la partie du décret du grand-vizir, pour que nous n'ayons plus besoin d'entrer dans les détails des autres articles, qui ont généralement trait à des points secondaires. Partout nous voyons la même velléité d'alléger les abus dont la population chrétienne se plaint, et la même absence de mesures efficaces pour mettre à exécution ce qui est ordonné au nom de la loi. Nous ne pouvons nous empêcher de citer, pour expliquer notre pensée plus complètement encore, les termes de l'art. 14 du décret provisoire publié en Bulgarie par le grand-vizir. Nous le traduisons, ainsi que ce qui a été cité plus haut, d'après le texte bulgare officiellement promulgué :

« Que chacun sache que c'est aujourd'hui le désir de notre très-gracieux souverain, que chacun de ses sujets soit protégé et garanti de tout dommage et de toute injustice, conformément à la loi ; et s'il arrive des cas contraires, considérez jusqu'à quel point ils répugnent à la volonté du Sultan. Par conséquent, afin qu'on abandonne tout ce qui est injuste et que tout soit exécuté selon la loi, le gouvernement aura soin de s'occuper de tout et de s'enquérir publiquement et secrètement de l'état des habitants, pour que tous soient contents de leur sort et que personne ne souffre de la violence, de quelque part que ce soit. Le *vali* (gouverneur-général), est tenu de s'enquérir de tout cela ; il doit envisager les habitants comme ses propres enfants et ne pas les laisser maltraiter par quelques employés malintentionnés en-

vers ceux qui se trouvent lésés et qui ont des raisons de se plaindre que certaines affaires ne sont pas expédiées conformément à la législation actuelle, laquelle ne restera plus dorénavant en suspens ; au contraire, cette législation doit absolument être exécutée, et celui qui agira contrairement à elle sera sévèrement puni selon la loi. »

A quoi bon cet article, où nous ne trouvons que de la phraséologie, et pas une seule disposition pratique ? A quoi bon le grand-vizir reparle-t-il du désir de Sa Majesté le sultan que ses sujets jouissent des bienfaits de la loi, quand personne, aussi bien en Turquie qu'ailleurs, ne doute des généreuses intentions de ce souverain et quand ce désir a été bien des fois proclamé par Abdul-Medjid lui-même ? Nous supposons que le grand-vizir avait reçu une autre mission que celle de répéter aux rayas des phrases qu'ils connaissent si bien ; nous supposons qu'il était chargé, non pas de parler des généreuses intentions du Sultan, mais de mettre ces intentions à exécution.

Outre la publication du règlement provisoire que nous venons d'examiner et dont la valeur pratique est évidemment nulle, le grand-vizir signale dans son compte rendu un second résultat de son voyage. Son Altesse assure avoir recueilli des renseignements sur l'ensemble de l'administration des provinces qu'elle a parcourues et propose au Sultan quelques réformes, les seules, à son avis, que les sujets de Sa Majesté ottomane puissent réclamer. Nous avons déjà énuméré plus haut les points sur lesquels portent ces réformes. Même à l'état de projet, elles seraient, certes, considérées parmi nous comme un résultat positif et utile de l'enquête du grand-vizir, si elles présentaient le moindre complément aux mesures solennellement promulguées par le hattî-houmayoun du 18 février 1856. Toutes ces réformes, au contraire, sont contenues dans les divers paragraphes de ce document. Ainsi, la réorganisation du mode de fermage des dîmes et celle des règlements qui établissent l'assiette de l'impôt foncier et la perception des impôts indirects est déjà décrétée par l'article 18 du hattî-houmayoun ; l'amélioration des voies de communication l'est par l'article 25 ; celle de l'organisation des zaptiés (agents de police) l'est par l'article 13 ; enfin la création de *quelques* cours criminelles offrant aux justiciables toutes les garanties nécessaires (le mot *quelques* nous frappe ; nous supposons que *toutes* les cours criminelles dans un pays devaient offrir ces garanties) la création de ces cours, disons-nous, aurait dû être accomplie depuis longtemps, en vertu des articles 9 et 11 du même hattî-houmayoun.

C'est donc avec une extrême surprise que nous avons lu dans le compte rendu du grand-vizir qu'il s'attribue le mérite d'avoir observé et signalé la nécessité de ces améliorations et qu'il présente à son sou-

verain, à titre de projet, des dispositions qui font, depuis plus de quatre ans, partie de la législation ottomane.

Quant à la réforme des abus qui se sont introduits dans le haut clergé grec, en Roumélie et en Bulgarie, ce n'est certainement pas la tournée du grand-vizir qui en a démontré la nécessité et préparé l'accomplissement. Le grand-vizir connaissait mieux que personne l'existence de l'assemblée qui délibérait sur ce sujet au patriarcat de Constantinople. Il ne s'agira donc que d'en appliquer consciencieusement les statuts.

Nous nous demandons, par conséquent, quel est le résultat de l'enquête du grand-vizir, et nous revenons à la conclusion émise plus haut, c'est-à-dire qu'il s'est borné, comme il le dit lui-même, à punir quelques crimes, quelques méfaits isolés, tels que ceux dont chaque société humaine fournit le contingent. En effet, nous savons par les rapports de nos agents, que presque dans chaque ville où il s'arrêtait, le grand-vizir faisait pendre ou décapiter quelques criminels qui se trouvaient en prison. Ainsi, par exemple, le court séjour de Son Altesse à Vidin a été signalé par l'exécution de trois prisonniers, deux musulmans et un chrétien, accusés de brigandage. Nous ne mettons pas en doute la culpabilité de ces individus, mais le grand-vizir a-t-il eu la possibilité de s'en convaincre pendant les quelques jours qu'il est resté dans cette ville et qui se sont passés en grande partie en réceptions officielles? Parmi les nombreux brigands exécutés dans les diverses villes que le grand-vizir a traversées, ne s'est-il pas trouvé des hommes innocents, que les autorités turques auraient, peut-être, voulu faire disparaître pour mettre à couvert leurs propres actes? Malheureusement, nous sommes forcés de supposer, parce que le grand-vizir ne s'est donné nulle part le temps d'entreprendre une enquête sérieuse et qu'il s'est contenté de livrer au bourreau les gens que les autorités locales tiraient de prison à son arrivée et lui présentaient comme passibles de la peine capitale. Ainsi, nous savons que l'un des criminels exécutés à Roustchouk avait avoué, pendant l'interrogatoire, que ses brigandages avaient été exercés au su du gouverneur de Silistrie. Cependant nous ignorons que cette grave révélation ait donné lieu à une enquête. A Bistolia, le grand-vizir a fait trancher la tête à un jeune homme, le nommé Fasko Filiou. Les détails de la condamnation de cet individu méritent d'être rapportés. Attiré par la voix d'un homme qui criait au secours, Fasko était accouru sur le lieu et avait trouvé un de ses voisins et amis, un jeune chrétien, qui se débattait contre trois Turcs qui voulaient assouvir sur lui leurs brutales passions. Il se précipita à sa défense; blessé par l'un des musulmans, et voulant parer le second coup que celui-ci allait lui porter, il lui arracha son couteau et le blessa à son tour. Le lendemain Fasko se présenta spontanément à l'autorité et exposa ce

qui venait de se passer; on l'emprisonna et le musulman blessé par lui venant à mourir, on l'accusa de meurtre. Dans ce procès, les autorités firent voir la partialité la plus criante; elles n'admirent aucune des considérations les plus évidentes qui atténuaient le crime de l'inculpé, et qui étaient telles que, non-seulement toute la population chrétienne de Bistolia s'intéressa au sort du malheureux jeune homme et adressa des suppliques en sa faveur aux autorités, mais que les consuls étrangers résidant dans cette ville firent une démarche collective auprès du gouvernement pour lui recommander la clémence envers Fasko. La sentence de mort fut prononcée et envoyée à Constantinople pour être confirmée. A l'arrivée du grand-vizir à Bistolia, la population chrétienne était déjà effrayée de sa manière de procéder. On savait qu'à son passage par Velessa il y avait fait saisir et envoyé, chargé de fers, en exil, sans aucune forme de procès, le maître d'école bulgare, le nommé Hadji-Jordan, respectable vieillard qui avait consacré toute sa vie à l'instruction de la jeunesse chrétienne de son pays. Ainsi donc, le bruit s'accrédita immédiatement à Bistolia que Son Altesse allait faire exécuter la sentence de mort sur le jeune Fasko; la population chrétienne rédigea en conséquence une protestation contre cette sentence et la lui remit signée par toutes les corporations. Le grand-vizir fit appeler les chefs de ces corporations et leur demanda des explications. Il interrompit bientôt celui qui avait pris la parole en leur nom (le nommé Minas), par un soufflet qu'il lui donna de sa propre main, et les envoya tous en prison. Le lendemain, le jeune Fasko fut exécuté, en présence et par ordre de Son Altesse.

Ce soufflet donné à Bistolia à un chrétien parlant au nom de sa communauté n'est pas la seule scène de ce genre, qui prouve que le grand-vizir ne s'est pas volontiers laissé dire franchement la vérité par les chrétiens, comme il voudrait le faire entendre par son compte rendu. Quelque chose de pareil s'est passé à Dompalanka (près de Vidin) avec un maître d'école bulgare.

A Vidin, la population chrétienne lui avait présenté une requête, où elle demandait : 1° la permission de sonner les cloches; 2° l'égalité avec les musulmans devant les tribunaux, et où elle se plaignait; 3° de ce que le membre chrétien du medjlis n'y avait pas de voix et était forcé purement et simplement d'apposer son cachet là où les membres musulmans le lui ordonnaient; 4° de ce que le *tefterdar* et le *bimbachi* (chef de la police) ne faisaient aucune attention aux réclamations des chrétiens lorsqu'ils leur signalaient des assassinats ou des actes de brigandage commis par des musulmans sur des rayas. Le grand-vizir ne répondit rien sur le dernier point, et ne se crut pas obligé de vérifier la grave accusation portée par les chrétiens contre ces fonctionnaires. Quant au droit de sonner les cloches, il dit que cela

ne pouvait pas se faire, attendu que les musulmans en seraient offensés ; du reste « ajouta-t-il, » on n'a pas sonné les cloches à la naissance de Jésus-Christ ; elles n'ont été inventées que par l'empereur Constantin ; vous pouvez bien vous en passer. « Le témoignage des chrétiens peut être admis au medjlis, observa le grand-vizir relativement au troisième point ; mais il ne peut pas être valable à la *mechscémé* (tribunal du cadi), et quand même le cadi voudrait l'admettre, il n'en aurait pas le droit. » Enfin, en ce qui regarde le quatrième objet de la requête, le grand-vizir interpella le membre chrétien du medjlis, le nommé Hadji-Petroff, et lui demanda si en effet on lui avait défendu d'énoncer son opinion au medjlis. Ce personnage affirmant le fait, Son Altesse s'adressa au métropolitain et exigea son témoignage. Le prélat, intimidé, répondit qu'il ignorait si quelque chose de ce genre avait eu lieu. Profitant de cette réponse évasive, le grand-vizir coupa court aux explications et remit la requête aux primats chrétiens en leur disant que, leurs demandes ayant été trouvées mal fondées, il exigeait d'eux qu'ils le confirmassent par écrit sur le revers du papier. Après une certaine hésitation, quelques-uns se résignèrent à obéir à cet ordre et lui rapportèrent le papier avec l'inscription voulue. Y voyant beaucoup moins de signatures qu'à la requête elle-même, le grand-vizir fit observer aux chrétiens qu'il se trouvait parmi eux de mauvaises têtes qui s'efforçaient à troubler le peuple ; qu'il fallait y prendre garde.

Tel a été le résultat de l'enquête faite par le grand-vizir à Vidin. Son séjour dans cette ville a été l'un des plus longs : il y a passé huit jours. Mais pendant tout ce temps, on n'a admis chez lui aucun des habitants chrétiens isolément ; il ne les a reçus qu'en corporation, avec l'attirail des présentations officielles. Nous ne croyons pas que ce soit de cette manière qu'on puisse recueillir des notions réelles sur l'état d'une population et inspirer la confiance nécessaire pour obtenir l'aveu de la vérité. Aussi nous avons le droit de douter si effectivement Son Altesse n'a rien négligé, comme elle l'affirme, pour connaître la vérité et redresser les griefs des sujets chrétiens du sultan.

Si l'enquête a été faite ainsi dans les grandes villes placées pour ainsi dire sous les yeux de l'Europe, telles que Bistolia, Vidin, etc., que ne sera-t-on pas en droit de présumer sur la manière de procéder dans ces régions du centre de la Turquie où il n'y a pas un seul agent étranger, et où tout ce qui se passe peut rester inconnu ? C'est là précisément et c'est uniquement là que le grand-vizir a jugé à propos d'entreprendre une enquête et d'instituer un tribunal *ad hoc*. Nous avons lu le résumé de ses jugements, mais nous avouons avoir peu de confiance dans leur impartialité. La manière dont le grand-vizir lui-même s'est laissé dire la vérité par les chrétiens à Vidin et dans d'au-

tres endroits n'est pas faite pour nous persuader que ses agents subalternes, installés dans un lieu aussi éloigné du contrôle de l'opinion, que l'est Niche, aient fait plus de cas de la justice. Nous craignons bien que ce tribunal érigé à Niche et toute l'enquête qu'il a faite n'aient été destinés qu'à donner le change à l'Europe aussi bien qu'au sultan lui-même. Autrement nous aurions vu sans doute des tribunaux et des enquêtes analogues dans les grands centres où ce qui se passe ne peut pas rester ignoré. Le grand-vizir explique la préférence donnée à une ville telle que Niche, en disant que c'est de ce pachalik que la plupart des plaintes étaient parties. Cette assertion nous paraît singulière : car, sans nier que ces plaintes n'aient été nombreuses et criantes, nous en connaissons et nous en avons signalé un bon nombre, et des plus graves, parties de tous les autres pachaliks de la Bulgarie, de la Thrace, de la Macédoine, de la Thessalie, de l'Épire, de la Bosnie, de l'Herzégovine, etc. Ne serait-ce donc pas précisément parce que rien de ce qui se fait à Niche ne peut être rapporté à l'Europe, qu'on aurait choisi cette ville pour y procéder à un semblant d'enquête judiciaire ?

Le tribunal provisoire institué par le grand-vizir dans cette localité a fait une enquête sur 22 points (voir le compte rendu de ce tribunal, signé le 4 septembre 1860 et annexé à celui du grand-vizir). Nous reconnaissons dans ces 22 chefs d'accusation la reproduction exacte et presque littérale de quelques faits qui n'étaient pas venus à notre connaissance et que nous avions cités, entre autres, dans un mémoire étendu sur la situation des chrétiens en Turquie (mai 1860). Mais ce qui nous étonne, c'est que le tribunal ait cru devoir faire un choix parmi les faits signalés par nous et qu'il ait évité d'examiner ceux-là précisément que nous avions rapportés dans ce mémoire comme les plus récents. Qu'on nous permette de les rappeler ici ; ils se rapportent tous au pachalik de Niche ; ils ont eu lieu vers la fin de 1859 et pas plus tard qu'en mars 1860, et pourtant le tribunal n'a pas dirigé son attention sur ces faits. Les voici, d'après le témoignage des indigènes : « A Chainovtri Hassan-bey a enlevé les deux filles de Jean ; Smaïl-bey, celle de Marco ; à Kopalnitza Palih-aga, fils de Mousli-Aga, a enlevé Paola, la fille de Ratchadji ; Moustà-bey, celle de Stanko, Militza ; Issa-bey de Leskovatz a enlevé la fille d'Alavide à Jablyane ; Soulya, fils de Mahmoud, a enlevé la fille de Christo ; à Grabovnitza Salih-aga Falyox a enlevé la fille de Frioko ; à Polyanitza-ogradna Abdil Krivatcha a enlevé deux sœurs l'une pour son harem, l'autre pour celui de son frère, habitant à Golimo-sélo ; le même Abdil avait déjà tué dans ce village le fils du cultivateur Stoyane et violé sa bru et ses trois filles ; à Leskovatz le fils d'Abdoulrahman a enlevé la fille du pelletier Kosta ; dans la même ville le fils de Mollah Axif a enlevé une femme mariée à un chrétien, à Stroy-

kovtzi Altcha Paradjimatz a enlevé la fille de Paul ; Hassan-bey, celle de Stoyko ; à Fouryakovtzi Soliman-bey a violé une petite fille de 10 ans qui en est morte, et a chassé son père de sa maison ; le fils de Kadji-Haydar a violé une petite fille de 7 ans qui en est morte sur-le-champ ; à Tchiflouk le fils d'Abbas de Sarnyani a enlevé la fille de Petko ; à Brestovtri des Turcs s'étaient emparés d'une jeune fille et la traînaient avec eux, mais des cultivateurs chrétiens survenus eurent le temps de la délivrer ; à Podvortzi Altcha le fils du *baryaktar* a enlevé la fille de Marco ; à Samarnitza, Hassan le *boulouk-bachi* a enlevé la fille de Stana, et Osman Albatine, celle de Pechö. Or, qu'on nous dise pourquoi le tribunal de Niche, s'il a examiné 22 faits cités par nous, a fermé les yeux sur tous ceux qu'on vient de lire et que nous avons signalés dans le même mémoire ?

Quant aux 22 points sur lesquels l'enquête a été dirigée, il paraîtrait, à en croire le compte rendu du tribunal, que les accusations portées étaient fausses. Nous n'avons jamais eu la prétention de garantir l'authenticité de chacun de ces faits et des détails qu'on nous avait communiqués, vu que nous ne possédons dans cette contrée aucun agent qui puisse contrôler et certifier les assertions des indigènes ; mais cette même circonstance nous empêche de nous fier complètement à l'enquête faite par-devant le tribunal turc. Qu'on ne nous objecte pas que les protocoles ont été signés par l'évêque et deux membres chrétiens du medjlis. Nous connaissons la place qu'ils occupent dans la procédure turque. Nous savons que leurs fonctions dans les conseils provinciaux se réduisent en réalité à approuver tout ce que les musulmans leur disent et que les membres chrétiens du medjlis sont généralement désignés par les autorités parmi les personnes les plus serviles et les plus vénales de l'endroit. Quant au medjlis de Niche, nous avons appris par un mémoire anglais communiqué par Sir M. Bulwer au prince Labanoff-Rostovski (annexe à sa dépêche du $\frac{1}{13}$ novembre 1860, n° 165), que « les membres de ce conseil, tant chrétiens que musulmans, se sont rendus coupables de tout genre de méfaits » et que « le témoignage des chrétiens n'était en apparence nullement pris en considération. » Pourtant ce sont ces personnages qui ont formé, avec les employés de la suite du grand-vizir, le tribunal extraordinaire institué par Son Altesse à Niche.

Nous n'entrerons pas dans l'examen détaillé des 22 points de l'enquête. Mais une circonstance nous a frappé. Le tribunal fait ordinairement dire aux chrétiennes présumées avoir été enlevées par des musulmans et déclarées mahométanes contre leur gré, qu'un temps assez considérable s'était écoulé entre leur conversion à l'islamisme et leur mariage avec quelque Turc. Dans un cas (§ 11), cet intervalle entre la conversion et le mariage est portée à douze ans ; dans d'autres cas, il

est de quatre ans (§ 3), de trois ans (§ 8), de deux ans (§ 1 et 9), d'un an et demi (§ 2), d'un an (§ 2 bis, 4, 6). Or, qui connaît les mœurs des provinces slaves de la Turquie, sait très-bien que les cas de conversion volontaire des filles ou femmes chrétiennes à l'islamisme ne peuvent avoir lieu qu'en vue d'une promesse de mariage, et que la cérémonie nuptiale suit immédiatement l'acte d'apostasie. Ces mœurs n'admettent pas qu'une chrétienne qui aurait embrassé l'islamisme continuât à demeurer auprès de sa famille, et elle pourrait encore moins vivre, comme mahométane, séparée de ses parents, sans entrer dans le harem d'un musulman. Il paraît donc que le tribunal est tombé dans l'absurde par l'excès de son zèle à prouver que les conversions avaient été spontanées. Du reste, nous opposons au témoignage problématique du tribunal de Niche, celui que le grand-vizir a inscrit lui-même dans l'article 12 de son décret provisoire, promulgué en Bulgarie, et que nous avons cité. Nous rapporterons de plus quelques passages d'une lettre d'un indigène qui nous inspire de la confiance, mais que nous n'osons pas nommer pour ne pas lui attirer des persécutions.

« Dans le village de Vlassotniza, arrondissement de Leskovatz (pachalik de Niche), le grand-vizir a fait pendre quatre chrétiens et décapiter deux autres. Les quatre premiers étaient : le prêtre Stanoy Yanxovitch, Georges Stoilxovitch, autrement dit Stochxoff, Artchangel Milxovitch et Kadji-Stamenxo Yovanovitch. Les deux autres s'appelaient : Stoilxo Jivnovitch et Pierre Hisch. Les quatre premiers individus avaient acheté depuis plusieurs années, à Latif-bey, leur ancien spahi, un terrain qu'ils payèrent cent vingt-cinq mille piastres. Toutes les formalités relatives à cette vente avaient été remplies, et tous les documents exigés par la loi délivrés; un firman spécial avait confirmé les droits des acheteurs. Profitant de l'arrivée du grand-vizir, Latif-bey conçut l'idée de rentrer en possession du terrain qu'il avait vendu; mais comme les droits des propriétaires actuels étaient trop évidents, il les accusa de complots et de relations avec la Serbie. Cette dénonciation suffit pour les faire condamner à un supplice ignominieux.

« Deux habitants du même village, Vlassonitza, Tsvetzo Perchitch et Andjelxo Roupetz, s'étaient rendus à Constantinople pour un procès qu'ils ont avec des musulmans et avaient manifesté l'intention d'invoquer aussi l'intercession des ambassades étrangères. La Porte leur donna l'ordre de retourner à Niche et de s'adresser au grand-vizir lors de son passage par cette ville. Celui-ci les fit mettre en prison et les menaça de la peine capitale pour avoir osé tenter des démarches auprès des ambassades.

« Deux chrétiens du village de Aétimle, arrondissement de Prezrène, voituraient du raisin qu'ils voulaient vendre dans le camp

de Prichtina. Un zaptié les ayant rencontrés à quelque distance de cette ville, leur demanda leur cheval pour des affaires de service ; les pauvres gens le prièrent de leur permettre d'abord de porter le raisin jusqu'au camp, mais le zaptié, pour toute réponse, fit feu sur eux et les tua sur place. Ensuite il se présenta chez le grand-vizir et lui raconta ce qui s'était passé. Celui-ci se serait contenté de dire : « *aferim* » (c'est bien), et ne donna aucune suite à l'affaire. »

Nous ne pouvons pas, naturellement, attribuer une authenticité officielle au contenu de cette lettre, quoique, comme nous l'avons dit, l'auteur ait droit à de la confiance.

Les renseignements que nous venons de recevoir prouvent que le passage du grand-vizir par les diverses villes de la Bulgarie et de la Roumélie n'y a pas allégé le sort des chrétiens, et que les violences exercées par les musulmans y ont recommencé immédiatement après le départ de Son Altesse.

Manifeste de l'Empereur de Russie.

Par la grâce de Dieu, nous, Alexandre II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., à tous nos fidèles sujets savoir faisons ;

Appelé par la divine Providence et par la loi sacrée de l'hérédité au trône de nos ancêtres, nous nous sommes promis au fond du cœur, afin de répondre à la mission qui nous est confiée, d'entourer de notre affection et de notre sollicitude impériale tous nos fidèles sujets de tout rang et de toute condition, depuis l'homme de guerre qui porte noblement les armes pour la défense de la patrie, jusqu'à l'humble artisan voué aux travaux de l'industrie ; depuis le fonctionnaire qui parcourt la carrière des hauts emplois de l'État, jusqu'au laboureur dont la charrue sillonne les champs.

En considérant les diverses classes et conditions dont se compose l'État, nous nous sommes convaincu que la législation de l'Empire ayant sagement pourvu à l'organisation des classes supérieure et moyenne, et déterminé avec précision leurs obligations, leurs droits et leurs privilèges, n'a pas atteint le même degré d'efficacité à l'égard des paysans attachés à la glèbe (*krépostnyé*), ainsi désignés parce que, soit par d'anciennes lois, soit par l'usage, ils ont été assujettis héréditairement à l'autorité des propriétaires auxquels incombait en même temps l'obligation de pourvoir à leur bien-être. Les droits des propriétaires ont été jusqu'à ce jour très-étendus et imparfaitement définis par la loi, à laquelle ont suppléé la tradition, la coutume et le bon vouloir des propriétaires. Dans les cas les plus favorables, cet

ordre de choses a établi des relations patriarcales fondées sur une sollicitude sincèrement équitable et bienfaisante de la part des propriétaires et sur une docilité affectueuse de la part des paysans. Mais à mesure que diminuait la simplicité des mœurs, que se compliquait la diversité des rapports mutuels, que s'affaiblissait le caractère paternel des relations des propriétaires avec les paysans, et qu'en outre l'autorité seigneuriale tombait quelquefois aux mains d'individus exclusivement préoccupés de leurs intérêts personnels, ces liens de bienveillance mutuelle se sont relâchés, et une large voie a été ouverte à un arbitraire onéreux aux paysans, défavorable à leur bien-être, qui les a portés à l'indifférence pour tout progrès dans les conditions de leur existence.

Ces faits avaient déjà frappé nos prédécesseurs de glorieuse mémoire, et ils avaient pris des mesures afin d'améliorer le sort des paysans. Mais, parmi ces mesures, les unes se sont trouvées peu décisives, en tant qu'elles restaient subordonnées à l'initiative spontanée de ceux des propriétaires qui se montraient animés d'intentions libérales; et les autres, provoquées par des circonstances particulières, ont été restreintes à quelques localités ou prises seulement à titre d'essai. C'est ainsi que l'empereur Alexandre I^{er} avait publié le règlement pour les cultivateurs libres, et que feu l'empereur Nicolas, notre père bien-aimé, a promulgué celui qui concerne les paysans *obligés par contrat*. Dans les gouvernements de l'Ouest, les règlements dits *inventaires* avaient fixé l'allocation territoriale dévolue aux paysans, aussi bien que le taux de leurs redevances. Mais toutes ces réformes n'ont été appliquées que dans une mesure très-restreinte.

Nous nous sommes donc convaincu que l'œuvre d'une amélioration sérieuse dans la condition des paysans était pour nous un legs sacré de nos ancêtres, une mission que, dans le cours des événements, la divine Providence nous appelait à remplir.

Nous avons commencé cette œuvre par un témoignage de notre confiance impériale envers la noblesse de Russie, qui nous a donné tant de preuves de son dévouement au trône et de ses dispositions constantes à faire des sacrifices pour le bien de la patrie. C'est à la noblesse elle-même que, conformément à ses propres vœux, nous avons réservé de formuler des propositions pour la nouvelle organisation des paysans, propositions qui entraînaient pour elle la nécessité de limiter ses droits sur les paysans et d'accepter les charges d'une réforme qui ne pouvait s'accomplir sans quelques pertes matérielles. Notre confiance n'a pas été déçue. Nous avons vu la noblesse, réunie en comités dans les gouvernements, faire, par l'organe de mandataires investis de sa confiance, le sacrifice spontané de ses droits quant à la servitude personnelle des paysans. Ces comités, après avoir re-

cueilli les données nécessaires, ont formulé leurs propositions concernant la nouvelle organisation des paysans attachés à la glèbe (*krépostnyé*), dans leurs rapports avec les propriétaires.

Ces propositions s'étant trouvées très-diverses, comme on pouvait s'y attendre d'après la nature de la question, elles ont été confrontées, collationnées et réduites en un système régulier, puis rectifiées et complétées dans le comité supérieur institué à cet effet; et ces nouvelles dispositions ainsi formulées, relativement aux paysans et aux gens de la domesticité (*dvorovyé*) des propriétaires, ont été examinées au conseil de l'Empire.

Après avoir invoqué l'assistance divine, nous avons résolu de mettre cette œuvre à exécution.

En vertu des nouvelles dispositions précitées, les paysans attachés à la glèbe seront investis, dans un terme fixé par la loi, de tous les droits des cultivateurs libres.

Les propriétaires, conservant leurs droits de propriété sur toutes les terres qui leur appartiennent, réservent aux paysans, moyennant des redevances déterminées par les règlements, la pleine jouissance de leurs enclos, et, en outre, pour assurer leur existence et garantir l'accomplissement de leurs obligations vis-à-vis du gouvernement, la quantité de terre arable fixée par lesdites dispositions, ainsi que d'autres appartenances rurales (*ougodié*).

Mis en jouissance de ces allocations territoriales, les paysans sont obligés, en retour, d'acquitter, au profit des propriétaires, les redevances fixées par les mêmes dispositions. Dans cet état, qui doit être transitoire, les paysans seront désignés comme *temporairement obligés*.

En même temps, il leur est accordé le droit de racheter leur enclos, et, avec le consentement des propriétaires, ils pourront acquérir, en toute propriété, les terres arables et autres appartenances qui leur sont allouées à titre de jouissance permanente. Par l'acquisition en toute propriété de la quantité de terre fixée, les paysans sont affranchis de leurs obligations envers les propriétaires pour la terre ainsi rachetée, et ils entrent définitivement dans la condition des paysans libres-propriétaires.

Par une disposition spéciale concernant les gens de la domesticité (*dvorovyé*), il est fixé pour eux un état transitoire adapté à leurs occupations et aux exigences de leur position. A l'expiration d'un terme de deux années à dater du jour de la promulgation de ces dispositions, ils recevront leur entier affranchissement et quelques immunités temporaires.

C'est d'après ces principes fondamentaux qu'ont été formulées les dispositions qui déterminent l'organisation future des paysans et des gens de la domesticité (*dvorovyé*), qui établissent l'ordre de l'admi-

nistration générale de cette classe et spécifient dans tous leurs détails les droits donnés aux paysans et aux gens de la domesticité, ainsi que les obligations qui leur sont imposées vis-à-vis du gouvernement et des propriétaires.

Quoique ces dispositions, tant générales que locales, et les règles spéciales complémentaires pour quelques localités particulières, pour les terres des petits propriétaires, et pour les paysans qui travaillent dans les fabriques et usines des propriétaires, aient été, autant que possible, appropriées aux nécessités économiques et aux coutumes locales, cependant, pour conserver l'ordre existant là où il présente des avantages réciproques, nous réservons aux propriétaires de convenir avec les paysans d'arrangements à l'amiable et de conclure des transactions relativement à l'étendue de l'allocation territoriale et au taux des redevances à fixer en conséquence, tout en observant les règles établies pour garantir l'inviolabilité de pareilles conventions.

Comme la nouvelle organisation, par suite de la complexité inévitable des changements qu'elle comporte, ne peut pas être mise immédiatement à exécution ; qu'elle exige un espace de temps qui ne peut être de moins de deux ans ou environ, afin d'éviter tout malentendu et de sauvegarder l'intérêt public et privé durant cet intervalle, le régime existant actuellement dans les propriétés des seigneurs doit être maintenu jusqu'au moment où un régime nouveau aura été institué par l'achèvement des mesures préparatoires requises.

A ces fins, nous avons trouvé bon d'ordonner :

1° D'établir dans chaque gouvernement une cour spéciale pour la question des paysans ; elle aura à connaître des affaires des communes rurales établies sur les territoires des seigneurs ;

2° De nommer dans chaque district des juges de paix pour examiner sur les lieux les malentendus et les litiges qui pourront s'élever à l'occasion de l'application du nouveau règlement, et de former avec ces juges de paix des réunions de district ;

3° D'organiser dans les propriétés seigneuriales des administrations communales, et dans ce but de laisser les communes rurales dans leur composition actuelle, et d'ouvrir dans les grands villages des administrations d'arrondissement (*volosti*), en réunissant les petites communes sous une de ces administrations d'arrondissement ;

4° De formuler, vérifier et confirmer dans chaque commune rurale ou propriété une charte réglementaire (*oustawnaiagramota*), dans laquelle seront énumérées, sur la base du statut local, la quotité de terre réservée aux paysans en jouissance permanente et l'étendue des charges qui sont exigibles d'eux au bénéfice du propriétaire, tant pour la terre que pour les autres avantages accordés par lui ;

5° De mettre à exécution ces chartes réglementaires au fur et à

mesure de leur confirmation pour chaque propriété, et d'en introduire l'exécution définitive dans le terme de deux années à dater du jour de la publication du présent manifeste ;

6° Jusqu'à l'expiration de ce terme, les paysans et gens de la domesticité (*dvorovyé*) doivent demeurer dans la même obéissance à l'égard de leur propriétaire et remplir sans conteste leurs anciennes obligations ;

7° Les propriétaires continueront à veiller au maintien de l'ordre dans leurs domaines, avec droit de juridiction et de police, jusqu'à l'organisation des arrondissements (*volosti*) et des tribunaux d'arrondissement.

Connaissant toutes les difficultés de la réforme entreprise, nous mettons, avant tout, notre confiance dans la bonté de la divine Providence qui veille sur les destinées de la Russie.

Nous comptons aussi sur le généreux dévouement de notre fidèle noblesse, et nous sommes heureux de témoigner à cette corporation la gratitude qu'elle a méritée de notre part comme de celle du pays, pour le concours désintéressé qu'elle a prêté à l'accomplissement de nos desseins. La Russie n'oubliera pas que la noblesse, mue uniquement par son respect pour la dignité de l'homme et par son amour pour le prochain, a renoncé spontanément aux droits que lui donnait le servage actuellement aboli, et posé les fondements du nouvel avenir qui s'ouvre pour les paysans. Nous avons le ferme espoir qu'elle emploiera aussi noblement ses efforts ultérieurs pour la mise à exécution du nouveau règlement en maintenant le bon ordre, dans un esprit de paix et de bienveillance, et que chaque propriétaire achèvera dans la limite de sa propriété le grand acte civique accompli par toute la corporation, en organisant l'existence des paysans domiciliés sur sa terre et de ses gens de la domesticité (*dvorovyé*), dans des conditions mutuellement avantageuses, et en donnant ainsi à la population des campagnes l'exemple d'une exécution fidèle et consciencieuse des règlements de l'État.

Les exemples nombreux de la généreuse sollicitude des propriétaires pour le bien-être de leurs paysans et de la reconnaissance de ceux-ci pour la sollicitude bienfaisante de leurs seigneurs, nous donnent l'espoir qu'une entente mutuelle réglera la plupart des complications parfois inévitables dans l'application partielle de règles générales aux diverses conditions dans lesquelles se trouvent des propriétés isolées ; que de cette manière sera facilitée la transition de l'ancien ordre de choses au nouveau, et que l'avenir affermira définitivement la confiance mutuelle, la bonne entente et l'impulsion unanime vers l'utilité publique.

Pour mettre d'autant plus facilement à exécution les transactions

de gré à gré entre le propriétaire et les paysans, en vertu desquelles ces derniers pourront acquérir en toute propriété leurs enclos et le terrain dont ils ont la jouissance, des secours seront accordés par le gouvernement, d'après un règlement spécial, moyennant des prêts ou bien un transfert des dettes qui grèvent les propriétés.

Nous nous reposons ainsi avec confiance sur le sens droit de la nation.

Quand la première nouvelle de la grande réforme méditée par le gouvernement vint à se répandre parmi les populations de la campagne qui étaient peu préparées, cette nouvelle a pu, dans certains cas, donner lieu à des malentendus parmi quelques individus plus préoccupés de la liberté que soucieux des devoirs qu'elle impose. Mais, en général, le bon sens du pays n'a pas failli. Il n'a méconnu ni les inspirations de la raison naturelle, qui dit que tout homme qui accepte librement les bienfaits de la société lui doit, en retour, l'accomplissement de certaines obligations positives, ni les renseignements de la loi chrétienne, qui enjoint *que tout le monde soit soumis aux Puissances supérieures* (saint Paul aux Romains, XIII, 1) et *de rendre à chacun ce qui lui est dû*, et surtout, à qui il appartient, *le tribut, les impôts, la crainte et l'honneur* (*ibid.*, 7). Il a compris que les propriétaires ne sauraient être privés de droits légalement acquis que moyennant une indemnité suffisante et convenable, ou par suite d'une concession volontaire de leur part; qu'il serait contraire à toute équité d'accepter en jouissance des terres concédées par les propriétaires, sans accepter aussi, envers eux, des charges équivalentes.

Et maintenant, nous espérons avec confiance que les serfs libérés, en présence du nouvel avenir qui s'ouvre devant eux, sauront apprécier et reconnaître les sacrifices considérables que la noblesse s'est imposés en leur faveur.

Ils sauront comprendre que le bienfait d'une existence appuyée sur une base de propriété mieux garantie, ainsi que d'une liberté plus grande dans la gestion de leurs biens, leur impose, avec de nouveaux devoirs envers la société et envers eux-mêmes, l'obligation de justifier les intentions tutélaires de la loi par un usage judicieux et loyal des droits qui viennent de leur être accordés. Car si les hommes ne travaillent pas eux-mêmes à assurer leur propre bien-être sous la protection des lois, la meilleure de ces lois ne saurait le leur garantir. Ce n'est que par un travail assidu, un emploi rationnel de leurs forces et de leurs ressources, une économie sévère, et surtout par une vie honnête et constamment inspirée de la crainte de Dieu, qu'on parvient au bien-être et qu'on en assure le développement.

Les autorités chargées du soin de préparer par des mesures préliminaires la mise en œuvre de l'organisation nouvelle et de présider

à son inauguration auront à veiller à ce que cette œuvre s'accomplisse avec calme et régularité, en tenant compte des exigences des saisons, afin que la sollicitude du cultivateur ne soit pas distraite de ses travaux agricoles. Qu'il s'applique avec zèle à ses travaux, afin de pouvoir tirer d'un grenier abondant la semence qu'il doit confier à la terre qui lui sera concédée en jouissance permanente, ou à celle qu'il aura su acquérir en toute propriété.

Et maintenant, peuple pieux et fidèle, fais sur ton front le signe sacré de la croix, et joins tes prières aux nôtres pour appeler la bénédiction du Très-Haut sur ton premier travail libre, gage assuré de ton bien-être personnel, ainsi que de la prospérité publique.

Donné à Saint-Petersbourg, le dix-neuvième jour de février de l'an de grâce mil huit cent soixante et un et de notre règne le septième.

ALEXANDRE.

Rescrit de l'Empereur Alexandre au prince Gortchakoff, gouverneur général de la Pologne, à l'occasion de l'adresse des Polonais.

Prince Michel Dmitriewitch, j'ai lu la pétition que vous m'avez transmise¹. Je devrais la considérer comme nulle et non avenue,

1. *Adresse remise entre les mains du prince Gortchakoff, à la suite des événements du 27 février.*

Sire,

Les douloureux événements qui viennent de se passer à Varsovie, la longue irritation qui a les précédés et le profond sentiment de tristesse qui a pénétré tous les esprits nous amènent à porter la présente requête aux pieds de Votre Majesté, au nom de tout le pays, espérant que votre noble cœur, Sire, ne restera pas sourd à la voix d'une nation infortunée.

Ces événements dont nous nous abstenons de décrire les scènes poignantes, n'ont aucunement été provoqués par les passions subversives d'une classe de la population, ils sont au contraire la manifestation unanime et éloquente de sentiments refoulés et de besoins méconnus. Notre nation, qui pendant des siècles avait été régie par des institutions libérales, endure depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances; privés de tout organe légal pour faire parvenir au Trône ses doléances et l'expression de ces besoins, elle est forcément réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des martyrs que chaque jour elle offre en holocauste.

Au fond de l'âme de chaque Polonais brûle un sentiment indestructible de nationalité : ce sentiment résiste au temps et à toutes les épreuves; le malheur, loin de l'affaiblir, n'a fait que le fortifier; tout ce qui le blesse ou le menace bouleverse et inquiète les esprits.

Aussi toute confiance a-t-elle cessé entre gouvernants et gouvernés. Les moyens répressifs ne sauraient la faire renaître, quelles que soient leur violence et leur durée. Un pays jadis au niveau de la civilisation de ses voisins d'Occident ne saurait d'ailleurs se développer moralement ni matériellement tant que son Eglise, sa législation, son instruction publique et toute son organisation sociale ne seront pas marquées du sceau de son génie national et de ses traditions historiques.

Les aspirations de notre nation sont d'autant plus ardentes, que, seule aujourd'hui dans la grande famille européenne, elle manque de ces conditions absolues d'existence

parce que quelques individus, sous prétexte de désordres commis dans la rue, s'arrogent le droit de condamner de leur propre autorité toute la marche du gouvernement. Cependant je ne veux y voir que de l'entraînement.

Je voue tous mes soins aux réformes importantes que le cours du temps et le développement des intérêts exigent dans mon Empire. Mes sujets du royaume sont l'objet d'une sollicitude égale de ma part. Rien de ce qui peut assurer leur prospérité ne me trouve ni ne me trouvera indifférent. Je leur ai déjà prouvé mon désir de les faire participer aux bienfaits d'améliorations utiles, sérieuses, progressives. Je persiste dans les mêmes intentions et sentiments. J'ai le droit de compter qu'ils ne seront ni méconnus ni paralysés par des demandes inopportunes ou exagérées, incompatibles avec le bien de mes sujets. Je remplirai tous mes devoirs.

Dans aucun cas je ne tolérerai des désordres matériels; on ne construit rien sur ce terrain. Des efforts qui y chercheraient un appui se condamneraient d'avance eux-mêmes; ils détruiraient toute confiance et rencontreraient de ma part une sévère réprobation, parce qu'ils feraient reculer le pays sur la voie du progrès régulier sur laquelle mon désir invariable est de le maintenir.

Saint-Petersbourg, le 9 mars.

ALEXANDRE.

**Ordonnance de réformes pour le royaume de Pologne, précédée
de la proclamation du Prince-lieutenant de l'Empereur et roi
Alexandre II.**

Proclamation.

Dans sa constante sollicitude pour le bien des nations confiées par la Providence à son sceptre, Sa Majesté Impériale et Royale accorde des plus gracieusement à ses sujets du royaume de Pologne des institutions destinées à donner un nouveau développement à la prospérité de la nation.

Les habitants du royaume apprécieront convenablement toutes ces grâces de leur souverain dont les intentions magnanimes n'ont pas été arrêtées par les désordres qui ont eu lieu à Varsovie.

sans lesquelles une société ne saurait fournir la carrière que lui a tracée la Providence.

En déposant aux pieds du Trône l'expression de notre douleur et de nos fervents désirs, confiants dans la haute équité et dans la justice de Votre Majesté, nous osons, Sire, en appeler à votre magnanimité.

De Votre Majesté impériale et royale les fidèles sujets.

Connaissant la fidélité de ses sujets du royaume, il les a distingués d'une poignée d'hommes nuisibles qui ont provoqué ces désordres.

Toutes les classes de la population répondront à cette confiance de Sa Majesté Impériale et Royale par une sincère reconnaissance et en maintenant une tranquillité et un ordre complets.

Que ce jour solennel soit un nouveau gage de la prospérité du pays, sous le gouvernement sage et magnanime de l'Empereur et Roi Alexandre II.

ORDONNANCE IMPÉRIALE :

Nous Alexandre II, etc.

Dans notre constante sollicitude pour le bien de nos sujets du royaume de Pologne, désirant développer et améliorer les institutions de ce pays, nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. A la place de l'Assemblée générale des départements, siégeant à Varsovie, du Sénat dirigeant, est rétabli le conseil d'État du royaume de Pologne.

Art. 2. Au conseil d'État siégeront comme membres d'office :

1^o Les directeurs généraux des commissions de gouvernement, et le contrôleur général présidant la Cour des comptes;

2^o Les membres choisis par nous parmi l'épiscopat et en général le haut clergé, non moins que parmi les présidents des autorités de la Société territoriale de crédit et les présidents des conseils gouvernementaux, ainsi que d'autres personnes suivant notre choix.

Le gouvernement désignera des candidats qui seront chargés de présenter des éclaircissements concernant les projets de loi soumis à l'examen du conseil d'État.

Art. 3. Feront partie des attributions du conseil d'État :

1^o Les objets qui, jusqu'à présent, étaient soumis à l'examen de l'Assemblée plénière des divers départements du Sénat;

2^o L'examen du budget annuel des revenus et des dépenses du royaume;

3^o L'examen des comptes rendus des chefs des différentes branches de l'administration sur leurs opérations dans les départements à eux confiés, ainsi que celui du rapport du contrôleur général sur la révision des comptes;

4^o L'examen des pétitions présentées au conseil et des plaintes concernant les abus des employés et leurs contraventions aux règlements.

Art. 4. Notre lieutenant dans le royaume préside le conseil d'État. Dans le cas d'absence du lieutenant ou s'il était dans l'impossibilité de siéger personnellement dans le Conseil, il serait remplacé, dans cette

présidence, par un des membres dudit conseil, appelé particulièrement par nous à remplir cette fonction.

Art. 5. Une commission des cultes et de l'instruction publique est établie sous la présidence d'un directeur général qui de droit sera membre du conseil administratif.

Art. 6. Le département des affaires ecclésiastiques dans la commission de l'intérieur avec ses subdivisions, est détaché de cette commission et incorporé dans la commission des cultes et de l'instruction publique.

Art. 7. Dans chaque gouvernement et dans chaque district du royaume sont établis des conseils de gouvernement et de districts électifs, sous la présidence des personnes que le gouvernement choisira à cet effet parmi les membres élus.

Art. 8. Les besoins et le bien du gouvernement feront l'objet des délibérations des conseils de gouvernement, nommément le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du pays, les communications par terre et par eau, la protection à accorder aux pauvres, les hôpitaux, les établissements de bienfaisance, les prisons, ainsi que les travaux d'une utilité générale. Les conseils de gouvernement peuvent faire des représentations à l'autorité concernant les besoins et le bien du gouvernement.

Art. 9. Les conseils de gouvernement seront convoqués une fois par an. Le jour de leur réunion et la durée de leurs délibérations seront fixés dans l'acte de convocation.

Art. 10. Les limites de la participation des conseils de districts dans les affaires locales seront fixées incessamment par une ordonnance spéciale.

Art. 11. Les commissaires du gouvernement assisteront aux délibérations des conseils de gouvernement et de districts. Les représentations des conseils de gouvernement seront consignées dans un écrit qui devra être remis au commissaire.

Art. 12. Des conseils municipaux, dont les membres seront élus, seront établis à Varsovie et dans les principales villes du royaume.

Art. 13. Rentrent dans les attributions du conseil municipal, l'administration économique de la ville, la formation et la présentation à la confirmation du gouvernement du budget des recettes et des dépenses de la ville, la prise de mesures, dans la limite de ses attributions, pour l'arrangement extérieur de la ville, la surveillance à exercer sur les établissements publics de la ville, ainsi que l'examen de toutes les affaires qui lui seront envoyées par les autorités gouvernementales.

Art. 14. Notre lieutenant dans le royaume nous présentera des projets pour l'organisation et le développement ultérieurs des institutions susmentionnées.

Art. 15. Nous confions à notre lieutenant dans le royaume l'exécution du présent ukase, qui doit être inséré dans le Bulletin des lois.

Saint-Pétersbourg, 14/26 mars 1861.

ALEXANDRE.

Circulaire adressée par le ministre des affaires étrangères de Saint-Pétersbourg aux légations impériales de Russie.

« Saint-Pétersbourg, le 20 mars 1861
1^{er} avril.

Le rescrit adressé par S. M. l'Empereur à son lieutenant dans le royaume de Pologne vous a fait connaître le jugement porté par notre auguste maître sur les derniers événements de Varsovie.

Dans la conscience de sa force et de ses sentiments d'affection pour ses sujets, Sa Majesté Impériale n'a voulu voir qu'un entraînement là où, en face des désordres de la rue, une appréciation plus sévère eût été justement méritée.

Une large part a été faite à cet entraînement dans les mesures de répression que l'autorité avait le pouvoir et le droit d'exercer, afin de laisser à l'agitation le temps de se calmer.

Mais S. M. l'Empereur n'a pas voulu restreindre son indulgence à ces seules limites.

L'acte solennel d'émancipation, inauguré par le manifeste du 19 février, atteste la profonde sollicitude que notre auguste maître voue au bien-être des peuples que la Providence lui a confiés. La Russie et l'Europe y ont vu la preuve que, loin d'écarter ou d'ajourner les réformes réclamées par le progrès des idées et celui des intérêts, Sa Majesté Impériale en prend l'initiative et les poursuit avec persévérance.

Notre auguste maître étend la même sollicitude à ses sujets du royaume de Pologne, et n'a pas voulu qu'une impression pénible arrêtât le cours de ses intentions bienveillantes.

L'ukase dont vous recevez un exemplaire vous mettra à même de connaître la portée des institutions que la volonté de l'Empereur vient d'introduire en Pologne.

La première est celle d'un conseil d'État ou l'élément indigène se trouve largement admis par l'adjonction de notabilités placées même en dehors de la hiérarchie officielle ou revêtues de fonctions électives. Elle donne au pays les moyens de concourir à l'administration des affaires dans la mesure de ses intérêts.

La création de conseils de gouvernement et de district, et de conseils municipaux, basée sur le principe électif, assuré aux intérêts locaux la faculté de s'administrer eux-mêmes.

Enfin, les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique sont confiées à une commission administrative spéciale désormais séparée de la commission pour les affaires intérieures. Elle se trouvera à même de soumettre au gouvernement les mesures nécessaires au développement de l'éducation publique.

Par ces différentes institutions, les intérêts matériels et moraux du pays reçoivent de nouvelles garanties, une expression légale est assurée à ses vœux et à ses besoins, enfin une place est laissée aux améliorations que suggérera l'expérience, dont les enseignements seront toujours consultés dans la limite du possible et du juste.

Les résultats pratiques de ces mesures dépendent désormais de la manière dont les sujets de l'Empereur, dans le royaume, sauront justifier la confiance dont Sa Majesté leur donne la preuve.

L'Empereur veut que ce qu'il accorde soit une vérité. Sa Majesté croit avoir rempli un devoir de consciencieuse sollicitude en ouvrant au royaume de Pologne une voie de progrès régulier. Son plus vif désir est de le voir s'y maintenir et prospérer. Elle a la ferme confiance que ce résultat sera atteint, si ses intentions sont appréciées et secondées par la sagesse du pays.

Recevez, etc.

GORTCHAKOFF.

Proclamation du Prince Gortschakoff aux Polonais.

Polonais !

La gravité des circonstances actuelles me porte à vous adresser encore une fois des paroles de paix et de prudence. Les institutions accordées au royaume de Pologne par S. M. l'empereur et roi sont un gage pour les intérêts de votre pays, pour les intérêts les plus chers à vos cœurs, pour la religion et votre nationalité.

La volonté formelle de Sa Majesté est que ces institutions soient inaugurées promptement et qu'elles soient une vérité.

Pour atteindre ce but, manifestez une volonté unanime de maintenir l'ordre et la tranquillité. Évitez les troubles, que le gouvernement ne tolérera pas, et que chaque gouvernement a le droit de réprimer.

Le lieutenant du royaume,

2 avril.

Prince GORTCHAKOFF.

Ordonnance de dissolution de la Société agronomique.

La Société agronomique du royaume de Pologne étant uniquement formée dans le but de favoriser l'agriculture, ne répond pas, dans les circonstances actuelles, à son but, par suite de la position qu'elle a prise dans ces derniers temps, contrairement à ses statuts. En consé-

quence, par autorisation spéciale de S. M. I. et R., le conseil d'administration ordonne :

Art. 1^{er}. La Société agronomique établie en vertu de l'ukase du 24 novembre 1857 est dissoute.

Art. 2. Le comité de l'intérieur présentera à l'approbation de l'autorité supérieure un projet pour l'organisation des comices agricoles dans diverses localités du royaume.

Art. 3. Les fonds de la caisse de la Société seront déposés à la Banque de Pologne et restitués à qui de droit.

La commission de l'intérieur est chargée de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée dans le *Bulletin des lois*.

Le gouverneur aide de camp général,
prince GORTCHAKOFF.

Le général major, CECEWICZ,
Chargé des fonctions de directeur général
présidant le comité de l'intérieur.

Le secrétaire d'État près le conseil d'administration,
5 avril. KARNICKI.

**Proclamation officielle adressée aux habitants de Varsovie,
par le prince-lieutenant.**

Habitants de Varsovie,

Les nombreuses invitations que je vous ai adressées sont restées sans effet. La journée d'hier nous a frappés de deuil, vous et moi, par les événements qui sont arrivés.

Dès avant-hier, il y a eu plusieurs démonstrations des masses qui même n'ont pas écouté mes propres paroles. Hier, à six heures et demie du soir, une foule considérable s'est réunie sur la place Sigismond. Pour mettre fin aux démonstrations, une compagnie d'infanterie, soutenue par des gendarmes sur les flancs et de Cosaques en réserve, a reçu l'ordre d'intervenir; mais elle était précédée d'un fonctionnaire de la police qui, au roulement du tambour, a sommé la foule de se disperser. Après avoir fait une première sommation, ce fonctionnaire en a fait une seconde dix minutes plus tard, et une troisième après dix nouvelles minutes.

L'ordre avait été donné que la foule fût dispersée par les gendarmes à cheval, sans emploi des armes, et l'infanterie ne devait intervenir que si les troupes étaient attaquées. Deux charges de gendarmerie ont pu disperser la foule sans qu'il en résultât aucun malheur; mais les plus hardis de la bande sont revenus en grand nombre et ont lancé des pierres aux troupes.

Le commandant des troupes a remarqué en cette circonstance un homme de grande taille, qui paraissait être le chef de la multitude, et l'a fait arrêter, ce qui n'a pu avoir lieu qu'après une lutte opiniâtre.

En ce moment une troupe conduite par un homme qui portait une croix est arrivée, en chantant, par le faubourg de Cracovie. Une demi-compagnie a dispersé ces gens sans employer les armes. Alors une troupe compacte s'est approchée de l'issue de la rue des Sénateurs et a entonné un chant. Les Cosaques qui devaient la disperser ont reçu l'ordre exprès de ne pas faire emploi des armes.

Ce rassemblement s'est dispersé d'abord sans accident. Mais lorsque les Cosaques se furent retirés derrière l'infanterie, la foule est revenue, a attaqué les Cosaques et leur a lancé des pierres et des bâtons. En même temps il devenait évident qu'on formait le projet de barrer les issues de la rue Podwall et de la rue des Sénateurs en y accumulant des voitures et des droschkis, et de se réunir derrière, en sorte que le commandant militaire a été obligé, après qu'une nouvelle attaque eût été dirigée sur les troupes, à coups de pierre, de faire feu. Pour empêcher l'affluence de la foule, qui ne voulait pas reculer, il a fait feu trois fois.

D'après les renseignements recueillis jusqu'ici, 10 habitants et 2 militaires ont été tués; 108 habitants et 10 militaires ont été blessés; 70 perturbateurs ont été arrêtés. Par de tels actes, des hommes aveuglés, incorrigibles, nous troublent dans les moments solennels consacrés au travail et au développement des institutions accordées avec bienveillance par Sa Majesté au pays.

Le conseil d'administration a arrêté, au sujet des troubles, une ordonnance que je publie¹.

1. Ordonnance du conseil d'administration à la suite des événements du 8 avril.

Au nom de S. M. l'Empereur Alexandre II, autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, le conseil d'administration ordonne, vu que les rassemblements en masse qui se répètent troublent l'ordre public et empêchent le libre développement des institutions accordées par Sa Majesté, par ordre de Sa Majesté, ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous les attroupements ou tous les rassemblements non autorisés par le gouvernement dans les rues et voies publiques sont interdits.

Art. 2. Lorsqu'un attroupement ou tout autre rassemblement illicite aura lieu dans les rues et voies publiques, le président, le bourgmestre, le chef de la commune ou son représentant, le commissaire de police ou tout autre fonctionnaire, devra se rendre au lieu du rassemblement. Celui-ci somme l'attroupement de se disperser; si cette première sommation reste infructueuse, elle sera répétée deux fois, après roulement de tambour. Après la troisième sommation, si la foule ne se disperse pas, on emploiera la force armée. Celle-ci pourra intervenir après la première ou la seconde sommation, si les autres sont impossibles.

Art. 3. Tous ceux qui ne quitteront pas la place après sommation seront immédiatement arrêtés et envoyés dans une forteresse du royaume pour y être traduits devant le tribunal compétent.

Art. 4. Celui qui ne quittera pas la place après la première sommation sera puni d'un emprisonnement de huit à vingt jours, après la seconde sommation, de la dé-

Je ne soumets pas à la rigueur des lois de la guerre les personnes arrêtées aujourd'hui, mais elles seront jugées d'après l'ordonnance d'aujourd'hui qui doit être exécutée littéralement.

Au nom de Dieu, au nom du respect dû au souverain, à l'ordre public, au droit, et du bonheur et de l'honneur du pays, je vous supplie de réfléchir, car si cette nouvelle loi encore ne suffisait pas pour calmer la fureur de ceux qui vous mènent à votre perte, je me verrais obligé, après avoir trop longtemps montré de la patience, de proclamer l'état de siège, et les malheurs qui pourront arriver dans la suite retomberont sur la tête des factieux.

Le lieutenant du royaume,

9 avril.

Prince GORTCHAKOFF.

tention à la maison de correction pendant trois à six mois; après la troisième sommation, de la même peine pendant six mois à deux ans. Tous ceux qui résisteront d'une manière quelconque à la force armée seront punis de trois à cinq ans de forteresse.

Art. 5. Ceux qui provoqueront d'une manière quelconque à la désobéissance ou à la résistance contre l'autorité, seront punis du double de la peine qui frappera ceux qui auront obéi à leur provocation.

Art. 6. Toute invitation à participer aux rassemblements interdits par l'article 1^{er}, par affichage de placards manuscrits ou imprimés, ou par distribution de ces placards, sera punie de six mois à deux ans de maison de correction; seront punis de la même peine ceux qui auront rédigé, lithographié ou imprimé des écrits de ce genre. Celui qui porte ou colle des placards, sera puni de huit à vingt jours de prison.

Art. 7. Si, dans ces rassemblements, il était commis d'autres délits non prévus ici, ils seraient punis d'après les lois ordinaires.

Art. 8. Quand des rassemblements ou des troubles se renouvelleront fréquemment dans la même localité, ceux qui y excitent seront arrêtés et transportés dans une forteresse du royaume, où l'on procédera contre eux judiciairement.

Art. 9. Le directeur général de l'intérieur et de la justice est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui devra être insérée dans le *Bulletin des lois*.

Fait à Varsovie, le 27 mars (9 avril) 1861.

Le lieutenant du royaume,

Prince GORTSCHAKOFF.

Le directeur général de la commission de police,
VOLOUSKI KARNICKI.

Avis publié par le directeur supérieur de la police.

Par ordre exprès de S. Exc. le prince-lieutenant. on fait savoir par ces présentes : 1^o Il est défendu de porter des cannes ferrées; 2^o on ne pourra paraître dans la rue sans lanterne après dix heures du soir; il est défendu aux blessés de se montrer dans la rue.

Signé : le directeur supérieur de la police,
ROZWADOWSKI.

9 avril.

TROISIÈME PARTIE.

CHINE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ACTES, ÉDITS, ETC., ETC., RELATIFS
A LA QUESTION CHINOISE,

DEPUIS 1689 JUSQU'À NOS JOURS.

(Suite¹.)

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France
et la Chine, signé à Tien-Tsin, le 27 juin 1858.**

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, animés l'un et l'autre du désir de mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre les deux empires, et voulant rétablir et améliorer les relations d'amitié, de commerce et de navigation qui ont existé entre les deux puissances, comme aussi en régulariser l'existence, en favoriser le développement et en perpétuer la durée, ont résolu de conclure un nouveau traité, basé sur l'intérêt commun des deux pays, et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Jean-Baptiste-Louis baron Gros, grand officier de la Légion-d'Honneur, grand-croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce, commandeur de l'Ordre de la Conception de Portugal, etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, Kouéi-Liang, haut commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, grand ministre du Palais-

1. Voir *Archives*, tome II, page 118.

Oriental, directeur général des affaires du conseil de justice, etc.; et Hoûa-Cha-Na, haut commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, président du conseil des finances, général de l'armée Sino-Tartare de la bannière bordée d'azur, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qu'ils ont trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, ainsi qu'entre les sujets des deux empires, sans exception de personnes ni de lieux.

Ils jouiront tous également, dans les États respectifs des hautes parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2. Pour maintenir la paix si heureusement rétablie entre les deux empires, il a été convenu entre les hautes parties contractantes qu'à l'exemple de ce qui se pratique chez les nations de l'Occident, les agents diplomatiques dûment accrédités par Sa Majesté l'Empereur des Français auprès de Sa Majesté l'Empereur de la Chine pourront se rendre éventuellement dans la capitale de l'empire, lorsque des affaires importantes les y appelleront.

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que si l'une des puissances qui ont un traité avec la Chine obtenait pour ses agents diplomatiques le droit de résider à poste fixe à Pékin, la France jouirait immédiatement du même droit.

Les agents diplomatiques jouiront réciproquement, dans le lieu de leur résidence, des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens; c'est-à-dire que leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables, qu'ils pourront prendre à leur service les employés, courriers, interprètes, serviteurs, etc., qui leur seront nécessaires.

Les dépenses de toute espèce qu'occasionneront les missions diplomatiques de France en Chine seront supportées par le gouvernement français. Les agents diplomatiques qu'il plaira à Sa Majesté l'Empereur de la Chine d'accréditer auprès de Sa Majesté l'Empereur des Français seront reçus en France avec tous les honneurs et toutes les prérogatives dont jouissent, à rang égal, les agents diplomatiques des autres nations accrédités à la cour de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Art. 3. Les communications officielles des agents diplomatiques et consulaires français avec les autorités chinoises seront écrites en français, mais seront accompagnées, pour faciliter le service, d'une traduction chinoise aussi exacte que possible, jusqu'au moment où le gouvernement impérial de Pékin, ayant des interprètes pour parler et écrire correctement le français, la correspondance diplomatique aura

lieu dans cette langue pour les agents français et en chinois pour les fonctionnaires de l'Empire. Il est convenu que jusque-là, et en cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte français et au texte chinois au sujet des clauses arrêtées d'avance dans les conventions faites de commun accord, ce sera le texte français qui devra prévaloir.

Cette disposition est applicable au présent traité. Dans les communications entre les autorités des deux pays, ce sera toujours le texte original et non la traduction qui fera foi.

Art. 4. Désormais, les correspondances officielles entre les autorités et les fonctionnaires des deux pays seront réglées suivant les rangs et les positions respectives, et d'après les bases de la réciprocité la plus absolue. Ces correspondances auront lieu entre les hauts fonctionnaires français et les hauts fonctionnaires chinois, dans la capitale ou ailleurs, par dépêche ou *communication*. Entre les fonctionnaires français en sous-ordre et les hautes autorités des provinces, pour les premiers par *exposé*, pour les seconds par *déclaration*. Entre les officiers en sous-ordre des deux nations, comme il est dit plus haut, sur le pied d'une parfaite égalité.

Les négociants et généralement tous les individus qui n'ont pas de caractère officiel, se serviront réciproquement de la formule *représentation* dans toutes les pièces adressées ou destinées pour renseignements aux autorités respectives.

Toutes les fois qu'un Français aura à recourir à l'autorité chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise au consul, qui, si elle lui paraît raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite, et qui, s'il en est autrement, en fera modifier la teneur ou refusera de la transmettre. Les Chinois de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'autorité chinoise, laquelle agira de la même manière.

Art. 5. Sa Majesté l'Empereur des Français pourra nommer des consuls ou des agents consulaires dans les ports de mer ou de rivière de l'Empire chinois dénommés dans l'article 6 du présent traité pour servir d'intermédiaires entre les autorités chinoises et les négociants et les sujets français, et veiller à la stricte observation des règlements stipulés.

Ces fonctionnaires seront traités avec la considération et les égards qui leur sont dus. Leurs rapports avec les autorités du lieu de leur résidence seront établis sur le pied de la plus parfaite égalité. S'ils avaient à se plaindre des procédés de ladite autorité, ils s'adresseraient directement à l'autorité supérieure de la province, et en donneraient immédiatement avis au ministre plénipotentiaire de l'Empereur.

En cas d'absence du consul français, les capitaines et les négociants français auront la faculté de recourir à l'intervention du consul d'une

puissance amie, ou, s'il était impossible de le faire, ils auraient recours au chef de la douane, qui aviserait au moyen d'assurer à ces capitaines et négociants le bénéfice du présent traité.

Art. 6. L'expérience ayant démontré que l'ouverture de nouveaux ports au commerce étranger est une des nécessités de l'époque, il a été convenu que les ports de Kiung-tchau et Chaou-chaou dans la province de Kouang-ton, Taiwan et Taashwi dans l'île de Formose, province de Fo-kien; Tan-tchau dans la province de Chan-tong et Nankin dans la province de Kian-nan, jouiront des mêmes privilèges que Canton, Chang-haï, Ning-pô, Amoy et Fou-tchéou.

Quant à Nankin, les agents français en Chine ne délivreront de passe-ports à leurs nationaux pour cette ville que lorsque les rebelles en auront été expulsés par les troupes impériales.

Art. 7. Les Français et leurs familles pourront se transporter, s'établir et se livrer au commerce ou à l'industrie en toute sécurité et sans entrave d'aucune espèce dans les ports et villes de l'empire chinois situés sur les côtes maritimes et sur les grands fleuves dont l'énumération est contenue dans l'article précédent.

Ils pourront circuler librement de l'un à l'autre s'ils sont munis de passe-ports; mais il leur est formellement défendu de pratiquer sur la côte des ventes ou des achats clandestins, sous peine de confiscation des navires et des marchandises engagés dans ces opérations, et cette confiscation aura lieu au profit du gouvernement chinois, qui devra cependant, avant que la saisie et la confiscation soient légalement prononcées, en donner avis au consul français du port le plus voisin.

Art. 8. Les Français qui voudront se rendre dans les villes de l'intérieur ou dans les ports où ne sont pas admis les navires étrangers, pourront le faire en toute sûreté, à la condition expresse d'être munis de passe-ports rédigés en français et en chinois, légalement délivrés par les agents diplomatiques ou les consuls de France en Chine, et visés par les autorités chinoises.

En cas de perte de ce passe-port, le Français qui ne pourra pas le présenter, lorsqu'il en sera requis légalement, devra, si l'autorité chinoise du lieu où il se trouve se refuse à lui donner un permis de séjour, pour lui laisser le temps de demander un autre passe-port au consul, être reconduit au consulat le plus voisin, sans qu'il soit permis de le maltraiter ni de l'insulter en aucune manière.

Ainsi que cela était stipulé dans les anciens traités, les Français résidant ou de passage dans les ports ouverts au commerce étranger pourront circuler sans passe-port dans leur voisinage immédiat, et y vaquer à leurs occupations aussi librement que les nationaux; mais ils ne pourront dépasser certaines limites qui seront fixées, de commun accord, entre le consul et l'autorité locale.

Les agents français en Chine ne délivreront de passe-ports à leurs nationaux que pour les lieux où les rebelles ne seront pas établis dans le moment où ce passe-port sera demandé.

Ces passe-ports ne seront délivrés par les autorités françaises qu'aux personnes qui leur offriront toutes les garanties désirables.

Art. 9. Tous les changements apportés d'un commun accord avec l'une des puissances signataires des traités avec la Chine, au sujet des améliorations à introduire au tarif actuellement en vigueur, où à celui qui le serait plus tard, comme aussi aux droits de doiane, de tonnage, d'importation, de transit et d'exportation, seront immédiatement applicables au commerce et aux négociants français, par le seul fait de leur mise à exécution.

Art. 10. Tout Français qui, conformément aux stipulations de l'article 6 du présent traité, arrivera dans l'un des ports ouverts au commerce étranger pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises, ou bien affermer des terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront, de la même manière, établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français, et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées.

Le prix des loyers et des fermages sera librement débattu entre les parties intéressées, et réglé, autant que faire se pourra, conformément à la moyenne des prix locaux.

Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou d'exiger des prix exorbitants, et le consul veillera, de son côté, à ce que les Français n'usent pas de violence ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il est bien entendu d'ailleurs que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français, dans les ports ouverts au commerce étranger, ne seront point limités, et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayants droit. Si des Chinois violaient ou détruiraient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant toute la rigueur des lois du pays.

Art. 11. Les Français, dans les ports ouverts au commerce étranger, pourront choisir librement, et à prix débattu entre les parties, ou sous la seule intervention des consuls, des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques. Ils auront en outre la faculté d'engager des lettrés du pays pour apprendre à parler ou à écrire la langue chinoise, et toute autre langue ou dialecte usités dans l'Empire, comme aussi de se faire aider par eux, soit pour leurs écritures, soit pour des travaux scientifiques ou littéraires. Ils pourront également

enseigner à tout sujet chinois la langue de leur pays ou des langues étrangères, et vendre sans obstacle des livres français ou acheter eux-mêmes toutes sortes de livres chinois.

Art. 12. Les propriétés de toute nature appartenant à des Français dans l'Empire chinois seront considérées par les Chinois comme inviolables et seront toujours respectées par eux. Les autorités chinoises ne pourront, quoi qu'il arrive, mettre embargo sur les navires français, ni les frapper de réquisition pour quelque service public ou privé que ce puisse être.

Art. 13. La religion chrétienne ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communions chrétiennes jouiront d'une entière sécurité pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses, et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis des passe-ports réguliers dont il est parlé dans l'article 8. Aucune entrave ne sera apportée par les autorités de l'Empire chinois au droit qui est reconnu à tout individu en Chine d'embrasser, s'il le veut, le christianisme et d'en suivre les pratiques sans être passible d'aucune peine infligée pour ce fait.

Tout ce qui a été précédemment écrit, proclamé ou publié en Chine par ordre du gouvernement contre le culte chrétien est complètement abrogé et reste sans valeur dans toutes les provinces de l'empire.

Art. 14. Aucune société de commerce privilégiée ne pourra désormais s'établir en Chine, et il en sera de même de toute coalition organisée dans le but d'exercer un monopole sur le commerce.

En cas de contravention au présent article, les autorités chinoises, sur les représentations du consul ou de l'agent consulaire, aviseront aux moyens de dissoudre de semblables associations, dont elles s'efforceront d'ailleurs de prévenir l'existence par des prohibitions préalables, afin d'écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la libre concurrence.

Art. 15. Lorsqu'un bâtiment français arrivera dans les eaux de l'un des ports ouverts au commerce étranger, il aura la faculté d'engager tel pilote qui lui conviendra, pour se faire conduire immédiatement dans le port; et, de même, quand après avoir acquitté toutes les charges légales il sera prêt à mettre à la voile, on ne pourra pas lui refuser des pilotes pour le sortir du port sans retard ni délai.

Tout individu qui voudra exercer la profession de pilote pour les bâtiments français pourra, sur la présentation de trois certificats du capitaine de navire, être commissionné par le consul de France, de la même manière que cela se pratiquerait pour d'autres nations.

La rétribution payée aux pilotes sera réglée selon l'équité, pour chaque port en particulier, par le consul ou agent consulaire, lequel

la fixera convenablement en raison de la distance et des circonstances de la navigation.

Art. 16. Dès que le pilote aura introduit un navire de commerce français dans le port, le chef de la douane déléguera un ou deux préposés pour surveiller le navire, et empêcher qu'il ne pratique aucune fraude. Ces préposés pourront, selon leurs convenances, rester dans leurs propres bateaux, ou se tenir à bord du bâtiment.

Les frais de leur solde, de leur nourriture et de leur entretien seront à la charge de la douane chinoise, et ils ne pourront exiger aucune indemnité ou rétribution quelconque des capitaines ou des consignataires. Toute contravention à cette disposition entraînera une punition proportionnelle au montant de l'exaction, laquelle sera en outre intégralement restituée.

Art. 17. Dans les vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée d'un navire de commerce français dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, le capitaine, s'il n'est dûment empêché, et à son défaut le subrécargue ou le consignataire devra se rendre au consulat de France et remettre entre les mains du consul les papiers de bord, les connaissements et le manifeste. Dans les vingt-quatre heures suivantes, le consul enverra au chef de la douane une note détaillée indiquant le nom du navire, le rôle d'équipage, le tonnage légal du bâtiment et la nature de son chargement. Si, par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pas pu être accomplie, dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée du navire, le capitaine sera passible d'une amende de 50 piastres par jour de retard au profit du gouvernement chinois, ladite amende toutefois ne pourra dépasser la somme de 200 piastres.

Aussitôt après la réception de la note transmise par le consulat, le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'avoir reçu le permis précité, avait ouvert la cale et commencé à décharger, il pourrait être condamné à une amende de 500 piastres, et les marchandises débarquées pourraient être saisies, le tout au profit du gouvernement chinois.

Art. 18. Les capitaines et négociants français pourront louer telles espèces d'allèges et d'embarcations qu'il leur plaira pour transporter des marchandises et des passagers, et la rétribution à payer pour ces allèges sera réglée de gré à gré par les parties intéressées, sans l'intervention de l'autorité chinoise et par conséquent sans sa garantie en cas d'accident, de fraude ou de disparition desdites allèges. Le nombre n'en sera pas limité, et le monopole n'en pourra être concédé à qui que ce soit, non plus que celui du transport, par portefaix, des marchandises à embarquer ou à débarquer.

Art. 19. Toutes les fois qu'un négociant français aura des marchan-

dises à embarquer ou à débarquer, il devra d'abord en remettre la note détaillée au consul ou agent consulaire, qui chargera immédiatement un interprète reconnu du consulat d'en donner communication au chef de la douane. Celui-ci délivrera sur-le-champ un permis d'embarquement ou de débarquement. Il sera alors procédé à la vérification des marchandises dans la forme la plus convenable pour qu'il n'y ait chance de perte pour aucune des parties.

Le négociant français devra se faire représenter sur le lieu de la vérification (s'il ne préfère y assister lui-même) par une personne réunissant les qualités requises, à l'effet de veiller à ses intérêts au moment où il sera procédé à cette vérification pour la liquidation des droits; faute de quoi, toute réclamation ultérieure restera nulle et non avenue.

En ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem*, si le négociant ne peut tomber d'accord avec l'employé chinois sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants chargés d'examiner les marchandises, et le prix le plus élevé qui sera offert par l'un d'eux sera réputé constituer la valeur desdites marchandises.

Les droits seront prélevés sur poids net; on déduira en conséquence le poids des emballages et contenants. Si le négociant français ne peut s'entendre avec l'employé chinois sur la fixation de la tare, chaque partie choisira un certain nombre de caisses et de ballots parmi les colis objets du litige; ils seront d'abord pesés bruts, puis tarés ensuite, et la tare moyenne des colis pesés servira de tare pour tous les autres.

Si, pendant le cours de la vérification, il s'élève quelque difficulté qui ne puisse être résolue, le négociant français pourra réclamer l'intervention du consul, lequel portera sur-le-champ l'objet de la contestation à la connaissance du chef des douanes, et tous deux s'efforceront d'arriver à un arrangement amiable; mais la réclamation devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures, sinon il n'y sera pas donné suite. Tant que le résultat de la contestation restera pendant, le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur ses livres, laissant ainsi toute latitude pour l'examen et la solution de la difficulté.

Les marchandises importées qui auraient éprouvé des avaries jouiront d'une réduction de droits proportionnée à leur dépréciation. Celle-ci sera déterminée équitablement et, s'il le faut, par expertise contradictoire, ainsi qu'il a été stipulé plus haut pour la fixation des droits *ad valorem*.

Art. 20. Tout bâtiment entré dans l'un des ports de la Chine, et qui n'a point encore levé le permis de débarquement mentionné dans l'article 19, pourra, dans les deux jours de son arrivée, quitter le port et se rendre dans un autre port sans avoir à payer ni droits de ton-

nage ni droits de douane, attendu qu'il les acquittera ultérieurement dans le port où il effectuera la vente de ses marchandises.

Art. 21. Il est établi, de commun accord, que les droits d'importation seront acquittés par les capitaines ou négociants français au fur et à mesure du débarquement des marchandises et après leur vérification. Les droits d'exportation le seront de la même manière, lors de l'embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dus par un bâtiment français auront été intégralement acquittés, le chef de la douane délivrera une quittance générale, sur l'exhibition de laquelle le consul rendra ses papiers de bord au capitaine et lui permettra de mettre à la voile.

Le chef de la douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir la somme due par les négociants français au compte du gouvernement, et les récépissés de ces maisons de change pour tous les paiements qui leur auront été faits seront réputés acquis du gouvernement chinois. Ces paiements pourront s'opérer, soit en lingots, soit en monnaies étrangères dont le rapport avec l'argent *syccé* sera déterminé de commun accord entre le consul ou agent consulaire français et le chef de la douane dans les différents ports, suivant le temps, le lieu et les circonstances.

Art. 22. Après l'expiration des deux jours mentionnés dans l'article 20 et avant de procéder au déchargement, chaque bâtiment de commerce français acquittera intégralement les droits de tonnage ainsi réglés pour les navires de 150 tonneaux, de la jauge légale et au-dessus, à raison de 5 maces (un demi-taël) par tonneau; pour les navires jaugeant moins de 150 tonneaux, à raison de 1 mace (un dixième de taël) par tonneau. Toutes les rétributions et surcharges additionnelles antérieurement imposées à l'arrivée et au départ sont expressément supprimées et ne pourront être remplacées par aucune autre.

Lors du paiement du droit précité, le chef de la douane délivrera au capitaine ou au consignataire un reçu en forme de certificat constatant que le droit de tonnage a été intégralement acquitté, et, sur l'exhibition de ce certificat au chef de la douane de tout autre port où il lui conviendrait de se rendre, le capitaine sera dispensé de payer de nouveau pour son bâtiment le droit de tonnage, tout navire français ne devant être passible qu'une seule fois à chacun de ses voyages d'un pays étranger en Chine.

Sont exemptés des droits de tonnage, les barques, goëlettes, bateaux caboteurs et autres embarcations françaises, pontées ou non, employées au transport des passagers, bagages, lettres, comestibles et généralement de tous objets non sujets aux droits. Si lesdites embarcations transportaient en outre des marchandises, elles resteraient dans la

catégorie des navires jaugeant moins de 150 tonneaux et payeraient à raison d'un dixième de taël (un mace) par tonneau.

Les négociants français pourront toujours affréter des jonques et autres embarcations chinoises, lesquelles ne seront soumises à aucun droit de tonnage.

Art. 23. Toutes marchandises françaises, après avoir acquitté dans l'un des ports de la Chine les droits de douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur sans avoir à subir aucune autre charge supplémentaire que le paiement des droits de transit suivant le taux modéré actuellement en vigueur, lesquels droits ne seront susceptibles d'aucune augmentation future.

Si des agents de la douane chinoise, contrairement à la teneur du présent traité, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de l'Empire.

Art. 24. Tout navire français entré dans l'un des ports ouverts au commerce étranger, et qui voudra n'y décharger qu'une partie de ses marchandises, ne payera les droits de douane que pour la partie débarquée; il pourra transporter le reste de sa cargaison dans un autre port et l'y vendre. Les droits seront alors acquittés.

Dans le cas où des Français, après avoir acquitté dans un port les droits sur des marchandises, voudraient les réexporter et aller les vendre dans un autre port, ils en préviendraient le consul ou agent consulaire; celui-ci, de son côté, en informera le chef de la douane, lequel, après avoir constaté l'identité de la marchandise et la parfaite intégrité des colis, remettra aux réclamants une déclaration attestant que les droits afférents auxdites marchandises ont été effectivement acquittés.

Munis de cette déclaration, les négociants français n'auront, à leur arrivée dans l'autre port, qu'à la présenter, par l'entremise du consul, au chef de la douane, qui délivrera pour cette partie de la cargaison, sans retard et sans frais, un permis de débarquement en franchise de droits; mais si l'autorité découvrait de la fraude ou de la contrebande parmi ces marchandises ainsi réexportées, celles-ci seraient, après vérification, confisquées au profit du gouvernement chinois.

Art. 25. Aucun transbordement de marchandises ne pourra avoir lieu que sur permis spécial et dans un cas d'urgence. S'il devient indispensable d'effectuer cette opération, il devra en être référé au consul, qui délivrera un certificat, sur le vu duquel le transbordement sera autorisé par le chef de la douane. Celui-ci pourra toujours déléguer un employé de son administration pour y assister.

Tout transbordement non autorisé, sauf le cas de péril en la demeure, entraînera la confiscation, au profit du gouvernement chinois, de la totalité des marchandises illicitement transbordées.

Art. 26. Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger, le chef de la douane recevra pour lui-même, et déposera au consulat français, des balances légales pour les marchandises et pour l'argent, ainsi que des poids et mesures exactement conformes aux poids et aux mesures en usage à la douane de Canton, et revêtus d'une estampille et d'un cachet constatant cette conformité. Ces étalons seront la base de toutes les liquidations de droits et de tous les paiements à faire au gouvernement chinois. On y aura recours, en cas de contestation sur le poids et la mesure des marchandises, et il sera statué d'après les résultats qu'ils auront donnés.

Art. 27. Les droits d'importation et d'exportation prélevés en Chine sur le commerce français seront réglés conformément au tarif annexé au présent traité sous le sceau et la signature des plénipotentiaires respectifs. Ce tarif pourra être révisé de sept en sept années pour être mis en harmonie avec les changements de valeur apportés par le temps sur le produit du sol et de l'industrie des deux Empires.

Moyennant l'acquit de ces droits, dont il est expressément interdit d'augmenter le montant dans le cours des sept années susmentionnées, et que ne pourront aggraver aucune espèce de charge ou de surtaxe quelconque, les Français seront libres d'importer en Chine des ports français ou étrangers, et d'exporter également de Chine pour toute destination toutes les marchandises qui ne seraient pas, au jour de la signature du présent traité, et d'après la classification du tarif ci-annexé, l'objet d'une prohibition formelle ou d'un monopole spécial.

Le gouvernement chinois renonçant à la faculté d'augmenter par la suite le nombre des articles réputés contrebande ou monopole, aucune modification ne pourra être apportée au tarif qu'après une entente préalable avec le gouvernement français, et de son plein et entier consentement.

A l'égard du tarif, aussi bien que pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les traités existants ou qui seraient ultérieurement conclus, il demeure bien et dûment établi que les négociants, et en général tous les citoyens français en Chine, auront droit toujours et partout au traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 28. La publication d'un tarif convenable et régulier ôtant désormais tout prétexte à la contrebande, il n'est pas à présumer qu'aucun acte de cette nature soit commis par des bâtimens du commerce français dans les ports de la Chine. S'il en était autrement, toute marchandise introduite en contrebande, par des navires ou par des négociants français dans ces ports, quelles que soient d'ailleurs sa valeur et sa nature, comme aussi toute denrée prohibée, débarquée frauduleusement, seront saisies par l'autorité locale et confisquées au profit du gouvernement chinois. En outre, celui-ci pourra, si bon lui semble,

interdire l'entrée de la Chine au bâtiment surpris en contravention, et le contraindre à partir aussitôt après l'apuration de ses comptes. Si quelque navire étranger se couvrirait frauduleusement du pavillon de la France, le gouvernement français prendrait les mesures nécessaires pour la répression de cet abus.

Art. 29. Sa Majesté l'Empereur des Français pourra faire stationner un bâtiment de guerre dans les ports principaux de l'Empire où sa présence serait jugée nécessaire pour maintenir le bon ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands et faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. Toutes les mesures nécessaires seraient prises pour que la présence de ces navires de guerre n'entraîne aucun inconvénient, et leurs commandants recevraient l'ordre de faire exécuter les dispositions stipulées dans l'article 33 par rapport aux communications avec la terre et à la police des équipages. Les bâtiments de guerre ne seront assujettis à aucun droit.

Art. 30. Tout bâtiment de guerre français croisant pour la protection du commerce sera reçu en ami et traité comme tel dans tous les ports de la Chine où il se présentera. Ces bâtiments pourront s'y procurer tous les objets de rechange et de ravitaillement dont ils auraient besoin, et, s'ils ont fait des avaries, les réparer et acheter dans ce but les matériaux nécessaires ; le tout sans la moindre opposition.

Il en sera de même à l'égard des navires de commerce français qui, par suite d'avaries majeures ou pour toute autre cause, seraient contraints de chercher refuge dans un port quelconque de la Chine.

Si quelqu'un de ces bâtiments venait à se perdre sur la côte, l'autorité chinoise la plus proche, dès qu'elle en serait informée, porterait sur-le-champ assistance à l'équipage, pourvoirait à ses premiers besoins et prendrait les mesures d'urgence nécessaires pour le sauvetage du navire et la préservation des marchandises. Puis elle porterait le tout à la connaissance du consul ou agent consulaire le plus à portée du sinistre, pour que celui-ci, de concert avec l'autorité compétente, pût aviser aux moyens de rapatrier l'équipage et de sauver les débris du navire et de la cargaison.

Art. 31. Dans le cas où, par la suite des temps, la Chine entrerait en guerre avec une autre puissance, cette circonstance ne porterait aucune atteinte au libre commerce de la France avec la Chine ou avec la nation ennemie. Les navires français pourraient toujours, sauf le cas de blocus effectif, circuler sans obstacle des ports de l'une aux ports de l'autre, y trafiquer comme à l'ordinaire, y importer et en exporter toute espèce de marchandises non prohibées.

Art. 32. S'il arrive que des matelots ou autres individus désertent des bâtiments de guerre ou s'évadent des navires de commerce français, l'autorité chinoise, sur la réquisition du consul, ou à son défaut

du capitaine, fera tous ses efforts pour découvrir et restituer sur-le-champ, entre les mains de l'un ou de l'autre, les susdits déserteurs ou fugitifs.

Pareillement, si des Chinois déserteurs ou prévenus de quelque crime vont se réfugier dans des maisons françaises ou à bord des navires appartenant à des Français, l'autorité locale s'adressera au consul, qui, sur la preuve de la culpabilité des prévenus, prendra immédiatement les mesures nécessaires pour que leur extradition soit effectuée. De part et d'autre, on évitera soigneusement tout recel et toute connivence.

Art. 33. Quand des matelots descendront à terre, ils seront soumis à des règlements de discipline spéciale qui seront arrêtés par le consul et communiqués à l'autorité locale, de manière à prévenir, autant que possible, toute occasion de querelle entre les marins français et les gens du pays.

Art. 34. Dans le cas où les navires de commerce français seraient attaqués ou pillés par des pirates, dans des parages dépendant de la Chine, l'autorité civile et militaire du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs, et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées en quelque lieu et dans quelque état qu'elles se trouvent, seront remises entre les mains du consul, qui se chargera de les restituer aux ayants droit. Si l'on ne peut s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires chinois subiront la peine infligée par la loi en pareille circonstance; mais ils ne sauraient être rendus pécuniairement responsables.

Art. 35. Lorsqu'un sujet français aura quelque motif de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Chinois, il devra d'abord exposer ses griefs au consul, qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un Français, le consul écoutera ses réclamations avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement à l'amiable; mais si, dans l'un ou l'autre cas, la chose était impossible, le consul requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité.

Art. 36. Si dorénavant des citoyens français éprouvaient quelque dommage ou s'ils étaient l'objet de quelque insulte ou vexation de la part de sujets chinois, ceux-ci seraient poursuivis par l'autorité locale, qui prendra les mesures nécessaires pour la défense et la protection des Français; à bien plus forte raison, si des malfaiteurs ou quelque partie égarée de la population tentaient de piller, de détruire ou d'incendier les maisons, les magasins des Français ou tout autre établis-

sement formé par eux, la même autorité, soit à la réquisition du consul, soit de son propre mouvement, enverrait en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables, les livrer à toute la rigueur des lois; le tout sans préjudice des poursuites à exercer par qui de droit pour indemnisation des pertes éprouvées.

Art. 37. Si des Chinois, à l'avenir, deviennent débiteurs de capitaines ou de négociants français et leur font éprouver des pertes par fraude ou de toute autre manière, ceux-ci n'auront plus à se prévaloir de la solidarité qui résultait de l'ancien état de choses; ils pourront seulement s'adresser, par l'entremise de leurs consuls, à l'autorité locale, qui ne négligera rien, après avoir examiné l'affaire, pour contraindre les prévenus à satisfaire à leurs engagements suivant la loi du pays. Mais si le débiteur ne peut être retrouvé, s'il est mort ou en faillite, et s'il ne reste rien pour payer, les négociants français ne pourront appeler l'autorité chinoise en garantie.

En cas de fraude ou de non-paiement de la part des négociants français, le consul prêtera, de la même manière, assistance aux réclamants, sans que toutefois ni lui ni son gouvernement puissent, en aucune manière, être rendus responsables.

Art. 38. Si malheureusement il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français et des Chinois, comme aussi dans le cas où, durant le cours d'une semblable querelle, un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés, soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise, qui se chargera de les faire examiner et punir, s'il y a lieu, conformément aux lois du pays. Quant aux Français, ils seront arrêtés à la diligence du consul, et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient livrés à l'action régulière des lois françaises, dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le gouvernement français.

Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue par la présente convention, le principe étant que, pour la répression des crimes et délits commis par eux en Chine, les Français seront constamment régis par les lois françaises.

Art. 39. Les Français en Chine dépendront également pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française. En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est bien stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler en aucune manière. Elle n'aura pareillement à exercer aucune action sur les navires français; ceux-ci ne relèveront que de l'autorité française et du capitaine.

Art. 40. Si dorénavant le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français jugeait convenable d'apporter des modifications à quel-

ques-unes des clauses du présent traité, il sera libre d'ouvrir à cet effet des négociations avec le gouvernement chinois, après un intervalle de douze années révolues à partir de l'échange des ratifications. Il est d'ailleurs entendu que toute obligation non consignée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux consuls ou aux agents consulaires, non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et garanties quelconques qui auraient été accordés par le gouvernement chinois à d'autres puissances.

Art. 41. Sa Majesté l'Empereur des Français, voulant donner à Sa Majesté l'Empereur de la Chine une preuve des sentiments qui l'animent, consent à stipuler, dans des articles séparés ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au présent traité, les arrangements convenus entre les deux gouvernements au sujet des questions antérieures aux événements de Canton et aux frais qu'ils ont occasionnés au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Art. 42. Les ratifications du présent traité d'amitié, de commerce et de navigation seront échangées à Pékin, dans l'intervalle d'un an à partir du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut, par Sa Majesté l'Empereur des Français et par Sa Majesté l'Empereur de la Chine.

Après l'échange de ces ratifications, le traité sera porté à la connaissance de toutes les autorités supérieures de l'Empire dans les provinces et dans la capitale, afin que sa publicité soit bien établie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tien-tsin, en quatre expéditions, le vingt-septième jour du mois de juin de l'an de grâce 1858, correspondant au dix-septième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Foung.

(L. S.) *Signé : baron GROS.*

(L. S.) *Les signatures des plénipotentiaires chinois.*

Articles séparés servant de complément au Traité conclu entre la France et la Chine, à Tien-tsin, le 27 juin 1858.

Article 1^{er}. Le magistrat de Si-lin-hien, coupable du meurtre du missionnaire français Auguste Chapdelaine, sera dégradé et déclaré incapable d'exercer désormais aucun emploi.

Art. 2. Une communication officielle adressée à Son Excellence, M. le ministre de France en Chine lui annoncera l'exécution de cette

mesure, qui sera rendue publique et motivée convenablement dans la *Gazette de Pékin*.

Art. 3. Une indemnité sera donnée aux Français et aux protégés de la France dont les propriétés ont été pillées ou incendiées par la populace de Canton avant la prise de cette ville par les troupes alliées de la France et de l'Angleterre.

Art. 4. Les dépenses occasionnées par les armements considérables qu'ont motivés les refus obstinés des autorités chinoises d'accorder à la France les réparations et les indemnités qu'elle a réclamées, seront payées au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français par les caisses de la douane de la ville de Canton,

Ces indemnités et ces frais d'armements s'élevant à peu près à une somme de 2 millions de taëls, cette somme sera versée entre les mains du ministre de France en Chine, qui en donnera quittance.

Cette somme de 2 millions de taëls sera payée à Son Excellence M. le ministre de France en Chine, par sixièmes, payables d'année en année, et pendant six ans, par la caisse des douanes de Canton; elle pourra l'être, soit en numéraire, soit en bons de douane, qui seront reçus par cette administration en paiement des droits d'importation et d'exportation, et pour un dixième seulement de la somme qu'on aurait à lui payer, c'est-à-dire que, si un négociant doit à la douane de Canton une somme de 10 000 taëls, par exemple, pour droits d'importation ou d'exportation, il pourra en payer 9000 en espèces et 1000 en bons dont il s'agit.

Le premier sixième sera payé dans le cours de l'année qui suivra la signature du présent traité, à compter du jour où elle aura lieu.

La douane de Canton pourra, si elle le veut, ne recevoir chaque année en paiement de droits que le sixième des bons émis, c'est-à-dire pour une somme de 333 333 taëls et 34 centièmes.

Une commission mixte, nommée à Canton par l'autorité chinoise et par le ministre de France, fixera d'avance le mode d'émission de ces bons et les règlements qui en détermineront la forme, la valeur et le mode de destruction dès qu'ils auront servi.

Art. 5. L'évacuation de Canton par les troupes françaises s'effectuera aussitôt que possible après le paiement intégral de la somme de 2 millions de taëls stipulée ci-dessus; mais, pour hâter la retraite de ces troupes, ces bons de douane pourront être émis d'avance par série de six années et déposés dans la chancellerie de la légation de France en Chine.

Art. 6. Les articles ci-dessus auront la même force et valeur que s'ils étaient inscrits mot à mot dans le traité dont ils font partie, et les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé leurs sceaux et leurs cachets.

Fait à Tien-tsin, en quatre expéditions, le vingt-septième jour du mois de juin de l'an de grâce 1858, correspondant au dix-septième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Foung.

(L. S.) *Signé : baron Gros.*

(L. S.) *Les signatures des plénipotentiaires chinois.*

Règlements commerciaux entre la France et la Chine, signés à la suite du Traité de Tien-tsin du 27 juin 1858, faits à Shang-hai, le 24 novembre 1858.

L'article 9 du traité signé à Tien-tsin le 27 juin dernier par le plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français et les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur de la Chine, ayant prévu que des modifications pourraient être apportées d'un commun accord par le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de la Chine et ceux des puissances signataires des traités de Tien-tsin, au sujet d'améliorations à introduire dans le tarif qui fixe les droits d'importation, d'exportation, de transit, etc., et Sa Majesté l'Empereur de la Chine ayant à cet effet donné l'ordre aux commissaires impériaux Kouéi-Liang, commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, membre du conseil privé du Pavillon oriental, ministre de la justice, général en chef des troupes de la Bannière blanche, muni de pleins pouvoirs, etc., etc., etc.; et Houâ-Châ-Nâ, commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, lecteur de la maison impériale, secrétaire d'État au département de l'intérieur, général en chef de l'armée Sino-Tartare de la Bannière bordée d'azur, muni de pleins pouvoirs, etc., etc., etc.; auxquels Sa Majesté a jugé à propos d'adjoindre en la même qualité : Hô, commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, second tuteur de l'héritier présomptif, secrétaire d'État au département de la guerre, vice-roi des deux Kiangs, muni de pleins pouvoirs, etc., etc., etc.; Minn, commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, fonctionnaire de deuxième rang, chargé des mouvements militaires, etc., etc., etc.; et Touan, commissaire impérial de la dynastie Ta-Tsing, fonctionnaire de cinquième rang, membre du conseil général, attaché au ministère de la justice, etc., etc., etc.; de se rendre à Shang-hai, où se trouvait le plénipotentiaire de France, afin de s'entendre avec lui au sujet des modifications et des améliorations à apporter au tarif; il a été convenu entre les hautes parties contractantes qu'après mûr examen et après avoir consulté des personnes instruites en matière de commerce, il serait procédé à l'établissement d'un nouveau tarif accompagné de règlements commerciaux, servant à faciliter sa mise à exécution.

Il a été également convenu que le nouveau tarif français et les

règlements de commerce qui y sont annexés, pouvant, à bon droit, être considérés comme un traité supplémentaire à celui du 27 juin dernier, ce tarif et ces règlements auraient, aux mêmes dates et aux mêmes conditions stipulées dans le traité de Tien-tsin, la même force et valeur que s'ils y étaient insérés mot à mot, et qu'à partir du jour où le traité de Tien-tsin sera mis à exécution, le tarif qui s'y trouve annexé en ce moment sera considéré comme nul et non avenue et remplacé par le nouveau tarif.

Le plénipotentiaire de France et ceux de l'Empire chinois ayant reconnu valables les pouvoirs dont ils sont revêtus, ont établi d'un commun accord le nouveau tarif et les règlements commerciaux qui l'accompagnent.

En conséquence, les droits que les Français auront à payer aux autorités chinoises, par suite des opérations commerciales qu'ils pourraient faire en Chine, sont fixés de commun accord, d'après le nouveau tarif, divisé en marchandises d'importation et en marchandises d'exportation, énumérées dans chacune de ces deux grandes divisions par ordre de lettres alphabétiques. (Suit le tarif.)

RÈGLEMENTS COMMERCIAUX.

Premier règlement.

Les articles qui ne sont pas portés sur le tableau d'exportation et qui se trouvent énumérés dans celui d'importation payeront, lorsqu'ils seront exportés, les mêmes droits qui leur sont imposés par le tarif d'importation.

De la même manière, les articles non énumérés dans le tableau d'importation et qui se trouvent énoncés sur celui d'exportation payeront, lorsqu'ils seront importés, les mêmes droits qui leur sont imposés par le tarif d'exportation.

Les articles qui ne se trouvent ni dans l'un ni dans l'autre de ces tableaux, et qui ne figurent pas parmi les marchandises libres de droits, payeront un droit de 5 pour 100 calculé d'après leur valeur sur le marché.

Deuxième règlement.

Articles exempts du paiement des droits.

L'or et l'argent en barres; — la monnaie étrangère; — la farine, la farine de maïs, le sagou; — le biscuit; — les conserves de viandes et de légumes; — le fromage, le beurre, les sucreries; — les vêtements étrangers; — la bijouterie; — l'argenterie; — la parfumerie; — les savons de toutes sortes; — le charbon de bois; — le bois à brûler; — la bougie et la chandelle étrangères; — le tabac étranger; — les cigares étrangers; — le vin, la bière, les spiritueux; — les articles de ménage;

— les provisions pour les navires ; — le bagage personnel ; — la papeterie ; — les articles de tapisserie ; — les articles de droguerie ; — la coutellerie ; — les médicaments étrangers.

Les articles énumérés ci-dessus ne payeront ni droits d'importation, ni droits d'exportation dans les ports ouverts au commerce étranger ; mais lorsqu'ils seront transportés dans l'intérieur de la Chine, ils payeront un droit de transit de 2 et demi pour 100 *ad valorem*. Le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère seront exempts du paiement de ce droit.

Un bâtiment affrété en entier ou en partie seulement pour le transport d'articles francs de droits (le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère exceptés) sera assujéti au paiement des droits de tonnage, même quand il n'aurait à bord aucune autre cargaison.

Troisième règlement.

Articles de contrebande.

L'importation et l'exportation des articles suivants sont prohibées :

La poudre à canon ; — les boulets ; — les canons ; — les pièces de campagne ; — les carabines ; — les fusils ; — les pistolets ; — les munitions ou fournitures de guerre ; — le sel.

Quatrième règlement.

Poids et mesures.

Dans les calculs du tarif, le poids d'un picul de 100 cattis équivaldra à 60 kilogrammes 453 grammes, et la longueur d'un chang de 10 pieds chinois sera égale à 3 mètres 55 centimètres. Le chih chinois sera considéré comme équivalant à 355 millimètres.

Cinquième règlement.

Articles autrefois de contrebande.

Les restrictions concernant le commerce de l'opium, celui de la monnaie de cuivre, celui des céréales, des légumineux, des soufres, du salpêtre et de l'espèce de zinc connue sous la dénomination anglaise de *spelter*, sont abolies aux conditions suivantes :

1° L'opium payera désormais 30 taëls de droits d'importation par picul. L'introducteur ne pourra vendre cet article que dans le port, et il ne sera transporté dans l'intérieur de la Chine que par des Chinois, et seulement comme propriété chinoise. Le négociant français ne sera pas autorisé à l'accompagner.

Les Français qui, en vertu de l'article 8 du traité de Tien-tsin, peuvent se rendre dans l'intérieur de l'Empire avec des passe-ports, et qui voudront y trafiquer, ne pourront pas y faire le commerce de l'opium. Les droits de transit sur cette denrée seront fixés par le

gouvernement chinois, comme il le jugera convenable et au taux qu'il lui plaira, et les conventions relatives à la révision du tarif ne seront pas applicables à l'opium, comme elles le sont à toutes les autres marchandises.

2° Monnaie de cuivre.

L'exportation de la monnaie de cuivre pour un port étranger est prohibée; mais les sujets français pourront en transporter de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre, aux conditions suivantes :

Le chargeur devra déclarer le montant de la monnaie de cuivre qu'il désire ainsi embarquer et le port pour lequel elle est destinée. Il devra donner une caution convenable, acceptée par deux personnes solvables, ou fournir toute autre garantie que le chef de la douane jugera suffisante. Dans les six mois qui s'écouleront à partir de la date de l'expédition de retour, il fera parvenir au chef de la douane du port un certificat délivré par le chef de la douane du port de destination, qui déclarera sous son sceau que la monnaie de cuivre y a été débarquée. Si l'expéditeur ne produit pas ce certificat dans le délai fixé plus haut, il aura à payer une somme égale au montant de la monnaie de cuivre embarquée. La monnaie de cuivre ne payera aucun droit; mais un chargement complet de cette monnaie, ou une simple partie de chargement, rendra le bâtiment où il se trouvera passible du paiement des droits de tonnage, même lorsqu'il n'aurait aucune autre cargaison à bord.

3° L'exportation, pour un port étranger, du riz et de toutes autres céréales indigènes ou étrangères, quel que soit le pays de production ou le lieu d'où elles arrivent, est prohibée. Mais ces denrées pourront être transportées par les négociants français de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre, aux mêmes conditions de garantie imposées au transport de la monnaie de cuivre, et en payant au port d'embarquement les droits spécifiés par le tarif.

Aucun droit d'importation ne sera prélevé sur le riz et les céréales; mais un chargement ou une partie de chargement de riz ou de céréales, bien qu'aucune autre cargaison ne soit à bord, rendra le navire qui le portera passible du paiement des droits de tonnage.

4° Légumineux.

Les légumineux et les gâteaux de fèves ne pourront pas être exportés sous pavillon français des ports de Tang-chaou et de New-chaouang; mais cette exportation sera permise dans les autres ports de la Chine moyennant le paiement des droits portés au tarif, que l'exportation ait lieu pour d'autres ports de la Chine, ou pour les pays étrangers.

5° Salpêtre, soufres et zinc.

Le salpêtre, les soufres et l'espèce de zinc dont il est fait mention dans le premier paragraphe de ce règlement, étant considérés comme

munitions de guerre, ne seront pas importés par les négociants français, à moins que le gouvernement chinois ne l'ait demandé, et ces articles ne pourront être vendus à des sujets chinois que s'ils sont dûment autorisés à les acheter. Aucun permis de débarquer ces articles ne sera délivré jusqu'à ce que la douane se soit assurée que les autorisations nécessaires ont été accordées à l'acheteur. Il ne sera pas permis aux sujets français de transporter ces articles dans le Yang-tzé-kiang, ni dans aucun autre port que ceux qui sont ouverts sur les côtes maritimes de la Chine, ni de les accompagner dans l'intérieur pour le compte des Chinois.

Ces articles ne seront vendus que dans les ports seulement, et partout ailleurs que dans ces ports, ils seront considérés comme propriété chinoise.

Toute infraction aux conditions stipulées ci-dessus, et auxquelles le commerce de l'opium, de la monnaie de cuivre, des céréales, des légumineux, du salpêtre, et du zinc connu sous le nom de *spelter*, est autorisé, sera punie de la confiscation de toutes les marchandises dont il est question.

Sixième règlement.

Formalités à observer par les navires entrant dans le port.

Pour éviter tout malentendu, il est convenu que le terme de vingt-quatre heures, dans lequel tout capitaine de navire français devra remettre ses papiers au consul, conformément à l'article 17 du traité de Tien-tsin, commencera à courir du moment où le navire se trouvera en dedans des limites du port.

Il en sera de même du délai de quarante-huit heures que l'article 20 du même traité accorde à tout navire français et pendant lequel il pourra rester dans le port sans payer le droit de tonnage.

Les limites des ports seront déterminées par l'administration des douanes, conformément aux convenances du commerce compatibles avec les intérêts du Trésor chinois.

Les cales et autres lieux dans lesquels la douane permettra de charger et de décharger les marchandises dans chaque port seront fixés de la même manière, et il en sera donné avis aux consuls pour la connaissance du public.

Septième règlement.

Droits de transit.

Il est convenu que par l'article 23 du traité de Tien-tsin on entend que les droits de transit dont le taux modéré est en vigueur et qui doivent être perçus légalement sur toute marchandise importée ou exportée par des sujets français équivaudront à la moitié des droits fixés

par le tarif, et que les articles exempts de droits ne payeront qu'un droit de transit de 2 1/2 pour 100 *ad valorem*, ainsi qu'il a été dit dans l'article 2 de ce règlement, à l'exception de l'or, de l'argent et des bagages personnels. Les marchandises auront acquitté les droits de transit lorsqu'elles auront rempli les conditions suivantes :

Pour les importations : On donnera avis au chef de la douane du port d'où les marchandises doivent être envoyées dans l'intérieur, de la nature et de la quantité de ces marchandises, du nom du navire qui les a débarquées et du nom des lieux auxquels elles sont destinées, etc., etc.

Le chef de la douane, après avoir vérifié cette déclaration et avoir reçu le montant des droits de transit, remettra à l'introducteur de ces marchandises un certificat constatant le paiement des droits de transit, certificat qui devra être produit à chaque station de barrière. Aucun autre droit, quel qu'il soit, ne pourra être prélevé sur ces marchandises, dans quelque partie de l'Empire qu'elles soient transportées.

Pour les exportations : Les produits achetés par un sujet français dans l'intérieur de la Chine seront examinés et cotés à la première barrière qu'ils rencontreront sur leur route, à partir du lieu de production jusqu'au port d'embarquement.

La personne ou les personnes chargées de leur transport présenteront une déclaration, qu'elles auront signée, relatant la valeur du produit et faisant connaître le port de destination. Il sera remis, en échange de cette déclaration, un certificat qui devra être produit et visé à chaque barrière sur la route qui conduit au port d'embarquement. A l'arrivée du produit à la barrière la plus voisine du port, il en sera donné avis à la douane de ce port, et les droits de transit ayant été payés, ces marchandises pourront passer. Au moment de l'exportation, les droits fixés par le tarif seront payés.

Toute tentative faite pour passer les marchandises importées ou exportées en contravention aux règlements ci-dessus énoncés rendra ces marchandises passibles de confiscation.

Une vente non autorisée, pendant le transit, de marchandises destinées, comme il est dit ci-dessus, pour un port ouvert au commerce étranger, les rendra susceptibles d'être confisquées.

Toute tentative faite pour profiter d'un certificat inexact et passer plus de marchandises qu'il n'en a été déclaré, rendra toutes les marchandises énoncées dans le certificat susceptibles d'être confisquées.

Le chef de la douane aura le droit de refuser l'embarquement de produits dont on ne pourrait pas justifier le paiement des droits de transit, et cela jusqu'à ce que ces droits aient été payés.

Ce qui précède faisant connaître les arrangements convenus au sujet des droits de transit, qui seront ainsi prélevés ensemble et en une

seule fois, l'article 9 du traité de Tien-tsin reçoit son application immédiate.

Huitième règlement.

Commerce étranger dans l'intérieur au moyen de passe-ports.

Il est convenu que l'article 8 du traité de Tien-tsin ne sera point considéré comme autorisant les sujets français à se rendre dans la capitale de la Chine pour y faire le commerce.

Neuvième règlement.

Abolition des droits prélevés pour la refonte des monnaies.

Il est convenu que les sujets français ne seront plus désormais assujettis au paiement du droit de 1 taël et 2 maces, exigés jusqu'ici en sus du paiement des droits ordinaires par le gouvernement chinois, pour couvrir les frais de fonte et de monnayage.

Dixième règlement.

Paiement des droits sous un même système dans tous les ports.

Le traité de Tien-tsin donnant au gouvernement chinois le droit d'adopter toutes les mesures qui lui paraîtront convenables pour protéger ses revenus provenant du commerce français, il est convenu qu'un système uniforme sera adopté dans les ports qui sont ouverts.

Le haut fonctionnaire chinois désigné par le gouvernement de l'Empire comme surintendant du commerce étranger pourra de temps à autre ou visiter lui-même les différents ports ouverts au commerce, ou y envoyer un délégué. Ce haut fonctionnaire sera libre de choisir tout sujet français qui lui paraîtrait convenable pour l'aider à administrer les revenus de la douane, à empêcher la fraude, à déterminer les limites des ports, à pourvoir aux fonctions de capitaine de port, et aussi à établir les phares, les bouées, les balises, etc., à l'entretien desquels il sera pourvu au moyen des droits de tonnage.

Le gouvernement chinois adoptera tous les moyens qu'il croira nécessaires pour prévenir la fraude dans le Yang-tzé-kiang, lorsque ce fleuve sera ouvert au commerce étranger.

Règlement additionnel.

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que le présent tarif pourra être révisé de dix en dix années, afin d'être mis en harmonie avec les changements de valeur apportés par le temps sur les produits du sol et de l'industrie des deux Empires, et que, par suite de cette disposition, la période de sept années, stipulée à cet effet dans l'article 27 du traité de Tien-tsin, est abrogée et de nulle valeur.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le

présent tarif et les règlements commerciaux qui y sont annexés et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en quatre expéditions, à Shang-haï, le 24 novembre de l'an de grâce 1858, correspondant au dix-neuvième jour de la dixième lune de la huitième année de Hien-Foung.

(L. S.) Signé baron Gros.

(L. S.) Les cinq signatures des plénipotentiaires chinois.

Traité supplémentaire au Traité du 18 juin 1858, conclu entre la Chine et les États-Unis d'Amérique à Shang-haï, le 8 novembre 1858.

Preamble.

Attendu qu'un traité de paix, d'amitié et de commerce entre l'Empire Ta-Tsing et les États-Unis d'Amérique a été conclu à Tien-tsin, et signé au temple de Hai-houang, le dix-huitième jour de juin en l'an de grâce mil huit cent cinquante-huit, correspondant au huitième jour de la cinquième lune de la huitième année de Hien-Tung; lequel traité a été dûment ratifié le troisième jour du mois de juillet suivant, par Sa Majesté l'Empereur de la Chine, et est en ce moment envoyé pour être ratifié par le Président des États-Unis, après avis et consentement donnés par le Sénat; et,

Attendu que dans le dit traité, il a été convenu, entre autres choses, que le tarif des droits à payer par les citoyens des États-Unis sur les exportations et importations du commerce avec la Chine, restera tel qu'il a été arrêté lors du traité de Wanghia, en exceptant toutefois les modifications qui pourraient survenir par suite de traités conclus avec d'autres nations, les citoyens des États-Unis, ne devant jamais, par suite d'une convention expresse, payer de droits plus élevés que ceux payés par la nation la plus favorisée; et,

Attendu que depuis la signature du dit traité des modifications importantes du tarif, et d'autres questions de détail se rapportant audit traité ont été décidées après discussion par des commissaires nommés à cet effet par les plénipotentiaires de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la France, et que l'acquiescement des États-Unis est désiré et donné aujourd'hui en toute liberté, il a été décidé que ce consentement et cette convention seraient confirmés sous la forme d'un *traité supplémentaire*, pour avoir même force et valeur que s'ils avaient été insérés dans le traité original.

Le tarif et les règlements de commerce et de transit, revêtus des sceaux des plénipotentiaires respectifs des États-Unis d'Amérique et de l'Em-

pire Ta-tsing, seront dorénavant, et jusqu'à ce que les clauses du traité soient dûment modifiées, mis en vigueur dans les villes et dans les ports ouverts au commerce.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des États-Unis d'Amérique et de l'Empire Ta-tsing, à savoir :

Pour les États-Unis : William B. Reed, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

Et, pour l'Empire Ta-tsing, Kouëi-Liang, membre du conseil privé, général en chef des troupes de la Bannière blanche, et ministre de la justice, et

Hauâ-Châ-Nâ, lecteur de la table impériale, secrétaire d'État au département de l'intérieur, général en chef des troupes de la Bannière bordée d'azur,

Tous deux plénipotentiaires et Hô-Kouëi-Tsing, gouverneur général des deux Kiangs, secrétaire au département de la guerre et tuteur du prince héréditaire,

Mingshen, président de la section des ordonnances de la maison impériale, revêtu des insignes de second rang,

Et Touan, président titulaire de cinquième rang, membre du conseil général, l'un des nouveaux sous-secrétaires du ministère de la justice,

Tous trois commissaires impériaux et spécialement envoyés à cet effet, ont signé les présents articles et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Shang-haï, ce huitième jour de novembre de l'an de grâce mil huit cent cinquante-huit, quatre-vingt-troisième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, et huitième année de Hien-Fung, le dixième mois et troisième jour.

Suivent les signatures :

Signé : WILLIAM B. REED.

KOUËI-LIANG.

HOUA-CHA-NA.

HO-KOUËI-TSING.

MINGSHEN.

TOUAN.

TARIF DES DROITS D'IMPORTATION.

Le tarif est mot à mot semblable à celui qu'ont signé les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Chine.

TARIF DES DROITS D'EXPORTATION.

Ce tarif est mot à mot semblable à celui qu'ont signé les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Chine.

RÈGLEMENTS SUR LE COMMERCE ET LES DROITS DE TRANSIT.

Premier règlement.

Articles dont il n'est pas fait mention dans le tarif.

Les articles du présent tarif qui ne sont pas portés sur le tableau d'exportation et qui se trouvent énumérés dans celui d'importation payeront, lorsqu'ils seront exportés, les mêmes droits qui leur sont imposés sur le tableau d'importation.

De la même manière, les articles non énumérés dans le tableau d'importation et qui se trouvent énoncés sur celui d'exportation payeront, lorsqu'ils seront importés, les mêmes droits qui leur sont imposés par le tarif d'exportation.

Les articles qui ne se trouvent ni dans l'un, ni dans l'autre de ces tableaux et qui ne figurent pas sur la liste des objets admis en franchise payeront un droit de cinq pour cent calculé d'après leur valeur sur le marché.

Second règlement.

Articles exempts du paiement des droits.

L'or et l'argent en barres, la monnaie étrangère, la farine de maïs, le sagou, le biscuit, les conserves de viandes et de légumes, le fromage, le beurre, les sucreries, les vêtements étrangers, la bijouterie, l'argenterie, la parfumerie, les savons de toutes sortes.

Le charbon de bois, le bois à brûler, la bougie et la chandelle étrangères, le tabac étranger, les cigares étrangers.

Le vin, la bière, les spiritueux, les articles de ménage, les provisions pour les navires, le bagage personnel, la papeterie, les articles de tapisserie, les articles de droguerie, la coutellerie, les objets de verre et de cristal, et les médicaments étrangers ne payeront ni droits d'importation, ni droits d'exportation; mais lorsqu'ils seront transportés dans l'intérieur de la Chine, ils payeront un droit de transit de deux et demi pour cent *ad valorem*; le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère seront exempts du paiement de ce droit.

Un bâtiment affrété en entier ou en partie seulement pour le transport d'articles francs de droits (le bagage personnel, l'or et l'argent en barres et la monnaie étrangère exceptés) sera assujéti au paiement des droits de tonnage, même quand il n'aurait à bord aucune autre cargaison.

Troisième règlement.

Articles de contrebande.

L'importation et l'exportation des articles suivants sont prohibées :
Le sel, la poudre à canon, les boulets, les canons, les pièces de cam-

pagne, les carabines, les fusils, les pistolets et toutes les autres munitions ou fournitures de guerre.

Quatrième règlement.

Poids et mesures.

Dans les calculs du tarif, le poids d'un picul de cent cattis équivaldra à cent trente-trois livres et un tiers avoir du poids, et la longueur d'un chang de dix pieds chinois sera égale à cent quarante et un pouces anglais.

Le chich chinois sera considéré comme équivalent à dix pouces et un dixième anglais et quatre yards anglais moins trois pouces équivalront à un chang.

Cinquième règlement.

Articles autrefois de contrebande.

Les restrictions concernant le commerce de l'opium, celui de la monnaie de cuivre, celui des céréales, des légumineux, des soufres, du salpêtre et du spelter, sont abolies aux conditions suivantes :

1° L'opium payera désormais 30 taëls de droits d'importation par picul; l'introducteur ne pourra vendre cet article que dans le port, et il ne sera transporté dans l'intérieur de la Chine que par des Chinois et seulement comme propriété chinoise. Le négociant étranger ne sera pas autorisé à l'accompagner.

Le traité de Tien-tsin, en vertu de la clause qui assure aux citoyens des États-Unis le traitement de la nation la plus favorisée, leur donne le droit de se rendre dans l'intérieur, pour y faire le commerce et d'y payer certains droits de transit; mais ce droit ne s'étendra pas au commerce de l'opium.

Les droits de transit sur cette denrée seront fixés par le gouvernement chinois comme il le jugera convenable, et les conventions relatives à la révision du tarif ne seront pas applicables à l'opium comme elles le sont aux autres marchandises.

2° Monnaie de cuivre. — L'exportation de la monnaie de cuivre pour un port étranger est prohibée; mais les citoyens des États-Unis pourront en transporter de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre, aux conditions suivantes :

Le chargeur devra déclarer le montant de la monnaie de cuivre qu'il désire ainsi embarquer, et le port pour lequel elle est destinée. Il devra donner une caution convenable acceptée par deux personnes solvables, ou fournir toute autre garantie que le chef de la douane jugera suffisante. Dans les six mois qui suivront le jour de l'expédition, il devra faire parvenir au chef de la douane du port d'embarquement le certificat délivré par lui, ainsi qu'un reçu du chef de la douane du port

de débarquement qui déclarera, sous son sceau, que la monnaie de cuivre y a été débarquée. Si l'expéditeur ne produit pas ce certificat, il aura à payer une somme égale au montant de la monnaie de cuivre embarquée.

La monnaie de cuivre ne payera aucun droit, mais un chargement complet ou partiel de cette monnaie rendra le bâtiment où il se trouvera passible du paiement des droits de tonnage, même lorsqu'il n'aurait aucune autre cargaison à bord.

L'exportation pour un port étranger, du riz et de toute autre céréale indigène ou étrangère, quel que soit le lieu de production ou le lieu d'où ils viennent, est prohibée. Mais ces denrées pourront être transportées par les citoyens des États-Unis de l'un des ports ouverts de la Chine dans un autre port, aux mêmes conditions de garantie imposées au transport de la monnaie de cuivre, et en payant au port d'embarquement les droits spécifiés par le tarif. Aucun droit d'importation ne sera prélevé sur le riz et les céréales; mais un chargement ou une partie de chargement de riz ou de céréales, bien qu'aucune autre cargaison ne soit à bord, rendra le navire qui le portera passible du paiement des droits de tonnage.

4° Légumineux. — Les légumineux et les tourteaux de fèves ne pourront pas être exportés sous pavillon américain, des ports de Tang-thaou et de Niou-chouang. Mais cette exportation sera permise dans les autres ports de la Chine, moyennant le paiement des droits portés au tarif, que l'exportation ait lieu pour d'autres ports de la Chine ou pour les pays étrangers.

5° Le salpêtre, les soufres et le spelter, étant considérés par les Chinois comme munitions de guerre, ne seront point importés par les citoyens des États-Unis, à moins que le gouvernement chinois ne l'ait demandé, et ces articles ne pourront être vendus à des sujets chinois que s'ils sont dûment autorisés à les acheter.

Aucun permis de débarquer ces articles ne sera délivré jusqu'à ce que la douane se soit assurée que les autorisations nécessaires ont été accordées à l'acheteur.

Il ne sera pas permis de transporter ces articles dans le Yangtsé-kiang, ni dans aucun autre port que ceux qui sont ouverts sur les côtes maritimes de la Chine, ni de les accompagner dans l'intérieur pour le compte des Chinois. Ces articles ne seront vendus que dans les ports seulement, et partout ailleurs que dans ces ports ils seront considérés comme propriété chinoise.

Toute infraction aux conditions stipulées ci-dessus et auxquelles est autorisé le commerce de l'opium, de la monnaie de cuivre, des céréales, des légumineux, des soufres, du salpêtre et du spelter, sera punie de la confiscation de toutes les marchandises dont il est question.

Sixième règlement.

Formalités à observer par les navires entrant dans le port.

Pour éviter tout malentendu, il est convenu que le terme de vingt-quatre heures dans lequel les navires américains devront remettre leurs papiers au consul, commencera à courir du moment où le navire se trouvera en dedans des limites du port. Il en sera de même du délai de quarante-huit heures accordé par l'article XIX du traité, et pendant lequel les navires pourront rester dans le port sans payer de droits de tonnage.

Les limites des ports seront fixées par l'administration des douanes, conformément aux convenances du commerce, compatibles avec les intérêts du trésor chinois. Les limites du mouillage dans lesquelles la douane permettra de charger et de décharger les marchandises seront fixées de la même manière, et il en sera donné avis aux consuls pour la connaissance du public.

Septième règlement.

Droits de transit.

Il est convenu que les droits de transit qui doivent être perçus légalement sur toute marchandise importée ou exportée équivaldront à la moitié des droits fixés par le tarif, et que les articles exempts de droits ne payeront qu'un droit de 2 1/2 pour 100 *ad valorem*, ainsi qu'il a été dit dans l'article II de ces règlements.

Les marchandises auront acquitté les droits de transit lorsqu'elles auront rempli les conditions suivantes :

Pour les importations : On donnera avis au chef de la douane du port d'où ces marchandises doivent être envoyées dans l'intérieur, de la nature et de la quantité de ces marchandises, du nom du navire qui les a débarquées, du nom des lieux auxquels elles sont destinées, etc., etc. — Le chef de la douane, après avoir vérifié cette déclaration et avoir reçu le montant des droits de transit, remettra à l'introducteur de ces marchandises un certificat constatant le paiement des droits de transit, certificat qui devra être produit à chaque station de barrière pour y être visé.

Aucun autre droit ne pourra être prélevé sur ces marchandises, ainsi accompagnées de certificat, quel que soit l'éloignement du lieu de leur destination.

Pour les exportations : Les produits achetés par un citoyen des États-Unis dans l'intérieur de la Chine seront examinés et cotés à la première barrière qu'ils rencontreront sur la route du port d'embarquement. La personne chargée du transport de ces produits devra présenter une déclaration relatant la valeur des produits et faisant

connaître le port de destination. Elle recevra en échange un certificat de cette déclaration, certificat qui sera exhibé et visé à chaque barrière sur la route qui conduit au port d'embarquement. A l'arrivée des produits à la barrière la plus voisine du port, il en sera donné avis à la douane de ce port, et les droits de transit ayant été payés, ces marchandises pourront passer. Au moment de l'exportation les droits fixés par le tarif seront payés.

Toute tentative faite pour passer les marchandises importées ou exportées en contravention avec les règlements ci-dessus énoncés, rendra ces marchandises passibles de confiscation. Une vente non autorisée, pendant le transit, de marchandises destinées comme il est dit ci-dessus, pour un port, rendra toutes celles de même nature déclarées dans le certificat susceptibles d'être confisquées.

Toute tentative faite pour passer plus de marchandises qu'il n'en a été déclaré sur le certificat, rendra toutes les marchandises de même espèce énoncées dans le certificat susceptibles d'être confisquées.

Le chef de la douane aura le droit de refuser le permis d'embarquement de produits dont on ne pourrait pas justifier le paiement des droits de transit, et cela jusqu'à ce que ces droits aient été payés.

Huitième règlement.

Commerce avec la capitale.

Il est convenu qu'aucun citoyen des États-Unis ne pourra entrer dans la ville capitale de Pékin pour y faire le commerce.

Neuvième règlement.

Abolition de la taxe prélevée pour la refonte des monnaies.

Il est convenu que les citoyens américains ne seront plus désormais assujettis au droit de un taël et deux maces pour cent exigé jusqu'ici en sus du paiement des droits, par le gouvernement chinois, pour couvrir les frais de refonte et de monnayage.

Dixième règlement.

Paiement des droits sous un même système dans tous les ports.

Le traité de Tien-tsin donnant au gouvernement chinois le droit d'adopter toutes les mesures qu'il lui paraîtront convenables pour protéger ses revenus provenant du commerce américain, il est convenu qu'un système uniforme sera adopté pour tous les ports.

Le haut fonctionnaire désigné par le gouvernement chinois comme surintendant du commerce étranger pourra de temps en temps visiter lui-même les différents ports ouverts au commerce ou y envoyer un délégué. Ce haut fonctionnaire sera libre de choisir, indépendamment de toute suggestion ou de toute nomination par les autorités améri-

caines, tout citoyen des États-Unis qui lui paraîtrait convenable, pour l'aider à administrer les revenus de la douane, à empêcher la fraude, à déterminer les limites des ports, à pourvoir aux fonctions de capitaine de port, et aussi à établir les phares, les bouées, les balises, etc., etc., à l'entretien desquels il sera pourvu au moyen des droits de tonnage.

Le gouvernement chinois adoptera toutes les mesures qu'il croira nécessaires pour prévenir la fraude dans le Yang-tsé-kiang lorsque ce fleuve sera ouvert au commerce étranger.

Convention conclue, le 22 février 1860, entre la France et la Grande-Bretagne, relativement aux prises pendant l'expédition contre la Chine.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, voulant déterminer la juridiction à laquelle devra appartenir le jugement des prises qui, dans le cours des opérations qui vont être entreprises contre la Chine, pourront être opérées en commun par les forces navales des deux nations, ou des prises qui pourront être faites sur des navires marchands appartenant aux sujets de l'un des deux pays par les croiseurs de l'autre, et voulant régler en même temps le mode de répartition des produits des prises effectuées en commun, comme aussi le mode de partage des trophées et du butin pris par leurs armées de terre combinées, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard-Antoine Thouvenel*, sénateur de l'Empire, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Henry-Richard-Charles* comte *Cowley*, vicomte *Dangan*, baron *Cowley*, pair du royaume uni, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de sadite Majesté près de Sa Majesté l'Empereur des Français :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Lorsqu'une prise sera faite en commun par les forces navales des deux pays, le jugement en appartiendra à la juridiction du pays dont le pavillon aura été porté par l'officier qui aura eu le commandement supérieur dans l'action.

Art. 2. Lorsqu'une prise sera faite par un croiseur de l'une des deux nations alliées, en présence et en vue d'un croiseur de l'autre, qui aura ainsi contribué à intimider l'ennemi et à encourager le capteur, le jugement en appartiendra à la juridiction du capteur effectif.

Art. 3. En cas de capture d'un bâtiment de la marine marchande de l'un des deux pays, le jugement en appartiendra toujours à la juridiction du pays du bâtiment capturé; la cargaison suivra, quant à la juridiction, le sort du bâtiment.

Art. 4. En cas de condamnation dans les circonstances prévues par les articles précédents :

1° Si la capture a été faite par des bâtiments des deux nations, agissant en commun, le produit net de la prise, déduction faite des dépenses nécessaires, sera divisé en autant de parts qu'il y aura d'hommes embarqués sur les bâtiments capteurs, sans tenir compte des grades, et les parts revenant aux hommes embarqués sur les bâtiments de la nation alliée seront payées et délivrées à la personne qui sera dûment autorisée par le gouvernement allié à les recevoir, et la répartition des sommes revenant aux bâtiments respectifs sera faite par les soins de chaque gouvernement, suivant les lois et les règlements du pays ;

2° Si la prise a été faite par les croiseurs de l'une des deux nations alliées, en présence et en vue d'un croiseur de l'autre, le partage, le paiement et la répartition du produit net de la prise, déduction faite des dépenses nécessaires, auront lieu également de la manière indiquée ci-dessus.

3° Si la prise faite par un croiseur de l'un des deux pays a été jugée par les tribunaux de l'autre, le produit net de la prise, déduction faite des dépenses nécessaires, sera remis de la même manière au gouvernement du capteur, pour être distribué conformément à ses lois et règlements.

Art. 5. Les commandants des bâtiments de guerre de Leurs Majestés se conformeront, pour la conduite et la remise des prises, aux instructions jointes à la présente convention, et que les deux gouvernements se réservent de modifier, s'il y a lieu, d'un commun accord.

Art. 6. Lorsque, pour l'exécution de la présente convention, il y aura lieu de procéder à l'estimation d'un bâtiment de guerre capturé, cette estimation portera sur sa valeur effective, et le gouvernement allié aura la faculté de déléguer un ou plusieurs officiers compétents pour concourir à l'estimation. En cas de désaccord, le sort décidera quel officier devra avoir la voix prépondérante.

Art. 7. Les équipages des bâtiments capturés seront traités suivant les lois et règlements du pays auquel la présente convention attribue le jugement de la capture.

Art. 8. Quant au mode de partage des trophées et du butin pris par les armées de terre combinées de Leurs Majestés, il est convenu :

1° Que les drapeaux, canons et autres objets susceptibles d'être considérés comme trophées, pris par des corps ou parties de corps, appartenant aux armées de terre des deux pays et agissant en commun, avec ou sans le concours des forces navales combinées, seront partagés par moitié entre les deux gouvernements ;

2° Que ce partage aura lieu par corps d'armées ;

3° Qu'un tirage au sort entre les deux commandants en chef déterminera le premier choix pour chaque nature de trophées ;

4° Que le partage du butin et de la valeur des trophées, tels que canons, caissons et autres objets susceptibles d'évaluation, aura lieu entre les deux gouvernements, suivant le nombre d'hommes qui auront concouru à la capture, et sans déduction de ceux qui auront péri dans l'action, pour que le produit puisse en être distribué, selon la législation intérieure de chaque pays ;

5° Que les questions contentieuses qui pourraient s'élever à l'occasion du partage du butin seront décidées par une commission mixte, établie à Paris, et formée de deux délégués, l'un français, l'autre anglais, désignés par les gouvernements respectifs. Ces délégués, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, choisiront deux personnes, dont l'une sera désignée par le sort pour agir comme surarbitre dans tous les cas où ils pourraient eux-mêmes être en désaccord. La décision des délégués ou, le cas échéant, du surarbitre, sera définitive et sans appel ;

6° Que lorsqu'il y aura lieu de faire sur place l'évaluation d'un objet pris, cette évaluation sera faite par une commission mixte, composée d'officiers compétents.

Art. 9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de dix jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 22^e jour du mois de février de l'an de grâce 1860.

(L. S.) Signé : THOUVENEL.

(L. S.) Signé : COWLEY.

ANNEXES.

Instructions pour les commandants des bâtiments de guerre de Sa Majesté l'Empereur des Français et de Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Vous trouverez ci-joint copie d'une convention signée le 22 février 1860, entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine

du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour régler la juridiction à laquelle devra appartenir le jugement des prises opérées en commun par les forces navales alliées, ou faites sur des navires marchands appartenant aux sujets de l'un des deux États par les croiseurs de l'autre, ainsi que le mode de répartition du produit des prises effectuées en commun.

Pour assurer l'exécution de cette convention, vous aurez à vous conformer aux instructions suivantes :

Art. 1^{er}. Lorsque, par suite d'une action commune, vous serez dans le cas de rédiger le rapport ou le procès-verbal d'une capture, vous aurez soin d'indiquer avec exactitude les noms des bâtiments de guerre présents à l'action, ainsi que de leurs commandants, et, autant que possible, le nombre d'hommes embarqués à bord de ces bâtiments au commencement de l'action, sans distinction de grades.

Vous remettrez une copie de ce rapport ou procès-verbal à l'officier de la puissance alliée qui aura eu le commandement supérieur dans l'action, et vous vous conformerez aux instructions de cet officier en ce qui concerne les mesures à prendre pour la conduite et le jugement des prises ainsi faites en commun sous son commandement.

Si l'action a été commandée par un officier de votre nation, vous vous conformerez aux règlements de votre propre pays, et vous vous bornerez à remettre à l'officier le plus élevé en grade de la puissance alliée présent à l'action une copie certifiée du rapport ou du procès-verbal que vous aurez rédigé.

Art. 2. Lorsque vous aurez effectué une capture en présence et en vue d'un bâtiment de guerre allié, vous mentionnerez exactement dans le rapport que vous rédigerez, s'il s'agit d'un bâtiment de guerre, et, dans le procès-verbal de capture, s'il s'agit d'un bâtiment de commerce, le nombre d'hommes que vous aviez à bord au commencement de l'action, sans distinction de grades, ainsi que le nom du bâtiment de guerre allié qui se trouvait en vue, et, s'il est possible, le nombre d'hommes embarqués à bord, également sans distinction de grades. Vous remettrez une copie certifiée de votre rapport ou procès-verbal au commandant de ce bâtiment.

Art. 3. Lorsque, en cas de violation de blocus, de transport d'objets de contrebande, de troupes de terre ou de mer ennemies, ou de dépêches officielles de ou pour l'ennemi, vous serez dans le cas d'arrêter et saisir un bâtiment de la marine marchande du pays allié, vous devrez :

1^o Rédiger un procès-verbal énonçant le lieu, la date et le motif de l'arrestation, le nom du bâtiment, celui du capitaine, le nombre des hommes de l'équipage, et contenant, en outre, la description exacte de l'état du navire et de sa cargaison ;

2° Réunir en un paquet cacheté, après en avoir fait l'inventaire, tous les papiers de bord, tels que actes de nationalité ou de propriété, passe-ports, chartes-parties, connaissements, factures et autres documents propres à constater la nature et la propriété du bâtiment et de la cargaison ;

3° Mettre les scellés sur les écoutilles ;

4° Placer à bord un officier avec tel nombre d'hommes que vous jugerez convenable, pour prendre le bâtiment en charge et en assurer la conduite ;

5° Envoyer le bâtiment au port le plus voisin de la puissance dont il portait le pavillon ;

6° Faire remettre le bâtiment aux autorités du port où vous l'aurez fait conduire, avec une expédition du procès-verbal et de l'inventaire ci-dessus mentionnés, et avec le paquet cacheté contenant les papiers du bord.

Art. 4. L'officier conducteur d'un bâtiment capturé se fera délivrer un reçu constatant la remise qu'il en aura faite, ainsi que la délivrance qu'il aura faite du paquet cacheté et de l'expédition du procès-verbal et de l'inventaire ci-dessus mentionnés.

Art. 5. En cas de détresse, si le bâtiment capturé est hors d'état de continuer sa route, ou en cas de trop grand éloignement, l'officier chargé de conduire dans un port de la puissance alliée une prise faite sur la marine marchande de cette puissance pourra entrer dans un port de son propre pays ou dans un port neutre, et il remettra sa prise à l'autorité locale, s'il entre dans un port de son pays, et au consul de la nation alliée, s'il entre dans un port neutre, sans préjudice des mesures ultérieures à prendre pour le jugement de la prise. Il veillera, dans ce cas, à ce que le rapport ou procès-verbal et l'inventaire qu'il aura rédigés, ainsi que le paquet cacheté contenant les papiers de bord, soient envoyés exactement à la juridiction chargée du jugement.

Art. 6. Vous ne considérerez point comme prisonniers et vous laisserez librement débarquer les femmes, les enfants et les personnes étrangères au métier des armes ou à la marine, qui se trouveront à bord des bâtiments arrêtés.

Sauf cette exception et celle que vous suggérera le soin de votre sûreté, vous ne distrairez aucun individu du bord ; dans tous les cas, vous conserverez à bord le capitaine, le subrécargue et ceux dont le témoignage serait essentiel pour le jugement de la prise.

Vous traiterez comme prisonniers de guerre, sauf l'exception ci-dessus indiquée au paragraphe 1^{er}, tous les individus quelconques trouvés à bord des bâtiments ennemis.

Vous n'imposerez à la liberté des sujets alliés ou neutres, trouvés

sur les bâtiments alliés ou neutres, d'autre restriction que celle qui pourra être nécessaire pour la sécurité du bâtiment.

Quant à vos nationaux, vous les traiterez conformément aux instructions générales dont vous êtes muni, et vous n'aurez, en aucun cas, à les remettre à une juridiction étrangère.

Les hommes distraits exceptionnellement du bord des bâtiments capturés devront être ultérieurement renvoyés dans leur pays, s'ils appartiennent à la nation alliée; et, s'ils sont neutres ou ennemis, ils seront traités comme s'ils se fussent trouvés sur des bâtiments capturés par vous isolément.

(L. S.) *Signé* : THOUVENEL.

(L. S.) *Signé* : COWLEY.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

L'Empereur, d'accord avec Sa Majesté Britannique, et sur le rapport de S. Exc. le ministre des affaires étrangères, a décidé, le 28 mars dernier, et en prévision des hostilités qui pourront être entreprises contre la Chine :

1° Que les immunités consacrées par la déclaration du congrès de Paris en faveur du pavillon et des marchandises neutres seront respectées, pendant la durée de ces hostilités, à l'égard des sujets de toutes les puissances qui demeureront neutres, même de celles qui n'ont pas encore accédé à cette déclaration ;

2° Que les sujets français ou anglais auront la faculté de continuer leurs relations commerciales avec les Chinois, même sur le territoire chinois, et que, réciproquement, les Chinois pourront continuer leurs relations de commerce avec les sujets français ou anglais, même sur le territoire français ou anglais ;

3° Que les propriétés françaises ou anglaises jouiront à bord des bâtiments chinois qui viendraient à être capturés des mêmes immunités que les propriétés des sujets neutres ; de même que les propriétés chinoises jouiront à bord des bâtiments français ou anglais des mêmes immunités qu'à bord des bâtiments neutres ;

4° Que les traités internationaux et les règles du droit des gens seront appliqués au transport des objets de contrebande de guerre, à la violation des blocus effectifs et à tous les autres cas où des bâtiments ou des chargements, même non ennemis, peuvent être saisis-sables.

Convention supplémentaire au Traité du 26 juin 1858, entre la Chine et la Grande-Bretagne, signée à Pékin, le 24 octobre 1860.

Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté Impériale l'Empereur de la Chine, désirant mettre fin à la mésintelligence actuellement existant entre leurs gouvernements respectifs et garantir leurs relations contre des interruptions futures; c'est-à-dire pour Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le comte d'Elgin et de Kincardine, et pour Sa Majesté l'Empereur de Chine, Son Altesse Impériale le prince de Kong, s'étant réunis et s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, après les avoir trouvés en bonne forme, sont tombés d'accord sur la convention suivante en neuf articles.

Art. 1^{er}. Une rupture des relations amicales ayant été occasionnée par le fait de la garnison de Taku, qui mit obstacle à la marche du représentant de Sa Majesté Britannique se rendant à Pékin pour échanger les ratifications du traité de paix conclu à Tien-tsin au mois de juin 1858, Sa Majesté l'Empereur de Chine exprime son profond regret de la mésintelligence qui a été ainsi occasionnée.

Art. 2. Il est de plus expressément déclaré que l'arrangement convenu à Shang-haï, au mois d'octobre 1858, entre l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique, le comte d'Elgin et de Kincardine, et les commissaires de Sa Majesté Impériale Kouei-Liying et Hoâ-Shâ-Nâ relativement à la résidence du représentant de Sa Majesté Britannique en Chine, est par les présentes annulé, et que, conformément à l'article 3 du traité de 1858, le représentant de Sa Majesté Britannique résidera désormais d'une manière permanente ou par intervalles à Péking, ainsi qu'il plaira à Sa Majesté Britannique de le décider.

Art. 3. Il est convenu que l'article séparé du traité de 1858 est par les présentes annulé, et qu'au lieu de l'indemnité qui y est spécifiée, Sa Majesté Impériale l'Empereur de la Chine payera la somme de 8 millions de taëls aux échéances et aux lieux ci après, savoir : à Tien-tsin, le 30 novembre ou avant, la somme de 500 000 taëls; à Canton, le 1^{er} décembre 1860 ou avant, la somme de 333 333 taëls, moins la somme qui aura été avancée par les autorités de Canton pour l'achèvement de la factorerie anglaise située à Shameen; et, le surplus, dans les ports ouverts au commerce étranger, en paiements trimestriels qui consisteront en un cinquième du revenu brut des douanes perçu dans ces ports : le premier desdits paiements étant dû le 1^{er} décembre 1860, pour le trimestre qui se termine ce jour-là.

Il est, en outre, convenu que ces sommes seront payées entre les

main d'un officier que le représentant de Sa Majesté Britannique désignera spécialement pour les recevoir, et que l'exactitude des versements sera, avant paiement, dûment vérifiée par les officiers anglais et chinois nommés à cet effet.

Afin de prévenir toute discussion à venir, il est de plus déclaré que des huit millions de taëls ici garantis, deux millions seront consacrés à indemniser les commerçants anglais à Canton des pertes qu'ils ont éprouvées, et que les six millions restant serviront à la liquidation des frais de guerre.

Art. 4. Il est convenu que le jour où cette convention sera signée, Sa Majesté Impériale l'Empereur de Chine ouvrira le port de Tien-tsin au commerce, et qu'il sera désormais permis aux sujets britanniques d'y résider et d'y faire le commerce, aux mêmes conditions que dans tout autre port de Chine ouvert au commerce.

Art. 5. Aussitôt que les ratifications du traité de 1858 auront été échangées, Sa Majesté Impériale l'Empereur de la Chine devra, par décret ordonner aux autorités supérieures de chaque province de proclamer dans sa juridiction que les Chinois qui voudront prendre du service dans les colonies anglaises ou autres pays au delà des mers ont une entière liberté de prendre des engagements à cet effet avec des sujets britanniques et de s'embarquer, eux et leurs familles, à bord de bâtiments anglais dans tous les ports ouverts de la Chine ; de plus, les autorités supérieures susdites devront, de concert avec le représentant de Sa Majesté Britannique en Chine, faire des règlements pour protéger les émigrants chinois, suivant que dans les différents ports ouverts, les circonstances l'exigeront.

Art. 6. Dans le but de maintenir l'ordre et la loi dans le port et les environs de Hong-kong, Sa Majesté Impériale l'Empereur de la Chine consent à céder à Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et à ses héritiers et successeurs, le droit d'avoir et de conserver, comme une dépendance de la colonie de Sa Majesté Britannique à Hong-Kong, cette partie du territoire de Cowloon, dans la province de Kwang-tung, qui avait été donnée à bail à perpétuité à Harry-Smith Parkes, esq., chevalier du Bain, membre de la commission des alliés à Canton, en faveur du gouvernement de Sa Majesté Britannique, par Lan-Isung-Kwang, gouverneur général des deux Kwangs.

Il est de plus déclaré que le bail en question est par les présentes annulé ; que les prétentions de tout Chinois à un droit de propriété dans le territoire de Cowloon seront dûment vérifiées par une commission mixte d'officiers anglais et chinois et qu'une indemnité sera payée par le gouvernement anglais à tout Chinois dont le droit aura été reconnu par ladite commission, dans le cas où le gouvernement anglais jugerait nécessaire de l'exproprier.

Art. 7. Il est convenu que les dispositions du traité de 1858, excepté en tant qu'elles sont modifiées par la présente convention, seront sans délai mises à exécution aussitôt que les ratifications du traité susdit auront été échangées.

Il est encore convenu qu'une ratification séparée de la présente convention ne sera pas nécessaire, mais que cette convention aura effet de la date de sa signature, et sera obligatoire ainsi que le traité mentionné pour les hautes parties contractantes.

Art. 8. Il est convenu qu'aussitôt que la ratification du traité de 1858 aura été échangée, Sa Majesté l'Empereur de la Chine devra, par décret, ordonner aux autorités supérieures de la capitale et des provinces d'imprimer et de publier le traité susdit et la présente convention, pour les porter à la connaissance du public.

Art. 9. Il est convenu qu'aussitôt que la convention aura été signée, que les ratifications du traité de l'année 1858 auront été échangées et qu'un décret impérial relatif à la publication de ladite convention et du traité aura été promulgué conformément à l'article 8 de cette convention, Chusan sera évacué par les troupes de Sa Majesté Britannique qui y sont stationnées, et que les forces de Sa Majesté Britannique maintenant devant Pékin commenceront à se diriger vers la ville de Tien-tsin, les forts de Taku, la côte nord de Shang-tung et la ville de Canton ; que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne pourra conserver dans un ou dans tous les points ci-dessus mentionnés des forces jusqu'à ce que l'indemnité de 8 millions de taëls stipulée par l'article 3 ait été payée.

Fait à Pékin, à la cour du conseil des cérémonies, 24 octobre, en l'année de notre Seigneur 1860.

(Signé) ELGIN ET DE KINCARDINE.

(Signatures des plénipotentiaires chinois.)

Convention de paix additionnelle au Traité entre la France et la Chine, du 27 juin 1858, conclue à Pékin le 25 octobre 1860.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, voulant mettre un terme au différend qui s'est élevé entre les deux empires et rétablir et assurer à jamais les relations de paix et d'amitié qui existaient entre eux et que de regrettables événements ont interrompues, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Jean-Baptiste-Louis baron Gros, sénateur de l'Empire, ambassadeur et haut commissaire de France en Chine, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de plusieurs Ordres, etc., etc., etc. ;

Et Sa Majesté l'Empereur de la Chine, le prince Kong, membre de la famille impériale et haut commissaire;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants ;

Art. 1^{er}. Sa Majesté l'Empereur de la Chine a vu avec peine la conduite que les autorités militaires chinoises ont tenue à l'embouchure de la rivière de Tien-tsin, dans le mois de juin de l'année dernière, au moment où les ministres plénipotentiaires de France et d'Angleterre s'y présentaient pour se rendre à Pékin, afin d'y procéder à l'échange des ratifications des traités de Tien-tsin.

Art. 2. Lorsque l'ambassadeur, haut commissaire de Sa Majesté l'Empereur des Français se trouvera dans Pékin pour y procéder à l'échange des ratifications du traité de Tien-tsin, il sera traité pendant son séjour dans la capitale avec les honneurs dus à son rang, et toutes les facilités possibles lui seront données par les autorités chinoises pour qu'il puisse remplir sans obstacle la haute mission qui lui est confiée.

Art. 3. Le traité signé à Tien-tsin le 27 juin 1858 sera fidèlement mis à exécution dans toutes ses clauses immédiatement après l'échange des ratifications dont il est parlé dans l'article précédent, sauf, bien entendu, les modifications que peut y apporter la présente convention.

Art. 4. L'article 4 du traité de Tien-tsin, par lequel Sa Majesté l'Empereur de la Chine s'engage à faire payer au gouvernement français une indemnité de 2 millions de taëls, est annulé et remplacé par le présent article, qui élève à la somme de 8 millions de taëls le montant de cette indemnité.

Il est convenu que les sommes déjà payées par la douane de Canton à compte sur la somme de 2 millions de taëls stipulée par le traité de Tien-tsin, seront considérées comme ayant été payées d'avance et à compte sur les 8 millions de taëls dont il est question dans cet article.

Les dispositions prises dans l'article 4 du traité de Tien-tsin sur le mode de paiement établi au sujet des 2 millions de taëls sont annulées. Le montant de la somme qui reste à payer par le gouvernement chinois sur les 8 millions de taëls stipulés par la présente convention le sera en y affectant le cinquième des revenus bruts des douanes des ports ouverts au commerce étranger, et de trois mois en trois mois, le premier terme commençant au 1^{er} octobre de cette année et finissant au 31 décembre suivant. Cette somme, spécialement réservée pour le paiement de l'indemnité due à la France, sera comptée en piastres mexicaines ou en argent au cours du jour du paiement, entre les mains du ministre de France ou de ses délégués.

Une somme de 500 000 taëls sera payée cependant à compte, d'avance, en une seule fois, et à Tien-tsin, le 20 novembre prochain, ou plus tôt si le gouvernement chinois le juge convenable.

Une commission mixte, nommée par le ministre de France et par les autorités chinoises, déterminera les règles à suivre pour effectuer les paiements de toute l'indemnité, en vérifier le montant, en donner quittance, et remplir enfin toutes les formalités que la comptabilité exige en pareil cas.

Art. 5. La somme de 8 millions de taëls est allouée au gouvernement français pour l'indemniser des dépenses que ses armements contre la Chine l'ont obligé de faire, comme aussi pour dédommager les Français et les protégés de la France qui ont été spoliés lors de l'incendie des factoreries de Canton, et indemniser aussi les missionnaires catholiques qui ont souffert dans leurs personnes ou leurs propriétés. Le gouvernement français répartira cette somme entre les parties intéressées dont les droits ont été légalement établis devant lui, et en raison de ces mêmes droits, et il est convenu entre les parties contractantes que 1 million de taëls sera destiné à indemniser les sujets français ou protégés par la France des pertes qu'ils ont éprouvées ou des traitements qu'ils ont subis, et que les 7 millions de taëls restants seront affectés aux dépenses occasionnées par la guerre.

Art. 6. Conformément à l'édit impérial rendu le 20 mars 1846, par l'auguste Empereur Fao-Kouang, les établissements religieux et de bienfaisance qui ont été confisqués aux chrétiens, pendant les persécutions dont ils ont été les victimes, seront rendus à leurs propriétaires par l'entremise de Son Excellence le ministre de France en Chine, auquel le gouvernement impérial les fera délivrer avec les cimetières et les autres édifices qui en dépendaient.

Art. 7. La ville et le port de Tien-tsin, dans la province de Petchel, seront ouverts au commerce étranger, aux mêmes conditions que le sont les autres villes et ports de l'Empire où ce commerce est déjà permis, et cela à dater du jour de la signature de la présente convention, qui sera obligatoire pour les deux nations sans qu'il soit nécessaire d'en échanger les ratifications, et qui aura la même force et valeur que si elle était insérée mot à mot dans le traité de Tien-tsin.

Les troupes françaises qui occupent cette ville pourront, après le paiement des 500 000 taëls dont il est question dans l'article 4 de la présente convention, l'évacuer pour aller s'établir à Takou et sur la côte nord du Changton, d'où elles se retireront ensuite dans les mêmes conditions qui présideront à l'évacuation des autres points qu'elles occupent sur le littoral de l'Empire. Les commandants en chef des forces françaises auront cependant le droit de faire hiverner leurs

troupes de toutes armes à Tien-tsin, s'ils le jugent convenable, et de ne les en retirer qu'au moment où les indemnités dues par le gouvernement chinois auraient été entièrement payées, à moins cependant qu'il ne convienne aux commandants en chef de les en faire partir avant cette époque.

Art. 8. Il est également convenu que, dès que la présente convention aura été signée et que les ratifications du traité de Tien-tsin auront été échangées, les forces françaises qui occupent Chusan évacueront cette île, et que celles qui se trouvent devant Pékin se retireront à Tien-tsin, à Takou sur la côte nord de Changton, ou dans la ville de Canton, et que, dans tous ces lieux, ou dans chacun d'eux, le gouvernement français pourra, s'il le juge convenable, y laisser des troupes jusqu'au moment où la somme totale de 8 millions de taëls sera payée en entier.

Art. 9. Il est convenu entre les hautes parties contractantes que, dès que les ratifications du traité de Tien-tsin auront été échangées, un édit impérial ordonnera aux autorités supérieures de toutes les provinces de l'Empire de permettre à tout Chinois qui voudrait aller dans les pays situés au delà des mers pour s'y établir ou y chercher fortune, de s'embarquer, lui et sa famille, s'il le veut, sur les bâtiments français qui se trouveront dans les ports de l'Empire ouverts au commerce étranger.

Il est convenu aussi que, dans l'intérêt de ces émigrés, pour assurer leur entière liberté d'action et sauvegarder leurs intérêts, les autorités chinoises compétentes s'entendront avec le ministre de France en Chine pour faire les règlements qui devront assurer à ces engagements, toujours volontaires, les garanties de moralité et de sûreté qui doivent y présider.

Art. 10 et dernier. Il est bien entendu entre les parties contractantes que le droit de tonnage qui, par erreur, a été fixé, dans le traité français de Tien-tsin, à 5 maces par tonneau sur les bâtiments qui jaugeant 150 tonneaux et au-dessus, et qui, dans les traités signés avec l'Angleterre et les États-Unis en 1858, n'est porté qu'à la somme de 4 maces, ne s'élèvera qu'à cette même somme de 4 maces, sans avoir à invoquer le dernier paragraphe de l'article 27 du traité de Tien-tsin qui donne à la France le droit formel de réclamer le traitement de la nation la plus favorisée.

La présente convention de paix a été faite à Pékin, en quatre expéditions, le 25 octobre 1860, et y a été signée par les plénipotentiaires respectifs qui y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) Signé : BARON GROS.

(L. S.) Signé : Prince DE KONG.

**Traité additionnel conclu le 2 (14) novembre 1860 à Pékin, entre
Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le
Bogdokhan de Chine.**

*Ratifié à Saint-Petersbourg le 20 décembre, promulgué
le 26 décembre 1860.*

A la suite d'une révision et d'un examen attentifs des traités existants entre la Russie et la Chine, Sa Majesté l'empereur et autocrate de toutes les Russies, et Sa Majesté le Bogdokhan de l'empire Ta-Tsing, voulant resserrer encore davantage les liens d'amitié réciproque entre les deux empires, développer les relations commerciales et prévenir tous mésentendus, ont résolu de stipuler quelques articles additionnels, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Pour l'empire de Russie, le général-major Nicolas Ignatiev, de la suite de Sa Majesté Impériale, et chevalier de plusieurs ordres ;

Pour l'empire Ta-Tsing, le prince Kong, prince de première classe, qui porte le nom d'Y-Sing.

Lesdits plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés suffisants, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Pour corroborer et élucider l'article 1 du traité conclu dans la ville d'Aïgoun, le 16 mai 1858 (VIII^e année de Hien-Fong, 21^e jour de la quatrième lune), et en exécution de l'article 9 du traité conclu le 1^{er} juin de la même année (3^e jour de la cinquième lune) dans la ville de Tien-tsin, il est établi :

Désormais la frontière orientale entre les deux empires, à commencer du confluent des rivières Chilka et Argoun, descendra le cours de la rivière Amour jusqu'au confluent de la rivière Ousouri avec cette dernière. Les terres situées sur la rive gauche (au nord) de la rivière Amour appartiennent à l'empire de Russie, et les terres situées sur la rive droite (au sud), jusqu'au confluent de la rivière Ousouri, appartiennent à l'empire de Chine. Plus loin, depuis le confluent de la rivière Ousouri jusqu'au lac Hinkaï, la ligne frontière suit les rivières Ousouri et Son'gatcha. Les terres situées sur la rive orientale (droite) de ces rivières appartiennent à l'empire de Russie et sur la rive occidentale (gauche) à l'empire de Chine. Plus loin, la ligne frontière entre les deux empires, depuis le point de sortie de la rivière Son'gatcha, coupe le lac Hinkaï, et se dirige sur la rivière Bélén-ho (Tour); depuis l'embouchure de cette rivière elle suit la crête des montagnes jusqu'à l'embouchure de la rivière Houpitou (Houptou), et de là, les montagnes situées entre la rivière Khoùn-tchoun et la mer jusqu'à la rivière Tchou-men-kiang. Le long de cette ligne, également, les terres

situées à l'est appartiennent à l'empire de Russie et celles à l'ouest à la Chine. La ligne frontière s'appuie à la rivière Tchou-men-kiang, à vingt verstes chinoises (li) au-dessus de son embouchure dans la mer.

De plus en exécution du même article 9 du traité de Tien-tsin est confirmée la carte dressée à cet effet, et sur laquelle, pour plus de clarté, la ligne frontière est tracée par un trait rouge et indiquée par les lettres de l'alphabet Russe A. B. V. G. D. E. J. Z. I. I. K. L. M. N. O. P. R. S. T. Y. Cette carte est signée par les plénipotentiaires des deux empires et scellée de leurs sceaux.

Dans le cas où il existerait dans les lieux sus-indiqués des terrains colonisés par des sujets chinois, le gouvernement russe s'engage à y laisser les habitants et à leur permettre de se livrer comme par le passé à la chasse et à la pêche.

Après que les bornes frontières auront été posées, la ligne de démarcation de la frontière devra rester à jamais invariable.

Art. 2. — La ligne frontière à l'ouest, indéterminée jusqu'ici, doit désormais suivre la direction des montagnes, le cours des grandes rivières et la ligne actuellement existante des piquets chinois. A partir du dernier phare nommé Chabindabaga, établi en 1728 (VI^e année de Young-Tching), après la conclusion du traité de Diakhta, elle se dirigera vers le sud-ouest jusqu'au lac Dsaï-sang, et de là jusqu'aux montagnes situées au sud du lac Issyk-koul, et nommées Tengri-channan ou Alatou des Kirghises, autrement dits encore Thion-çan-nanlou (branches méridionales des montagnes Célestes), et le long de ces montagnes jusqu'aux possessions du Kokand.

Art. 3. — Désormais toutes les questions de frontières qui pourront surgir ultérieurement seront réglées d'après les stipulations des articles 1 et 2 du présent traité, et, pour la pose des bornes frontières, à l'orient, depuis le lac Hinkaï jusqu'à la rivière Tchou-men-kiang, et à l'occident, depuis le phare Chabindabaga jusqu'aux possessions du Kokand, les gouvernements russe et chinois nommeront des hommes de confiance (commissaires). Pour l'inspection des frontières orientales, les commissaires devront se réunir au confluent de la rivière Ousouri dans le courant du mois d'avril prochain (XI^e année de Hien-Fong, troisième lune). Pour l'inspection de la frontière occidentale, la réunion des commissaires aura lieu à Tarbagataï, mais l'époque n'en est pas déterminée.

Sur les bases fixées par les articles 1 et 2 du présent traité, les fonctionnaires fondés de pouvoirs (commissaires) dresseront des cartes et des descriptions détaillées de la ligne frontière, en quatre exemplaires, dont deux en langue russe et deux en langue chinoise ou mantchoue. Ces cartes et descriptions seront signées et scellées par les commissaires, après quoi deux exemplaires, un en russe et l'autre

en chinois ou mantchou, seront remis au gouvernement russe, et deux exemplaires semblables au gouvernement chinois, pour être conservés par eux.

Pour la remise des cartes et descriptions de la ligne frontière, il sera dressé un protocole corroboré par la signature et l'apposition des sceaux des commissaires, et qui sera considéré comme article additionnel au présent traité.

Art. 4. — Sur toute la ligne frontière établie par l'article 1 du présent traité, un commerce d'échange libre et franc de droits est autorisé entre les sujets des deux États. Les chefs locaux des frontières doivent accorder une protection particulière à ce commerce et à ceux qui l'exercent.

Sont en même temps confirmées par le présent les dispositions relatives au commerce établies par l'article 2 du traité d'Aïgoun.

Art. 5. — Outre le commerce existant à Kiakhta, les marchands russes jouiront de leur ancien droit de se rendre de Kiakhta à Pékin pour affaires commerciales. Sur la route, il leur est également permis de commercer à Ourga et à Kalgan, sans être obligés toutefois d'y établir de commerce en gros. Le gouvernement russe aura le droit d'avoir à Ourga un consul (lin-tchi-khouant) accompagné de quelques personnes, et d'y construire à ses frais une habitation pour ce fonctionnaire. Quant à la concession d'un terrain pour cet édifice, au règlement des dimensions de ce dernier, comme aussi à la concession d'un pâturage, on devra s'entendre avec les gouverneurs d'Ourga.

Les marchands chinois sont également autorisés à se rendre en Russie pour y commercer, s'ils le désirent.

Les marchands russes ont le droit de voyager en Chine, en tout temps, pour affaires de commerce; seulement, il leur est interdit de se réunir simultanément en nombre de plus de *deux cents* dans le même lieu; de plus, ils doivent être munis de billets de l'autorité russe à la frontière, indiquant le nom du chef de la caravane, le nombre des hommes dont elle se compose et le lieu de sa destination. Pendant le voyage, ces marchands ont la faculté d'acheter et de vendre tout ce qui leur convient. Tous les frais de leur voyage sont à leur charge.

Art. 6. — A titre d'essai, le commerce est ouvert à Kachgar, sur les mêmes bases qu'à Ili et à Tarbagataï. A Kachgar le gouvernement chinois cède un terrain suffisant pour la construction d'une factorerie avec tous les édifices nécessaires, tels que maisons d'habitation, magasins pour le dépôt des marchandises, église, etc., ainsi qu'un terrain pour le cimetière et un pâturage, comme à Ili et à Tarbagataï. Les ordres seront donnés immédiatement au gouverneur du pays de Kachgar pour la concession desdits terrains.

Le gouvernement chinois ne répond pas du pillage des marchands

russes commerçant à Kachgar, dans le cas où ce pillage aurait été commis par des gens venus d'au delà des lignes de postes de garde chinois.

Art. 7. — Dans les lieux ouverts au commerce, les Russes en Chine, comme les sujets chinois en Russie, peuvent se livrer en pleine liberté aux affaires commerciales, sans aucune vexation de la part des autorités locales, fréquenter avec la même liberté et en tout temps les marchés, les boutiques, les maisons des marchands du pays, vendre et acheter diverses marchandises en gros et en détail, au comptant ou par échanges; les livrer et recevoir à crédit, selon leur confiance réciproque.

La durée du séjour des marchands dans les lieux où se fait le commerce n'est pas déterminée et dépend de leur libre arbitre.

Art. 8. — Les marchands russes en Chine et les Chinois en Russie sont placés sous la protection spéciale des deux gouvernements. Pour surveiller les marchands et prévenir les malentendus qui pourraient survenir entre eux et les habitants du pays, il est loisible au gouvernement russe de nommer dès à présent des consuls à Kachgar et à Ourga, sur la base des règles adoptées pour Ili et Tarbagataï. Le gouvernement chinois peut également, s'il le désire, nommer des consuls dans les capitales et autres villes de l'empire de Russie.

Les consuls de l'une et de l'autre puissance sont logés dans des édifices construits aux frais de leurs gouvernements respectifs. Toutefois, il ne leur est pas défendu de louer, si cela leur convient, des logements chez les habitants du pays.

Dans leurs relations avec les autorités locales, les consuls des deux puissances observent une égalité parfaite, en exécution de l'article 2 du traité de Tien-tsin. Toutes les affaires concernant les marchands de l'un et de l'autre empire sont examinées par eux de gré à gré; les crimes et délits doivent être jugés, comme il est réglé par l'article 7 du traité de Tien-tsin, d'après les lois de l'empire dont le coupable est sujet.

Les litiges, revendications et autres malentendus de même nature, survenant entre marchands à propos d'affaires commerciales, seront réglés par les marchands eux-mêmes au moyen d'arbitres choisis parmi eux; les consuls et les autorités locales doivent se borner à coopérer à l'arrangement à l'amiable, sans prendre aucune responsabilité relativement aux revendications.

Dans les lieux où le commerce est autorisé, les marchands de l'un et de l'autre empire peuvent contracter des engagements par écrit pour des commandes de marchandises, la location de boutiques, maisons, etc., etc., et les présenter à la légalisation du consulat et de l'administration locale. En cas de non-exécution d'un engagement écrit,

le consul et le chef local prennent des mesures pour amener les parties à remplir exactement leurs obligations.

Les contestations qui ne se rapportent point à des affaires de commerce entre marchands, telles que litiges, plaintes, etc., etc., sont jugées de consentement mutuel par le consul et le chef local, et les délinquants sont punis d'après les lois de leur pays.

En cas de recel d'un sujet russe parmi les Chinois, ou de sa fuite dans l'intérieur du pays, l'autorité locale, aussitôt après en avoir été informée par le consul russe, prend immédiatement des mesures pour faire rechercher le fugitif, et aussitôt après l'avoir découvert le remet au consulat russe. La même marche doit également être observée relativement à tout sujet chinois qui se cacherait chez des Russes ou se serait enfui en Russie.

Dans les cas de crimes graves, tels que meurtre, brigandage avec de graves blessures, attentats contre la vie, incendie prémédité, etc.; après enquête, si le coupable est Russe il est envoyé en Russie pour être traité selon les lois de son pays, et s'il est Chinois, sa punition lui est infligée par l'autorité du lieu où le crime a été commis, ou bien, si les lois de l'État l'exigent, le coupable est envoyé dans une autre ville ou une autre province pour y recevoir son châtiment.

En cas de crime, quelle qu'en soit la gravité, le consul et le chef local ne peuvent prendre les mesures nécessaires que relativement au coupable appartenant à leur pays, et ni l'un ni l'autre n'a le droit d'incarcérer ni de juger séparément, et encore moins de châtier un individu non sujet de son gouvernement.

Art. 9. — L'étendue que prennent actuellement les relations commerciales entre les sujets des deux puissances, et la fixation de la nouvelle ligne des frontières rendent désormais inapplicables les anciennes règles établies par les traités conclus à Nertchinsk et à Kiakhta, et par les conventions qui leur ont servi de complément, les relations des autorités des frontières entre elles et les règles établies pour l'examen des affaires de frontières ne répondent également plus aux circonstances actuelles. En conséquence, en remplacement de ces règles, il est établi ce qui suit :

- Désormais outre les relations qui existent à la frontière orientale, par Ourga et Kiakhta, entre le gouverneur de Kiakhta et les autorités d'Ourga, et à la frontière occidentale entre le gouverneur général de la Sibérie occidentale et l'administration d'Ili, il y aura encore des relations de frontières entre les gouverneurs militaires de la province de l'Amour et de la province maritime et les tsiang-kian (commandant en chef) de Hé-loung-kiang et de Kirin, et entre le commissaire des frontières de Kiakhta et le dzargoutcheï (pou-youen), d'après le sens de l'article 8 du présent traité.

Conformément à l'article 2 du traité de Tien-Tsin, les gouverneurs militaires et commandants en chefs (tsiang-kiun) ci-dessus nommés doivent observer une égalité parfaite dans leurs relations, et sont tenus de ne les entretenir que pour les affaires dans lesquelles leur administration est directement intéressée.

En cas d'affaires d'une importance particulière, le gouverneur général de la Sibérie orientale a le droit d'entretenir des relations par écrit, soit avec le conseil suprême (kiun-ki-tchou), soit avec la cour, des relations extérieures (li-fan-youèn), comme principale autorité administrative dirigeant les relations et l'administration des frontières.

Art. 10. — Dans l'instruction et la décision des affaires de frontières, de quelque importance qu'elles soient, les chefs des frontières se conformeront aux règles énoncées en l'article 8 du présent traité; quant aux enquêtes concernant les sujets de l'un ou de l'autre empire, et aux châtiments à leur infliger, ils s'effectueront, ainsi qu'il est dit en l'article 7 du traité de Tien-tsin, d'après les lois du pays auquel appartient le coupable.

En cas de passage, détournement ou enlèvement de bétail au delà de la frontière, les autorités locales, aussitôt qu'elles en auront été informées et que les traces auront été indiquées au gardien du poste frontière le plus proche, enverront des hommes chargés de faire des recherches. Le bétail retrouvé sera immédiatement restitué, et s'il en manque quelques pièces, la répétition en sera exercée conformément aux lois; mais dans ce cas l'indemnité à payer ne doit pas être élevée à plusieurs fois la valeur du bétail manquant (ainsi que cela se pratiquait auparavant).

En cas de fuite d'un individu au delà des frontières, à la première nouvelle, des mesures sont immédiatement prises pour rechercher le transfuge. Le fugitif saisi est livré sans délai, avec tous les objets qui lui appartiennent, à l'autorité de la frontière; l'examen des motifs de la fuite et le jugement de l'affaire elle-même s'effectuent par l'autorité locale du pays auquel appartient le transfuge, la plus rapprochée des frontières. Pendant tout le temps de son séjour au delà des frontières, depuis son arrestation jusqu'à son extradition, le transfuge est convenablement nourri et, en cas de besoin, vêtu; la garde qui l'accompagne doit le traiter avec humanité et ne doit pas se permettre d'actes arbitraires à son égard. On devra en agir de même à l'égard du transfuge au sujet duquel il n'aurait été donné aucun avis.

Art. 11. — Les communications par écrit entre les autorités supérieures des frontières de l'un ou de l'autre empire ont lieu par l'entremise des fonctionnaires les plus voisins de la frontière, à qui les dépêches expédiées sont remises contre récépissés.

Le gouverneur général de la Sibérie orientale et le gouverneur de Kiakhta envoient leurs dépêches au commissaire des frontières à Kiakhta, qui les remet au dzargoutcheï (pou-youen); les gouverneurs d'Ourga expédient les leurs au dzargoutcheï (pou-youen), qui les remet au commissaire des frontières à Kiakhta.

Le gouverneur militaire de la province de l'Amour envoie ses dépêches par l'adjoint (fou-dou-toun) du commandant en chef (tsiang-kiun) dans la ville d'Aigoun, par l'entremise duquel les commandants en chef (siang-kiun) de Hélong-Kiang et de Kirin transmettent les leurs au gouverneur militaire de la province de l'Amour.

Le gouverneur militaire de la province maritime et le commandant en chef (tsiang-kiun) de Kirin se transmettent réciproquement leurs dépêches par l'entremise de leurs chefs de postes frontières sur les rivières Ousouri et Khoûn-Tchoun.

La transmission des correspondances entre le gouverneur général de la Sibérie occidentale et l'administration supérieure ou le commandant en chef (tsiang-kiun) d'Ili s'effectue par l'entremise du consul de Russie dans la ville d'Ili (Kouldja).

En cas d'affaire d'une importance particulière exigeant des explications verbales, les autorités supérieures des frontières de l'un et de l'autre empire peuvent s'expédier réciproquement leurs dépêches par des fonctionnaires russes de confiance.

Art. 12. — Conformément aux dispositions de l'article 11 du traité de Tien-tsin, les postes aux lettres et aux colis expédiées pour affaires de service de Kiakhta à Pékin, et retour, partiront aux époques ci-dessous, savoir : les *postes aux lettres*, une fois chaque mois de chacun des deux points, et les *postes aux colis*, une fois tous les deux mois de Kiakhta pour Pékin, et une fois tous les trois mois de Pékin pour Kiakhta.

Les postes aux lettres doivent arriver à leur destination en *vingt jours* au plus, et les postes aux colis en *quarante jours* au plus.

A chaque voyage, la poste aux colis ne doit pas être chargée de plus de *vingt caisses* ne pesant pas plus de *cent vingt livres* chinoises (ghin) ou *quatre pouds* chacune.

Les postes aux lettres doivent être expédiées le jour même où elles ont été remises; en cas de retard, il y aura une enquête et une punition sévère.

Le postillon expédié avec les postes aux lettres et aux colis doit se présenter au consulat de Russie à Ourga, y remettre les lettres et colis adressés aux personnes résidant en cette ville, et recevoir d'elles les lettres et colis qu'elles auraient à expédier.

A l'expédition des postes aux colis, les caisses dont elles sont chargées doivent être accompagnées de *lettres de voiture* (tsin-tan). De

Kiakhta, les lettres de voiture, accompagnées d'un office, sont adressées au gouverneur d'Ourga, et de Pékin, également avec un office, à la cour des relations extérieures (lifan-youen).

Les lettres de voiture indiquent exactement la date de l'expédition, le nombre des caisses et leur poids total. Le poids spécial de chaque caisse doit être inscrit sur l'enveloppe même de la caisse, en chiffres russes, avec leur traduction en poids mongol ou chinois.

Si les marchands russes jugent nécessaire, pour les besoins de leurs affaires de commerce, d'établir à leurs frais un service de poste pour le transport de leurs lettres ou de leurs marchandises, la faculté leur en sera accordée, afin d'alléger le service de la poste de l'État. En cas d'établissement d'une communication postale, les marchands doivent simplement en prévenir l'autorité locale pour obtenir son assentiment.

Art. 13. — Les correspondances ordinaires du ministre des affaires étrangères de Russie pour le conseil suprême (kiun-kitchou) de l'empire Ta-Tsing, et celles du gouverneur général de la Sibérie orientale pour le même conseil ou pour la cour des relations extérieures (li-fan-youen) sont expédiées de la manière ordinaire par la poste, mais sans être astreintes aux époques fixées pour le départ de celles-ci; en cas d'affaires d'une importance particulière, ces correspondances peuvent être expédiées par un courrier russe.

Pendant le séjour des envoyés russes à Pékin, les dépêches d'une importance spéciale peuvent être également expédiées par un fonctionnaire russe expressément désigné à cet effet.

Les courriers russes ne doivent être retenus nulle part en route, ni par qui que ce soit.

Le courrier chargé de transporter des dépêches doit absolument être sujet russe.

L'expédition d'un courrier est annoncée vingt-quatre heures d'avance, à Kiakhta, par le commissaire au dzargoutcheï (pou-youen), et à Pékin par la mission russe à la cour militaire (ping-pou).

Art. 14. — Si, ultérieurement, quelque une des stipulations relatives au commerce de terre arrêtées par le présent traité offre des inconvénients à l'une ou à l'autre partie, le gouverneur général de la Sibérie orientale est autorisé à s'entendre avec les autorités supérieures des frontières de l'empire Ta-Tsing et à conclure avec elles des conventions additionnelles, en se conformant dans tous les cas aux principes posés ci-dessus.

L'article 12 du traité de Tien-tsin est en même temps confirmé et ne doit subir aucune altération.

Art. 15. — Ayant arrêté d'un commun accord les dispositions ci-dessus, les plénipotentiaires des empires de Russie et de Chine ont signé

de leur main et scellé de leur sceau deux exemplaires du texte russe du traité et deux exemplaires de sa traduction en langue chinoise, et se sont réciproquement remis l'un à l'autre un exemplaire de l'un et de l'autre.

Les articles du présent traité ont force légale à dater du jour de leur échange entre les plénipotentiaires de l'un et de l'autre empire, comme s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de Tien-tsin, et doivent être à toujours exécutés fidèlement et inviolablement.

Après avoir été ratifié par les souverains des deux empires, ce traité sera promulgué dans chacun des deux États, pour la connaissance et la gouverne de qui il appartiendra.

Conclu et signé dans la ville capitale de Pékin, le deuxième (quatorzième) jour de novembre de l'an mil huit cent soixante de l'ère chrétienne, et la sixième année du règne de l'empereur Alexandre II, et le deuxième jour de la dixième lune de la dixième année de Hien-Fong.

Signé : NICOLAS IGNATIEV. — KONG.

Protocole de l'échange du traité additionnel de Pékin.

Le 2/14 novembre de l'an 1860, les hauts plénipotentiaires : pour l'empire de Russie, le général-major Ignatiev, de la suite de Sa Majesté Impériale et chevalier de plusieurs ordres ; — pour l'empire Ta-Tsing, le prince Kong, prince de première classe, suivis de leurs secrétaires et interprètes, se sont réunis à quatre heures après midi, dans une des salles du collège ecclésiastique russe, situé vers le sud, à l'effet de procéder à la signature et à l'échange du traité conclu aujourd'hui et devant servir de complément au traité de Tien-tsin de l'année 1358.

En premier lieu il a été fait lecture de l'édit du Bogdokhan, dans lequel il est déclaré que Sa Majesté confirme mot pour mot le projet de traité additionnel, en quinze articles, soumis à sa ratification ; qu'elle promet de l'exécuter fidèlement et inviolablement, et ordonne à Kong-tsin-wang d'apposer le sceau et de signer le traité additionnel qui a été conclu. Kong-tsin-wang ayant ensuite déclaré que cet édit suffit en tout point pour que la délimitation des deux empires et les autres articles du traité soient considérés comme définitivement ratifiés par le Bogdokhan, le plénipotentiaire de Russie a déclaré que, de son côté, il consentait à considérer le traité comme ratifié par le Bogdokhan, et qu'il était prêt à signer immédiatement le traité et à effectuer l'échange des exemplaires. En conséquence, les deux plénipotentiaires ont signé deux exemplaires du traité en langue russe et deux exemplaires en langue chinoise, et y ont fait apposer leurs

sceaux. A la suite de quoi le général-major Ignatiev a remis entre les mains du prince de première classe Kong l'instrument du traité, transcrit dans les deux langues, et le prince de première classe Kong ayant reçu le traité, a remis à son tour au plénipotentiaire de Russie l'instrument du traité, également transcrit dans les deux langues.

L'échange des exemplaires du traité, ayant été effectué, les plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal, en deux exemplaires, à Pékin, dans une des salles du collège ecclésiastique russe, situé vers le sud.

Signé : NICOLAS IGNATIEV.

KONG.

Documents diplomatiques relatifs aux négociations des grandes puissances avec la Chine.

Les documents suivants sont tirés de livres bleus anglais et du volume de pièces diplomatiques, publié en 1861 par le gouvernement français. Ils ont été choisis en vue de donner une idée exacte des rapports diplomatiques antérieurs à la guerre de 1857 et des négociations qui ont abouti aux traités de Tientsin et aux conventions de Pékin. Dans ce but, on n'y a fait figurer que les pièces indispensables pour laisser au lecteur une idée claire des procédés de la diplomatie chinoise et de la marche suivie par les négociateurs européens pour venir à bout des lenteurs et des fins de non-recevoir des commissaires impériaux. On peut résumer en deux mots les tendances respectives des puissances de l'Occident et de l'empire du milieu dès le début de leurs rapports : les premières tendent à généraliser, le second tend à localiser les relations commerciales et politiques ; les premières aspirent sans cesse à définir ces relations, à les agrandir et à leur donner la garantie du droit, le second cherche opiniâtrement à maintenir les étrangers sur le pied de la simple tolérance, et par des restrictions minutieuses et continuelles à arrêter les progrès de leurs empiétements. Des conflits sans cesse renaissants sortaient nécessairement de cette conception contradictoire des rapports internationaux ; mais ce principe de lutte une fois reconnu, il ne pouvait convenir de rendre compte de tous les conflits locaux, des interminables disputes des Anglais à Canton, des plaintes commerciales des Américains, des griefs religieux des Français, des querelles de frontières des Russes. Sous ce rapport, on s'est borné aux indications strictement nécessaires.

Ceux qui voudront se convaincre à quel point l'incident de la lorchà d'Arrow qui a donné le signal des hostilités en 1856, pouvait être remplacé par une autre cause de rupture, n'ont qu'à jeter un coup d'œil sur les blue-books anglais à dater de 1846, et notamment sur le blue-book de 1857, intitulé *Insults of China*. On se bornera donc à ce sujet à l'indication des dates qui relient le développement des faits particuliers au début des négociations générales. Par contre on a cru bien faire en rapportant les documents importants relatifs aux négociations anglo-américaines de 1854, parce qu'ils donnent une idée exacte de la manière d'agir de la diplomatie chinoise lorsqu'elle ne se sent pas forcée dans ses derniers retranchements.

Sur les événements de la guerre de 1841, on s'en est tenu aux instructions

données à sir Henry Pottinger, qui démontrent qu'à vingt ans de distance la Grande-Bretagne a suivi à peu près la même marche vis-à-vis de la Chine. On renvoie les lecteurs qui voudront connaître plus à fond les événements de cette époque, au livre de sir John Davis : *China during the war and since the peace*, 1852. A ceux qui voudraient avoir un résumé de l'ensemble des relations de l'Europe avec la Chine, on indique l'ouvrage de M. Pauthier : *Histoire des relations politiques de la Chine avec les puissances occidentales, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Paris, Didot, 1859.

Le vicomte Palmerston à sir Henry Pottinger.

31 mai 1841.

L'intention du gouvernement de Sa Majesté étant de s'en remettre au gouverneur général de l'Inde pour tous les arrangements à prendre quant aux forces navales et militaires qui devront être employées dans les mers de Chine dans le but de prêter appui à vos négociations, il est désirable que sir William Parker, dans son voyage en Chine, se rende à Calcutta afin de conférer avec le gouverneur général, à moins qu'il ne trouve qu'en agissant ainsi, il serait retardé dans son voyage de façon à ne plus arriver à l'île de Chusan à temps pour se rendre aux bouches du Pei-ho. Dans le cas où sir William Parker se déciderait à se rendre à Calcutta, il serait bon que vous pussiez vous y rendre aussi, parce qu'il est différents points ayant des rapports avec vos négociations sur lesquels il serait avantageux de vous entendre personnellement avec le gouverneur général.

Il n'y aurait aucune utilité à arriver sur les côtes de Chine ou de commencer les négociations avant d'avoir réuni dans les mers de Chine une force navale et militaire telle que le gouverneur général des Indes la considérât comme pouvant suffire au service qu'elle est appelée à faire. Toutefois, il est désirable que vous partiez pour la Chine le plus tôt possible, si, à votre arrivée à Calcutta, vous trouvez que des forces suffisantes sont déjà parties, et vous les accompagnerez dans le cas où elles ne seraient expédiées qu'après votre arrivée à Calcutta.

La première opération à faire, si toutefois elle n'est pas déjà accomplie avant votre arrivée en Chine, sera de réoccuper l'île de Chusan. Elle devra précéder toute négociation de votre part. Aussitôt que Chusan sera occupée, vous vous y établirez, soit à terre, soit à bord d'un navire, selon que vous le jugerez le plus convenable, et de là vous enverrez au gouvernement de Pékin une communication pour l'aviser de votre arrivée et lui annoncer que vous êtes prêt à traiter avec tout plénipotentiaire dûment autorisé et muni de pleins pouvoirs par l'Empereur.

Pour plusieurs raisons il serait désavantageux de négocier dans le

voisinage de Canton. La distance qui sépare cette ville de Pékin donnerait lieu à des excuses plausibles pour les retards, ce qui serait un grave inconvénient ; de plus, dans le voisinage de Canton, le négociateur chinois serait exposé à plus d'une influence défavorable à l'arrangement que requiert le gouvernement de Sa Majesté. Vous négociez donc soit dans le voisinage de Chusan, soit à l'embouchure de la rivière du Pei-ho, et le choix de ces deux points, selon les circonstances, est remis à votre discernement. Il paraît au gouvernement de Sa Majesté, l'état de la saison ou d'autres considérations vous laissent libre d'opter, qu'il y aurait avantage à négocier à l'embouchure du Pei-ho, parce que ce point, étant plus rapproché de Pékin, les négociations, à raison de ce rapprochement, pourraient être plus aisément conduites, de façon ou d'autre, à une conclusion. Si c'est là que vous négociez, il est désirable que vous soyez accompagné de l'amiral, et que celui-ci prenne avec lui, si la saison le permet, une force suffisante pour donner à la mission un caractère respectable. Cependant cette précaution importe moins maintenant que lorsque les Chinois n'avaient pas encore senti la force des armes britanniques. D'un autre côté, en négociant dans le voisinage de Chusan, le plénipotentiaire chinois aura devant les yeux des preuves plus grandes et plus manifestes de la puissance de la Grande-Bretagne ; mais la distance entre ce point et Pékin peut justifier et même rendre nécessaires des délais qu'il est désirable d'éviter.

**Lettre de M. Libois, procureur général des missions catholiques
en Chine à sir J. Bowring.**

Hong-Kong, 12 juillet 1856.

Mon cher M. Bowring,

Je viens d'apprendre que M. Chapdelaine, missionnaire français de notre société, a été mis à mort, le 29 février dernier, par le mandarin de Sin-li-hien, situé à l'ouest de Quang-si, près des frontières du Yunnan. Arrêté le 24 février, il fut de suite conduit au tribunal : le mandarin commença par lui faire donner cent soufflets avec une semelle de cuir ; il lui ordonna ensuite de se coucher sur le ventre et lui fit appliquer trois cents coups de rotin. Comme pendant ce double supplice M. Chapdelaine n'avait proféré aucune plainte ni fait entendre aucun soupir, le mandarin, attribuant sa patience à la magie, fit égorger un chien et ordonna d'asperger de son sang le pauvre patient, pour rompre le prétendu charme. Le mandarin ayant appris le lendemain que M. Chapdelaine pouvait encore marcher, il ordonna de le frapper jusqu'à extinction de forces ; quand il fut bien constaté qu'il

ne pouvait plus se remuer, on lui mit une espèce de cangue à ressort qui le tenait comme sur un pressoir, puis on le suspendit dans cet état. Enfin, quand on le vit sous le point d'expirer, on le décapita. Sa tête fut suspendue à un arbre, mais bientôt les enfants la détachèrent à coups de pierres, et elle fut dévorée par les chiens et par les pourceaux. Pour le corps, les uns disent qu'il a été enterré, d'autres qu'il a été jeté à la voirie; mais auparavant il fut ouvert par les bourreaux pour en arracher le cœur; ils le coupèrent par morceaux, le firent cuire avec de la graisse, puis ils s'en régalerent. Deux des néophytes ont été décapités avec lui, pour avoir refusé de renoncer à leur religion; quatorze ou quinze autres étaient encore dans les prisons de cette ville à cause de leur religion.

Voilà, mon cher monsieur, comment s'observent les traités en Chine, et comment se conduisent les chefs d'une nation que l'on entend quelquefois vanter comme l'une des plus policées du monde.

Je suis, etc.

Signé: N. F. LIBOIS.

Négociations anglo-américaines en 1854.

Mémoire d'Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, rendant compte de la visite de M. Maclane, envoyé des États-Unis.

24 juin 1854.

Votre esclave Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, s'adresse au Trône, agenouillé devant lui. Dirigeant ses regards en haut, il détaille respectueusement, dans un mémoire confidentiel sur lequel il vous prie de jeter votre regard sacré, la marche suivie par lui avec le chef américain qui est venu lui rendre ses respects.

Votre esclave a déjà eu l'honneur de présenter à votre regard sacré un mémoire annonçant l'envoi d'un rapport de Wu-kien-chang, intendan du district de Su-sung-hai, annonçant l'arrivée à Schang-hai du chef barbare Maciane, des États-Unis d'Amérique, avec deux vaisseaux de guerre. Après avoir humblement demandé une entrevue et fait une communication, il s'est rendu à Ningpo (Nanking?) et Chin-kiang pour regarder autour de lui, et votre esclave a écrit à ce sujet aux autorités compétentes d'être sur leurs gardes. Les magistrats des districts de Pantu, Shanguen, Luhhoc, Kiang-pu et Pang-tu ont rapporté dès lors que les vaisseaux des barbares ci-dessus mentionnés ont visité Kiangning (Nanking), Hochan et Wuhu. Ils ont, à leur retour, jeté l'ancre à Prian-shan, et une communication a été envoyée à votre esclave par l'entremise des navires en station à Chin-kiang, lui demandant de s'y rencontrer avec l'auteur de la communication.

Votre esclave a répondu que la longue rivière (le Yang-tse-kiang)

n'étant pas ouverte au commerce étranger, les vaisseaux des barbares n'avaient pas le droit d'y séjourner, que si le chef désirait présenter, en personne, une lettre de la part de son gouvernement, il devait suivre le précédent fourni l'année dernière par le cas de Marschall, s'en retourner à la hâte à Schang-haï et attendre là jusqu'à ce que Wu-kien-chang l'introduise à Kwan-shan.

Obéissant à la réponse ci-dessus, le chef s'en retourna présentement, et, s'étant transporté sur un navire chinois, il fut conduit le 20 juin à Kwan-shan par l'intendant Wu-kien-chang, accompagné de ses subordonnés Lan-wei-wan, préfet de Sung-kiang-fu et sous-préfet des défenses maritimes.

Votre esclave, ayant avec lui Ping-han, préfet de Su-chou-fu, longtemps employé dans ce département et tout à fait versé dans l'affaire, est parti de Suchon le 19 juin, et, arrivé à Kwan-shan le 20 juin, il a réuni les fonctionnaires présents dans la maison publique de Kwan-shan. Il a sommé alors le chef de venir lui rendre ses respects. Les manières du chef, il faut en convenir, étaient respectueuses. Il dit : « Grâce à la faveur de Sa Céleste Majesté, qui a ouvert les cinq ports au commerce, nous avons été mis en état de nous plonger dans le gain. Depuis l'année dernière, cependant, les communications sur le fleuve sont devenues impossibles, et les pertes supportées par les négociants, à ce sujet, nous ont déterminé à présenter à Sa Majesté la prière de nous permettre gracieusement de trafiquer le long du Yang-tse-kiang. Nous escorterons et protégerons nous-mêmes les marchandises que nous introduirons sur le cours du fleuve. Si Votre Excellence refuse de faire pour moi, auprès du Trône, une représentation dans ce sens, je serai obligé de me rendre à Tien-tsin. »

Votre esclave lui dit avec autorité que le traité qui ouvre les cinq ports au commerce étant — ainsi qu'un décret l'a fait connaître — celui auquel l'Empereur a donné son consentement la vingt-quatrième année de Tao-kwang (1844), il était du devoir de tous, indistinctement, des indigènes comme des étrangers, des fonctionnaires comme du peuple, de les observer avec obéissance à jamais. Il était, du reste, clairement exprimé dans le traité qu'aucun État n'aurait le droit d'envoyer dans la suite un ministre en Chine pour soulever des discussions particulières. La demande présentée maintenant étant en désaccord avec le traité, ne pouvait être soumise à Votre Majesté. Et cela d'autant moins que les rebelles de Canton, ayant poussé jusqu'à la frontière du Chih-li, la population de Tien-tsin est devenue semblable à un mur par l'unanimité de sa résolution, et, combattant hardiment du côté du gouvernement, elle a discipliné plus de 100 000 hommes. Les rebelles ont tenté plusieurs fois de reconnaître les positions de ces derniers, mais ils n'ont jamais pu venir à bout de leur dessein.

Que si les barbares étaient assez malavisés pour conduire leurs vaisseaux de ce côté, et que la population, ainsi qu'il était à appréhender, en vînt à leur inspirer des craintes et à leur causer des dommages, cela ne regarderait point le gouvernement chinois. Le gouverneur général du Chih-li, n'ayant aucune connaissance des affaires des barbares, ne pourrait probablement pas leur accorder d'entrevue. Ainsi, ils ne gagneraient rien à se rendre à Tien-tsin. Plusieurs victoires complètes ont été obtenues sur les rebelles dans le nord ; tous les rebelles, défaits et cachés au nord de la rivière de Yellon, ont été exterminés ; il était difficile maintenant que la paix ne fût pas rétablie, et alors les communications par eau seraient rouvertes, le commerce renaîtrait assurément, et il n'y aurait plus lieu de mettre en discussion des changements et des extensions des traités.

Le chef répondit qu'il savait très-bien que la guerre en Chine n'était pas terminée, et que c'était là un motif de présumer qu'il ne donnerait pas à Votre Majesté l'anxiété de se rendre directement à Tien-tsin, mais qu'une des clauses du traité permettait la révision de celui-ci après une période de douze années, dont le terme n'était pas éloigné. Plusieurs choses n'étaient pas comme elles devraient être. A Schanghai, par exemple, la douane avait été transportée à Woosung, contrairement aux anciens règlements. En sa qualité de ministre plénipotentiaire, le chef a des pleins pouvoirs pour faire ce qui lui semblera bon. Si les autorités de Kiang ne sont pas compétentes en ce qui regarde l'ancien traité, il prie qu'une communication soit faite à Votre Majesté pour qu'elle envoie ici un ministre muni de grands pouvoirs, avec lequel on puisse conduire les négociations à un résultat définitif.

Votre esclave lui répondit avec autorité : « Quant à la réserve statuant que des modifications peu importantes pourraient être demandées pour les parties du traité relatives au commerce et à la navigation, il fallait d'abord attendre l'écoulement du terme de douze ans, et alors de nouveaux arrangements pourraient être examinés avec franchise et équité ; quant au mot « navigation, » il n'impliquait en aucune façon le droit de naviguer sur les fleuves ou de se servir des voies dans l'intérieur des terres ; quant aux « modifications peu considérables, » il n'avait été entendu à ce sujet que la discussion éventuelle de règlements, dans les cinq ports, qu'il pourrait paraître essentiel d'adopter selon les circonstances, mais nullement de grands changements. Il a été très-clairement exprimé lors de la conclusion du traité, dans un article spécial¹, qu'il ne serait permis à aucun navire d'entrer ailleurs que dans les cinq ports, sous peine de la confiscation

1. Art. 3 ; voy. vol. I, p. 306. Art. 33, 34.

du navire et de sa cargaison. La nouvelle douane de Wosung a été établie temporairement pendant la durée des opérations militaires, mais elle ne perçoit que les droits fixés; et après la reprise de la ville, qui aura lieu immédiatement, on en reviendra aux anciens arrangements. Si les négociants étrangers ont réellement des griefs à faire valoir, il n'y a qu'à faire à ce sujet un rapport équitable au surintendant des douanes maritimes, et ce rapport sera suivi d'un arrangement satisfaisant. Quant à la désignation d'un commissaire, la distance entre le souverain et ses serviteurs est trop grande, dans l'administration du Céleste-Empire, pour admettre un dignitaire en qualité de plénipotentiaire. »

« Le commissaire impérial de Canton, qui est chargé de la surintendance des affaires avec les étrangers, étant effectivement le ministre désigné par Votre Majesté, il n'y a pas lieu de requérir quelqu'un d'autre à ce sujet. »

Le chef continuant à insister sur sa demande, votre esclave lui mit devant les yeux les obligations de la bonne foi et de la justice; trois fois et plus il lui indiqua la vraie voie à suivre, depuis la troisième à la septième heure du jour, dix heures et plus. Le chef ne discuta pas plus longtemps, mais il persista dans sa demande jusqu'au coucher du soleil; puis il prit congé.

Le 27 juin, il envoya un duplicata de la lettre de son gouvernement. Cette lettre était conçue à peu près dans le même sens que celle de Marschall, l'année dernière. Elle ne contenait rien, quant à la permission de naviguer sur le Yang-tse-kiang. Il me remit aussi une communication conçue en phrases très-obscurcs, et dont les termes ne signifiaient pas ce qu'ils ont l'air de dire. En somme, elle ne différait en rien de ce qu'il m'avait dit, sauf qu'il ajoutait que dans le cas où il serait honoré du consentement de Votre Majesté à sa requête, il lui conviendrait naturellement d'aider la Chine à éloigner toute cause d'inquiétude; dans le cas contraire, il s'adresserait à son gouvernement et suivrait sa propre voie, laissant au gouvernement la responsabilité de son refus de s'acquitter des obligations qu'il a lui-même reconnues, et il a encore demandé la suppression de la nouvelle douane de Schang-haï.

C'est l'opinion très-humble de votre esclave, que les Américains, jusqu'ici considérés comme si soumis, ont voulu tirer avantage des conjectures présentes pour imposer leurs demandes. On ne peut donc se reposer sur leur coopération, bien qu'ils l'aient promise pour le rétablissement de l'ordre. L'exemple donné par ces barbares, dans les propositions mises en avant par eux, sera probablement suivi, et avec plus d'extension encore, par les barbares français et anglais. « La longue rivière est la limite fixée par le ciel » et « amènera une race

étrangère habiter tout près de nous. » On est assuré de voir cette calamité se réaliser dans l'avenir¹.

D'un autre côté, les barbares anglais ont, en plusieurs occasions récentes, cherché querelle à nos troupes. Il court surtout le bruit que les rebelles de Nanking auraient poussé jusqu'à Pung-pa et troublé le voisinage. Les oreilles et les yeux des hommes ne sont pas bouchés². Ce serait pousser ce chef à bout que de refuser de transmettre ses demandes au commissaire impérial, après avoir décliné de faire de sa requête l'objet d'un mémoire; et s'il remontait tout droit la longue rivière et donnait plein essor à sa malice, il serait plus difficile de le contenir qu'il ne le serait en agissant différemment.

Ayant trois fois et plus réfléchi à ce moyen, votre esclave ne voit pas d'autre alternative que d'ordonner au chef, en conformité respectueuse du décret rendu par Votre Majesté, l'an dernier, dans le cas de Marschall, de retourner à Canton et d'y attendre la décision de Yeh-min-ching. De cette façon on gagnerait du temps, qu'on pourrait mettre à profit en gardant le chef sous la main; et ensuite Wu-kien-chang recevrait immédiatement des instructions pour conclure quelque arrangement satisfaisant, calculé pour être durable, au sujet de la perception des droits à Schang-haï, et on enlèverait ainsi aux différents barbares tous leurs prétextes.

Si des jonques à bords rouges étaient envoyées en toute hâte sur la rivière, on pourrait recouvrer en peu de temps Chin-kiang, Nanking, Kwan-chan et Schang-haï. En conséquence, le commerce reprendrait son cours et les barbares n'auraient aucune raison de se plaindre.

Votre esclave ayant envoyé une réponse à la communication du chef, a ordonné à Wu-kien-chang de reconduire lui-même ce dernier à Schang-haï et de le prier de retourner à Canton pour y attendre la décision de Yeh-min-ching. Et après avoir envoyé à Yeh-min-ching, pour son information, des copies de la correspondance du chef et de la lettre de son gouvernement, votre esclave est retourné à Suchan, accompagné de Pingh-han, le 23 juin.

• Décret impérial approuvant la conduite d'Iliang, le 15 juillet 1854.

(Extrait.)

En apprenant avec quelle faiblesse s'est conduit Wu-nai-chan lors-

1. Les passages guillemetés sont des citations d'ouvrages historiques. La première se rapporte au pays désigné maintenant sous le nom de Kieng-nan, à l'époque des trois royaumes, 150 ans avant J. C.; il était employé comme un argument contre toute tentative d'invasion d'un pays pourvu d'une infranchissable barrière naturelle. Le second passage a rapport aux événements de Honan, au temps de Confucius.

2. C'est-à-dire : les étrangers comprendront ceci.

que les chefs anglais ont voulu le contraindre à faire ce que bon leur semblait, nous avons publié un décret transférant le cas à Yeh, en lui donnant pour instruction d'ordonner aux chefs barbares à Canton d'observer le traité, et d'empêcher les négociants étrangers de pénétrer dans l'intérieur de la ville.

Maintenant Iliang nous rapporte que le chef américain Robert Macclane lui a rendu ses respects à Kwan-chan et qu'il a présenté une lettre de son gouvernement et fait lui-même une communication, qu'il persiste avec ténacité sur la révision du traité dans les douze années, qu'il désire trafiquer sur le Yang-tse-kiang, et qu'il allègue en même temps comme motif de plainte le transport de la douane de Schang-haï à Wosung, et qu'il demande un changement à ce sujet. Sa propre communication contient des demandes qui ne se trouvent pas dans la lettre de son gouvernement, et sa conduite a été encore autrement présomptueuse.

Iliang lui a répondu d'une manière conforme aux principes; il n'a rien fait, il faut l'avouer, d'aussi indigne que Wu-nai-chan. C'est d'ailleurs au gouverneur des Deux-Kiang qu'a toujours appartenu l'administration de toutes les relations commerciales avec les étrangers. Qu'en conséquence Iliang, maintenant qu'il a transmis à Yeh des copies de la lettre du gouvernement du chef barbare et sa correspondance avec lui, prie le chef de se rendre immédiatement de Kwan-chan à Canton et de ne pas faire un long séjour à Kiang-su de peur d'entraver par là l'enquête et la décision. C'est le devoir de Yeh de prévenir sa malice en se tenant fermement au traité et en lui parlant péremptoirement et avec autorité.

La maladresse et la faiblesse de Wu-nai-chan, dans sa conduite avec les rebelles et les chefs anglais à Sang-haï ressortent de plus en plus de la suite de ses mémoires. Il rapporte que le chef a fixé un jour pour une entrevue avec lui et « qu'assurément il n'est pas à présumer qu'il s'en tienne aux préjugés existants dans toutes les mesures qui seront d'un bénéfice positif pour la Chine. » Ce qui équivaut à dire qu'il a été préparé depuis longtemps à faire des concessions. Nous avons déjà signalé ce gouverneur et nous ordonnons à Iliang et à Kir-hanga, pour le cas où il se serait laissé entraîner par les barbares dans quelque engagement extravagant ou illégitime, de le répudier entièrement et expressément, et de ne pas se laisser égarer par son absurdité. Qu'ils prient en même temps les barbares de se rendre à Canton et d'y attendre la décision de Yeh-min-ching.

**Mémoire d'Iliang, gouverneur général des deux Kiang,
le 20 août 1854.**

Le 1^{er} juillet, votre esclave a eu l'honneur de raconter son voyage à Kwan-san, pour donner audience au chef américain Maclane, son refus d'accorder au chef anglais Bowring l'entrevue qu'il avait engagé Wu-kien-chang à solliciter pour lui, cette requête n'étant pas d'accord avec le traité.

Le 15 juillet, Wu-kien-chang a rapporté que le consul des barbares anglais, Alcock, avait transmis une dépêche de Bowring à l'effet de demander une entrevue. Wu m'a expédié la dépêche. Bowring disait que la commission qu'il tient de son gouvernement lui donnait le pouvoir de se rencontrer avec tout ministre de Votre Majesté dans le but de conférer avec lui sur des affaires d'importance. Il avait fait des ouvertures très-amicales au commissaire impérial à Canton, lequel, loin de lui répondre dans le même esprit, aurait au contraire manqué, dans sa réponse, à la politesse due. Il y a maintenant amélioration dans leurs relations. Si Votre Majesté lui faisait l'honneur de désigner un haut fonctionnaire pour discuter des affaires d'un égal intérêt pour la Chine et pour les étrangers, cela fortifierait la paix et l'amitié entre eux. La lettre ne contenait pas la requête d'une entrevue avec votre esclave.

Votre esclave lui a écrit en réponse que le commissaire impérial chargé de l'administration des affaires des barbares à Canton étant le ministre effectivement désigné dans ce but par Votre Majesté, il ne serait pas conforme aux principes (*correct*) de déranger le trône par des demandes additionnelles à cet égard. Il n'y avait rien non plus qui pût provoquer dans ce moment une discussion entre la Chine et les nations du dehors. Il n'était pas au pouvoir de votre esclave de dire comment le commissaire impérial s'était conduit envers lui. Mais en somme la paix a duré longtemps entre la Chine et les étrangers et les obligations qu'on doit le plus considérer sont celles qui touchent à la bonne foi et à la justice. Quant aux formes de la politesse, la convenance du plus ou du moins grand degré d'intimité dépend en réalité de l'opinion publique. Lorsqu'un chef prend les autres à partie sur le chapitre de la politesse, on doit présumer qu'il sait se conduire poliment lui-même, et qu'ainsi il ne soulèvera pas des questions qu'il ne doit pas soulever.

Cette lettre avait été expédiée, lorsque Wu-kien-chang en envoya une seconde du chef américain Robert Maclane, annonçant que puisque votre esclave ne lui avait pas fait l'honneur de soumettre à Votre Majesté sa demande au sujet de la nomination d'un haut fonctionnaire

dans le but de conférer avec lui sur des questions intéressant également la Chine et les États-Unis, il avait résolu d'accompagner le chef anglais à Tien-tsin et de communiquer de là ses désirs à Votre Majesté. Son consul a été délégué pour délibérer au sujet de la question de la douane de Schang-hai avec l'intendant du district de Su-sung-tai ; un arrangement satisfaisant a été conclu et des injonctions sévères faites aux négociants américains pour qu'ils aient dorénavant à obéir au traité.

Votre esclave a écrit à Maclane de se désister de son projet. La surintendance du commerce dans les cinq ports a toujours appartenu au commissaire impérial de Canton ; votre esclave n'est pas commissaire impérial, et le chef ne lui a pas remis non plus la lettre originale de son gouvernement. Le chef n'a donc pas agi d'une manière correcte en s'adressant au Trône, ni avec conséquence dans l'affaire qu'il poursuit, quelle que soit l'atteinte portée au traité. Sur toute autre affaire, votre esclave lui avait donné lors de leur entrevue les instructions les plus claires. Le chef a dit alors qu'il ne pensait pas à se rendre à Tien-tsin. Quelle versatilité n'était-ce pas montrer que de venir déclarer justement vingt jours après qu'il voulait accompagner à Tien-tsin le chef anglais ? Cette conduite était en désaccord non-seulement avec ce qu'il avait dit précédemment, mais aussi avec le traité. Maintenant que la question de la douane avait été débattue et conduite à un arrangement satisfaisant, et l'exécution du traité inculquée à sa communauté commerciale, il lui convenait plus que jamais de continuer comme il avait commencé, et de montrer dans l'intérêt de sa nation, le caractère durable de sa bonne entente avec nous. Qu'il ne se rende pas à Tien-tsin, mais s'il a des réclamations exigeant absolument une discussion personnelle, qu'il retourne à Canton et qu'il y attende l'examen et la décision du commissaire impérial. Dans la direction des questions qui se sont élevées au sujet des rapports avec les nations étrangères, les autorités chinoises sont restées entièrement dans les termes du traité. Elles ne savent rien de ce qui est au delà, et ne veulent pas y attacher leur responsabilité.

C'est d'ailleurs une manœuvre ordinaire des barbares de prendre pour prétexte de leurs démarches des circonstances particulières. Quoique les chefs puissent insinuer (ou chuchoter) contre Yeh-min-ching, il est évident qu'ils ont coutume de craindre Yeh-min-ching. Ils disent qu'ils vont aller à Tien-tsin. C'est peut-être cependant une assertion faite pour nous obliger à consentir à leurs demandes. Votre esclave les a conjurés avec une sérieuse bienveillance de rester et les vaisseaux de leur chef ne sont pas encore partis. Cependant il n'y a point de sécurité, tant le caractère des barbares est inconstant et capricieux, qu'après tout ils ne partiront pas pour le nord et qu'ils ne chercheront

pas à contraindre l'autorité impériale et les grandes autorités provinciales des juridictions de la côte.

Votre esclave a écrit à Kweiliang, gouverneur général de Chili, d'être sur ses gardes, et de faire avec sang-froid et en secret des préparatifs de défense. Il a aussi écrit à Yeh-min-ching.

Décret impérial adressé à Yeh, le 6 août 1854.

En apprenant il y a quelque temps que les chefs des barbares anglais et américains demandaient une entrevue avec les hauts dignitaires de Kiang-su, et qu'ils tentaient de les contraindre à agir selon leur convenance, nous avons envoyé des ordres à Yeh-min-ching pour commander à ces chefs d'obéir au traité afin de les mettre à même d'arrêter dans le bourgeon leurs desseins malicieux.

Hiang nous annonce maintenant qu'il a reçu une note du chef anglais Bowring se plaignant de ce que lorsqu'il s'est rendu à Canton le commissaire impérial a répondu impoliment à ces avances, et une autre note du chef américain Robert Maclane, dans le but de l'aviser qu'il s'est décidé à accompagner le chef anglais à Tien-tsin.

Il est dans la nature des barbares d'être rusés et malicieux. Ils savent parfaitement que toute l'administration du commerce étranger est concentrée à Canton, et cependant ils se précipitent contre les ports, insistant avec une déraisonnable extravagance pour qu'on leur accorde leurs demandes.

Nous avons prié les chefs de se rendre à Canton et d'y attendre une décision. Que Yeh-min-ching, conformément à notre précédent décret, avise aux moyens de les guider dans la voie qu'ils doivent suivre, et qu'il leur ordonne d'observer fermement le traité. Que sous aucun prétexte il ne leur permette d'agir illégalement et de s'amuser à espionner sous prétexte que des modifications au traité doivent être admises au bout de douze ans. Qu'il leur apprenne qu'à la suite des arrangements pris maintenant pour la défense contre les rebelles une force aussi nombreuse que les nuages est assemblée à Tien-tsin, et que si les barbares étaient assez malavisés pour s'y rendre, leurs vaisseaux pourraient être maltraités, dans lequel cas loin de tirer avantage de leur visite, ils auraient attiré le malheur sur eux-mêmes.

Quant aux formes à suivre par le gouverneur général Yeh lorsqu'il recevra les chefs barbares, qu'il s'en tienne religieusement aux anciens usages. Il ne doit pas, en vue de la demande de ces barbares d'être traités plus libéralement, leur faire aucune concession, quelque légère qu'elle soit, à moins qu'elle ne diminue leurs craintes.

Yeh-min-ching a été informé, il y a quelque temps, que les barbares russes ont déclaré la guerre aux barbares anglais, et qu'ils leur ont enlevé des navires marchands à Hong-Kong : ceci devrait conduire les Anglais à tourner leurs regards sur eux-mêmes. Comment se fait-il au contraire qu'ils élèvent des difficultés contre la Chine? Le bruit parvenu aux oreilles de Yeh était probablement faux en grande partie. Yeh doit apporter encore plus de soin dans sa manière de traiter cette affaire. La querelle qui a lieu entre ces barbares ne doit le mettre dans aucun cas hors de ses gardes. Qu'il envoie par la poste le résultat de ses dernières investigations et qu'il prenne des mesures à ce sujet.

Sir John Bowring et M. Maclane n'ayant pu obtenir aucune réponse satisfaisante à leurs demandes de la part de Yeh et des autorités de Kiang-su, partirent pour le nord afin de se mettre en communication directe avec la cour de Pékin. Ils arrivèrent à l'embouchure du Peiho le 15 octobre. Du 16 octobre au 10 novembre, ils furent en rapport avec divers dignitaires chinois, qui rendirent compte au gouvernement des négociations dans les rapports suivants.

Mémoire de Wau-kien et Shang-jui, du 20 octobre.

Le 28 octobre votre esclave Wau-kien et ses collègues ont eu devant le fort une entrevue avec les barbares. A la question de votre esclave comment il se faisait qu'ils eussent à se rendre en ces lieux puisqu'il n'y avait pas de commerce étranger à Tien-tsin, le barbare Medhurst, l'interprète anglais, répondit que divers changements sont devenus nécessaires relativement au commerce, qu'à Canton ils ont demandé au gouverneur général Yeh une entrevue qui leur a été refusée, qu'ils sont ensuite retournés à Shanghai où ils ont vu le gouverneur Kirhanga qu'ils ont instruit de leur départ pour Tien-tsin. Kirhanga s'est efforcé à plusieurs reprises de les détourner de leur projet et les a priés de lui remettre le texte de leurs propositions afin qu'il pût les soumettre en leur nom au Trône. Dans la crainte d'éprouver des retards ils se sont rendus au port de Tien-tsin et ils demandent maintenant qu'il soit adressé à S. M. l'Empereur la demande de permettre à Bowring et Maclane, les envoyés des deux nations, de conférer avec les ministres de S. M. à Pékin afin d'établir les changements nécessaires. Ceux-ci seraient sans aucun doute grandement utiles tant aux Chinois qu'aux étrangers. Si l'on refusait de communiquer leur demande, ils n'auraient d'autre alternative que de repartir pour le sud en toute hâte et de rendre compte à leurs gouvernements respectifs de l'insuccès de leur mission. Bref, les traités de paix qui devaient durer 10 000 ans ne seraient donc plus qu'un chiffon de papier.

Votre esclave leur a répondu en premier lieu qu'il ne pouvait être parfaitement au courant de tous les règlements commerciaux fixés autrefois à Canton ; il a dit ensuite que le traité de paix étant fait pour 10 000 années, c'était un devoir de témoigner la déférence qui lui était due à jamais. Comment donc pouvait-on demander des modifications ? Comment pouvait-on ouvrir de nouveau des négociations, le terme de douze ans des Américains n'étant pas encore expiré ? Ils auraient dû alors, après leur retour à Shang-haï, lorsque le gouverneur Kih les avait priés de lui présenter leur papier afin de le soumettre au Trône, le remettre entre ses mains et attendre ses actes ultérieurs. Qu'était-il besoin de venir à Tien-tsin pour y présenter importunément leurs demandes ? La requête de Bowring et Maclane de se rendre à Pékin pour y exposer leur affaire était non-seulement hors de question, mais une mesure telle que les mémorialistes ne pouvaient convenablement la soumettre au Trône. Là-dessus les barbares ont ajouté que ce n'était pas sur le commerce qu'ils insistaient le plus à Tien-tsin ; la véritable raison pour eux de vouloir se rendre à Pékin était de se plaindre de griefs trop pénibles pour être supportés. S'en référant aux mémoires et aux correspondances des autorités de Kiang-su sur les affaires des barbares, Kwei-liang, le gouverneur général du Chih-li, a envoyé des instructions confidentielles à Tsien-Hin-ho, intendant de Tien-tsin, lui disant de prier les barbares dans le cas où ils se rendraient à Tien-tsin de s'en tenir strictement au traité.

Agissant en conséquence, vos esclaves ont exhorté les barbares pendant plusieurs heures, en employant tous les moyens pour les remettre dans le bon chemin, et usant à leur égard dans une égale proportion de la sévérité et de la douceur. Les barbares ont persisté avec ténacité et mauvaise foi dans leur demande qu'une représentation fût faite au Trône. A moins que l'on n'allonge la corde et que cette représentation au Trône ne soit indulgemment concédée, il faut craindre, bien qu'il ne soit pas présumable qu'ils remonteront la rivière, qu'ils ne fassent voile vers le sud et ne cherchent dans leur renvoi un sujet de plainte. Avec la responsabilité qui pèse sur eux dans une affaire aussi importante, vos esclaves n'osent pas s'en tenir aux préjugés existants contre toute concession. Le caractère des barbares est si malicieux qu'il est toujours indispensable de prendre des précautions contre d'autres prétentions irrégulières de leur part.

Il ne reste à vos esclaves qu'à exposer franchement la vérité, et qu'à prier à genoux Votre Majesté de leur déclarer pour leur gouverne si un haut dignitaire sera ou non envoyé par Votre Majesté ; ou si le gouverneur général Kweiliang se rendra à Tien-tsin pour prier les barbares de repartir, leur indiquer le lieu où ils doivent se rendre pour y attendre l'examen et la décision de leur affaire, afin que les

barbares avec une respectueuse obéissance retournent promptement dans le sud.

Mémoire de Wau-kien et Shang-jui, du 24 octobre.

(Extrait.)

Vos esclaves ont eu une entrevue les 17 et 18 octobre avec les interprètes anglais et américains, Medhurst et Parker. Ils leur demandèrent où se trouvaient actuellement les chefs barbares Bowring et Maclane, et sur leur réponse qu'ils attendaient en dehors de la barre des renseignements ultérieurs, vos esclaves envoyèrent en observation un officier de confiance. Il trouva trois steamers et un petit navire à voiles à l'ancre en dehors de la barre, à environ sept milles des forts. Si vos esclaves avaient prié les chefs de se rendre à une entrevue, il y aurait eu un troisième vaisseau barbare dans l'intérieur du port à ajouter aux deux petits bâtiments qui avaient transporté les interprètes Medhurst et Parker, et si vos esclaves s'étaient rendus eux-mêmes chez les chefs pour les voir, ils auraient craint qu'il n'y eût eu quelque acte contraire à la dignité de la Chine. Ils ont eu donc deux entrevues avec Medhurst et son collègue. Sur la demande quelle était la cause réelle de leur venue, Medhurst a présenté une copie de ses propositions et Parker deux manuscrits dont l'un était identique à celui déjà présenté à Iliang, gouverneur général des deux Kiang. Trouvant ces propositions en général conçues dans des termes aussi outrageants qu'absurdes, vos esclaves les ont blâmées comme inconvenantes, ainsi que c'était leur devoir, et les ont immédiatement renvoyées, ne pouvant prendre sur eux de les recevoir.

L'omission de ce refus de réception dans les derniers mémoires présentés à Votre Majesté a été vraiment de la part de vos esclaves un acte de négligence. Le Conseil leur a transmis hier un décret impérial conçu en ces termes : « Dans leur entrevue avec les barbares, Wau-kien et ses collègues doivent déconcerter leur ruse et leur arrogance et déjouer leurs malicieux sophismes. »

Le 21 octobre vos esclaves ont eu une autre entrevue avec Medhurst et son collègue, dans laquelle ils les ont priés de leur expliquer la cause réelle et véritable de leur venue. Les barbares ont derechef assuré qu'ils étaient vraiment venus pour demander une modification du traité, les marchandises étant difficiles à acheter à cause de l'état de trouble du pays, et ils ont de nouveau présenté leur papier contenant des propositions dans ce sens.

Vos esclaves l'ont parcouru ensemble et ont fait des objections article par article. Par exemple à propos de l'article par lequel ils demandent de pouvoir s'établir dans quelque partie de la Chine que ce soit,

d'y acheter des terrains, élever des maisons, ouvrir des magasins, vos esclaves leur ont fait remarquer avec autorité qu'il n'était pas même permis aux navires d'entrer ailleurs que dans les cinq ports. Comment donc pourraient-ils construire des maisons, ouvrir des magasins ailleurs ? De plus la population qui est bien au fait de la sévérité de la loi, ne s'aventurerait pas à vendre illégalement, fût-ce seulement un ponce de terrain, à des barbares du dehors. Ensuite quant à la proposition d'envoyer un plénipotentiaire résider dans la capitale du nord de la Chine pour y conduire la correspondance avec le gouvernement, vos esclaves ont observé avec autorité que le traité original ne permettait à aucun État d'envoyer des fonctionnaires à Pékin. Pour une chose aussi insignifiante que le commerce quelle correspondance pouvait-il y avoir ? Bien plus, l'enceinte réservée à la dynastie céleste est un sol sacré. Comment pourrait-on tolérer qu'il fût profané par leur présence ?

Toutes les requêtes ci-dessus étaient outrageuses et impertinentes, tout à fait impraticables ; il ne convenait pas de les discuter. Quant aux autres changements réclamés au traité, ils se rapportaient pour la plupart au commerce sur le Yang-tse-kiang.

Vos esclaves, conformément au mémoire d'Iliang, mirent péremptoirement et avec autorité toutes ces demandes à néant, déclarant que le traité original ne faisait aucune mention de l'autorisation de trafiquer sur le Yang-tse-kiang, et que la contravention à cette condition du traité était sévèrement punissable. « Ne savez-vous pas, leur demandèrent vos esclaves, que l'inconvenante requête que vous faites de modifier les règlements existants est une violation de la foi et de la justice que vous devez observer religieusement et qu'il est par conséquent impossible de vous accorder ce que vous demandez ? »

Il fut aussi présenté un autre papier en plusieurs articles qui, inspection faite, fut trouvé alléguer divers motifs de plainte : la population des cinq ports élevait souvent des difficultés pour louer des maisons ; les officiers locaux ne prêtaient pas assistance pour faire recouvrer aux négociants l'argent qui leur était dû ; des cas d'incendie, de vol et de piraterie dans les eaux extérieures (*outer seas*) avaient été laissés sans réparation malgré l'appel adressé aux autorités chinoises. Ensuite Canton était investi par les rebelles, de même Schang-haï. En conséquence il n'y avait pas pour 100 000 taels de marchandises dans les cinq ports, et comme il ne s'y trouvait pas d'autorités avec lesquelles on pût débattre et arranger ces choses, ils s'étaient rendus au nord pour y porter leurs plaintes.

Vos esclaves leur dirent que quant à la location des maisons et autres affaires de ce genre, il fallait laisser la population entièrement libre de louer ou de refuser son consentement, personne, pas même

un fonctionnaire, ne pouvait le forcer. Quant aux dettes, là où l'argent était réellement dû, voulaient-ils dire que les autorités, lorsqu'on faisait appel à leur concours, refusaient de soutenir la demande et de prendre des mesures pour le recouvrement? Quant au vol et à la piraterie, les lois chinoises étaient très-sévères, les châtimens contre les autorités locales qui ne les exécutent pas, très-graves. Comment se pourrait-il donc faire que ces autorités ne missent pas de zèle à rechercher et à saisir les délinquans? Sur ce point d'ailleurs aucun papier à l'appui ne venait témoigner de lésions souffertes et établir par conséquent que des poursuites dussent être intentées et des offenses châtiées. Relativement à Canton, on avait reçu la nouvelle d'importans succès qui venaient d'y être remportés; l'ordre serait naturellement rétabli et les marchands seraient en état de reprendre leur négoce comme à l'ordinaire; il n'y avait donc là aucune raison d'anxiété.

Ceci fut expliqué aux barbares avec autant de clarté que d'autorité. A réitérées fois on leur montra le droit chemin. Medhurst et son collègue, incapables de discuter plus longtemps, insistèrent opiniâtrément sur ce qu'ils étaient seulement porteurs des lettres qu'ils avaient présentées; ils dirent qu'une entrevue devait avoir lieu avec leurs chefs Bowring et Maclane avant de débattre leurs demandes et de prendre aucune décision. Si toute communication avec le Trône leur était refusée, ils en instruiraient leurs chefs qui retourneraient vers le sud.

Vos esclaves leur dirent alors qu'ils étaient prêts à avoir une entrevue avec Bowring et l'autre chef barbare, sur quoi Medhurst et Parker déclarèrent que leurs chefs ne pouvaient se rencontrer qu'avec un haut dignitaire délégué par Votre Majesté. Ils mirent en avant toute espèce de prétextes pour emporter ce point, jusqu'à ce que la conférence fût interrompue par le coucher du soleil.

Ils ont parlé de se rendre à Tung-cho, à dix milles de Pékin. A ce sujet nous leur avons dit avec autorité que s'ils s'y aventuraient les autorités n'interviendraient pas, mais qu'il y avait à Tien-tsin 100 000 volontaires, unis de cœur, et que dans le cas probable où dans le voyage il leur arriverait un malheur, ce dernier ne concernerait en rien les autorités. Medhurst dit là-dessus : « Nous avons beaucoup entendu parler dans le sud de l'échec infligé l'année dernière aux rebelles par les volontaires de Tien-tsin; » et là-dessus il se désista. En vérité il faut, selon les termes du décret de Votre Majesté, leur faire de fausses assertions pour les intimider.

Dès que Tsung-lun arrivera à Tien-tsin il ne restera à vos esclaves, en obéissance aux ordres de Votre Majesté, qu'à examiner et à délibérer ensemble sur la meilleure marche à suivre et à attendre la décision du gouverneur général Kweiliang.

Il reste à ajouter que votre esclave Wau-kien a annoncé confidentiel-

lement au haut commissaire Sang-ko-lintsin l'arrivée des vaisseaux barbares dans le port, et hier nous avons reçu une lettre de lui disant qu'il avait envoyé Chang-Tien-Yuen, général en chef de l'armée du Chih-li à Tien-tsin avec 3000 hommes, pour aider la garnison à défendre la place.

Décret impérial.

Nous avons lu le mémoire.

Les fausses et bruyantes fanfaronnades des barbares sont assez transparentes ; elles ne sont pas très-habiles. Dès que Tsung-lun sera arrivé, vous tiendrez amicalement conseil avec lui, et vous aviserez à quelque arrangement satisfaisant de l'affaire. Vous ne perdrez pas de temps à rendre compte des vaisseaux barbares qui pourront arriver encore, ainsi que de tous les mouvements des barbares.

**Mémoire confidentiel de Tsung-lun, Wau-kien et Chang-jui,
du 4 novembre.**

(Extrait.)

Vos esclaves ont eu le 3 novembre une entrevue avec les chefs barbares, Maclane et Bowring. Ceux-ci, ainsi que leurs interprètes, Medhurst et Parker, ont débarqué accompagnés de 167 hommes, tous armés. Les chefs barbares Maclane et Bowring avaient certainement des manières respectueuses. Ils dirent qu'ils élevaient vers Sa Majesté l'Empereur un regard rempli de gratitude pour avoir envoyé un ministre au fort de Tien-tsin, et qu'ils avaient un plaisir inexprimable à se rencontrer avec lui.

Sur ce, votre esclave Tsung-lun leur dit que Tien-tsin n'était pas proprement un endroit auquel les étrangers eussent accès. Eu égard toutefois à leur voyage par mer, votre esclave avait consenti à se réunir à eux ; ils devaient maintenant déclarer en toute vérité les points qu'ils voulaient faire débattre, et si l'affaire rentrait dans le but du traité et était quelque peu raisonnable, votre esclave les suivrait sur ce terrain.

Maclane répondit le premier. Un long temps s'est écoulé depuis la conclusion du traité ; l'état actuel des choses appelle des changements urgents. Il avait été à Canton, mais Yeh avait refusé de le recevoir ; il était donc venu à Tien-tsin pour prier que des démarches fussent faites dans cette affaire. Il a présenté en même temps le papier contenant les propositions déjà communiquées ; elles tendent au même but que celui rapporté à répétées fois à Votre Majesté par votre esclave Wau-kien.

Votre esclave Tsung-lun a immédiatement, clairement et positive-

ment refusé les demandes relatives à la location des maisons d'habitation, l'achat des terrains, l'établissement d'entrepôts à l'intérieur, ainsi que la résidence d'une mission barbare à Pékin chargée de diriger la correspondance, soit d'entretenir les rapports officiels. Le barbare Maclane n'eut rien à avancer en réponse. Il dit que le papier précédemment présenté ne contenait pas tout ce qu'il avait à dire; que si le ministre envoyé par Votre Majesté a des pouvoirs suffisants, il entrera dans les détails du traité contenant les articles dont les États-Unis imploront la concession avec une si grande anxiété. Si votre esclave Tsung-lun n'a pas les grands pouvoirs nécessaires, il est inutile de continuer la négociation.

Votre esclave Tsung-lun a répété plusieurs fois avec autorité que dans notre État les serviteurs publics ne peuvent prétendre aux pouvoirs de plénipotentiaire; qu'en toutes choses ils attendent les ordres de leur souverain avant d'agir, et que la dénomination de plénipotentiaire n'a jamais existé pour aucun fonctionnaire. Si les choses que vos États-Unis demandent si instamment sont à l'avantage des deux parties ou bien avantageuses aux étrangers et non préjudiciables à la Chine, nous pourrions sans aucun doute les discuter, et des arrangements pourront être pris après avoir été exposés à Sa Majesté; mais si moi son ministre je m'oubliais au point de soumettre de votre part des conditions nuisibles à la Chine, notre empereur ne manquerait pas de me punir pour cette irrévérente importunité. Il n'y aura du reste aucune objection à ce que vos propositions soient produites. Quand nous les aurons lues, nous les discuterons dans un esprit d'équité.

Le chef barbare Maclane eut là-dessus une longue consultation avec Bowring, Medhurst et Parker. Ensuite chaque chef produisit une copie des modifications proposées. Vos esclaves Tsung-lun et Wau-kien les lurent et y trouvant des articles très-préjudiciables aux grands intérêts du pays et entraînant des conséquences calamiteuses à un haut degré, ils sentirent que pour plier le cœur des barbares à la soumission ils devaient les désapprouver et les rejeter avec force. D'ailleurs Medhurst, l'interprète anglais, est si singulièrement mal disposé que l'on pouvait craindre qu'il ne rendît pas tout ce qui serait dit. Il parut dès lors utile de leur dire avec autorité que plusieurs des articles contenus dans leur papier étaient en désaccord avec le traité original, et ne concernaient pas les cinq ports; que leurs demandes étaient outrageuses et impertinentes, mais que les objections à ce sujet ne pouvaient pas encore leur être présentées, et qu'ils devaient attendre jusqu'à ce que Tsung-lun, qui allait examiner ces papiers chez lui, leur eût fait une réponse écrite et négative sur chaque article inadmissible.

Quant aux changements à introduire dans le traité à cause de la

modification des circonstances, ils ne peuvent prendre place dans les transactions à opérer dans les affaires des barbares. Le ministre n'a ni les moyens d'avoir des informations complètes au sujet des négociations qui eurent lieu pour le traité à l'époque de sa conclusion, ni la possibilité de se référer à des documents. Il lui est encore plus impossible d'émettre une opinion sur les droits des douanes, vu que les conditions qui les régissent diffèrent suivant les différents ports.

La marche à suivre serait sans doute de porter l'affaire devant le Trône, et de prier Sa Majesté de charger les autorités supérieures des provinces que cela concerne et auxquelles incombe l'administration des affaires des barbares de préciser les conditions du traité original, et de prendre une décision eu égard aux circonstances. Le commerce des nations étrangères en recueillerait quelque léger avantage et l'on pourrait aisément distinguer le vrai du faux dans leurs plaintes actuelles.

Les chefs barbares se sont informés du jour où ils pourraient attendre une réponse aux propositions transmises.

Vos esclaves leur ont dit que le traité proposé serait examiné soigneusement article par article, et qu'il leur serait renvoyé pour le 3 novembre. Les barbares ont exprimé leur contentement, et, se rendant au rivage avec leur suite, ils sont remontés sur leurs vaisseaux.

La plupart des propositions des chefs Maclane et Bowring sont, selon l'avis de vos esclaves, tout à fait déraisonnables et ne peuvent, à juste titre, être admises par votre intelligence sacrée. D'un autre côté vos esclaves n'osant pas, dans une affaire de si grande importance, agir autrement qu'en vous exposant franchement la vérité, ils envoient à Votre Majesté une copie des pièces présentées par les Américains et les Anglais. Quant aux diverses demandes outrageuses mises en avant par les barbares selon leur bon plaisir, il serait du devoir de vos esclaves de donner toute leur attention à la décision définitive qui sera prise à leur sujet, et de mettre fin à cette indiscrete curiosité et à ces désirs insatiables en enjoignant aux barbares d'être justes, en désapprouvant, en rejetant leurs propositions une par une et en les refusant péremptoirement.

Vos esclaves ne croient pas de leur devoir de troubler de nouveau à ce sujet votre sacrée intelligence. Cependant dans le papier remis par les barbares se trouvent diverses propositions qui, bien que discutables, touchent néanmoins à la dignité de l'État. Ainsi en est-il de la requête de correspondre avec les hautes autorités provinciales, des demandes que les entrevues officielles aient lieu aux résidences officielles des autorités, qu'en cas de collision entre Chinois et étrangers les deux parties soient entendues par les autorités des deux pays siégeant conjointement, et que chaque partie soit punie par son

propre gouvernement; que les gouverneurs généraux reçoivent les barbares sur un pied d'égalité, que la Chine aide à débarrasser les mers de la piraterie, que des mesures soient immédiatement prises pour recouvrer la propriété dont plusieurs Anglais ont été frauduleusement frustrés par les Chinois.

Il n'est pas au pouvoir de vos esclaves d'être exactement informés au sujet des autres propositions relatives à l'acquittement des droits dans les différentes villes, telles que de payer les droits en monnaie d'or, d'obtenir la remise des droits arriérés, de faire circuler des monnaies étrangères d'or et d'argent. Si vos esclaves entraient en discussion légèrement, à ce sujet, avec les barbares, ils seraient probablement dupés par ces derniers.

Il est facile de reconnaître aux paroles et aux regards des barbares qu'ils ont été touchés et qu'ils sont reconnaissants de la nomination d'un dignitaire pour examiner leur affaire. Sans doute plusieurs de leurs propositions sont outrées et impertinentes; toutefois, si on oppose des refus à toutes, ils retourneront certainement chez eux humiliés et offensés, et bien qu'ils n'oseront recourir immédiatement à la violence ouverte, il faut considérer que le nuage du sud¹ n'est pas encore dissipé, et que si les barbares se livraient à des machinations secrètes, il serait plus difficile d'en venir à bout qu'aujourd'hui.

En l'absence de tout papier auquel on puisse se référer, l'examen et la décision des propositions discutables entraîneraient un long retard; la gelée peut arriver en un clin d'œil: les barbares craignent le froid et ne resteront certainement pas longtemps. Pour autant que les intentions de leurs chefs peuvent être devinées, leur but paraît être d'attendre l'expression du bon plaisir de Votre Majesté.

C'est sans aucun doute à Votre Majesté à juger quels sont les meilleurs moyens à employer dans cette circonstance. Vos esclaves oseraient-ils s'oublier au point d'être importuns? Chargés par Votre Majesté d'agir d'une manière indépendante dans la marche adoptée pour cette affaire, il est naturellement de leur devoir de déclarer avec franchise leurs vues, quelle que soit d'ailleurs la lourdeur de leur intelligence.

Ils suggéreraient donc qu'un choix, aussi raisonnable que possible, fût fait parmi les articles contenus dans le papier remis par les barbares, que ces articles fussent transmis aux autorités supérieures des provinces chargées de régler les affaires des barbares, avec l'instruction de mettre toute leur attention à les examiner et d'amener par leurs recherches un résultat satisfaisant et conforme à ce qu'ils trouveront dans le traité original. Qu'un esprit de bienveillance se manifeste.

Votre Majesté décidera de la convenance de cette marche. Vos esclaves ne pensent pas qu'il faille permettre aux barbares d'exercer de la contrainte, mais ils craignent que si Votre Majesté n'ouvre aux barbares une voie pour sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent, ils ne prennent leur vol vers quelque position inaccessible et ne rendent ainsi l'affaire interminable.

Vos esclaves ont communiqué au gouverneur général Kwei-liang les détails de leur entrevue avec les chefs barbares et leur enquête au sujet du but réel de leur venue.

F. AMYOT.

III.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

**Protocole d'une conférence tenue au ministère des affaires
étrangères à Paris, le 19 février 1861.**

Présents :

Pour l'Autriche, M. le prince de Metternich;
Pour la France, M. Thouvenel;
Pour la Grande-Bretagne, M. le comte Cowley;
Pour la Prusse, M. le comte de Pourtalès;
Pour la Russie, M. le comte de Kisseleff;
Pour la Turquie, Vefik Effendi.

Le plénipotentiaire de la France, en se référant à la communication de son Gouvernement qui a provoqué la réunion de la conférence, rappelle et détermine l'objet soumis à son examen, et il invite le plénipotentiaire de la Turquie à faire connaître comment sa cour envisage la situation des choses en Syrie, et l'exécution de la clause de la convention du 5 septembre¹ qui fixe à six mois la durée du concours prêté par les troupes étrangères.

Le plénipotentiaire de la Turquie expose que son Gouvernement s'est appliqué, dès l'origine, à remplir les devoirs que lui imposaient les événements dont la Syrie a été le théâtre, et qu'il s'est mis sans retard en mesure d'y pourvoir; qu'il est en état de maintenir la tranquillité, et que la Convention peut recevoir son exécution sans danger pour la conservation de l'ordre. Il rend hommage d'ailleurs à l'attitude et à la conduite que les troupes françaises et leurs chefs ont tenues depuis leur débarquement.

1. Voir *Archives*, t. I, p. 180.

Le plénipotentiaire de la France remercie le plénipotentiaire de la Turquie du témoignage qu'il rend à la Conférence de la manière dont le corps expéditionnaire a rempli sa tâche, mais il croit devoir déclarer que les informations parvenues à son Gouvernement le portent à penser que le départ des troupes françaises serait suivi de nouveaux troubles. Il donne lecture de la correspondance des agents français, d'où il résulte que les populations se préparent à de nouvelles luttes, et que l'autorité locale ne dispose pas de moyens suffisants pour les contenir. Rapprochant cette situation de l'esprit de la convention et des termes de l'article V, il en conclut que le but que se proposaient les puissances ne se trouverait pas rempli si les troupes françaises évacuaient la Syrie en ce moment. Dans son opinion, on mettrait fin à la garantie matérielle stipulée par la Convention avant d'y avoir substitué la garantie morale que doit offrir l'organisation des pouvoirs publics qui ne peuvent être constitués sans que la commission internationale ait terminé ses travaux, et l'on sait que la commission est loin de toucher au terme de son mandat. Il lui est donc impossible de partager la confiance que le plénipotentiaire de la Turquie place dans les dispositions transitoires adoptées par son gouvernement.

Le plénipotentiaire de la Turquie ne saurait consentir à faire dépendre l'exécution de la Convention des mesures concernant le mode d'administration; il n'oublie nullement dans quel esprit l'acte du 5 septembre a été conclu, et il ne voit dans la présence des troupes françaises en Syrie qu'une manifestation des sympathies des puissances alliées de la Porte; mais il ajoute qu'il n'est pas moins constant, d'autre part, que la Convention est formelle et qu'en ce qui regarde l'évacuation, elle stipule une date qu'on ne peut dépasser sans méconnaître la clause qui règle ce point essentiel; qu'au surplus, l'œuvre de réorganisation de la Syrie revient exclusivement à son gouvernement; qu'on ne pourra y donner suite que quand la commission aura accompli son mandat; et que, jusque-là, il suffit, comme il l'affirme, que la Porte ait avisé aux moyens propres à assurer la sécurité. Il présume, du reste, que les commissaires ont terminé leurs investigations sur les lieux, et la Conférence, selon lui, pourrait exprimer l'avis, afin de hâter le rétablissement d'un ordre de choses régulier en Syrie; que la Commission, dont la présence ou le rappel ne saurait modifier l'état matériel du pays, fût invitée à se rendre à Constantinople, où elle rédigerait son rapport, dont les représentants des puissances prendraient connaissance sans retard, et pourraient ainsi, en se concertant avec la Porte, avancer le moment de la pacification.

Le plénipotentiaire de la Russie, après avoir fait observer que les informations officielles parvenues à son Gouvernement lui permettent de partager les appréciations de M. le plénipotentiaire de la France,

ainsi que les conclusions qu'il en a déduites, relève que l'autorité n'est pas constituée en Syrie, et que, dans l'état de désordre où se trouve le pays, état qui n'offre pas les garanties désirables, les agents de la Porte sont certainement dans l'impossibilité de prévenir de nouveaux conflits. A son avis, l'évacuation ne devrait avoir lieu que lorsqu'il serait bien constaté qu'elle pourrait s'effectuer sans qu'il en résulte de nouveaux dommages pour les populations chrétiennes si cruellement éprouvées par les événements qui ont précédé et motivé l'intervention européenne.

Le plénipotentiaire de la France constate qu'il faut attribuer à des causes indépendantes de la volonté des commissaires européens les lenteurs qu'a subies la marche de leurs travaux, mais qu'il n'est pas moins vrai que leurs instructions, conformes à l'entente des puissances, leur prescrivent d'assurer la punition des coupables, d'aviser aux moyens d'indemniser les victimes, et d'élaborer un rapport sur l'organisation administrative du Liban : or, dit-il, jusqu'à présent, il n'a été infligé aucun châtiment aux auteurs des massacres de la montagne, aucune indemnité n'a été accordée aux chrétiens, et la Commission n'est pas encore à même de présenter ses propositions de réorganisation. D'autre part, les chefs druses retirés dans le Hauran se concertent avec les Arabes et les Metualis pour résister ouvertement aux mesures de rigueur que l'on prendrait contre eux, et poussent l'audace jusqu'à venir piller les villages situés aux portes de Damas ; les chrétiens, de leur côté, se disposent à repousser les agressions dont ils sont menacés : on s'arme partout et la guerre civile, loin d'être apaisée, est de nouveau imminente. En présence de ces éventualités, la France décline la responsabilité des conséquences qu'entraînerait le départ prématuré du corps expéditionnaire.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne répond que si l'on se plaçait au point de vue du plénipotentiaire de la France, la conférence devrait décider que l'occupation serait désormais permanente, et déclare que son Gouvernement n'adhérerait pas à une semblable résolution, qui est d'ailleurs déclinée par le plénipotentiaire de la puissance territoriale. Il annonce que les renseignements parvenus à son Gouvernement présentent la situation sous un jour qui le porte à considérer l'évacuation immédiate comme une mesure opportune et même nécessaire. Le commissaire de la Grande-Bretagne estime en effet que les agents du Gouvernement ottoman disposent des forces nécessaires au maintien de la tranquillité, et que la présence des troupes étrangères, utile au début, entretient aujourd'hui des espérances et des craintes dont l'effet est de perpétuer des ressentiments qu'il importe de faire cesser. Il soutient qu'il n'existe aucune connexité entre les travaux de la commission et la durée de l'occupation ; que le but de la

convention est atteint; que ce but a été défini dans le préambule de cet acte, et consistait à « *arrêter l'effusion du sang par des mesures promptes et efficaces*; » que les dispositions concertées par les puissances ont réalisé l'objet unique qu'elles avaient en vue; que la convention peut donc et doit recevoir son exécution dans ses clauses finales. C'est désormais, pense-t-il, à la puissance souveraine qu'il appartient exclusivement de pourvoir à la sécurité en Syrie, et le plénipotentiaire de la Turquie déclarant, avec raison selon lui, que son gouvernement peut prévenir de nouveaux troubles, il n'y a nulle raison de retarder le départ des troupes, qui n'avaient d'autre mission que de concourir à mettre fin aux conflits sanglants qui avaient éclaté dans cette province.

Le plénipotentiaire de la France fait remarquer qu'il ne s'agit nullement de combiner une occupation permanente, et que le gouvernement français, pour son compte, ne consentirait, en aucun cas, à en accepter seul les charges; il reconnaît que s'il n'y a pas une connexité conventionnelle entre la mission des commissaires et celle du corps expéditionnaire, cette connexité, dans son opinion, existe par la force des choses, puisque l'on s'exposerait à de nouveaux malheurs si l'on mettait fin à la garantie effective qui résulte de la présence des troupes étrangères, avant d'avoir pris et appliqué les dispositions que comporte l'exercice régulier et efficace de toute autorité.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime l'avis que l'on pourrait seconder la Turquie dans l'œuvre de pacification qui reste à remplir, et témoigner aux populations l'intention des puissances de concourir, s'il y a lieu, à la répression de nouveaux désordres, en décidant qu'on entretiendrait sur les côtes de Syrie une station combinée de leurs forces navales.

Le plénipotentiaire de l'Autriche fait observer que cette mesure ne pourrait s'effectuer avant le mois de mai, et qu'il pourrait surgir des conflits regrettables avant cette époque si le corps expéditionnaire quittait la Syrie à la date fixée par la Convention.

Le plénipotentiaire de la Prusse émet la même opinion.

Le plénipotentiaire de la Russie croit que la présence des bâtiments de guerre serait insuffisante pour garantir la sécurité des chrétiens, qui, habitant le Liban et les grandes villes de l'intérieur, ne pourraient recevoir aucun secours des escadres, qui seraient forcées de borner leur protection aux villes du littoral.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime la conviction que la présence des pavillons étrangers sur le littoral suffira par son influence morale pour contenir les mauvaises passions des habitants du Liban. Du reste, ajoute-t-il, rien ne serait plus facile que de débarquer une partie des équipages, s'il devenait nécessaire.

Le plénipotentiaire de la Turquie dit qu'en principe il ne pourrait admettre aucune distinction entre l'occupation par des troupes de terre et le débarquement des équipages. Il revient au surplus sur ses déclarations antérieures, et persiste notamment à penser que l'état des choses en Syrie permet d'exécuter la Convention; mais, connaissant les sentiments qui animent son Gouvernement, il croit que l'on pourrait régler le départ des troupes de manière que l'évacuation eût lieu sans exercer une influence fâcheuse sur les dispositions des esprits, en s'effectuant pendant un délai que la Porte utiliserait pour raffermir l'ordre. Il ne soumet à la conférence aucune proposition; mais il est prêt à tenir compte, dans cette mesure, des appréciations des autres plénipotentiaires; et se croirait autorisé à transmettre à sa cour une ouverture tendant à prolonger l'occupation temporairement et jusqu'à une date déterminée d'avance.

Le plénipotentiaire de la France se plaît à reconnaître qu'une semblable suggestion tend à rapprocher les avis, mais il prévoit que l'on se trouvera, à l'expiration de ce délai, si l'on ne veut se préoccuper que d'une date, sans égard pour les circonstances, en face des mêmes difficultés et des mêmes dissentiments. Il propose en conséquence de proroger l'occupation jusqu'au moment où la Porte pourra, avec les développements convenables, faire connaître à la conférence, qui serait, sur sa demande, convoquée à cet effet, l'ensemble des mesures prises pour garantir la tranquillité de la Syrie, et les plénipotentiaires décideraient alors, après avoir reçu cette communication, que l'évacuation aurait lieu. Il se fonde sur les appréciations du Gouvernement britannique, qui a reconnu que, pour permettre aux puissances de se prononcer en parfaite connaissance de cause, la Porte devait les informer des dispositions adoptées pour conjurer de nouveaux conflits.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait observer que son Gouvernement a acquis, postérieurement à cette communication, la conviction que la Porte s'était mise à même de maintenir l'ordre en Syrie. Il ajoute qu'il voit avec regret que, d'après les rapports des agents britanniques, de nombreux assassinats sont commis à l'heure qu'il est par les Maronites sur les Druses. Puisque la présence de troupes étrangères n'a pas pour effet de prévenir ces crimes, c'est là une raison de plus, selon lui, pour mettre un terme à l'occupation. Autrement, c'est sur l'Europe, qui a envoyé cette expédition, que retomberait la responsabilité de la non-punition de ces actes.

Le plénipotentiaire de la France dit que les faits isolés signalés par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ne sont pas parvenus à la connaissance du Gouvernement français; que, dans tous les

cas, au lieu d'y voir un motif de hâter l'évacuation, il pense qu'on devrait en conclure qu'il est essentiel de prolonger l'occupation.

Le plénipotentiaire de la Turquie déclare qu'il ne saurait accepter pour son Gouvernement l'obligation de justifier des moyens nécessaires au maintien de la sécurité sur son propre territoire.

Le plénipotentiaire de la Russie propose de proroger l'évacuation de deux mois et de remettre toute résolution au terme de ce délai, époque à laquelle la conférence serait mieux édifiée sur la situation des choses en Syrie; selon lui, cet ajournement donnerait à la commission le temps de terminer ses travaux, et l'on trouverait vraisemblablement, dans le rapport des commissaires, les éléments d'une résolution qui réunirait l'assentiment de toutes les puissances. Il ne s'opposerait pas au surplus à la suggestion faite par M. le plénipotentiaire de la Turquie, s'il était entendu que, dans le cas où il surgirait de nouveaux incidents durant la prolongation de l'occupation, la Conférence pourrait modifier sa résolution selon les circonstances.

Le plénipotentiaire de la Turquie fait savoir qu'il ne peut acquiescer à aucune proposition qui laisserait dépendre l'évacuation de faits éventuels, et, devant les termes explicites de la Convention, il maintient qu'elle doit avoir lieu à une date certaine.

La Conférence examine si l'on peut prévoir que, dans un délai déterminé, l'ordre moral sera suffisamment établi en Syrie pour qu'il soit possible, dès ce moment, de fixer à une date invariable le départ des troupes. A la suite de cette discussion, où se sont produits des avis contradictoires, le plénipotentiaire de la Turquie a admis qu'il pourrait transmettre à sa cour une proposition qui conduirait à signer une Convention prolongeant, pour tout délai, le terme de l'occupation jusqu'au 1^{er} mai prochain.

Les plénipotentiaires décident qu'ils en référeront à leurs cours respectives.

Protocole d'une conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Paris, le 15 mars 1861.

Présents :

Pour l'Autriche, M. le prince de Metternich ;
Pour la France, M. Thouvenel ;
Pour la Grande-Bretagne, M. le comte Cowley ;
Pour la Prusse, M. le comte de Pourtalès ;
Pour la Russie, M. le comte de Kisseleff ;
Pour la Turquie, Vefik Effendi.

Le protocole de la séance du 19 février est lu et adopté avec des amendements qui ne donnent lieu à aucune discussion.

Le plénipotentiaire de la France exprime le vœu que les plénipotentiaires fassent connaître l'avis de leurs gouvernements respectifs sur la suggestion qu'on était convenu de soumettre à leur appréciation.

Le plénipotentiaire de l'Autriche dit que depuis la dernière réunion de la Conférence, il s'est écoulé un temps assez long pour qu'il lui semble désirable de fixer à trois mois le terme pendant lequel on prorogerait l'occupation européenne en Syrie; il lui semble que, pendant ce délai, la Porte pourrait prendre les mesures complémentaires que l'on jugerait opportunes pour dissiper toutes les inquiétudes, et préparer ainsi l'évacuation de manière à prévenir les conflits qui, selon certaines prévisions, menaceraient d'éclater après le départ des troupes étrangères.

Le plénipotentiaire de la France fait savoir qu'il a soumis à l'appréciation de son Gouvernement la combinaison proposée à la Conférence dans sa précédente réunion, et qu'elle ne lui a pas paru répondre aux éventualités dont il y a lieu de tenir compte: il reconnaît cependant que si l'occupation était prolongée pendant trois mois, on aurait du moins une plus grande latitude pour y aviser.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne déclare que son Gouvernement n'a reçu aucune information qui puisse le porter à modifier la manière de voir dont il a fait part à la Conférence; qu'il doit donc persister dans l'opinion qu'il a exprimée; mais que si les autres plénipotentiaires sont disposés à ajourner le départ des troupes étrangères, il est lui-même autorisé, dans un esprit de conciliation, à y donner son assentiment, pourvu que le délai n'excède pas le terme de trois mois, et que la Sublime Porte n'y fasse point d'objection.

Le plénipotentiaire de la Prusse est d'avis d'adopter cette prolongation; selon lui, la Commission pourrait terminer ses travaux durant cette période, et le départ des troupes coïncidant ainsi avec la nouvelle organisation de l'administration du Liban, on posséderait une garantie de plus pour le maintien de la tranquillité.

Le plénipotentiaire de la Russie adhère pour sa part à cette prolongation, qui, à son sens, répond à une mesure d'urgence recommandée aux grandes puissances par l'humanité aussi bien que par les intérêts généraux de l'Europe et de la Turquie. Elle permettra d'ailleurs de mener à bonne fin les mesures d'ordre et d'organisation nécessitées par la situation du Liban et conformes aux vœux de son Gouvernement.

Le plénipotentiaire de la Turquie annonce qu'il a soumis à sa Cour la suggestion consignée dans le protocole de la précédente réunion; que sa Cour l'a chargé de maintenir les déclarations qu'il a faites en ce qui concerne les moyens dont elle dispose pour préserver la tran-

quillité en Syrie, comme pour ce qui touche l'organisation administrative et les travaux de la Commission; que cependant, dans un sentiment de gratitude pour le concours que l'Europe lui a prêté, elle l'avait autorisé à consentir à une prolongation de l'occupation jusqu'au 30 mai; que l'esprit dans lequel sont conçues ces instructions lui permet d'acquiescer, puisque tous les plénipotentiaires y adhèrent, au terme de trois mois: si cette clause est combinée de manière à fixer exactement la date de l'évacuation.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit pouvoir, après avoir entendu les autres plénipotentiaires, proposer à la Conférence une rédaction qui lui paraît conforme aux vues conciliantes des puissances, et il en donne lecture.

Cette rédaction est examinée par la Conférence, qui, après en avoir discuté les termes, tombe d'accord sur le libellé de l'acte annexé au présent protocole, et qui reçoit la signature des plénipotentiaires.

Fait à Paris, le quinze mars mil huit cent soixante et un.

Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, faite à Paris, le 15 mars 1861.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, et l'Empereur des Ottomans, après les explications échangées entre leurs Gouvernements respectifs, s'étant entendus pour modifier la Convention conclue entre eux le 5 septembre dernier, les représentants de leursdites Majestés sont tombés d'accord sur les articles suivants, qui seront textuellement convertis en une Convention dont les instruments vont être aussitôt préparés pour être revêtus de leurs signatures.

ARTICLE I.

La durée de l'occupation européenne en Syrie sera prolongée jusqu'au 5 juin de la présente année, époque à laquelle il est entendu entre les hautes parties contractantes qu'elle aura atteint son terme, et que l'évacuation aura été effectuée.

ART. II.

Les stipulations contenues dans l'article II de la Convention du 5 septembre 1860, en tant qu'elles n'ont point encore été exécutées, ou qu'elles ne sont pas modifiées par la présente Convention, demeureront en vigueur pendant la période qui s'écoulera entre la date de la signature de cet acte, et le 5 juin de l'année courante.

ART. III.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront

échangées à Paris dans le délai de cinq semaines, ou plus tôt si faire se peut¹.

Traité conclu entre la Russie et la Chine, à Aïghoun, le 16 mai 1858, ratifié par Sa Majesté l'Empereur de Russie, le 8 juillet 1858, et par Sa Majesté le bogdoka de Chine, le 2 juin de la même année.

Le grand empire de Russie, et de sa part le gouverneur général de la Sibérie orientale, l'aide de camp général de S. M. l'empereur Alexandre Nicolaiewitch, le lieutenant général Nicolas Mourawieff, et le grand empire Ta-Tsing, et de sa part l'aide de camp général prince J. Chan, grand de la cour, commandant en chef sur l'Amour, voulant établir une éternelle et plus intime amitié entre les deux empires, et dans l'intérêt des sujets respectifs, ont arrêté d'un commun accord.

Art. I. La rive gauche du fleuve Amour, à partir de la rivière Arg-Roun jusqu'à l'embouchure de l'Amour, appartiendra à l'empire de Russie, et sa rive droite, en aval jusqu'à la rivière Oussouri, appartiendra à l'empire Ta-Tsing; les territoires et endroits situés entre la rivière Oussouri et la mer, comme jusqu'à présent, seront possédés en commun par l'empire Ta-Tsing et l'empire de Russie, en attendant que la frontière entre les deux États y soit réglée. La navigation de l'Amour, du Soungari et de l'Oussouri, n'est permise qu'aux bâtimens des empires Ta-Tsing et de la Russie; la navigation de ces rivières sera interdite aux bâtimens de tout autre État. Les habitants mandchoux établis sur la rive gauche de l'Amour, depuis la rivière Zeia jusqu'au village de Hormoldzin au sud, conserveront à perpétuité les lieux de leurs anciens domiciles sous l'administration du gouvernement mandchou, et les habitants russes ne pourront leur faire aucune offense ni vexation.

Art. II. Dans l'intérêt de la bonne intelligence mutuelle des sujets respectifs, il est permis aux habitants riverains de l'Oussouri, de l'Amour et du Soungari, sujets de l'un et de l'autre empire, de trafiquer entre eux, et les autorités doivent réciproquement protéger les commerçants sur les deux rives.

Art. III. Les stipulations arrêtées d'un commun accord par le plénipotentiaire de l'empire de Russie, le gouverneur général Mourawieff, et le commandant en chef sur l'Amour, I-Chan, et plénipotentiaire de l'empire Ta-Tsing, seront exactement et inviolablement exécutées à perpétuité; à cet effet, le gouverneur général, M. Mourawieff, pour

1. L'échange des ratifications a eu lieu le 15 mai.

l'empire de Russie, a remis un exemplaire du présent traité écrit en langue russe et mandchoue, entre les mains du commandant en chef prince I-Chan pour l'empire de Ta-Tsing, et le commandant en chef prince I-Chan, pour l'empire Ta-Tsing, a remis un exemplaire du présent traité en langues mandchoue et mongole, au gouverneur général Mourawieff pour l'empire de Russie. Toutes les stipulations consignées dans la présente seront publiées pour l'information des habitants limitrophes des deux empires.

Le 16 mai 1858, ville d'Aïghoun.

(Suivent les signatures.)

NOTE. Ce traité n'a pu être publié à son rang de date, avant celui du 13 juin 1858 (t. II, p. 122), parce qu'il n'a été promulgué par le Sénat et publié que le 30 mars 1861.

Toutes les dispositions de ce traité négocié par le comte Mouraviev-Amourski et M. Pétrowski, fonctionnaire supérieur du ministère des affaires étrangères, ont été ratifiées et complétées depuis par les deux traités conclus avec le Céleste-Empire par le comte Poutiatine et le général Ignatiev. Ce document ne présente donc rien de nouveau.

Nous le faisons suivre d'un règlement commercial, publié par le *Journal de Saint-Petersbourg*, le 7/19 avril 1861.

Commerce avec la Chine. Importation du thé de Canton dans l'Empire et dans le royaume de Pologne.

Sur la proposition du ministre des finances et l'avis rendu par le conseil de l'Empire relativement à la question du commerce avec la Chine, et de l'autorisation d'importer le thé de Canton dans l'empire et le royaume de Pologne, S. M. l'Empereur a daigné, le 30 mars dernier, ordonner les dispositions que voici :

I. Les modifications suivantes sont apportées aux articles du corps des lois sur la matière :

1° Les individus jouissant du droit de trafiquer à Kiakhtha sont autorisés à y exercer le commerce d'après les bases générales, c'est-à-dire par échange contre des marchandises ou par achat contre paiements en or ou en argent, et sans aucune restriction.

2° Cette règle s'applique également à ceux qui jouissent du droit de faire le commerce avec les villes de la Chine occidentale, savoir : Kouldja, Tchougoutchak et Kaschgar.

3° Les individus faisant le commerce avec la Chine, dans les lieux où il est permis, peuvent contracter avec les marchands du pays des obligations écrites pour la commande de marchandises, le loyer de boutiques, maisons, etc.

4° Le commerce avec la Chine est permis aux marchands des trois guildes, ainsi qu'aux paysans trafiquant avec des certificats des trois premières classes, d'après les principes généraux.

II. Les restrictions imposées au commerce de Kiakhta étant supprimées, et le commerce avec la Chine étant autorisé d'après les bases générales, l'or en lingots et monnayé est rayé de la liste des articles prohibés à l'exportation et à l'importation par le tarif de Kiakhta.

III. A partir du 1^{er} octobre, les droits sur les thés seront perçus dans les proportions suivantes, par les douanes de Kiakhta et autres de la frontière de terre d'Asie :

1^o Sur les thés de commerce (*baïkovyé tchaï*) à fleurs, noirs, verts et jaunes, 40 c. par livre ;

2^o Sur les thés de commerce de qualité marchande, 15 c. ;

3^o Sur les thés en briques, en pierres, thés dits *louganes*, et thés de basse qualité, 2 c.

IV. L'importation par mer des thés de Chine sera permise :

1^o A dater du 1^{er} avril 1862, à la frontière de terre de l'empire, par les douanes de Jurbourg, de Tauroggen, de Radziwill, de Novosseltsy et de Skouliany, et dans le royaume de Pologne, par les douanes de Varsovie, de Wierzbolow (Wirballen), de Nieszawa, Szczypiorat de Sosnowic et de Granic, moyennant le payement d'un droit de 30 cop. par livre sur les thés noirs de qualité marchande, et de 60 cop. sur les thés à fleurs, noirs, verts et jaunes.

2^o A partir de la même date, c'est-à-dire d'avril 1862, l'importation des thés sera permise par les ports de Saint-Petersbourg, d'Arkhangel, de Riga, de Réval, de Libau, d'Odessa, de Théodosie et de Targanrog, au droit de 35 c. par livre pour les thés noirs de qualité marchande, et de 65 c. pour les thés à fleurs, noirs, verts et jaunes.

V. Afin de sauvegarder contre la contrebande le commerce régulier des thés dans les gouvernements de l'ouest, de la Baltique, de la Russie blanche, de la Nouvelle-Russie et dans la province de Bessarabie, ainsi que dans le royaume de Pologne, les règles ci-dessous y seront établies pour la vente des thés, à partir du moment où l'importation des thés de Canton sera permise :

1^o Il sera permis de vendre le thé en gros dans de grands colis munis des plombs de la douane ; au détail on ne pourra le débiter qu'en paquets ou en boîte contenant une livre de thé et munis de banderoles ; pour la vente au détail en quantités de moins d'une livre, et pour pouvoir montrer des échantillons aux acheteurs, il n'est permis de tenir ouverts, dans chaque établissement de commerce, que deux paquets d'une livre de thé de qualité marchande (une livre de la première sorte et une de la dernière) et autant de paquets de thés à fleurs et verts. En cas d'infraction à cette règle, outre la confiscation des thés trouvés chez eux, dans un état différent de celui prescrit plus haut, les contrevenants sont passibles d'amendes, savoir : dans l'empire, pour la première fois, du quintuple du droit dont le thé saisi

était passible; pour la seconde fois, du double de la première, et, pour la troisième fois, du triple, et dans ce dernier cas, les contrevenants sont privés du droit de faire le commerce des thés; dans le royaume de Pologne, les amendes seront réglées conformément à l'article 843 du règlement des douanes pour le royaume (art. 1543 du tome VI du corps des lois, édit. de 1857).

2° Les thés destinés à être vendus au détail dans les contrées ci-dessus désignées pourront être présentés par les commerçants, en caisses plombées par les douanes, à toutes les douanes par lesquelles l'importation des thés est permise, pour les y faire munir de banderoles; on pourra aussi les présenter dans le même but aux entrepôts de douanes de Varsovie et de Moscou, et de plus, d'après la décision du ministre des finances, à quelques chambres de finances des gouvernements frontières et maritimes de l'empire.

3° Dans les gouvernements nommés ci-dessus, de même que dans le royaume de Pologne, il est défendu de garder des thés en magasin et de les transporter d'un lieu à l'autre, en colis quelconques, sans les plombs et banderoles de la douane; en cas de découverte de thés en colis non munis de ces marques douanières, ou, quoiqu'en étant munis, si ces colis sont ouverts, tous les thés contenus dans de pareils colis sont considérés comme importés en fraude, et, outre leur confiscation, les contrevenants sont encore passibles, dans l'empire, de l'amende quintuple établie pour les thés de Canton, et, dans le royaume, de l'amende édictée par l'article 843 du règlement des douanes du royaume (art. 1543 du t. VI du corps des lois, édit. de 1857).

4° Les banderoles de douane pour les petits paquets de thé seront préparées, d'après la forme réglée, à l'expédition pour la fabrication des papiers de l'État, et envoyées aux autorités compétentes par le département du commerce extérieur, qui leur fournira en même temps des registres à cordons pour l'inscription de l'entrée et de la sortie de ces banderoles.

5° Les individus qui se rendraient coupables de contrefaçon des banderoles pour les thés, de même que leurs complices et ceux qui auront fait usage de fausses banderoles, seront passibles, dans l'empire, des peines portées contre la contrefaçon du papier timbré par l'article 631 du code des peines capitales et correctionnelles, et, dans le royaume de Pologne, des peines édictées contre les contraventions au règlement sur le papier timbré et l'apposition du timbre de l'État par les articles 490, 491 et 492 du code pénal du royaume. De plus, si les coupables font le commerce des thés, tous les thés trouvés chez eux seront confisqués.

6° Sur les amendes perçues pour contraventions aux règles concer-

nant le commerce des thés, une moitié est donnée, conformément aux dispositions du règlement des douanes, en récompense à celui qui a découvert la fraude, et l'autre moitié est portée au capital du département provenant des marchandises confisquées.

7° Dans les gouvernements où les thés doivent être vendus sous banderoles, la surveillance du commerce des thés est confiée à la police urbaine, de même qu'aux municipalités et aux autorités qui les remplacent, ainsi qu'aux députations du commerce dans les villes où il en existe.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Dépêche adressée par le comte de Rechberg à l'ambassadeur
d'Autriche à Londres, en réponse à la note du comte de Cavour
du 16 mars 1861.**

Vienne, le 27 avril 1861.

Monsieur le comte,

Les journaux ont reproduit dans ces derniers temps une dépêche adressée par M. le comte de Cavour au marquis d'Azeglio, en date du 16 mars 1861¹.

Bien que la publication dont il s'agit n'ait eu jusqu'ici, si je ne me trompe, aucun caractère officiel, elle a cependant attiré notre attention, et il nous serait difficile de laisser passer entièrement sous silence les assertions contenues dans ce document.

Je n'entreprendrai pas de discuter ici les appréciations de M. de Cavour sur la situation actuelle des pays soumis aujourd'hui à la domination piémontaise. Le caractère et les effets de cette domination, les manifestations et les événements de toute sorte qui ont précédé ou suivi les annexions sont des faits qui rentrent dans le domaine de l'histoire. C'est à elle qu'il appartient de juger leur valeur, et nous ne voulons pas empiéter sur ses droits. Il nous suffira pour le moment de remarquer combien les désordres et les répressions sanglantes dont l'Italie méridionale est aujourd'hui le théâtre forment un contraste marqué avec les brillantes couleurs du tableau tracé par M. de Cavour.

Mais ce qu'il m'importe de relever ici, ce sont les passages de la

1. Voir plus loin, *Archives diplomatiques*, t. II, page 385.

dépêche du marquis d'Azeglio qui ont trait à la Vénétie. Nous devons surtout donner un démenti catégorique à l'assertion qu'il n'y a en Vénétie d'autre régime possible que celui de l'état de siège. Bien qu'habitué à voir nos adversaires manier contre nous l'arme de la calomnie, nous sommes cependant étonnés de trouver un fait aussi notoirement inexact consigné dans un document officiel. L'état de siège, levé presque immédiatement après la cessation des hostilités en 1859, n'a été depuis lors établi sur aucun point de nos provinces italiennes.

Quant aux autres reproches adressés à l'administration autrichienne en Vénétie, je ne puis que me référer à mes dépêches antérieures sur ce sujet. Elles ont déjà placé depuis longtemps à la disposition de Votre Excellence des matériaux suffisants pour que vous puissiez, monsieur le comte, rectifier les impressions erronées qui ont été répandues dans le public, et rejeter sur qui de droit la responsabilité d'un état de choses qui met obstacle à la réalisation complète des généreuses intentions de l'Empereur, notre auguste maître.

Nous nous dispenserons donc d'énumérer une fois de plus toutes les difficultés qui nous sont suscitées de dehors, toutes les menées provocatrices des comités qui s'organisent et qui fonctionnent sous les yeux du gouvernement piémontais, en un mot, toutes les manœuvres coupables qui sont mises en jeu pour paralyser et rendre impossible toute action conciliante, pour exciter et entretenir la fermentation dans les populations, et les représentant comme gémissant sous un joug intolérable. Si les sujets italiens de l'Empereur ne profitent pas entièrement des bienfaits accordés aux autres parties de l'Empire, il faut l'attribuer aux effets de ces instigations perpétuelles venues du dehors.

Nous sommes surpris, du reste, que M. de Cavour continue à affecter tant de considération pour de soi-disant victimes du régime militaire, lorsque le gouvernement piémontais ne recule devant aucune des rigueurs de ce régime que ses agents appliquent si rigoureusement dans l'Italie méridionale. Le retentissement des fusillades dans les Abruzzes aurait pu, ce nous semble, couvrir maintenant à Turin les cris de douleur dont on faisait naguère tant de bruit.

Mais le dernier grief que M. de Cavour élève contre nous est celui de tous qui me paraît le plus étrange. Si, pour me servir des propres expressions de M. de Cavour, la position que le traité de Zurich avait établie entre le gouvernement de l'Empereur et celui du roi Victor-Emmanuel se trouve maintenant sensiblement modifiée, si cette position est anormale, difficile et dangereuse, à qui donc en est la faute? Si le roi Victor-Emmanuel a signé les préliminaires de Villafranca, et si, avant même que ces préliminaires eussent eu le temps d'être con-

vertis en un traité de paix définitif, les actes du Piémont étaient en contradiction formelle avec les stipulations qu'il s'était engagé à respecter ; si enfin, par suite de ces mêmes actes, plus d'un article du traité de Zurich, accepté par le Piémont, est resté à l'état de lettre morte, sur qui doit retomber la responsabilité des conséquences ? Si c'est un tort aux yeux de M. de Cavour d'avoir pour soi des droits reconnus, des droits incontestables, si c'est un tort d'avoir constamment fait preuve de modération et d'un amour sincère de la paix en se bornant à opposer des réserves et des protestations aux violations de droit les plus flagrantes, alors nous devons reconnaître que nous avons en effet des torts dont nous ne saurions nous disculper. Il serait trop long d'examiner ici en détail tous les actes du Piémont et de mettre ses torts en regard de ceux qu'il nous attribue. Je me contenterai donc d'ajouter que nous pouvons en appeler sans crainte au jugement de tout esprit impartial, et demander hautement si ce sont des actes de l'Autriche qui, depuis la paix de Zurich, ont ensanglanté l'Italie et continuellement menacé la tranquillité de l'Europe.

Telles sont, monsieur le comte, les réflexions que j'ai cru devoir vous communiquer. Je vous invite à vouloir bien en faire usage auprès de lord John Russell lorsque vous aurez occasion de vous entretenir avec lui des affaires d'Italie.

Recevez, etc.

Comte DE RECHBERG.

Discours de l'Empereur François-Joseph à l'ouverture du Conseil de l'Empire, le 4^{er} mai 1861.

Honorables membres de mon Conseil de l'empire !

En ouvrant la première session de vos travaux, je désire exprimer la satisfaction que je ressens de voir réunis ici les archiducs-princes de ma maison, les hauts dignitaires de l'Église, les chefs des grandes familles de l'État et tant d'hommes distingués que j'ai appelés à faire partie, leur vie durant, de la Chambre des seigneurs, et de leur donner une cordiale bienvenue, que j'étends également à vous, messieurs de la Chambre des députés.

Je me trouve encore sous l'influence de la joyeuse émotion produite en moi par les nombreuses adresses de remerciements qui me sont parvenues du sein des diètes provinciales. Ces preuves de loyauté et de patriotisme me sont garantes que je trouverai en vous, leurs délégués, les représentants pour toutes les parties de la monarchie, cette entente salulaire qui est le gage d'un avenir plein d'espoir. Cet avenir, nous chercherons à l'assurer au moyen d'une confiance réciproque, aussi bien que par la droiture et la sincérité de nos actes.

Je suis entièrement convaincu que des institutions libres, sous la garantie consciencieuse et la réalisation des principes de l'égalité des droits pour toutes les populations de l'empire, ainsi que de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, aussi bien que la participation des représentants de la nation à la législation du pays, exerceront une influence salutaire sur la réorganisation de la monarchie commune. Ce sont là les principes dont, avec l'aide de Dieu, nous chercherons à effectuer l'application, dans le sens du diplôme du 20 octobre ¹ et de la loi organique du 26 février ².

Ayant ce but constamment en vue, j'ai entrepris de le réaliser par l'organisation politique de l'empire sur la base d'une indépendance des divers pays de la couronne aussi large que possible, et autant qu'elle est compatible avec cette unité qui est indispensable au maintien de la puissance de la monarchie; et sous ce double rapport, j'ai sanctionné l'emploi des formes constitutionnelles éprouvées, au moyen de la coopération de chambres représentatives à la législation.

Je veux, conformément aux principes d'une politique franche et libérale, frayer à cette œuvre la voie vers un développement régulier dans toutes les parties de l'empire, et cela d'après le droit et l'équité, en tenant compte du passé des royaumes et des pays isolés, et avec un amour et une sollicitude égales pour chacune des nombreuses et nobles nations qui sont fraternellement réunies depuis des siècles sous le sceptre de ma maison.

Déjà les diètes se trouvent non-seulement constitutionnellement établies dans presque tous les pays, mais ont été même réunies. Elles ne sont plus un problème, mais un fait. Dans des assemblées qui se renouvelleront régulièrement, ce fait obtiendra chaque année une confirmation progressive, car la meilleure et la plus sûre garantie de l'idée est le fait. De cette façon les peuples parleront avec moi par la bouche de leurs représentants, et par cet intermédiaire direct, je serai mis exactement au courant de ce qu'ils regardent comme salutaire; il deviendra possible d'établir des institutions utiles et de faire des lois qui satisferont aux besoins et aux vœux des peuples.

Pour cette année toutefois, l'activité si heureusement inaugurée des diètes ne pourra s'exercer et n'aboutira que plus tard à des résultats; l'obligation de résoudre des questions pressantes, d'un intérêt général, qui incombe au Conseil de l'empire, nécessite en ce moment leur ajournement.

Les tâches qu'il nous faut accomplir sont, nous ne le dissimulons pas, des tâches pénibles. Mais il s'agit de montrer au monde que les divergences politiques, nationales et ecclésiastiques qui se rencontrent

1. Voir *Archives*, t. I, page 43.

2. Voir *Idem*, t. II, p. 19.

et se croisent sur le terrain de la monarchie autrichienne, ne sont pas des obstacles tels à une entente raisonnable qu'on ne puisse les surmonter, grâce à l'influence médiatrice d'une civilisation avancée, à l'aide d'un esprit d'équité et de conciliation réciproque.

Un État dont le gouvernement se fait un devoir de protéger chaque nationalité et d'introduire le principe de la tolérance dans les rapports légaux et sociaux des races isolées de l'empire, ne favorise pas seulement le libre développement de la prospérité nationale, mais offre aussi la plus sûre garantie de l'indépendance, d'une position capable d'inspirer le respect et d'une puissance qui fait naître d'une part la confiance à l'intérieur, puisqu'elle repose sur la liberté, et d'autre part écarte toutes appréhensions vis-à-vis du dehors, puisque, d'après sa nature même, elle cherche à éviter de soulever les passions qui ont coutume de se faire jour à la suite des guerres agressives.

Dans mon manifeste du 20 octobre de l'année dernière, j'ai déclaré que je m'en rapportais avec une entière confiance à la mûre sagesse et au zèle patriotique de mes peuples pour ce qui regarde le développement prospère et la consolidation des institutions octroyées ou restaurées par moi. Vous saurez, j'en suis convaincu, fournir un bel exemple d'activité énergique et en même temps de cet empire sur soi-même qui répond aux principes de la tolérance, et alors il arrivera sans aucun doute que vous vous verrez fortifiés dans votre position, à la clôture de la session, et que vous vous sentirez honorés par la reconnaissance de votre monarque et de la patrie. Mais vous acquerez aussi les sympathies de tous ceux qui voient dans l'établissement d'un ordre de choses constitutionnel une nouvelle garantie de la prospérité et de la puissance de la patrie.

J'ai le droit d'espérer que la question de la représentation de mes royaumes de Hongrie, de Croatie, d'Esclavonie et de la principauté de Transylvanie, obtiendra bientôt une solution favorable au Conseil de l'empire, dans le sens de mes autographes du 26 février qui s'y rapportent. Je compte à ce sujet, d'une part, sur la justesse de la cause, d'autre part sur la sagesse de mes peuples, qui sauront sans aucun doute l'emporter en surmontant tous les obstacles, toutes les difficultés.

Vous ne tromperez pas, mais vous justifierez de fait mon attente, aussitôt qu'on se sera pénétré de l'intelligence du véritable état des choses, de la nécessité et des avantages des institutions que j'ai établies. Vous serez aujourd'hui, comme toujours, fidèles à votre souverain légitime, et je verrai avec satisfaction la représentation de toute la monarchie rassemblée autour de mon trône.

J'aime à espérer que nous pourrons jouir sans interruption des bénédictions de la paix. L'Europe sent qu'elle en a besoin pour se reposer

après les commotions des dernières années, reprendre l'équilibre et faire servir toutes ses forces à l'amélioration si nécessaire de son organisation intérieure. L'universalité de ce sentiment bien fondé impose aux puissances l'obligation de n'exposer à aucun péril les précieux bienfaits de la paix. L'Autriche admet la solidarité de cette obligation, et elle est convaincue que les autres puissances l'admettront également.

Nous pouvons donc nous livrer avec d'autant plus de succès à des travaux qui tendent à l'établissement durable d'une nouvelle ère de prospérité, en développant toute activité sur le terrain des intérêts intellectuels et matériels, en fécondant la production du sol, de l'industrie et du commerce.

Mon ministère vous soumettra les budgets pour l'année prochaine : vous verrez que nous continuons à nous efforcer de rétablir l'équilibre dans l'économie financière de l'État. Ce but, que nous avons constamment poursuivi, n'a pas encore pu être atteint par suite de circonstances que vous connaissez. Mais la réalisation prochaine de l'autonomie nationale des cercles ou districts et des communes, et la réduction de l'armée lors du retour espéré de relations internationales régulières, permettent de compter, dans un avenir assez rapproché, sur un allègement notable du budget de l'empire, et par suite sur le rétablissement de l'équilibre dans l'économie financière en général.

Mon gouvernement ayant l'intention d'introduire des modifications désirables dans certaines parties de l'imposition, les projets de lois respectifs vous seront soumis à ce sujet. Il vous sera donné communication en même temps du résultat de l'administration financière de l'année 1860 et de la justification des mesures financières arrêtées pour des raisons d'urgence sans l'assentiment du Conseil de l'empire.

Je recommande à votre examen éclairé et à vos mûres délibérations les propositions relatives au règlement des rapports entre l'État et la Banque nationale, au moyen desquelles il s'agit surtout d'assurer l'indépendance de cette institution.

D'autres affaires importantes encore qui sont en partie de la compétence du Conseil général de l'empire, en partie de la compétence du Conseil restreint, appelleront votre attention et donneront lieu à des discussions approfondies, vu que j'ai donné l'ordre de vous soumettre les projets de loi y relatifs.

Les périodes de l'histoire dans lesquelles il est donné aux peuples de progresser dans la voie tracée sont interrompues de temps en temps, dans le cours des siècles, par des crises décisives. Pour nous, nous n'avons pas le bonheur de vivre à une époque tranquille et sans nuages. La tâche qu'il a plu à la Providence de nous imposer consiste

à faire surmonter aux destinées de la patrie la plus sérieuse de toutes les crises. On n'accomplit pas de semblables tâches sans efforts et sans une mâle constance, sans faire le sacrifice de ses biens et de son sang, mais il faut qu'elles s'accomplissent. Vous, messieurs, j'en suis convaincu, vous êtes certainement disposés à me venir en aide avec cette vieille fidélité autrichienne, cette abnégation, ce dévouement qui, chez toutes les races de l'empire, se sont toujours manifestés comme une preuve de la noblesse de leurs sentiments, et de la façon la plus éclatante précisément aux époques les plus difficiles.

Mes fidèles peuples, dans les adresses qui me sont récemment parvenues, ont énergiquement exprimé la pensée, qu'il importait de maintenir les conditions d'union de tous les pays de mon empire. Je me crois obligé, par un devoir que j'ai accepté à la face de tous mes peuples et expressément confirmé par mes ordonnances, dans le sens des idées exprimées dans le diplôme du 20 octobre de l'année dernière et réalisées dans les lois fondamentales du 26 février de l'année courante, à protéger avec ma puissance impériale la Constitution unitaire comme le fondement inviolable de mon empire un et indivisible; fidèle au serment que j'ai prêté à une heure solennelle, j'ai la ferme volonté de regarder toute atteinte qui y serait portée comme un attentat à la sécurité de la monarchie et aux droits de tous mes pays et peuples, et de la repousser énergiquement.

Et comme nous ne manquerons pas de coopérer à l'œuvre selon nos forces, nous prions Dieu de bénir notre entreprise et de la mener à bonne fin, de défendre envers et contre tous avec sa toute-puissance la couronne et l'empire, les peuples et leurs représentants.

**Réponse de l'Empereur à la députation de la diète de Croatie,
10 mai¹.**

L'institution militaire des confins est une nécessité pour la monarchie entière et pour la grande mission à laquelle est appelée la nation croato-esclavonne. Une représentation des confins à la diète croato-esclavonne ne saurait se concilier avec l'institution militaire.

Toutefois, comme la diète croato-esclavonne actuelle devra fixer les relations politiques de la Croatie et de l'Esclavonie, et que les confins militaires forment une partie intégrante de mon royaume de Croatie et d'Esclavonie; dans le but de faciliter la solution de ces questions,

1. Voir *Archives*, tome II, p. 18, la lettre de l'Empereur François-Joseph au ban de Croatie par laquelle il excluait les confins militaires de la diète de Croatie. Cette exclusion était un sujet de plainte de la part des Croates et de la population des confins.

qui concernent également les confins militaires, je permettrai, pour cette fois, la représentation des confins, en vertu de la loi électorale de 1848.

Mon désir a été, et il est encore, que la Dalmatie soit réunie à la Croatie et à l'Esclavonie. Mais la majorité et la minorité de la diète dalmate ayant manifesté le désir : que tant que la position politique de la Croatie et de l'Esclavonie n'aura pas été réglée, la question relative à cette union reste indécise, et comme je pense que cela est juste et équitable, je ne puis que recommander à ces messieurs de faire en sorte que la question relative à la position politique de la Croatie et de l'Esclavonie soit résolue le plus tôt possible à votre diète.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Vote motivé de l'envoyé du Danemark pour le Holstein et Lauenbourg, en réponse à la résolution du 7 février.

(Séance de la Diète du 27 avril 1861.)

Par suite des indications préalables données dans les séances du 10 et du 12 de cette année (§§ 76, 94 du protocole), l'envoyé a été chargé, après la clôture des négociations avec l'assemblée provinciale extraordinaire des États du duché de Holstein, qui y ont été portées à la connaissance de la haute assemblée, de faire la déclaration suivante au nom de son gouvernement.

En présence de la résolution fédérale du 8 mars réitérée, respectivement amplifiée par la haute assemblée dans sa résolution du 7 février de cette année, le gouvernement royal n'a pas pu se désister de sa conviction précédemment exprimée que le droit de voix délibérative en général n'appartient pas légalement à ladite assemblée des États relativement aux affaires communes de la monarchie, et qu'une concession toute générale de ce genre n'est pas conciliable avec la marche bien ordonnée d'un gouvernement régulier. Désirant sincèrement toutefois accorder aux sujets holsteinois de S. M. le roi, en élargissant les droits qui leur reviennent légalement, de nouvelles garanties pour un développement indépendant et libre, et prévenir, autant qu'il dépend de lui, des complications à perte de vue, le gouvernement royal, qui est appelé à prendre en considération et à mettre d'accord les droits et les intérêts de toute la monarchie et des parties isolées, a eu à cœur de rechercher un moyen par lequel il pût satisfaire aux prétentions soulevées par les résolutions susdites, en vue d'une plus

1. Voir *Archives*, t. I, p. 336; t. II, p. 32.

grande indépendance du duché de Holstein, relativement aux affaires communes, sans renoncer aux garanties absolument indispensables et sans léser les droits du souverain et des autres parties de la monarchie.

Tandis que le gouvernement royal espérait se conformer ainsi le plus possible aux résolutions fédérales précitées, et en assurer la réalisation pratique et de leur teneur et de leurs tendances par l'établissement d'un provisoire, garantissant au Holstein une position autonome et libre vis-à-vis des affaires communes, il avait en même temps l'intention de remettre en vigueur, au moyen de libres négociations avec les États holsteinois, la seule base d'une vraie constitution commune, à savoir la représentation commune de toutes les parties du pays, représentation considérée comme nécessaire dans et depuis la proclamation souveraine du 28 janvier 1852. La division de la représentation générale de la monarchie en deux chambres ayant paru la plus propre à lever les difficultés qu'a soulevées la forme existante, des ouvertures royales soumirent aux États les traits fondamentaux d'un plan en vertu duquel le conseil du royaume devait être formé immédiatement de deux chambres, composées la première d'au moins trente membres nommés à vie par Sa Majesté, la seconde de soixante membres à élire pour six ans, en partie indirectement, en partie directement, d'après les règles prescrites par la loi du 2 octobre 1855.

Or, les États n'ont pas accepté ces propositions et ont renouvelé leurs assertions précédentes tendantes « à déclarer l'indépendance des pays isolés réunis à la monarchie incompatible avec la formation d'une représentation commune dans un organe commun. »

Indépendamment de la proposition susdite, un projet de loi relatif à la position provisoire du duché de Holstein en vue des affaires communes de la monarchie, a été soumis aux États. Dans ce projet, le gouvernement est parti de la pensée que, d'une part, si en présence d'une résistance prolongée des États il fallait renoncer à un organe commun pour la législation et l'établissement des impôts, l'administration commune existante devrait pourtant être maintenue; que, d'autre part, si les prérogatives en question étaient octroyées aux deux représentations, il importait de préserver autant que possible, et notamment en circonscrivant le terrain sur lequel ils pourraient se rencontrer, les intérêts de l'ensemble et des parties de toutes collisions possibles, et que s'il en éclatait quand même, il était nécessaire d'amener la solution la plus satisfaisante possible.

Tandis que l'envoyé, en vue de la teneur des dispositions qui tendent à ce but, a le droit de se référer au projet de loi ci-joint et à ses motifs, relativement à la situation provisoire du Holstein quant aux affaires

communes de la monarchie danoise, il a l'honneur de présenter les observations suivantes sur les points principaux seulement.

Une grande partie des affaires communes conservent, à côté de leur nature commune, un caractère plus ou moins local, qui permet jusqu'à un certain point que des divergences se fassent jour dans les limites des différentes juridictions, sans que pour cela le but commun en ait par trop à souffrir. Le gouvernement royal ne s'est pas dissimulé sans doute les difficultés pratiques que présenterait une nouvelle organisation reposant sur cette idée fondamentale, mais il a cru ne pouvoir se dispenser d'un essai de cette nature en vue des motifs indiqués.

Pour des affaires de ce genre, en tant qu'elles se rapportent au territoire du Holstein, le § 9 du projet a assuré aux États provinciaux du Holstein, bien entendu en sauvegardant les droits du gouvernement royal, l'exercice exclusif de la législation, ce qui empêcherait par conséquent toute collision entre eux et le Conseil du royaume. Quant aux autres affaires communes qui n'ont pas ce caractère local et, par suite, ne peuvent pas être soumises à l'assemblée seule du Holstein, une modification de la situation présupposait régulièrement une entente entre l'assemblée des États du Holstein et le Conseil du royaume. Mais à l'effet d'établir un règlement pratique, et de faciliter au besoin une solution dans le cas de non-entente (entre les deux assemblées) qu'il est impossible d'éviter complètement sur ce terrain, le projet avait mis en perspective, sous le premier rapport, la formation de comités mixtes, tandis que, sous ce dernier rapport, le gouvernement se réservait le droit d'élever à l'état de loi un projet sanctionné par l'une des assemblées et reconnu urgent par cette dernière ainsi que par le gouvernement, dans la partie de la monarchie représentée par l'assemblée respective, et de prendre ensuite les mesures d'administration nécessaires, que la divergence qui se sera ainsi produite dans la législation réclamera dans les différentes parties de la monarchie (§ 6).

La même distinction avait été prise en général pour base relativement au droit de vote (fixation du budget des affaires communes), qui fait surtout craindre que deux assemblées délibérant séparément ne parviennent pas à s'entendre complètement sur toutes les dispositions de détail respectives.

Relativement aux dépenses concernant spécialement les intérêts du duché de Holstein et se rattachant de près aux affaires qui sont réservées à l'exercice exclusif de la législation par les États de ce duché, le droit de vote avait été exclusivement réservé à la représentation du Holstein, sans autre restriction que celle résultant du droit fédéral, par suite duquel toutes les dépenses fondées sur des lois existantes

ou sur les exigences ordinaires des différentes branches de l'administration doivent être comprises dans un budget normal, qui a un corrélatif pour les autres parties du pays dans le budget normal du 28 février légalement fixé pour ces dernières.

Quant aux autres dépenses communes qui ne pouvaient être soumises exclusivement aux délibérations et à la sanction de l'assemblée isolée, il a paru surtout important de songer à établir les dispositions nécessaires pour qu'un droit de vote, touchant le maintien et le développement d'une administration régulière, droit octroyé aux États du Holstein en même temps qu'au Conseil du royaume, n'engendrât pas des difficultés insurmontables. Pour atteindre ce but et garantir les besoins réguliers de l'administration, le projet établissait des sommes fixes pour le Holstein à propos de chacun des comptes spéciaux qui devaient être acquittés annuellement, sans que l'assemblée fût obligée chaque année de renouveler sa sanction, et à l'établissement desquels avaient servi de base les sommes consenties en vue des différents comptes, pour les périodes financières du 1^{er} avril 1856 au 31 mars 1860, pendant lesquelles les représentants pour le duché de Holstein ont pris part aux délibérations respectives du Conseil du royaume. On ne pourrait sans doute empêcher que des suppléments ultérieurs ne devinssent nécessaires au delà de ces sommes fixes, mais ces suppléments dépendraient, pour ce qui concerne le Holstein, de la libre sanction des États.

Cette position provisoire du duché de Holstein en vue des affaires communes de la monarchie, exposée dans ses traits fondamentaux en général, et essentiellement conforme à la résolution du 8 mars de cette année (sous 1, c. 2) a été déclinée par les États provinciaux du Holstein, sans que ces derniers aient cru devoir indiquer, par des propositions plus précises, une autre voie pour faciliter la mise en pratique des prérogatives sollicitées pour le Holstein par les résolutions fédérales du 8 mars et du 7 février, dans les limites susmentionnées.

Parmi les différentes dispositions du projet de loi en question, le § 13 *in fine* mérite d'être spécialement pris en considération.

Comme les dispositions financières contenues dans le projet ne pouvaient entrer en vigueur que pour la période financière qui commence au 10 avril de l'année prochaine, le gouvernement royal avait eu à cœur de fournir immédiatement aux États une autre occasion de sanctionner le budget pour l'année financière 1861 à 62 en vue des dépenses communes, en tant qu'il concerne le duché de Holstein. De son côté, la haute assemblée de la Diète avait déclaré, dans sa résolution fédérale du 7 février n° 1, qu'elle ne pouvait regarder comme fondée en droit la patente du 25 septembre 1850, avec toutes les ordon-

nances y relatives touchant le budget des duchés de Holstein et de Lauenbourg, aussi longtemps que les États ne l'auraient pas sanctionnée.

La haute assemblée, en cherchant à faire obtenir de la sorte la sanction des États, c'est-à-dire en leur faisant soumettre cette loi, avait en même temps exprimé ses vues sur le but et la forme d'une semblable négociation postérieure avec les États. D'une part, il ne pouvait être question que de la part du Holstein aux dépenses et recettes communes, tandis que les lois financières votées pour la part de contribution des autres parties du pays, par les représentants de ces derniers, devaient rester intactes; d'autre part, c'était la teneur seule de la patente que les États étaient appelés à sanctionner postérieurement. L'abrogation formelle de la patente n'avait pas été demandée dans la résolution et n'aurait pu être consentie.

Quoique le gouvernement royal ne pût considérer comme fondées sur les rapports légaux existants les conditions posées par la résolution fédérale du 7 février de cette année, et dût regarder comme inadmissible (l'expérience n'a que trop confirmé depuis la justesse de ses vues) une acceptation sans réserves, par la raison que les conséquences qu'il n'était que trop facile d'en tirer ne pouvaient pas faciliter mais entraver une entente, cependant il s'est sérieusement efforcé sous ce rapport de donner suite à la teneur de ladite résolution. C'est pourquoi la patente du 25 septembre a été soumise à la sanction des États comme faisant partie d'un projet de loi, au moyen du § 13 précité, et, afin de les mettre en état d'examiner exactement les différents montants qui y sont établis, le commissaire royal s'est immédiatement déclaré prêt à donner à ce sujet toutes les explications nécessaires.

Comme ainsi les États disposaient d'un matériel complet pour apprécier les besoins financiers dans les limites indiquées, de même il a été déclaré d'autre part par le commissaire royal qu'ils avaient le droit de délibérer librement, de manière à pouvoir discuter, adopter ou modifier à leur gré dans certains points les sommes isolées, qu'ils pouvaient en conséquence émettre un vote décisif sur l'année financière du 1^{er} avril de cette année à 1862. Le résultat des délibérations à ce sujet devait finalement former un tout comme budget sur la part du Holstein aux recettes et dépenses communes, et être soumis comme tel à la sanction de Sa Majesté.

On ne pouvait sans doute prévoir à cette époque que les États par leurs résolutions créeraient à S. M. le roi des embarras insurmontables dans la direction du gouvernement. Cependant, pour éviter encore tout malentendu sous ce rapport, le commissaire royal déclara formellement que, si des faits de ce genre se présentaient contre toute

attente, le roi se verrait naturellement obligé de prendre telles mesures que rendraient indispensables le droit souverain et l'obligation de Sa Majesté de veiller comme monarque au gouvernement du pays.

Cette réserve, qui est complètement justifiée par les devoirs du souverain et les droits fédéraux, l'était encore par cela même que la majeure partie des sommes mentionnées dans la patente du 25 septembre était déjà fixée par le décret royal, publié avec force de loi pour toute la monarchie en 1856, et aussi pour le budget normal engageant le Conseil d'État, et qu'un refus des États au sujet de ces sommes aurait causé un désordre sans fin. Quant à l'importance de la réserve ou de l'avertissement de la part du gouvernement royal (et à ce sujet il ne veut rappeler qu'en passant la teneur du décret fédéral du 28 juin 1832, art. 1 et 2 et ses rapports avec les art. 75 et 58 de l'Acte final de Vienne), il ne pourrait y avoir des réclamations que dans le cas où les États, après avoir procédé à l'examen du budget qui a été réclamé par la Confédération et accordé franchement par le gouvernement, auraient rejeté ou diminué des crédits et qu'alors le gouvernement royal eût refusé de les reconnaître sans motifs suffisants.

Mais cette éventualité ne s'est pas présentée.

Pour plus ample explication, il faut ajouter que si le gouvernement du roi a cru devoir préférer l'acceptation de ladite patente dans le troisième paragraphe du projet à une proposition spéciale, cela était d'autant plus naturel que, de l'avis du gouvernement, il ne s'agissait pas seulement d'une proposition ultérieure d'une loi financière en vigueur depuis longtemps, mais d'une transition à un état plus durable lequel, si une entente avait pu être établie sur l'ordre provisoire, n'aurait pas offert de grandes difficultés. La chose a pris naturellement une autre tournure dès qu'on eut remarqué que les États avaient l'intention de repousser l'ordre provisoire proposé. C'est alors que le commissaire royal déclara à l'assemblée que cette circonstance, quelque regrettable qu'elle fût aux yeux du gouvernement, n'entraînerait cependant pas un changement dans l'occasion offerte aux États de discuter la patente, et que l'assemblée procéderait comme si la patente avait été proposée d'une manière indépendante du projet.

De cette manière, on a présenté aux États, sous une forme satisfaisante et dans tous ses détails, la patente du 25 septembre 1859, qui détermine la part du Holstein dans les recettes et les dépenses générales de la monarchie pour la période financière de 1860-1862. Néanmoins l'assemblée a déclaré « qu'elle ne voulait pas consentir à examiner les propositions du gouvernement relatives à la quote-part du duché de Holstein aux recettes et aux dépenses générales pour 1861-1862. » En tant que ce refus repose sur des motifs politiques et

tout à fait étrangers à la question, le gouvernement du roi ne veut point qualifier une semblable démarche des États, qui voudraient faire dépendre l'approbation des dépenses nécessaires au gouvernement de la réalisation de vœux tout à fait étrangers à cette mesure. Mais si l'on veut faire valoir comme motif financier le rapport fait par la commission de l'assemblée des États, et portant que les concessions faites d'accord avec le Conseil du royaume et consenties par le roi pour la quote-part du Danemark et du Schleswig pour la période financière courante, doivent rester en pleine vigueur, l'empiétement tenté ici sur le droit le plus incontestable et l'indépendance des autres parties du royaume, est trop évident pour que de plus amples explications soient nécessaires ici.

Enfin, un nouveau projet d'une loi constitutionnelle pour les affaires particulières du duché de Holstein a été soumis aux États. Mais quoique le gouvernement, en le rédigeant, ait tenu compte dans tous ses détails des propositions faites antérieurement par les États, quoique le projet garantisse le développement des libertés civiles et une véritable indépendance, l'assemblée a cru devoir refuser l'acceptation d'une amélioration reconnue dans la constitution provinciale, tant qu'on n'aura pas donné suite à ses vœux pour d'autres affaires.

Tel est donc le triste résultat, bien regretté par le gouvernement, des négociations ouvertes avec les États du Holstein. Leurs propositions au sujet de l'organisation définitive de la monarchie, de la situation provisoire du Holstein et de la constitution provinciale du duché ont été toutes rejetées, et outre cela les États se sont encore refusés à délibérer sur le budget au sujet de la quote-part du Holstein aux recettes et aux dépenses communes pour l'année financière de 1861-1862. Partout, même dans des questions provinciales, financières ou administratives, les États ont toujours eu en vue des motifs politiques, et ces plans ouvertement avoués consistent à rendre impossible l'organisation fondée sur l'ordonnance souveraine du 28 janvier 1852 et approuvée pour le Holstein par la Diète germanique dans son arrêté du 29 juillet 1852, à acquérir une prépondérance injuste et illégale dans la monarchie, et enfin en dernier lieu, à mettre le Holstein dans une position d'union politique et exclusive avec le duché de Schleswig, contraire aux droits du souverain et aux principes reconnus et légaux de la monarchie danoise.

Cette démarche du gouvernement royal est également restée sans résultat. De son côté, le gouvernement a ouvert, par les commissaires, des négociations avec la Confédération germanique au sujet du règlement de la question du Holstein, mais ces négociations sont restées sans effet. Le gouvernement royal a essayé à diverses reprises d'amener par des négociations directes une entente avec les États, mais ces

derniers ont repoussé tout rapprochement, se sont prononcés catégoriquement contre les propositions, les principes et leurs conséquences pour la monarchie en général, et ont déclaré qu'ils n'empiéteraient pas sur les décisions de la Confédération.

Le gouvernement royal est d'avis que l'assemblée fédérale ne voudra pas accorder ce que les États entendent par l'exécution complète des deux décrets en question de la Confédération, comme il est impossible au gouvernement d'admettre ces prétentions. En formulant ces décrets, on n'a certes pas prévu que les États refuseraient leur consentement à ce qu'on exigeait du gouvernement, ou le feraient dépendre de conditions inadmissibles et impossibles. Si les États ne veulent pas accepter un droit garanti et étendu pour une autonomie constitutionnelle, ni l'égalité établie par les articles 1 et 2 du décret du 8 mars 1860, ni la constitution provinciale qui, malgré ces temps d'excitation et de troubles, est considérée cependant par la majorité comme un grand progrès, tant qu'on ne leur accorde pas en même temps une compétence sur les droits politiques et administratifs des autres parties du royaume; si les États se refusent à une délibération et à des résolutions sur le budget de l'année financière courante, parce qu'ils veulent voir réalisées d'abord les conséquences extrêmes de leurs sympathies politiques et nationales, et déduire par erreur desdits décrets de la Confédération le droit de délibération sur le budget de la monarchie commune, le gouvernement n'est point en état d'admettre, par suite du vote des États, le droit reconnu par l'assemblée fédérale quant aux lois financières indiquées dans le décret du 7 février de cette année (réserve faite de la question de compétence et de droit à laquelle on ne veut pas faire allusion en ce moment), et il a la conviction d'avoir satisfait à la teneur et à l'esprit desdits décrets par les propositions qu'il a faites en général et spécialement par la patente en question. De plus, le droit des autres parties du pays qui est en dehors de la compétence de cette haute assemblée, ainsi que le maintien du principe monarchique, ne peuvent être placés d'une manière absolue sous un seul et même vote des États et d'une portion du pays, quoiqu'il fasse partie de la Confédération. Au point où en sont les choses, le gouvernement royal croit avoir fait tout ce qu'on pouvait attendre de lui pour obtenir le consentement des États, et il repousse désormais la responsabilité des suites que lesdits résultats pourraient entraîner.

Enfin, l'envoyé est chargé de remettre à l'honorable assemblée tous les projets de loi avec tous les motifs et une copie de l'instruction au sujet d'une déclaration faite le 6 de ce mois par le commissaire royal, ainsi que le rapport des États sur les principes d'une représentation commune et le projet d'une constitution provinciale pour le duché du Holstein. Il doit encore ajouter que c'est à regret que le gouvernement

royal s'est vu réduit à la nécessité de rejeter, à cause de l'empiétement illégal des États dans les affaires d'une autre partie du pays, l'acceptation du rapport sur le projet de loi relatif à la position provisoire du duché dans la monarchie.

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Note du Conseil fédéral à l'envoyé extraordinaire de la Confédération suisse à Turin, concernant les biens de la mense de l'Évêché de Côme dans le canton du Tessin.

Berne, 4 janvier 1861.

Monsieur,

Le 25 novembre dernier, S. Ex. M. le chevalier Jocteau, ministre plénipotentiaire de Sardaigne, a donné lecture et remis copie à M. le président de la Confédération suisse d'une dépêche que S. Ex. M. le comte de Cavour venait de lui adresser sous la date du 20 novembre¹. Dans cette note, M. le Ministre des affaires étrangères de Sardaigne expose que son gouvernement, sans contester à la Suisse le droit de soustraire une partie de son territoire à la juridiction d'un évêché étranger, ne saurait admettre le système que le Conseil fédéral semblerait porté à faire prévaloir par rapport aux biens, ni sanctionner explicitement ou implicitement les mesures adoptées par le canton du Tessin. Son Excellence trouve que la séquestration des biens et revenus de la mense comasque, situés sur territoire suisse, sans avoir préalablement prévenu le gouvernement sarde ou sans avoir fait aucun essai d'arrangement, était un acte contraire au droit et peu amical envers la Sardaigne; que les autorités fédérales n'étaient pas plus fondées à saisir la propriété de l'évêque de Côme que celle d'un autre sujet quelconque du Roi. M. de Cavour taxe cette séquestration de violation de droits acquis, d'atteinte involontaire à la dignité d'un gouvernement ami, et il affirme que la règle internationale, constamment consacrée par l'usage, c'est que le gouvernement qui veut séparer son territoire de la juridiction d'un évêque étranger, supporte les charges qu'entraîne cette détermination en abandonnant la totalité des biens et revenus au titulaire de l'ancien diocèse.

Si toutefois le Conseil fédéral avait à cet égard quelques transactions à proposer, M. le Ministre de Sardaigne estime que la question doit se présenter intacte, et que le gouvernement du Roi, non-seulement ne peut pas consentir à traiter aussi longtemps qu'on persiste à violer la

1. Voir *Archives*, t. I, p. 143, la Note de M. de Cavour du 20 novembre 1861.

propriété d'un de ses sujets, mais il doit exiger que par rapport aux biens toutes choses soient remises dans leur état antérieur.

La note se termine par la demande que le séquestre sur les propriétés de la mense de Côme soit levé, et que la libre administration en soit rendue à l'évêque. Si, contre tout espoir, le Conseil fédéral se refusait à faire droit à une demande aussi raisonnable, le gouvernement du roi devrait aviser à son tour aux dispositions qu'il jugerait justes et convenables.

Le Conseil fédéral suisse ne saurait vous cacher, monsieur l'envoyé, la pénible impression que lui a causée la lecture de cette note, et vous partagerez certainement ses sentiments.

Vous connaissez tout aussi bien que nous les démarches qui ont été faites pour amener à bonne fin la séparation du canton du Tessin et de la vallée de Poschiavo des évêchés de Milan et de Côme. Depuis longtemps des demandes ont été adressées soit au Saint-Siège, soit au gouvernement de Sa Majesté Apostolique, et lorsque la Lombardie fut réunie à la couronne de S. M. le roi de Sardaigne, nous nous sommes empressés d'attirer l'attention du gouvernement de Sa Majesté Sarde sur la question de la séparation diocésaine précitée.

Par note du 30 novembre 1859, nous avons donné à la légation de Sa Majesté Sarde à Berne connaissance de l'arrêté fédéral du 22 juillet 1859, qui supprimait toute juridiction d'un évêque étranger sur territoire suisse, et nous y avons en même temps exprimé l'espoir que le gouvernement royal voudût bien consentir à prêter les mains aux négociations nécessaires en vue de la liquidation des biens temporels, et en général à concourir à ce qu'une affaire aussi importante pour la Suisse fût réglée d'une manière conforme aux rapports de bonne amitié existant entre les deux pays.

Étant restés sans réponse jusqu'au 13 février de l'année 1860, époque à laquelle vous vous trouviez déjà à Turin, nous vous avons chargé par notre dépêche dudit jour, 13 février, « de rappeler cette
« affaire au gouvernement de Sa Majesté Sarde en l'invitant à bien
« vouloir désigner un délégué qui traiterait avec vous les points sur
« lesquels les deux gouvernements suisse et piémontais auraient à
« s'entendre par rapport à la séparation du canton du Tessin et des
« communes grisonnes de Poschiavo et de Brusio des évêchés italiens
« de Milan et de Côme. » Nous avons ajouté que « ces points regardent la partie financière de la question » et joint, en outre, quelques détails pour votre instruction.

Vous n'avez pas manqué de faire les démarches nécessaires auprès du gouvernement sarde sans obtenir autre chose que des réponses évasives et dilatoires. C'est donc à tort que M. de Cavour se plaint

dans sa note quand il dit que la Suisse a agi sans avoir préalablement prévenu le gouvernement sarde et sans avoir fait aucun essai d'arrangement ; la Suisse pourrait, au contraire, se plaindre du manque de concours qu'elle aurait eu le droit d'espérer de la part d'un gouvernement ami et libéral comme celui de Sa Majesté Sarde.

Il ne restait donc aux autorités suisses, pour faire sortir l'importante affaire de son état de stagnation, d'autre moyen que celui d'agir de leur propre chef après avoir reconnu le peu d'empressement qu'on mettait ailleurs à toute coopération.

C'est alors que le séquestre des biens de la mense de Côme, sis sur territoire suisse, devait se présenter comme le premier pas à faire dans cette nouvelle voie. Dans les derniers jours du mois de juillet de l'année passée, le Conseil fédéral approuva les propositions faites dans ce sens par le gouvernement du canton du Tessin, et il donna à ce gouvernement les éclaircissements et les indications jugés convenables, en se réservant la haute surveillance de la mesure. En même temps, le 27 juillet, le Conseil fédéral vous invita à déclarer sans délai au gouvernement sarde, que le Conseil fédéral, eu égard à la nécessité de mener à fin cette affaire, avait résolu de renouveler ses démarches auprès des autorités compétentes. « En même temps, » continue notre dépêche du 27 juillet, « il ne doit pas perdre de vue « l'administration des biens situés dans le canton du Tessin, revendus « par les évêques, de telle sorte que, sans prononcer sur le droit « de propriété et l'emploi définitif, il a été établi à titre de mesure « conservatoire et temporaire une administration de par l'État, et « on a suspendu le paiement des revenus des biens. »

D'après vos rapports, le gouvernement piémontais paraissait avoir parfaitement bien compris le sens, la portée et la convenance de cette mesure, et on devait même admettre ici que le moment n'était pas éloigné où les commissaires qui auraient à traiter de la séparation des biens pourraient se réunir. Dans notre rapport du 21 novembre, il est dit que M. le comte de Cavour venait de vous faire l'observation « que, pour entamer les négociations relatives à la séparation de la « mense, l'on devait attendre que l'organisation ecclésiastique fût « terminée. »

Il s'ensuit que, depuis votre communication du séquestre, faite à la fin du mois de juillet ou dans les premiers jours du mois d'août, jusque vers la fin du mois de novembre, le gouvernement sarde ne semblait pas avoir sérieusement l'intention d'attaquer cette mesure en elle-même, mais seulement d'en différer l'exécution.

Vous comprendrez donc facilement notre étonnement à la lecture de la note du 20 novembre de M. le comte de Cavour à M. Jocteau. Son Excellence estime que les autorités fédérales n'étaient pas pas

fondées à saisir la propriété de l'évêque de Côme que celle d'un autre sujet du roi.

Nous devons avant tout faire observer que ce n'est nullement la propriété de l'évêque de Côme qui a été mise sous séquestre, soit sous l'administration de l'État.

Les biens séquestrés sont la propriété du diocèse et nullement celle de l'évêque. Les fidèles ne donnent à l'évêque que la jouissance des revenus pour son entretien et sous l'obligation de remettre l'excédant aux pauvres du diocèse, suivant les prescriptions du droit canonique. Les fidèles du canton du Tessin faisant partie du diocèse ont donc, comme tels, un droit de propriété sur les biens de la mense, et personne ne pourra le leur contester. Or, la mise de biens pareils sous l'administration de l'État est parfaitement justifiée en droit.

Le séquestre devait aussi s'étendre aux revenus, parce que l'élection de l'évêque a eu lieu malgré les protestations du canton du Tessin, de manière qu'elle n'aurait rien d'obligatoire pour cette partie du diocèse, d'autant moins que le nouveau titulaire ne s'est jamais mis en mesure de remplir les formalités prescrites par la loi tessinoise du 24 mars 1855, pour tous les ecclésiastiques qui veulent entrer en fonctions dans ce canton.

Le séquestre ne comprend donc aucune propriété d'un évêque sujet de S. M. le roi de Sardaigne, et il n'a été étendu qu'aux biens et revenus situés sur territoire suisse, et dont la disposition, en cas de vacance du siège, ne peut appartenir qu'aux autorités suisses.

Mais y aurait-il lieu de croire que le séquestre n'est qu'une prise de possession ou une incamération déguisée? Le Conseil fédéral repousse cette interprétation; les autorités suisses sont trop animées de sentiments de justice et d'équité pour trancher une question semblable sans l'avoir mûrement examinée et sans en avoir conféré avec la partie intéressée.

Certes, si l'intention des autorités suisses eût été différente, elles n'auraient pas insisté auprès du gouvernement sarde sur la nomination de son commissaire.

Le décret du gouvernement du canton du Tessin, du 17 août 1860, dit expressément :

« Il Consiglio di Stato

« Con risoluzione 2 Corrente ha stabilito d'accordo col alto Consiglio federale, che, per accelerare la soluzione della questione diocesana, fosse sospeso in via provvisoria, il pagamento degli interessi dovuti dallo stato alla mensa ad al capitolo vescovile di Como, ad avvocata allo stato l'amministrazione degli altri beni della detta mensa e capitolo e di quelli della mensa arcivescovile e capitolo di Milano, posti nel cantone Ticino.

« Ha pure stabilito che si dovesse tenere un conto separato degli interessi e frutti d'essi beni, da capitalizzarsi di mano in mano sino a che una tale pendenza non sia ricolta, etc., etc. »

Il ressort de ce décret que la mesure n'a été prise que comme provisoire, et qu'il sera tenu un compte séparé des revenus, à quel effet il a été nommé un administrateur spécial.

Le Conseil fédéral s'est réservé la haute surveillance. Il n'est donc préjudicié en rien à la destination définitive des biens ou des revenus dès le moment du séquestre, et toutes les garanties sont données pour une bonne et fidèle administration jusqu'au moment où la question sera résolue.

S. Exc. M. le comte de Cavour émet, dans sa note, la pensée que l'offre du Conseil fédéral d'une répartition des biens de la mense serait contraire à la règle internationale constamment consacrée par l'usage, que le gouvernement qui veut séparer son territoire de la juridiction d'un évêque étranger supporte les charges qu'entraîne cette détermination, en abandonnant la totalité des biens et revenus au titulaire de l'ancien évêché.

Sans répéter que la Suisse ne reconnaît nullement le titulaire de Côme comme évêque de la partie suisse de l'ancien diocèse comasque, le Conseil fédéral doit faire ressortir que M. de Cavour se trouve évidemment dans l'erreur s'il admet, comme une règle internationale constamment consacrée par l'usage, que les biens d'une partie démembrée d'un évêché doivent rester au titulaire de l'ancien diocèse.

Aux exemples cités par Son Excellence on pourrait en opposer de contraires. On supprima, par exemple, en 1751, le patriarcat d'Aquila, et on en fit deux archevêchés, celui de Gorz et celui d'Udine, en assignant au premier tous les biens sis dans le territoire de la maison d'Autriche, au second ceux sis dans le territoire de la république de Venise. Le pape Benoît XIV ne fit aucune difficulté de ratifier cette combinaison.

Et lorsqu'en 1802 un grand nombre d'archevêchés, d'évêchés et d'abbayes furent supprimés en Allemagne, sous la médiation du premier consul de France, on ne se borna pas à partager arbitrairement les biens de ces institutions entre l'Autriche, la Prusse et la Bavière, mais les anciens titulaires furent même dépouillés de toute juridiction cléricale et laïque, et on ne leur accorda que des pensions personnelles assez modiques.

En ce qui regarde la séparation du Vorarlberg de l'évêché de Coire, les autorités suisses invoquèrent aussi le principe proclamé maintenant par M. de Cavour ; mais on leur opposa le principe contraire, qui prévaut, en sorte que tous les revenus de la mense de Coire, situés sur territoire autrichien, furent incamérés au profit de la mense

d'Innsbruck, et ce n'est qu'à titre précaire que l'Autriche a accordé une subvention annuelle à l'évêque de Coire.

Il ne peut donc pas être ici question de l'existence d'une règle internationale constante.

Quant à la suspension du séquestre provisoire, le Conseil fédéral n'y pourrait consentir sans déroger. Le gouvernement du Tessin a agi sur son territoire, sur une propriété qui n'est celle ni de l'évêque de Côme, ni d'un autre sujet sarde, et sur des revenus sur lesquels le titulaire actuel de Côme, non reconnu comme évêque par les autorités tessinoises, n'a aucun droit.

Quant à l'administration de ces biens et revenus, évoquée par les autorités tessinoises du consentement du Conseil fédéral, celui-ci trouve dans les dispositions du gouvernement tessinois toutes les garanties désirables. Mais l'affaire ayant un caractère international, le Conseil fédéral s'est réservé la haute surveillance, et il en accepte la responsabilité envers le Piémont.

Vous avez, monsieur l'envoyé, mandé, dans votre rapport du 12 décembre, que M. de Cavour venait de vous donner l'assurance qu'il n'avait eu aucune intention hostile à notre égard en envoyant sa note; nous devons donc admettre que la conclusion qui la termine ne s'y trouve pas intentionnellement, et nous sommes heureux de pouvoir nous borner à exprimer notre satisfaction de ne pas être obligés d'entrer en discussion à ce sujet.

Le Conseil fédéral conserve toujours ses sentiments conciliants, et il aime à espérer que le gouvernement de Sa Majesté Sarde ne se refusera pas plus longtemps à nommer sa délégation, avec laquelle la nôtre puisse, le plus tôt possible, se mettre en relation, afin d'amener la chose à bonne fin.

Veuillez agir dans ce but auprès du gouvernement de Sa Majesté Sarde, donner lecture de la présente note à S. Exc. M. le comte de Cavour, et lui en laisser copie.

Agrérez, monsieur, l'assurance de notre parfaite considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération :

KNUSEL.

Le chancelier de la Confédération :

SCHIESS.

**Note du Conseil fédéral suisse à M. A. Tourte, envoyé
extraordinaire de la Confédération suisse à Turin.**

Berne, le 30 mars 1861.

Monsieur,

Dans les premiers jours de ce mois, S. Exc. M. le commandeur Jockey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Sardaigne, a lu à M. le président de la Confédération la note de S. Exc. le comte de Cavour, datée du 28 février écoulé¹, et il a laissé copie de cette dépêche. Comme le texte concorde parfaitement avec les communications que M. le ministre des affaires étrangères vous a faites verbalement, le Conseil fédéral peut se dispenser de s'étendre davantage sur son contenu. Néanmoins il ne peut vous dissimuler, monsieur, qu'après les développements et les ouvertures loyales renfermés dans son office du 4 janvier dernier, le ton de la note sarde a dû lui causer une impression pénible.

Le Conseil fédéral doit dénier de la manière la plus formelle d'avoir procédé précipitamment et unilatéralement dans l'affaire de la mense épiscopale de Côme, et d'avoir manqué ainsi vis-à-vis de la Sardaigne aux égards que des États amis se doivent entre eux.

Au contraire, il est en droit d'attendre qu'un examen calme de la marche de l'affaire produira, même à Turin, la conviction que le gouvernement fédéral suisse s'est vu dans la nécessité peu agréable de recourir à la mesure indiquée, et cela afin d'arriver à un règlement définitif. Sans revenir sur les explications détaillées que renferme sa note du 4 janvier, le Conseil fédéral ne peut comprendre en aucune façon que le contenu de cette note puisse être interprété comme ne laissant en perspective aucun sentiment de conciliation ni le désir d'un arrangement amiable, alors qu'au contraire elle avait en vue un règlement définitif effectué non pas unilatéralement, mais d'un commun accord avec le gouvernement voisin. Il était certes impossible d'exprimer cette intention plus clairement que par la proposition finale, ainsi conçue :

« Le Conseil fédéral conserve toujours ses sentiments conciliants, et il aime à espérer que le gouvernement de S. M. Sarde ne se refusera pas plus longtemps à nommer sa délégation, avec laquelle la nôtre puisse, le plus tôt possible, se mettre en relation afin d'amener la chose à bonne fin. »

Il est vrai cependant que, dans les ouvertures qu'il a faites jusqu'ici quant au point capital de cette affaire, le Conseil fédéral a maintenu et il maintiendra encore le principe que la séparation des parties suisses

1. Voir *Archives*, t. II, p. 381.

de l'évêché de Côme doit avoir pour effet d'affecter aux premières une partie des revenus. En cela la Suisse ne fait, comme on l'a précédemment démontré, que se prévaloir du droit et de l'usage suivis par d'autres États. Il est donc assez peu nécessaire de citer d'autres exemples au point de vue du droit international. En revanche, le Conseil fédéral ne considère point comme superflu d'ajouter que ses manières de voir sont parfaitement fondées, même d'après les principes du droit ecclésiastique, que le gouvernement de Sa Majesté paraît surtout prendre en considération. Le concile de Trente, autorité que l'évêque de Côme lui-même reconnaîtra certainement, pose la règle que, dans des cas de partage ou de démembrement de diocèse tels que ceux dont il s'agit, c'est principalement aux causes et aux motifs qui amènent une telle mesure qu'il faut regarder. Lorsqu'une innovation pareille est impérieusement exigée, il n'est pas licite d'en augmenter les difficultés, ou même de la rendre impossible en la subordonnant à la condition que les fonctions et devoirs de la pastoration dont a été déchargé l'ordinariat précédent seront, sans dotation correspondante, à la charge de celui qui devra les exercer dans les territoires séparés de l'ancien diocèse. Au contraire, il y a lieu, dans de tels cas, de détacher une partie des revenus de l'ancien bénéfice pour les conférer à celui qui assume les nouvelles fonctions et obligations. L'on ne demande nullement que dans de tels arrangements résultant de séparations, les territoires démembrés d'un diocèse ne reçoivent aucune partie des biens de celui-ci; au contraire, les circonstances et modalités de chaque cas doivent être pesées et prises en considération. La séparation des parties de la Suisse dépendant des diocèses de Milan et de Côme est une mesure dont la nécessité se fait sentir déjà depuis longtemps, et a été reconnue par les *autorités ecclésiastiques supérieures*; aussi, même au point de vue du droit ecclésiastique, ne peut-on guère élever d'objection plausible contre la manière de voir suisse. Un démembrement et la cession d'une partie de ses revenus n'ont nullement pour conséquence de mettre en péril l'existence de l'évêché de Côme. Si donc les prétentions de la Suisse sont parfaitement justifiées au point de vue politique et à celui de l'Église; si l'administration intérimaire des biens de la mense épiscopale de Côme sis dans le canton du Tessin est une mesure que d'autres États et même la Sardaigne ont déjà, sans hésiter, prise fréquemment en cas de vacance d'un siège épiscopal, le Conseil fédéral a dû éprouver une impression fort pénible en voyant dans la note de S. Exc. le comte de Cavour qu'à titre de représailles la dotation du collège helvétique à Milan a été frappée d'un séquestre qui doit exercer ses effets à la fin de la présente année scolaire. Vous comprenez sans doute, monsieur, qu'une telle mesure est dénuée de toute base juridique, une comparaison avec les disposi-

tions prises par la Suisse n'a aucune raison d'être. En effet le droit des cantons à la libre jouissance des bourses du collège helvétique repose sur des fondations qui ont été reconnues sans contestation jusqu'à aujourd'hui par tous les gouvernements de la Lombardie et qui ont été respectés, sauf quelques interruptions, pendant des temps de révolution. Le 22 juillet 1842, ce rapport a été réglé avec plus de précision par un traité en forme conclu avec l'Autriche. La convention ci-dessus est encore en vigueur et a été reconnue et maintenue par le gouvernement de Sa Majesté, successeur aux droits de l'Autriche, dans la note du 11 janvier 1860, et réitérée plusieurs fois dès lors. L'on devait donc être d'autant plus surpris d'une telle mesure, que dans son mémoire du 9 septembre 1859, le Conseil fédéral a développé avec détail les conditions historiques et juridiques de cette institution vis-à-vis de la Sardaigne, en suite de quoi le gouvernement de Sa Majesté a formellement reconnu les droits des cantons suisses, comme il est dit plus haut.

Quelle que fût la surprise que la note du 28 février écoulé ait dû lui causer, le Conseil fédéral n'en a pas moins éprouvé de la satisfaction en voyant que M. le ministre des affaires étrangères reconnaît qu'en cas de démembrement de diocèse, il peut y avoir des cas dans lesquels il y a lieu de se mettre d'accord pour régler la question des revenus, et qu'animé du désir sincère d'arriver à une solution, il est disposé à prêter les mains à la nomination de délégués chargés de préparer les voies d'un arrangement amiable.

Le Conseil fédéral, qui dès l'origine a proposé cette manière de procéder, saisit donc avec plaisir cette occasion pour vous annoncer, monsieur, que dans sa séance de ce jour il a choisi comme délégués M. le conseiller national Jauch de Bellinzzone et M. Bolla, membre du conseil d'État et directeur du département de justice du canton du Tessin.

Veuillez tâcher d'obtenir de S. Exc. le comte de Cavour que la nomination des délégués italiens s'effectue sans trop de retard, et qu'ils soient pourvus d'instructions rendant possible un arrangement amiable.

Il paraît opportun de laisser à MM. les délégués de s'entendre sur le lieu et la date de leur réunion. Le Conseil fédéral désire connaître les noms des délégués italiens aussitôt qu'ils seront désignés, et il se réserve, ainsi que le fera sans doute le gouvernement royal, le droit de ratifier l'arrangement qui résultera de leurs délibérations.

Enfin le Conseil fédéral vous prie de faire intervenir vos bons offices auprès du gouvernement de Sa Majesté afin d'amener promptement cette affaire à une solution amiable, de donner lecture et laisser copie de la présente note à S. Exc. le comte de Cavour.

Agréez, etc.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération,

Signé : J. M. KNUSEL.

ESPAGNE.

**Acte passé à Santo Domingo, le 18 mars 1861, pour
la proclamation de la reine Isabelle II.**

Dans la très-noble et très-loyale cité de Santo Domingo, le dix-huitième jour du mois de mars 1861, nous soussignés, réunis dans la salle du palais de justice de cette capitale, déclarons que par notre libre et spontanée volonté, en notre propre nom, comme en celui de ceux qui nous ont conféré le pouvoir de le faire, nous proclamons solennellement pour notre reine et souveraine la très-haute princesse doña Isabelle II, déposant entre ses mains la souveraineté que nous avons exercée jusqu'à ce jour en qualité de membres de la république dominicaine.

Nous déclarons en outre que c'est par notre libre et spontanée volonté comme par celle du peuple, dont nous sommes ici les représentants, que nous voulons que tout le territoire de la république soit annexé à la couronne de Castille, à laquelle il appartenait avant le traité du 18 février 1833, en vertu duquel S. M. Catholique reconnaissait comme indépendant l'État qui aujourd'hui, de sa propre volonté et spontanément, la reconnaît de nouveau comme sa souveraine légitime. En foi de quoi nous avons signé en due forme, de nos propres mains.

PEDRO SANTANA.

ANTONIO A. ALFAN.

JACINTO DE CASTRO.

FELIPE FERNANDEZ D. DE CASTRO.

Décret de Pedro Santana.

Au nom de S. M. la reine doña Isabel II.

Considérant que la spontanéité avec laquelle on a proclamé S. M. la reine doña Isabel II comme souveraine de la partie espagnole de Saint-Domingue; que la nature de cet acte n'a pas permis de faire les préparatifs qu'exige un aussi grand événement, et que, par conséquent, il n'est pas possible de mettre en pratique, pour le moment, la législation de la monarchie;

Considérant qu'un peuple ne saurait rester sans une administration fixe, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article unique. Les lois, décrets, règlements et autres dispositions qui, jusqu'à présent, ont régi la république dominicaine, seront maintenus comme par le passé, à l'exception de celles qui concernent la souveraineté, tant que de nouvelles dispositions n'auront pas été prises.

Santo Domingo, 18 mars 1861.

SANTANA.

Propositions faites par le gouvernement dominicain à Sa Majesté la reine d'Espagne, au sujet de l'annexion.

Pedro Santana, libérateur de la patrie, général en chef des armées, grand-croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique et président de la république :

1° La liberté individuelle sera conservée, sans que jamais on puisse rétablir l'esclavage sur le territoire dominicain ;

2° La république dominicaine sera considérée comme une province d'Espagne, et, à ce titre, elle jouira des mêmes droits ;

3° On utilisera les services du plus grand nombre possible de ces hommes qui ont rendu des services à la patrie depuis 1844, spécialement dans l'armée, et qui pourraient en rendre encore à Sa Majesté en temps à venir ;

4° Il est à désirer que Sa Majesté prescrive l'amortissement du papier actuellement en circulation dans la république ;

5° Qu'elle reconnaisse comme valides les actes du gouvernement émanés de la république dominicaine depuis son origine, en 1844¹.

Saint-Domingue, le 2 avril 1861.

SANTANA.

ÉTATS-CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Jefferson Davis autorisant les demandes de concession en lettres de marque.

Considérant qu'Abraham Lincoln, président des États-Unis, a annoncé, par une proclamation récente, l'intention d'envahir la confédération avec la force armée, dans le but de capturer des forteresses, de renverser par conséquent son indépendance et d'assujettir sa population libre à la domination d'une puissance étrangère.

Considérant qu'il est devenu ainsi du devoir de ce gouvernement de repousser l'invasion dont on le menace, et de défendre les droits et les libertés du peuple par tous les moyens que le droit des nations et les usages civilisés de la guerre mettent à sa disposition.

Je soussigné, Jefferson Davis, président des États confédérés d'Amérique, publie la présente proclamation, invitant tous ceux qui peuvent désirer, en servant en pleine mer sur des bâtiments armés par des particuliers, venir en aide audit gouvernement et repousser avec lui une agression aussi perverse qu'inutile, à adresser, dans le plus bref délai possible, leurs demandes de commission en lettres de marque

1. L'annexion a été acceptée par l'Espagne par décret du 19 mai. Voy. *Archives*, t. III, 1^{re} livraison.

et de représailles, qui seront délivrées sous le sceau des États confédérés.

Je notifie, en outre, à tous les requérants ci-dessus mentionnés, avant qu'il soit donné aucune lettre de marque à des bâtiments ou à l'armateur, ou aux armateurs desdits et au commandant, ils seront requis de donner un acquit aux États confédérés avec au moins deux cautions responsables non intéressées dans ledit bâtiment, au montant de 5000 liv. sterl., à titre de pénalité, ou si ce navire n'a pas plus de 150 hommes, alors sera fournie la somme de 10 000 liv. sterl. au même titre, à la condition que les armateurs, officiers et équipage qui seront employés à bord du bâtiment commissionné observeront les lois de ces États confédérés et les instructions à eux données pour leur gouvernement, et payeront tous les dommages faits contrairement à la teneur dudit, par ce navire, pendant son activité de service, et rendront la lettre de marque quand ils seront révoqués par le président des États confédérés.

En outre, j'enjoins spécialement à tous ceux qui exercent des fonctions civiles ou militaires sous l'autorité des États confédérés, de s'acquitter avec zèle des devoirs à eux imposés.

J'exhorte aussi les braves populations de ces États confédérés, attendu qu'elles aiment leur pays, qu'elles apprécient les bienfaits d'un gouvernement libre, qu'elles ressentent les griefs du passé ainsi que ceux dont elles sont actuellement menacées par ceux dont l'inimitié est d'autant plus implacable qu'elle n'est pas provoquée, de s'attacher à maintenir l'ordre, à établir la concorde, à maintenir l'autorité et l'efficacité des lois, enfin à seconder énergiquement toutes les mesures qui peuvent être adoptées pour la commune défense, et par lesquelles, sous la protection de la divine Providence, il nous est permis d'espérer une paix prompte, juste et honorable. En foi de quoi, j'ai signé et apposé le sceau des États confédérés, ce 17^e jour d'avril, en l'année de Notre-Seigneur 1861.

JEFFERSON DAVIS.

Contre-signé : R. TOOMBS, secrétaire d'État.

**Proclamation du gouverneur de la Virginie aux milices de l'État,
pour résister aux États-Unis.**

Considérant que sept des États faisant anciennement partie des États-Unis ont, en vertu de la volonté de leur population, solennellement repris les pouvoirs accordés par eux aux États-Unis; qu'ils ont fait une constitution et organisé un gouvernement pour eux-mêmes; qu'ils ont notifié au président des États-Unis l'accomplissement de ces actes,

avec toutes les formalités voulues, et qu'ils sont ainsi devenus une puissance séparée, indépendante et étrangère aux États-Unis.

Considérant que la constitution des États-Unis a investi le Congrès seulement du pouvoir de déclarer la guerre, et que jusqu'à ce que cette déclaration soit intervenue, le président n'est pas autorisé à convoquer des forces extraordinaires pour soutenir une guerre offensive contre une puissance étrangère.

Considérant que le 15 de ce mois, le président des États-Unis a, en violation formelle de la constitution, publié une proclamation appelant 75 000 hommes sous les armes, afin de faire exécuter les lois des États-Unis contre les populations qui ne font plus partie de l'Union, et que ladite proclamation menace d'employer cette force extraordinaire à procurer obéissance à ses ordres ;

Considérant que l'Assemblée générale de la Virginie a déclaré dans sa dernière session, à la presque unanimité, que l'État de la Virginie regarderait cet emploi de la force comme une virtuelle déclaration de guerre, à laquelle il devait s'opposer de tout son pouvoir ; que cette politique a été confirmée depuis par la Convention Virginienne, représentant la souveraineté de l'État, dans sa session actuelle, aussi à la presque unanimité ;

Considérant que la Virginie sympathise avec le Sud tant pour les torts qu'il a soufferts que pour la position qu'il a prise, et vu que les efforts sérieux faits par cet État afin d'amener une solution pacifique des différends qui divisent l'Union ont échoué par suite de l'acte inexorable du président, et que les mêmes influences qui ont amené la publication de cette proclamation contre les États séparés, conduiraient à prendre des mesures semblables contre la Virginie, dans le cas où elle voudrait user de son droit incontestable de retirer à l'Union les pouvoirs qu'elle lui a accordés.

Considérant qu'il y va de l'honneur de la Virginie de repousser l'emploi illégal de la force contre le peuple.

En conséquence, John Letcher, gouverneur de l'État a jugé convenable d'ordonner à tous les régiments et aux compagnies de volontaires armés de la Virginie de se tenir prêts immédiatement et, à la réception de la présente proclamation, de rendre compte de leur organisation et du nombre de leurs hommes à l'adjudant général de l'État, et de se préparer à un service effectif ; les compagnies qui ne sont pas armées et équipées en aviseront l'adjudant général, afin qu'il soit pourvu à leurs besoins.

Le 17 avril 1861.

JOHN LETCHER.

ÉTATS ROMAINS.

Protestation de Pie IX adressée à tous les représentants des puissances étrangères près le Saint-Siège, contre le titre de roi d'Italie.

Un roi catholique, mettant en oubli tout principe religieux, méprisant tout droit, foulant aux pieds toute loi, après avoir dépouillé peu à peu le chef auguste de l'Église catholique de la plus grande et de la plus florissante partie de ses possessions légitimes, prend aujourd'hui le titre de *roi d'Italie*. Par là, il veut mettre le sceau aux usurpations sacrilèges qu'il a déjà accomplies, et que son gouvernement a déjà manifesté l'intention de compléter aux dépens du patrimoine du saint-siège.

Quoique le saint-père ait solennellement protesté à chaque nouvelle entreprise par laquelle on portait atteinte à sa souveraineté, il n'en doit pas moins aujourd'hui faire une protestation nouvelle contre l'acte par lequel on prend un titre dont le but est de légitimer l'iniquité de tant d'actes antérieurs.

Il serait superflu de rappeler ici la sainteté de la possession du patrimoine de l'Église et le droit du souverain pontife sur ce patrimoine, droit incontestable reconnu de tout temps et par tous les gouvernements, et d'où il suit que le saint-père ne pourra reconnaître le titre de roi d'Italie, que s'arroge le roi de Sardaigne, puisque ce titre lèse la justice et la propriété sacrée de l'Église. Non-seulement il ne peut pas le reconnaître, mais encore il proteste de la manière la plus absolue et la plus formelle contre une pareille usurpation.

Le cardinal secrétaire d'État soussigné prie Votre Excellence de vouloir bien porter à la connaissance de son gouvernement cet acte fait au nom de Sa Sainteté, se tenant pour assuré qu'il en reconnaîtra la convenance absolue, et qu'en s'associant à une telle détermination, il contribuera par son influence, à amener la fin de l'état de choses anormal qui depuis si longtemps désole la malheureuse Péninsule.

C'est dans les sentiments, etc.

Cardinal ANTONELLI.

Rome, 15 avril 1861.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Lincoln.

Considérant que les lois des États-Unis ont été et sont violées dans les États de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de l'Alabama, de la Floride, du Mississipi, de la Louisiane et du Texas, par suite de menées trop puissantes pour être réprimées par les procédés ordinaires de la justice, je soussigné Abraham Lincoln, président des États-Unis, en vertu des pouvoirs que m'a conférés la constitution, ai cru devoir convoquer la milice des différents États de l'Union, jusqu'à concurrence de 75 000 hommes¹, dans le but de comprimer lesdites menées et de faire exécuter la loi. Les détails de cette mesure seront transmis aux autorités par l'intermédiaire du département de la guerre. J'en appelle à tous les citoyens, afin qu'ils aident et favorisent mes efforts pour maintenir l'honneur, l'intégrité et l'existence de notre union nationale, perpétuer le gouvernement populaire, et redresser des torts trop longtemps tolérés. Le premier service qui sera demandé aux forces que je convoque aujourd'hui sera probablement de reprendre possession des forts, places et propriétés qui ont été enlevés à l'Union.

En toute circonstance, on veillera avec soin à ce que les propriétés particulières et la sécurité des citoyens paisibles soient respectées. J'ordonne par les présentes aux personnes impliquées dans les menées dont j'ai parlé plus haut, d'avoir à se disperser et à se retirer dans leurs résidences respectives dans un délai de vingt jours.

Considérant les circonstances actuelles comme une situation extraordinaire, et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la constitution, je convoque par les présentes les deux chambres du Congrès. Les sénateurs et les représentants sont invités à se réunir dans le lieu de leurs séances le jeudi 4 juillet, à midi, pour aviser à prendre les mesures que leur suggéreront leur sagesse et le soin des intérêts publics.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature, accompagnée du sceau des États-Unis.

Fait à Washington, le 15 avril 1861, la 85^e année de l'indépendance.

ABRAHAM LINCOLN.

1. Par une proclamation du 3 mai, le président appelle en outre sous les armes 42 034 volontaires pour un service de trois ans, et augmente l'armée régulière de huit régiments d'infanterie, un de cavalerie et un d'artillerie.

Réponse du Président aux députés de la Virginie.

Déjà, dès le 13 avril, le président Lincoln avait fait pressentir sa résolution de recourir à la force pour faire cesser les hostilités du Sud. Dans un discours adressé aux députés de la Virginie qui étaient venus lui demander des explications sur la politique qu'il comptait suivre, M. Lincoln disait :

Dès le jour de mon inauguration, j'ai exposé, aussi franchement et aussi complètement qu'il était possible de le faire, la ligne de conduite que je me proposais de suivre. J'apprends donc avec un profond regret qu'il règne une grande incertitude relativement à la politique que je compte adopter.

Je ne m'écarterai pas des idées exposées et des principes émis dans mon discours d'inauguration. Je m'en réfère à ce discours comme étant l'expression complète et sincère de ma manière d'envisager les difficultés présentes. Je répète aujourd'hui ce que je disais alors :

« J'emploierai de mon mieux le pouvoir qui m'est confié pour conserver, occuper et posséder les propriétés appartenant au gouvernement fédéral ; mais en dehors de ce qui sera jugé indispensable pour atteindre ce but, il n'y aura ni invasion ni aucun usage de la force contre le peuple, en quelque endroit que ce soit. »

Par ces mots : « propriétés appartenant au gouvernement fédéral, » je faisais allusion aux postes militaires que le gouvernement avait en sa possession lorsque j'ai assumé entre mes mains le pouvoir. Et si l'on met à exécution un projet tendant à enlever aux États-Unis ces mêmes propriétés, comme c'est le cas dans l'attaque non provoquée qui a lieu en ce moment contre le fort Sumter, je maintiens que j'ai le droit de reprendre ce fort, si je le puis, et ceux qui pourraient être momentanément enlevés, comme j'ai le droit de reprendre toutes les propriétés fédérales saisies avant le jour où je suis arrivé au pouvoir. Je repousserai la force par la force.

Il est probable également que je supprimerai le service postal dans tous les États qui prétendent être séparés. Dans mon opinion, l'état de guerre ouverte contre le gouvernement justifie et exige cette suppression. Je ne crois pas même avoir besoin de dire que dans mon opinion tous les postes militaires et toutes les propriétés situés dans ces États appartiennent au gouvernement des États-Unis aujourd'hui aussi bien qu'avant la prétendue sécession.

Je n'aurai recours à aucune invasion armée pour collecter les revenus, dans quelque partie du pays que ce soit ; mais il ne faudrait pas qu'on entendit par là que je ne ferai pas débarquer une force armée là où je croirai nécessaire de venir en aide à un fort situé sur la frontière du pays.

En engageant la lutte à Charleston, avant qu'aucune tentative ne fût

faite pour renforcer ou ravitailler le fort Sumter, les sécessionnistes se sont rendus coupables de provocation, ils ont commis une tentative de coercition contre le gouvernement, et toute la responsabilité des faits qui peuvent en être la conséquence doit retomber sur eux.

Déclaration de blocus des ports du Sud.

Une insurrection contre le gouvernement des États-Unis vient d'éclater dans les États de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de l'Alabama, de la Floride, du Mississippi, de la Louisiane, du Texas, et les lois des États-Unis n'y peuvent plus être exercées, notamment la disposition de la constitution qui prescrit la perception des droits de douane uniformes dans toute l'étendue du territoire fédéral.

En outre, une réunion de ceux qui sont engagés dans cette insurrection, a menacé de délivrer de prétendues lettres de marque autorisant les porteurs à se livrer à des attentats contre la vie, les navires et les propriétés des bons citoyens du pays qui s'occupent d'opérations commerciales, en pleine mer comme dans les eaux des États-Unis.

Attendu qu'une proclamation exécutive a été publiée déjà par nous, pour enjoindre aux personnes qui se livrent à ces provocations séditionnelles de renoncer à exciter ainsi le désordre, pour appeler sous les armes une force de milice, dans le but de réprimer ces attentats, enfin, pour convoquer le congrès en session extraordinaire, pour qu'il délibère et prenne une résolution à cet égard;

Le président des États-Unis, voulant donner force à sa proclamation, voulant rétablir la tranquillité publique, protéger les existences et les propriétés des citoyens qui respectent l'ordre établi, et poursuivent leurs opérations légales de commerce, en attendant que le Congrès se soit réuni pour délibérer sur les procédés déloyaux ci-dessus exposés, ou que ceux-ci aient cessé d'avoir lieu, a jugé opportun de mettre sur pied des forces de blocus devant les ports des États rebelles désignés plus haut, afin d'assurer l'exécution des lois des États-Unis, conformément aux lois des nations qui prévoient des cas semblables.

Conséquemment, une force navale effective sera expédiée pour empêcher l'entrée et la sortie des navires en croisant devant les ports des États rebelles.

Et si, dans l'intention de violer ce blocus, un navire quelconque tentait de sortir de l'un des deux ports ou tentait d'y entrer, il serait dûment averti par le commandant de l'un des bâtiments des escadres de blocus, qui consignera sur son livre de bord le fait et la date de l'avertissement. Et dans le cas où le même navire tenterait de nouveau l'entrée ou la sortie d'un port bloqué, il serait saisi et expédié au port le plus voisin, sur le littoral des États-Unis, où il sera statué,

tant à l'égard du bâtiment que de sa cargaison, selon la juridiction du pays.

Fait à Washington, le 19 avril 1861.

ABRAHAM LINCOLN,
WILLIAM H. SEWARD, *secrétaire d'État*.

**Proclamation du président, ordonnant le blocus des ports
de la Caroline du Nord et de la Virginie.**

Considérant que, pour les raisons consignées dans ma proclamation du 19 de ce mois, il a été ordonné qu'il fût établi un blocus des ports des États de la Caroline du Sud, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, de la Louisiane, du Mississippi et du Texas; et considérant que depuis cette date des propriétés publiques des États-Unis ont été saisies, que la perception des revenus a été entravée, et que des fonctionnaires dûment nommés par les États-Unis ont été arrêtés et tenus prisonniers alors qu'ils exécutaient les ordres de leurs supérieurs, ou ont été empêchés de s'acquitter de leurs fonctions, sans aucune procédure légale, par des personnes prétendant agir par l'autorité des États de la Virginie et de la Caroline du Nord, un blocus effectif des ports de ces États sera également établi.

En foi de quoi j'ai apposé ci-joint ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait en la ville de Washington, le 27^e jour d'avril, en l'année de Notre-Seigneur 1861, et de l'indépendance des États-Unis la 85^e.

ABRAHAM LINCOLN.

FRANCE.

**Lettre de l'Empereur Napoléon à Sa Majesté le roi de Naples,
remise au Roi le 11 décembre 1860, par l'amiral de Tinan.**

Je n'ai point écrit depuis quelque temps à Votre Majesté, parce que je désirais voir si les événements prendraient un caractère suffisamment clair et précis pour me permettre d'exprimer en connaissance de cause mon opinion à Votre Majesté.

Lorsque l'injuste agression du Piémont vint en aide à la révolution dans vos États et vous força de vous retirer à Gaëte, je résolus d'empêcher le blocus afin de donner à Votre Majesté une preuve de ma sympathie et d'éviter à l'Europe l'affligeant spectacle d'une lutte à outrance entre deux souverains alliés, lutte dans laquelle le droit et la justice étaient pour celui qui devait succomber. Mais, tout en laissant, au moyen de ma flotte, la mer libre à Votre Majesté, il ne pouvait entrer dans ma politique d'intervenir dans la querelle. Ainsi

l'amiral de Tinan a reçu l'ordre d'observer la plus stricte neutralité entre les deux adversaires.

Les incidents de la guerre compliquent la situation de ma flotte à Gaëte; souvent elle est sur le point d'agir contre les Piémontais, dont les attaques menacent sa sécurité; quelquefois elle est obligée, afin de maintenir sa neutralité, d'empêcher les vaisseaux de Votre Majesté d'exercer de justes représailles contre les vaisseaux piémontais. Cette situation ne peut durer indéfiniment; le mieux serait, je crois, dans l'intérêt bien entendu de Votre Majesté, qu'elle se retirât avec les honneurs de la guerre, car elle sera forcée de le faire; la catastrophe est inévitable. Vous avez fait preuve d'une louable fermeté. Tant qu'il y avait pour vous chance de remonter sur le trône, votre devoir était de soutenir votre droit par les armes; mais aujourd'hui, je le dis avec regret, le sang qui coule est inutilement versé; votre devoir comme homme et comme souverain est d'en arrêter l'effusion. Je ne sais ce que l'avenir peut réserver à Votre Majesté, mais je suis persuadé que l'Italie et l'Europe regarderont comme parfaites et l'énergie que vous avez déployée et la décision que vous allez prendre pour éviter les grands malheurs qui affligent aujourd'hui votre peuple.

Je vous prie de croire que le langage que je tiens à Votre Majesté m'est dicté par le plus grand désintéressement entre les deux parties et par le regret que je ressentirai, si les circonstances, devenant plus graves, ne me permettaient plus de maintenir ma flotte dans une position où la stricte neutralité deviendrait impossible.

Je prie Votre Majesté, etc.

Réponse de François II à la lettre de l'Empereur Napoléon.

La lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire et que l'amiral de Tinan m'a remise me place, je dois l'avouer, dans le plus grand embarras. Ma ferme intention était de résister et de sauvegarder mon honneur au prix des plus grands sacrifices, si les circonstances m'empêchaient de sauver mes États contre une injuste agression. Mais les conseils affectueux que me donne Votre Majesté et la perspective du retrait de votre flotte m'impressionnent et me font hésiter.

Dans cette situation, Votre Majesté ne sera ni surprise ni offensée si je prends le temps de réfléchir avant d'adopter une résolution définitive. Bien que je susse que la flotte française ne devait pas indéfiniment demeurer dans ce golfe, mes informations officielles, et les assurances particulières qui m'avaient été données, me faisaient espérer la prolongation de son séjour ou du moins la présence du pavillon français sur un vaisseau de la marine impériale. Appréciant les motifs qui guident Votre Majesté et connaissant votre efficace sympathie, je ne puis que déplorer le rappel d'une flotte qui laisse la mer libre à mes ennemis et aggrave considérablement ma situation. Il me sera nécessaire, afin de savoir s'il me sera possible, sans cet appui, de faire une longue résistance, d'examiner avec la plus grande attention quelles sont mes ressources. Ce que je désire sincèrement, c'est d'éviter deux écueils sur lesquels ma barque peut sombrer ou l'éclat de mon nom être terni : la témérité et la faiblesse.

Vous savez, sire, que les rois qui abandonnent leur trône y remontent difficilement, à moins que les rayons de la gloire n'aient doré leurs infortunes et leur chute. Je sais qu'après l'ivresse d'un triomphe dû plutôt à la pusillanimité ou à la trahison de mes généraux qu'à la puissance des ravisseurs de mon royaume, ceux-ci trouveront d'immenses difficultés pour amener mes sujets à adopter des idées qui répugnent également à leurs intérêts et à leurs traditions. Les difficultés devenant de plus en plus grandes en Europe, votre haute capacité et l'autorité dont jouit Votre Majesté me font espérer que le jour n'est pas loin où les principes de la loi, du devoir et de la justice cesseront d'être foulés aux pieds par le Piémont. Si ces espérances sont des rêves, il est un point du moins qui ne souffre pas de discussion, c'est qu'en combattant pour mon droit, en succombant avec courage, en tombant avec honneur, je serai digne du nom que je porte et je laisserai un exemple au prince qui me succédera.

Je suis ici roi en principe, mais général de fait. Je n'ai plus d'États, je possède seulement une forteresse et une armée fidèle. Dois-je abandonner en vue de dangers personnels, par crainte de l'effusion du sang que j'ai cherché à éviter à tout prix, une armée qui peut maintenir l'honneur de son drapeau, et une forteresse pour la défense de laquelle mes aïeux ont fait tant d'efforts, la considérant comme le dernier boulevard de la monarchie? Votre Majesté qui est un excellent juge en semblable matière, peut décider mieux que personne si, en me retirant sans m'être assuré de l'insuffisance de mes ressources, j'aurai accompli mon devoir comme soldat. Je puis mourir, je puis être fait prisonnier. Cela est vrai. Mais les princes doivent savoir mourir comme il faut, et François I^{er} a été prisonnier. Il ne défendit point, comme je le fais, un royaume et un peuple, et malgré cela ses contemporains et l'histoire ont raconté combien il a exposé sa personne et comment il a supporté ses souffrances dans la captivité. Ce n'est point une exaltation passagère qui m'inspire un tel langage; il est le résultat d'une longue réflexion, et Votre Majesté, qui est homme de résolution, d'intelligence et de courage, comprendra mieux que qui que ce soit les sentiments qui m'animent.

Je dois donc lutter contre le courant de mes idées et de mes sentiments avant de changer de résolution. Permettez-moi de prendre le temps de réfléchir, et si en même temps, malgré mes désirs, mes espérances et, j'ose le dire, mes prières, les intérêts et la politique de Votre Majesté vous forcent à retirer votre flotte, je le regretterai sans doute, mais je rendrai toujours justice aux motifs qui vous guident, et par-dessus tout je conserverai profondément dans mon cœur la preuve de sympathie que vous m'avez donnée et le souvenir du service que vous m'avez rendu en m'assurant pendant un si long temps la liberté des mers, dans des circonstances où nulle puissance de l'Europe ne pouvait venir à mon secours. Et si je dois succomber par suite du départ de votre flotte, je prierai sincèrement Dieu pour que Votre Majesté n'en ait point de regret, et pour qu'au lieu d'un allié reconnaissant et fidèle, vous ne rencontriez point une révolution hostile et un souverain ingrat.

Quelle que soit ma décision dans des circonstances aussi graves, mon désir sera d'en donner connaissance à Votre Majesté, et je saisis cette occasion d'exprimer une fois de plus à Votre Majesté ma reconnaissance pour votre appui, vos conseils, et, par-dessus tout, pour l'intérêt qu'il vous a plu de me témoigner.

Je prie Votre Majesté, etc.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêches rétrospectives se rapportant à l'arrestation du comte Teleki à Dresde, adressées à lord John Russell par le ministre d'Angleterre à la cour de Saxe¹.

M. Murray à lord J. Russell.

(Extrait.)

Dresde, 28 décembre 1860.

J'ai appris, il y a deux jours, que M. de Beust, sur la demande du comte Teleki, lui a fait une visite. Son Excellence a exposé à cette occasion au comte qu'en vertu d'un article d'extradition dans la convention existante entre les deux pays, il ne restait au gouvernement saxon d'autre choix que de l'extrader sur la réclamation de l'Autriche ; que lui, le comte, connaissant sa position vis-à-vis de son gouvernement, avait commis en tout cas une grande imprudence en venant ici avec un passe-port anglais et en entretenant des rapports incessants avec des réfugiés hongrois, ce qui a donné au gouvernement autrichien le temps de constater son identité et de demander son extradition.

Le comte paraissant craindre que sa vie ne fût menacée entre les mains des Autrichiens, M. de Beust lui déclara que, bien que ne pouvant en aucune façon lui donner des assurances officielles ni influencer les actes du gouvernement autrichien, il n'hésitait pas cependant à dire que, d'après son opinion personnelle, la vie du comte ne courait pas le moindre danger, mais qu'il devait s'attendre à la perte de sa liberté durant les troubles de Hongrie, si activement entretenus par Kossuth et d'autres, avec lesquels le comte avait des rapports intimes. M. de Beust m'a communiqué qu'il avait écrit confidentiellement à Vienne et exprimé l'espoir que le gouvernement autrichien userait envers le comte Teleki de toute la clémence qui serait compatible avec sa sécurité.

Autre dépêche.

Dresde, 4 janvier 1861.

Milord, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la traduction d'un article que le *Journal de Dresde* vient de publier sur l'arrestation et l'extradition du comte L. Teleki. Maintenant que l'empereur d'Autriche a gracié et fait remettre en liberté le comte, cette affaire a sans doute perdu son intérêt. Mais quand même ledit article ne serait que l'exposé semi-officiel des vues et des procédés du gouvernement saxon dans cette affaire, il est de nature à affaiblir plutôt

1. Voir *Archives*, t. I, p. 205.

qu'à relever la considération de ce gouvernement dans l'opinion publique : car, bien que le gouvernement saxon se pût croire obligé, par un article d'une convention d'extradition, à livrer un sujet autrichien soumis aux lois autrichiennes, dès que l'identité du prévenu serait constatée par le gouvernement autrichien, il ne saurait y avoir aucune stipulation conventionnelle, aucune obligation morale ou politique qui pût forcer le gouvernement saxon d'agir en espion et en dénonciateur du réfugié hongrois. Tel est cependant le rôle qu'à en juger d'après l'article ci-joint, il a joué.

L'affaire du comte Teleki ayant été réglée d'une manière aussi satisfaisante, c'est apparemment une démarche excessivement maladroite de la part des organes ou des défenseurs du gouvernement saxon d'appeler l'attention publique sur cette partie du drame qui a placé la Saxe dans une position extrêmement fâcheuse, sinon humiliante, aux yeux du monde.

CH. A. MURRAY.

**Dépêche adressée par lord John Russell au ministre anglais
à Turin.**

Foreign-Office, le 21 janvier 1861.

Monsieur, je n'ai pas pris note d'une manière officielle des décrets que vous m'avez envoyés et qui annexent non pas à la Sardaigne, mais à « l'État italien, » Naples, la Sicile, l'Ombrie et les Marches. Les votes par le suffrage universel qui ont eu lieu dans ces royaumes et provinces n'ont pas une grande valeur aux yeux du gouvernement de Sa Majesté. Ces votes ne sont qu'une formalité à la suite d'une insurrection populaire, ou d'une invasion heureuse, ou de la conclusion de traités, et ils n'impliquent pas en eux-mêmes l'exercice indépendant de la volonté de la nation au nom de laquelle ils sont donnés.

Mais dans le cas où un acte formel des représentants des divers États italiens qui s'assembleront le 18 février constituerait ces États en un seul, sous la forme d'une monarchie constitutionnelle, une nouvelle question se présenterait. Quand la formation de cet État sera annoncée à Sa Majesté, il est à espérer que le gouvernement du roi sera prêt à démontrer que la nouvelle monarchie aura été constituée conformément aux vœux du peuple de l'Italie, et qu'elle aura tous les attributs d'un gouvernement en état de maintenir l'ordre à l'intérieur et des relations de paix et d'amitié à l'extérieur.

Les obligations des divers États de l'Europe les uns envers les autres, la validité des traités qui fixent les circonscriptions territoriales de chacun de ces États, et le devoir d'agir d'une manière amicale envers tous les voisins avec lesquels on n'est pas en guerre, tels sont les

liens qui unissent ensemble les nations européennes et qui empêchent les soupçons, la méfiance et la discorde qui dépouillent la paix de sa sécurité et de ses jouissances. Ce n'est pas sans motif que j'ai fait ces observations générales. Je n'ai pas besoin de répéter ma dépêche du 31 août, mais les sentiments qui y sont exprimés continuent à animer le gouvernement de Sa Majesté.

Après les agitations des dernières années, l'Europe a le droit d'attendre que le royaume d'Italie ne soit pas une nouvelle source de troubles et d'alarmes. Vous pouvez lire cette dépêche au comte de Cavour et lui en laisser copie.

Signé: JOHN RUSSELL.

**Rapport de lord Dufferin, commissaire anglais en Syrie,
à lord John Russell.**

Beyrouth, 23 mars 1861.

Milord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la copie d'une communication qui a été adressée aux commissaires européens par l'évêque Tobia et trois autres prélats maronites, pour nier toute connaissance des listes dénonciatrices fournies à S. Exc. Fuad-Pacha et déclarer que les 4600 noms qui y ont été inscrits ont été pris dans une armée mixte de 30,000 musulmans, Mutualis et Druses, du Hauran, aussi bien que du Liban.

Comme ces assertions diffèrent matériellement de la relation que j'ai jugé de mon devoir d'envoyer à Votre Seigneurie, il est nécessaire que je récapitule les faits.

En recourant au protocole de la dixième séance de la commission, on verra qu'il avait été décidé de juger, par le mode sommaire d'une cour martiale, ceux de la nation druse qui étaient soupçonnés d'avoir trempé dans les troubles de la montagne; que la mort était la seule peine que cette cour pouvait prononcer, et que l'on devait seulement mettre en jugement les personnes qui étaient soupçonnées d'avoir favorisé ou dirigé les massacres, ou qui étaient dénoncées par la voix publique comme s'étant fait plus particulièrement remarquer par l'atrocité de leurs crimes.

Cette décision a été suivie d'une discussion pour savoir comment Fuad-Pacha devait s'assurer des noms de ceux qui tombaient dans les catégories indiquées ci-dessus, attendu que Son Excellence avait fait observer, à juste titre, qu'il serait nécessaire « d'avoir presque exclusivement recours aux dépositions des chrétiens, et qu'alors il en redoutait le nombre; que, si on lui demande mille ou quinze cents têtes et s'il consentait à les faire tomber, il craignait de s'exposer à l'accu-

sation d'être plus druse que les Druses eux-mêmes, et de répondre à un massacre par une boucherie. »

Afin d'éviter ce danger, il fut décidé qu'on aurait recours à l'évêque chrétien, par l'intervention duquel on espérait que les dénonciations pourraient être restreintes dans des limites raisonnables, et il fut convenu, sur la proposition de Fuad-Pacha, « que les notables de chaque localité seraient invités par lui à faire devant leurs chefs spirituels, et sous la foi du serment, les dépositions qui, sans être pour la plupart oculaires, serviraient cependant de bases aux mises en accusation. »

Il semblerait résulter de la lettre des prélats eux-mêmes que, conformément à cet arrangement, une conférence eut lieu sur la question entre eux et le commissaire turc, conférence dont le résultat est consigné dans le protocole de la seizième réunion.

Abro-Effendi, un chrétien et le délégué de Fuad-Pacha près la commission, « constate à son tour que la conduite des prélats chrétiens ne paraît pas avoir été inspirée par un sentiment de justice chrétienne qui devrait la caractériser. Ils ont d'abord dénoncé 4600 personnes. M. le plénipotentiaire ottoman a dû leur faire remarquer qu'il s'agissait uniquement de condamnations à mort, et que le chiffre de leurs dénonciations n'était point en rapport avec la gravité de cette peine. Ils ont alors, sur l'invitation de Son Excellence, divisé leur liste en trois catégories, comprenant seulement dans la première les noms de ceux qui doivent être condamnés au dernier supplice. Cette première catégorie renferme encore, au grand étonnement du haut commissaire du sultan, les noms de douze cents individus, parmi lesquels Son Excellence, après avoir communiqué les projets de sentences, se trouvera dans le cas de faire exécuter seulement les plus coupables. »

Fuad-Pacha lui-même a confirmé cette déclaration de son délégué à la réunion suivante de la commission. (Voir le protocole 17.) « La commission sait comment ces listes ont été dressées et quel nombre de dénonciations elles contiennent. Fuad-Pacha entre dans de nouveaux détails à cet égard et confirme ceux qui ont déjà été donnés par Abro-Effendi dans la précédente séance. Une première liste générale, contenant 4600 noms, avait été dressée. Fuad-Pacha, eu égard au système de pénalité qu'il a résolu d'adopter, conformément au vœu de la commission, a cru devoir demander aux évêques une liste des principaux coupables. Les évêques ont alors dressé trois listes d'accusations graduées selon le degré apparent de la culpabilité. La première de ces listes contient encore 1200 noms d'individus accusés comme organisateurs, chefs des bandes ou assassins. »

En présence d'une telle succession de faits, et considérant l'in-

fluence notoire exercée par les chefs spirituels des Maronites sur leurs coreligionnaires, il semble impossible d'admettre l'assertion de l'évêque Tobia et de ses collègues, à savoir qu'ils n'avaient pas connaissance des listes en question. Il est possible, peut-être, que Fuad-Pacha n'ait pas été tout à fait exact lorsqu'il déclare qu'elles avaient été dressées par les évêques. Cette opération devait naturellement être accomplie par les notables chrétiens, mais on peut difficilement mettre en doute qu'elle ait eu lieu au su et avec l'approbation des prélats en question. S'il existait quelque doute à ce sujet, ce doute serait écarté par la circonstance suivante, dont l'exactitude est attestée par trois personnes qui étaient présentes, et dont deux étaient chrétiennes.

Lorsque Fuad-Pacha demanda que le nombre des dénonciations fût réduit, il s'adressa autant aux évêques qu'aux notables. Les listes furent discutées en leur présence ; ils prirent part aux délibérations, et ce n'est qu'après un débat de trois heures que Son Excellence put obtenir non pas une réduction du chiffre original de 4600 dénonciations, mais une division de ce nombre en trois classes, et alors encore 1300 individus restèrent désignés pour la peine de mort. Une personne qui était présente et qui avait pris part à la discussion, assure positivement que lorsqu'elle hasarda une observation contre ce total énorme, l'évêque Tobia se retourna vers elle et lui dit : « Taisez-vous, vous allez tout gâter, » ou quelque chose d'approchant.

On prétend maintenant que les noms soumis à Fuad-Pacha n'étaient que des renseignements propres à éclairer la justice. Mais toute la teneur des faits que j'ai énumérés est contraire à une telle supposition. Si ç'avait été le cas, comment expliquer le refus postérieur des chrétiens de donner des preuves supplémentaires ? Si les listes avaient été considérées comme n'étant qu'une indication préliminaire, un simple « renseignement, » l'obstination avec laquelle tout témoignage ultérieur a été refusé à la cour martiale de Mokhara devient inexplicable, et on sait que dans cette circonstance les notables maronites agissaient en conformité des instructions de leurs chefs spirituels. Une telle réflexion est, de fait, l'œuvre d'une réflexion tardive qui ne fait que peu d'honneur à ceux qui l'ont inventée. Dans ce pays, le sang pour le sang est une formule consacrée par un usage immémorial. Les listes en question furent dressées en conformité de cette formule, et les évêques maronites, pour interpréter leur conduite dans le sens le plus favorable, semblent dans tous les cas avoir sanctionné sinon encouragé l'application de cette horrible doctrine.

Je voudrais cependant bien faire comprendre qu'aucune de ces observations ne doit être appliquée au clergé de l'Église grecque. Sa conduite, dans cette occasion, a été des plus modérées et des plus

humaines, et quoique les cas de mort violente parmi les membres de sa congrégation aient été probablement plus nombreux que parmi les Maronites, ils n'ont dénoncé comparativement que peu de personnes. On doit aussi faire observer qu'ils n'ont pas signé le document dont nous nous occupons.

Avant de finir, je veux m'arrêter à examiner une autre assertion remarquable qui est contenue dans la communication des prélats maronites, parce que son extrême inexactitude montrera avec quelle réserve leurs autres déclarations devront être reçues.

En parlant de la proportion qui peut se trouver entre le chiffre de 4600 et le nombre total de ceux qui doivent avoir trempé dans les récents désordres, les prélats maronites affirment que les noms en question sont pris indistinctement dans une horde de musulmans, de Mutualis et de Druses, non pas seulement des deux Libans, mais aussi du Hauran, et qu'il est, par conséquent, inexact de représenter ce chiffre comme un centième pour cent d'une population de 8000 âmes. Eh bien ! cette assertion est tout simplement inexacte, et sa fausseté est prouvée de la manière la plus évidente. Les listes fournies à Fuad-Pacha distinguent non pas seulement la nationalité de chaque individu mentionné, mais le nom du village qu'il habite.

S. Exc. Fuad-Pacha m'a permis de prendre connaissance de ces listes, et elles ont été soigneusement examinées par quatre personnes. Le résultat de cette analyse, qui a été faite deux fois, montre que le total des noms envoyés n'était pas 4600, mais 4946. Sur ces 4946 personnes que les évêques représentent comme une réunion de moslems, de Mutualis et de Druses des Libans et du Hauran, il paraît que 632 sont des moslems ou des Mutualis, et que quatre seulement sont des habitants du Hauran. Les 4310 autres sont des Druses du Liban.

Conformément aux statistiques qui ont été fournies à la commission par les consulats français et autrichien, mais qui, d'après ce que me dit le consul autrichien, ne sont pas très-exactes, il paraîtrait que dans la montagne du Liban proprement dite, il n'y a pas plus de 5000 Druses imposables, c'est-à-dire de Druses mâles ayant plus de 15 ans. En recourant aux documents auxquels les évêques eux-mêmes font appel, il paraîtrait que les noms de 3479 Druses sur ces 5000, ou environ les deux tiers de la population adulte, ont été inscrits sur cette liste des chrétiens.

Tels sont, autant que j'ai pu m'en assurer, les faits exacts en rapport avec cette affaire.

Comme la lettre des prélats maronites fait spécialement allusion à moi, et qu'il est probable que des copies de ce document seront en-

voyées aux gouvernements de l'Europe, je considérerais comme une preuve de grande obligeance de votre part de vouloir permettre que le récit qui fait l'objet de cette dépêche soit communiqué aux ambassadeurs de Sa Majesté près les cours des cinq grandes puissances.

J'ai, etc.

DUFFERIN et CLANEBOYE.

**Proclamation de la Reine au sujet de la neutralité
de l'Angleterre.**

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, toutes les puissances et tous les États;

Et attendu que des hostilités ont malheureusement éclaté entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et certains États qui se qualifient États confédérés d'Amérique;

Et attendu qu'étant en paix avec le gouvernement des États-Unis nous avons proclamé notre royale détermination de maintenir une stricte et impartiale neutralité entre lesdites parties contendantes;

Nous avons, en conséquence, jugé à propos, avec l'avis de notre conseil privé, de publier notre présente proclamation royale.

Par les présentes, nous enjoignons et commandons à tous nos bien-aimés sujets d'observer une stricte neutralité durant les hostilités précitées, et de s'abstenir de violer ou enfreindre soit les lois et les statuts du royaume, soit le droit des gens, vu que par là ils en prendraient la responsabilité à leurs risques et périls.

Et attendu que dans et par un certain statut fait et passé en la cinquante-neuvième année de S. M. le roi George III, sous le titre : « Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté pour servir à l'étranger, et l'équipement, dans les États de Sa Majesté, de navires dans un objet de guerre, sans la permission de Sa Majesté, » il est entre autres choses déclaré ce qui suit :

« Tout individu qui, sans l'autorisation de Sa Majesté, se sera enrôlé ou aura pris du service à l'étranger, recevant ou non quelque prime d'argent pour cet objet, ou se sera embarqué à bord d'un navire étranger dans le but de servir comme officier ou soldat de terre, ou comme officier de marine ou matelot, et de prendre part à des opérations de guerre, ou qui enrôlera ou équipera des hommes pour l'un ou l'autre de ces services, etc., sera jugé coupable d'illégalité; et après condamnation, précédée d'une enquête, sera passible d'une amende et d'un emprisonnement, à la discrétion du tribunal devant lequel il aura comparu; »

Et attendu qu'il est encore statué audit acte « que tout individu qui, sans l'autorisation de Sa Majesté, aura équipé ou armé un navire des-

tiné à être employé au service d'un État étranger, comme navire de transport, ou dans le but de croiser ou de commettre des hostilités, sera jugé coupable d'illégalité et sera, après condamnation précédée d'une enquête, passible d'une amende ou d'un emprisonnement, et que tout navire ou vaisseau ainsi équipé, avec tout son matériel, tout son armement et ses munitions sera confisqué; que tout officier de la douane ou de l'accise de Sa Majesté, autorisé à pratiquer des saisies, sera en droit de saisir ledit navire ou vaisseau, et que ledit navire avec tout son matériel et son armement pourra être également condamné pour infraction aux lois faites pour la protection des revenus de la douane et de l'accise ou aux lois du commerce et de la navigation; »

Et attendu que de plus il est porté dans ledit acte « que toute personne, sur quelque point que ce soit du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, ou en toute autre partie des États de Sa Majesté situés par delà les mers, qui, sans avoir d'abord obtenu l'autorisation et permission de Sa Majesté, aura augmenté le nombre des canons ou ajouté des munitions de guerre, des vaisseaux de guerre ou croiseurs quelconques au service d'un prince, d'un État ou monarque étranger, sera considérée comme coupable d'infraction à la loi, et comme telle, après jugement, punie de l'amende ou de l'emprisonnement; » pour ces motifs et afin qu'aucun de nos sujets n'encoure par mégarde les pénalités édictées par ledit statut, nous ordonnons rigoureusement par ces présentes que nul ne commette d'actes, quels qu'ils soient, contraires à ces dispositions, sous peine desdites pénalités et de notre haut déplaisir.

Par ces motifs, nous avertissons nos bien-aimés sujets et toutes les personnes ayant droit à notre protection que si quelqu'un, au mépris de cette proclamation et de notre haut déplaisir, agit contrairement à son devoir comme sujet d'un souverain neutre dans ladite querelle et viole le droit des gens, ou y contrevient, par exemple et plus particulièrement en entrant au service militaire de l'une ou l'autre des deux parties contendantes, comme officier, sous-officier ou soldat, ou en servant comme officier ou matelot à bord d'un vaisseau de guerre ou transport de l'une des deux parties contendantes, ou en servant en qualité d'officier ou de matelot à bord d'un navire portant des lettres de marque de l'une ou de l'autre des deux parties contendantes, ou en allant au delà des mers dans l'intention de s'enrôler dans un tel service, ou en procurant ou cherchant à procurer dans les possessions de Sa Majesté à d'autres les moyens d'agir ainsi, ou en armant, équipant ou gréant un vaisseau pour être employé comme vaisseau de guerre, corsaire ou transport par l'une ou l'autre des deux parties contendantes, ou en forçant ou cherchant à forcer un

blocus légalement établi par l'une ou l'autre des deux parties contendantes, ou en transportant des officiers, soldats, dépêches, armes, munitions, matériel de guerre ou tout autre article considéré comme contrebande de guerre par la loi et les usages des nations modernes, tous et chacun ayant commis lesdits délits encourront les diverses pénalités et conséquences pénales consignées dans ledit statut ou dans le droit des gens.

Et nous déclarons en finissant que tous nos sujets ainsi que toutes personnes ayant droit à notre protection qui enfreindront les prescriptions ci-dessus, le feront à leurs risques et périls, et que loin d'obtenir aucune protection contre toute responsabilité ou conséquences pénales, elles encourront au contraire notre haut déplaisir par une telle conduite.

Donné en notre cour à White-Lodge, Richmond-Park, ce 13^e jour de mai, en l'année de Notre-Seigneur 1861 et de notre règne la 24^e.

GRÈCE.

Lettre du gouvernement grec au Consul italien, en réponse à sa notification du changement de titre du roi Victor-Emmanuel.

Athènes, le 30 mars 1861.

(11 avril.)

Monsieur, j'ai reçu l'office¹ par lequel vous avez bien voulu m'annoncer que S. M. le roi Victor-Emmanuel ayant pris le titre de roi d'Italie, vous avez reçu l'ordre de continuer à exercer dorénavant vos fonctions consulaires en Grèce, sous le titre de consul d'Italie. Je me serais empressé, monsieur, de demander les ordres du roi pour votre reconnaissance sous ce nouveau titre, si vous pouviez produire en même temps votre nouvelle patente royale constatant cette qualité. En regrettant que cette circonstance ne me permette pas de donner suite, dès à présent, comme je le désirais, à votre communication du 5 avril, je ne manquerai pas, monsieur, de vous faire obtenir, sans aucun retard, l'*exequatur* nécessaire en votre qualité de consul de

1. Lettre du consul d'Italie au ministre d'État du roi de Grèce.

Excellence, je viens de recevoir par le dernier courrier une circulaire de S. Exc. le comte de Cavour, du 20 mars échu, par laquelle il m'informe que le 17 du même mois a été sanctionnée et promulguée la loi en vertu de laquelle Sa Majesté Victor-Emmanuel, mon auguste souverain, a assumé le titre de roi d'Italie pour lui et ses successeurs. Je reçois simultanément l'ordre de prendre le titre de consul du roi d'Italie, ainsi que les délégués consulaires sous ma juridiction. En conséquence, je me fais un devoir d'informer Votre Excellence de ce fait afin qu'il parvienne à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté le roi de Grèce.

J'ai l'honneur etc.

J. MALVASI.

Athènes, 5 avril 1861.

S. M. le roi d'Italie, aussitôt que vous serez à même de remplir la formalité ci-dessus mentionnée, indispensable dans de pareilles circonstances.

Je saisis l'occasion de vous offrir, monsieur, les assurances de ma considération distinguée.

G. COUNDOURIOTTIS.

HAÏTI.

Note du gouvernement d'Haïti et protestation du président Geffrard contre l'annexion à l'Espagne de la république dominicaine.

Le gouvernement a reçu du consul espagnol en cette ville la notification de l'annexion à l'Espagne de la république dominicaine, ainsi que de la prise de possession de cette partie par les autorités agissant au nom du gouvernement de Sa Majesté Catholique.

D'un autre côté, le gouvernement tient une adresse du général Santana qui annonce cet événement aux habitants de l'Est.

Cette trahison envers la patrie est l'œuvre du général Santana et de ses conseillers, qui en porteront seuls toute la responsabilité.

Ils ont rompu par ce fait la trêve par laquelle nous étions liés avec l'Est. Le gouvernement haïtien se trouve par là affranchi de tout engagement, et recouvre son entière liberté d'action.

Quant à la population de l'Est elle-même, l'œuvre machaviélique, l'infâme combinaison menée à fin par ses gouvernants l'ont surprise, l'ont trompée.

Nous devons donc déclarer que nous conservons pour cette population nos sentiments de fraternité et nos plus vives sympathies. Et, persuadés que nous sommes qu'elle est demeurée en dehors des faits qui viennent de se consommer, et qu'elle tient à cœur de conserver son indépendance, nous persistons dans le dessein bien arrêté de conclure avec elle un traité de paix et d'amitié par lequel nos liens et nos rapports mutuels seront plus que jamais resserrés.

Protestation.

Fabre Geffrard, président d'Haïti,

Le général Santana, consommant l'attentat qu'il a longtemps prémédité, a fait arborer le drapeau espagnol sur le territoire de l'est d'Haïti. Des actes émanés de ce général déclarent ce fait, et une note en date du 6 avril de cette année, du consulat de Sa Majesté Catholique en Haïti, l'a notifié au gouvernement haïtien.

Certes, le gouvernement d'Haïti ne pouvait s'attendre à un pareil dénouement. Les relations amicales que la cour de Madrid avait nouées

avec lui depuis peu d'années, en accréditant des consuls auprès de lui, ne l'y préparaient pas : et si par les conseils des puissances médiatrices il s'était empressé d'accorder aux Dominicains une trêve de cinq années, ce n'était pas sans doute pour que ce dénouement fut préparé à l'ombre de cette trêve et de la loyale médiation de la France et de l'Angleterre.

De quel droit l'Espagne prendrait-elle aujourd'hui possession de la partie de l'Est ? Cette province n'avait-elle pas cessé entièrement, et depuis longues années, d'être sa colonie ? N'a-t-elle pas accepté en fait, pendant près d'un quart de siècle, l'incorporation volontaire de la partie de l'Est à la république d'Haïti ? — En dernier lieu, n'a-t-elle pas reconnu l'indépendance de la république dominicaine et n'a-t-elle pas traité avec elle d'État à État ?

L'Espagne n'a donc plus aujourd'hui aucun droit sur la partie orientale d'Haïti ; elle n'a pas plus de droit sur ce territoire que n'en pourrait avoir la France ou l'Angleterre, et la prise de possession de l'Est par l'Espagne est un fait aussi énorme que si elle eût été effectuée par la France ou par l'Angleterre. S'il fallait admettre que l'Espagne eût encore des droits sur la république dominicaine, il faudrait admettre également qu'elle en a encore sur le Mexique, sur la Colombie, sur le Pérou, enfin sur toutes les républiques indépendantes de l'Amérique, qui sont d'origine espagnole.

Et de quel droit, de leur côté, le général Santana et sa faction livrent-ils à l'Espagne le territoire dominicain ? C'est la volonté des populations, disent-ils ; affirmation mensongère ! Ces populations, tremblantes sous le régime de terreur organisé par le général Santana, ne peuvent manifester aucun vœu libre. Nombre de citoyens honorables, éclairés, de patriotes dévoués de la république dominicaine, jetés hors de leur patrie par le général Santana, protestent de toute leur énergie contre cette aliénation de cette patrie, qu'ils qualifient de lâche trahison.

Nul ne contestera qu'Haïti n'ait un intérêt majeur à ce qu'aucune puissance étrangère ne s'établisse dans la partie de l'Est. Du moment que deux peuples habitent une même île, leurs destinées par rapport aux tentatives de l'étranger sont nécessairement solidaires. L'existence politique de l'un est intimement liée à celle de l'autre, et ils sont tenus de se garantir l'un à l'autre leur mutuelle sûreté.

Supposez qu'il fût possible que l'Écosse passât tout à coup soit sous la domination russe, soit sous la domination française ; dira-t-on que l'existence de l'Angleterre n'en serait pas sur-le-champ profondément compromise ? Tels sont les liens nécessaires qui unissent les deux parties orientale et occidentale d'Haïti.

Tels sont les puissants motifs pour lesquels toutes nos constitu-

tions, depuis notre origine politique, ont constamment déclaré que l'île entière d'Haïti ne formerait qu'un seul État. Et ce n'était point une ambition de conquête qui dictait cette déclaration; c'était uniquement ce sentiment profond de notre propre sûreté; car les fondateurs de notre jeune société déclaraient en même temps qu'Haïti s'interdisait toute entreprise qui pourrait troubler le régime intérieur des îles voisines.

Le gouvernement haïtien, comprenant mieux les conditions de l'indépendance et de la sûreté des nations, a donc toujours voulu former, avec la population dominicaine, un État un et homogène. Pendant vingt-deux ans cette grande vue s'est réalisée par la libre et propre volonté des populations de l'Est.

Les deux peuples se sont mêlés, ont vécu de la même vie politique et sociale, n'ont formé qu'un seul et même État, et l'administration de cette moitié de la patrie commune coûta pendant vingt-deux ans de grands sacrifices pécuniaires au gouvernement haïtien.

Si le peuple de l'Est a opéré une scission en 1844, jamais son but ne fut autre que de revendiquer sa propre autonomie. Au gouvernement unitaire il voulut substituer, par un sentiment ombrageux de sa liberté, deux gouvernements distincts, sans méconnaître d'ailleurs le lien intime et la communauté des intérêts des deux populations.

La scission de l'Est n'a jamais été au fond qu'une querelle sur la forme du gouvernement. Jamais ces populations, si jalouses de leur liberté, n'ont entendu se livrer à une domination étrangère, comme aussi le gouvernement haïtien ne consentira jamais qu'à cette autonomie, objet de leurs vœux ardents, afin de mieux sauvegarder les intérêts communs et l'indépendance commune des deux peuples.

Le gouvernement d'Haïti déclare donc protester solennellement, et en face de l'Europe et de l'Amérique, contre toute occupation par l'Espagne du territoire dominicain; il déclare que la faction Santana n'a aucun droit d'aliéner, à un titre quelconque, ce territoire; qu'il ne reconnaitra jamais une telle cession; qu'il fait hautement toutes réserves à cet égard, comme il se réserve l'emploi de tous les moyens qui, selon les circonstances, pourraient être propres à sauvegarder et à garantir son plus précieux intérêt.

Fait au palais national du Port-au-Prince, le 6 avril 1851, an cinquante-huitième de l'indépendance.

ITALIE.

Note de M. de Cavour à M. le chevalier Jocteau, à Berne.

28 février 1861.

Monsieur le chevalier,

M. l'envoyé extraordinaire de la Confédération helvétique me donnait dans le temps lecture et copie d'une note du Conseil fédéral en date du 4 du mois de janvier dernier¹, publiée presque simultanément par les journaux suisses, sur l'affaire du séquestre des biens de la mense épiscopale de Côme situés dans le canton du Tessin.

Cette note a formé de notre part l'objet d'un examen sérieux. J'en résumerai brièvement le contenu et vous ferai connaître avec une entière franchise les observations qu'elle nous suggère.

Rappelant, d'une manière dont nous sommes forcés de contester l'exactitude, les négociations qui précédèrent le séquestre, le Conseil fédéral se plaint de n'avoir trouvé aucun concours de notre part, et voudrait presque attribuer à notre incurie la mesure adoptée par le canton du Tessin, et approuvée par la Confédération.

Passant ensuite à traiter le fond même de la question, le Conseil fédéral déclare que la Suisse ne reconnaît nullement le titulaire actuel de Côme comme évêque de la partie suisse de l'ancien diocèse comasque; que par conséquent le gouvernement helvétique est fondé en droit à mettre sous l'administration de l'État les biens de la mense, comme biens d'un diocèse vacant. La note suisse enfin cherche à prouver, par quelques exemples, qu'il n'existe point de règle internationale constamment consacrée par l'usage, en vertu de laquelle les biens d'une partie démembrée d'un évêché doivent rester au titulaire de l'ancien diocèse, et conclut en nous annonçant que le gouvernement helvétique ne saurait consentir, sans déroger, à la suspension du séquestre provisoire. Du reste, aucune expression indiquant quelque retour à des vues moins absolues, aucune ouverture de conciliation. Seulement, et comme pour nous tranquilliser sur les conséquences du séquestre, le Conseil fédéral a bien voulu ajouter qu'il s'est réservé la haute surveillance sur les biens administrés par le gouvernement tessinois, et accepte la responsabilité envers la Sardaigne des dispositions qu'il a prises à cet égard.

Je n'ai pas besoin de vous dire, monsieur le chevalier, combien il a été pénible pour moi de ne rien trouver dans la réponse du Conseil fédéral qui puisse nous faire présumer le désir d'un arrangement et nous

1. *Archives*, t. II, p. 349.

mettre à même de terminer d'une manière amicale une discussion fâcheuse.

Je m'abstiendrai volontiers de toute espèce d'observation sur la convenance du reproche qu'on adresse à notre bonne volonté, je dirais presque à notre droiture; mais ce reproche est-il justifiable? Repose-t-il sur quelque fondement?

Dans une note à M. Tourte, en date du 6 septembre 1860, j'ai déjà tracé avec une exactitude scrupuleuse, bien que sommairement, la marche qu'avaient suivie les négociations, et démontré que de notre part il ne pouvait y avoir lieu à aucune proposition tant qu'on ne nous ferait pas connaître les bases sur lesquelles on entendrait négocier.

Je m'étonne que le Conseil fédéral n'ait fait aucune mention de cette note ni de la dépêche de M. Tourte qui l'avait provoquée.

Je dois donc rappeler en peu de mots ce qui s'est passé.

Par une communication en date du 30 novembre 1859, le Conseil fédéral nous annonçait que l'Assemblée avait décrété la suppression de toute juridiction épiscopale étrangère sur le territoire suisse, mais il nous annonçait en même temps que des négociations allaient être ouvertes avec le saint-siège. A la suite de cette communication, quelques entretiens eurent lieu entre M. Tourte et moi, comme entre lui et M. le garde des sceaux de Sa Majesté. Mais ni dans la note écrite, ni dans les conférences verbales, on ne nous a jamais indiqué les principes d'après lesquels la Suisse entendait régler la question des biens ou fait une proposition qui y fût relative. Pouvions-nous prendre le devant, au risque de préjuger la question au détriment de l'évêque titulaire et de l'État? N'était-ce pas à la Suisse à prendre l'initiative des propositions d'arrangement, et ne devons-nous pas attendre qu'elle jugeât à propos de le faire?

Au surplus, puisqu'on nous annonçait des négociations avec Rome, nous étions fondés à attendre le résultat de ces négociations avant de nous prononcer. Or, les négociations avec le saint-siège étaient à peine rompues que le canton du Tessin décrétait le séquestre, et le Conseil fédéral, s'appropriant cette mesure, nous l'annonçait comme un fait accompli, sans avoir aucunement pressenti nos intentions.

Quant au droit même que le Conseil fédéral prétendrait exercer, les arguments employés dans sa note s'écartent tellement des maximes qui règlent cette matière, qu'il ne me sera pas difficile de les réfuter.

Les biens en question font partie de la dotation d'un bénéfice épiscopal situé dans les États du roi. Or, la dotation d'un bénéfice n'a aucun rapport avec la juridiction du titulaire qui en jouit; celle-ci peut s'étendre ou être restreinte sans que l'état du patrimoine bénéficial en

soit affecté. Il arrive souvent, en effet, que la dotation d'un évêché se trouve sur un territoire où cet évêché n'a aucune juridiction. Cela peut dépendre soit de la piété des fidèles, que l'on ne saurait empêcher de faire des legs à des institutions ecclésiastiques ou autres établies sur un territoire étranger, soit d'autres éventualités tout aussi indépendantes de la circonscription du diocèse. C'est ainsi, le Conseil fédéral ne l'ignore pas, qu'une grande partie des biens dont il s'agit provient, non pas des largesses faites par les habitants du Tessin, mais d'acquisitions faites par l'évêque de Côme au moyen de fonds retirés par lui de la Valteline.

Il est tout à fait accidentel qu'une partie des biens de l'évêché de Côme se trouve sur le territoire suisse; les droits que l'évêché a sur eux n'en peuvent être altérés d'aucune façon, pas plus dans le cas de modification de la circonscription diocésaine, qui n'a rien à faire ici, que dans tout autre.

Il est si vrai que ces biens avaient été en tout temps regardés comme appartenant à un bénéfice étranger sur lequel la Suisse n'avait aucune autorité, que tous les actes qui les concernent avaient toujours eu lieu sans sa participation, et que lorsqu'en 1842 l'évêque de Côme transmit au gouvernement tessinois la propriété du palais épiscopal de Lugano, il fut expressément stipulé, avec les délégués du canton, que l'aliénation ne serait valable qu'autant qu'elle aurait été approuvée dans l'intérêt de la mense par le gouvernement autrichien, auquel le gouvernement du roi a succédé.

Pour ce qui est enfin des précédents historiques invoqués par le Conseil fédéral, il est aisé de voir qu'ils n'ont aucune analogie avec les faits en question.

Peut-on, en effet, comparer la grande recomposition territoriale et politique de l'Allemagne, opérée en 1802 à la suite des événements que l'on sait, avec la mesure que ses intérêts particuliers ont suggérée au canton du Tessin? Il s'agissait alors de tout autre chose qu'un règlement de la juridiction de quelques évêchés; il s'agissait d'un remaniement territorial où devait nécessairement disparaître la souveraineté temporelle de plusieurs des fondations ecclésiastiques auxquelles on fait allusion.

Quant au patriarcat d'Aquilée, je me bornerai à faire observer qu'il fut régulièrement supprimé de concert avec l'Autriche et la république de Venise, par le pape Benoît XIV, qui à la place du patriarcat érigea deux nouveaux évêchés. Comme dans ce cas il n'y avait plus de titulaire du bénéfice primitif et que ce bénéfice même avait été supprimé par les autorités compétentes, il était d'autant plus naturel que les biens en fussent partagés entre les deux nouveaux évêchés, que leur revenu suffisait amplement à l'entretien des deux menses.

Le cas est bien différent pour l'évêché de Côme. Le bénéfice n'a pas été supprimé, le titulaire existe, la suppression de la juridiction n'a eu lieu que par le fait d'une seule des parties, enfin les revenus qui restent à l'évêque de Côme sur le territoire sarde ne suffisent évidemment pas aux besoins et aux devoirs du titulaire.

L'autorité tessinoise, qui ne peut rien sur le bénéfice en lui-même, a seulement interdit sur son territoire l'exercice de la juridiction épiscopale.

Nous ne nions point toutefois que dans des cas donnés, il ne puisse y avoir sur ces points des transactions et des accords. Ce que nous ne pouvons admettre dans aucune hypothèse, c'est qu'une seule des parties intéressées, en face de droits acquis, passe outre sans le consentement des autres parties. Mais la conclusion de la note du Conseil fédéral rendrait superflue toute discussion ultérieure. Persistant à maintenir le séquestre, le gouvernement helvétique nous met dans la pénible nécessité de prendre les mesures que nous avons eu soin de lui faire pressentir. La dignité du gouvernement du roi, les intérêts de l'évêché de Côme dépouillé d'une portion considérable de ses revenus, l'exigent également.

Je vous charge en conséquence, monsieur le chevalier, de notifier au gouvernement fédéral que la dotation du collège helvétique existant à Milan et maintenu à titre purement gratuit et provisoire au moyen de rentes du gouvernement de Sa Majesté vient d'être frappée de séquestre.

Toutefois, voulant user de tous les égards possibles envers les jeunes ecclésiastiques qui poursuivent leurs études dans cet établissement, le gouvernement de Sa Majesté a décidé que, pour les élèves actuels, le séquestre et la cessation de la pension n'auraient leur effet qu'à partir de la fin de la présente année scolaire.

Cette mesure, je vous prie de le faire sentir au Conseil fédéral, n'a été dictée ni par une intention de représailles ni par des sentiments hostiles. Le gouvernement helvétique reconnaîtra, je l'espère, que nous devons nous placer sur le même terrain que lui, et qu'il nous eût été impossible de négocier sans parité de condition.

Du reste, animés toujours d'un sincère désir de conciliation, nous sommes disposés à traiter avec les négociateurs que le Conseil fédéral jugerait convenable de désigner, et à nommer à notre part des délégués pour tâcher de convenir d'un arrangement à l'amiable.

Veuillez agréer, monsieur le chevalier, les assurances de ma considération très-distinguée.

Signé : C. DE CAVOUR.

Dépêche du comte de Cavour au marquis d'Azeglio, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Victor-Emmanuel II près Sa Majesté la reine Victoria.

Turin, ce 16 mars 1861.

Monsieur le marquis,

Vers la fin du mois de janvier, le ministre de S. M. B. à Turin est venu me communiquer la dépêche de lord John Russell dont vous trouverez ci-joint une copie¹.

Dans cette dépêche, le principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères de la Grande-Bretagne, attribuant une faible valeur au vote par suffrage universel émis à Naples, en Sicile, dans l'Ombrie et dans les Marches, déclare réserver l'examen des questions que soulève la transformation politique de l'Italie à l'époque où les véritables intentions de la nation italienne pourront être manifestées d'une manière régulière et solennelle par les représentants légitimes réunis dans un Parlement librement élu.

Après cette déclaration, lord John Russell indique quelles sont les conditions que le nouveau royaume doit remplir pour que l'Angleterre puisse continuer à entretenir avec lui des rapports conformes à la bonne amitié dont elle a donné tant de preuves à la Sardaigne.

Lorsque cette dépêche me fut communiquée, l'Italie se préparait à élire les membres du parlement national. Je me suis donc abstenu de faire connaître immédiatement à lord John Russell, par votre entremise, l'impression que sa dépêche avait produite sur le gouvernement du Roi. En effet, il me paraissait peu utile d'engager une controverse théorique sur la valeur du suffrage universel, lorsque le moment s'approchait où l'événement duquel le gouvernement anglais faisait dépendre ses décisions définitives allait couper court à toute discussion, en infirmant ou en confirmant le résultat du vote populaire. Je me suis borné par conséquent à rassurer sir James Hudson sur les intentions du gouvernement du Roi et à lui faire connaître ma conviction que le parlement qui allait sortir des élections ne tarderait pas à manifester, de manière à ne laisser lieu à aucun doute, les sentiments qui animent toutes les populations de la Péninsule depuis les Alpes jusqu'à l'Étna.

Mes prévisions à cet égard se sont pleinement vérifiées. Le parlement qui vient de se réunir renferme dans son sein l'élite de la nation. Le Roi a appelé dans le Sénat les personnages qui par leur science, par leur naissance et par leurs richesses comptent parmi les

1. Voir *Archives*, t. II, p. 370.

grandes illustrations du pays. Le peuple, usant de son droit avec la plus absolue liberté, a envoyé à la Chambre des députés les notabilités les plus connues de toutes les provinces italiennes.

Aussitôt réuni, le parlement s'est empressé de donner la sanction la plus formelle aux votes émis par les populations. L'accueil fait au Roi à l'ouverture de la session, les réponses de deux Chambres au discours du Trône, la constitution du bureau de la présidence, enfin le vote unanime sur la loi relative au nouveau titre que le Roi devra porter, ne sauraient laisser subsister le moindre doute à ce sujet. Le suffrage universel a été suivi chez nous d'une contre-épreuve éclatante. Si l'on peut discuter la valeur abstraite et théorique de ce mode de manifestation de la souveraineté nationale, on doit convenir que, par rapport à l'Italie, il a été l'expression sincère, libre et spontanée d'un sentiment qui domine tous les autres et qui a acquis une force irrésistible.

Je m'empresse de constater, du reste, que lord John Russell a reconnu et proclamé lui-même le fait que je viens d'énoncer, d'une manière aussi sympathique et bienveillante pour l'Italie, qu'honorable pour le gouvernement du Roi. Il ne me reste plus par conséquent, à l'égard de la première partie de la dépêche de lord John Russell, qu'à vous charger de lui exprimer notre reconnaissance pour la façon énergique et brillante avec laquelle, dans une discussion récente, il a su rétablir les faits et venger le Roi et notre pays des injures que leur prodiguaient les adversaires passionnés des grands principes de liberté civile et religieuse, dont le triomphe en Italie est maintenant assuré.

Le caractère éminemment national du gouvernement qui vient d'être fondé étant constaté, je dois, pour répondre complètement aux questions soulevées par la dépêche du 20 janvier, examiner si ce gouvernement dispose des forces morales et matérielles nécessaires pour remplir ses devoirs soit à l'intérieur, soit dans ses rapports avec les autres puissances.

Que le gouvernement soit solidement établi, qu'il dispose de tous les moyens nécessaires pour gouverner, c'est ce qu'on ne saurait contester. Dans les nouvelles provinces de la haute et moyenne Italie, l'administration marche presque avec la même régularité; elle rencontre aussi peu d'obstacles que dans celles qui depuis des siècles faisaient partie du royaume de Sardaigne. Aucun symptôme d'opposition extralégale ne s'est manifesté, ni en Lombardie, contrée que l'on signalait comme si difficile à gouverner, ni dans les Romagnes, où la haine du régime sacerdotal avait déveillé de si ardentes passions, ni dans les Duchés, où l'on aurait pu craindre que la perte des avantages que de petites Cours procurent aux localités où elles résident fût une cause de mécontentement.

Quant à la Toscane, où l'on supposait que l'ancien régime, moins violent et moins corrompu qu'ailleurs, laisserait des traces profondes et de vifs regrets, elle a été et elle est encore un grand élément de force pour le Gouvernement et d'ordre pour le pays. Nulle part, en effet, la fusion politique n'a soulevé moins de difficultés. Pour le prouver, il suffit de rappeler un fait que probablement les ennemis de la cause italienne dans le parlement britannique ignoraient : c'est que depuis huit mois il n'y a pas un seul bataillon de troupes régulières dans ce pays, et que néanmoins on a pu supprimer le régime spécial d'administration qu'on y avait laissé sans qu'aucune manifestation hostile se soit produite.

Il existe, il est vrai, de très-graves difficultés administratives dans l'Italie méridionale ; mais peut-on s'en étonner, en réfléchissant que le gouvernement des Bourbons, qui a duré plus d'un siècle et qui succédait lui-même au gouvernement bien connu des vice-rois espagnols, avait érigé en système la corruption et s'était attaché à saper dans toutes les branches de l'administration les principes de moralité, de bonne foi, de patriotisme, sans lesquels les meilleures lois, les institutions les plus parfaites ne peuvent donner que des résultats déplorables ?

L'influence de la liberté, l'action puissante et salutaire du parlement, ne tarderont pas à apporter un remède efficace à un tel état de choses. En attendant, s'il peut créer quelques embarras au Gouvernement, il n'est pas pour lui une cause de faiblesse : car nulle part ces difficultés administratives n'ont servi de prétexte ou de masque à de véritables oppositions dynastiques ou extra-légales. Par conséquent, je ne pense pas me faire illusion en affirmant que le Gouvernement dispose de moyens largement suffisants pour assurer l'ordre à l'intérieur et régler ses relations avec les puissances étrangères, suivant les devoirs que lui imposent les traités et les principes du droit des gens.

Mais cette affirmation ne répond qu'incomplètement aux questions posées par lord John Russell. Ce qui le préoccupe probablement, c'est de connaître la manière dont nous entendons les devoirs dont je viens de parler. Et, comme dans sa dépêche du 20 janvier, tout en traitant des questions politiques d'une façon générale, il fait une allusion marquée à celle du 31 août 1860, je suis fondé à croire que c'est au sujet de nos rapports avec l'Autriche qu'il désire obtenir des éclaircissements positifs. C'est donc sur ce point que je crois devoir m'expliquer de nouveau sans réserve.

Le gouvernement du Roi, fidèle interprète des sentiments qui animent le pays tout entier, ne cache pas sa sympathie profonde pour les populations que le traité de Campo-Formio a fait passer sous la domination de l'Autriche. Il ne se dissimule pas que tant que ces pro-

vinces seront séparées du reste de l'Italie, le calme ne se rétablira pas complètement dans les esprits ; la nation, émue par le triste spectacle des souffrances des Vénitiens, songea constamment à leur délivrance. Il sait, en un mot, que tant que Venise, gémissante, tendra les bras vers les autres métropoles de l'Italie, il sera impossible de rétablir avec l'Autriche des relations amicales et propres à garantir une paix sincère et durable.

Mais le gouvernement du Roi sait en même temps qu'il est des considérations d'un ordre supérieur qui ne lui permettent pas de suivre l'impulsion des sentiments qui animent tous les Italiens. Il sait qu'il doit à l'Italie de sauvegarder les intérêts qu'elle lui a confiés, et que les égards et la reconnaissance qu'il doit aux puissances qui ont aidé l'Italie à sortir de l'état d'oppression où elle était tombée depuis des siècles lui imposent des devoirs qu'il saura accomplir, quelque douloureux qu'ils puissent être.

Dans l'état actuel de l'Europe, la question de la Vénétie n'est pas susceptible d'une solution isolée ; on ne pouvait tenter de la résoudre par la force sans allumer un incendie qui porterait bien loin ses ravages et dont l'Europe ferait tomber la responsabilité sur le gouvernement qui, sans provocations, ferait franchir la frontière à ses soldats.

Convaincu de cette vérité, le gouvernement du Roi est décidé à faire tous ses efforts pour prévenir tout acte qui pourrait directement ou indirectement amener une guerre européenne. Il attendra que les événements, en se développant, fassent passer dans l'esprit de tous les hommes d'État de l'Europe, qu'ils soient les adversaires ou les partisans de l'Autriche, la conviction, partagée déjà par tous ceux qui ont étudié de près la question de Venise, que la possession de cette province est une cause d'affaiblissement pour l'Autriche en même temps qu'elle est une cause de troubles pour l'Italie et pour l'Europe.

Il y a six mois, en exposant au parlement, dans une occasion solennelle, la politique du Gouvernement, j'ai indiqué presque dans les mêmes termes dont je viens de me servir quelle serait notre conduite vis-à-vis de l'Autriche. J'ai déclaré alors et je répète aujourd'hui que les Italiens peuvent attendre avec pleine confiance le verdict de l'opinion publique dans la grande cause qui se débat entre eux et l'Autriche. Qu'il me soit permis d'ajouter aujourd'hui que ce qui pouvait paraître douteux alors devient chaque jour plus évident, et que les changements que les derniers temps ont apportés, soit en Autriche, soit dans la Péninsule italienne, n'ont fait que démontrer de plus en plus la nécessité d'une solution pacifique de la question vénitienne. Peu de mots suffiront, M. le marquis, à éclaircir complètement ma pensée à cet égard.

Le cabinet de Vienne, je me plais à le reconnaître, est entré tout à

coup dans des voies franchement libérales. Renonçant sans hésitation aux principes qu'il avait adoptés à la suite des événements de 1848 et 1849, il a doté toutes les provinces de l'Empire d'institutions que je n'ai pas la prétention de juger, mais qui paraissent reposer sur les idées que professent les nations les plus avancées de l'Europe. La Vénétie seule est exclue des bienfaits du nouveau régime impérial.

Dans toutes les autres contrées de l'Empire, des Assemblées populaires sont instituées, des Diètes sont convoquées, la liberté est organisée : Venise seule fait exception. Dans la Vénétie, il n'y a de place que pour y faire camper des soldats ; aucun autre régime n'y est possible que celui de l'état de siège. Un tel contraste, je le demande à la noble nation britannique, n'est-il pas fait pour convaincre les incrédules que l'Autriche, quelques efforts qu'elle fasse, quelles que soient les modifications qu'elle apporte dans son régime intérieur, ne peut changer sa position dans la Vénétie ? Ce fait ne doit-il pas suffire à amener l'opinion publique en Europe à réclamer une solution pacifique de la question vénitienne ?

D'un autre côté, par suite des réserves que le roi Victor-Emmanuel avait faites aux préliminaires de Villafranca et qui ont été soigneusement maintenues dans les négociations de Zurich, par suite d'un de ces élans nationaux dont il y a peu d'exemples dans l'histoire, l'Italie centrale d'abord, et récemment l'Italie méridionale, sont venues former avec la Lombardie et les anciens États de Sa Majesté un nouveau royaume d'Italie. L'Angleterre, fidèle à ses traditions libérales, a reconnu le fait des annexions en témoignant hautement ses sympathies pour un mouvement accompli avec tant d'ordre, de régularité et de modération.

La plupart des autres puissances ont réservé leur adhésion, et, sans reconnaître le nouvel état de choses, se sont abstenues de prendre une attitude hostile vis-à-vis du gouvernement du Roi. L'Autriche seule a protesté d'une manière formelle contre la réunion de l'Italie centrale aux États du Roi, en réservant ses droits sur ces contrées et ceux des princes qui ont fait cause commune avec elle. Quoique sous une forme très-confidentielle, elle a fait connaître qu'elle se réservait le droit de faire valoir ses prétentions lorsqu'elle le jugerait convenable pour ses intérêts.

Il résulte de ceci que la position que le traité de Zurich avait établie entre le gouvernement du Roi et l'Autriche se trouve sensiblement modifiée, et que nous nous trouvons maintenant en présence d'une puissance qui non-seulement refuse de nous reconnaître, mais qui se réserve de faire valoir des prétentions qui auraient pour effet de plonger de nouveau l'Italie dans l'état de servitude où elle a gémi si long-

temps. Ces réserves et ces protestations ne se sont pas bornées à de simples paroles, des actes significatifs les ont accompagnées.

Qu'il suffise de rappeler que le gouvernement autrichien a constamment maintenu sur notre nouvelle frontière les troupes qui avaient suivi le duc de Modène. Ces troupes ont gardé leur drapeau et leur cocarde, elles sont encore organisées comme en temps de guerre, elles sont toujours prêtes à envahir l'ancien territoire de leur maître.

J'ai hâte d'ajouter que je n'ignore pas que le cabinet de Vienne a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait pas l'intention de nous attaquer, pourvu que nous respections ses frontières. Je suis loin de mettre en doute la valeur de cette déclaration et, par conséquent, de regarder notre pays comme en état de guerre avec l'Autriche. Cependant, il est impossible de se dissimuler que la nature même des choses, et les événements qui se sont accomplis depuis la signature du traité de Zurich, ne rendent notre position vis-à-vis de cette puissance, anormale, difficile et dangereuse.

Lord John Russell est trop loyal et trop bienveillant envers l'Italie pour ne pas le reconnaître ou pour faire retomber exclusivement sur nous la responsabilité de cet état de choses.

J'espère d'ailleurs que les explications dans lesquelles je suis entré le rassureront complètement sur nos intentions; car elles me paraissent ne laisser aucun doute ni sur l'étendue des moyens dont le gouvernement du Roi dispose, ni sur notre ferme volonté de conformer notre conduite à ce qu'exigent les grands intérêts européens, en prêtant l'oreille aux conseils de modération et de prudence qui nous viennent des puissances qui, comme l'Angleterre, nous ont donné tant de preuves de sympathie et d'intérêt.

Veuillez, monsieur le marquis, donner lecture et laisser copie de cette dépêche à S. Exc. le premier secrétaire d'État pour les affaires étrangères, et agréer, etc.

C. DE CAVOUR.

PROTESTATIONS DES PRINCES DÉPOSSÉDÉS CONTRE LE TITRE DE ROI D'ITALIE.

Protestation du grand-duc de Toscane.

Dresde, le 26 mars.

Pendant deux ans le Piémont a poursuivi en Italie son œuvre subversive, ne reculant devant aucun moyen et se servant tour à tour de l'intrigue et de la violence.

Foulant aux pieds les droits les plus sacrés, oubliant le respect dû

à la majesté du Souverain-Pontife, mettant en péril les augustes intérêts du catholicisme, méprisant les liens de parenté, récompensant la trahison, portant la guerre dans les États voisins sans l'avoir déclarée ou sans attendre l'expiration des délais fixés pour le cours des négociations diplomatiques, se rendant complice d'une agression privée désapprouvée avant son exécution, mais glorifié aussitôt qu'il y avait un profit à tirer de son résultat, le Piémont a expulsé les princes légitimes ou porté atteinte à l'intégrité de leurs domaines...

La proclamation du royaume d'Italie sanctionne pour chaque État de la Péninsule la destruction de l'autonomie individuelle, indispensable au bien-être réel et à la tranquillité de l'Italie.

Fondée sur les anciennes habitudes, sur la différence profonde des caractères, sur la diversité des intérêts locaux, et enfin sur les belles et antiques traditions qui font la gloire de l'Italie, cette autonomie, aussi nécessaire aux populations qu'elle leur est chère, pouvait et devait se concilier avec la grandeur de l'Italie reconstituée sur un plan fédératif.

La proclamation du royaume d'Italie renverse toute l'organisation politique de la Péninsule; elle viole les droits des dynasties légitimes, détruisant en même temps les traités fondamentaux, auxquels toutes les puissances de l'Europe ont pris part; elle est enfin en contradiction flagrante avec les stipulations de Villafranca, lesquelles, confirmées à Zurich avec le concours du roi de Sardaigne, devaient former la base du nouveau droit public italien.

Dans l'intérêt des droits imprescriptibles de notre dynastie, dans l'intérêt de notre bien-aimée Toscane et de l'Italie entière, et en nous référant aux protestations antérieures de notre bien-aimé père et de nous-même, nous croyons qu'il est aujourd'hui de notre devoir de protester, et nous protestons de la manière la plus solennelle, contre ce nouvel acte du gouvernement du roi Victor-Emmanuel.

Nous avons la ferme confiance que les puissances européennes, dont plusieurs ont donné à différentes reprises au gouvernement piémontais des marques publiques de leur désapprobation, ne reconnaîtront pas un titre qui est l'expression de l'ordre de choses illégitime qui prévaut momentanément en Italie.

Signé: FERDINAND.

Protestation du duc de Modène.

Nous, François V, archiduc d'Autriche-Este, prince royal de Hongrie et Bohême, par la grâce de Dieu, duc de Modène, Reggio, Mirandola, Massa, Carrara, Guastalla, etc., etc.

Le titre de roi d'Italie que le roi de Sardaigne s'est fait donner par

une assemblée, en grande partie composée de sujets rebelles à leurs souverains, a mis le sceau à la longue série des actes d'usurpation contre lesquels nous avons déjà protesté à la date du 14 mai et du 22 juin 1859, ainsi qu'à celle du 22 mars 1860.

Ce nouvel outrage fait aux souverainetés légitimes en Italie, et par conséquent à la nôtre aussi, nous oblige à renouveler hautement nos protestations pour la sauvegarde de nos droits, qu'aucun acte qui n'émane pas de notre volonté ne saurait invalider.

L'Europe voudra bien se rappeler que celui qui opprime si indignement l'État dont nous avons hérité de nos ancêtres est ce même souverain que le généreux vainqueur de Novare a raffermi sur son trône chancelant, et qui, dès ce moment, redoubla les intrigues révolutionnaires, non-seulement contre lui, mais aussi contre tous les autres gouvernements d'Italie, tout en feignant d'entretenir avec eux des relations amicales.

Incapable d'abord d'entreprendre, par ses propres forces, des conquêtes, ce ne fut qu'à l'aide d'une armée étrangère, qu'il attira en Italie, et à laquelle est entièrement dû le succès, qu'il put se rendre maître des pays convoités depuis si longtemps. Notre État fut de ce nombre. Il perdit par là son autonomie et devint simplement une province assujettie aux charges toujours croissantes de la dette publique et des impôts. Les dominateurs actuels ne s'y sont fait jusqu'à présent connaître que par les violences, les perquisitions domiciliaires, les emprisonnements arbitraires, les saisies de biens sans jugement préalable, les conscriptions militaires excessives.

Si tout cela ne suffisait pas encore pour qualifier le gouvernement qui s'est imposé à notre pays, l'on n'aurait qu'à se souvenir que c'est le même pouvoir qui, malgré la réprobation générale des honnêtes gens, tomba soudainement sur les Marches et l'Ombrie, et y écrasa, en l'accablant par le nombre, cette poignée de braves qui étaient accourus des divers pays catholiques à la défense du saint-siège. C'est le même gouvernement qui, s'empressant d'aller au secours d'une bande cosmopolite de flibustiers, près de succomber, envahit de la manière la plus déloyale l'État du noble et vaillant roi des Deux-Siciles.

Les proclamations sauvages et les cruautés inouïes commises dans ce royaume contre tous ceux qui, restant fidèles à leur légitime souverain, refusèrent de se soumettre à l'usurpateur, sont d'une notoriété incontestable.

A tout cela il faut joindre le système perfide qui tend à détruire la religion et à corrompre la moralité publique : système qui pèse, ainsi que sur tous les autres peuples d'Italie, sur nos sujets, dont la grande majorité s'est signalée de tout temps par son respect pour la foi catholique et par sa fidélité à son légitime souverain.

Profondément affligé par un semblable état de choses, il est de notre devoir d'élever derechef, au nom aussi de cette même majorité, notre voix contre l'acte récent du roi Victor-Emmanuel, qui est en opposition directe avec tous les principes d'honnêteté et avec tous les traités internationaux, y compris celui de Zurich; et nous faisons par conséquent appel aux puissances amies, qui, nous voulons en être convaincu, finiront par réprimer tant d'injustices.

Pénétré enfin de la validité de nos droits sur l'État que la Providence divine nous a confié, et dont nous avons hérité de nos ancêtres, pénétré également de ce que nous devons à nos successeurs, nous déclarons que nous avons résolu de ne négliger aucune occasion favorable pour rentrer en possession dudit État et y rétablir l'ordre et le gouvernement légitime. L'honneur et le devoir nous l'imposent, ainsi que les sentiments de l'affection la plus sincère que nous gardons à notre pays natal et à nos bien-aimés sujets, dont un très-grand nombre, avec une constance vraiment admirable, ne cessent de nous donner des témoignages de fidélité et de dévouement.

Vienne, le 30 mars 1861.

FRANÇOIS.

Protestation de la duchesse régente de Parme.

Nous, Louise-Marie de Bourbon, régente des États de Parme pour le duc Robert I^{er}.

Par nos déclarations datées de Saint-Gall, le 20 juin 1859 et de Zurich le 28 mars 1860, nous avons protesté contre l'usurpation des États de notre bien-aimé fils le duc Robert I^{er}, usurpation commise par le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne et que l'on voulait faire croire provoquée par le libre vote des populations.

Cette usurpation s'étant étendue à presque toute la Péninsule, le roi de Sardaigne a pris le titre de roi d'Italie.

Contre ce dernier acte, qui confirme toutes les usurpations accomplies, dans le court espace de deux années, au détriment des souverains légitimes de l'Italie, et qui a de nouveau lésé les droits souverains de notre fils, prince italien, nous avons le devoir de protester, comme nous protestons solennellement, faisant ainsi un nouvel appel aux sentiments de justice des puissances amies, qui certes ne peuvent voir d'un œil indifférent les outrages répétés à la foi des traités.

Du château de Wartegg, en Suisse; ce jour, le 10 avril 1861.

Signé : LOUISE.

**Note-circulaire du ministre de François II à ses représentants
à l'étranger.**

Rome, 6 mai 1861.

Par ordre de Sa Majesté le roi notre auguste maître, je suis en train de m'occuper d'un nouveau travail sur l'état actuel des choses dans le royaume des Deux-Siciles; il y sera aussi question de la conduite gardée par Sa Majesté, et démontré que, malgré les sollicitations de ses nombreux sujets qui lui sont restés inébranlablement dévoués, elle a su s'abstenir de toute tentative de restauration, qu'elle croit en ce moment et inutile et inefficace; en attendant, je me borne à vous faire connaître que dans aucune période de l'histoire des Deux-Siciles on n'a remarqué un semblable mécontentement, une telle irritation, et tant de cruauté dans la répression des mouvements spontanés des populations de ces contrées.

Il me suffira de vous dire qu'en un seul jour la direction de la police a reçu 250 télégrammes concernant les mouvements qui avaient lieu dans les provinces; que le gouvernement usurpateur avait même été obligé de désarmer des compagnies entières de gardes nationaux; que, sans compter les morts dans les différentes rencontres, plus de 200 prisonniers ont été fusillés par les Piémontais; et qu'enfin les prisons et quelques couvents de la capitale et des provinces sont remplis par les *suspects*.

J'ai cru devoir vous mettre au courant de ces faits sommaires pour que vous puissiez éclairer l'opinion sur ce point. DEL RE.

RUSSIE.

Rescrit adressé le 26 mars (9 avril), par le prince-lieutenant du royaume de Pologne, à M. le général Gecewicz, directeur de la commission de l'intérieur.

Les institutions récemment concédées par Sa Majesté l'Empereur au royaume de Pologne assurent au pays un prompt développement, à condition que l'ordre et la tranquillité y soient immédiatement rétablis.

Pour que ce but soit atteint, il faut que les fonctionnaires comprennent bien les devoirs que les circonstances actuelles leur imposent, et accomplissent fidèlement et scrupuleusement tout ce que les autorités supérieures leur ordonneront. Ils ne devront tolérer rien de ce qui serait contraire aux instructions qu'ils auront reçues et pourront, dans tous les cas, compter sur un puissant appui de la part du gouvernement.

Les fonctionnaires sans capacité et sans énergie devront être écartés; ceux qui favoriseraient des menées séditeuses et criminelles devront l'être également, sans préjudice des poursuites qui pourront avoir lieu contre eux : à leur place, il faut nommer des fonctionnaires sûrs et éprouvés; il faut leur promettre la protection du gouvernement, et leur montrer que s'ils s'acquittent fidèlement de leurs devoirs, leur conduite sera généreusement récompensée.

Toutes les délégations urbaines, provisoirement établies pour le maintien de la tranquillité, devront être dissoutes immédiatement; c'est en effet, aux autorités civiles gouvernementales, appuyées par la force armée, que doit appartenir le maintien de l'ordre. Toutes les réunions ayant le caractère politique devront être défendues; les auteurs des désordres seront arrêtés et déférés aux autorités supérieures. Les fonctionnaires qui agiraient sans énergie et qui, en cas de besoin, n'invoqueraient pas l'appui des autorités militaires, encourront une sévère responsabilité.

Le prince-lieutenant du royaume de Pologne, en donnant ces instructions, s'attache à montrer que le devoir principal des fonctionnaires est de tâcher que de bons rapports s'établissent entre les habitants et les troupes qui tiennent garnison dans leurs villes.

Des mesures énergiques ont été prises pour que les troupes, de leur côté, contribuent par leur attitude à établir ces bons rapports.

J'ai l'honneur de vous faire part de ces dispositions en vous invitant à les mettre immédiatement en vigueur.

Signé: Le directeur de la Commission de l'intérieur,
général-major, GECEWICZ.

Le directeur de la chancellerie,
GUDOWSKI.

Manifeste de l'Empereur Alexandre II relatif à l'organisation de la Finlande.

Nous Alexandre II, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.

Faisons savoir :

Dans l'espace de six années qui se sont écoulées depuis que la Providence a mis entre nos mains les destinées du peuple finnois, nous nous sommes, en diverses circonstances, convaincu de la nécessité de plusieurs actes législatifs d'où dépendent essentiellement les progrès intellectuels et matériels du pays, mais qui, d'après les constitutions du grand-duché, ne pouvaient être rendus qu'avec le concours des États provinciaux; par suite de quoi diverses affaires sont restées en arrière depuis l'union de la Finlande à l'Empire.

Mû par cette conviction, nous avons bien voulu enjoindre au Sénat du grand-duché de se concerter avec le gouverneur général de ce pays, pour nous soumettre humblement les affaires urgentes, que leur importance paraissait rendre dignes d'être traitées de préférence. Il eût été certainement très-conforme à nos vœux, toujours fervents pour le bien de nos fidèles sujets finlandais, de convoquer les États du pays aussitôt que les susdites affaires auraient été préparées ; mais d'autres intérêts politiques plus élevés, dont la Providence nous a confié la garde comme le plus saint des devoirs, ne nous permettent pas pour le moment d'exercer ce droit que nous confèrent les constitutions de la Finlande.

Cependant, pour ne pas différer ce qui, même dans les circonstances actuelles, peut être réalisé pour le bien de la Finlande, nous avons voulu permettre la convocation d'un comité d'hommes, pris dans les quatre États du pays, jouissant de la confiance de leurs concitoyens et élus par leur libre suffrage, que nous chargerons d'examiner les projets d'ordonnances qui leur seront soumis par notre ordre, au sujet des affaires les plus importantes, et de s'expliquer humblement sur la manière dont ces affaires pourraient être arrangées conformément aux besoins du pays, en attendant que nous trouvions le moment opportun pour convoquer les États provinciaux, où ces affaires obtiendront leur solution définitive et leur confirmation finale.

A cet égard, nous ordonnons gracieusement ce qui suit :

1^o Les membres de la chevalerie et de la noblesse, qui ont droit de vote, choisiront chacun dans leur classe respective, à la majorité des suffrages, quatre membres de chaque classe, qui représenteront la chevalerie et la noblesse ;

2^o Dans chacun des trois diocèses de la Finlande, l'évêque, le chapitre et les curés auront à choisir, dans leurs corps, quatre membres pour le diocèse d'Abo, autant pour celui de Borgo et trois pour celui de Kuopio ; lesquels onze ecclésiastiques formeront, avec un membre élu par le consistoire de l'Université alexandrine (d'Helsingfors), la délégation du clergé ;

3^o Pour le maintien des droits de la bourgeoisie, les magistrats, de concert avec les bourgeois électeurs, choisiront un membre, dans chacune des villes de Helsingfors, Abo, Wiborg, Bjørneborg, Nikolaistad et Uleaborg ; les 26 autres villes du pays formeront six collèges électoraux, dont chacun élira un membre, d'après les mêmes principes, savoir : Fredrikshamn, Willmåstrand, Kexholm et Sordawala, — Tawastehus, Lowisa, Borga et Ekenæs, — Tammerfors, Nystad, Raumo et Nadendal, — Kristinestad, Kaskœ, Nykarleby, Jacobstad et Jyväskylä, — Gamlakarleby, Brahestad, Tornea et Kajana, — Kuopio, Joensuu, Saint-Michel, Nyslo et Heinola.

4° Pour l'élection de douze membres de l'ordre des paysans, les paysans propriétaires se réuniront devant le tribunal de première instance pour choisir un électeur par chaque canton (Tingslag). Ensuite les électeurs se réuniront au chef-lieu de leur province, le jour fixé par le gouverneur, pour élire, *devant lui* et parmi eux, deux membres du comité, dans chacun des quatre gouvernements d'Abo et Bjørnebord, Wiborg, Wusa et Kuopio; et un membre dans chacun des (quatre) autres gouvernements.

5° Les délibérations entre les membres du comité se tiendront en commun, et le scrutin par lequel devra passer chaque proposition aura lieu par tête.

6° Nous avons gracieusement choisi le sénateur Sébastien Grippen-berg pour diriger les délibérations, comme président, mais sans voix au comité, et pour nous transmettre les propositions et projets du comité.

7° Après avoir pris les humbles avis du Sénat et du gouverneur général de la Finlande sur les propositions à nous transmises, nous sanctionnerons et mettrons en vigueur, jusqu'à la réunion de la prochaine Diète, celles des dispositions qui, d'après nos convictions, répondront aux vrais besoins du pays.

8° Le comité se réunira à Helsingfors le 20 janvier (nouveau style) 1862.

Le Sénat de Finlande est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Que le tout serve à l'instruction de qui il appartient. Donné à Saint-Pétersbourg et signé de notre propre main, le 29 mars (10 avril) de l'année 1861, après la naissance de Jésus-Christ, septième de notre règne.

ALEXANDRE.

Le ministre secrétaire d'État,

comte ARMFELT.

SAXE.

**Dépêche adressée par M. de Beust au ministre de Saxe à Londres.
au sujet de l'extradition du comte Teleki¹.**

Dresde, ce 20 avril 1861.

Monsieur le comte,

Vous avez appelé mon attention sur la partie des documents publiés à l'usage du gouvernement anglais, qui se rapporte à l'arrestation et

1. Voir *Archives*, t. II, p. 369.

à l'extradition du comte Teleki. De nombreuses occupations, multipliées dans ces derniers temps par la session de nos chambres, m'ont empêché jusqu'ici d'en examiner et d'en peser le contenu ; mais je ne dois plus tarder à vous faire connaître que parmi les pièces renfermées dans ce recueil, il s'en trouve une qui nous a causé une assez vive surprise. C'est avec une satisfaction sincère que nous avons constaté l'absence de tout document qui pût dénoter l'intention du gouvernement de Sa Majesté Britannique d'intervenir dans une affaire où le gouvernement du Roi, au milieu de circonstances aussi graves que difficiles, s'était trouvé en présence d'une nécessité impérieuse de braver les susceptibilités de l'opinion publique, à moins de faillir à l'accomplissement d'un devoir imposé par les traités.

Plus cette satisfaction est légitime, plus notre étonnement a dû être grand de voir dans une publication officielle une dépêche de M. Murray, par laquelle l'envoyé de Sa Majesté Britannique à Dresde n'a pas craint d'infliger un blâme sévère à la manière d'agir du gouvernement de Saxe, et qui se termine par une épithète qu'il est inutile de relever. Je ne me permettrai pas ici de réflexions sur les avantages et les inconvénients des publications connues sous le nom de *Blue Book*. C'est un usage consacré par le temps et dont les différents gouvernements ont dû prendre leur parti en se prêtant avec plus ou moins de bonne grâce à être conduits devant le tribunal du parlement et de l'opinion publique en Angleterre, par les correspondances des représentants mêmes de Sa Majesté Britannique accrédités auprès d'eux. Il nous semble toutefois que, dans cette épreuve, les gouvernements étrangers peuvent et doivent réclamer un bénéfice, et qu'il y aurait une grande injustice à le leur refuser.

Ce n'est certes pas trop demander que de vouloir qu'on leur offre la facilité de s'expliquer sur la matière qui va faire l'objet d'une dépêche plus ou moins accusatrice. Or, il m'est impossible de passer sous silence que M. Murray a bien voulu m'adresser quelques questions sur le fait de l'arrestation du comte Teleki et sur les intentions du gouvernement à son égard ; mais que M. le ministre d'Angleterre n'a jamais abordé avec moi, ni avant, ni après l'extradition, la question de savoir si cette mesure était justifiée ou nécessitée par le texte des traités, et si, au point de vue politique et moral, son exécution pourrait être jugée différemment, — question que cependant, ainsi que le prouve le *Blue Book*, M. Murray a pris à tâche de traiter, dans une correspondance qu'il croyait sans doute ne pas être destinée à figurer parmi les *parliamentary papers*, mais dont le destin n'a pas été de rester enfouie dans les cartons du Foreign-Office. Je regrette que M. le ministre d'Angleterre n'ait pas jugé à propos de m'en prévenir et de m'écouter ; car, lors même que je n'aurais pas réussi à modifier ses

vues, je suis certain qu'avec sa loyauté parfaite, il se serait empressé de placer, en regard de ses propres observations, celles que j'aurais été dans le cas de lui faire.

Veillez, monsieur le comte, donner lecture de ma présente dépêche à M. le principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères. Lord John Russell y verra, je l'espère, une preuve que le gouvernement du Roi, tout en maintenant en principe que l'affaire dont il s'agit ne peut intéresser, au point de vue du droit international, que les gouvernements de Saxe et d'Autriche, tandis que le gouvernement britannique avait en effet des raisons de ne pas voir avec indifférence l'emploi qui avait été fait d'un passe-port portant la signature de sa seigneurie, ne recule en aucune manière devant la responsabilité qu'il assume sur lui par ses actes, ni devant les explications auxquelles ils pourraient donner lieu. Je dois enfin ne pas vous laisser ignorer qu'avant de signer ma présente dépêche, je l'ai placée sous les yeux de M. Murray.

Recevez, etc.

BEUST.

TROISIÈME PARTIE.

NÉGOCIATIONS

POUR

LA PROLONGATION DE L'OCCUPATION EUROPÉENNE DE SYRIE¹.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 15 septembre 1860.

Mylord,

Je vous envoie ci-incluse la substance des rapports de MM. les consuls Moore², Brant³ et de M. Cyril Graham, afin que vous en donniez communication à M. Thouvenel.

Vous y verrez qu'aucun de ces messieurs ne met grande confiance dans les mesures qui ont été prises ; ils expriment la crainte qu'aus-sitôt que l'opinion de l'Europe aura été satisfaite, les vieilles injustices reprendront le dessus.

Il reste au gouvernement français à examiner ces rapports et à les comparer avec ceux de ses agents.

Il aura à décider promptement si les troupes françaises pourront

1. Le gouvernement anglais a présenté dernièrement au parlement un nouveau *Blue-Book* sur les affaires de Syrie de 1860 à 1861. Nous extrayons de ce volume, qui n'a pas moins de 500 pages, les pièces relatives aux négociations qui ont précédé la conclusion de la nouvelle convention pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie jusqu'au 5 juin. Nous mettons à la suite de cette série de documents la dépêche de M. Thouvenel au marquis de Lavalette à Constantinople en date du 3 mai 1861, qui a été lue par M. Billault, ministre sans portefeuille, dans la séance du Sénat du 15 mai lors de la discussion sur les pétitions demandant que des mesures fussent prises pour empêcher le retour des massacres de Syrie, et celle adressée le 14 mai à M. de Kisseleff par son gouvernement.

2. Sur les atrocités des Druses et les mesures adoptées.

3. Sur les mesures prises par Fuad-Pacha à Damas ; sur la condition des chrétiens à Hasbeya et à Rasheyn.

être retirées après un séjour de deux mois ou si elles devront continuer l'occupation pendant les six mois fixés par la convention.

Dans ce dernier cas, il paraît désirable qu'une seconde division de six mille hommes soit envoyée en Syrie. Votre Excellence annoncera que la Grande-Bretagne et la Prusse sont prêtes à contribuer à la formation de cette division par un contingent de trois mille hommes. Mais il importe de prendre une prompte décision à cause du défaut de sûreté des côtes de Syrie.

J. RUSSELL.

P. S. Vous verrez le plus promptement possible M. Thouvenel à ce sujet.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, le 17 septembre 1860.

Milord,

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche de Votre Seigneurie du 15 courant, j'ai parlé avec M. Thouvenel au sujet des troupes françaises en Syrie, dans le but de m'assurer de la durée probable de leur séjour et de la nécessité éventuelle d'envoyer des renforts.

M. Thouvenel m'a dit qu'il manquait de renseignements pour me répondre. J'avais vu déjà par hasard le ministre de la guerre auquel j'avais fait la même question et dont la réponse avait été la même. Le général de Beaufort, a-t-il ajouté, s'était rendu à Damas pour se mettre en communication avec Fuad-Pacha, et ses prochains rapports ne peuvent manquer de jeter plus de lumière sur l'avenir. Le maréchal Randon ne prévoyait pas le besoin d'envoyer des renforts à moins que des opérations militaires ne fussent entreprises par les troupes européennes, Fuad-Pacha étant, dit-on, à la tête de 15 000 hommes, force amplement suffisante pour maintenir la tranquillité.

M. Thouvenel m'a paru penser que la commission était mieux à même de juger de l'époque du retour des troupes françaises, et il me dit qu'il craignait que ce retour ne fût guère possible pour le moment, à cause du danger d'une réaction.

Je rappelai à M. Thouvenel que la saison approchait rapidement où les côtes de Syrie seraient dangereuses pour les escadres et où le débarquement des renforts serait rendu plus difficile. J'ajoutai que s'il paraissait nécessaire d'envoyer des renforts, le gouvernement de Sa Majesté était prêt à en fournir une partie. Son Excellence m'a exprimé sa grande satisfaction à cette nouvelle.

COWLEY.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 22 septembre 1860.

Milord,

J'ai reçu votre dépêche en date du 21, rapportant votre conversation avec M. Thouvenel, au sujet du séjour des troupes françaises en Syrie, et de la nécessité de les renforcer par l'envoi du nombre de troupes supplémentaire spécifié dans la convention, et dont le gouvernement de Sa Majesté, si cet envoi était utile, était prêt à fournir une partie.

Je réponds à Votre Excellence que la saison est maintenant trop avancée pour que le débarquement de ces renforts puisse se faire avec sûreté sur les côtes de Syrie; le gouvernement de Sa Majesté espère que ces renforts ne seront pas nécessaires.

RUSSELL.

Lord John Russell à lord Cowley.*(Extrait.)*

Foreign-Office, 7 novembre 1860.

Le marquis de Chateaurenard m'a lu, il y a quelques jours, une dépêche au sujet de la Syrie. Dans cette dépêche, M. Thouvenel fait allusion à la fuite des Druses coupables et montre la facilité avec laquelle ils pourraient revenir du Hauran pour commettre de nouveaux meurtres.

Le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il y a des obstacles insurmontables à la prolongation de l'occupation de la Syrie par les troupes européennes. Ces troupes ont été envoyées en Syrie par suite des meurtres effroyables qui ont rempli l'Europe d'horreur. Elles sont allées aider les autorités turques dans leur tâche de rétablir l'ordre et de punir les principaux coupables. Grâce à l'activité de Fuad-Pacha et à l'énergie du général Beaufort, cette œuvre d'humanité et de justice a été en grande partie accomplie. Quant à conserver des troupes européennes en Syrie afin de pourchasser les autres coupables dans les caves et les retraites des montagnes, ce serait une besogne sans fin et réellement désespérée. Augmenter le nombre des troupes européennes et les maintenir en Syrie dans le but d'empêcher de nouveaux crimes serait s'éloigner complètement du but que le sultan et les cinq puissances avaient originairement en vue. Quelle limite de nombre et de temps pourrait-on fixer à une semblable occupation? Un tel état de choses dégénérerait bientôt en un transport du gouvernement local de la Syrie aux cinq puissances, et au lieu de donner ainsi une leçon utile propre à frapper de terreur les fanatiques mahométans, l'occupation européenne servirait de précédent pour d'autres occupations en Bulgarie, en Bosnie et dans d'autres provinces, et conduirait ainsi au partage de l'empire ottoman.

A tous ces maux, le gouvernement de Sa Majesté préférerait voir le gouvernement de la Syrie rendu aux autorités nommées par la Porte, de la façon qui sera considérée par la commission mixte comme la plus favorable à la paix future de la Syrie. La responsabilité en incombera seule à la Porte et à celles des autorités désignées par le gouvernement reconnu du pays. Aucune garantie, il est vrai, ne serait ainsi obtenue contre le retour de conflits entre les Druses et les chrétiens ; mais aussi longtemps que ces deux races existeront dans le pays, il n'est pas possible de compter sur une sécurité durable.

Le Major Fraser à lord John Russell.

(Extrait.)

Damas, le 20 octobre 1860.

Fuad-Pacha est encore ici et sa présence a mis un terme à la nouvelle panique des chrétiens. Ceux-ci, cependant, malgré une grande amélioration dans leur condition, continuent à quitter Beyrouth chaque jour, vendant leurs lits, leurs ustensiles de cuisine et enfin tout ce qu'ils possèdent pour se procurer les moyens de louer des bêtes de somme. Ils paraissent pour la plupart être dans l'impossibilité de se remettre de l'immense terreur et de l'anxiété que les massacres leur ont causées ; aucune assurance, aucun encouragement ne semblent avoir d'influence sur eux. Beaucoup d'entre eux sont entraînés à quitter Damas par l'agent consulaire grec, tandis que d'autres allèguent pour raison de leurs alarmes la mise en liberté d'un grand nombre de prisonniers par ordre de Fuad-Pacha, quoiqu'ils soient accusés de meurtre ; Son Excellence dit, pour expliquer sa conduite, que ces individus ont, il est vrai, été emprisonnés à la suite d'une accusation de meurtre, mais que leurs accusateurs ne s'étant jamais présentés, il lui est impossible de les retenir à tout jamais en prison. Les chrétiens allèguent encore d'autres raisons de leur crainte, à savoir l'entente manifeste qui existe entre le gouvernement et les Druses ainsi que la détermination bien visible de Fuad-Pacha de ne pas punir les meurtriers. Ils croient donc qu'il n'y a aucune sûreté pour eux sous un gouvernement qui protège ceux qui les ont si cruellement fait souffrir et qu'ils ont en conséquence tant à redouter à l'avenir.

Lord John Russell à sir H. Bulwer.

(Extrait.)

Foreign-Office, 10 novembre 1860.

Il serait à désirer que la Porte fît connaître à Fuad-Pacha ses idées sur la marche à suivre pour porter un remède à l'état peu satisfaisant

des choses à Damas et sur les mesures à prendre pour la sûreté des chrétiens en Syrie après le rappel des troupes étrangères.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, ce 13 novembre 1860.

Quant à la prolongation de la période d'occupation, M. Thouvenel m'a déclaré qu'il ne s'était pas encore formé une opinion à cet égard, et qu'il ne pourrait le faire qu'après avoir reçu le rapport de la commission de Syrie. Il espérait que les troupes pourraient s'embarquer dans les délais fixés par la convention du 5 septembre, et il avait écrit, il y a quelques jours, au commissaire français, M. Beclard, pour lui rappeler que le moment approchait où, aux termes de la convention, l'occupation européenne devait cesser et pour lui recommander de presser la commission de s'occuper sans perte de temps du gouvernement futur du Liban.

Il me dit franchement, qu'à son avis ce serait une fin regrettable de l'intervention en Syrie, si le lendemain du départ des troupes, les massacres recommençaient, et il m'avoua qu'il craignait que ce ne fût le cas, à moins qu'avant leur départ une forme bien arrêtée de gouvernement n'eût été établie.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 11 décembre 1860.

J'ai eu aujourd'hui avec M. Thouvenel une conversation un peu longue sur les affaires de Syrie.

M. Thouvenel m'a réitéré l'assurance que la France n'a point l'intention de jouer un rôle séparé dans le drame de Syrie, et qu'elle désire le prompt établissement d'un gouvernement stable dans le Liban, afin de pouvoir retirer ses troupes; mais la France est convaincue aussi que, ni le gouvernement de Sa Majesté, ni aucun autre gouvernement ne peuvent souhaiter que ce départ soit le signal du renouvellement des atrocités commises durant l'été dernier. Dans toutes les instructions qui lui sont adressées, le commissaire français est prié instamment de presser ses collègues de discuter le gouvernement futur de la montagne, car, jusqu'à ce que l'ordre y soit rétabli, il sera, de l'avis de M. Thouvenel; impossible aux puissances de prendre une décision à l'égard du rappel des troupes d'occupation.

Tout en exprimant à M. Thouvenel ma satisfaction pour les assurances qu'il venait de me donner, je lui fis remarquer cependant, que

les troupes françaises, en Syrie, représentaient des troupes européennes.

M. Thouvenel me répondit qu'il était parfaitement d'accord avec ma définition de la position de l'armée française d'occupation.

J'ajoutai que s'il paraissait nécessaire de prolonger l'occupation de la Syrie ; cela se pourrait faire à l'aide d'un plus petit corps de troupes de diverses nations. M. Thouvenel me répondit, que l'Empereur désirait beaucoup que d'autres troupes fussent jointes aux troupes françaises pour agir en commun.

Aali-Pacha à M. Musurus.

Le 28 novembre 1860.

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche du 8 novembre par laquelle vous me rendez compte de l'entretien que vous avez eu avec lord John Russell sur l'éventualité d'une proposition, ayant pour objet la prolongation de l'occupation française en Syrie au delà du terme fixé par la convention et l'augmentation de l'effectif du corps expéditionnaire.

Il est inutile de vous dire combien la Sublime Porte est satisfaite de voir lord John Russell partager à cet égard l'opinion que vous avez émise au nom du gouvernement impérial. Cette conformité de vues produira son effet, nous n'en doutons pas, et préviendra plus d'une difficulté ultérieure dans cette malheureuse question de la Syrie. La Sublime Porte n'a jamais considéré l'intervention européenne comme nécessaire et utile ; et, si elle y a adhéré, c'était uniquement par déférence pour ses alliés, et pour donner une preuve nouvelle de sa confiance illimitée dans leurs dispositions à son égard. Mais si cette mesure était justifiable à une époque où l'Europe voyait toute la Syrie en feu, aujourd'hui elle n'a plus sa raison d'être, après que le but poursuivi a été en grande partie atteint, et que les villes qui ont été le théâtre des plus tragiques événements ont été soumises sans coup férir, par le seul prestige de l'autorité du Sultan, représentée par Son Excellence Fuad-Pacha.

Il en résulte que l'intervention, perdant ainsi de jour de jour le caractère d'un secours accordé à la Sublime Porte, ne pourrait plus être, comme vous l'avez si bien fait remarquer à lord John Russell, qu'un embarras et un obstacle à la pacification de la Montagne et au rétablissement complet de l'ordre.

Les puissances ne peuvent manquer de s'en rendre compte ; et l'appréciation de la question par le cabinet de S. M. Britannique nous est un sûr garant qu'aucune suite ne sera donnée au projet d'une pro-

longation de l'occupation, et d'une augmentation quelconque des forces françaises en Syrie.

Veuillez, etc.

AALI.

Lord John Russell à sir H. Bulwer.

Foreign-Office, 1^{er} janvier 1861.

Sir,

L'ambassadeur de France est venu me voir ces jours derniers pour me dire que l'Empereur est prêt à retirer ses troupes de Syrie à l'époque fixée, mais que si le gouvernement anglais exige cette évacuation, il sera responsable des massacres qui seront renouvelés contre les chrétiens.

Le gouvernement de Sa Majesté est prêt à assumer cette part de responsabilité, quelque lourde qu'elle soit ; mais les ministres de la Porte doivent, de leur côté, comprendre clairement leur devoir et les risques qu'ils ont à courir.

Leur devoir est d'aider à tout ce qui pourra garantir la vie et les propriétés des habitants de la Syrie. Ils ne doivent pas se montrer indifférents aux meurtres qui s'accomplissent lorsque des chrétiens en sont victimes ; ils ne doivent pas de nouveau se laisser prendre aux appâts de la corruption et abandonner la Syrie aux extorsions du plus haut enchérisseur, pour le gouvernement, sur le marché politique de Constantinople.

La dépêche adressée par lord Dufferin à Votre Excellence est, je dois l'avouer, moins concluante que ses précédentes. L'impunité des Druses les plus compromis dans les massacres, l'agitation qui règne parmi les musulmans et parmi les chrétiens aussi, le désarmement des serviteurs d'Abd-el-Kader font éprouver au gouvernement des craintes pour l'avenir.

Il est évident en effet, que la présence des troupes françaises en Syrie augmentera plutôt qu'elle ne diminuera l'irritation. Si le départ de ces troupes était suivi de nouveaux massacres, et si l'occupation européenne devait avoir lieu de nouveau sur une plus grande échelle, le gouvernement du Sultan ne pourrait plus compter sur la confiance de l'Angleterre dans l'efficacité, la justice et l'impartialité de l'autorité turque.

Ces considérations sont d'une telle importance, que vous devrez faire comprendre de toutes les façons au grand vizir et à Aali-Pacha, que la continuation de l'amitié et du concours de la Grande-Bretagne dépendra de l'honnêteté et de l'énergie que la Porte déploiera à cette occasion.

Si des intrigues contre le nouveau gouvernement de la Syrie sont

tolérées, que de nouvelles corruptions aient lieu à Constantinople et que de nouveaux meurtres soient commis à Damas et dans la Montagne, l'appui du gouvernement anglais sera retiré et les mesures les plus décisives et les plus efficaces réclamées par l'humanité seront mises à exécution.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, ce 4 janvier 1861.

J'ai annoncé à M. Thouvenel aujourd'hui, que j'avais appris avec plaisir de Votre Seigneurie, que M. de Flahaut avait été autorisé à faire part au gouvernement de Sa Majesté que l'Empereur était disposé à retirer ses troupes de Syrie à l'époque stipulée, tout en rappelant que si l'Angleterre exigeait le rappel des troupes, elle devenait responsable des massacres qui pourraient se renouveler contre les chrétiens.

M. Thouvenel m'a confirmé, que M. de Flahaut avait été autorisé à faire cette déclaration, mais il a ajouté qu'il avait reçu dès lors des renseignements de Syrie qui lui donnaient la preuve que les grandes puissances n'étaient pas d'accord à cet égard.

A une des conférences des commissaires, la question du départ des troupes françaises avait été débattue, et les commissaires français et prussiens avaient insisté sur la nécessité de prolonger leur séjour. Le commissaire autrichien avait émis l'opinion que ces troupes ne devaient être retirées qu'après l'établissement d'un gouvernement régulier dans le Liban ; enfin lord Dufferin, de tous les commissaires, était le seul qui eût recommandé leur prompt départ.

M. Thouvenel ajoutait, qu'à son avis il était impossible de rappeler les troupes avant qu'une certaine autorité eût été rétablie. Toutefois c'était une question à décider par l'Europe, et lorsque le moment serait venu, il serait prêt à agir selon le vœu des grandes puissances. En même temps, chaque effort tendrait à mener à bonne fin les travaux de la commission. Il ne croyait pas, que quelques semaines de plus ou de moins pussent être d'une grande importance à l'égard du départ des troupes, ni que la prolongation de l'occupation pour cette période nécessitât la signature d'une nouvelle convention.

Je répondis que je ne partageais pas cette opinion. La convention du 5 septembre avait fixé l'époque à laquelle l'occupation devait cesser, et cette occupation ne pouvait être prolongée sans le consentement de la Porte.

Dans le cours de la conversation, M. Thouvenel m'a répété que l'Empereur était très-désireux de faire revenir ses troupes. Il m'a exprimé

l'espoir qu'en tout cas une force navale serait envoyée sur les côtes pendant quelque temps.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, 9 janvier 1861.

Je regrette d'apprendre par la dépêche de Votre Excellence du 4 courant, que le gouvernement français est revenu sur les assurances qu'il m'a fait donner par M. de Flahaut.

Je viens de recevoir une dépêche de lord Dufferin à Sir H. Bulwer, dans laquelle il donne le récit de la réunion des commissaires, à laquelle M. Thouvenel fait allusion.

Votre Excellence verra par la copie de cette dépêche, que je lui envoie, que le commissaire autrichien a dit le 17 décembre, qu'il ne voyait aucune raison de croire que la présence d'une force étrangère fût nécessaire dans deux mois. Vous verrez que lord Dufferin a été d'avis que la présence des troupes étrangères ne pouvait être qu'une cause d'embarras pour le gouvernement du Sultan, que ces troupes remplissaient des devoirs de police, qui s'écartaient de leur mandat, et qu'elles pourraient être renvoyées immédiatement sans aucun risque.

Les commissaires français et russe étaient en faveur de la prolongation du séjour des troupes étrangères; le commissaire prussien n'était pas préparé à affirmer, qu'il serait sans danger de retirer les troupes, mais lord Dufferin paraissait croire que cette opinion pourrait être modifiée après plus ample réflexion.

L'ambassadeur turc m'a souvent représenté que son gouvernement considère la présence des troupes françaises comme un obstacle à la pacification de la Syrie.

Aali-Pacha représente les Maronites et les Druses comme étant deux partis séparés, non pas tant par la croyance morale et religieuse que par une rivalité politique. Il dépeint les Maronites, comme désireux de faire du mal aux Druses, même à ceux étrangers aux massacres. Il déclare que la présence des troupes françaises encourage l'insolence et la violence des Maronites, et entretient ainsi un sentiment d'hostilité et de rancune entre eux et les Druses.

Les observations de lord Dufferin diffèrent peu de celles d'Aali-Pacha, je vous envoie copie d'une dépêche dans laquelle il émet cette opinion et raconte que les communautés chrétiennes par l'entremise de leurs évêques ont demandé les têtes de 4500 de leurs ennemis. Voilà la façon dont les évêques chrétiens dans l'Orient prêchent la paix sur la terre et la bonne volonté parmi les hommes.

En conséquence, le gouvernement turc, qui n'a pas été représenté

à la réunion du 18 décembre, demande instamment le retrait des troupes étrangères, en disant qu'elles ne servent qu'à entretenir les désirs de vengeance des Maronites et des autres sectes chrétiennes.

Ici s'élève une remarque sérieuse, sur laquelle je prie Votre Excellence d'appuyer dans ses conversations avec M. Thouvenel. Le gouvernement français a proposé, en juillet dernier, d'envoyer des troupes européennes en Syrie. Le gouvernement de Sa Majesté y a consenti à deux conditions : 1° que les troupes européennes agiraient de concert avec le commissaire turc, Fuad-Pacha ; 2° que le séjour des troupes étrangères ne pourrait être prolongé au delà de 6 mois. C'est sur l'assurance de l'acceptation de ces deux conditions que le gouvernement de Sa Majesté a engagé la Porte à accepter un secours étranger pour pacifier la Syrie, c'est sur la foi de ces conditions que la Porte a donné à regret son assentiment.

Il ne me reste plus qu'à ajouter, que tous les commissaires, à l'exception du commissaire russe, paraissent être d'accord sur les points principaux d'un arrangement pour le gouvernement futur de la Syrie. Il y a toute raison d'espérer qu'avant la fin de ce mois, les commissaires anglais, français, autrichien, prussien et turc tomberont d'accord sur les articles proposés par lord Dufferin et M. Béchard.

Il n'y aura donc plus de motif pour prolonger la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie autorisée par la convention du 5 septembre.

Vous donnerez lecture de cette dépêche à M. Thouvenel.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, ce 11 janvier 1861.

Conformément aux instructions de Votre Seigneurie, j'ai donné connaissance à M. Thouvenel de votre dépêche du 9 courant relative aux affaires de Syrie et au retrait des troupes françaises.

M. Thouvenel a fait la remarque que les rapports de M. Béchard et de lord Dufferin sur la conférence non officielle du 17 décembre dernier ne concordaient pas entre eux. Son Excellence fit demander alors le rapport de M. Béchard dont elle me donna lecture, et d'après ce rapport les commissaires russes et prussiens tiennent certainement un langage très-positif sur la nécessité de prolonger le séjour des troupes françaises. Les expressions du commissaire autrichien impliquaient aussi, d'après le dire de M. Béchard, plutôt l'espoir que l'attente de la possibilité de l'inutilité de leur présence au bout de six mois.

Quant à ce qui concerne M. Béclard, il dit qu'après avoir écouté les diverses opinions et penché vers celles de la Russie et de la Prusse, il a fait remarquer que le meilleur moyen de rendre l'évacuation possible était de chercher à établir un gouvernement responsable dans le Liban, afin de rendre ainsi inutile la présence des troupes étrangères.

M. Thouvenel me dit qu'il partageait à cet égard l'opinion de M. Béclard, mais il me donna en même temps à entendre qu'il était convaincu que dans l'état actuel de la Turquie, la réalisation d'un gouvernement fort dans le Liban lui paraissait impossible. Il ajouta même que l'intention du gouvernement impérial était, après l'arrivée de la prochaine malle de Syrie, d'adresser une dépêche collective à toutes les grandes cours pour appeler leur attention sur la convention du 5 septembre et leur demander leur opinion sur le rappel des troupes. Le gouvernement impérial n'exprimerait aucune opinion dans un sens ou dans un autre, mais guiderait sa conduite d'après les réponses qui lui seraient faites.

Je fis observer que les opinions d'aucun gouvernement ne pouvaient apporter de changement aux stipulations du traité et que, les six mois écoulés, le gouvernement français était tenu de bonne foi de rappeler ses troupes.

M. Thouvenel ne contesta pas ce point, mais il me dit que comme il croyait dans son âme et conscience que le rappel des troupes serait suivi d'un massacre bien plus général que celui dont nous demandions la réparation, ou bien d'une action combinée de toutes les sectes et croyances contre l'autorité du sultan, le gouvernement impérial ne voudrait pas prendre la responsabilité d'agir seul en pareille circonstance.

M. Thouvenel déclara que le plus grand désir de l'Empereur était de rappeler ses troupes le plus promptement possible, mais il insista sur la nécessité d'établir un gouvernement dans le Liban avant qu'une telle mesure pût être mise à exécution.

Je demandai qu'en tout cas les troupes françaises fussent rappelées de l'intérieur et concentrées aussi promptement que possible à Beyrouth, leur présence dans la montagne n'ayant d'autre résultat que d'exciter les Maronites et d'irriter les Druses.

M. Lowther à lord John Russell.

(Extrait.)

Berlin, le 12 janvier 1861.

J'ai eu ce matin une conversation avec le Baron de Schleinitz au sujet des affaires de Syrie.

Son Excellence m'a dit qu'elle avait été si occupée dans ces derniers

temps qu'elle n'avait pas pu donner à cette question l'attention qu'elle méritait, mais qu'il lui paraissait que le temps voulu pour le rappel des troupes était à peine arrivé.

Je lui lus alors quelques passages de la dépêche de Votre Seigneurie à lord Cowley, se terminant par cette remarque, que les commissaires anglais, français, autrichien, prussien et turc étaient formellement tombés d'accord sur les quinze articles proposés par lord Dufferin et M. Béchard.

M. de Schleinitz me dit qu'il n'était pas parvenu à sa connaissance que les choses fussent aussi avancées, qu'il ne soutenait pas la prolongation du séjour des troupes européennes en Syrie, que les commissaires qui étaient sur les lieux étaient plus à même de juger si l'autorité était suffisamment rétablie pour permettre le rappel des troupes, que si le moment propice n'était pas venu, ceux qui proposaient ce rappel assumaient une très-grande responsabilité.

Je lui dis alors que le gouvernement de Sa Majesté était prêt à prendre sa part de cette responsabilité, pourvu qu'il fût entendu que les ministres de la Porte fussent édités, de leur côté, sur leurs obligations et sur leurs risques, et je parlai dans le sens de la dépêche du premier courant de Votre Seigneurie à sir Henri Bulwer.

Lord John Russell à sir H. Bulwer.

(Extrait.)

Foreign-Office, 17 janvier 1861.

Votre Excellence ne cachera pas à la Porte l'opinion du gouvernement de Sa Majesté sur la convenance et l'à-propos du départ des troupes françaises de Syrie à l'époque stipulée par la convention. Toutefois, bien que cette connaissance d'une telle opinion puisse servir à entretenir le gouvernement turc dans ses résistances contre toutes les tentatives qui pourraient être faites de la part d'autres puissances pour le décider à consentir à la prolongation du séjour des troupes françaises, vous aurez soin dans vos rapports avec la Porte d'éviter d'insister trop fortement et contre sa propre inclination sur le départ des forces d'occupation. Le gouvernement turc peut ne pas se sentir en état de défendre les chrétiens après le départ des troupes étrangères, et il pourrait, en conséquence, s'il était laissé à lui-même, craindre d'insister sur l'exécution des termes de la convention; mais il se pourrait aussi qu'il n'hésitât plus à adopter et à favoriser une mesure qu'il désire ardemment, s'il se sentait relevé de toute la responsabilité des conséquences, en alléguant qu'il n'a agi ainsi que par déférence au vœu exprimé avec instance par le gouvernement anglais.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, ce 18 janvier 1861.

Milord,

M. Thouvenel m'a appris que la dépêche dont j'ai parlé à Votre Seigneurie dans ma précédente du 11 courant serait envoyée lundi prochain aux représentants de l'Empereur près les grandes cours de l'Europe¹. Elle a pour objet de proposer la réunion d'une nouvelle Conférence par décider si l'occupation de la Syrie par des troupes étrangères doit être prolongée ou non, le gouvernement français ne voulant pas prendre sur lui de continuer cette occupation au delà de l'époque fixée par la convention du 3 septembre, ni retirer ses troupes en présence de la certitude qui paraît exister, que leur départ sera suivi de nouveaux désastres. La Conférence déciderait mieux cette question après avoir pris l'avis des différentes cours.

Je suis, etc.

COWLEY.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 19 janvier 1861.

Je dois faire remarquer à Votre Excellence que tout ce que j'ai dit de l'évacuation de la Syrie m'a été suggéré par les représentations constantes, opiniâtres et répétées de l'ambassadeur turc, qui dit avoir reçu des instructions d'Aali-Pacha à cet égard et qui m'a lu des extraits de dépêches de ce ministre.

J'ai toujours dit à M. Musurus que si le gouvernement turc pensait que le séjour des troupes européennes était nécessaire pour empêcher de nouveaux massacres, le gouvernement de Sa Majesté y consentirait; mais que si ce séjour n'était pas nécessaire, il était du devoir du ministre des affaires étrangères du sultan de s'adresser aux cinq puissances pour leur faire connaître l'opinion de la Turquie sur la sécurité assurée aux chrétiens de Syrie et de spécifier les garanties qu'elle offre contre le renouvellement des massacres.

M. Fane à lord John Russell.

(Extrait.)

Vienne, le 7 janvier 1861.

J'ai eu lundi dernier une conversation avec le comte de Rechberg sur l'état des affaires en Syrie. J'ai porté à sa connaissance le sens général des rapports adressés à Votre Seigneurie et à sir Henry Bulwer par lord Dufferin, et je lui ai indiqué l'évidence concluante qui en ressort des périls qu'accompagnerait une prolongation de l'occu-

1. Voir *Archives*, t. I, p. 394.

pation militaire de cette province par la France. Si le gouvernement britannique, lui ai-je dit, était convaincu du danger qu'il y a à rappeler de Syrie les troupes étrangères il pourrait se décider à appuyer auprès de la Porte un ajournement à cette évacuation. Mais, comme les dépêches de lord Dufferin et toutes les informations qu'il a reçues l'amenaient à une conclusion diamétralement opposée, le gouvernement de Sa Majesté était fortement d'avis que le séjour des troupes françaises en Syrie ne devrait pas être prolongé au delà du terme fixé par le protocole du 8 août.

Le comte de Rechberg m'a répondu qu'il était très-désirable que l'occupation française en Syrie cessât à l'époque stipulée, si cela pouvait se faire sans danger d'un renouvellement du massacre des chrétiens.

Le comte de Rechberg a ajouté que l'opinion du commissaire autrichien n'autorisait pas Son Excellence à formuler d'une manière absolue sa conviction que le départ des troupes françaises de Syrie, à l'expiration de la convention, pourrait avoir lieu en toute sûreté, quoique cependant elle inclinât vers cet avis. En tout cas, l'occupation de la Syrie par les troupes françaises ne doit pas être prolongée d'un seul jour au delà de l'époque fixée, sans la sanction des puissances qui ont signé le protocole du 8 août.

M. Lowther à lord John Russell.

(Extrait.)

Berlin, 19 janvier 1861.

J'ai vu ce matin le baron de Schleinitz, qui partage parfaitement l'avis de Votre Seigneurie. Il m'a dit que, sans doute, d'après les conventions signées en août, les troupes devaient être rappelées en février prochain; mais il m'a demandé quel serait le plus grand mal ou la perturbation qui pourrait suivre le départ des troupes ou bien un arrangement arrêté entre les grandes puissances qui ont contribué à rétablir la tranquillité, d'après lequel le séjour de ces troupes en Syrie serait prolongé. Il a dit ensuite que si quelqu'une des parties qui ont participé à la convention, l'Angleterre, par exemple, était opposée à la prolongation du séjour de ces troupes en Syrie, il était indubitable que l'évacuation devait avoir lieu à l'époque fixée. Il a ajouté : « Nous sommes très-peu disposés ici à prendre sur nous de recommander une mesure telle que celle de l'évacuation, et, en vérité, je n'ai pas d'opinion bien arrêtée à cet égard; je suis seulement guidé par les rapports que je reçois de Syrie, les commissaires étant mieux à même que nous de juger de l'état des choses. »

Il me dit qu'il désirait beaucoup connaître les articles sur lesquels

les commissaires anglais, français, autrichien, prussien et turc étaient presque tombés d'accord.

Mais, m'a dit Son Excellence, si, après le départ des troupes, il arrive une répétition des massacres qui ont causé tant d'horreur et de dégoût en Europe, l'année dernière, les divers gouvernements pourront se croire obligés d'agir de telle manière que ce sera le coup de grâce porté au gouvernement du sultan.

M. Thouvenel au comte de Flahaut.

Paris, le 18 janvier 1861.

(Voir cette note-circulaire, tome I des *Archives*, page 394.)

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 24 janvier 1861.

Milord,

J'ai eu l'honneur de recevoir du comte de Flahaut une dépêche en date du 18 janvier, qu'il a reçue de M. Thouvenel, et dont je vous envoie copie.

Dans cette dépêche, écrite d'un ton calme et sans passion, le gouvernement de l'Empereur rappelle les causes qui ont décidé l'expédition de Syrie, et il affirme avec raison que les intérêts de l'humanité et non un but politique ont été les motifs de cette expédition.

Cette dépêche donne quelques raisons tendantes à prouver que le but n'a pas encore été atteint, et le gouvernement de l'Empereur exprime le désir de connaître l'avis des puissances signataires de la convention du 5 septembre, avant d'en exécuter la partie qui limite la durée de l'occupation à six mois.

Pour cet objet, le gouvernement français propose de convoquer, aussitôt qu'il sera possible, les représentants des puissances.

Je n'ai pas à discuter les diverses raisons qui sont données dans cette dépêche afin de reculer l'époque fixée par la convention pour l'évacuation de la Syrie; il y a cependant une considération qui paraît être de la plus haute importance au gouvernement anglais, et sur laquelle sa décision devra être fondée.

La résolution d'envoyer des troupes en Syrie a été adoptée sous le coup de circonstances imprévues, alors que l'Europe apprenait avec horreur et indignation les massacres du Liban et de Damas. Les cinq puissances avaient en vue d'empêcher le renouvellement des massacres et de montrer aux tribus fanatiques de la Syrie que de sem-

blables outrages à l'humanité ne seraient pas commis sans être punis et réparés.

En même temps une commission, présidée par un officier du sultan, a été nommée pour examiner et proposer le moyen de pacifier la Syrie. Cette commission devait tout d'abord insister auprès des officiers du sultan pour que les coupables fussent punis et qu'une indemnité fût donnée aux victimes. L'autre partie de sa tâche, la plus importante, comme le dit M. Thouvenel, était de recueillir et proposer aux puissances les éléments du nouvel arrangement, qu'il s'agit de combiner avec le gouvernement ottoman pour l'administration de la montagne.

La formation de cette commission était cependant une mesure entièrement distincte de la convention pour l'envoi des troupes françaises en Syrie, et elle avait, en plusieurs cas, un but distinct de celui de l'envoi des troupes.

Le gouvernement britannique croit que ce serait une grave erreur tant au point de vue du droit qu'à celui de la politique, de la part des cinq puissances, de confondre la question de l'occupation étrangère avec celle de l'administration future de la montagne.

On ne doit pas oublier que la Syrie est une province de l'empire turc. C'est le sultan et non les cinq puissances qui est le souverain de ce pays. La première question est donc de savoir si le sultan a besoin de l'aide des troupes étrangères pour maintenir la tranquillité en Syrie; la seconde, comment le sultan assurera cette tranquillité et préviendra le retour des massacres du mois de juin dernier.

Si le sultan s'engage à le faire, et s'il prouve qu'il en a les moyens, la question de la continuation de l'occupation étrangère est complètement vidée. Si le sultan ne peut pas garantir cette tranquillité, ou s'il n'est pas en état d'en assurer les moyens, d'autres questions peuvent surgir. Mais ces questions seraient de la nature la plus grave, et, jusqu'à ce que nous connaissions la réponse du sultan, il est inutile de les devancer. Il suffit de dire qu'à moins que les cinq puissances et le sultan ne consentent à renouveler la convention de septembre, cette convention expirera, et l'occupation légale de la Syrie par les troupes étrangères cessera avec elle.

Quant à l'adoption des mesures nécessaires pour garantir une paix permanente dans la montagne, c'est là une question plus difficile; et, comme le dit M. de Thouvenel, il serait, en effet, difficile de fixer l'époque à laquelle les commissaires seraient prêts à communiquer aux puissances le résultat de leurs travaux.

Vous voyez maintenant vers quelle conclusion tendent mes arguments. Le gouvernement britannique est tout prêt, soit dans une conférence, soit autrement, à s'informer auprès des ministres du

sultan si la Porte est prête à devenir responsable de la tranquillité actuelle de la Syrie et a pris des mesures suffisantes dans ce but.

Le gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à maintenir des troupes européennes en Syrie jusqu'à ce que des moyens aient été trouvés pour empêcher à l'avenir ces rencontres sanglantes de tribus hostiles, qui ont été depuis des siècles le fléau de ce pays. Peu lui importe que ces troupes européennes appartiennent à la France ou à toute autre puissance. Il ne consentira pas à assumer la responsabilité de l'administration future d'une province du sultan par l'intervention de troupes étrangères.

Vous lirez cette dépêche à M. Thouvenel et vous lui en laisserez copie.

Je suis, etc.

J. RUSSELL.

Le baron de Schleinitz au comte Pourtalès.

Berlin, le 16 janvier 1861.

Monsieur le comte,

J'ai eu l'honneur de recevoir le rapport par lequel vous nous rendez compte d'une conversation que vous avez eue avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie, et nommément sur la question de savoir si les circonstances exigent une prolongation des délais stipulés dans la convention du 5 septembre pour la durée de l'occupation française.

M. le ministre des affaires étrangères a traité le même sujet dans une dépêche adressée le 2 de ce mois à M. le prince de la Tour-d'Auvergne, et que j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint en copie. Vous verrez, par cette pièce, que le cabinet de Paris, en rappelant que c'est au nom des puissances signataires de la convention du 3 septembre qu'il s'est chargé de l'expédition militaire en Syrie, déclare que c'est à elles aussi qu'il appartiendrait de provoquer une entente sur les modifications que ladite convention pourra avoir à subir.

Pour exprimer en connaissance de cause une opinion arrêtée à cet égard, il faudrait être édifié plus que nous ne le sommes encore sur l'état réel des choses en Syrie et sur les conséquences probables que le départ des troupes françaises pourrait entraîner. D'après nos renseignements, la pacification du pays ne paraît cependant pas, à l'heure qu'il est, suffisamment assurée pour qu'il soit permis d'espérer qu'il pourrait dès à présent et sans danger être abandonné à lui-même.

Selon nous, il serait désirable qu'avant de faire cesser l'occupation française, la nouvelle organisation politique du pays fût achevée, et pour le moins en commencement d'exécution. J'ignore si, jusqu'au terme assigné par la convention du 5 septembre à l'occupation française, un tel résultat pourra être obtenu. D'un côté, le cabinet du

roi, pour sa part, ne saurait donc vouloir ni assumer, ni partager la responsabilité des dangers dont le départ prématuré des troupes françaises pourrait menacer l'ordre et la tranquillité de la Syrie.

Mais, de l'autre, il est d'avis que la présence de ces troupes en Syrie, puisqu'elle se fonde sur un arrangement survenu entre les grandes puissances et la Sublime-Porte, ne saurait être prolongée au delà du terme fixé par cet arrangement qu'en vertu d'un acte auquel tous les gouvernements signataires de la convention du traité du 5 septembre auraient donné leur adhésion.

Veuillez, etc.

SCHLEINITZ.

M. Fane à lord John Russell.

(Extrait.)

Vienne, le 24 janvier 1861.

Le comte de Rechberg m'a chargé d'adresser à Votre Seigneurie l'expression de ses vifs remerciements pour la communication que vous m'avez chargée de lui faire, et il a ajouté qu'il partageait votre manière de voir et désirait agir en complet accord avec le gouvernement britannique sur la question de l'occupation de la Syrie par des troupes étrangères.

Le prince Callimachi m'a dit avoir reçu des renseignements directs de Fuad-Pacha, d'après lesquels celui-ci assure que la présence prolongée des troupes françaises en Syrie ne pouvait qu'aggraver au lieu d'apaiser l'animosité des tribus hostiles, et que les moyens à sa portée étaient amplement suffisants pour lui permettre de maintenir la paix dans la province sans aide étrangère.

M. Lowther à lord John Russell.

(Extrait.)

Berlin, le 26 janvier 1861.

Dans une conversation que j'ai eue ce matin avec le baron de Schleinitz, je l'ai informé que Votre Seigneurie était d'avis que si la présence des troupes françaises en Syrie n'était pas jugée nécessaire par le gouvernement ottoman, il était du devoir du ministre des affaires étrangères du sultan de s'adresser aux cinq puissances pour leur faire part des vues de la Turquie sur la sûreté des chrétiens en Syrie et pour spécifier les garanties qu'il offre pour les garantir contre le retour des massacres. Son Excellence partage complètement l'opinion Votre Seigneurie.

Mémoire de M. Musurus.

Londres, le 29 janvier 1861.

Il résulte d'une dépêche télégraphique adressée par Son Altesse

Aali-Pacha à l'ambassadeur de Turquie à Londres, en date du 28 janvier 1861, que le cabinet des Tuileries a proposé à la Sublime-Porte de convoquer la conférence à l'effet de décider la question de savoir si l'évacuation de la Syrie doit être effectuée à l'expiration du terme fixé par la convention, ou s'il y a lieu de la prolonger. « Vous n'ignorez pas, ajoute Aali-Pacha, que ce que la Sublime-Porte désire, c'est de voir l'occupation étrangère cesser à l'expiration du terme fixé, et que le Gouvernement impérial se croit en état de maintenir tout seul la tranquillité de la Syrie et la sécurité de ses habitants. » Enfin, Son Altesse Aali-Pacha invite l'ambassadeur à demander à lord John Russell, et à faire connaître immédiatement et par le télégraphe au ministère impérial, quelle est l'opinion du cabinet britannique sur la réunion de la conférence, et, si cette conférence était convoquée, jusqu'à quel point la Sublime-Porte pourrait compter sur un résultat conforme à son désir de faire cesser l'état de choses actuel en Syrie.

Memorandum de lord John Russell.

Je fais savoir à M. Musurus que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donner de conseil à la Porte au sujet de la réunion d'une conférence. Le cabinet britannique ordonnera à l'ambassadeur de Sa Majesté d'assister à cette conférence dans le cas seulement où le représentant du Sultan y prendrait part. Dans le cas où la Porte se refuserait à renouveler la convention, l'avis du Gouvernement de Sa Majesté serait que le Sultan se déclarât vis-à-vis des puissances alliées en mesure d'empêcher le retour des massacres, et que l'arrangement de 1845 pour le gouvernement de la Montagne restât en vigueur jusqu'à l'adoption d'autres conditions.

29 janvier 1861.

John RUSSELL.

Lord Cowley à lord J. Russell.

(Extrait.)

Paris, le 28 janvier 1861.

M. Thouvenel reconnaît, comme l'a dit Votre Seigneurie, que l'institution de la commission envoyée en Syrie et la convention pour l'envoi des troupes sont des choses distinctes et que leur but est, jusqu'à un certain point, entièrement séparé ; mais cependant il trouve trop de connexité entre l'institution d'un gouvernement régulier et le rétablissement de l'ordre et en vue de la paix duquel les troupes, aux termes de la convention, ont été envoyées, pour pouvoir les séparer complètement l'une de l'autre. Il affirme de la façon la plus solennelle que ceux qui supposent à l'Empereur ou à son Gouverne-

ment le désir de prolonger indéfiniment l'occupation sont dans la plus profonde erreur. « Notre sentiment, a-t-il ajouté, est simplement celui-ci : que nous rappellerons nos troupes, en laissant ceux que nous sommes allé protéger dans une position pire que celle dans laquelle ils se trouvaient par le passé. La Montagne avait alors une administration à elle, fondée sur un arrangement conclu entre la Porte et les cinq puissances. En ce moment il n'y a plus du tout de gouvernement, sauf le pouvoir absolu de la Porte. Tout ce que nous demandons, c'est qu'avant notre départ un gouvernement soit installé qui ne placera pas les Maronites dans une situation pire que l'ancienne. Nous aurons alors fait tout ce qu'il était possible de faire dans ces circonstances, et nous pourrons nous défendre devant le monde catholique dans le cas où de nouvelles atrocités auraient lieu ; mais dans la situation actuelle, si les massacres se renouelaient par suite du départ de nos troupes, tout le blâme en retomberait sur nous. Pas une malle n'arrive de Syrie qui n'apporte pétitions sur pétitions à l'Empereur, pour lui demander de continuer sa protection, et il est vraiment difficile d'abandonner entièrement des gens qui, de tout temps, ont compté sur nous ; car je ne vous dissimulerai pas que nous tenons beaucoup à conserver notre influence sur les Maronites. »

J'ai répondu qu'il y avait à examiner si la présence des troupes françaises n'était pas plutôt un empêchement qu'un acheminement à un arrangement définitif. D'un côté, les Maronites, se fiant sur la protection française, mettent en avant les prétentions les plus extravagantes ; de l'autre, les Druses sont naturellement très-irrités et mal disposés à en venir à un accommodement. M. Thouvenel me dit qu'il comprenait la justesse de cette remarque, mais qu'il pouvait m'assurer qu'il n'avait pas l'intention de soutenir les espérances exagérées des Maronites. Que la commission tombe d'accord avec Fuad-Pacha sur n'importe quel système de gouvernement. Pourvu que les privilèges assurés en 1845 fussent maintenus, il serait parfaitement satisfait ; mais tant que ce but ne serait pas atteint, il espérait qu'on n'insisterait pas sur l'évacuation. Si la commission voulait réellement se mettre à l'œuvre, elle pourrait en venir à bout en très-peu de temps. Il ne voyait pas pourquoi un gouvernement ne pourrait pas être installé avant, ou en tout cas très-peu de temps après le commencement de mars, surtout si des ordres étaient envoyés aux commissaires de se presser, et si la Porte savait que de l'accomplissement d'une telle tâche dépendait le retrait des troupes. Que les travaux de la commission soient limités à l'administration future de la Montagne seule, et il ne faudra pas grand temps pour arriver à une solution pratique.

Mais, objectai-je, la Porte peut insister sur l'évacuation de la Syrie à l'époque stipulée par la convention ; dans ce cas, que faire ?

« Alors, répliqua M. Thouvenel, les troupes devraient partir; il n'y a aucun doute à cet égard. Elles ne peuvent rester sans le consentement de la Porte. En tout cas, dit-il en terminant, discutons cette question avec calme lorsque la conférence se réunira. Si elle prend un parti contraire à nos vues, nous le regretterons, mais nous respecterons sa décision. »

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 30 janvier 1861.

La situation paraît au Gouvernement de la Reine quelque peu différente de ce que vous avez dit à M. Thouvenel. Une commission a été instituée dans le but, non-seulement d'assurer la punition des coupables et une réparation aux victimes, mais aussi d'organiser dans le Liban une administration capable d'assurer la paix pour l'avenir. Cette commission n'a pas encore fait son rapport. Si ce rapport tend à une action plus indépendante des autorités de la Porte en Syrie, ses conclusions seront probablement repoussées à Constantinople. Si les arrangements proposés par le gouvernement turc tendent à ôter aux chrétiens leurs privilèges, ces arrangements ne seront pas acceptés par les cinq puissances.

Les discussions peuvent être prolongées, elles peuvent même s'étendre au delà de plusieurs mois; il ne faut pas conclure de ces circonstances au maintien indéfini des troupes européennes en Syrie, mais seulement à la conservation des arrangements faits en 1842 et complétés en 1845, tant que de nouvelles mesures n'auront pas été adoptées.

Il est vrai que des désordres imprévus peuvent parfois réclamer un remède énergique, il est vrai qu'après ce qui est arrivé, l'exercice de l'autorité par un kaïmakan druse pourrait inspirer des craintes. Mais un kaïmakan chrétien a été déjà nommé et personne ne peut, en toute justice, se plaindre de ce choix. Il exerce et continue à exercer l'autorité appartenant au kaïmakan des chrétiens. Il est lui-même Maronite, il a un caractère conciliant. Tout ce qui semble nécessaire au gouvernement britannique est donc :

1^o De déclarer, que jusqu'à ce que de nouvelles mesures aient été arrêtées, les arrangements de 1845, relatifs à la sûreté et à la protection des chrétiens de la Montagne resteront en vigueur.

2^o Que la France et la Grande-Bretagne auront soin de maintenir, pendant le printemps et l'été, sur les côtes de Syrie, une force navale pour protéger et secourir les habitants chrétiens.

Pour le moment les choses doivent en rester là. Si la Porte refuse

de prendre part à une nouvelle convention pour la prolongation de l'occupation de Syrie, la convention de septembre tombe à plat et l'évacuation doit avoir lieu à la fin de l'époque pour laquelle cette convention est en vigueur. La responsabilité de la France envers l'Europe et les Maronites sera ainsi amplement mise à couvert.

M. Fane à lord John Russell.

(Extrait.)

Vienne, le 29 janvier 1861.

Le comte de Rechberg m'a dit qu'une conférence dans le but d'examiner la convenance de prolonger l'occupation étrangère en Syrie ne pourrait avoir lieu, si la Porte refusait d'y prendre part, puisque les autres puissances ne pouvaient se réunir pour délibérer sur une question au sujet de laquelle aucune décision valide ne pouvait être prise sans le consentement du gouvernement ottoman.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 4 janvier 1861.

L'ambassadeur de Turquie auprès de la cour de Saint-James m'a informé que le Gouvernement ottoman ne s'opposera pas à prendre part à une conférence si les puissances de l'Europe le désirent, mais que la Turquie ne consentira pas au renouvellement de la convention du 5 septembre.

Le Gouvernement de la Reine ne s'opposera pas à ce que Votre Excellence prenne part à cette conférence si elle est consentie par les autres puissances, mais il n'acceptera aucun renouvellement de la convention du 5 septembre à moins que la proposition ne reçoive le consentement entier et volontaire de la Sublime-Porte.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 5 février 1861.

M. Thouvenel m'apprend que la Porte ottomane a consenti à la réunion d'une conférence sur les affaires de Syrie et que Vefyk-Effendi restera à Paris pour représenter la Turquie à cette occasion. Des instructions pour régler sa conduite lui seront envoyées sur-le-champ.

Lord John Russell à lord Cowley.*(Extrait.)*

Foreign-Office, le 9 février.

Les nouvelles reçues du commissaire anglais en Syrie n'apportent aucun changement à l'opinion, émise déjà par ce commissaire, que les troupes françaises devront être rappelées à l'époque fixée par la convention.

Vous ferez part de cette opinion à la conférence, comme étant celle du Gouvernement de la Reine. Si cependant l'ambassadeur turc a reçu l'ordre d'accéder à une prolongation d'occupation, vous en informerez le gouvernement de Sa Majesté, sinon vous ne ferez rien pour céder un tel désir.

Ce désir est fondé sur l'opinion que les Turcs sont incapables de gouverner la Syrie. Mais alors vient tout naturellement cette question : si l'autorité turque est incapable de gouverner maintenant la Syrie, pourquoi serait-elle plus en état de le faire dans deux ou trois mois ?

Vous vous en tiendrez donc à la question de la convention de septembre, et, par les raisons que je vous ai déjà données maintes fois, vous vous opposerez à son renouvellement.

M. Thouvenel à lord Cowley.

Paris, le 13 février 1861.

Monsieur l'ambassadeur,

Ayant reçu l'adhésion de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie à la proposition d'une conférence, et instruit par Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique y adhère également, j'ai l'honneur de vous inviter à assister à la réunion des plénipotentiaires, le lundi, le 18 de ce mois, à onze heures, au ministère des affaires étrangères.

J'ai, etc.,

THOUVENEL.

Lord John Russell à lord Cowley,

Foreign-Office, le 19 février 1861.

Le Gouvernement de la Reine est d'avis que la présence des troupes françaises en Syrie, au lieu de garantir la paix du pays, sert d'encouragement aux Maronites pour attaquer les Druses, et user de représailles par le meurtre des Druses, de leurs femmes et de leurs enfants.

Mais le cabinet britannique, prévoyant le cas où le plénipotentiaire turc serait disposé à consentir à la prolongation de l'occupation fran-

çaise en Syrie jusqu'à la fin d'avril, est résigné, dans ce cas, et pour la raison bien nettement exprimée que la saison n'est pas assez favorable pour le rembarquement des troupes, à accéder à la concession faite par le représentant de la Porte, tout en désirant que l'occupation du pays, durant cette nouvelle période, soit restreinte à la côte.

Le but important du Gouvernement de Sa Majesté est de prévenir la continuation de l'état de choses qui règne, d'après les rapports de lord Dufferin, en ce moment en Syrie, et d'empêcher la population druse de devenir victime des atrocités que les Maronites sont trop disposés à commettre contre eux.

Lord Cowley à lord J. Russell.

(Extrait.)

Paris, le 19 février 1861.

La conférence pour les affaires de Syrie s'est réunie cette après-midi au ministère des affaires étrangères, les représentants des cinq puissances et de la Porte étaient présents.

M. Thouvenel a ouvert la séance en rappelant la dépêche qu'il a adressée aux représentants de l'Empereur près les cours de ces mêmes puissances, le 18 dernier, et il a récapitulé en quelques mots le contenu de cette dépêche, dans le but de provoquer l'expression des opinions des représentants assemblés.

Il s'est adressé en premier à l'ambassadeur turc.

Vefyk-Effendi dit que les membres de la conférence pouvaient se rappeler encore qu'il avait dû, en août dernier, s'opposer au projet d'envoyer des troupes étrangères en Syrie, parce qu'il était certain alors que leur présence dans cette province était inutile, et que la Porte, avec ses propres ressources, pouvait rétablir et maintenir son autorité. Tel avait été le cas, car l'ordre avait été rétabli par la seule intervention des autorités turques; la Syrie était maintenant tranquille, et il ne lui restait qu'à réclamer l'exécution de la convention du 5 septembre, par le rappel des troupes d'occupation dont d'ailleurs il vanta la conduite avec beaucoup d'éloge.

M. Thouvenel remercia Vefyk-Effendi pour les paroles flatteuses dont il s'était servi en parlant des troupes françaises, et il ajouta qu'il ne pouvait partager l'opinion de l'ambassadeur que la présence de ces troupes n'était plus nécessaire. Il est vrai que la Syrie paraissait tranquille, mais toutes les nouvelles reçues par le gouvernement français tendaient à prévoir que cette tranquillité ne régnait qu'à la surface, que les plus mauvaises passions couvaient en dessous, et qu'il était à craindre qu'elles n'éclatassent aussitôt que les troupes seraient rappelées. On savait que sept mille Druses s'étaient retirés dans les profondeurs du Hauran, qu'ils s'armaient de nouveau, tandis que

d'autre part pas un des chefs déclarés coupables n'avait encore été puni, qu'aucunes indemnités n'avaient été payées aux victimes, et qu'aucun gouvernement d'aucune sorte n'existait dans la montagne. Il concluait donc que, jusqu'à ce que satisfaction ait été rendue sur les premiers points, et qu'un gouvernement stable pour le Liban ait été organisé avec le concours de la commission européenne, il était de l'intérêt même de la Porte que l'occupation étrangère fût maintenue, puisqu'une catastrophe nouvelle pouvait mettre en péril l'existence même de la suprématie du sultan.

Une longue conversation un peu décousue s'ensuivit entre Vefyk-Effendi et le ministre français. Le premier soutenait que si la commission n'était pas plus avancée dans la tâche qui lui était confiée, ce n'était pas de la faute de la Porte, et que c'était plutôt une question à traiter entre les commissaires et leurs gouvernements respectifs. « Je n'ai nullement à m'occuper de cette commission, dit Vefyk-Effendi; j'ai l'ordre de réclamer l'exécution de la convention, chose entièrement distincte de la commission. »

M. Thouvenel de son côté opposa que quoiqu'il n'ait été fait aucune mention positive dans la convention de la tâche assignée à la commission européenne, cependant les deux étaient, par la nature même des choses, liées si intimement l'une à l'autre, que le but de la convention ne pouvait être considéré comme rempli que lorsque la réorganisation du Liban, un des points qui devait occuper la commission, serait accomplie.

Citant alors l'article 5, il soutint qu'il impliquait que si l'objet que les hautes parties contractantes avaient en vue, à savoir, la pacification de la Syrie, n'était pas accompli dans les six mois, l'occupation pourrait être prolongée. On ne pourrait dire cette pacification réalisée que quand un gouvernement régulier serait établi en Syrie; puis, en ce qui touchait les autres parties de la Syrie, Son Excellence lut des extraits d'une dépêche qu'il venait de recevoir du consul français à Damas rapportant une conversation qu'il avait eue avec le commandant en chef des troupes turques, qui, disait-il, lui avait avoué qu'il n'avait pas de troupes en nombre suffisant pour maintenir l'ordre, et qu'il devait recevoir des renforts de Constantinople, avant de pouvoir entreprendre une expédition contre le Hauran. La même dépêche mentionnait aussi un certain nombre d'autres points, qui, dans l'opinion du consul, devraient être réglés avant le rappel des troupes françaises.

J'entamai la discussion à ce moment. Je dis que pour donner suite aux suggestions contenues dans la dépêche que M. Thouvenel venait de nous lire, il ne s'agissait de rien moins que de sanctionner l'occupation permanente de la Syrie.

M. Thouvenel m'interrompit en disant que rien n'était plus éloigné de sa pensée, qu'il ne désirait pas autre chose que d'avoir la certitude qu'il y aurait un gouvernement responsable dans le Liban, lorsque les troupes seraient rappelées.

Reprenant alors l'argument dont M. Thouvenel s'était servi pour établir un rapport entre le but de la commission et celui de la convention, je dis que je ne pouvais l'accepter pas plus que l'interprétation qu'il avait donnée à l'article 5. L'esprit et l'intention de la convention, ajoutai-je, se trouvent dans le préambule qui déclare l'intention qu'a le gouvernement du sultan d'*arrêter par des mesures promptes et efficaces* l'effusion du sang en Syrie, et sa ferme résolution d'assurer l'ordre et la paix parmi les populations placées sous sa surveillance, projets pour lesquels il avait accepté la coopération de l'Europe. Les articles réglaient le mode de cette coopération.

En ce qui concerne l'état actuel de la Syrie, je dis que les rapports reçus par le gouvernement britannique du commissaire de Sa Majesté à Beyrouth différaient essentiellement de ceux reçus par le gouvernement impérial.

De l'avis de lord Dufferin qui, néanmoins, rendait pleine justice aux heureux résultats obtenus par la coopération de l'Europe et plus particulièrement par celle de la France, le Sultan était en mesure de garantir les assurances données dans le préambule de la convention sans avoir besoin plus longtemps de l'aide des alliés, et en conséquence, d'accord avec les instructions que j'avais reçues, je devais seconder la demande du représentant de la Turquie en faveur d'une exécution complète de la convention.

M. Thouvenel continua à défendre sa manière de voir. Il exprima plusieurs fois sa conviction intime que le départ des troupes serait suivi de nouveaux crimes qui cette fois ne seraient pas restreints dans Damas.

Je répondis que tous ses arguments ne tendaient, à mon avis, qu'à prouver que plus l'évacuation serait retardée, plus grandes seraient les difficultés de l'exécuter : j'étais même dans le doute si, en ce moment, la présence des troupes étrangères n'était pas plus pernicieuse que salulaire pour le but que nous avions en vue. Cette espérance tendait à faire surgir des espérances extravagantes d'un côté et à entretenir l'irritation de l'autre, tandis que l'autorité du Sultan avait presque entièrement disparu. Et je ne pouvais m'abstenir d'ajouter que cette occupation n'empêchait pas les chrétiens de commettre un grand nombre d'actes d'atrocité à l'égard des Druses.

M. Thouvenel me dit qu'il n'avait aucune connaissance de pareils actes qui certainement étaient regrettables s'ils étaient vrais, mais les

faits que j'avais avancés le confirmaient seulement dans sa conviction de l'état de choses qui surgirait si les troupes d'occupation étaient retirées.

Nous avions discuté pendant quelque temps sans avoir fait aucun progrès vers la solution de la question qui nous était soumise. L'ambassadeur russe avait de temps à autre placé un mot pour soutenir les arguments de M. Thouvenel. L'ambassadeur autrichien et le ministre de Prusse n'avaient pas desserré les lèvres.

Afin donc d'arriver à une conclusion, je dis que le gouvernement de la Reine était d'avis qu'il serait désirable que les puissances maritimes fissent stationner des vaisseaux sur la côte de Syrie aussitôt que la saison le permettrait.

J'ajoutai qu'il n'était nullement nécessaire de faire une nouvelle convention à cet égard, mais que la présence des bâtiments assurerait la protection partout où elle serait réclamée en cas de besoin.

M. Thouvenel et le général Kisseleff répondirent tous deux que des vaisseaux ne pourraient être d'aucune utilité dans la Montagne. J'exprimai alors l'espoir et même la conviction que les drapeaux flottants près de la côte de concert avec les forces de terre turques suffiraient pour assurer la tranquillité. En outre, ajoutai-je, il sera toujours possible de débarquer des troupes.

Le prince de Metternich demanda quand la saison pourrait permettre aux bâtiments de mouiller près des côtes : je répondis que le Gouvernement de Sa Majesté avait l'intention d'y faire croiser une escadre le 1^{er} mai. Le prince suggéra alors qu'il serait possible d'en venir à un arrangement qui satisferait toutes les parties. Ne pourrait-on pas prolonger l'occupation jusqu'à l'arrivée des escadres, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mai ?

Vefyk-Effendi dit qu'il ne s'opposerait pas à un arrangement de cette espèce, pourvu qu'il eût l'assurance que les troupes étrangères quitteraient la Syrie à cette date. Je lui dis que cela donnerait matière à une nouvelle convention, ce qui fut contesté par l'ambassadeur russe, mais, après une courte discussion, admis par les autres représentants. Quand cependant nous en vîmes à discuter les termes de cette nouvelle convention, M. Thouvenel s'opposa à ce que la date du 1^{er} mai fût rendue strictement obligatoire. Il réitéra tous ses précédents arguments sur la nécessité d'établir un gouvernement reconnu dans le Liban avant le départ des troupes, mais il assura que si un tel gouvernement était installé dès aujourd'hui, il abandonnerait le lendemain le Liban à son propre sort. Il proposa donc de signer une courte convention pour prolonger l'occupation jusqu'au 1^{er} mai, en convenant que la conférence se rassemblerait de nouveau en avril pour décider de l'époque d'évacuation. Dans l'intervalle, les divers gouvernements

enverraient à leurs commissaires des instructions pour accélérer le projet de réorganisation du Liban.

Je répliquai que la proposition de M. Thouvenel laissait la question ouverte et qu'un membre de la commission pouvait, par mauvaise volonté, occasionner des retards sans fin.

M. Thouvenel répondit qu'il ne s'opposerait pas à ce qu'un jour fût fixé à la commission pour terminer son rapport. Les commissaires pourraient alors se rendre à Constantinople, et à moins que la Porte n'y apportât des retards inutiles, toute l'affaire pourrait être terminée dans un délai relativement court.

Nous n'avions ni l'ambassadeur turc ni moi les pouvoirs nécessaires pour accepter la proposition de M. Thouvenel, et comme il devenait évident que la discussion ne pouvait aboutir à aucun résultat, je proposai d'ajourner la conférence afin que les plénipotentiaires pussent prendre les ordres de leurs gouvernements.

Il fut donc convenu que le résultat de la séance serait ainsi formulé :

« A la suite de la discussion qui a eu lieu, le plénipotentiaire ottoman a admis qu'il pourrait transmettre à sa cour une proposition qui tendrait à signer une convention prolongeant pour tout délai le terme de l'occupation au 1^{er} mai. »

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 21 février 1861.

Mylord,

Vous verrez par la dépêche de lord Dufferin en date du 10 février dont vous avez copie qu'il s'attend à ce que l'exécution des Druses compromis dans les massacres aura lieu dans les dix jours. Il espère que vers la même époque le rapport des commissaires sur le Liban pourra être terminé et la principale partie des travaux de la commission achevée.

Votre Excellence voit donc que la prolongation de l'occupation jusqu'au 1^{er} mai sera amplement suffisante, par sa durée, pour l'organisation de la Montagne sur laquelle M. Thouvenel insiste avec tant de force.

Si cependant l'organisation désirée devait être retardée jusqu'à ce que les plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie eussent consenti à donner exclusivement la suprématie aux Maronites, il pourrait se passer une dizaine d'années avant que ce résultat pût être obtenu.

Je suis.

J. RUSSELL.

Lord Cowley à lord John Russell.*(Extrait.)*

Paris, le 22 février 1861.

J'ai dit à M. Thouvenel que ce qui s'était passé dans la conférence n'avait modifié en rien la manière de voir du cabinet britannique à l'égard de l'évacuation de la Syrie, et qu'il continuerait à insister pour qu'elle fût accomplie le 1^{er} mai.

M. Thouvenel m'a répondu qu'en rapportant au conseil des ministres le résultat de la réunion de la conférence, plusieurs de ses collègues avaient été d'avis que si le gouvernement français était astreint à un jour près pour évacuer la Syrie, ils préféreraient que cette évacuation eût lieu tout de suite, tout en laissant à la Porte la responsabilité des suites.

L'Empereur n'avait pas encore pris de décision définitive, mais le conseil examinera la chose demain. Il sera probablement chargé de faire savoir aux cabinets des grandes puissances qu'en présence de la divergence d'opinion à l'égard de la prolongation de l'occupation, le gouvernement impérial préfère s'en tenir aux engagements pris plutôt que d'en contracter de nouveaux. Il appellerait néanmoins en même temps l'attention des cabinets sur les conséquences qui pourraient résulter du départ des troupes et en laisserait la responsabilité retomber tout entière à la Porte ottomane.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ambassadeur à Londres.

Paris, le 25 février.

Monsieur le comte,

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Turquie se sont réunis avec moi en conférence, le 19 février, pour s'occuper des affaires de Syrie, et j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le protocole de cette séance.

L'article 5 de la Convention signée le 5 septembre dernier étant ainsi conçu : « Les hautes parties contractantes, convaincues que ce délai sera suffisant pour atteindre le but de pacification qu'elles ont en vue, fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie ; » la question qui se posait était celle de savoir si la conviction des puissances se trouvait justifiée par les faits, et si l'œuvre à laquelle elles avaient entendu concourir leur paraissait réellement accomplie.

Invité à s'expliquer le premier, en sa qualité de représentant de la puissance territoriale, le plénipotentiaire de la Turquie a affirmé que

l'ordre était rétabli, et que la Sublime-Porte disposait de tous les moyens nécessaires pour l'empêcher d'être troublé. J'ai dû contester la valeur de cette assertion, et, après un débat dont le protocole ci-annexé reproduit les principaux détails, S. Exc. Ahmet-Vefyk-Efendi a déclaré que, mû par un esprit de conciliation, il se croyait autorisé à transmettre à Constantinople la proposition de prolonger l'occupation, si l'on convenait d'une date précise qu'il a fixée, pour tout délai, au 1^{er} mai prochain. Avant de se prononcer sur l'accueil à faire à cette suggestion, les plénipotentiaires ont jugé convenable d'en référer à leurs cours respectives. Je viens donc, monsieur le comte, vous exposer quelle est, à ce sujet, la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur.

L'obligation où nous sommes de nous expliquer avec une entière franchise ne résulte pas seulement de nos sympathies pour des populations cruellement éprouvées, elle découle aussi du mandat que les puissances ont donné à la France en la chargeant de pourvoir en leur nom comme au sien à l'envoi d'un corps expéditionnaire en Syrie. La confiance même dont le Gouvernement de l'Empereur a été l'objet de la part de ses alliés, lui impose une responsabilité plus directe, et il ne saurait s'en dégager qu'en faisant connaître, comme ses informations le lui représentent, l'état actuel des choses.

La présence de nos troupes dans le Liban a obtenu de prime abord un résultat considérable. Elle a mis fin aux massacres qui menaçaient de s'étendre bien au delà des régions habitées par les Druses et les Maronites; mais il ne suffisait pas d'arrêter l'effusion du sang, il fallait que justice fût faite aux coupables comme aux victimes; il était non moins essentiel d'aviser aux moyens de conjurer autant que possible le retour d'événements semblables à ceux qui ont soulevé l'an dernier l'indignation et la pitié de l'Europe. C'est sous l'empire de ces considérations multiples que les puissances, au moment où une force européenne était envoyée en Syrie, ont décidé qu'une commission, composée de leurs délégués, s'y rendrait également pour assurer, de concert avec un haut fonctionnaire de la Porte, le châtement mérité par le chef de l'insurrection, la fixation, la répartition équitable des indemnités dues aux chrétiens, et, enfin, l'adoption de réformes à introduire dans le régime constitutif de la montagne. On avait évidemment pensé que la restauration de l'ordre moral devait marcher concurremment avec la restauration de l'ordre matériel et en devenir la garantie.

Un court exposé des faits démontrera si ce double but a été atteint.

Les deux premières questions que la commission avait à traiter, celles des punitions à infliger aux coupables et des réparations à accorder aux victimes, ne sont pas encore réglées; la troisième, celle

des modifications à apporter dans l'organisation du Liban, vient à peine d'être abordée dans les entretiens confidentiels. En un mot, les principales difficultés dont la solution semblait nécessaire pour pouvoir replacer ces populations dans des conditions tolérables d'existence, subsistent presque intactes.

Si de ces points particuliers on passe à l'examen de la situation générale, est-il possible d'y puiser un sentiment de confiance assez caractérisé pour accepter les déclarations du plénipotentiaire ottoman, et admettre que la Syrie ne soit pas menacée de l'explosion d'une crise nouvelle? A Damas, les musulmans ne dissimulent ni leur ressentiment ni leurs espérances, et les chrétiens, devant les menaces dont ils sont l'objet, ne songent qu'à fuir leurs foyers dévastés et à gagner les villes du littoral. Les Druses du Liban, qui, au nombre de trois mille en état de porter les armes, ont pu traverser les lignes turques et se réunir à leurs coreligionnaires du Hauran, se préparent ouvertement à la lutte et nouent des alliances avec les Arabes et les Métualis. Déjà ils envahissent les villages de la plaine jusqu'aux portes de Damas, et leurs incursions ne rencontrent aucun obstacle. La sécurité, mais une sécurité destinée à s'évanouir avec son gage, ne règne que dans les parties de la montagne où nous sommes. Partout ailleurs les craintes et les haines ont conservé le même degré d'intensité, et une effrayante misère accroît encore la fermentation des esprits.

Je m'abstiens de rechercher si l'autorité ottomane a fait tout ce qui dépendait d'elle pour remédier à une pareille situation; je préfère simplement m'enquérir des moyens dont elle dispose aujourd'hui pour conjurer les dangers que je prévois, et là encore j'aboutis à une autre conclusion que le plénipotentiaire de la Turquie. Je n'accuse pas les intentions de la Porte, et je rends hommage aux sentiments du Sultan; mais il ne s'agit ici que d'une question de fait, et sans rappeler les tristes compromissions qui ont signalé les derniers événements, il est permis de se demander si une armée régulière insuffisante en nombre, de l'aveu même de son chef, pour atteindre les Druses dans leur refuge du Hauran, plus sympathique, pour cause de leur religion, à la partie menaçante qu'à la partie menacée de la religion, et il faut bien le dire, attendant un arriéré de solde de trente mois, peut être offerte à l'Europe, dans des circonstances aussi critiques, comme constituant à elle seule une garantie d'ordre et de tranquillité.

La dépêche ci-jointe, en copie, de notre consul à Damas me dispense de m'étendre davantage sur ce sujet. Je mentionnerai cependant les intérêts et les alarmes du commerce étranger dont m'entretient notre consul à Beyrouth dans le rapport également ci-annexé.

Voilà, monsieur le comte, le tableau de l'état actuel des choses en

Syrie, tel qu'il ressort des informations les plus récentes parvenues au Gouvernement de l'Empereur. Je ne veux pas prétendre que les autres puissances doivent accepter, sans les contrôler par les leurs, les données que nous transmettent nos agents, mais on ne saurait non plus nous demander de décliner leur jugement, ni contester que des présomptions sérieuses nous autorisent à déclarer que l'ordre et la paix, dans notre opinion la plus sincère, ne sont pas rétablis parmi les populations de la Syrie, comme le préambule de la convention du 5 septembre en exprimait le vœu formel.

La prolongation que le plénipotentiaire ottoman se montre disposé à proposer à sa cour, sur la demande de la conférence, modifierait-elle sensiblement la situation?

Le Gouvernement de l'Empereur ne le pense pas. A son avis, l'accomplissement du mandat de justice et de réparation confié à la commission internationale et la conclusion d'un nouvel accord des puissances avec la Porte, au sujet de l'organisation de la montagne du Liban, pourraient seuls fournir à l'Europe la garantie morale dont elle a besoin pour renoncer en toute sûreté de conscience à la garantie matérielle qu'elle avait cru trouver dans l'envoi en Syrie d'un corps de troupes étrangères. Un délai invariablement fixé à deux mois ne permet pas d'espérer que ce résultat soit atteint; et, si l'occupation européenne ne doit pas durer jusqu'à ce que son objet soit rempli, nous ne voyons pas, en ce qui nous concerne, de raison plausible pour en demander la prolongation. Le Gouvernement de l'Empereur, en effet, ne poursuit en Syrie aucun but qui lui soit particulier, et ses intérêts politiques ne sont ni plus grands ni moindres que ceux de ses alliés.

Notre conviction est qu'une entente nouvelle serait aussi nécessaire aujourd'hui qu'à l'époque où la première a été établie. Pour le bien des populations, pour celui de la Porte, comme pour celui des cabinets, si directement intéressés à ce que des incidents en Orient ne viennent pas augmenter les difficultés de leur politique générale, nous croyons fermement qu'il serait très-grave de livrer aux chances du hasard une question qu'un sentiment de prévoyance et d'humanité conseillerait, selon nous, d'examiner et de résoudre en commun.

Telle est, monsieur le comte, l'opinion que je développerai dans la prochaine conférence; j'aurai soin, d'ailleurs, de rappeler encore que le Gouvernement de l'Empereur, lorsqu'il a accepté la tâche que les puissances lui ont dévolue, a exprimé le regret qu'elles n'y participassent pas au même titre, et j'ajouterai que nous considérerions comme essentiellement désirable que la réunion d'autres troupes aux nôtres vînt donner au corps d'occupation un caractère réellement européen, et lui permette d'achever avec promptitude et dans des conditions

assurées de succès l'œuvre qu'il a commencée. Si nos alliés ne croient pas pouvoir partager cette manière de voir, si la Sublime-Porte la repousse, la convention du 5 septembre étant arrivée à son terme, je devrai déclarer que le Gouvernement de l'Empereur, en exécution d'un engagement dont l'accord unanime des puissances contractantes aurait eu seul la force de le relever, n'entend pas retarder le départ de ses troupes au delà du temps nécessaire pour l'effectuer, et décline pour sa part la responsabilité des événements.

Vous êtes autorisé, monsieur le comte, à donner lecture de cette dépêche à lord Russell.

Agréez, etc.

THOUVENEL.

Lord J. Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 27 février 1861.

L'ambassadeur français m'a donné aujourd'hui lecture d'une dépêche de M. Thouvenel en date du 25 février sur les affaires de Syrie.

Deux conclusions peuvent être raisonnablement tirées de cette dépêche : La première que la France est entièrement disposée à ce que l'occupation étrangère de la Syrie soit européenne et composée enfin de troupes mêlées et non pas seulement de troupes françaises. La seconde que l'occupation en vue est d'une durée indéfinie, puisqu'elle dépend d'éventualités incertaines : de l'accord de cinq ou six commissaires de diverses nations, de leur habileté à organiser un gouvernement, de l'action efficace des autorités turques, des dispositions pacifiques des Maronites et des Druses à l'égard les uns des autres.

Le Gouvernement de la Reine voit d'insurmontables objections à un tel arrangement. Les Maronites et les Druses sont deux tribus farouches qui donneront constamment cours à leur haine implacable mutuelle. Les Maronites ont tué de sang-froid dans les derniers mois un certain nombre d'hommes, de femmes et d'enfants parmi les Druses. Les Druses se vengent en saccageant et brûlant un village maronite. Que peut faire une force étrangère dans de telles circonstances ? Si son chef entreprend de juger et de punir les coupables, il assume tous les devoirs et toutes les responsabilités de l'administration intérieure de la province. S'il s'abstient d'intervenir, l'occupation étrangère est accusée à juste titre de laisser le crime et l'outrage impunis.

Une autre objection fatale encore est celle-ci que l'autorité du Sultan serait ainsi graduellement affaiblie au point de ne pouvoir plus se relever. Le Sultan pressentait sans doute ce danger, lorsqu'il a donné ordre à son ambassadeur de demander l'évacuation.

Le Gouvernement britannique est tout disposé à concourir avec

l'ambassadeur ottoman pour prolonger l'occupation européenne jusqu'au 1^{er} mai. Il admet volontiers que les propositions suggérées à présent par le Gouvernement impérial, excluent complètement le soupçon contre la France de désirer que ses troupes seules occupent la Syrie.

Mais en voyant tous les maux résultant d'une occupation indéfinie par des troupes étrangères, le gouvernement de la Reine n'hésite pas à préférer l'évacuation immédiate aux termes de la convention du 5 septembre.

Le gouvernement britannique a toujours envisagé la question de la commission comme étant complètement distincte de celle de l'occupation étrangère.

Le difficile pour la commission est d'obtenir l'unanimité, et si cette unanimité est exigée, il est impossible de fixer l'époque à laquelle ce but sera atteint.

Si M. Thouvenel consent à ce que la majorité lie la minorité, les affaires de la commission peuvent être terminées dans une quinzaine. La sentence contre les Druses a été prononcée et les exécutions de Damas n'ont pas besoin d'être renouvelées.

Ce serait une tâche au-dessus des forces d'une commission d'apaiser les haines des Druses et des Maronites, mais la crainte d'une nouvelle occupation agira sur les autorités turques aussi bien que sur les tribus ennemies. La présence de l'armée française en Syrie en 1860 aura ainsi arrêté le progrès des massacres et inspiré une crainte salutaire pour l'avenir.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, ce 1^{er} mars 1861.

J'ai lu ce matin à M. Thouvenel la dépêche de Votre Seigneurie du 27 février et lui en ai, sur sa demande, laissé copie.

M. Thouvenel me dit qu'il croyait comme Votre Seigneurie qu'il serait excessivement difficile d'obtenir une unanimité de sentiment parmi les membres de la commission siégeant à Beyrouth. Il ne pouvait pas ajouta-t-il, demander à M. Bécлар de soumettre à la décision de la majorité des points sur lesquels il s'était formé une opinion consciencieuse, mais il lui avait écrit pour lui dire que comme la commission de Beyrouth n'était pas appelée à régler le gouvernement futur du Liban, mais seulement à donner son avis à cet égard, il n'était pas, selon lui, nécessaire que le rapport arrivât à une conclusion unanime. Tout ce que M. Bécлар aurait à faire serait de faire connaître sa propre manière de voir dans le rapport. Celui-ci pourrait alors être envoyé à Constantinople, où sans doute la Porte et les

représentants des grandes puissances régleraient bientôt les points sur lesquels il y aurait désaccord entre les commissaires.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, 2 mars 1861.

Il n'y a pas de raison pour prolonger l'occupation étrangère pour un temps déterminé, si à la fin de ce délai la question doit revenir sous la même forme. Le gouvernement de la Reine croit donc qu'il est préférable de s'en tenir à la convention telle qu'elle existe.

L'opinion du gouvernement turc a déjà été annoncée. Le Sultan a déclaré, par son représentant à Paris que Sa Majesté Impériale était en mesure de protéger les habitants du Liban de toute race et de toute croyance.

En ce cas et devant le rejet par M. Thouvenel dans la dernière conférence d'une prolongation au 1^{er} mai, Votre Excellence devra s'opposer à toute prolongation de l'occupation sanctionnée par la convention du 5 septembre.

Lord Bloomfield à lord J. Russell.

(Extrait.)

Vienne, le 28 février 1861.

J'ai dit au comte de Rechberg que le gouvernement britannique était d'accord avec le gouvernement autrichien sur ce point que c'était à la Porte de décider de la nécessité de la prolongation de l'occupation de Syrie. Je dis aussi à Son Excellence que si l'occupation devait être continuée jusqu'au 1^{er} juin, cela n'aurait lieu qu'à la condition et que dans le but de rétablir l'autorité entière du Sultan en Syrie.

Le comte de Rechberg, qui était très-désireux de connaître la manière de voir du gouvernement de la Reine sur l'affaire en discussion dans la conférence de Paris, a été heureux d'apprendre que les deux gouvernements partageaient les mêmes vues sur l'état actuel de la question syrienne.

Lord A. Loftus à lord J. Russell.

(Extrait.)

Berlin, le 2 mars 1861.

En causant avec le baron de Schleinitz de la discussion qui avait eu lieu à la dernière conférence de Paris, Son Excellence m'a dit que le cabinet prussien était d'accord sur deux points avec le gouvernement de Sa Majesté, mais qu'il partageait l'opinion du gouvernement impérial sur deux autres.

Les deux premiers points sont :

1° Qu'une limite strictement définie devait être assignée à l'occupation.

2° Que la décision à prendre au sujet de la prolongation d'occupation devait être prise à l'unanimité et non pas seulement à la majorité des votes dans la conférence.

Les deux autres points sur lesquels le gouvernement prussien était de l'avis de la France sont :

1° Qu'il reconnaît une connexité entre la commission et la convention qui toutes deux tendent au même but, à savoir la pacification de la Syrie, l'une au point de vue moral, l'autre au point de vue matériel.

2° Qu'il est d'avis que l'occupation ne peut complètement cesser dans ce moment sans danger pour la paix et la sécurité de la province.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 7 mars 1861.

Le comte de Flahaut est venu hier au Foreign-Office et m'a fait part des vues du gouvernement impérial sur l'occupation de Syrie.

Si j'ai bien compris, M. Thouvenel reconnaît que les gouvernements anglais et ottoman proposent :

1° de fixer d'une façon définie le terme de l'occupation étrangère, au lieu de le laisser éventuel et incertain ;

2° que le terme de l'évacuation n'ira pas au delà du 1^{er} mai.

M. Thouvenel est prêt à consentir à la première de ces conditions, pourvu que le terme fixé par la seconde, soit prolongé de façon à permettre d'espérer raisonnablement l'achèvement de l'organisation du Liban, confiée à la commission de Beyrouth.

M. Thouvenel propose donc, d'étendre la période d'évacuation jusqu'au 5 juin.

Il paraît, d'après le télégramme que vous m'avez adressé, que l'ambassadeur turc à Paris, a reçu l'ordre de consentir à cette prolongation, s'il est clairement stipulé que l'évacuation aura lieu à cette époque, et si cette proposition est appuyée par le gouvernement de Sa Majesté.

Le ministre autrichien, comte de Rechberg est disposé à admettre une prolongation, qui aura la sanction du souverain même du pays, le Sultan.

Le baron de Schleinitz m'informe que M. Thouvenel a annoncé au ministre prussien à Paris, qu'il n'avait aucune objection à voir formuler dans la nouvelle convention, que les préparatifs de l'éva-

cuation commenceront en mai, pour être terminés le 5 juin. Le baron de Schleinitz pense que par cette proposition, le gouvernement français fait preuve de beaucoup d'esprit de conciliation.

Après mûre réflexion, le cabinet britannique croit que si la proposition vague et indéfinie faite par M. Thouvenel, reçoit un caractère fixe et positif, et si le changement d'époque n'est pas porté au delà du 5 juin, le but principal que se proposent les gouvernements anglais et turc, sera atteint. Il faut remarquer, que même sans nouvelles stipulations, les dispositions du 5 septembre, ne pourraient guère être mises à exécution avant la fin d'avril ou le commencement de mai. De plus, les deux gouvernements ont le désir de marcher d'accord avec les autres puissances de l'Europe, et de faire preuve, de leur côté, de leurs dispositions conciliantes.

Vous vous tiendrez donc prêt à accepter la proposition du gouvernement français, à la condition qu'elle sera formulée en termes clairs et précis, qu'il soit convenu et bien entendu que l'exécution de l'engagement fixant au 5 juin l'évacuation complète de la Syrie, dépend simplement de l'accomplissement fidèle et honorable des termes de la convention.

Aali-Pacha à Véfyk-Effendi.

Constantinople, 7 mars 1861.

Le gouvernement ottoman n'a jamais compris, l'utilité de réunir la conférence, pour examiner la question de l'embarquement des troupes et encore moins celle des travaux de la commission. Nous ne consentirons jamais à ce que les affaires de la commission figurent en aucune manière dans la question de convention. Si cependant, il n'est pas possible de s'arranger autrement pour éviter une rupture, il faudra s'entendre pour une nouvelle convention, pour un nouveau délai échéant au commencement du mois du juin, mais sans jamais s'engager à une nouvelle réunion de la conférence, ni à aucune condition en ce qui concerne les travaux de la commission. Il faudra clairement stipuler que l'évacuation sera exécutée le 5 juin définitivement.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, 10 mars 1861.

Aujourd'hui, étant jour de conseil, M. Thouvenel n'a pu me recevoir que tard. Je lui ai fait part de la décision, prise par le gouvernement de la Reine après la dernière communication de M. de Flahaut, et de la nature des engagements que le cabinet britannique

s'attendait à voir prendre par le gouvernement français, à la suite de son consentement à la prolongation de l'occupation en Syrie jusqu'au 5 juin.

M. Thouvenel me répondit, qu'il était forcé de refuser son adhésion.

Une conversation prolongée s'ensuivit entre nous, M. Thouvenel arguant qu'accepter une telle proposition équivaldrait à déclarer qu'en aucune circonstance possible, l'occupation de Syrie ne pouvait être prolongée, engagement, ajouta-t-il, qu'aucun ministre français ne saurait accepter. Il ne s'opposait pas à fixer dans la convention un terme final à l'occupation, mais il ne voulait pas se priver du droit de proposer plus tard la réunion d'une conférence, dans le but de prolonger l'occupation, s'il surgissait des événements pouvant, dans son opinion, la rendre nécessaire; il sentait qu'en adoptant la proposition de Votre Seigneurie, il s'interdisait de suivre cette voie.

Je répondis à M. Thouvenel, que ce que le cabinet britannique demandait, c'était d'être assuré que dans trois mois, il n'aurait pas à rentrer dans les discussions qui ont lieu en ce moment, afin d'obtenir l'exécution de la nouvelle convention dans le cas où il en serait signé une.

Quant à la convocation d'une conférence plus tard, je ne voyais rien, ajoutai-je, dans la proposition formulée par Votre Seigneurie, qui empêchât Son Excellence, comme elle le supposait, d'adopter une telle mesure, à la condition bien entendu que les puissances seraient libres d'accepter ou de refuser la proposition qui leur serait faite.

M. Thouvenel me lut alors un projet de convention, qu'il avait communiqué à Vefyk-Effendi et qu'il considérait comme étant très-acceptable par toutes les parties, quels que fussent les motifs personnels qui pussent les guider. Son Excellence m'a permis d'en prendre une copie que j'adresse à Votre Seigneurie.

Je fis tout de suite remarquer à M. Thouvenel que l'expression « époque à laquelle l'évacuation doit s'effectuer » était tellement vague, que j'étais assuré d'avance qu'elle ne serait pas acceptée par le gouvernement de Sa Majesté. Elle impliquait en outre, que l'évacuation ne commencerait qu'après le 5 juin, tandis que dans la proposition du cabinet britannique elle devait être terminée à cette date ou auparavant. M. Thouvenel soutint que si l'occupation devait être prolongée de trois mois, l'évacuation devrait commencer à l'expiration de ces trois mois. Je lui demandai, tout en l'avertissant cependant qu'il ne devait pas considérer ma question comme impliquant le moins du monde mon acquiescement à ses idées, dans combien de temps, après le 5 juin, il pensait que l'évacuation pût être terminée. Il me répondit que si les transports étaient tout prêts (et leur ar-

rivée sur les lieux avant la fin de mai serait un gage des intentions du gouvernement français), il tenait des ministres de la guerre et de la marine, que dix jours suffiraient pour réembarquer les troupes, et il me demanda si le cabinet britannique serait satisfait que ce point fût mentionné dans la convention. Maintenant toujours les mêmes réserves, je lui dis que je préférerais certainement qu'il fît son projet de convention aussi strict que possible, qu'il devrait renfermer entre autres l'expression des intentions bien arrêtées du gouvernement impérial. M. Thouvenel fit alors à l'encre rouge le changement¹ que Votre Seigneurie trouvera sur le document que je lui envoie ci-inclus.

**Projet de convention communiqué à Vefyk-Effendi
par M. Thouvenel.**

Leurs Majestés,

Après les explications échangées entre leurs gouvernements respectifs; s'étant entendues pour modifier d'un commun accord l'article V de la convention signée entre elles le 5 septembre dernier, ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Lesquels de sont convenus de l'article suivant :

« Le terme de l'occupation européenne en Syrie, qui avait été fixé à six mois dans l'article V de la convention du 5 septembre dernier, est prolongé de trois mois jusqu'au 5 juin de la même année, époque à laquelle l'évacuation doit s'effectuer, *et l'évacuation devra être effectuée le 15 du même mois.* »

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 11 mars 1861.

Le gouvernement de Sa Majesté a appris avec une douloureuse surprise par votre dépêche d'hier qu'un nouvel ajournement à l'évacuation européenne de la Syrie était encore proposé par M. Thouvenel.....

Il est temps de mettre un terme à toutes ces concessions. Le cabinet britannique ne consentira en aucune façon à ce que l'occupation se prolonge après le 5 juin. Toute occupation de la Syrie par les troupes

1. Ces changements sont indiqués en italiques sur la pièce qui suit. Je ne doute pas que j'aurais pu obtenir une rédaction plus serrée de la phrase en question, mais en présence des instructions positives que j'ai reçues de Votre Seigneurie et ne voulant pas donner à M. Thouvenel le plus petit espoir que Votre Seigneurie pourrait s'en départir, j'ai préféré laisser la chose tout entière entre les mains du gouvernement de Sa Majesté.

françaises au delà de cette date sera considérée par le gouvernement de la Reine comme une violation de foi contre laquelle il sera de votre devoir de protester. Vous vous efforcerez donc dans la conférence, d'obtenir une nouvelle convention, d'après laquelle l'évacuation devra être terminée le 5 juin ou auparavant.....

Si ces tentatives de conciliation étaient infructueuses, vous réclamez du gouvernement impérial l'exécution immédiate de la convention du 5 septembre dernier.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 11 mars 1861.

J'ai vu cette après-midi M. Thouvenel. Il est disposé, puisque le gouvernement de la Reine insiste, à consentir à ce que l'évacuation soit terminée le 5 juin, mais le cabinet britannique n'a pas, dans son opinion, le droit de stipuler davantage.

Il me dit ensuite qu'il enverrait ce soir à M. de Flahaut un projet de convention pour être soumis à Votre Seigneurie, afin que vous puissiez y introduire les modifications qu'il vous plairait d'y faire.

J'ai essayé aussi de mon côté de rédiger un projet de convention se rapprochant autant que possible de ce que, dans ma pensée, M. Thouvenel est disposé à admettre.

J'inclus ce projet, que je n'ai pas montré à M. Thouvenel, parce que je ne voudrais faire auprès de lui aucune démarche qui pût impliquer de ma part la moindre concession à mes instructions :

Projet de convention proposé par lord Cowley.

Art. I. La durée de l'occupation européenne en Syrie sera prolongée jusqu'au 5 juin de la présente année, époque à laquelle il est entendu entre les hautes parties contractantes qu'elle aura atteint son terme définitif et que l'évacuation aura été effectuée.

Art. II. Les stipulations contenues dans l'article II de la convention du 5 septembre 1860, en tant qu'elles n'ont point encore été exécutées ou qu'elles ne sont pas modifiées par la présente convention, demeureront en force pendant la période qui s'écoulera entre la date de la signature de la dite convention et le 5 juin de la présente année.

Art. III. La présente, etc., etc.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 14 mars 1861.

Je me suis rendu ce matin chez M. Thouvenel, qui m'avait envoyé

une invitation pour me rendre demain à une conférence, pour lui dire que j'avais l'intention dans cette conférence de proposer l'adoption des deux articles¹.

M. Thouvenel éleva des objections aux mots : *terme définitif*, en disant qu'ils étaient inutiles et que le but que se proposait le gouvernement de la Reine était complètement atteint par ces mots *aura été évacuée*.

J'admettrais, lui répondis-je, que l'expression *aura été évacuée* est suffisante et en conséquence, je ne me considérerais pas strictement obligé d'insister sur l'adoption des autres mots, si l'empressement du gouvernement impérial à les écarter ne me faisait craindre que les intérêts qu'il est de mon devoir de sauvegarder ne fussent mis en péril par de nouvelles concessions. Si le gouvernement français voulait réellement que la Syrie fût évacuée le 5 juin, pourquoi refuserait-il la phrase en question?

M. Thouvenel m'assura que l'évacuation serait effectuée le 5 juin. Tout ce qu'il désirait était de ne pas paraître avoir abandonné dans toutes les éventualités possibles, les chrétiens du Liban au sort qui pouvait leur être réservé. Quoique je lui aie dit que le cabinet britannique ne refusait nullement à la France ou à toute autre puissance le droit de proposer une nouvelle réunion de la conférence, dans le cas où l'une ou l'autre la jugerait nécessaire, il craignait cependant que les mots *terme définitif* ne fussent interprétés plus tard comme un engagement de traité ôtant la possibilité, dans quelque circonstance que ce fût, de prolonger l'occupation. Supposant par exemple, qu'au moment où les troupes seraient sur le point de s'embarquer, il fût de toute évidence pour tout le monde qu'un massacre général en serait la conséquence, il désirait se réserver le droit de proposer une nouvelle réunion de la conférence et de consulter les alliés de la Porte sur la convenance d'effectuer l'évacuation; naturellement, les alliés seraient libres de consentir à cette réunion et de refuser d'y prendre part.

Je répétais à M. Thouvenel ce que je lui avais dit précédemment, c'est-à-dire que le cabinet britannique n'avait pas l'intention de poser comme une règle absolue qu'une nouvelle conférence ne pourrait être proposée dans des circonstances possibles, mais qu'il voulait être assuré qu'en admettant, par esprit de conciliation, ce qui, à ses yeux, n'est pas d'une nécessité absolue, à savoir, la prolongation de l'occupation de Syrie pour trois mois, il n'ouvrait pas la voie à de nouvelles difficultés et à de nouveaux dissentiments. Il voulait avoir l'assurance qu'au bout des trois mois, en face du même

1. Dans une dépêche en date du 12 mars lord Cowley annonce à lord John Russell qu'il a communiqué à M. Thouvenel son projet de convention, dans l'espoir d'amener une plus prompt solution.

état de choses existant en Syrie, c'est-à-dire en présence d'une tranquillité apparente, de la déclaration par la Porte qu'elle était en état de maintenir cette tranquillité, et, par suite, d'une demande d'évacuation de sa part, il ne serait pas appelé à consentir à une nouvelle prolongation, parce qu'aucun gouvernement n'était encore organisé dans le Liban ou pour tout autre prétexte futile.

M. Thouvenel me répondit qu'il comprenait parfaitement les raisons sur lesquelles s'appuyait le cabinet britannique, et que l'explication que je lui donnais lui paraissait suffisante, mais qu'en même temps il insistait sur la suppression de cette phrase, qui lui paraissait dangereuse. Je consentis enfin à le satisfaire à moitié et à me rendre à son désir en enlevant le mot *définitif*. — L'article resterait ainsi :

« La durée de l'occupation européenne en Syrie sera prolongée au 5 juin de la présente année, époque à laquelle il est entendu entre les hautes parties contractantes qu'elle aura atteint son terme, et que l'évacuation aura été effectuée. »

J'espère que Votre Seigneurie ne me désapprouvera pas d'avoir fait cette concession, dans le but de terminer l'affaire à l'amiable.

L'addition du mot *définitif* au mot *terme* rend, du reste, à peine l'expression plus forte, si l'on examine le restant de la phrase ; de plus, un gouvernement décidé à ne pas se reconnaître lié par l'expression la plus faible n'hésiterait pas à mettre de côté l'expression la plus forte.

M. Thouvenel paraît très-désireux que l'ambassadeur turc propose lui-même la prolongation de l'occupation, mais Vefyk-Effendi s'y refuse. Je pense qu'il a raison. Après avoir déclaré que son gouvernement était en mesure de maintenir l'ordre et la tranquillité en Syrie, et après n'avoir consenti qu'après une vive pression, à proposer à son gouvernement la prolongation de l'occupation jusqu'au 1^{er} mai, il lui serait difficile de changer d'avis et de proposer le 5 juin. Aussi, lorsque M. Thouvenel me demanda d'insister à cet égard auprès de Vefyk-Effendi, je me refusai à le faire, en lui disant que je ne pouvais conseiller à un autre de faire ce qu'à sa place je ne voudrais pas faire moi-même.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, le 15 mars 1861.

Milord,

La conférence pour les affaires de Syrie s'est réunie de nouveau aujourd'hui.

M. Thouvenel a ouvert la séance en demandant aux plénipotentiaires de lui faire connaître les opinions de leurs gouvernements respectifs en réponse aux observations faites à la séance de la conférence du 19 février.

Le prince de Metternich, comme plénipotentiaire de l'Autriche, étant le premier à prendre la parole, a dit que son gouvernement était disposé à consentir à la prolongation de l'occupation pour une période limitée; cette période serait, comme il a été proposé, de deux mois; mais comme un mois s'était écoulé depuis que cette proposition avait été faite, il pensait qu'un terme de trois mois à partir de la date de la première convention pourrait être fixé comme limite à la prolongation de l'occupation.

M. Thouvenel, comme plénipotentiaire de la France, a maintenu son opinion que l'occupation devait être prolongée.

Mon tour de prendre la parole étant arrivé, je dis que, depuis que j'avais eu l'honneur de parler à la conférence, il y a un mois, aucune nouvelle n'était parvenue au gouvernement de Sa Majesté qui pût l'engager à modifier l'opinion que j'avais été chargé de transmettre; mais que néanmoins le cabinet britannique m'avait autorisé, si mes collègues étaient généralement d'avis de retarder l'évacuation et que la Porte y consentit de son côté, d'adhérer, pour concilier les choses, à une prolongation de l'occupation, mais toujours à la condition que l'évacuation aurait lieu dans les trois mois. Je me réservais donc, si je trouvais mes collègues disposés à accepter ce délai, de proposer de formuler l'instrument de convention pour la prolongation de l'occupation de façon à garantir l'objet que le gouvernement de Sa Majesté a en vue.

M. Thouvenel exprima sa satisfaction de l'esprit de conciliation montré par le cabinet britannique, et dit qu'il était prêt à consentir au terme de trois mois.

Le comte de Pourtalès, plénipotentiaire de la Prusse, parla dans le même sens que le plénipotentiaire de l'Autriche.

Le général Kisseleff, plénipotentiaire de Russie, adhéra à la période de trois mois, en exprimant l'espoir que d'ici là l'établissement d'un gouvernement régulier viendrait assurer l'ordre et la tranquillité du Liban.

Vefyk-Effendi dit à son tour que, quoiqu'il dût maintenir ce qu'il avait exposé précédemment, à savoir que la Porte était prête à garantir la tranquillité en Syrie, néanmoins, par déférence pour l'opinion des puissances qui, par leurs conseils et leur assistance, étaient venues en aide au Sultan, il était autorisé à consentir à la prolongation de l'occupation jusqu'au 1^{er} mai, et qu'il ne doutait pas que son gouvernement accepterait pour le même motif la prolongation de

trois mois. Il prendrait donc sur lui de signer une convention à cet effet, pourvu qu'il fût bien entendu que l'évacuation serait terminée à la date fixée.

M. Thouvenel fit alors remarquer que j'avais à faire une proposition dans ce sens, et, sur sa demande, d'en faire part à la conférence, je proposai de signer les deux articles qui avaient reçu l'assentiment du gouvernement de Sa Majesté.

La conférence les accepta sans autre discussion, et l'acte dont j'ai l'honneur de vous envoyer copie fut immédiatement signé.

Le plénipotentiaire de Turquie ayant exprimé le désir d'en référer, pour la forme, à Constantinople avant de convertir cet acte en convention, il fut convenu que la signature aurait lieu jeudi prochain 19.

En même temps, les protocoles de la première et de la deuxième conférence seront signés.

J'ai, etc.

COWLEY.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 16 mars 1861.

Je fais savoir à Votre Excellence qu'en addition aux vaisseaux qui sont restés sur les côtes de Syrie pendant l'hiver, le gouvernement de la reine a donné ordre de préparer une escadre destinée à croiser le long des côtes vers le 1^{er} mai, pour y rester jusqu'à la fin de l'été.

Comme le but du cabinet britannique est le même que celui qu'on se proposait par l'occupation française, à savoir, d'intimider ceux qui seraient disposés à renouveler les massacres de l'année dernière, le gouvernement de Sa Majesté sera heureux d'agir d'accord avec le gouvernement français dans ce but.

M. Thouvenel au marquis de Lavalette à Constantinople.

Paris, le 3 mai 1861.

Monsieur le marquis, l'Empereur vient de donner ses ordres pour qu'il soit procédé à l'évacuation de la Syrie, dans les délais fixés par la convention du 19 mars dernier; en vous priant d'en faire part à la Porte, je dois, conformément aux intentions de Sa Majesté, vous inviter à appeler de nouveau l'attention des ministres du Sultan sur les devoirs que leur impose le départ de nos troupes.

C'est uniquement dans un sentiment d'humanité et en vue d'arrêter l'effusion du sang et de prévenir de plus grands malheurs que la France a accepté la mission que les puissances, d'un commun accord,

lui ont confiée en Syrie. Cette mission, nous l'avons remplie sans arrière-pensée et avec une entière loyauté; nous avons consacré tous nos efforts à réaliser l'objet que l'Europe s'était proposé. Nous aurions voulu toutefois constituer l'ordre dans des conditions et avec des garanties telles qu'il fût permis de compter, après le départ de notre corps expéditionnaire, sur le maintien de la tranquillité. A nos yeux, en effet, nous l'avons dit et nous le pensons toujours, il aurait fallu, subordonner d'une façon normale la sécurité des chrétiens de Syrie, pour assurer l'évacuation à l'entière exécution de cet ensemble de mesures politiques et administratives qui sont indispensables pour que l'autorité puisse exercer son action avec efficacité. Si la Porte, et c'était certainement son intérêt, nous avait secondés, les puissances eussent été unanimes à partager notre manière de voir. Elle a préféré revendiquer exclusivement pour elle le soin d'aviser à la conservation de la paix, et son plénipotentiaire a affirmé qu'elle était en mesure d'y pourvoir. Ses déclarations ont été, à cet égard, tellement formelles et absolues, que la conférence s'est trouvée dans l'obligation d'en tenir compte et de se borner, lors de ses dernières délibérations, à proroger simplement l'occupation pendant un délai de trois mois.

Le gouvernement ottoman a ainsi assumé une responsabilité qui fait peser sur lui des obligations particulières que nous sommes fondés à lui signaler au moment où nous allons quitter la Syrie. Après avoir concouru, par des sacrifices que la France ne regrettera pas si les populations doivent en recueillir le bénéfice, à rétablir l'ordre dans cette province, le gouvernement de l'Empereur ne pourrait souffrir qu'elle fût le théâtre de nouveaux désastres. Une pareille éventualité, si elle venait à se réaliser, soulèverait l'opinion publique dans l'Europe entière, et attesterait, de la part du gouvernement ottoman, une impuissance à laquelle il faudrait inévitablement suppléer.

A moins que la Sublime Porte elle-même n'avise à une autre combinaison, nous sommes tenus d'évacuer la Syrie par un engagement dont nous ne saurions déclinier l'exécution sans manquer à la foi d'un traité; c'est en vertu de cet acte que nous avons prêté le concours de nos troupes, et nous ne pouvons nous refuser à les rappeler à l'expiration du terme stipulé; nous nous sommes obligés, d'ailleurs, à fournir les forces nécessaires à l'occupation au nom collectif de l'Europe, et il ne nous est pas permis d'altérer le caractère du mandat que les puissances nous ont remis. Nous nous sommes demandé s'il ne serait pas opportun de leur proposer de prolonger, pendant un nouveau délai, la mission de notre corps expéditionnaire.

Les discussions auxquelles a donné lieu la première prorogation et les déclarations invariables de la Porte nous ont convaincus que notre propre dignité ne comportait plus l'initiative d'une semblable ou-

verture: ce n'est qu'au gouvernement du Sultan, mieux éclairé sur ses véritables intérêts, qu'il appartiendrait de la prendre. Nous évacuons donc la Syrie à la date fixée par le traité de Paris, mais nous n'y procéderons qu'après avoir hautement exprimé nos appréhensions et en recommandant instamment à la Porte de prouver qu'elle dispose, ainsi qu'elle l'a affirmé, des moyens nécessaires pour garantir les chrétiens contre le retour des calamités qu'ils ont subies. Nous n'aurons ainsi manqué à aucun de nos devoirs; nous avons, d'une part, exposé aux puissances les motifs qui nous portaient à croire qu'en s'effectuant avec la réorganisation administrative du Liban, l'évacuation serait prématurée; de l'autre, nous n'avons négligé aucun soin pour mettre la Porte en demeure de satisfaire aux obligations qui incombent à tout gouvernement régulier envers ses propres sujets.

En présence d'un acte international, monsieur le marquis, nous ne pouvions faire davantage et notre responsabilité est sauvegardée, mais l'expiration même du terme pendant lequel nous étions liés par des nécessités résultant d'un accord débattu et réglé avec les autres cabinets, nous rend notre entière liberté d'appréciation et de conduite. Nous serons donc les maîtres d'examiner, en dehors de toute stipulation spéciale, les événements qui viendraient à surgir en Syrie, et nous n'avons pas à dissimuler à la Porte que des traditions séculaires nous imposeraient le devoir de prêter aux chrétiens du Liban un appui efficace contre de nouvelles persécutions.

Vous voudrez donc bien vous expliquer en ce sens avec Aali-Pacha et lui donner lecture et copie de cette dépêche.

J'ai, etc.

THOUVENEL.

Le prince Gortschakoff au comte de Kisseleff.

Saint-Petersbourg, 2/14 mai 1861.

Monsieur le comte,

A mesure que le terme fixé pour l'évacuation de la Syrie approche de son échéance, nous ne pouvons nous défendre d'envisager cette éventualité avec une vive appréhension.

Votre Excellence a été appelée, lors de la dernière conférence de Paris, à exprimer la conviction de Sa Majesté l'Empereur que la cessation prématurée de l'occupation, avant qu'une organisation définitive et l'installation d'un pouvoir régulier ne soient venues remplacer les garanties résultant pour les chrétiens de la présence de troupes européennes, entraînerait des calamités dont les grandes puissances devaient se préoccuper sérieusement dans l'intérêt de l'humanité et dans celui de leur propre dignité.

Nous constatons à regret qu'aucun des faits qui se sont produits depuis lors et des renseignements qui nous parviennent, n'est de nature à dissiper ces craintes. Nous les voyons même partagées par les étrangers de tous pays résidant en Syrie, dont les intérêts, l'existence même se trouvent en question, et qui viennent d'attester l'unanimité de leurs sentiments et de leurs vœux par une pétition adressée dans les termes les plus pressants aux grandes puissances de l'Europe.

Veillez, monsieur le comte, entretenir de ce sujet les représentants des cabinets qui ont participé aux dernières délibérations.

Nous croirions manquer à un devoir si nous n'appellions pas leur attention sur les dangers qui pourraient résulter d'un rappel de l'occupation, s'il avait lieu complètement, à jour fixe, sans aucun égard pour la situation critique où il pourrait laisser la Syrie, et sans qu'on ait encore rempli aucune des conditions préalables qui, à notre avis, auraient pu suppléer aux garanties dont les populations chrétiennes se verraient tout à coup privées par le départ des troupes qui avaient reçu de l'Europe la mission de pourvoir à leur sécurité.

En pareil cas, il ne nous resterait, pour notre part, qu'à décliner formellement, comme nous l'avons déjà fait, toute responsabilité, quant aux résultats d'une détermination dont nous aurions prévu et signalé les conséquences.

Votre Excellence est invitée, d'ordre de notre auguste maître, à ne laisser subsister aucun doute à cet égard dans l'esprit de ses collègues.

Agréez, monsieur le comte, etc.

GORTSCHAKOFF.

QUATRIÈME PARTIE.

CHINE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ACTES, ÉDITS, ETC., ETC., RELATIFS
A LA QUESTION CHINOISE,

DEPUIS 1689 JUSQU'À NOS JOURS.

(Suite¹.)

Mémoire supplémentaire des mêmes, le 5 novembre 1854.

Vos esclaves ayant reçu de Votre Majesté l'ordre d'administrer complètement les affaires des barbares, à supposer qu'ils eussent pu représenter la vérité aux barbares de façon à les empêcher de manquer à leurs engagements, auraient-ils osé déranger Votre Majesté sacrée en lui donnant d'autres sujets de réflexion, et en demandant respectueusement une décision céleste?

Les barbares anglais sont pourtant pleins de projets insidieux, et ils sont violents et impétueux au delà de toute autorité. La nation américaine ne fait que suivre leur exemple. Tous les mouvements sont de l'invention des Anglais. La liste des propositions qu'ils ont présentées prouve qu'ils agissent, en général, en vue de leurs propres intérêts. Ils ne s'inquiètent ni des bons sentiments, ni des bons principes; on leur a adressé de douces remontrances, mais ils sont d'un caractère si rusé et si adroit, qu'il est difficile de leur représenter la vérité.

Vos esclaves, après s'être concertés, ont résolu de leur indiquer quels sont les articles de leur liste sujets à discussion, et de les référer à l'un des cinq ports libres pour la discussion de ces questions importantes ou non. Vos esclaves feraient savoir au trône l'endroit qu'ils choisiraient, les grandes autorités de la province pourraient re-

1. Voir *Archives*, t. II, p. 248.

cevoir des instructions de Votre Majesté pour se consulter, et pour prendre leurs dispositions suivant les besoins de la situation dont elles pourraient s'assurer par leurs investigations; on obligerait les barbares à revenir attendre l'issue, on rejetterait en entier le reste de leurs propositions, et, en recevant l'approbation de Votre Majesté, on leur écrirait une autre lettre pour leur instruction, et on leur rendrait (*litt.* on leur jetterait) leur liste de questions. S'ils refusaient obstinément d'y faire attention, il faudrait être plus actif que jamais dans les préparatifs secrets de défense, et attendre la lance à la main, avec le bon droit de notre côté et les torts du leur. Il ne semble pas qu'ils puissent avoir ainsi quelque chose à alléguer contre nous. Il est dans la nature des Mwan et des I¹ de craindre les forts et d'insulter les faibles. On ne pourra peut-être pas, sans quelque déploiement de forces, les détourner de leurs intentions de ruses et d'espionnage. (*Litt.* leur cœur d'espion ne sera pas terrifié.)

On propose de témoigner, en leur répondant, un certain degré d'indifférence, afin de relever ainsi la dignité de l'État et de réduire à néant leurs perfides projets. Il est inutile d'apprendre aux barbares que la liste de propositions apportée par eux a été déposée devant le trône. On leur a dit, au premier abord, qu'on la gardait pour l'examiner plus sérieusement, et qu'on demanderait à Votre Majesté, après mûr examen, quel serait son bon plaisir sur tous les articles qui pourraient être avantageux aux deux parties, sans nuire à l'une ou à l'autre; qu'on rejetterait tous les autres articles un à un, comme nuisibles et impraticables d'après leur impertinence et leur présomption, et qu'on leur rendrait leur papier le 8 novembre. Les barbares n'ont pas su qu'on avait soumis une copie de cette liste à l'attention de Votre Majesté. Comme c'est leur devoir, vos esclaves ajoutent ce supplément aux détails précédents.

Décret impérial du 5 novembre 1854.

(Extrait.)

Le ton pris par Tsung-lun et ses collègues, dans leur entrevue avec les chefs Bowring et Maclane, a été digne et les suggestions contenues dans leur mémoire supplémentaire sont tout à fait acceptables. Les demandes de modifications présentées par ces barbares sont outrageantes et impertinentes et doivent être rejetées comme inconvenantes, article par article, de façon à mettre fin à leurs prétentions insatiables. Par exemple, en ce qui concerne les rapports avec les autorités

1. Les quatre races barbares entourant l'ancienne Chine proprement dite étaient les Mwan, les I, les Jung et les Tith. Le second nom sert de terme générique pour toutes les races non chinoises.

chinoises, on est convenu de certaines formes lors de la conclusion du traité. Tout fonctionnaire supérieur des provinces a son administration, à laquelle il doit donner ses soins. Comment pourrait-il s'abaisser au point d'avoir des entrevues avec les barbares en tout lieu où il peut convenir à ceux-ci de se rendre ?

On doit s'en tenir au traité quant aux locations, l'achat, la construction des maisons et le transport des marchandises à vendre. Il serait difficile, en vérité, de laisser les barbares construire des maisons dans tout quartier à leur convenance, et de leur permettre de voyager selon leur bon plaisir.

Le Yang-tse-kiang n'est pas ouvert aux navires des barbares, et le commerce étranger n'a, de même, que peu de rapport avec les pêcheries et le travail des mines sur la côte. Ce qu'ils veulent, c'est de pouvoir espionner et se fixer en d'autres lieux que les cinq ports désignés.

L'acquittement des droits a eu lieu jusqu'ici en argent sycée ou en argent étranger. C'est un usage depuis longtemps consacré ; l'or n'a jamais été mentionné, et il ne sert jamais en Chine à acquitter les droits du fisc. Encore moins raisonnable est la proposition d'entreposer les marchandises momentanément dans des magasins du gouvernement, sous la protection des négociants étrangers et des douanes chinoises. Une plus grande folie encore est la demande des barbares de résider à Pékin, ville sainte, puisque cette capitale contient l'enceinte impériale, et celle de trafiquer à Tien-tsin, qui touche au territoire de la métropole. La proposition de Bowring de soumettre l'opium à un droit tarifé et de pouvoir pénétrer dans la ville de Canton est d'une déplorable inconséquence. La question de l'opium n'avait pas été soulevée depuis la question du traité et celle de Canton depuis 1849. Quant aux autres clauses réclamées, celles du chef américain sont sujettes aux plus sérieuses objections. Elles doivent être expressément refusées, afin de mettre un terme à ces demandes irrégulières. Relativement aux querelles entre la population et les barbares, il faut s'en référer au traité. Une enquête sera ordonnée pour savoir si parmi les dernières décisions rendues par les autorités locales il en est qui l'aient été injustement. Le gouverneur général et le gouverneur examineront la chose et la décideront équitablement.

A Schang-haï le commerce a été empêché par la violence et les désordres des rebelles. Si les négociants ont souffert de ce fait et ont besoin d'une remise des droits, nous traiterons de même les indigènes et les étrangers. Nous portons un sentiment de bienveillance aux hommes du dehors ; une réduction des droits n'offre donc pas de difficultés, mais les propositions pour ces réductions doivent être examinées et décidées par le gouverneur général et le général des pro-

vinces que cela concerne, après élucidation des faits. Comme il n'a pas été produit à Tien-tsin de documents prouvant qu'une augmentation de droits de deux macs par caisse de thé ait été imposée à Canton, cette question doit être réglée par le gouverneur général des Deux-Kwang. Quant aux trois dernières demandes, une enquête et une décision à ce sujet peuvent être promises, mais toutes les autres doivent être rejetées comme inconvenantes. Que Tsung-lun et ses collègues leur montrent le droit chemin, en ayant l'air d'agir par leur propre initiative, et qu'ils engagent en leur nom les barbares à retourner à Canton; qu'ils le leur ordonnent. Si ces derniers s'y refusent, qu'il leur soit permis de se rendre à Schang-hai. Alors Iliang et ses collègues feront une enquête et agiront en conséquence. Que les barbares soient informés qu'il n'y a aucune analogie entre Tien-tsin et les cinq ports, et que, dans le cas actuel, la communication de leurs vœux a eu lieu par indulgence et en considération des fatigues qu'ils ont endurées sur mer. Si par inconséquence et désobéissance ils revenaient dans quelque temps à Tien-tsin, on ne leur témoignera certainement pas la même courtoisie que dans la présente occasion. Le papier contenant leurs propositions doit leur être rendu.

Que Tsung-lun et ses collègues ne perdent pas de temps pour nous annoncer ce qui aura suivi l'annonce faite aux barbares du rejet de leurs propositions, et qu'ils prennent soigneusement et secrètement leurs précautions contre tout événement malencontreux.

Note. — Un décret adressé à Yeh pour lui apprendre les démarches de Sir John Bowring et de M. Maclane dans le nord, complète et explique le présent décret. Les plénipotentiaires étrangers ont présenté un certain nombre de requêtes; plusieurs sont impossibles à admettre à cause de leur présomption et de leur impertinence. Nous avons donné des instructions confidentielles à Tsung et à ses collègues, leur ordonnant de désapprouver et de refuser le tout, mais d'écrire une réponse pour promettre comme de leur propre mouvement qu'on examinerait et qu'on réglerait trois questions : celle de la mésintelligence entre la population et les barbares, celle des arrérages des droits à Schang-hai et celle des droits sur le thé à Canton.

Mémoire de Tsung-lun, du 10 novembre.

(Extrait.)

Comme c'était leur devoir, vos esclaves ont immédiatement, après la lecture du décret, tenu conseil et écrit une lettre pour rejeter comme inconvenantes, une par une, toutes les demandes extravagantes que les barbares avaient présentées; vos esclaves ne se sont pas aventurés, tout en autorisant l'examen des trois derniers articles, à faire aucune promesse inconsidérée. Ils ont seulement dit que la discussion pourrait être ouverte.

Cette lettre fut envoyée le 8 novembre, et le même jour Medhurst et Parker sortirent du port. Le 10 novembre nous reçûmes une réponse de chacun des chefs barbares disant que, puisque la promesse (d'examen) ne s'étendait pas à l'ensemble des propositions, il n'y avait pas de garantie qu'une communication fût faite au trône, et qu'ils allaient repartir et voir les gouverneurs de leurs États, qui décideraient s'il y avait lieu ou non à faire des démarches ultérieures. Sur ce vos esclaves ont envoyé une réponse écrite portant qu'une communication serait faite relativement aux trois questions, dans le sens de faire ouvrir la discussion à leur sujet; que la question des droits sur le thé était une question regardant Canton; celle des arrérages de droits une question regardant Schang-haï, qu'il leur convenait de repartir et que les autorités supérieures de chaque province leur transmettraient sûrement les ordres de Votre Majesté, relativement aux recherches à faire et aux décisions à prendre.

Ceci fait, Hung-chi-kam, chef de la station maritime de Tuku, fit rapport à nidi que le 10 novembre à dix heures du matin, deux petits navires avaient quitté leur ancrage et étaient sortis du port.

Selon l'opinion de vos esclaves, le principal objet de la venue des barbares était d'obtenir la remise des arrérages des droits de Schang-haï, la suppression de l'augmentation sur le thé à Canton, et de pouvoir trafiquer sur le Yang-tse-kiang. Les autres articles n'étaient que des paroles ayant pour but de produire de l'effet¹. Leur retour actuel vers le sud, après avoir obtenu une partie, et non la totalité de leurs demandes, les détournera d'aller chercher querelle ailleurs. Néanmoins, les barbares sont si inconséquents et si malicieux qu'il est indispensable de prendre des mesures contre leurs insidieux projets, et il est du devoir de vos esclaves de prier Votre Majesté d'ordonner au gouverneur général des Deux-Kwang, à celui des Deux-Kiang et au gouverneur de Kiang-su, pour le cas où les vaisseaux de Bowring et Maclane arriveraient dans les limites de leur juridiction, d'augmenter, d'un côté, leur vigilance, de l'autre, d'examiner avec eux les trois questions au sujet desquelles la discussion est autorisée, en rendant compte au trône des décisions prises. En même temps ils informeront les barbares que lorsque vos esclaves, après leur venue à Tien-tsin, sont convenus d'ouvrir la discussion, il a été par eux représenté au trône qu'ils avaient fait comprendre aux barbares que

1. Au nombre de ces articles figurait la demande de résidence à Pékin pour les ambassadeurs. Dès que sir John Bowring et M. Maclane eurent quitté le nord et consenti à des négociations de détails dans le sud, des instructeurs furent envoyés à Yeh pour lui enjoindre d'être aussi net dans ses refus que l'avait été Tsung-lun. Par-dessus tout : « Il faut refuser positivement leur proposition de faire le commerce sur le Yang-tse-kiang, et les Barbares ne doivent pas supposer qu'on nous ait jamais communiqué cette idée.

Tient-sin n'était point une ville où les affaires des barbares se fussent jamais traitées, et que l'on prendrait des mesures, à l'avenir, contre le retour d'une ingérence aussi déplacée.

Nous ajoutons que des officiers de confiance ont été chargés de vérifier si les barbares, après avoir quitté le port, ont réellement dépassé la barre et fait voile vers le sud.

Documents relatifs aux Traités de Tien-tsin.

8 octobre 1856, saisie par ordre de Yeh, à Canton, de la lorcha *Arrow*. Réclamation du consul anglais, M. Parkes.

10 octobre, refus de Yeh de remettre en liberté tous les matelots arrêtés; il en garde trois comme coupables de piraterie. Le consul refuse de considérer cette solution de l'affaire comme suffisante. Correspondance du 10 au 21 octobre.

22 octobre, commencement des hostilités, prise des forts, et bombardement de la ville du 22 au 29 octobre.

30 octobre, lettre de l'amiral Seymour à Yeh demandant une entrevue dans l'intérieur de la ville. Refus de Yeh basé sur l'arrangement Bonham de 1849, par lequel les étrangers avaient renoncé au droit proclamé par le traité de 1842 de pénétrer dans l'intérieur de la ville. — L'amiral Seymour demande l'abrogation de la convention Bonham.

5 novembre, reprise des hostilités par les Anglais.

Hostilités entre les Chinois et les Américains des États-Unis du 15-22 novembre, terminées par des réparations jugées suffisantes.

14 décembre, incendie des factoreries de Canton par les Chinois.

3 mars 1857, débats du parlement anglais sur les affaires de Chine; adoption de la proposition antiministérielle de M. Cobden par 263 voix contre 247. Dissolution du parlement; les élections favorables au ministère Palmerston.

Négociations entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis au sujet d'une action commune en Chine.

7 juillet, arrivée de lord Elgin à Hong-Kong, empêché d'agir par la révolte des Indes.

17 octobre, arrivée du baron Gros à Hong-Kong.

Novembre, arrivée à Hong-Kong des ministres de Russie et des États-Unis, le comte Poutiatine et M. Reed.

28 et 29 décembre, prise de Canton par les Anglais et les Français.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME.

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	453
b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémemorandums, etc., etc.....	454

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	463
d) Correspondances, Dépêches, Notes, Memorandums, etc., etc.....	466

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

1847

Mars..... 20.	Chine, Suède. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Chine et la Suède.....	118
Mai..... 16.	Chine, Russie. Traité entre la Chine et la Russie.....	329

1858

Juin..... 13.	Chine, Russie. Traité entre la Chine et la Russie, conclu à Tien-Tsin.....	128
— 18.	Chine, États-Unis. Traité entre la Chine et les États-Unis.....	133
— 26.	Chine, Grande-Bretagne. Traité conclu à Tien-Tsin entre la Chine et la Grande-Bretagne.....	144
— 27.	Chine, France. Traité entre la Chine et la France, conclu à Tien-Tsin.....	248
— 27.	Chine, France. Traité supplémentaire entre la Chine et la France conclu à Tien-Tsin.....	262
Novembre. 8.	États-Unis, Chine. Traité supplémentaire entre les États-Unis et la Chine.....	271
— 24.	Chine, France. Règlements commerciaux entre la Chine et la France.....	264

1860

Février.... 22.	France, Grande-Bretagne. Convention conclue entre la France et la Grande-Bretagne relativement aux prises durant l'expédition.....	
-----------------	---	--

	1860	Pages.
	tion de Chine, suivie d'instructions pour les commandants des bâ- timents de guerre des deux pays.....	278
Avril....	3. France. Convention relative à la construction d'un pont fixe près de Mayence entre la France et les États riverains du Rhin, si- gnée le 3 avril, ratifiée le 18 avril 1860, promulguée par le gou- vernement français le 11 février 1861.....	161
Septembre..	14. Autriche, Russie. Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Russie, signé à Saint-Petersbourg.....	5
Octobre..	24. Chine, Grande-Bretagne. Convention de Pékin entre la Chine et la Grande-Bretagne.....	284
—	25. Chine, France. Convention de Pékin entre la Chine et la France	286
Novembre..	14. Chine, Russie. Traité additionnel entre la Chine et la Russie...	290
Décembre..	10. Brésil, France. Convention consulaire conclue entre le Brésil et la France à Rio-Janeiro.....	165
	1861	
Février...	18. Belgique, Hanovre. Convention entre la Belgique et le Hano- vre, concernant le péage du Stade, signée à Hanovre.....	13
—	19. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole d'une conférence tenue au ministère des af- faires étrangères de Paris, au sujet des affaires de Syrie.....	321
Mars.....	7. France, Sardaigne. Convention de délimitation entre la France et la Sardaigne, signée à Turin.....	172
—	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des af- faires étrangères de Paris au sujet des affaires de Syrie.....	326
—	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	328
	(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.	
	1841	
Mai.....	31. Grande-Bretagne, Chine. Instructions de lord Palmerston à sir H. Pottinger avant son départ pour la Chine.....	300
	1846	
Mars.....	18. Chine. Édit rendu par le gouvernement chinois au sujet de l'exer- cice de la religion chrétienne, à la suite de l'ambassade de M. de Lagrénée, précédé d'un mémoire du commissaire impérial Kiying, du 1 ^{er} février 1845.....	157
	1848	
Avril.....	25. Autriche. Acte constitutionnel de l'empire d'Autriche rendu par l'empereur Ferdinand 1 ^{er} à Vienne.....	181
Décembre..	2. Autriche. Acte d'abdication de l'empereur d'Autriche Ferdi- nand 1 ^{er}	188
	1854	
Juin.....	24. Chine. Mémoire d'Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, racontant son entrevue avec le ministre des États-Unis, M. Mac- lane.....	302
Juillet...	15. Chine. Décret impérial approuvant la conduite d'Iliang à la récep- tion de son mémoire du 24 juin.....	306
Août.....	6. Chine. Décret impérial adressé à Yeh, gouverneur général de Can- ton lui interdisant toute concession aux barbares.....	310
—	20. Chine. Mémoire d'Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, annonçant le projet de MM. Bowring et Maclane, ministres de la Grande-Bretagne et des États-Unis de se rendre à Pékin.....	308

	1854	Pages.
Octobre.. 20.	Chine. Mémoire de Waukien et Shangjui, racontant leur entrevue avec les barbares anglais et américains à l'embouchure du Peï-Ho	311
— 24.	Chine. Mémoire de Waukien et Shangjui, racontant une seconde entrevue avec les secrétaires des ministres anglais et américain..	313
Novembre. 4.	Chine. Mémoire de Tsung-lun, Waukien et Shangjui, racontant leur entrevue avec les ministres anglais et américain, et insinuant au gouvernement impérial la voie à suivre pour se débarrasser d'eux.....	316
— 5.	Chine. Décret impérial à la suite des conférences avec les ministres anglais et américain au Peï-Ho.....	448
— 5.	Chine. Mémoire supplémentaire de Tsung-lun, Waukien et Shangjui au sujet de leur entrevue avec les ministres anglais et américains sir J. Bowring et M. Maclane.....	447
— 10.	Chine. Mémoire de Tsung-lun rendant compte du départ des barbares anglais et américains des bouches du Peï-Ho.....	450

1856

Juillet.... 12.	France, Chine. Lettre de M. Libois, procureur général des missions catholiques en Chine à sir J. Bowring au sujet de l'exécution de M. Chapdelaine.....	301
-----------------	--	-----

1859

Août.... 24.	Autriche. Dépêche de M. de Rechberg à M. de Colloredo, premier plénipotentiaire autrichien aux conférences de Zurich, relative aux Hongrois ayant fait partie de la légion hongroise durant la guerre d'Italie qui doivent être compris dans l'amnistie.....	115
— 29.	France. Lettre de M. de Bourqueney, premier plénipotentiaire français aux conférences de Zurich, au comte Colloredo, accusant réception de la communication de la dépêche de M. de Rechberg du 24 août, et demandant des renseignements plus complets.....	117
— 29.	Autriche. Lettre de M. de Colloredo à M. de Bourqueney, en réponse à la lettre de ce dernier du 29 août, complétant la dépêche du 24 août de M. de Rechberg, et rassurant M. de Bourqueney sur le sort des prisonniers hongrois.....	117

1860

Février... 1.	Russie. Dépêche du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, au comte de Kisseleff, ambassadeur à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel, du 18 janvier, donnant comme instructions à l'ambassadeur d'appuyer la prolongation de l'occupation jusqu'à ce qu'elle ne soit plus jugée nécessaire, ou jusqu'à l'installation d'un nouveau pouvoir en Syrie.....	III
— 26.	Turquie. Réponse de la Sublime Porte au memorandum russe sur la tournée d'enquête du grand vizir.....	107
Août.... 22.	Serbie. Protestation de la députation serbe à Constantinople contre la lettre vizirienne du 3 août 1860, refusant d'accorder l'hérédité à la famille Obrenowitch.....	100
Septembre. 15.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi de renforts en Syrie.....	400
— 17.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet du séjour des troupes françaises en Syrie.....	401
— 22.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley exprimant l'espoir que l'envoi de nouvelles troupes en Syrie ne sera pas nécessaire.....	402
Octobre.. 20.	Grande-Bretagne. Dépêche du major Fraser à lord John Russell sur l'état des affaires de Syrie.....	403
Novembre. 4.	Serbie. Dépêche du ministre des affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaires serbe à Constantinople, au sujet de l'émi-	

	1860	Pages.
	gration des Tartares de Crimée dans la Bulgarie, et de l'agitation répandue à ce sujet parmi les populations bulgares.....	104
Novembre. 7.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley donnant les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de la Syrie par les troupes européennes.....	402
— 10.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, pour suggérer à la Porte de demander à Fuad-Pacha quelles mesures il compte prendre pour assurer à l'avenir la protection des chrétiens de Syrie.....	403
— 13.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie.....	404
— 28.	Turquie. Dépêche d'Aali-Pacha à M. Musurus pour lui donner les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de Syrie et à une augmentation des troupes françaises.....	405
Décembre. 1.	France. Lettre de l'Empereur à François II, remise au roi par par l'amiral de Tinan, le 11 décembre.....	366
—	Deux-Siciles. Réponse du roi François II à la lettre de l'Empereur Napoléon.....	367
— 11.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet du gouvernement futur de la Montagne et du Liban.....	404
— 20.	États-Unis d'Amérique. Déclaration d'indépendance de la Caroline du Sud, exposant les griefs des États séparatistes, accompagnée d'un résumé des principes consacrés par l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Dred-Scott.....	67
— 28.	Grande-Bretagne. Dépêche adressée à lord John Russell par le ministre d'Angleterre à la cour de Saxe relativement à l'arrestation du comte Teleki.....	369
—	Serbie. Dépêche du ministre des affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaires à Constantinople, au sujet des procédés vexatoires de la Porte contre le gouvernement serbe.....	102
— 30.	États-Unis d'Amérique. Réponse du président Buchanan aux commissaires de la Caroline du Sud, refusant d'abandonner le fort Sumter aux autorités de Charlestown.....	73

1861

Janvier .. 1.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, rapportant une conversation avec l'ambassadeur de France au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	406
— 2.	Turquie. Lettre de Fuad-Pacha au grand vizir, repoussant l'accusation du général de Beaufort d'être en connivence avec les chefs druses.....	106
— 3.	Russie. Memorandum du gouvernement russe sur le rapport adressé au sultan, le 6 novembre 1860, par le grand vizir, à la suite de sa tournée dans quelques provinces de la Turquie d'Europe.....	220
— 4.	Confédération suisse. Note du Conseil fédéral à son ministre à Turin, en réponse à la note de M. de Cavour, du 20 novembre 1860, au sujet de la séparation des paroisses suisses, de l'évêché de Côme et du séquestre mis sur les biens de la mense situés en Suisse.....	349
— 4.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell annonçant que la France n'est pas disposée à rappeler ses troupes de Syrie.....	407
— 4.	Grande-Bretagne. Dépêche adressée à lord John Russell par le ministre d'Angleterre à la cour de Saxe, relativement à l'arrestation du comte Téléki.....	369

	1861	Pages.
Janvier... 4.	Principautés-Unies. Réponse du président du Conseil, en Moldavie, M. Cogalniceano, aux réclamations de l'Autriche relativement aux réfugiés hongrois, adressée au consul général d'Autriche, baron Gœdel, repoussant les accusations de complicité avec les agitateurs hongrois, et accusant de négligence la police autrichienne de Transylvanie.....	90
— 6.	Principautés-Unies. Note du prince Alexandre-Jean à M. Negri, agent des Principautés à Constantinople, au sujet des défiances dont il est l'objet de la part du gouvernement du sultan.....	92
— 7.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Fane à lord John Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg au sujet de la prolongation de l'occupation française en Syrie.....	412
— 9.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, faisant connaître la manière de voir du cabinet britannique au sujet de l'évacuation des troupes européennes de la Syrie....	408
— 11.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet de l'occupation de la Syrie.....	409
— 12.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	410
— 16.	Prusse. Dépêche du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères à Berlin, au comte de Pourtalès, au sujet du rappel des troupes françaises de Syrie.....	416
— 17.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, au sujet du langage à tenir à la porte relativement au rappel des troupes françaises de Syrie.....	411
— 18.	France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, proposant de réunir un congrès pour les affaires de Syrie.....	414
— 18.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet de la circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France près des grandes puissances concernant l'évacuation de la Syrie.....	412
— 19.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley sur la manière de voir du gouvernement britannique au sujet de l'évacuation de Syrie.....	412
— 19.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, pour faire connaître l'opinion du baron de Schleinitz sur l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises.....	413
— 21.	Grande-Bretagne. Note de lord John Russell au ministre anglais à Turin, au sujet des décrets annexant Naples, la Sicile, l'Ombrie et les Marches à la suite des votations par le suffrage universel.....	370
— 24.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour lui faire connaître l'opinion du cabinet de Saint-James, relativement à la prolongation de l'occupation de Syrie et à la proposition d'un congrès.....	414
— 24.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Fane à lord John Russell pour annoncer que le comte de Rechberg partage la manière de voir du cabinet de Saint-James au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	417
— 25.	Russie. Dépêche du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, au prince Labanoff Rostowski, ambassadeur à Constantinople, en faveur de la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie par les Français.....	97
— 26.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet des affaires de Syrie.....	417

	1861	Pages.
Janvier.	28. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	418
—	29. Turquie. Memorandum de M. Musurus, contenant les propositions d'Aali-Pacha sur la conférence chargée de décider l'évacuation de la Syrie.....	417
—	29. Grande-Bretagne. Memorandum de lord John Russell, en réponse au memorandum de M. Musurus, en date du même jour sur les affaires de Syrie.....	ib
—	29. Grande-Bretagne. Dépêche de M. Fane à lord John Russell pour lui faire connaître l'opinion du comte de Rechberg sur la conférence proposée dans le but de prolonger l'occupation de la Syrie.....	421
—	30. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la manière de voir de M. Thouvenel relativement à l'évacuation de la Syrie.....	420
Février....	1. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Kisseleff, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, appuyant la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie par la France jusqu'à ce qu'elle ne soit plus jugée nécessaire, ou jusqu'à l'installation d'un nouveau pouvoir en Syrie.....	98
—	2. Confédération germanique. Lettre du duc d'Oldenbourg, au roi Frédéric, en faveur des demandes formulées par les duchés allemands et danois, le Holstein et Schleswig.....	190
—	4. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, contenant des observations au sujet de la réunion de la conférence sur les affaires de Syrie.....	421
—	5. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell pour annoncer que la Porte consent à la réunion d'une nouvelle conférence sur les affaires de Syrie.....	ib.
—	7. Confédération germanique. Vote motivé de l'envoyé de Danemark, pour le Holstein et Lauenbourg, dans la séance de la diète de Francfort, du 7 février, contre les propositions des comités réunis, admises par la diète dans cette même séance... 32	
—	8. Serbie. Dépêche du ministre des affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaires serbe à Constantinople, au sujet de l'extradition des criminels turcs, à la Porte, par le gouvernement serbe, déclarant que ce dernier ne confond pas avec les criminels les réfugiés contraints par les persécutions à quitter le sol ottoman.....	105
—	9. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, renfermant les instructions sur la conduite qu'il devra tenir dans la conférence sur les affaires de Syrie.....	422
—	13. Autriche. Lettres de convocation (<i>litteræ regales</i>) pour la réunion de la diète hongroise à Bude, le 2 avril 1861, conformément à l'article 5 du règlement électoral de 1848.....	17
—	13. Autriche. Décret spécifiant les branches d'enseignement pour lesquelles la langue polonaise sera employée à l'université de Cracovie.....	16
—	13. France. Lettre de M. Thouvenel à lord Cowley, pour l'inviter à assister à la conférence pour régler les affaires de Syrie.....	422
—	16. Deux-Siciles. Circulaire du général Casella aux agents diplomatiques de François II, pour leur annoncer la capitulation de Gaète et les causes qui l'ont amenée.....	51
—	16. Deux-Siciles. Protestation de François II contre les faits accomplis dans le royaume des Deux-Siciles, contenant la réserve de tous ses droits, confirmant le manifeste du 8 décembre 1860, et en appelant à un congrès.....	52

	1861	Pages.
Février... 19. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la conduite qu'il doit tenir dans la conférence relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie		422
— 19. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de ce qui s'est passé dans la conférence relative aux affaires de Syrie.....		423
— 19. Russie. Manifeste de l'empereur Alexandre au sujet de l'émancipation des serfs		233
— 20. Grande-Bretagne. Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato, ambassadeur de François II à Londres, l'avisant qu'il ne le reconnaît plus en qualité de représentant du roi des Deux-Siciles		87
— 20. États confédérés d'Amérique. Constitution des États confédérés d'Amérique, en vigueur pour une année, comprenant, à la date de son élaboration, la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane.....		77
— 21. Autriche. Lettre autographe de l'empereur François-Joseph au ban de Croatie, approuvant la mise en vigueur, pour la prochaine diète croato-eslavone, le règlement électoral adopté par cette diète en 1850, excluant de la diète les confins militaires, tout en les laissant dans la même circonscription territoriale que la Croatie et l'Esclavonie, et avisant que la prochaine diète de Dalmatie aura à débattre la question de la réunion de la Dalmatie à la Croatie et à l'Esclavonie.....		18
— 21. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de la question de la prolongation de l'occupation de la Syrie.....		427
— 22. Deux-Siciles. Réponse du chevalier Fortunato, ministre de François II à Londres, à la lettre de congé de lord John Russell, en date du 20 février.....		87
— 22. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet du rapport de la commission européenne de Beyrouth et de l'évacuation de la Syrie.....		428
— 44. Grande-Bretagne. Lettre de l'amiral Mundy au commandeur Nigra, l'avisant de son départ de la station de Naples, et le remerciant des procédés amicaux du gouvernement du roi de Sardaigne envers la flotte anglaise pendant la durée de son séjour.		212
— 25. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, sur la séance de la conférence du 19 février, et sur l'état des affaires de Synie		428
— 25. Sardaigne. Lettre du commandeur Nigra, à Naples, à l'amiral Mundy, en réponse à la lettre de ce dernier, du 24 février....		212
— 26. Autriche. Constitution de l'empire et statuts principaux.....		19
I. Diplôme impérial.....		ib.
II. Loi fondamentale sur la représentation de l'Empire.....		21
III. Patente de convocation.....		24
IV. Patente sur le conseil d'État.....		ib.
V. Statut pour le conseil d'État.....		25
VI. Statut provincial de l'Autriche au-dessous de l'Enns, suivi d'un résumé des autres statuts provinciaux.....		26
— 26. États romains. Note du cardinal Antonelli à Mgr Meglia, chargé d'affaires du Saint-Siège à Paris, en réponse à la brochure : <i>la France, Rome et l'Italie</i>		56
— 26. Turquie. Réponse de la Sublime Porte au memorandum russe sur la tournée d'enquête du grand vizir.....		107
— 27. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, en date du 25 février, sur les affaires de Syrie.....		432

	1861	Pages.
Février...	27. Grèce. Discours du Roi à l'ouverture de la session législative....	89
—	28. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Bloomfield à lord John Russell, au sujet d'une conversation qu'il a eue sur la prolongation de l'occupation de la Syrie, avec le comte de Rechberg, qui partage la manière de voir du cabinet de Saint-James.....	434
—	28. Italie. Note de M. de Cavour au ministre italien, à Berne, au sujet des biens séquestrés de la mense de Côme, en réponse à la note du Conseil fédéral du 4 janvier.....	381
Mars.....	1. Grande-Bretagne. Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato accusant réception de sa lettre du 22 février.....	87
—	1. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie.....	433
—	1. Russie. Adresse remise entre les mains du prince Gortschakoff, gouverneur général de la Pologne, à la suite des événements du 27 février.....	239
—	2. Danemark. Communication du Roi aux états du Holstein, exposant les démarches faites depuis le 23 septembre 1859, dans le but d'arriver à un arrangement, et annonçant l'élaboration d'un projet de loi sur la position provisoire du Holstein relativement aux autres parties de la monarchie, et l'élaboration d'une loi constitutionnelle pour les affaires spéciales du duché, qui sera soumise de nouveau aux États.....	37
—	2. Danemark. Projet de constitution du duché de Holstein proposé par le Roi aux États du Holstein.....	40
—	2. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour lui annoncer que le cabinet britannique ne consent pas à la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du terme fixé par la convention du 5 septembre 1860.....	434
—	2. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Loftus à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet de la note-circulaire française relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.
—	4. États-Unis d'Amérique. Discours prononcé par le président Lincoln à la cérémonie de l'installation à Washington.....	202
—	5. Autriche. Lettre de l'empereur François-Joseph à M. de Schmerling, pour autoriser la réunion d'un congrès national serbe aux fins de formuler les conditions de la réincorporation de la Voïvodie serbe dans le royaume de Hongrie.....	31
—	6. Danemark. Projet de loi relatif à la position provisoire du duché de Holstein dans les affaires communes de la monarchie danoise.....	47
—	7. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, lui donnant des instructions sur la conduite qu'il a à tenir au sujet de la prolongation de l'occupation de Syrie jusqu'au 5 juin.	
—	7. Turquie. Dépêche d'Aali-Pacha à Vefyk-Effendi, lui donnant des instructions pour la conférence relative aux affaires de Syrie....	435
—	9. Russie. Rescrit de l'empereur Alexandre au prince Gortschakoff, gouverneur général de la Pologne, à l'occasion de l'adresse des Polonais, donnant l'assurance d'améliorations sérieuses à condition qu'elles ne soient pas empêchées par des demandes exagérées.....	239
—	10. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet d'un projet de convention communiqué par M. Thouvenel à Vefyk-Effendi, pour l'évacuation de la Syrie.....	436
—	11. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour protester contre l'occupation de la Syrie au delà du 5 juin.	
—	11. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell,	

	1861	Pages.
	contenant un projet de convention pour la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	439
Mars..... 14.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la rédaction de la convention relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.
— 14.	Sardaigne. Résumé de la séance de la chambre des députés dans laquelle fut adopté le projet de loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie, titre officiellement promulgué le 17 mars.....	99
— 15.	Danemark. Lettre du roi de Danemark au duc d'Oldenbourg, en réponse à la lettre de ce dernier, du 2 février 1861, et repoussant son ingérence dans les affaires des duchés.....	190
— 15.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de la conférence de ce jour au sujet de la prolongation de l'occupation de Syrie.....	441
— 16.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi des flottes française et anglaise combinées sur les côtes de Syrie.....	443
— 16.	Italie. Note de M. de Cavour au ministre italien à Londres, en réponse à la dépêche de lord John Russell, du 21 janvier, exposant la situation des diverses parties de l'Italie.....	385
— 18.	Espagne. Acte passé à Santo-Domingo, capitale de la république dominicaine pour la proclamation de la reine Isabelle II.....	358
— 18.	Espagne. Décret de Santana, président de la république dominicaine, maintenant provisoirement en force les lois de l'État, sauf en ce qui concerne la souveraineté.....	ib.
— 18.	États romains. Allocution de Pie IX dans le consistoire du 18 mars.....	196
— 22.	Danemark. Circulaire du ministre des affaires étrangères relative à la question de l'examen du budget par la diète de Holstein, expliquant le malentendu causé par les paroles de lord Wodehouse dans la Chambre des Lords dans la séance du 17 mars, suivie d'un résumé des déclarations de lord Wodehouse dans la Chambre Haute, les 17 mars et 9 avril.....	193
— 23.	Grande-Bretagne. Rapport de lord Dufferin, commissaire anglais en Syrie, à lord John Russell.....	371
— 23.	Italie. Notification du ministre de Sardaigne à la Suisse du changement de titre du roi de Sardaigne.....	189
— 23.	Confédération suisse. Dépêche du conseil fédéral au ministre suisse à Turin, l'avisant de la notification faite le 23, par le ministre sarde, du changement de titre de Victor-Emmanuel, et le chargeant de remercier le gouvernement du roi de cette bienveillante communication.....	190
— 24.	Autriche. Ordonnance concernant l'élection des députés au conseil de l'empire par la Vénétie.....	186
— 25.	Italie. Discours de M. de Cavour sur les affaires de Rome, dans la Chambre des Députés, en réponse aux interpellations de M. Oudinot.....	213
— 26.	Italie. Protestation du grand-duc de Toscane contre le titre de roi d'Italie.....	390
— 26.	Russie. Ordonnances de réformes pour le royaume de Pologne..	240
— 29.	Italie. Notification du marquis d'Azeglio, ministre de Victor-Emmanuel à Londres, à lord John Russell, du changement de titre conféré au roi de Sardaigne par les Chambres.....	211
— 30.	Confédération Suisse. Note du conseil fédéral à son ministre à Turin, en réponse à la dépêche de M. de Cavour, du 28 février, au sujet des biens séquestrés de la mense de Côme.....	355
— 30.	Grande-Bretagne. Lettre de lord J. Russell au marquis d'Aze-	

	1861	Pages.
	glio, en réponse à sa lettre du 29 mars, l'avisant qu'il le recon- naît en qualité de représentant du roi d'Italie.	211
Mars....	30. Italie. Protestation du duc de Modène contre le titre de roi d'Italie.	391
Avril	1. Grande-Bretagne. Lettre de lord John Russell à sir James Hud- son, à Turin, l'avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Grande-Bretagne.	212
—	1. Russie. Circulaire du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères expliquant la portée des réformes accordées aux Po- lonais.	243
—	2. Espagne. Propositions faites par le gouvernement dominicain, au sujet de l'annexion de la république à l'Espagne.	359
—	2. Russie. Proclamation du prince Gortschakoff, gouverneur général de Pologne, invitant les Polonais à la prudence.	244
—	5. Italie. Lettre du consul d'Italie à Athènes, au ministre Countou- riottis, notifiant le changement de titre de Victor-Emmanuel.	377
—	5. Russie. Arrêté de dissolution de la société agronomique de Var- sovie.	244
—	6. Haiti. Note du gouvernement d'Haiti, et protestation du président Geffrard, contre l'annexion à l'Espagne de la République domi- nicaine.	378
—	6. Autriche. Décret impérial déléguant au <i>judex curiæ</i> , comte Ap- ponyi, le pouvoir d'ouvrir la session de la diète des magnats. ...	187
—	9. Russie. Proclamation du prince Gortschakoff, gouverneur général de la Pologne, aux habitants de Varsovie, contenant l'exposé des événements du 8 avril.	245
—	9. Russie. Ordonnance du conseil d'administration de Pologne à la suite des événements du 8 avril, énumérant les mesures prises pour en prévenir le retour, suivie d'un avis du directeur de la police dans le même sens.	246
—	9. Russie. Rescrit adressé par le prince Gortschakoff, gouverneur du royaume de Pologne, au directeur de la commission de l'in- térieur prononçant la dissolution de toutes les délégations ur- baines.	394
—	10. Italie. Protestation de la duchesse de Parme contre le titre de roi d'Italie.	393
—	10. Russie. Manifeste de l'empereur Alexandre II, relatif à l'organi- sation de la Finlande.	395
—	11. Grèce. Lettre du ministre d'État Countouriotis, au consul italien à Athènes, l'avisant de la reconnaissance par la Grèce, du royaume d'Italie.	377
—	13. États-Unis. Discours adressé par le président à la délégation de la Virginie.	363
—	15. États romains. Protestation adressée au corps diplomatique, à Rome, contre le titre de roi d'Italie conféré à Victor-Emmanuel.	362
—	15. États-Unis. Proclamation du président Lincoln appelant 75 000 hommes sous les armes et convoquant le congrès pour le 4 juillet.	363
—	17. États confédérés d'Amérique. Proclamation du gouverneur de la Virginie, ordonnant aux milices de l'État de se tenir prêtes à marcher pour repousser les troupes des États-Unis, ensuite de la proclamation du 18 avril du président Lincoln.	360
—	17. États confédérés d'Amérique. Proclamation du président Jef- ferson-Davis autorisant les demandes de commission en lettres de marque.	359
—	19. États-Unis. Déclaration de blocus des ports des états confédérés.	365
—	20. Saxe royale. Dépêche adressée par M. de Beust au ministre de Saxe à Londres, à l'occasion des dépêches du ministre anglais à Dresde, publiées dans le <i>Blue-Book</i> , sur l'extradition du comte Téléki.	397

	1861	Pages.
Avril....	27. Autriche. Dépêche adressée par M. de Rechberg à l'ambassadeur d'Autriche à Londres, en réponse à la note de M. de Cavour, du 16 mars.....	334
—	27. Confédération germanique. Vote motivé de l'envoyé de Danemark pour les duchés de Holstein et Lauenbourg, dans la séance de la diète du 27 avril, exprimant le refus de sa cour d'accéder aux résolutions fédérales du 7 février.....	341
—	27. États-Unis. Déclaration de blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Nord.....	366
Mai.....	1. Autriche. Discours de l'empereur François-Joseph prononcé à la séance d'ouverture du conseil de l'empire.....	336
—	3. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Lavalette, ambassadeur à Constantinople, le priant d'aviser le gouvernement du sultan de l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises, dans les délais fixés par la convention, et avertissant la Porte que la France reprend, dès l'évacuation, sa liberté d'action en cas de nouvelles persécutions contre les chrétiens.....	443
—	6. Italie. Protestation du roi de Naples.....	393
—	10. Autriche. Réponse de l'empereur François-Joseph à la députation de la diète de Croatie, lui annonçant que les confins militaires seront représentés provisoirement dans la diète de Croatie.....	340
—	14. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Kisseleff, pour décliner toute responsabilité des conséquences de l'évacuation de la Syrie.....	445
—	13. Grande-Bretagne. Proclamation de la reine engageant les sujets anglais à garder la neutralité dans la guerre entre les États-Unis et les États confédérés d'Amérique, sous peine de perdre tout droit à la protection de leur gouvernement.....	375

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Pages.

1860, Septembre.	14. Russie. Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Russie, signé à Saint-Petersbourg.....	
1861, Février...	19. France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Paris sur la prolongation de l'occupation de Syrie.....	321
Mars.....	15. France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole de la deuxième séance de la conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Paris, sur la prolongation de l'occupation de Syrie.....	326
—	15. France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, faite à Paris.....	328

BELGIQUE.

- 1861, Février... 18. **Hanovre.** Convention entre la Belgique et le Hanovre, concernant le péage du Stade, signée à Hanovre..... 13

BRÉSIL.

- 1860, Décembre. 10. **France.** Convention consulaire conclue entre le Brésil et la France, à Rio-Janeiro..... 165

CHINE.

- 1847, Mars..... 20. **Suède.** Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Chine et la Suède..... 118
 1858, Mai..... 16. **Russie.** Traité entre la Chine et la Russie, signé à Aïghoun..... 329
 Juin..... 13. **Russie.** Traité entre la Chine et la Russie, conclu à Tien-Tsin..... 128
 — 18. **États-Unis.** Traité entre la Chine et les États-Unis..... 133
 — 26. **Grande-Bretagne.** Traité conclu à Tien-Tsin entre la Chine et la Grande-Bretagne..... 144
 — 27. **France.** Traité entre la Chine et la France, conclu à Tien-Tsin..... 248
 — 27. **France.** Traité supplémentaire entre la Chine et la France, conclu à Tien-Tsin..... 262
 Novembre. 8. **États-Unis.** Traité supplémentaire entre la Chine et les États-Unis..... 271
 — 24. **France.** Règlements commerciaux entre la Chine et la France..... 264
 1860, Février... 22. **France, Grande-Bretagne.** Convention conclue entre la Grande-Bretagne et la France relativement aux prises durant l'expédition de Chine, suivie d'instructions pour les commandants des bâtiments de guerre des deux pays. 278
 Octobre... 24. **Grande-Bretagne.** Convention de Pékin entre la Chine et la Grande-Bretagne..... 284
 — 25. **France.** Convention de Pékin entre la Chine et la France. 286
 Novembre. 14. **Russie.** Traité additionnel entre la Chine et la Russie... 290

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

- 1858, Juin..... 18. **Chine.** Traité entre les États-Unis et la Chine..... 133
 Novembre. 8. **Chine.** Traité supplémentaire entre les États-Unis et la Chine..... 271

FRANCE.

- 1858, Juin..... 27. **Chine.** Traité entre la France et la Chine, conclu à Tien-Tsin..... 248
 — 27. **Chine.** Traité supplémentaire entre la France et la Chine, conclu à Tien-Tsin..... 262
 Novembre. 24. **Chine.** Règlements commerciaux entre la France et la Chine..... 264
 1860, Février... 22. **Grande-Bretagne.** Convention conclue entre la France et la Grande-Bretagne relativement aux prises durant l'expédition de la Chine, suivie d'instructions pour les commandants des bâtiments de guerre des deux pays... 278
 Avril..... 23. Convention relative à la construction d'un pont fixe près de Mayence entre la France et les États riverains du Rhin, signée le 3 avril, ratifiée le 18 avril 1860, promulguée par le gouvernement français, le 16 février 1861. 161
 Octobre.. 25. **Chine.** Convention de Pékin entre la France et la Chine.. 286

		Pages.
1860. Décembre. 10.	Brésil. Convention consulaire entre le Brésil et la France, conclue à Rio-Janeiro.....	165
1861, Février... 19.	Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	321
Mars..... 7.	Sardaigne. Convention de délimitation entre la France et la Sardaigne, signée à Turin.....	172
	15. Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole de la deuxième Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	326
—	15. Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, signée à Paris.....	328

GRANDE-BRETAGNE.

1858, Juin..... 26.	Chine. Traité conclu à Tien-Tsin entre la Grande-Bretagne et la Chine.	144
1860, Février.. 22.	France. Convention conclue entre la Grande-Bretagne et la France relativement aux prises durant l'expédition de Chine, suivie d'instructions pour les commandants des bâtiments de guerre des deux pays.....	478
Octobre... 24.	Chine. Convention de Pékin entre la Grande-Bretagne et la Chine.	284
1861, Février... 19.	Autriche, France, Prusse, Russie, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	321
Mars..... 15.	Autriche, France, Prusse, Russie, Turquie. Protocole de la deuxième séance de la Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	326
—	15. Autriche, France, Prusse, Russie, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, signée à Paris.....	328

HANOVRE.

1861, Février... 18.	Belgique. Convention entre le Hanovre et la Belgique, concernant le péage du Stade, signée à Hanovre.....	13
----------------------	--	----

PRUSSE.

1861, Février... 19.	Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	321
Mars..... 15.	Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie. Protocole de la deuxième séance de la Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	326
—	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, signée à Paris.....	328

RUSSIE.

1858, Mai..... 16.	Chine. Traité entre la Chine et la Russie, signé à Aïghoun.	329
Juin..... 13.	Chine. Traité entre la Russie et la Chine, conclu à Tien-Tsin.....	128

		Pages.
1860, Septembre	14. Autriche. Traité de commerce et de navigation entre la Russie et l'Autriche, signé à Saint-Petersbourg.....	5
Novembre.	14. Chine. Traité additionnel entre la Russie et la Chine.....	290
1861, Février...	19. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie,.....	321
Mars.....	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie. Protocole de la deuxième séance de la Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	326
—	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, signée à Paris.....	328

SUEDE.

1847, Mars.	20. Chine. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Suède et la Chine.	118
------------------	--	-----

SARDAIGNE.

1861, Mars.....	7. France. Convention de délimitation entre la France et la Sardaigne, signée à Paris.....	172
-----------------	---	-----

TURQUIE.

1861. Février....	19. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Protocole d'une Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	321
Mars.....	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Protocole de la deuxième séance de la Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères à Paris pour la prolongation de l'occupation européenne en Syrie.....	326
—	15. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Convention relative à la prolongation de l'occupation européenne en Syrie, signée à Paris.....	328

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MEMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

1848, Avril.	25. Acte constitutionnel de l'empire d'Autriche, rendu par l'empereur Ferdinand I ^{er} , à Vienne.	181
Décembre.	2. Acte d'abdication de l'empereur d'Autriche Ferdinand I ^{er} . ..	188
1859, Août.....	24. Dépêche de M. de Rechberg à M. de Colloredo, premier plénipotentiaire autrichien aux conférences de Zurich, relative aux Hongrois ayant fait partie de la légion hongroise durant la guerre d'Italie, qui doivent être compris dans l'amnistie.	115
—	29. Lettre de M. de Colloredo à M. de Bourqueney en réponse à la lettre de ce dernier, du 29 août, complétant la dépêche du 24 août de M. de Rechberg, et rassurant M. de Bourqueney sur le sort des prisonniers hongrois	117
1861, Février..	13. Décret spécifiant les branches d'enseignement pour lesquelles la langue polonaise sera employée à l'Université de Cracovie.....	16
—	13. Lettres de convocation (<i>litteræ regales</i>) pour la réunion de la Diète hongroise à Bude, le 2 avril 1861, conformément à l'article 5 du règlement électoral de 1848.....	17

Pages.

1861, Février ..	21.	Lettre autographe de l'empereur François-Joseph au ban de Croatie, approuvant la mise en vigueur, pour la prochaine Diète croato-esclavonne, du règlement électoral adopté par cette Diète en 1850; excluant de la Diète les confins militaires, tout en les laissant dans la même circonscription territoriale que la Croatie et l'Esclavonie, et avisant que la prochaine Diète de Dalmatie aura à débattre la question de la réunion de la Dalmatie à la Croatie et à l'Esclavonie.....	18
—	26.	Constitution de l'Empire et statuts principaux.....	19
	I.	Diplôme impérial.....	ib.
	II.	Loi fondamentale sur la représentation de l'Empire.....	21
	III.	Patente de convocation.....	24
	IV.	Patente sur le Conseil d'Etat.....	ib.
	V.	Statut pour le Conseil d'Etat.....	25
	VI.	Statut provincial de l'Autriche au-dessous de l'Enns, suivi d'un résumé des autres statuts provinciaux.....	26
Mars.....	5.	Lettre de l'empereur François-Joseph à M. de Schmerling pour autoriser la réunion d'un Congrès national serbe, aux fins de formuler les conditions de la réincorporation de la Voïvodie serbe dans le royaume de Hongrie.....	31
—	24.	Ordonnance concernant l'élection des députés au Conseil de l'Empire par la Vénétie.....	186
Avril.....	6.	Décret impérial déléguant au <i>judex curiæ</i> , comte Apponyi, le pouvoir d'ouvrir la session de la Diète des Magnats....	187
—	27.	Dépêche adressée par M. de Rechberg à l'ambassadeur d'Autriche à Londres, en réponse à la note de M. de Cavour, du 16 mars.....	334
Mai.....	1.	Discours de l'empereur François-Joseph, prononcé à la séance d'ouverture du Conseil de l'Empire.....	336
—	10.	Réponse de l'empereur François-Joseph à la députation de la Diète de Croatie lui annonçant que les confins militaires seront représentés provisoirement dans la Diète de Croatie.....	340

CHINE.

1841, Mai.....	31.	Instructions de lord Palmerston à sir H. Pottinger avant son départ pour la Chine.....	300
1846, Mars.....	18.	Édit rendu par le gouvernement chinois au sujet de l'exercice de la religion chrétienne, à la suite de l'ambassade de M. de Lagrenée, précédé d'un mémoire du commissaire impérial Kiying du 1 ^{er} février 1845.....	157
1854, Juin.....	24.	Mémoire d'Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, racontant son entrevue avec le ministre des États-Unis, M. Maclane.....	302
Juillet....	13.	Décret impérial approuvant la conduite d'Iliang à la réception de son mémoire du 24 juin.....	306
Août.....	6.	Décret impérial adressé à Yeh, gouverneur général de Canton, lui interdisant toute concession aux barbares....	311
—	20.	Mémoire d'Iliang, gouverneur général des Deux-Kiang, annonçant le projet de MM. Bowring et Maclane, ministres de la Grande-Bretagne et des États-Unis de se rendre à Pékin.....	308
Octobre...	20.	Mémoire de Waukien et Shangjui, racontant leur entrevue avec les barbares anglais et américains à l'embouchure du Pei-Ho.....	311
—	24.	Mémoire de Waukien et Shangjui, racontant une seconde	

		Pages.
	entrevue avec les secrétaires des ministres anglais et américain.....	313
1854, Novembre.	4. Mémoire de Tsung-lun, Waukien et Shangjui, racontant leur entrevue avec les ministres anglais et américain et insinuant au gouvernement impérial la voie pour se débarrasser d'eux.....	316
—	5. Décret impérial à la suite des conférences avec les ministres anglais et américain au Peï-Ho.....	448
—	5. Mémoire supplémentaire de Tsung-lun, Waukien, et Shangjui, au sujet de leur entrevue avec les ministres anglais et américain sir J. Bowring et M. Maclane.....	447
—	10. Mémoire de Tsung-lun rendant compte du départ des barbares anglais et américains des bouches du Peï-Ho.....	450
1856, Juillet....	12. Lettre de M. Libois, procureur général des missions catholiques en Chine à sir J. Bowring, au sujet de l'exécution de M. Chapdelaine.....	301

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1861, Février....	2. Lettre du duc d'Oldenbourg au roi Frédéric, en faveur des demandes formulées par les duchés allemands et danois, le Holstein et Schleswig.....	190
—	7. Vote motivé de l'envoyé du Danemark pour le Holstein et Lauenbourg dans la séance de la Diète de Francfort du 7 février contre les propositions des comités réunis, admises par la Diète dans cette même séance.....	32
Avril....	27. Vote motivé de l'envoyé de Danemark pour les duchés de Holstein et Lauenbourg, dans la séance de la Diète du 27 avril, exprimant le refus de sa Cour d'accéder aux résolutions fédérales du 7 février.....	341

CONFÉDÉRATION SUISSE.

1861, Janvier...	4. Note du Conseil fédéral à son ministre à Turin, en réponse à la note de M. de Cavour, du 20 novembre 1860, au sujet de la séparation des paroisses suisses de l'évêché de Côme et du séquestre mis sur les biens de la mense, situés en Suisse.....	349
Mars....	10. Dépêche du Conseil fédéral au ministre suisse à Turin, l'avisant de la notification faite par le ministre sarde du changement de titre de Victor-Emmanuel et le chargeant de remercier le gouvernement du roi de cette bienveillante communication.....	190
—	30. Note du Conseil fédéral à son ministre à Turin, en réponse à la dépêche de M. de Cavour du 28 février, au sujet des biens séquestrés de la mense de Côme.....	355

DANEMARK.

1861, Mars.....	2. Projet de constitution du duché de Holstein, proposé par le Roi aux États du Holstein.....	40
—	2. Communication du Roi aux États de Holstein exposant les démarches faites depuis le 23 septembre 1859 dans le but d'arriver à un arrangement, et annonçant l'élaboration d'un projet de loi sur la position provisoire du Holstein relativement aux autres parties de la monarchie, et l'élaboration d'une loi constitutionnelle pour les affaires spéciales du duché, qui sera soumise de nouveau aux États.....	37
—	6. Projet de loi relatif à la position provisoire du duché de	

		Pages.
	Holstein dans les affaires communes de la monarchie danoise.....	47
1861, Mars.....	15. Lettre du roi de Danemark au duc d'Oldenbourg, en réponse à la lettre de ce dernier du 2 février 1861, et repoussant son ingérence dans les affaires des duchés.....	190
—	22. Circulaire du ministre des Affaires Étrangères, relative à la question de l'examen du budget par la Diète de Holstein, expliquant le malentendu causé par les paroles de lord Wodehouse dans la Chambre des lords, dans la séance du 17 mars, suivie d'un résumé des déclarations de lord Wodehouse dans la Chambre haute, les 17 mars et 9 avril.....	193

DEUX-SICILES.

1860, Décembre.	11. Réponse du roi François II à la lettre de l'empereur Napoléon, remise le 11 décembre (sans date).....	367
1861, Février. .	16. Protestation de François II contre les faits accomplis dans le royaume des Deux-Siciles, contenant la réserve de tous ses droits, confirmant le manifeste du 8 décembre 1860, et en appelant à un congrès.....	52
—	16. Circulaire du général Casella aux agents diplomatiques de François II pour leur annoncer la capitulation de Gaète et les causes qui l'ont amenée.....	51
—	22. Réponse du chevalier Fortunato, ministre de François II, à Londres, à la lettre de congé de lord John Russell, en date du 20 février.	87

ESPAGNE.

1861, Mars.....	18. Acte passé à Santo-Domingo, capitale de la république dominicaine pour la proclamation de la reine Isabelle II.	358
—	18. Décret de Santana, président de la république dominicaine, maintenant provisoirement en force les lois de l'État, sauf en ce qui concerne la souveraineté.....	ib.
Avril.....	2. Propositions faites par le gouvernement dominicain au sujet de l'annexion de la république à l'Espagne.	359

ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

1861, Février. .	. Constitution des États confédérés d'Amérique, en vigueur pour une année, comprenant, à la date de son élaboration, la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane.....	77
Avril.	17. Proclamation du gouvernement de la Virginie, ordonnant aux milices de l'État de se tenir prêtes à marcher pour repousser les troupes des États-Unis, ensuite de la proclamation du 15 avril, du président Lincoln.	360
—	17. Proclamation du président Jefferson Davis autorisant les demandes de commissions en lettres de marque.....	359

ÉTATS ROMAINS.

1861, Février. .	26. Note du cardinal Antonelli à Mgr Meglia, chargé d'affaires du Saint-Siège, à Paris, en réponse à la brochure : <i>la France, Rome et l'Italie</i>	56
Mars.....	18. Allocution de Pie IX dans le consistoire du 18 mars.....	196
Avril.....	15. Protestation adressée aux corps diplomatique à Rome, contre le titre de roi d'Italie conféré à Victor-Emmanuel.	362

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1860, Décembre.	20. Déclaration d'indépendance de la Caroline du Sud, exposant les griefs des États séparatistes, accompagnée d'un résumé
-----------------	---

		Pages.
	des principes consacrés par l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Dred-Scott.....	67
1860, Décembre..	30. Réponse du président Buchanan aux commissaires de la Caroline du Sud, refusant d'abandonner le fort Sumter aux autorités de Charleston.....	73
1861, Mars.....	4. Discours prononcé par le président Lincoln à la cérémonie d'installation à Washington.....	202
Avril....	13. Discours adressé par le Président à la délégation de la Virginie.....	363
—	15. Proclamation du président Lincoln appelant 75 000 hommes sous les armes et convoquant le Congrès pour le 4 juillet. <i>ib.</i>	365
—	19. Déclaration du blocus des États confédérés.....	365
—	27. Déclaration du blocus des ports de la Virginie et de la Caroline du Nord.....	366

FRANCE.

1856, Juillet. ...	12. Lettre de M. Libois, procureur général des missions catholiques en Chine, à Sir J. Bowring, au sujet de l'exécution de M. Chapdelaine.....	301
1859, Août.....	29. Lettre de M. de Bourqueney, premier plénipotentiaire français aux conférences de Zurich, au comte Colloredo, accusant réception de la communication de la dépêche de M. de Rechberg, du 24 août, et demandant des renseignements plus complets.....	117
1860, Décembre..	1. Lettre de l'Empereur à François II, remise au Roi par l'amiral de Tinan, le 11 décembre.....	365
1861, Janvier ..	18. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ambassadeur de France à Londres, proposant de réunir un Congrès pour les affaires de Syrie.....	414
Février....	13. Lettre de M. Thouvenel à lord Cowley pour l'inviter à assister à la conférence pour régler les affaires de Syrie..	422
—	25. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault sur la séance de la Conférence du 19 février et sur l'état des affaires de Syrie.....	428
Mai.....	3. Dépêche de M. Thouvenel à M. de La Valette, ambassadeur à Constantinople, le priant d'aviser le gouvernement du Sultan de l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises dans les délais fixés par la convention, et avertissant la Porte que la France reprend, dès l'évacuation, sa liberté d'action, en cas de nouvelles persécutions contre les chrétiens.....	443

GRANDE-BRETAGNE.

1841, Mai.....	31. Instructions de lord Palmerston à Sir H. Pottinger, avant son départ pour la Chine.....	300
1860, Septembre.	15. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley au sujet de l'envoi de renforts en Syrie.....	400
—	21. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet du séjour des troupes françaises en Syrie.....	401
—	22. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, exprimant l'espoir que l'envoi de nouvelles troupes en Syrie ne sera pas nécessaire.....	402
Octobre...	20. Dépêche du major Fraser à lord John Russell, sur l'état des affaires de Syrie.....	403
Novembre.	7. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, donnant les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation française de la Syrie par les troupes européennes.....	402
—	10. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, pour	

	demandeur à la Porte de faire connaître à Fuad-Pacha son idées sur les mesures à prendre pour assurer à l'avenir la protection des chrétiens en Syrie.....	403
1860, Novembre.	13. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie. .	404
	Décembre. 11. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet du gouvernement futur de la Montagne et du Liban.	ib.
—	20. Dépêche adressée à lord John Russell par le ministre d'Angleterre à la cour de Saxe, relativement à l'arrestation du comte Teleki.....	369
1861, Janvier. . .	1. Dépêche de lord John Russell à Sir H. Bulwer, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, rapportant une conversation avec l'ambassadeur de France, au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	406
—	4. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, annonçant que la France n'est pas disposée à rappeler ses troupes de Syrie.	407
—	4. Dépêche adressée à lord John Russell, par le ministre d'Angleterre à la cour de Saxe, relativement à l'arrestation du comte Teleki.....	369
—	7. Dépêche de M. Fane, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Vienne, à lord John Russell, rapportant une conversation avec le comte de Rechberg, au sujet de la prolongation de l'occupation française en Syrie.....	412
—	9. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, faisant connaître la manière de voir du cabinet britannique, au sujet de l'évacuation des troupes européennes de la Syrie.....	408
—	11. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet de l'occupation de la Syrie.....	409
—	12. Dépêche de M. Lowther, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Berlin, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz, au sujet de l'évacuation de Syrie....	410
—	17. Dépêche de lord John Russell à Sir H. Bulwer au sujet du langage à tenir à la Porte relativement au rappel des troupes françaises de Syrie.....	411
—	18. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France près les grandes puissances, concernant l'évacuation de la Syrie.....	412
—	19. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la manière de voir du gouvernement britannique au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	ib.
—	19. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, pour faire connaître l'opinion du baron de Schleinitz sur l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises.....	413
—	21. Note de lord John Russell au ministre anglais à Turin, au sujet des décrets annexant Naples, la Sicile, l'Ombrie et les Marches à la suite des votations par le suffrage universel.....	370
—	24. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour lui faire connaître l'opinion du cabinet de Saint-James, relativement à la prolongation de l'occupation de Syrie et à la proposition d'un Congrès.....	414
—	24. Dépêche de M. Fane à lord John Russell, pour annoncer que le comte de Rechberg partage la manière de voir du cabinet de Saint-James, au sujet de l'évacuation de la Syrie.	417
—	26. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une	

		Pages.
	conversation avec le baron de Schleinitz, au sujet des affaires de Syrie.....	417
1861, Janvier.	28. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	418
—	29. Memorandum de M. Musurus, contenant les propositions d'Aali-Pacha, pour la réunion d'une Conférence chargée de décider l'évacuation de la Syrie.....	417
—	29. Réponse de lord John Russell au memorandum de M. Musurus.....	418
—	29. Dépêche de M. Fane à lord John Russell, pour lui faire connaître l'opinion du comte de Rechberg sur la Conférence proposée dans le but de prolonger l'occupation de Syrie.....	421
—	30. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la manière de voir de M. Thouvenel, relativement à l'évacuation de la Syrie.....	420
Février.	4. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, contenant des observations au sujet de la réunion de la Conférence sur les affaires de Syrie.....	421
—	5. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell pour annoncer que la Porte consent à la réunion d'une nouvelle Conférence pour les affaires de Syrie.....	ib.
—	9. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, renfermant les instructions sur la conduite qu'il devra tenir dans la Conférence pour les affaires de Syrie.....	422
—	19. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur ce qu'il doit dire dans la Conférence, relativement à la prolongation de l'occupation de Syrie.....	ib.
—	19. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de la Conférence relative aux affaires de Syrie.....	423
—	20. Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato, ambassadeur de François II à Londres, l'avisant qu'il ne le reconnaît plus en qualité de représentant des Deux-Siciles.	87
—	21. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de la question de la prolongation de l'occupation de la Syrie..	427
—	22. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet du rapport de la commission européenne de Beyrouth et de l'évacuation de Syrie.....	428
—	24. Lettre de l'amiral Mundy au commandeur Nigra, l'avisant de son départ de la station de Naples, et le remerciant des procédés amicaux du gouvernement du roi de Sardaigne envers la flotte anglaise pendant la durée de son séjour...	212
—	27. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, en date du 25 février, sur les affaires de Syrie.....	432
—	28. Dépêche de lord Blomfield, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Vienne, à lord John Russell, au sujet d'une conversation qu'il a eue sur la prolongation de l'occupation de Syrie, avec le comte de Rechberg, qui partage la manière de voir du cabinet britannique.....	434
Mars.	1. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie..	433
—	1. Lettre de lord John Russell au chevalier Fortunato, accusant réception de sa lettre du 22 février.....	87
—	2. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour lui annoncer que le cabinet de Saint-James ne consent pas à	

		Pages.
	la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du terme fixé par la convention du 5 septembre 1860.....	434
1861, Mars.....	2. Dépêche de lord Loftus à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz, au sujet de la note-circulaire française relative à la prolongation de l'occupation de Syrie.....	ib.
—	7. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, lui donnant des instructions sur la conduite qu'il a à tenir au sujet de la prolongation de l'occupation de la Syrie jusqu'au 5 juin..	435
—	10. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet d'un projet de convention communiqué par M. Thouvenel à Vefyk-Effendi, pour l'évacuation de la Syrie.....	436
—	11. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour protester contre la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du 5 juin.....	438
—	11. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui envoyer un projet de convention concernant la prolongation de l'occupation de Syrie.....	439
—	14. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la rédaction de la convention relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.
—	15. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de la Conférence tenue le même jour au ministère des Affaires Étrangères, pour la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	441
—	16. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi en commun des flottes française et anglaise sur les côtes de la Syrie.....	443
—	23. Rapport de lord Dufferin, commissaire anglais en Syrie, à lord John Russell.....	371
—	30. Lettre de lord John Russell au marquis d'Azeglio, en réponse à sa lettre du 29 mars, l'avisant qu'il le reconnaît en qualité de représentant du roi d'Italie.....	211
Avril.....	1. Lettre de lord John Russell à sir James Hudson à Turin, l'avisant de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Grande-Bretagne.....	212
Mai..	13. Proclamation de la Reine engageant les sujets anglais à garder la neutralité dans la guerre entre les États-Unis et les États confédérés d'Amérique, sous peine de perdre tout droit à la protection de leur gouvernement.....	375

GRÈCE.

Février....	27. Discours du Roi à l'ouverture de la session législative.....	89
Avril.....	11. Lettre du ministre d'État, M. Goundouriotis, au consul italien à Athènes, l'avisant de la reconnaissance par la Grèce du royaume d'Italie.....	377

HAÏTI.

1861, Avril....	6. Note du gouvernement d'Haïti et protestation du président Geffrard, contre l'annexion à l'Espagne de la république dominicaine.....	378
-----------------	--	-----

ITALIE.

1861, Février... 28.	Note de M. de Cavour au ministre italien à Berne, au sujet des biens séquestrés de la mense de Côme, en réponse à la note du Conseil fédéral du 4 janvier.....	381
Mars..... 16.	Note de M. de Cavour au ministre italien à Londres, en ré-	

		Pages.
	ponse à la dépêche de lord John Russell du 21 janvier, exposant la situation des diverses parties de l'Italie.....	385
1861, Mars.....	23. Notification du ministre de Sardaigne à la Suisse du changement de titre du roi de Sardaigne.....	190
—	25. Discours de M. de Cavour sur les affaires de Rome dans la chambre des députés, en réponse aux interpellations de M. Audinot.....	243
—	26. Protestation du grand-duc de Toscane contre le titre de roi d'Italie.....	390
—	29. Notification du marquis d'Azeglio, ministre de Victor-Emmanuel à Londres à lord John Russell du changement de titre conféré au roi de Sardaigne par les chambres.....	211
—	30. Protestation du duc de Modène contre le titre de roi d'Italie.....	331
Avril.....	5. Lettre du consul d'Italie à Athènes au ministre Coundouriotis, notifiant le changement de titre de Victor-Emmanuel.....	377
—	10. Protestation de la duchesse de Parme contre le titre de roi d'Italie.....	393
Mai.....	6. Protestation du Roi de Naples.....	ib.

OLDENBOURG.

1861, Février...	2. Lettre du duc d'Oldenbourg en qualité d'agnat de la maison régnante de Danemark au roi Frédéric, en faveur des demandes formulées par les duchés allemands et danois de Holstein et Schleswig.....	160
------------------	---	-----

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

1861, Janvier...	4. Réponse du président du conseil en Moldavie, M. Cogalniceano aux réclamations de l'Autriche relativement aux réfugiés hongrois, adressée au consul général d'Autriche, baron Goedel repoussant les accusations de complicité avec les agitateurs hongrois, et accusant de négligence la police autrichienne de Transylvanie.....	90
—	6. Note du prince Alexandre-Jean à M. Negri, agent des principautés à Constantinople, au sujet des défiances dont il est l'objet de la part du gouvernement du Sultan.....	92

PRUSSE.

1861, Janvier...	16. Dépêche du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères à Berlin au comte de Pourtalès, ambassadeur de Prusse à Paris, au sujet du rappel des troupes françaises de Syrie.....	416
------------------	---	-----

RUSSIE.

1861, Janvier...	3. Mémoire du gouvernement russe sur le rapport adressé au Sultan, le 6 novembre 1860 par le grand vizir, à la suite de sa tournée dans quelques provinces de la Turquie d'Europe.....	220
—	25. Dépêche du prince Gortschakoff, ministre des Affaires Étrangères au prince Labanoff Rostowski, ambassadeur à Constantinople, en faveur de la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie par les Français.....	97
1861, Février...	1. Dépêche du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, au comte de Kisseleff, ambassadeur à Paris, en réponse à la note de M. Thouvenel, du 18 janvier, donnant comme instruction à l'ambassadeur d'appuyer la prolongation de l'occupation jusqu'à ce qu'elle ne soit plus jugée	

		Pages.
	nécessaire ou jusqu'à l'installation d'un nouveau pouvoir en Syrie.....	98
1861, Février...	19. Manifeste de l'empereur Alexandre au sujet de l'émancipation des serfs.....	233
Mars.....	1. Adresse remise entre les mains du prince Gortschakoff, gouverneur général de la Pologne, à la suite des événements du 27 février.....	239
—	9. Rescrit de l'empereur Alexandre au prince Gortschakoff, gouverneur général de la Pologne, à l'occasion de l'adresse des Polonais, donnant l'assurance d'améliorations sérieuses, à condition qu'elles ne soient pas empêchées par des demandes exagérées.....	239
—	26. Ordonnance de réformes pour le royaume de Pologne....	240
Avril.....	1. Circulaire du prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères expliquant la portée des réformes accordées aux Polonais.....	243
—	2. Proclamation du prince Gortschakoff, gouverneur général de Pologne, invitant les Polonais à la prudence.....	244
—	5. Arrêté de dissolution de la société agronomique de Varsovie.....	244
—	9. Proclamation du prince Gortschakoff, gouverneur général de Pologne, aux habitants de Varsovie, contenant l'exposé des événements du 8 avril.....	246
—	9. Ordonnance du conseil d'administration de Pologne à la suite des événements du 8 avril, énumérant les mesures prises pour en prévenir le retour, suivie d'un avis du directeur de la police dans le même sens.....	246
—	9. Rescrit adressé par le prince Gortschakoff, gouverneur du royaume de Pologne au directeur de la commission de l'intérieur prononçant la dissolution de toutes les délégations urbaines.....	394
—	10. Manifeste de l'empereur Alexandre II, relatif à l'organisation de la Finlande.....	395
Mai.....	14. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Kisselef, à Paris, au sujet de l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises.....	

SARDAIGNE.

1861, Février...	25. Lettre du commandeur Nigra, à Naples, à l'amiral Mundy, en réponse à la lettre de ce dernier du 24 février.....	212
Mars.....	14. Résumé de la séance de la chambre des députés dans laquelle fut adopté le projet de loi conférant à Victor-Emmanuel le titre de roi d'Italie, titre officiellement promulgué le 17 mars.....	99

SAXE ROYALE.

1861, Avril....	Dépêche adressée par M. de Boust, au ministre de Saxe à Londres à l'occasion des dépêches du ministre anglais à Dresde publiées dans le <i>Blue-Book</i> , sur l'extradition du comte Teleki.....	397
-----------------	---	-----

SERBIE.

1860, Août.....	22. Protestation de la députation serbe à Constantinople, contre la lettre vizirienne du 3 août 1860, refusant d'accorder l'hérédité à la famille Obrenowitch.....	100
Novembre	4. Dépêche du ministre des Affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaire serbe à Constantinople, au sujet de l'émigration des Tartares de Crimée dans la Bulgarie et de	

		Pages.
	l'agitation répandue à ce sujet parmi les populations bulgares.....	104
1860, Décembre..	Dépêche du ministre des affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaires à Constantinople au sujet des procédés vexatoires de la Porte contre le gouvernement serbe.....	102
1861, Février... 8.	Dépêche du ministre des affaires étrangères de Belgrade au chargé d'affaires serbe à Constantinople, au sujet de l'extradition des criminels turcs à la Porte par le gouvernement serbe, déclarant que ce dernier ne confond pas avec les criminels les réfugiés contraints par les persécutions à quitter le sol ottoman.....	105

TURQUIE.

1860, Septembre, 15.	Dépêche de lord John Russell à lord Cowley au sujet de l'envoi de renforts en Syrie.....	400
— 21.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet du séjour des troupes françaises en Syrie.....	401
— 22.	Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, exprimant l'espoir que l'envoi de nouvelles troupes en Syrie ne sera pas nécessaire.....	402
Octobre... 20.	Dépêche du major Fraser à lord John Russell sur l'état des affaires de Syrie.....	403
Novembre, 7.	Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, donnant les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de la Syrie par les troupes européennes.....	402
— 10.	Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer pour demander à la Porte de faire connaître à Fuad-Pacha ses idées sur les mesures à prendre pour assurer à l'avenir la protection des chrétiens en Syrie.....	403
— 13.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie..	404
— 28.	Dépêche d'Aali-Pacha à M. Musurus, ambassadeur à la Sublime Porte à Londres pour lui donner les raisons qui s'opposent à la prolongation de l'occupation de la Syrie et à une augmentation des troupes françaises.....	405
Décembre.. 11.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet du gouvernement futur de la Montagne et du Liban.....	ib.
1861, Janvier... 1 ^{re} .	Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer rapportant une conversation avec l'ambassadeur de France au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	406
— 2.	Lettre de Fuad-Pacha au grand vizir, repoussant l'accusation du général de Beaufort d'être en connivence avec les chefs druses.....	106
— 3.	Memorandum du gouvernement russe, sur le rapport adressé au Sultan, le 6 novembre 1860, par le grand vizir à la suite de sa tournée d'enquête.....	220
— 4.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell annonçant que la France n'est pas disposée à rappeler ses troupes de Syrie.....	407
— 7.	Dépêche de M. Fane à lord John Russell rapportant une conversation avec le comte de Rechberg au sujet de la prolongation de l'occupation française en Syrie.....	412
— 9.	Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, faisant connaître la manière de voir du cabinet britannique au sujet de l'évacuation des troupes européennes de la Syrie.....	408
Janvier... 11.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant	

		Pages.
	une conversation avec M. Thouvenel au sujet de l'occupation de la Syrie.....	409
1861, Janvier...	12. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	410
—	16. Dépêche du baron de Schleinitz au comte de Pourtalès au sujet du rappel des troupes françaises de Syrie.....	416
—	17. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer au sujet du langage à tenir à la Porte relativement au rappel des troupes françaises de Syrie.....	411
—	18. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet de la circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France près les grandes puissances, concernant l'évacuation de la Syrie.....	412
—	18. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, proposant de réunir un congrès pour les affaires de Syrie.....	414
—	19. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley sur la manière de voir du gouvernement britannique au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	412
—	19. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, pour faire connaître l'opinion du baron de Schleinitz sur l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises.....	413
—	24. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour lui faire connaître l'opinion du cabinet britannique relativement à la prolongation de l'occupation de la Syrie et à la proposition d'un congrès.....	414
—	24. Dépêche de M. Fane à lord John Russell pour annoncer que le comte de Rechberg partage la manière de voir du cabinet de Saint-James au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	417
—	25. Dépêche du prince Gortschakoff au prince Labanoff Rostowski, en faveur de la prolongation de l'occupation militaire en Syrie.....	97
—	26. Dépêche de M. Lowther à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet des affaires de Syrie.....	ib.
—	28. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet de l'évacuation de la Syrie.....	418
—	29. Memorandum de M. Musurus contenant les propositions d'Aali-Pacha sur la Conférence chargée de décider l'évacuation de la Syrie.....	417
—	29. Réponse de lord John Russell au memorandum de M. Musurus.....	418
—	29. Dépêche de M. Fane à lord John Russell pour lui faire connaître l'opinion du comte de Rechberg sur la Conférence proposée dans le but de prolonger l'occupation de la Syrie.....	421
—	30. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley sur la manière de voir de M. Thouvenel relativement à l'évacuation de la Syrie.....	420
Février ...	1. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Kisseleff, en réponse à la dépêche de M. Thouvenel, appuyant la prolongation de l'occupation militaire de la Syrie.....	98
—	4. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley contenant des observations au sujet de la réunion de la Conférence des affaires de Syrie.....	421
—	5. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell pour annoncer	

		Pages.
	que la Porte consent à la réunion d'une nouvelle Conférence pour les affaires de Syrie.....	421
1861, Février....	9. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley renfermant les instructions sur la conduite qu'il devra tenir dans la Conférence pour les affaires de Syrie.....	422
—	13. Lettre de M. Thouvenel à lord Cowley pour l'inviter à assister à la Conférence pour régler les affaires de Syrie..	422
—	19. Dépêche de lord John Russel à lord Cowley sur ce qu'il doit dire dans la Conférence relativement à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.
—	19. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell pour lui rendre compte de la Conférence de ce jour, réunie au ministère des Affaires Étrangères.....	423
—	21. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley au sujet de la question de la prolongation de la Syrie.....	427
—	22. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet du rapport de la commission européenne de Beyrout et de l'évacuation de la Syrie.....	428
—	25. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault sur la séance de la Conférence du 19 février et sur l'état des affaires de Syrie.....	ib.
Février...	26. Réponse de la Sublime Porte au memorandum russe sur la tournée d'enquête du grand vizir.....	107
—	27. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley en réponse à la dépêche de M. Thouvenel du 25 février.....	432
Février...	28. Dépêche de lord Bloomfield à lord John Russell au sujet d'une conversation qu'il a eue sur la prolongation de l'occupation de Syrie, avec le comte de Rechberg, qui partage la manière de voir du gouvernement britannique.	434
Mars.....	1. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel sur les affaires de Syrie.....	433
—	2. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour lui annoncer que le cabinet de Saint-James ne consent pas à la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du terme fixé par la convention du 5 septembre 1860.....	434
—	2. Dépêche de lord Loftus à lord John Russell, rapportant une conversation avec le baron de Schleinitz au sujet de la note circulaire française relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.
—	7. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, lui donnant des instructions pour la conduite qu'il a à tenir au sujet de la prolongation de l'occupation de Syrie jusqu'au 5 juin.	435
—	10. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet d'un projet de convention communiqué par M. Thouvenel à Vefyk-Effendi pour l'évacuation de la Syrie.....	436
—	Dépêche de d'Aali-Pacha à Vefyk-Effendi, pour lui donner des instructions pour la conférence relative aux affaires de Syrie.....	435
—	11. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, pour protester contre la prolongation de l'occupation de la Syrie au delà du 5 juin.....	438
—	11. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui envoyer un projet de convention concernant la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	439
—	14. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, au sujet de la rédaction de la convention relative à la prolongation de l'occupation de la Syrie.....	ib.

		Pages.
1861, Février....	15. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell, pour lui rendre compte de la séance de la Conférence tenue au ministère des Affaires Étrangères.....	441
—	16. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, au sujet de l'envoi en commun des flottes anglaise et française sur les côtes de Syrie	443
Mai.....	3. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de La Valette à Constantinople, pour lui annoncer que l'Empereur a donné les ordres pour l'évacuation de la Syrie au 5 juin, et pour l'inviter à appeler l'attention de la Porte sur les devoirs que le départ des troupes françaises lui impose.....	ib.
—	14. Dépêche du prince Gortschakoff au comte Kisseleff, relativement à l'évacuation de la Syrie par les troupes de la France.....	445

